

# Acta Juridica

ACADEMIAE  
SCIENTIARUM  
HUNGARICAE

ADIUVANTIBUS

O. BIHARI, M. KÁDÁR, T. KIRÁLY, F. MÁDL,  
L. RÉCZEI, I. SERES, I. SZABÓ

REDIGIT  
GY. FÖRSI

TOMUS VIII  
FASCICULI 1-2



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST  
1966

# ACTA JURIDICA

## A MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA JOGTUDOMÁNYI KÖZLEMÉNYEI

SZERKESZTŐSÉG ÉS KIADÓHIVATAL: BUDAPEST V., ALKOTMÁNY UTCA 21.

Az *Acta Juridica* német, angol, francia és orosz nyelven közöl értekezéseket az állam- és jogtudományok köréből.

Az *Acta Juridica* félévenként jelenik meg, két kettősfüzet alkot egy kötetet. A közlésre szánt kéziratok a következő címre küldendők:

*Acta Juridica, Budapest V., Alkotmány u. 21.*

Ugyanerre a címre küldendő minden szerkesztőségi és kiadóhivatali levelezés.

Az *Acta Juridica* előfizetési ára kötetenként belföldre 80 forint, külföldre 110 forint. Megrendelhető a belföld számára az Akadémiai Kiadónál (Budapest V., Alkotmány utca 21. Bankszámla 05-915-111-46), a külföld számára pedig a „Kultúra” Könyv és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (Budapest I., Fő utca 32. Bankszámla 43-790-057-181. sz.) vagy annak külföldi képviselőinél, bizományosainál.

---

«*Acta Juridica*» публикуют трактаты из области юридической науки на русском, английском, немецком и французском языках.

«*Acta Juridica*» выходят выпусками, составляющими один том в год (400—500 стр.). Предназначенные для публикации рукописи следует направлять по адресу:

*Acta Juridica, Budapest V., Alkotmány u. 21.*

По этому же адресу направлять всякую корреспонденцию для редакции и администрации.

Подписная цена «*Acta Juridica*» — 110 форинтов за том. Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «*Kultúra*» (Budapest I., Fő utca 32; Текущий счет № 43-790-057-181) или его заграничные представительства и уполномоченные.



# Le citoyen et le droit

par

I. SZABÓ

Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Budapest  
Directeur de l'Institut des Sciences Juridiques et Politiques  
de l'Académie des Sciences de Hongrie

L'étude constitue un chapitre du livre de l'auteur paru en 1964. Elle traite des problèmes suivants: le développement du devoir de connaître la loi dans les conditions du capitalisme et du socialisme; les relations entre le devoir en question et la quantité des normes juridiques; l'importance du mode de la rédaction des normes juridiques du point de vue de la possibilité de les connaître et d'en prendre conscience; la double qualité des citoyens (qualité de citoyen en général et qualité résultant du champ de leur activité sous le rapport de la connaissance de la loi); les moyens de connaître les normes juridiques dans les conditions du socialisme.

## Le devoir de connaître le droit

Combien de règles juridiques connaît un citoyen moyen et combien doit-il connaître? La question semble dans cette forme — au moins aux yeux du juriste — naïve et au surplus en soi-même trop générale. Tout de même, cela vaut la peine d'attirer l'attention sur le fait que cette question n'a jamais été posée par les juristes et ce qui est plus intéressant, elle n'a pas été posée par les sociologues non plus. Pourquoi? Les juristes, même s'ils veulent sortir des barrières de leur propre profession, en définitive ils ne peuvent pas s'affranchir de ce qu'ils contemplent le droit en premier lieu de l'intérieur, dans sa structure et dans son système pris en soi-même; les sociologues par contre, ont présent à l'esprit l'ensemble du droit, son effet social moyen, son influence. C'est, entre autres, la cause de ce que la question mentionnée, le côté quantitatif du système juridique et, en rapport avec cela, la mesure de la possibilité de sa connaissance par les citoyens se perdent entre les deux approches. Mais le fait que la question n'avait pas été posée, avait d'autres raisons aussi, faciles à deviner.

Tous les systèmes juridiques exigent des citoyens qu'ils connaissent le droit: tous les citoyens sont chargés du «*devoir de connaître le droit*». En même temps, ils acceptent cette prétention comme un fait réalisé, ils la présupposent comme donnée. Dans certains cas c'est la règle juridique qui prescrit expressément que l'ignorance ne décharge point de la responsabilité. En vertu de l'article 81 du Code pénal hongrois de 1878, «l'ignorance ou la compréhension erronée de la loi pénale n'exclut point l'imputation». L'article 2 du Code civil

autrichien contient la disposition suivante: «aussitôt que la loi a été promulguée d'une manière appropriée, nul ne saurait s'excuser en prétendant que celle-ci n'avait pas été connue à lui». Cette supposition est valable même dans ces systèmes juridiques qui ne la prescrivent pas expressément. Si pas autrement, au moins indirectement pour ainsi dire, tous les États appliquent cette règle. Ainsi, ils prescrivent généralement que les citoyens sont tenus de respecter la constitution et les lois — et cela présuppose logiquement la connaissance du droit. Mais cette supposition n'est que logique; au point de vue de sa valeur sociale elle n'est pas autre chose qu'une fiction et contre la réalité supposée de celle-ci le système juridique n'admet pas la preuve. Cette pierre angulaire de tous les systèmes juridiques est basée au point de vue juridique sur le fait que la promulgation publique des règles juridiques est ordonnée par les systèmes juridiques. De là on déduit la conclusion que par suite de cette promulgation les règles juridiques sont déjà devenues connues, par tout le monde — indépendamment du fait si elles sont devenues connues en réalité. Bien que l'application du principe relatif au devoir de connaître le droit ne soit pas rigide dans tous les systèmes juridiques et qu'il soit vrai que les organes qui appliquent la loi peuvent apprécier dans certains cas l'ignorance du droit, si elle peut être prouvée, comme une circonstance atténuante, un facteur limitant la responsabilité ou ils peuvent en tenir compte d'une autre manière équitable, néanmoins, cela ne change rien à la validité générale du principe.

Pour le droit et le juriste cela était en général suffisant; ils s'intéressaient peu de la question de savoir si la connaissance du droit est-elle véritable ou non, si la connaissance du droit se répand-elle, qu'est-ce qu'il faudrait faire dans cet intérêt à part de la promulgation des règles juridiques? Il est évident cependant que pour nous, pour le droit socialiste et les juristes socialistes, respectivement pour la société socialiste cela ne saurait être suffisant en général. C'est un fait, en effet, que la règle juridique ne devient pas encore connue par la promulgation, ou au moins connue généralement. Or, le système socialiste exige au fond précisément cette connaissance. Pour cette raison, lorsque nous aussi nous maintenons le principe formel du devoir de connaître le droit, car c'est la condition de la vie juridique — nous considérons en même temps comme une tâche fondamentale aussi, que le principe devienne une *réalité sociale*, plus précisément: une réalité sociale dans la plus grande mesure possible et que le caractère fictif de la connaissance du droit cesse ou au moins diminue progressivement.

Les efforts faits par la société socialiste et l'État afin de faire connaître le droit socialiste dans un cercle aussi vaste que possible sont bien connus; de plus, la société socialiste et l'État n'y s'arrêtent même pas, car ils réunissent l'activité tendant à faire connaître le droit socialiste avec un travail de persuasion, la mise à jour du but, de la justesse, de l'utilité de nos règles de droit. Le but proprement dit ce n'est pas seulement que les citoyens connaissent le



droit en vigueur, mais qu'ils soient d'accord avec lui, qu'ils le fassent partie de leur conscience sociale et de leur conception juridique, qu'ils arrêtent leur attitude conformément à ce droit. C'est ce que la codification dans un sens facilement compréhensible des règles juridiques, la littérature juridique populaire, la propagande juridique et jusqu'à une certaine mesure l'enseignement général et l'éducation publique doivent servir.

Les efforts dirigés vers ce but avaient déjà donné sans doute certains résultats. L'on peut affirmer catégoriquement que nos citoyens savent relativement bien plus de notre droit qu'on savait dans l'ordre social bourgeois et, particulièrement, il n'y a pas de doute que notre relation avec le droit en général et avec les diverses institutions juridiques est changée et change toujours. Malgré tout cela, *la pénétration de notre droit dans l'opinion publique* dans la conscience et la conviction des hommes n'est pas assez rapide. La question que nous étudierons maintenant est la suivante: comment peuvent être développées, encouragées la structure et la construction de notre système juridique, le système de nos règles de droit afin que ces règles puissent mieux satisfaire les exigences socialistes et qu'elles rendent plus stable l'unité de notre droit et de notre société?

### La quantité de nos règles juridiques

Si grossière paraisse-t-il cette approche, il faut que nous retournions à notre point de départ et nous posons la question maintenant de la façon suivante: *combien de règles juridiques contient un système juridique?* Si nous examinons notre système juridique en vigueur, nous pouvons partir de ce que le nombre des sources juridiques et des règles de droit (des lois, décrets-lois, décrets du conseil des ministres et décrets ministériels) émises dans les années de 1945 à 1958 et étant en vigueur, à la date du 30 juin 1959, donc celles affectant directement les citoyens, était selon la liste officielle à peu près de 2200. Depuis 1959 la matière juridique en vigueur s'est développée davantage. De nouvelles règles de droit furent promulguées lesquelles avaient éliminé en grande partie les règles de droit en vigueur antérieurement à la libération. La codification exécutée depuis lors avait fondu plusieurs lois en une seule. Comme il est à présumer, ces changements modifièrent peu la quantité des règles de droit en vigueur. En effet, le nombre des décrets, respectivement décisions gouvernementaux émis depuis la libération jusqu'à la fin de 1963 et en vigueur aujourd'hui est, suivant une nouvelle liste officielle, exactement aussi grand qu'il était en 1959. De là on peut induire que dans un système juridique déterminé la stabilité plus ou moins grande des rapports réglementés par le droit et les idées sur cette réglementation paraissent invariables, la quantité de la matière juridique en vigueur est plus ou moins constante. En résumant tout ce qui avait été dit et en prenant en considération les règles

juridiques antérieures à la libération, conservées et peu nombreuses, on peut présumer que le nombre des règles de droit promulguées, donc en principe celles adressées aux citoyens s'élève approximativement à 2200 - 2500.

Bien que ce chiffre indique quelque chose, il ne montre pas assez au point de vue de la connaissance du droit. Il est encore moins intéressant d'étudier la question de savoir en combien de paragraphes, en combien d'articles, c'est-à-dire, à l'intérieur d'une règle de droit, en combien de plus petits groupes séparés est la matière juridique en vigueur mentionné divisée. D'ailleurs, le nombre des articles peut être évalué à plusieurs dizaines de milles. Le chiffre suivant les articles nous dit très peu, tout d'abord parce que la division des règles juridiques en articles et encore davantage des articles en paragraphes permet beaucoup d'éléments accidentels; beaucoup dépend du rédacteur, de la manière qu'il articule la règle du droit.

Mais le problème essentiel, n'est pas là. En effet, un article de la loi ne signifie point une règle de conduite entière, complète, respectivement — pour que nous soyons plus précis — ne signifie point une attitude requise, prescrite et il régleme encore moins dans leur ensemble, les relations déterminées d'un rapport social, une institution juridique particulière. Relativement à la réglementation de la vente nous trouvons, par exemple, dans notre nouveau Code civil 21 articles et tous sont divisés en certains paragraphes. En dehors de ceux-ci font partie de ces règles les dispositions du Code relatives aux personnes en général, aux principes généraux etc. Les divers faits constitutifs des infractions dans le Code pénal, c'est-à-dire les diverses infractions criminelles et leurs peines, sont également compris dans un ou deux articles, mais en réalité à chacun de ces articles appartient une partie générale, rédigée séparément et dans une forme de principes, ou au moins une grande partie de celle-ci, les règles concernant l'intention et l'imprudence, les circonstances atténuantes et aggravantes, l'imputation, l'infliction de la peine, etc.

Si nous examinons la question de cette façon, il devient tout de suite évident que — considéré d'abord non pas du côté juridique, mais du côté social — ce n'est pas la règle de droit qui est l'unité fondamentale, même pas un article particulier de la loi, mais *une attitude*, une conduite particulière, notamment une attitude relative à un rapport déterminé, respectivement, un groupe des règles de conduite y relatives, *une institution juridique* particulière. Cela est déterminé généralement par une certaine quantité d'articles. Ces articles sont généralement englobés dans la même règle de droit, mais dans une grande partie des cas un rapport particulier est réglemé de plusieurs côtés ou en parlant dans la langue du juriste, une institution juridique est réglemée et protégée par le droit de plusieurs manières, et avec l'aide de plusieurs branches du droit. Ainsi, par exemple, le cercle de la propriété sociale est déterminé par la Constitution, ses rapports dans leur détail par la règle fondamentale du droit civil, le Code civil, et sa gestion, son administration



par nombreuses règles juridiques du droit administratif. Elle est en plus protégée par un groupe des règles du droit criminel contenues dans le Code pénal. Il est facile de comprendre que tout cela a pour résultat la complication considérable du système juridique.

En revenant aux données relatives à la quantité des règles juridiques, on peut dire que le classement, la combinaison des règles de droit et de leurs articles suivant les unités de conduite, suivant des institutions juridiques, diminue le nombre des règles juridiques de plusieurs milles, celui des articles de plusieurs dix milles, réduisant le nombre des unités à plusieurs centaines probablement, ne s'élevant pas à mille. Si c'est beaucoup ou peu, en général ou dans nos conditions données, nous ne saurions le dire, car nous ne possédons pas les données de comparaison nécessaires, ni les mesures appropriées et jusqu'ici on n'a pas encore fait des recherches sur la quantité et les proportions. Il est à présumer que cela est en relation avec l'analyse, du point de vue en premier lieu juridique et moins social, des problèmes du système des sources de droit et de la codification.

De toute façon, c'est un fait que la connaissance complète de la matière juridique en vigueur n'est pas facile pour le juriste non plus. C'est pourquoi on a l'habitude de dire que les connaissances juridiques concrètes du juriste — en dehors des bases — consistent en ce qu'il connaît le système du droit et à cause de cela il sait quoi, quelle règle, ou dans quelle branche du droit ou dans quelle loi il doit chercher. L'orientation est rendue difficile dans une très forte proportion même pour lui, par suite du fait que dans les limites d'une matière juridique une attitude particulière ou une justification juridique n'est pas réglée seulement par plusieurs règles juridiques, mais par des règles juridiques de divers rangs (par des lois et, par des décrets aussi). Conformément à cela, *le système juridique est réparti en deux directions*: pas seulement horizontalement (c'est-à-dire que la même conduite est réglée par plusieurs règles de droit de même rang, par exemple, par plusieurs lois), mais aussi verticalement, divisé en des règles juridiques d'un rang plus et moins élevé. C'est ce que nous représentons par le mot «hiérarchie» des règles de droit, dont le principe exige que la règle juridique inférieure (un décret) ne puisse contredire à une règle plus élevée (à la loi). Le rôle de cette hiérarchie consiste essentiellement en ce que les règles de droit d'un rang inférieur servent l'exécution, et le cas échéant, la spécification et l'interprétation des règles d'un rang supérieur et que les règles juridiques de différent rang ayant pour objet la même conduite humaine ne se contredisent pas.

Ce caractère polysegmentaire compliqué du système juridique s'est développé historiquement et il s'est élargi dans la même proportion que l'activité de l'État et particulièrement l'activité administrative de l'État s'agrandissait. Le processus se dégagait dans la société bourgeoise de cette manière que le système primordial et quasi exclusif des lois fut de plus en plus enflé

par des décrets supplémentaires, des règlements d'application, des notes explicatives, spécialement à partir de l'époque du tournant du siècle. *La hiérarchie des règles de droit*, conforme aux principes constitutionnels relatifs à la législation et à l'ordre des rangs des organes déterminés par la constitution, aurait eu pour mission d'introduire un certain ordre dans le système des règles de droit. Mais de cette hiérarchie beaucoup s'est perdu dans la période de l'impérialisme, parce que le principe que les rapports fondamentaux devaient être réglés par des lois, était violé par la pratique de l'État impérialiste de la même manière que le principe d'après lequel des règles générales devraient être contenues dans des lois et non pas dans des règles détaillées de décrets.

Le système juridique socialiste s'efforce de rétablir de tous les points de vue la hiérarchie des règles de droit, c'est-à-dire d'assurer que les rapports fondamentaux soient réglés par des lois (et des décrets-lois) et que les règles de droit leur subordonnées (les décrets gouvernementaux et les arrêtés ministériels) se préoccupent de l'exécution des lois. Ainsi, le système des règles juridiques est construit dans *la forme d'une pyramide*: en haut sont placées les moins nombreuses lois et la matière des règles juridiques s'agrandit à mesure que nous descendons dans la hiérarchie des règles de droit. Si nous examinons de ce point de vue, par exemple, notre législation de l'année 1962, les règles de droit et les décisions normatives issues et promulguées par *a*) l'Assemblée Nationale, *b*) le Conseil présidentiel, *c*) le Conseil des ministres, *d*) les ministères montrent approximativement la proportion suivante: 1:9:12:20. La proportion entre les règles juridiques fondamentales et les dispositions ayant le caractère des règlements d'application est environ un à trois.

En principe, il serait logique et c'est ce qu'on demande généralement au droit socialiste, que les règles de droit placées à la partie supérieure de la pyramide, à savoir, les lois et les décrets-lois fournissent cette matière qui transmet les règles de conduite fondamentales, relativement simples et claires, aux citoyens et qui est en principe suffisante pour déterminer l'attitude civique. Quantitativement, même cette matière n'est pas peu nombreuse. Parmi ces lois (et le cas échéant les décrets-lois) se distinguent les *codes* qui constituent le document fondamental d'une branche de droit et règlent les rapports sociaux d'une manière synthétique (la Constitution, le Code civil, le Code pénal, le Code du travail, le Code de la famille, les Codes de procédure civile et criminelle), et qui comprennent eux-mêmes environ 2000 articles, mais peuvent être réduits, comme il a été dit, à quelques centaines de rapports fondamentaux, de conduites fondamentales et d'institutions juridiques.

Ici un double problème se pose. D'une part, notre droit a des domaines entiers, des branches entières qui ne sont pas compris dans des codes systématiques et dans certaines relations il est douteux si c'est au fond possible ou non. Dans un tel état non-codifié se trouvent, en attendant, le droit des coopératives de production, le droit administratif affectant les citoyens (bien que pour



certaines branches de ce dernier droit on avait déjà préparé des codes partiels). En d'autres termes, à cette matière des règles juridiques pas comprises dans des codes systématiques pour la plupart, la source générale fait défaut. Des lois régissant certaines questions particulières se mêlent aux règles de droit d'un rang inférieur, parmi lesquelles quelquefois se trouvent également des règles d'un caractère général, lesquelles seraient directement impliquées dans le cercle de l'intérêt des citoyens, mais se perdent également parmi les règles d'application des lois et des règles de détail. C'est un fait, cependant, que la majeure partie des rapports touchant en général aux citoyens avait été déjà réglementée par nous avec l'exigence de la généralité. Sous ce rapport un autre problème de la connaissance du droit par les citoyens se pose; c'est-à-dire, que les codes d'un caractère général apparaissent dans une structure juridique particulière, ce qui découle bien des exigences de la rédaction logique des règles juridiques, mais rend plus difficile aux citoyens la connaissance des dispositions comprises dans les codes. Regardons ce dernier élément de plus près.

### Le mode de rédaction

Au cours des siècles pour les règles juridiques volumineuses, réglementant un rapport donné d'une manière synthétique, pour les lois d'une étendue considérable et en premier lieu pour les codes un mode traditionnel de rédaction, s'est formé: la codification comme la méthode de la construction structurelle des règles de droit. Elle est basée à proprement parler sur le fait que la réglementation rend possible une division logique, une systématisation considérable, la définition précise des concepts utilisés, des institutions réglementées et des conduites humaines, l'accordage des thèses principales avec les thèses accessoires, des thèses générales avec les thèses exceptionnelles. L'un des principes de rédaction des règles de droit de ce caractère et en premier lieu des codes est la division de la règle en des *parties générales et spéciales*. La partie générale ne contient pas d'habitude des règles de conduite directes, mais fait ressortir ces principes généraux, ces notions et ces facteurs lesquels concernent toutes les règles de la partie spéciale. D'ailleurs, il arrive aussi qu'un chapitre particulier de la partie spéciale du code commence également avec de telles thèses générales. La partie générale du Code pénal, par exemple, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, parle de la question de savoir qu'est ce que sont l'infraction, la responsabilité pénale, quelles sont les situations dans lesquelles le crime n'est pas puni (enfance, erreur, défense légitime, état de nécessité, etc.). C'est la partie spéciale du Code qui énumère ensuite les faits constitutifs des crimes et les peines particulières. Notre Code du travail et notre Code civil commencent avec une partie relativement courte, avec les principes généraux. Le Code civil dans sa partie sur les obligations résume d'abord

les règles générales des contrats et ne parle qu'ensuite des contrats particuliers; il ne donne donc qu'ici des règles de conduite directes.

De cette façon la structure de nos codes, construits d'une manière logique et ayant un caractère d'ensemble et synthétique ainsi que la structure de nos plus volumineuses règles de droit, le cas échéant même de certaines parties plus vastes de ces dernières, peuvent être comparées à une telle *formule mathématique* dans laquelle les thèses générales sont accentuées et mises en relief devant la partie entre parenthèses de la formule, et les thèses entre parenthèses, c'est-à-dire toutes les règles de conduite concrètes, doivent être multipliées par ces thèses générales pour pouvoir recevoir un résultat, à savoir, une règle de conduite entière. Je veux expliquer cela par un exemple. Afin de pouvoir comprendre la règle du droit pénal ayant trait à l'interdiction et la peine des coups et blessures graves, nous devons réunir la disposition qu'on peut retrouver dans la partie spéciale du code aux dispositions de la partie générale ayant trait à l'intention et la négligence, à la responsabilité pénale etc. La manière de la rédaction du Code pénal est de ce point de vue particulièrement claire, mais cette méthode se fait valoir dans une mesure plus ou moins grande dans toutes les règles d'ensemble, dans toutes les règles synthétiques.

Une telle solution paraît indispensable du point de vue de la technique de la rédaction des règles de droit; considéré du côté de la logique, cette rédaction est la manière la plus développée, bien que jusqu'à un certain degré elle soit plutôt abstraite. Il y a aussi un argument pratique qui parle également pour un tel mode de la rédaction, pour la mise en relief de certaines règles, pour leur groupement, et, c'est, en effet qu'avec une autre manière de rédaction nous augmenterions davantage l'étendue des règles de droit. Si par rapport à toute conduite concrète nous énumérons les thèses générales et les principes à prendre en considération, lors de l'appréciation d'une conduite donnée, la matière juridique s'aggrandirait trop et le système juridique deviendrait inextricable, presque inconnaissable. En plus, il serait atomisé aussi jusqu'à une certaine mesure et perdrait de son caractère général. Il est hors de doute cependant que nous sommes ici de nouveau en présence d'un tel trait caractéristique du droit qui rend essentiellement plus difficile la connaissance étendue du droit en vigueur. En effet, nous pouvons exiger du citoyen qu'il lise et qu'il connaisse, par exemple, les dispositions directes du Code pénal réglementant les infractions particulières, car celles-ci sont des interdictions expresses; mais il lui est déjà difficile de rechercher et de réunir à celles-ci dans sa pensée les thèses comprises dans la partie générale du Code pénal, ou dans les parties de celles-ci qu'il doit prendre en considération. Afin qu'il soit capable dans une mesure quelconque de faire cela, il faudrait l'enseigner comment lire les règles juridiques, mais certainement il serait nécessaire qu'il connaisse en dehors de la structure des règles particulières du droit *la structure du système juridique* aussi. Si nous examinons donc la question du côté de la connaissance du

droit, nous arrivons également à cette exigence générale qu'une certaine connaissance fondamentale est indispensable pour la conduite appropriée du citoyen, pour la culture sociale générale, et le moyen pour acquérir cela, ce n'est pas le rassemblement spontané des enseignements tirés des expériences propres du citoyen, ou des bonnes ou mauvaises expériences de son entourage.

En ce qui concerne la répartition verticale de la pyramide des règles de droit, le principe de celle-ci c'est la juste distinction faite entre la relation du général et du spécial, et la formation appropriée de leurs proportions, à savoir, la construction du système des règles de droit de cette manière que les règles d'un rang supérieur donnent le général et les décrets portent application des lois, les détails, le spécial. En prenant en considération les difficultés de la connaissance du droit par le citoyen, dans la vie juridique socialiste on reconnaît que dans les règles de droit fondamentales la généralisation et l'abstraction ne doivent pas être poussées à l'extrême et, précisément dans l'intérêt des citoyens, il ne faut pas élever trop haut le sommet de la pyramide. La question peut être rédigée de cette manière aussi, comment peut-on coordonner relativement à la généralisation la connaissance du droit qu'on peut demander des citoyens avec la logique intérieure, structurelle du système juridique? Un exemple pourra peut-être éclaircir le problème.

Dans la littérature juridique socialiste on discute depuis plusieurs décades la question de savoir si les rapports économiques des citoyens et des organisations socialistes (des entreprises, des coopératives) peuvent être réunis dans un seul code et peuvent être intégrés dans le système d'une seule branche de droit, à savoir, du *droit civil*, ou bien, faut-il diviser cette matière en des codes spéciaux, et sur cette base faut-il les diviser en des branches de droit distinctes, en séparant le droit civil réglementant les rapports économiques des citoyens du *droit économique* qui serait formé nouvellement et qui s'occuperait des rapports économiques des organisations socialistes. La base théorique de cette discussion consiste en la question de savoir, si les rapports pécuniaires des citoyens et des organisations socialistes sont-ils de la même nature; car dans ce cas leurs espèces ne sauraient pas être séparées et leur réglementation dans des lois spéciales ne serait pas juste. Ou bien, se montrent-elles à l'intérieur des rapports économiques socialistes, qui sont uniformes du point de vue de leur nature, telles différences essentielles, lesquelles rendent plutôt nécessaire la réglementation séparée? Nous ne rentrons pas dans l'analyse de principe de cette discussion, nous examinerons seulement la question du côté de la rédaction des règles juridiques.

Les partisans de la séparation exigent deux codes: un code civil pour réglementer les rapports économiques des citoyens et les rapports existant entre les citoyens et les organisations socialistes, et un code de droit économique lequel ne s'appliquerait qu'aux rapports économiques des entreprises, des coopératives, etc. Cela conduirait probablement à la répétition des dispositions

législatives et à des inconséquences de rédaction. En effet, les rapports économiques des citoyens et des organisations socialistes — de toute évidence nécessairement — sont de la même nature, de plus, ils exigent en général des institutions identiques dans le droit: la propriété, notamment la propriété sociale et personnelle ont des principes et des règles généraux communs, le système uniforme des divers contrats est édifié dans le commerce sur la même base; les dispositions relatives à ceux-ci sont essentiellement identiques et souvent les sanctions sont également les mêmes. Cette identité des principes et, en majeure partie, des solutions aussi: a des raisons sociales objectives. Si, contrairement à cette unité, nous séparions au cours de la rédaction des règles de droit les deux groupes des rapports économiques, les uns des autres, chacun des deux codes distincts devrait répéter les règles générales, mais certaines règles de détail aussi, ce qui ne serait sûrement pas un principe de rédaction juste. Il faut également prendre en considération, qu'au-dessous de toutes règles juridiques générales et au-dessous de tous codes, se développe d'habitude le système des règles de détail, le système des règles sur l'application des lois, et que les codes, ensemble avec les décrets relatifs à leur application, constituent une unité verticale à l'intérieur du système juridique et de la branche de droit donnée. Puisque les lois et les dispositions ayant force de loi doivent être interprétées ensemble avec les décrets relatifs à leur application et en unité avec celles-ci, il pourrait arriver que si on inscrivait la même disposition légale dans deux lois (et si on les entourait de dispositions séparées sur leur application), la même disposition dans le même système juridique acquerrait deux différents sens, — ce qui évidemment ne saurait être juste. Enfin, l'on pourrait imaginer la promulgation de trois lois aussi, parmi lesquelles la première comprendrait les principes généraux et communs, et qui ne donnerait pas à proprement parler des règles de conduite directes, car celles-ci seraient incorporées dans les deux autres codes, — mais il est évident que cela rendrait la situation encore plus compliquée.

C'est une autre question, bien entendu, que dans des traités pratiques, dans des manuels on peut rassembler et grouper séparément les règles régissant les rapports économiques des citoyens et les rapports économiques des organisations socialistes. Mais, cela n'est plus une question de la rédaction des règles juridiques, mais des modes non officiels de l'information, du renseignement. L'analyse qui précède montre d'ailleurs qu'il faut absolument compléter les codes et les règles de droit en dehors de la simple publication officielle, dans l'intérêt de la connaissance du droit et dans les divers domaines des rapports juridiques par des compilations des règles juridiques lesquelles peuvent contenir les divers côtés de l'intérêt des citoyens. Bien que ces compilations n'aient pas un caractère officiel proprement dit, il faut considérer leur publication comme une des tâches de l'État, si nous voulons faciliter l'extension plus large de la connaissance des règles de droit.



Revenons maintenant à la première question. L'exemple invoqué indique que dans la réglementation juridique une certaine généralisation d'un degré assez élevé est inévitable. Cela conduit nécessairement à la création de lois et de codes généraux, dont la promulgation est la tâche — suivant les dispositions des constitutions socialistes — des plus hauts organes représentatifs du pouvoir d'État, des assemblées nationales. C'est ici que le plus haut échelon des organes étatiques se rencontre avec l'espèce d'ordre supérieur des règles de droit. Du point de vue de la réalisation du devoir de connaître le droit, respectivement, de la mesure de la connaissance du droit qu'on peut exiger pratiquement de chacun, ce sont probablement ces règles de droit de caractère général, c'est-à-dire les codes et les lois (jusqu'à une certaine mesure également les décrets-lois promulgués par les présidiums des parlements entre deux séances et qu'on peut considérer comme suppléant à la loi) qui en donnent à la fois le minimum et le maximum. A cela correspond dans la législation socialiste l'aspiration de réglementer pas seulement tout ce qui est général, mais aussi ce qui est essentiel pour les citoyens, par des sources de droit d'un rang si élevé; c'est proprement un principe constitutionnel. Tout cela cependant ne signifie point la totalité, l'intégralité du problème de la connaissance du droit.

### Le double qualité du citoyen

Approchons maintenant la question d'un autre côté: regardons comment affectent les règles de droit l'attitude des citoyens et en conséquence comment éveillent-elles leur intérêt? Nous pouvons dire qu'une relation est établie entre le citoyen et le droit dans une double qualité du citoyen: d'une part, en général, il est en relation avec le droit *comme citoyen*, comme le membre de la société dans sa vie de tous les jours et, d'autre part, il est en relation avec le droit par son activité, son occupation, son travail, son attribution. Sur la base de sa première relation, de sa relation générale avec ses prochains et la société, il doit connaître les règles générales relatives aux rapports personnels, de famille et patrimoniaux des citoyens, les thèses générales relatives au travail, au travail productif industriel et agricole, ainsi qu'au travail intellectuel; la réglementation relative aux logements et à la consommation, les règles également générales relatives à l'organisation de l'État socialiste et à l'activité publique des citoyens, les droits et devoirs fondamentaux des citoyens, et en plus les actes illicites ayant trait à l'attitude des citoyens en général. En sa *qualité de travailleur*, en connexion avec son activité, et son occupation, il est touché et par conséquent intéressé par cette partie du droit, laquelle réglemente dans ses détails, soit suivant les branches d'occupation, soit suivant les types d'usines, le travail, l'activité et la vie intérieure des entreprises et des coopératives de production, l'administration agricole, culturelle, le travail

administratif proprement dit, le rapport d'employé, les branches de l'occupation intellectuelle, l'organisation de la science etc. - - chacun suivant son occupation.

Cette division est naturellement très approximative et sa validité est conditionnelle, outre qu'il n'est pas facile d'exécuter la division dans la pratique. La dualité a cependant sa propre base sociale et quant à la connaissance du droit et la construction du système juridique son propre rôle aussi. La distinction faite entre le citoyen en sa qualité générale du membre de la société politiquement organisée et en sa qualité de participant à l'activité de la production: est relative dans la société socialiste, car ici la production est aussi organisée par l'État. Mais cela ne modifie en rien le fait que les règles de conduite déterminées par l'État suivant leur contenu social peuvent également être divisées de la manière indiquée plus haut et qu'au point de vue de la connaissance du droit cette division a une grande importance. Nous pouvons dire tout simplement que sur cette base on peut faire une distinction entre la *connaissance sociale* des citoyens et *leur connaissance professionnelle*. Nous allons revenir encore sur ce point sous un autre rapport.

L'aspect indiqué dernièrement, la soi-disante connaissance professionnelle du droit, peut être pour le moment exclu du cercle des relations de la société et du droit examinées par nous. On peut s'attendre de part d'une personne travaillant dans un chantier de travail et particulièrement de part d'une personne remplissant certaines fonctions responsables, de plus on peut exiger d'elle, qu'elle connaisse de la même manière ou au moins d'une manière semblable, les règles juridiques relatives à son activité comme elle connaît ou doit connaître les règles techniques, les conditions professionnelles de son travail et ses tâches professionnelles. Il faut simplement *apprendre* cette matière juridique; ici le devoir de connaître le droit se manifeste autrement que dans le cas de la connaissance générale du droit par le citoyen. Il est certain, que même dans ce domaine se posent des problèmes: est-ce qu'il y a beaucoup de ces règles de droit, comment se rattachent-elles aux règles générales, en outre aux dispositions de détail relatives aux organes de l'État, qu'est-ce qu'il faut publier de cette matière, qu'est-ce que doit rester instruction interne, etc. Bien que la solution de ces problèmes juridiques et problèmes de construction, respectivement de rédaction ne soit pas insignifiante, elle n'affecte pas directement le citoyen dans sa qualité générale de citoyen.

Nous avons mentionné que la ligne de démarcation entre le *droit général du citoyen* et le *droit professionnel* est très relative. Tout d'abord, il s'ensuit de la construction de pyramide du système juridique que les règles générales et d'un intérêt public se continuent dans les règles ayant trait à l'application des lois et, ainsi que nous l'avons vu, elles se multiplient quantitativement. D'ailleurs, c'est une autre question de savoir si les règles portant application des lois sont partout et dans la mesure habituelle vraiment nécessaires? En

outre les règles de conduite générales se dissocient en leurs éléments d'une manière non seulement verticale mais horizontale aussi: dans un code les thèses générales se relient à des diverses règles de détail, à des cas qualifiés, exceptionnels. Le Code de la procédure criminelle, par exemple, comprend les principes fondamentaux et les règles principales relatifs à la marche de la procédure et aux garanties dues aux citoyens — et cela affecte encore dans son ensemble les citoyens — en même temps, cependant, il entoure ces règles et garanties principales par des règles de détail et en partie par des règles portant application des lois lesquelles, en revanche, sont adressées aux organes de la justice criminelle, à la police, aux procureurs, aux tribunaux. D'autre part, c'est également une expérience générale, que l'intérêt des citoyens pour les affaires publiques augmente d'une manière progressive et que les hommes désirent de connaître les principes les plus généraux même de ces rapports qui ne les affectent pas directement dans leur état de citoyen; ainsi le mode de la protection de la propriété sociale, de l'organisation des entreprises, des coopératives de production, les questions internes des diverses branches de l'administration d'État, etc. On peut voir que les questions de la réalité de la connaissance du droit et sous ce rapport de la rédaction appropriée du droit socialiste ne sont pas le moins du monde simples.

Tout ce qui avait été exposé jusqu'ici après avoir approché la question de plusieurs côtés, démontre que la connaissance du droit en tant que fait social ou une exigence sociale, et la connaissance du droit en tant que la condition proprement dite de l'application du droit ne correspondent pas complètement les uns aux autres. Au cours de l'application de la loi, plus précisément au cours de la mise en cause de l'établissement de la responsabilité des citoyens, il n'y a pour ainsi dire pas d'excuse au devoir de la complète connaissance du droit: la personne qui applique la loi doit partir en principe et pratiquement de ce que le citoyen, même s'il s'agit d'une règle de détail, connaît toutes les règles promulguées d'une manière appropriée, et qu'il peut être rendu responsable sous certaines conditions légales pour l'observation de la règle, respectivement pour sa violation. Au point de vue de la vie juridique cependant c'est la question principale de savoir à quel point le citoyen connaît *effectivement* la loi et à quel point il est tenu de la connaître pour qu'il puisse éviter les conflits, pour qu'il puisse régler d'une manière générale son attitude de citoyen et comment peut la législation approcher cette généralisation du citoyen? Si nous prenons un exemple élémentaire, nous pourrions mieux nous rendre compte de la différence entre les deux espèces de la connaissance du droit. Qu'il est interdit de voler une chose d'autrui, tous les citoyens le savent; ils savent aussi en général que la propriété sociale est protégée plus intensément. En revanche, le citoyen ne connaît pas la notion précise de la propriété sociale, ni la définition légale du vol, encore moins les cas qualifiés du vol, à savoir, ses cas plus sévèrement punissables ou ses peines. Mais, tout cela est presque

indifférent du point de vue social; ce qui est important, c'est que le citoyen connaît le caractère délictueux du vol et l'importance de la propriété sociale: au point de vue social c'est ce qui est intéressant.

### Les modes de la connaissance

Notre dernière question dans ce domaine, avant de déduire certaines conséquences, c'est de savoir comment, d'habitude de quelle manière le citoyen prend connaissance du droit et comment la conserve-t-il, comme une règle juridique ou non-juridique dans sa conscience? Un certain groupement de la matière juridique est possible ici également, de plus, même la nécessité d'une distinction se pose aussi.

Les systèmes juridiques qui connaissent l'institution du droit «héritent» pour ainsi dire, les uns des autres une matière générale de normes, un certain minimum des règles fondamentales de la coexistence. Lenin mentionne à un endroit ces règles comme «les règles les plus élémentaires de la coexistence sociale, connues depuis l'âge primitif et répétées depuis des millénaires dans chaque tradition». Ces règles de conduite élémentaires dont la destination proprement dite est que «les classes sociales d'intérêts opposés — je répète les mots d'Engels — ne s'anéantissent réciproquement et ne suppriment la société dans une lutte stérile», s'adaptent, s'intègrent toujours au droit d'un système social donné, en font partie et servent pour la protection et pour l'ordre interne du système social respectif. Bien qu'il s'agisse de règles élémentaires dont la conservation dépend de la coutume aussi, pour les faire valoir on a besoin toutefois d'une organisation coercitive extérieure de caractère étatique, jusqu'au moment où dans la société de l'avenir les circonstances sociales objectives qui en général contreignent et forcent les gens à la violation de ces règles, ne cesseront pas. De cette matière élémentaire des normes on a l'habitude de dire qu'elle est constituée des éléments éternels constants du droit, qui se répètent dans toute société nécessairement, alors qu'elles apparaissent toujours dans la réalité concrète d'un certain système juridique, donc avec un contenu de classe, une tendance de classe déterminés, ensemble avec d'autres normes et influencées par celles-ci. En outre elles sont liées l'une à l'autre socialement, et en même temps dans leur contenu et dans leur forme elles sont *variablement constantes*, c'est-à-dire constamment en voie de formation et d'évolution. Ainsi, la protection de la propriété, de la vie, de la famille et de certains autres biens est constante dans cette généralité, c'est-à-dire, que cette protection est l'objet dans tous les systèmes juridiques de la réglementation juridique, mais que dans sa réglementation concrète elle est variable, comme ces fonctions sont également variables qui sont remplies par ces institutions dans les divers systèmes sociaux.



A ces règles nommées élémentaires et dans certains de leurs traits historiquement héréditaires, chaque système juridique ajoute de nouvelles et nouvelles normes fondamentales en transformant, reconsidérant et interprétant de nouveau les anciennes. Ainsi, par exemple, le système socialiste attribue à la protection de la vie et de l'intégrité corporelle de l'homme une autre importance que les systèmes sociaux antérieurs, et, entre autres, il étend le sphère de la protection et en augmente la mesure. Il introduit à la place de l'ancienne notion de la propriété, ce qui signifiait essentiellement la propriété privée, de nouvelles institutions - la propriété sociale et la propriété personnelle - tandis que les formes des nouvelles institutions rappellent les anciennes. Il désigne des biens et des rapports nouveaux à protéger et à réglementer, comme le travail, la personnalité humaine. Il déclare et assure de nouveaux droits fondamentaux: les droits à la culture, à la santé, aux prestations sociales, etc. De cette façon, des normes élémentaires, traditionnelles plutôt par leurs formes, et des autres normes élémentaires fondamentales, c'est-à-dire, nouvelles, du système social concret se forme ce groupe des règles de droit que nous pouvons considérer comme général et que nous avons désigné dans ce qui précède comme le système des règles juridiques affectant le citoyen dans sa qualité générale, comme *le droit général des citoyens*, respectivement les thèses fondamentales de ce droit.

Le citoyen d'habitude tient en évidence en sa conscience un tel groupe des normes de conduite, formé de thèses élémentaires et de principes généraux, non pas comme des normes juridiques, comme des règles de droit, mais dans leur qualité sociale, comme des règles générales de la coexistence, en même temps considérées par lui, s'il en est d'accord, s'il les approuve, comme des règles de la morale aussi. Le citoyen hérite cette matière en partie par la voie des traditions, mais il les rassemble, dans une proportion grandissante, plutôt par la voie des canaux de l'éducation, de l'information, de la culture, et de la civilisation, plus ou moins sans ordre, de telle manière qu'il ne reconnaît pas toujours leurs relations. En définitive c'est le trésor des normes par lequel le citoyen réglemente sa conduite en général. Dans des conditions socialistes ces règles font de plus en plus corps avec la morale socialiste. En même temps, la précision des connaissances juridiques générales de cette nature augmente aussi, c'est-à-dire elle approche leur expression dans des règles de droit. Dans le droit en vigueur ce sont ces règles qui constituent la matière de la constitution, ensuite les parties générales des codes ou de leurs divers chapitres, enfin l'objet de certaines lois d'un intérêt public et de nature générale dans leur contenu.

C'est à ces règles que se rattache étroitement cette matière juridique qui contient la spécification des règles les plus générales, leur définition plus précise, leur séparation de leurs semblables, à savoir ce qui est, par rapport au général mentionné, déjà spécial, déjà secondaire. Ces règles apparaissent

d'habitude ensemble avec les thèses générales dans les mêmes codes et dans les mêmes lois. Il arrive cependant qu'elles sont promulguées séparément, le cas échéant dans des règles juridiques d'un rang inférieur. Le citoyen peut pénétrer dans ce second empire du droit, mais généralement il ne peut pénétrer que jusqu'à un certain point. Il faut dire également que ce «*second étage*» cause le plus de soucis aux rédacteurs des règles juridiques. En effet, il est douteux pour eux jusqu'à quel point la matière générale doit-elle s'étendre, respectivement s'ils doivent inclure dans la même règle de droit les dispositions secondaires ou bien doivent les séparer déjà et les réunir avec les règles concernant l'application des lois proprement dites, c'est-à-dire, avec les règles du «*troisième étage*»? Il est évident que la réponse donnée à cette question, à qui la règle de droit est-elle directement adressée, joue un rôle considérable: — pour qui réglementons-nous, pour les organes qui appliquent la loi et en général pour les juristes, ou bien pour les citoyens? Les rédacteurs des règles juridiques sont contraints d'aller dans la direction première par cette logique de rédaction qui vise à des unités fermées, notamment à des unités juridiquement fermées; par contre, l'exigence sociale de l'extension de la connaissance du droit montre dans la dernière direction.

Jetons de la lumière sur ces trois étages de plus près, à l'aide d'un exemple tiré d'une matière juridique. Le rapport de travail dans son essence générale est régi par le Code du travail. Sous ce rapport le Code comprend d'une part des principes et des thèses généraux (ainsi le droit au travail, le caractère honorifique du travail, le principe relatif à la rémunération en proportion avec la quantité et la qualité du travail, l'égalité des droits des femmes et des hommes, etc.), d'autre part, il réglemente les institutions générales du droit du travail (le rapport du travail, le contrat de travail, la protection du travail, la discipline du travail, etc.). C'est sans doute le premier étage, l'objet des connaissances générales du droit. A cela cependant se rattache une certaine matière de détail déjà dans la loi elle-même: ainsi les dispositions relatives aux formes du contrat de travail, aux conditions du rapport de travail, dans le cercle de la réglementation générale à la durée du travail, au travail de nuit, à la spécification du surtravail, à certains procédés du travail, etc.

Cette réglementation secondaire rattachée au général est en principe toujours assez générale, mais il est clair que le citoyen ne saurait connaître en premier lieu cette matière que de la règle juridique elle-même ou en tant qu'une matière caractéristiquement juridique, et il la reconnaît réellement ainsi. Indépendamment de son rapport de travail concret, une partie de ces règles plus détaillées l'intéresse bien, l'autre partie ne l'intéresse pas. Avec l'augmentation de sa culture générale il apprend de plus en plus de ces règles. Il est cependant douteux s'il doit connaître tout cela dans le cercle de ses connaissances sociales ou plus précisément il reste à savoir si sur ce second étage la réglementation qui intéresse en général et affecte le citoyen ne se

mêle-t-elle pas aux dispositions des droits spéciaux, dont la majeure partie appartient plutôt aux organes qui appliquent la loi? Il est enfin notoire que de nombreuses règles de droit d'un rang inférieur, de nombreux décrets ayant le caractère des règles portant application d'une loi se rattachent au Code du travail. Concernant ces dernières règles il n'est pas contestable que le troisième degré est le monde du droit spécial, à savoir une matière qui affecte le citoyen en tant que sujet d'un certain rapport de travail.

Il est évident que ce sont les dispositions se trouvant *entre* les thèses réellement générales et les prescriptions spéciales proprement dites qui causent les difficultés en rapport avec la connaissance du droit. D'habitude - et l'exemple précédent le démontre - la règle juridique fondamentale, la règle de droit générale, le code ou la loi - s'enfonce plus profondément de ce que la connaissance générale du droit par le citoyen exige, ou que la société suppose en général chez le citoyen. Il n'existe donc pas une matière de sources juridiques séparée d'une façon formelle suffisamment, dont nous pourrions dire qu'elle doit être connue par tous les citoyens et que les citoyens sont capables de connaître. Le citoyen qui lit un de nos codes, comprendra ses thèses générales, mais plus ou moins vite il se perdra parmi les règles de détail, les exceptions, les changements de voie, et des explications, car le code qui dans ses débuts et dans ses généralités était encore adressé à lui, passe lentement à des dispositions qui ne sont comprises que par l'expert, par le juriste, par la personne qui applique la loi. Tout cela vaut sous beaucoup de rapports à nos autres règles de droit aussi, pas seulement à nos codes.

Or, la question pour l'avenir et posée du côté de la connaissance générale du droit - est de savoir si on peut et s'il faut former une telle matière *générale* séparée ou une matière plus séparée que la matière actuelle, qui peut être en principe connue par tous les citoyens et qui rend possible que l'information non juridique approximative et proprement dite devienne une information juridique - une information qui peut être généralement propagée et enseignée, qui rend plus précises les connaissances juridiques du citoyen? La position d'esprit contraire serait plus ou moins la conservation de la situation actuelle, c'est-à-dire l'acceptation de cette idée que le citoyen possède certaines notions générales et grandissantes, mais il ne les puise pas directement aux règles juridiques elles-mêmes, car celles-ci dans leur forme donnée ne sont pas adressées à lui. Cette question affecte naturellement l'évolution ultérieure de la *forme* de notre système juridique, mais montre encore au-delà de cette évolution, car l'élaboration des formes nécessaires et le passage plus rapide dans la conscience publique des thèses fondamentales du droit sont des conditions de ce que la conduite générale des citoyens corresponde dans une mesure plus et plus grande à la réglementation juridique, - que les règles principales du droit socialiste deviennent non seulement publiquement notoires, mais leur observation soit accoutumée aussi et que l'observation spontanée soit mise

en avant dans une mesure grandissante ce qui montre déjà que la séparation particulière du droit deviendra superflue.

### La primauté de l'exigence sociale

Après ce qui a été dit il n'est pas nécessaire d'expliquer en particulier que la dernière voie, à savoir la conservation plus ou moins inaltérée des solutions de rédaction actuelles est plus avantageuse aux juristes. Cela résulte de la logique interne de la rédaction des règles de droit, car du point de vue de l'application du droit cette méthode réunit d'une manière pratique la disposition générale avec les dispositions qui sont en relation étroite avec celle-ci. L'exigence sociale cependant contredit cela jusqu'à une certaine mesure. Cette exigence, ainsi que nous l'avons signalée, peut être résumée en ce qu'il faut faire plus précise la connaissance générale du droit des citoyens et celle acquise par eux, suivant les cas, en dehors des règles de droit; qu'il faut s'approcher de cette situation idéale où cette connaissance du droit est basée sur la connaissance directe des règles de droit. Pour cela, il faut exécuter certains changements dans le mode de rédaction des règles de droit.

Un éminent juge hongrois avait écrit au début des années de 1910: « . . . la loi est adressée seulement au juge et non pas au peuple. Le profane qui étudie la loi, a des mauvaises intentions, comme le fiancé qui étudie la loi sur le mariage ». Cela ne saurait être évidemment vrai pour nos lois et pour nos citoyens qui doivent d'ailleurs lire la loi - et c'est précisément le côté social de la connaissance du droit avec quoi nous nous occupons ici - pas seulement lorsqu'ils se préparent à faire quelque chose, du mal ou du bien, mais aussi lorsqu'ils veulent savoir en général comment il faut ordonner correctement les relations humaines? La rédaction socialiste des règles de droit part de ce que le destinataire juridique et social de nos règles de droit d'un caractère général ou au moins de nos lois est en général le citoyen. Il est hors de doute que nos codes et nos lois, par rapport aux lois du passé, sont devenus essentiellement plus simples (et cela est vrai en dépit de tout ce qui peut être invoqué contre ceux-ci) et quantitativement aussi (notre Code civil, et Code pénal, ensuite nos Codes de la procédure civile et criminelle montrent cela particulièrement). Ceci est en relation avec l'évolution de nos rapports sociaux fondamentaux, mais également avec nos ambitions concernant la rédaction des règles de droit. Mais dans les codes et dans les lois générales d'un caractère plus vaste on ne trouve pas encore suffisamment les traces de la séparation consciente du droit général des citoyens de sa spécification qui logiquement est évidemment nécessaire et à quoi nous nous sommes référés dans nos précédentes explications. Dans le cas d'une séparation de cette envergure il faudrait prendre en considé-

ration aussi, que cette partie générale légale du droit en vigueur doit remplir deux fonctions: d'une part, elle doit *informer* et nous pouvons dire aussi, *éduquer* les gens et d'autre part, elle doit servir de base pour la décision des conflits, des litiges. Tout cela cause des problèmes difficiles et l'acceptation de cette exigence de principe, qu'en transformant la rédaction des règles fondamentales il faut faciliter l'extension de la connaissance sociale du droit, ne signifie pas encore que le mode de la solution avait été trouvé d'une manière sans équivoque.

Nous avons dit que le nombre des unités, des normes, respectivement des institutions juridiques qui comptent sur l'intérêt général des citoyens n'est pas supérieur à quelques centaines. Il serait désirable que le droit socialiste extériorise cette matière relativement *séparée*, de toute façon plus séparée qu'aujourd'hui et d'une manière compréhensible par tout le monde. C'est ce groupe de règles de conduite que nous avons indiqué plus haut comme appartenant au «premier étage» et qui, en conséquence, devrait être séparé par une césure plus marquante des règles de détail respectives, c'est-à-dire, des règles du «second étage». Cela peut se faire en continuant la direction d'évolution qui s'est faite valoir à présent, de telle manière que nous codifions la matière juridique la plus générale, de premier ordre, ou plus précisément: nous conservons la forme des lois pour elle. Cela serait d'ailleurs justifié de toute façon, car il est évident que le corps législatif suprême en tant qu'un organe en principe non-juridique est en premier lieu appelé à établir des pareilles conduites générales. Mais tout cela peut se faire de telle manière aussi, qu'à l'intérieur de la loi ou d'un code, on sépare et rend relativement indépendante, en tant qu'une partie générale d'un caractère nouveau, la matière des règles juridiques affectant en général les citoyens.

Les règles de droit séparées des premières, à savoir des règles juridiques ayant trait à la spécification des règles générales et aux conflits surgis au cours de leur application causent du point de vue de la rédaction relativement moins de soucis ou peut-être plutôt des soucis d'autre genre. Ce domaine passe déjà dans le monde du droit professionnel et spécial lequel en dernier ressort concerne l'application des règles et principes généraux. Ce qui est ici problématique c'est la question de savoir qu'est-ce qui est d'un intérêt général de ce droit professionnel et spécial et de la matière des règles portant application des lois, c'est-à-dire, qu'est-ce qu'il faut publier dans le journal officiel et qu'est-ce qui peut être traité par des règles normatives internes, par des instructions. Concernant la forme de la règle juridique, cette question consiste en ceci: qu'est ce qui doit être publié en général par les ministres dans la forme d'arrêtés publics et qu'est ce qu'ils doivent réserver pour les instructions ministérielles internes, publiées seulement par les périodiques spéciaux des ministères? Ces périodiques cependant sont adressés non pas aux travailleurs des divers ministères, mais aux organes soumis au ministère. On peut donc voir que sous ce rapport

il s'agit de *l'autre qualité* du citoyen, à sa participation à l'activité productive — administrative et de la manière comment on peut les connaître. Mais cela n'est qu'un côté de la question, car de l'autre côté ces règles sont également des *normes d'organisation* de l'administration étatique directe et elles affectent les travailleurs en premier lieu à travers ces organes et ces lieux de travail où ils travaillent. Ici nous rencontrons la contradiction entre les éléments sociaux et juridiques, semblable, pour ce qui concerne son caractère, à celle que nous avons rencontrée en traitant de la connaissance juridique des citoyens. La solution de cette contradiction montre la voie par laquelle l'évolution socialiste du droit va passer à l'administration de la société par elle-même.

## Der Staatsbürger und das Recht

I. SZABÓ

Die Abhandlung bildet ein Kapitel der im Jahre 1964 publizierte Monographie des Verfassers. Sie bespricht folgende Probleme: die Entwicklung der Pflicht der Rechtskenntnis in den Verhältnissen des Kapitalismus und des Sozialismus; das Verhältnis der in Frage stehenden Pflicht zur Quantität der Rechtsnormen; die Bedeutung der Verfassung der Rechtsnormen aus dem Gesichtspunkte der Möglichkeit, dieselben zu erkennen und bewusst zu machen; die zweifache Qualität des Staatsbürgers (als Staatsbürger im allgemeinen und als Staatsbürger, der seine Tätigkeit auf die Rechtskenntnis richtet;) die Mittel der Rechtskenntnis in den Verhältnissen des Sozialismus.

## Гражданин и право

И. САБО

Статья является одной из глав, выходящей в свет в ближайшее время книги автора и рассматривает следующие основные проблемы: изменение обязанности знания права в условиях капитализма и социализма, взаимосвязь между знанием права и количеством юридических норм; роль способа редактирования с точки зрения познаваемости и осознания юридических норм; двойное качество граждан (общее, гражданское качество и конкретное качество по выполнению определенного труда) в отношении знания юридических норм; способы познания юридических норм в условиях социализма.



# Über einige Arten der zivilrechtlichen Schutzerteilung

(Rechtsbiologische Betrachtungen)

S. BECK

Universitätsprofessor i. R.

Die Studie befasst sich mit folgenden Fragen: 1. *Omne ius hominum causa introductum est*. Zusammenstoss von Rechten und Interessen. — Seiner Regelung dient das Recht. — 2. Trotz der nahen Verwandtschaft zwischen Interesse und Recht ist ihr wechselseitiges Verhältnis, die Verwandlung des Interesses in Recht, grösstenteils unverarbeitet. — 3. Die Regelung der Interessenkollision erfolgt nach der Bewertung des Gesetzgebers. Der Kampf um das Prinzip »Kauf bricht Miete« und die Entwicklung der Rechtsinstitution der Haftung. — 4. Unterscheidung zwischen übernommener und nicht übernommener Obligation. — 5. Die Rechtsordnung kann den individuellen Rechten und Interessen auf zweifache Weise dienen. Einerseits dadurch, dass der Rechtssatz den Parteien ermöglicht, für den Schutz ihres Interesses selbst zu sorgen. Ein Beispiel dafür ist die grundbücherliche Sicherstellung von längerwährenden Miet- und Pachtverträgen. Andererseits kann der Rechtssatz schon an sich ein gegebenes Interesse schützen, ohne dass dazu die Partei eine Handlung vornehmen müsste. Der diesbezügliche Zwiespalt zwischen Nichtigkeit und Anfechtbarkeit. Die richterliche Schutzgewährung als Übergang zwischen diesen beiden Arten des Schutzes. Herabsetzung der Konventionalstrafe, *remissio mercedis*. — 6. Schutzgewährung mit zwingendem Rechtssatz. Auswirkung der Kogenz auf beide Parteien oder nur auf eine. — 7. Einteilung der Rechtsnormen nach gläubigerschützenden und schuldnerschützenden Rechtssätzen. — 8. Prozessrechtliche Hilfeleistung: das Klagerecht von Amts wegen. Klageerhebung des Staatsanwalts. Klagerecht des Sachwalters zur Eintreibung von Forderungen im Erbverfahren und im Zwangsvollstreckungsverfahren. — 9. Geltendmachung der Parteiautonomie im Zivilrecht und ihre Verengung im Prozessrecht. § 148 ZPO. *Opere exceptionis, iura novit curia*, Erhöhung der *ex-offo*-Gewalt des Gerichts. — 10. Unterscheidung zwischen schuldshmälernden und deckungshmälernden Rechtssätzen. — 11. Unmittelbares Klagerecht ohne vertragliche Verbindung.

I. Schon das römische Recht (eher die Rechtswissenschaft) prägte den Satz: *omne ius hominum causa introductum est*. Das Recht ist dafür da, um den Menschen in ihren gesellschaftlichen Beziehungen zu helfen. Wäre die Denk- und Handlungsweise der Menschen derart vervollkommen, dass sie den drei Prinzipien des römischen Rechtsgelehrten: »*honeste vivere, neminem laedere, suum cuique tribuere*« — freiwillig immer nachkomme, so wäre die Aufstellung von Rechtsregeln, die Rechtschaffung mit bindender-zwingender Kraft überflüssig. Die Rechtschaffung, ihre Notwendigkeit verdankt ihre Geburt und ihr Dasein dem Streite zwischen den Menschen, dem Ungehorsam, der Nichtachtung der geschriebenen und ungeschriebenen Gesetze des gesellschaftlichen Lebens. Die gegenseitigen, gegensätzlichen, individuellen Interessen prallen aneinander, und diesen Zusammenstoss zu regeln, ist die gesell-

schaftliche Pflicht der Rechtsordnung, des Rechtes. Über den Interessenstreit entscheidet das Recht; seine Regeln bestimmen, welcher von den Interessen »rechters« ist, und kraft der Stellungnahme des Rechtes erhebt sich eines der Interessen zum Range des subjektiven Rechtes. So entsteht der Unterschied zwischen Recht und Unrecht. (Dass im Rechte oft kompromissartige Lösungen vorkommen, soll hier nur angedeutet werden.) Und ein kurzer Exkurs soll dem Thema: Verhältnis des subjektiven Rechtes zum Interesse gelten. Es ist noch immer unaufgeklärt, wo die Grenze zwischen dem subjektiven Recht und dem Interesse zu ziehen ist? Wann das Interesse in ein subjektives Recht umschlägt? Der § 2 des Ungarischen Bürgerlichen Gesetzbuches handelt vom Schutz der subjektiven Rechte und der gesetzlichen Interessen. Die Nebeneinanderstellung der beiden Ausdrücke: »Recht« und »rechtliches Interesse« birgt es in sich, dass sie sich nicht decken. Wo zweigt das eine vom anderen ab? Es gibt also Interessen, die nicht rechtmässig sind. Das sind Interessen, die nicht den Rang subjektiven Rechtes erlangten, aber in mancher Beziehung doch einen gewissen Rechtsschutz geniessen. Der Arbeitgeber hat kein »Recht«, dass seine Angestellten in seinem Dienste bleiben; die Ständigkeit der Anstellung liegt nur im Interesse des Unternehmers. Viele Unternehmungen versuchen die Ständigkeit der Anstellung, die Vermeidung der Arbeiterfluktuation, der Abwanderung dadurch zu erreichen, dass sie durch gewisse Vorteile die Angestellten an die Unternehmung binden. (Recht auf Ruhegehalt, Wohnung etc.) Der Arbeitgeber ist — hauptsächlich in der kapitalistischen Rechtsordnung — gegen die Kündigung des Arbeiters nicht geschützt, doch das Interesse des Arbeitgebers erhält rechtlichen Schutz gegenüber der Wegverdingung seitens eines Konkurrenten. Siehe die bezüglichlichen Regeln fast aller Wettbewerbsgesetze.

II. Welches Interesse die Rechtschaffung gegenüber dem entgegengesetzten billigt, ist Sache der Wertung seitens des Gesetzgebers. Der Gesetzgeber wird durch die Schutzwürdigkeit der Interessen geleitet. Nach der Meinung der bürgerlichen Rechtsauffassung geht der Gesetzgeber bei der Wertung der Schutzwürdigkeit unbefangen, objektiv, unparteilich vor. In Wirklichkeit erfolgt diese Wertung, wie es die marxistische Lehre verkündet, im Klassegeist. Schon vor Marx schrieb Goethe: »Was Ihr den Geist der Zeiten nennt, ist nur der Herren eigener Geist.« Ihering und seine Schule — in Ungarn Szász-Schwarz — erkannten, dass das Recht im Kampfe der Interessen ausgestaltet wird. Sie kamen aber nicht bis zu der Erkenntnis, dass diese Interessen Klasseninteressen sind, und dass jeweils das Klasseninteresse der herrschenden Klasse Recht wird. Der Gesetzgeber findet immer dieses Klasseninteresse für schützwürdig — würdig, die Gunst des Gesetzgebers zu geniessen. Ich will zur Illustrierung des Interessenkampfes ein anschauliches Beispiel anführen. Der Kampf, von dem hier die Rede ist, wurde zwischen zwei Schichten der herrschenden Klassen ausgetragen. Der Zeitpunkt des Kampfes führt uns in das Zeitalter der Kodifizierung des deutschen BGB zurück. Der erste Entwurf

enthielt den alten Rechtsatz: »Kauf bricht Miete«. Diese Regelung war dem Immobilvermögen hold, da sie die Lage des Eigentümers — anlässlich der Veräußerung — begünstigte. Der Eigentümer hatte eine freiere Hand; der Verkauf konnte für ihn eher durchgeführt werden, wenn der Erwerber an den bestehenden Mietvertrag nicht gebunden war. Der Vermieter — der vorige Eigentümer — war zwar seinem Mieter gegenüber schadenersatzpflichtig — ein schwacher Trost für den Mieter. In Anbetracht einer eventuellen Schadenersatzleistung zahlte sich der Kaufvertrag gut aus — der höhere, lastenlose Kaufpreis bot Deckung genug für den Schadenersatz. Gegen die Beibehaltung des alten Satzes entstand eine Revolte seitens des Mobilvermögens. Das Kommentar von Staudinger schildert charakteristisch den seinerzeitigen Sturm gegen die Beibehaltung des Satzes. Das Ergebnis war das Fallenlassen des alten Prinzips, und es kam die Parole: »Kauf bricht nicht Miete« zum Siege. Auch im ungarischen Rechtsleben herrschte das alte Prinzip »Kauf bricht Miete« — und die Geltung des Prinzips überlebte sogar die Neuerung des BGB. Noch im Jahre 1934 entbrannte bei uns ein Streit zwischen den beiden Prinzipien. Die These »Kauf bricht Miete« geriet vorübergehend ins Wanken. Die Kurie setzte den Streit auf die Tagesordnung des Rechtseinheitssenats. Grössere Wellen sind nicht entstanden: die Entscheidung des Rechtseinheitssenats lehnte die Neuerung ab; alles blieb beim Alten. Nur das ungarische Bürgerliche Gesetzbuch brach mit dem alten Satz, aber die Regelung des ungarischen BGB stützt sich auf die Gutgläubigkeit des Käufers.

Der § 432 des UBGB kodifizierte das Prinzip »Kauf bricht nicht Miete«.

Bevor wir an die theoretische Ausbeutung des Rechtsentwicklungsganges herangehen, ist es notwendig, die alte Rechtslage mit einem bisher nicht erwähnten Hinweis zu ergänzen. Diese Ergänzung dient nicht nur dem Zwecke, den Stand der alten Regelung zu vervollkommen und dadurch die Treuhaftigkeit der Schilderung zu sichern, sondern es bereitet die Ergänzung — wie wir sehen werden —, die theoretische Nutzbarmachung vor. Nehmen wir nur den Satz: »Kauf bricht Miete« — so könnte er zu der irrtümlichen Vorstellung führen, der Mieter (und auch der Pächter) stehe schutzlos da. Schon die dispositive Natur des Satzes eröffnete die Möglichkeit einer gegenteiligen vertraglichen Abmachung. Den vertragsschliessenden Parteien stand es offen, den Mietvertrag mit dem Inhalt abzuschliessen, dass der Vertrag in irgendwelcher Stilisierung den Satz »Kauf bricht nicht Miete« zur Geltung bringt. Ob eine solche vertragliche Vereinbarung zustande kam, hing von dem Kräfteverhältniss der beiden Vertragsschliessenden ab, das meistens das Zustandekommen einer solchen Vereinbarung verhinderte. Aber auch gesetzt den Fall, dass es dem Mieter (Pächter) gelang, eine solche Vereinbarung dem Vermieter aufzudrängen, so hätte sie nur wenig gegen die Schutzlosigkeit des Mieters geholfen. Eine solche Vereinbarung hatte nicht die Wirkung im Falle der Veräußerung dem Mieter das Fortbestehen des Mietvertrages zu sichern. Trotzdem liess die alte Rechts-

ordnung den Mieter nicht völlig ungeschützt. Der Mieter konnte für sich die Sicherung, dass sein Mietvertrag auch im Veräusserungsfalle dem neuen Erwerber gegenüber weiter in Kraft bleibe, durch die grundbücherliche Eintragung des Mietvertrags erwerben. Zur grundbücherlichen Eintragung war aber die Zustimmung des Eigentümers notwendig und der Erwerb der Zustimmung scheiterte all zu oft an den Kräfteverhältnissen der Parteien. Wenn wir nur die zwei gegenüberstehenden Maximen darüber, wie die Rechtsordnung den einzelnen Parteien den Schutz erteilt, vergleichen, so entdecken wir, dass wir da zwei Arten der Schutzerteilung vor uns haben.

Schon seit Jahrhunderten ist die Gewährleistungspflicht des Verkäufers allgemein anerkannt. Wohin führen die rechtsgeschichtlichen Wurzeln der Gewährleistungspflicht? Wie zumeist — ist die Urquelle das römische Recht. Dem alten, anfänglichen römischen Recht war die Institution der Gewährleistungspflicht unbekannt. Die damaligen Wirtschaftsverhältnisse erklären die für einen heutigen Juristen unverständlichen Zustände. Damals wickelte sich der Tauschverkehr in der Form des Barkaufes ab. Beim Barkauf sieht der Käufer den Gegenstand des Kaufes. Er hatte die Möglichkeit, bevor er sich zum Kaufe entschloss, den Gegenstand, dessen Güte, Qualität, Brauchbarkeit zu prüfen. Findet er irgendwelche Fehler, so soll er den Kauf nicht schliessen. Wenn er aber den prüfaren Gegenstand nicht untersucht hat, so hat der Käufer, nach der römischen individualistischen Denkart, die Nachteile seines Nichtnachsehens zu tragen. Jeder hat für die Folgen seiner Handlungen, seiner Unterlassungen einzustehen. Als aber der Barkauf nicht mehr die ausschliessliche Art des Tauschverkehrs blieb, sondern Kaufgeschäfte öfters für die Lieferung von nur gattungsmässig bezeichneten Waren stattfanden, konnte der alte Rechtszustand — ohne Gewährleistungspflicht — nicht aufrecht erhalten bleiben. Der Käufer bekam die Ware beim Abschluss des Vertrages nicht zu sehen; er hatte nicht die Möglichkeit den Gegenstand zu prüfen. Zur Prüfung hatte er die Möglichkeit erst nach der Lieferung. Man bot dem Käufer den Schutz in der Form, dass er beim Abschluss des Geschäftes mittels einer den Kaufgeschäften anschliessenden Stipulation die Verantwortlichkeit betreffs der Güte der Ware (also die Gewährleistung) durch den Verkäufer auf sich nehmen liess. Von diesem Ausgangspunkt gedieh die Fortentwicklung rasch weiter. Man liess die Notwendigkeit des Abschlusses einer Stipulation fallen — und der Verkäufer war für die Qualität der Ware auch Mangels einer besonderen Stipulation verantwortlich.

Wir können den Unterschied in der Schutzgewährung schon klar erkennen. Im Mietverhältnis half die Rechtsordnung dem Mieter dadurch, dass er sich durch die grundbücherliche Eintragung des Mietvertrages schützen konnte. Die Rechtsordnung bot ihm die Möglichkeit, sein Interesse an dem Fortbestehen des Mietvertrages sicherzustellen. Die Rechtsordnung bot dem Mieter einen *gesetzlich ermöglichten Schutz*. Um diesen Schutz zu erlangen, war

ein eigenes Handeln des Mieters, der Erwerb der Zustimmung zur grundbücherlichen Eintragung nötig. Das Recht ermöglichte nur den Erwerb des Schutzes. Hingegen bot die Geltung des Prinzips »Kauf bricht nicht Miete« dem Mieter den Schutz schon von Gesetzes wegen. Das Gesetz hat den Schutz nicht nur ermöglicht; das Gesetz gewährte dem Mieter den Schutz, ohne die Notwendigkeit einer Tätigkeit des Mieters. Neben dem gesetzlich ermöglichten Schutz gibt es eine zweite Art: *den gesetzlich gewährten Schutz*. Es liegt auf der Hand, dass der gesetzlich gewährte Schutz bedeutend stärker ist, als der gesetzlich ermöglichte Schutz. Im Zeitalter der erforderlichen Stipulation bot die Rechtsordnung nur einen gesetzlich ermöglichten Schutz; nach Abschaffen der Notwendigkeit der Stipulation gelangte der Käufer in den Besitz des gesetzlich gewährten Schutzes.

Die Kraft des gesetzlich gewährten Schutzes kann noch dadurch verstärkt werden, dass die Regel, die den Schutz gewährt, als zwingender Rechtsatz aufgestellt wird. In Anbetracht der obigen Bemerkungen müssen wir unsere frühere Stilisierung korrigieren, einschränken. Bei der obigen Erörterung charakterisierten wir den gesetzlich gewährten Schutz als »unbedingt«. Wenn die Regel zwar den Schutz gesetzlich gewährt (nicht nur ermöglicht) — aber die Regel nicht mit zwingendem Charakter ausstattet —, ist der Schutz nicht »unbedingt«; die Regel kann zufolge ihres dispositiven Charakters einer vertraglichen Abänderung unterliegen, so dass die sonst bestehende »Unbedingtheit« hier wegfällt.

Und eine andere Bemerkung zur Frage der zwingenden oder nicht zwingenden Natur der einzelnen gesetzlichen Regeln. In den bürgerlichen Rechten sind die einzelnen gesetzlichen Vorschriften allgemein von nicht zwingender Natur. Die »Schwäche« solcher Regeln (dass man sie durch Parteienvereinbarung abändern, ausschalten kann) hat den Vorteil, dass sie den Weg der Rechtsentwicklung freilegt. Wo das Gewohnheitsrecht vorherrscht — wie es in Ungarn der Fall war —, ist ein solcher Vorgang natürlich keine Seltenheit. In diesem Sinne kann man die Aufstellung der These wagen, dass die Abänderungsmöglichkeiten der dispositiven Rechtssätze für die Weiterentwicklung der Rechtsordnung gute Dienste leistet. Die »Schwäche« des dispositiven Satzes ist gleichzeitig eine Kraft.

III. Wir sind dazu gelangt, unseren Plan betreffend der Wertung der zwei Arten der Schutzgewährung zu vollziehen. Es steht fest, dass der Schutz im Falle des gesetzlich gewährten Schutzes viel wirksamer ist als im Falle des gesetzlich ermöglichten Schutzes. Der Schutz wird dem Interessierten von Gesetzes wegen zuteil und ist nicht von der Kraftentfaltung einer besonderen Tätigkeit bedingt, deren Erfolg oft an dem Widerstand des Gegners scheitert.

In den folgenden Erörterungen wollen wir den obigen Beispielen von einer anderen Warte näher kommen.

Hinter dem System des gesetzlich ermöglichten Schutzes steht die rechtspolitische Auffassung, dass jedermann bei der Verteilung der Rechte und

Obliegenheiten selbst vorzugehen hat, dass er für die Rechte zu kämpfen hat; ein jeder ist seines eigenes Glückes Schmied. Das Sprichwort: »uti lingua nuncupassit, ita ius esto« und verwandte Redensarten atmen diesen rechtspolitischen Geist der individualistischen Denkweise. Alles ist auf die Kräfteverhältnisse der Einzelnen abgestellt. Die Verteilung der Rechte und Obliegenheiten, der günstigen oder ungünstigen Abmachungen, hängt von den Kräfteverhältnissen ab, und die grössere Kraft sichert den Sieg des Stärkeren, der diesem durch den dispositiven Rechtssatz ohnehin schon zuwinkt. Die Vertragsfreiheit dient eben diesem Zweck, dem Stärkeren zu helfen. Wenn wir die freie Kraftentfaltung (die jedenfalls durch zwingende Rechtssätze geschmälert werden kann) an unseren Beispielen abmessen wollen, so fällt es auf, dass in der Quellenreihe der Geburt einer Obligation (*obligatio nascitur ex contractu, ex delicto, et ex variis causarum figuris*) die drei Fälle nicht den gleichen Rang haben und die Obligationen meistens aus Verträgen entstehen. Die Vertragsobligationen verdanken ihre Existenz der Übernahme der Verpflichtung seitens des Verpflichteten. Die Parteien werden »Schuldner«, indem sie die Verpflichtung auf sich nehmen. Die Obligation ist meistens eine übernommene Verpflichtung. Demnach entsteht die Obligation zufolge der Annahmeerklärung des sich Verpflichtenden. Im Falle des gesetzlich gewährten Schutzes fällt dieser Zug der Obligation weg. Die Verpflichtung ist nicht an eine Annahmeerklärung gebunden, die Verpflichtung belastet den Einzelnen auch ohne Annahme; die Verpflichtung ist eine annahmelose Verpflichtung. Sie besteht schon zufolge des Rechtssatzes. Die Rechtssätze, die eine auch ohne Annahme bestehende Verpflichtung aufstellen, sind aber nicht unabhängig von jeder vorangehenden Tätigkeit der Einzelnen. Die annahmelose Verpflichtung ist eine Begleiterscheinung, in dem Sinne, dass der Belastete irgendeine Obligation auf sich genommen hat. Die Gewährleistungspflicht ist heute eine annahmelose Verpflichtung und hat zur Voraussetzung, dass sich der Verkäufer in ein Kaufgeschäft einliess. Heute, nach mehrhundertjährigem Bestehen der Gewährleistungspflicht, mag die Natur der annahmelosen Verpflichtung etwas verschwommen erscheinen; der Verkäufer ist sich darüber im Klaren, dass ihn die Gewährleistungspflicht von Rechts wegen belastet, und so erscheint diese Pflicht als stillschweigend angenommen. Nehmen wir aber einen Fall neueren Datums. Das letzte Mietstatut für Budapest ordnete an, dass der Hauseigentümer, wenn er schon ein Geschäftslokal vermietet hat, nicht berechtigt ist, im selben Hause ein anderes Geschäftslokal an einen Mieter zu vermieten, der dort einen gleichartigen Beruf ausüben will. Das ist sicher nur eine Unterlassungspflicht, die der Eigentümer nicht aus eigenem Willen auf sich nimmt, also — eine annahmelose Pflicht.

Wenn wir schon von der »Unterlassungspflicht« sprachen, so liegt die Erkenntnis nahe, dass die Schadenersatzpflicht auch eine — jedenfalls sehr bedeutende — Unterart der Unterlassungspflicht ist. Es ist allbekannt, dass die Unterlassungspflicht als eine negative Obligation bezeichnet wird. Die Obliga-



tion schreibt ein positives Tun, die Vornahme einer Tätigkeit vor — die Unterlassungspflicht erteilt keinen Imperativ zu einem positiven Tun —, sie ist kein Befehl. Sie ist ein Verbot des Tuns. Das Verbot will die Tätigkeit unterbinden, deren Ergebnis einem anderen Schaden zufügt. Die Gesetze gegen den unlauteren Wettbewerb enthalten zahlreiche Verbote; die Wettbewerbsgesetze verpflichten nur selten zu einem positiven Tun. (Verabreicht der Kaufmann statt der vom Käufer verlangten, nach der Hersteller-Provenienz bezeichneten Ware, eine Ware anderer Provenienz, so ist er verpflichtet, dem Käufer anzuzeigen, dass er nicht die von ihm gewünschte Ware erhält. Hier ist er also zu einem positiven Tun verpflichtet.) Die Unterlassungspflicht kann die Form annehmen, dass sie deshalb besteht, weil der ihr Unterworfenene diese Pflicht vertraglich auf sich genommen hat. Dann ist die Pflicht eine Verpflichtung: das Ergebnis einer Handlung, durch die sich der Gegner verpflichtet hat. Das klassische Beispiel ist das vertragliche Konkurrenzverbot. Von nun an kann er etwas nicht tun, was er sonst frei tun konnte. Der Konkurrenzverbotsvertrag bedeutet eine Schmälerung der eigenen Freiheit. Die Schmälerung der Freiheit beruht aber öfter auf gesetzlichen Vorschriften: sie erfolgt nicht aus eigenem Willen — sie belastet einen kraft des Gesetzes. Es wäre sicher übertrieben, wenn man das Verbot des Eingreifens in fremde Interessensphären als allgemeingültige Regel auffasst. (Man denkt unwillkürlich an den gediegenen Aufsatz von Joseph Unger: »Handeln auf eigene Gefahr«. Der Dorfpfarrer predigte oft, als überzeugter Antialkoholist, gegen die Trunksucht. Der Gastwirt, dessen Kundenkreis unter der Wirkung der Predigten stark abgenommen hatte, erhob gegen den Pfarrer die Klage auf Unterlassung der Predigten und Zahlung eines Schadenersatzes. Das Gericht wies die Klage ab — ein Eingreifen in fremde Interessensphäre liegt zweifellos vor —, aber die Handlung des Pfarrers, seine Predigten — verstießen gegen keinen Rechtssatz.) Ein allgemeines Verbot des Eingreifens in fremde Interessensphären besteht nicht.

Abgesehen von diesen Ausnahmen haben die Unterlassungsvorschriften die gesellschaftliche Funktion, den schutzwürdigen Interessen Rechtsschutz zu bieten. Der Konkurrenzverbotsvertrag ist ein Fall des gesetzlich ermöglichten Schutzes; die gesetzlich angeordnete Unterlassungspflicht ist hingegen ein Fall des gesetzlich gewährten Schutzes.

Um die Mannigfaltigkeit des Problems zu zeigen, werfen wir einen kurzen Blick auf die Dienstbarkeit. Sie ist als eine dinglich-rechtliche Institution ausgebildet: dinglich von beiden Seiten. Das Dienstbarkeitsrecht richtet sich, eben zufolge seines dinglichen Charakters, gegen die Allgemeinheit — jeder ist gehalten, den Servitutberechtigten in der Ausübung seines Rechtes nicht zu stören. Aber im Gegensatz zu dem Eigentumsrecht tritt aus der grauen Menge der Belastete (der Eigentümer) mit seiner Sonderstellung in den Vordergrund. Den Belasteten drückt das Servitutsrecht stärker als ein anderes Subjekt der Allgemeinheit: seine Duldungspflicht, die Schmälerung seiner Freiheit zeigt schon ein

persönliches Verhältnis: der Belastete steht dem Rechtsverhältnis näher — er ist ein internes Mitglied des Rechtsverhältnisses — alle übrigen sind — bis zu einer Rechtsverletzung — Fremde, Aussenstehende. Jedenfalls ist die Pflicht des Belasteten gewissermassen eine Unterlassungspflicht. Neben der Dienstbarkeit behandelt die Rechtswissenschaft die Institution des Notweges, die theoretisch einen anderen Charakter hat als die Servitut. Wirtschaftlich dienen Servitut und Notweg dem gleichen Bedürfnis. Die Institution des Notweges weicht aber von der Servitut in der Beziehung ab, dass sich hier die Berechtigung — das Eigentum eines anderen zwecks Durchganges in Anspruch zu nehmen — nicht auf eine Vereinbarung gründet, sondern auf eine gesetzliche Vorschrift. Darauf stützt sich die übliche Benennung des Notweges (und anderer ähnlicher Situationen) als »gesetzliche Servituten.«

Was nun die Beziehung der Unterlassungspflicht zu unserem Thema anbelangt, so können wir das Vorhandensein der zwei Kategorien der Schutzgewährung wiederholen. Der Fall des vertraglichen Konkurrenzverbotes und der Servitut gehören in die Kategorie des gesetzlich ermöglichten Schutzes. Den Schutz kann man mittels eines Vertrages erwerben. Das erwähnte gesetzliche Konkurrenzverbot und der Notweg fallen in die Kategorie des gesetzlich gewährten Schutzes.

Dieselbe Erscheinung zeigt sich auf anderen Gebieten. Vorkaufsrechte können durch Verträge begründet werden; in einzelnen Fällen durch gesetzliche Vorschrift. (UBGB § 145, 2. Absatz.) Der zitierte Paragraph des UBGB gibt ein Beispiel des gesetzlich gewährten Schutzes: der Gesetzartikel XII vom Jahre 1924 räumt den Miteigentümern das Vorkaufsrecht ein, wenn das Gründungstatut eine solche Verfügung enthält. Die Verordnung des Ackerbau-ministers Zahl 19/1959 schafft ebenfalls ein Vorkaufsrecht, aber von Gesetzes wegen, zugunsten der Landwirtschaftlichen Produktionsgenossenschaft, wenn das Genossenschaftsmitglied den eigenen Viehzuwachs verwerten will. (Das Mitglied ist zur Verwertung übrigens verpflichtet.)

IV. Zwischen dem gesetzlich ermöglichten und dem gesetzlich gewährten Schutz steht als eine weitere Art der Schutzerteilung der richterliche, fallweise gebotene Schutz. Das bekannteste Beispiel dafür ist das richterliche Ermässigungsrecht in Bezug auf die Höhe der Konventionalstrafe, die übrigens dem Gericht nicht nur bei der gesetzlichen Konventionalstrafe zusteht. (UBGB § 247 Abs. [1] bzw. die Rechtsverordnung Zahl 50/1955.) Das richterliche Ermässigungsrecht ist neueren Datums. Das Buch von Ignaz Frank: »Közigazság törvénye« — (Frank war nicht nur der bedeutendste Privatrechtler seiner Zeit, sondern er wird als der grösste ungarische Jurist des feudalistischen Zeitalters gepriesen) — kennt das richterliche Ermässigungsrecht noch nicht. Richterliche Schutzerteilung findet sich öfters: schon die kapitalistischen Rechtsordnungen kannten den Satz unter dem aus dem römischen Recht stammenden Namen »remissio mercedis«.

Das letzterwähnte Beispiel (das richterliche Ermässigungsgerecht) gibt den Anlass, die Schutzerteilung in eine andere Beleuchtung zu stellen. In den früheren Beispielen war von Vorschriften die Rede, bei denen die Schutzerteilung zugunsten eines subjektiven Rechtes erfolgt. Das richterliche Ermässigungsrecht steht dem Verpflichteten bei (das Ermässigungsrecht bringt den Intentionen nach eine Erleichterung der Verpflichtung — und damit geht die Abschwächung der Berechtigung einher), und die richterliche Ermässigung steht mit dem Schutz des Verpflichteten keineswegs allein. Die alten Regeln der Dioeletianschen *laesio enormis* — die (obzwar der anfängliche Kapitalismus, der Manchester-Geist des Freihandels die *laesio enormis* prinzipiell ablehnte) heute in mannigfaltigen Formen weiterlebt (Wucher-Ausbeutungsgeschäfte usw.) — schützen Verkäufer und Käufer je nach der Lage des Falles, ob ein zu niedriger, oder zu hoher Preis vereinbart war. Von den heute geltenden zwingenden Rechtssätzen mit sozialpolitischem Hintergrund sind die einseitigen (nur den Schwächeren schützenden) Regeln, die eine Abänderung nur zugunsten der Geschützten erlauben, ziemlich verbreitet. Andere zwingende Rechtssätze sind für beide Parteien verbindlich, unabänderlich. Der deutsche Handelsrechtler Thöl prägte für einige Vorschriften den Ausdruck: »zweizüngig«. Ist ein zwingender Rechtssatz allen Vertragsschliessenden gegenüber unabänderlich — so kann man von zweizüngigen Vorschriften sprechen. Der Schutzabsicht des Gesetzgebers sind die Formvorschriften zu verdanken. Die Schutzabsicht besteht wechselnd zugunsten der einzelnen Interessenpositionen. Nehmen wir zwei Bestimmungen, die beide die Schriftlichkeit als Gültigkeitsmerkmal vorschreiben: die Schriftlichkeit der Verträge der Immobilienveräußerung — und die Schriftlichkeit der Bürgenvereinbarung. (UBGB § 365 Abs. [3].) Der erste Satz von Grossschmids »*Fejezetek kötelmi jogunk köréből*« — deutsch etwa: »Kapitel aus dem (ungarischen) Obligationsrecht« — erklärte: Liegenschaften können »mit lebendigen Worten« (gemeint ist: mündlich) veräußert werden« und setzte dann fort: »Diesbezüglich besteht im heutigen Recht kein Zweifel«. Als die schriftliche Form der Immobilierverträge in der ungarischen Rechtsordnung ihren Einzug hielt (erst in Form der Verordnung Zahl 4420/1918, und dann in Form des Gesetzes XXXVI vom Jahre 1920, das erste Bodenreformgesetz), lautet die Regel textlich nach einseitiger Schutzgewährung zugunsten des Veräußerers. Der Text sprach in beiden Vorschriften von der »Veräußerung« — die gerichtliche Praxis aber interpretierte die Vorschrift von Anfang an dahin, dass die »Schriftlichkeit« für den Verkäufer und für den Käufer verbindlich ist. Das deutsche BGB (dessen Beispiel auch der frühere ungarische Entwurf vom Jahre 1928 folgte) ordnete die Schriftlichkeit für die »Übernahme« der Bürgschaft an — und die deutsche Judikatur nahm den Standpunkt ein, dass die einseitige Unterschrift des Bürgen, laut der er die Bürgschaft »übernimmt«, zur Begründung der Bürgschaft genüge. Das Ungarische BGB § 365 Abs. (3) er-

klärt, dass zur Gültigkeit des Kaufvertrages (der ungarische Terminus »adás-vétel« bringt, ähnlich dem römischen *emptio-venditio*, beide gegenüberstehende Rechtspositionen, des Käufers und des Verkäufers, zum Ausdruck) dessen schriftliche Fassung notwendig ist. Diese Vorschrift ist »zweizünftig«; das Gesetz nimmt mit seiner Regel Bedacht auf beide Parteien: es wollte den Verkäufer und den Käufer — hauptsächlich gegen die Gefahr einer nicht genügend durchdachten, mündlichen Erklärung — schützen. Der in den früheren Regeln angewandte Ausdruck »Veräußerung« konnte die Rechtsanwendung irreführen, als hätte der Gesetzgeber nur den alten Eigentümer, den Veräußerer schützen wollen. Die Motive weisen darauf hin, dass die Formvorschrift eine den früheren Vorschriften entsprechende Regel bezwecke. Über die Gründe der stilistischen Änderung der Ausdrücke schweigen die Motive. Die Stilisierung, der Hinweis auf den Vertrag, hat jedenfalls den Vorteil, dass sie eine falsche Interpretation verhütet. In der Regel ist die Schutzerteilung einzünftig, einseitig. Die Zweizüngigkeit der Schutzerteilung ist die Regel bei den Verträgen zwischen Ehegatten, zu deren Gültigkeit nicht einfach die Schriftform, sondern das gesteigerte Erfordernis des notariellen Vertrages vorgeschrieben ist.

Äusserlich erscheint die Vorschrift, als hätte sie den Schutz für Mann und Frau gleichzeitig zgedacht. Die notarielle Form war schon in der kapitalistischen Rechtsordnung bekannt. (Gesetz VII vom Jahre 1886 § 23.) Diese geschichtliche Regelung verrät schon zur Genüge, dass die Formgebundenheit dem Schutze der Frau zu dienen hatte und die alte Institution der *dos receptitia* zeigt schon ganz klar, dass dabei der Schutz nicht die Gutheissung eines feministischen Programmes war, sondern dass es hier um den Schutz der reichen Frau, der reichen Familie ging. Wie bekannt, war die Wiedereinführung des Rückfallsrechtes durch die *Judexcurial-Konferenz* im Jahre 1861 demselben Geist, mit einer patriotischen Färbung, zu verdanken.

Wir wollen die Rolle der Schutzerteilungsabsicht bei den Rechtssätzen über die Handlungsfähigkeit nicht unerwähnt lassen. Es ist keine Entdeckung, dass die Erlangung der Unmündigkeit deshalb an ein höheres Lebensalter gebunden ist, um die Konsequenzen des jugendlichen Leichtsinns, der Unerfahrenheit usw. zu verhüten. Der Schutz diente den Jungen der vermögenden Klassen. Bei der damaligen Altersgrenze von 24 Jahren konnte der Unmündige aber den Arbeitsvertrag schon mit 14 Jahren rechtsgültig abschliessen.

V. Unsere Aufmerksamkeit soll sich jetzt der Frage zuwenden, welcher rechtlichen Lage — dem Gläubiger oder dem Schuldner — der Gesetzgeber den Schutz gewährt. Vorweg nehmen wir die schon berührte Unmündigkeit, wo der Interessierte in seinen beiden Eigenschaften, als Berechtigter und als Verpflichteter, den Schutz seiner Unmündigkeit genießt. Der Schutz wird dem Unmündigen als Berechtigten zuteil, indem die Preisgabe (gemeint ist die zwar formell entgeltliche, aber für ihn dabei nachteilige Veräußerung) seiner Rechte beschränkt, ja sogar vollkommen verhindert wird. Aber gleichzeitig wird er

zufolge seiner Unmündigkeit von der Gefahr der Übernahme von Verpflichtungen befreit. Meistens zeigen die Regeln durch ihren Inhalt ihre Neigung an, ob sie dem Berechtigten (dem Gläubiger) oder dem Verpflichteten (dem Schuldner) Schutz bieten wollen. Von diesem Standpunkt aus zerfallen die Regeln in zwei Gruppen: zur einen Gruppe zählen die Gläubigerschutzregeln, zur anderen die Schuldnerschutzregeln. Wollte jemand die Stellungnahme eines Gesetzbuches oder der Judikatur von diesem Standpunkt aus überprüfen, so entstünde ein dicker Band. Wir begnügen uns hier die Absonderung der beiden Gruppen zu konstatieren, und wollen uns nur kurz mit dem Unterschied der technischen Methoden der Schutzerteilung in den zwei Gruppen befassen. Der dem Gläubiger zugedachte Schutz erscheint in der Form irgendeiner Verstärkung des Gläubigerrechts. Man denke nicht nur an die Konventionalstrafe und ähnliche Rechtsgebilde, hierher gehören, unter anderem, auch die Pfandbestellung, die Bürgschaft, die Prioritätsrechte — um nur die schon behandelten Themen zu erwähnen. Die Charakteristik der dem Schuldner dienenden Schutzregeln besteht darin, dass diese Regeln die Obligationen, die Haftung mildern, entkräften oder abschwächen. Rechtsverstärkung — Schuldabschwächung, das sind die beiden Gegenpole der Schutzerteilung. Beide Pole können im Rahmen derselben Institution vorhanden sein. Die Regelung der Konventionalstrafe gibt dem Gläubiger durch das Dasein der Konventionalstrafe Schutz, aber gleichzeitig wird — mittels des richterlichen Ermässigungsrechtes — dem Schuldner Schutz geboten. Oder: die Pfandbestellung, die Bürgschaft bedeutet an sich die Verstärkung des Gläubigerrechts. Der § 276 Abs. (2) des UBGB befreit den Schuldner (den Bürgen) von der Last seiner Verpflichtung, wenn der Gläubiger auf ein, die Forderung sicherndes Recht verzichtet aus dem sich der Bürge hätte befriedigen können oder die Forderung — aus Verschulden des Gläubigers (Versäumen der Geltendmachung, usw.) — uneinbringlich wurde.

Es fällt gleich auf, dass die Abschwächung der Obligation der Abschwächung des gegenüberstehenden Rechtes gleichkommt, was sich aber nur als Reflexwirkung aus der Abschwächung der Obligation ergibt. Eine Abschwächung des Rechtes eines anderen zeigt eben das Prioritätsrecht. (Diese Abschwächung ist nur die Folgeerscheinung des Umstandes, dass hier zwei Rechte kollidieren.) An der Lage des Verpflichteten ändert das Prioritätsrecht nichts; seine Verpflichtung bleibt unverändert. Ausnahmsweise kann in der Lage des Verpflichteten — hinsichtlich dessen, wem der Verpflichtete unterworfen ist — doch eine Änderung eintreten. Dies geschieht dann, wenn das Prioritätsrecht das bestehende Recht eines anderen Berechtigten ausschliesst. Meistens aber drängt das Prioritätsrecht unseres Berechtigten nur zurück, ohne das Recht des anderen zu vernichten. Vernichtende Wirkung hat das Prioritätsrecht des Staates, der Landwirtschaftlichen Produktionsgenossenschaft beim Erwerb eines Gutes; dieses Prioritätsrecht schliesst die Geltendmachung des Rechts eines anderen aus. In dem Patentrecht steht die Priorität dem ersten Anmelder

zu; der spätere Anmelder erhält — wenn er die Erfindung schon vor dem ersten Anmelden benutzte oder zu deren Benutzung ernste Vorbereitungen traf — als Trostpries, das Recht des »Vorbenutzers«. Der Vorbenutzer ist von dem Ausschliessungsrecht des Patentinhabers befreit; er hat das Recht — ohne Rücksicht auf die Patenterteilung — die Erfindung weiter zu benützen.

VI. In manchen prozessrechtlichen Bestimmungen tauchen einige, dem privatrechtlichen Gedanken nahestehende Erscheinungen auf — und zwar auf den Gebieten, wo mehrere Berechtigungen nebeneinander bestehen. Zunächst erwähne ich die Gesamthandforderung, die römisch-rechtliche Gläubigersolidarität. Wie löst die prozessrechtliche Regelung diesen Zusammenstoß? Es gibt Fälle, wo nicht nur der materiell Berechtigte die Klage erheben kann, sondern auch ein anderer. Diesem anderen kommt die aktive Klagelegitimation kraft Gesetzes zu. Beispiele, die sich schon in der kapitalistischen Rechtsordnungen entwickelt haben: der Masseverwalter im Konkursrecht, der zur Betreibung einer dem Erblasser zustehenden Forderung bestellte Pfleger, der im Vollstreckungsverfahren bestellte Pfleger zur Betreibung der gepfändeten Forderung, die »action-indirecte« im französischen Recht, das Verhältnis des Zedenten und des neuen Gläubigers, das Verhältnis des Versicherten und der Versicherungsgesellschaft im Falle der teilweisen Versicherung und die Vorschriften der sozialistischen Prozessrechte über das Prozessführungsrecht des Staatsanwaltes, der Pflugschaftsbehörde usw. Besondere Stellung nimmt die, schon dem römischen Rechte bekannte, »actio publica« ein. Ebenfalls aus dem römischen Recht stammt das Klagerecht des Detentors (Nutzniessers), Pächters usw.

Nehmen wir die Beispiele einzeln an die Reihe. Die Gesamthandforderung bietet keine Besonderheit; jeder Gläubiger kann selbständig mit der Klage auftreten. Die These war schon in der vorangehenden Gerichtspraxis anerkannt, und wenn der Schuldner bemängelte, dass nicht alle Gesamthandgläubiger aufgetreten sind, so war es die wohlwollende Übung einiger Senate, dass sie daraus keine »Rechtsfrage« machten und, statt den Einwand des Schuldners abzuweisen, den Gläubiger patriarchalisch aufforderten, er solle zur Beruhigung des Schuldners dem Gericht eine Erklärung der übrigen Gläubiger vorlegen, die die Einbringung der Klage durch den aufgetretenen Gläubiger gutheissen. Die römischrechtliche These, dass die *litis contestatio* die Verpflichtung des Schuldners den anderen Gläubigern gegenüber aufhebt (ein Ausfluss des römischen Prozessrechtes), ist schon lange verschwunden. Für uns liefert die Gesamthandforderung keinen verwertbaren Beitrag.

Das Prozessführungsrecht von Amts wegen, kann zwei Formen annehmen: es greift neben dem materiell Berechtigten Platz, oder an seiner Stelle, ihn ausschliessend. Der Staatsanwalt hat die Befugnis den Prozess zur Ungültigkeitserklärung der Ehe einzubringen. Dieses Recht steht parallel auch den »Eheleuten« zu. Die Parallelität, das Nebeneinander dieser Befugnisse beruht auf dem Umstand, dass zwar beide Befugnisse auf Grund der Interessiertheit

eingerräumt werden, aber die Befugnisse jeder Partei auf einem selbständigen, von dem anderen Befugnis unabhängigen Interesse beruhen. Die Eheleute verfolgen ein persönliches, ihr privates Interesse — das Recht des Staatsanwaltes dient zur Wahrung des allgemeinen Interesses, dass eine Ehe, deren Abschluss zwingenden Rechtssätzen widerläuft, nicht aufrecht bleiben darf. Die Befugnisse der Berechtigten haben den gleichen Rang; die Geltendmachung der Befugnis seitens der einen Partei — hindert die andere Partei nicht an der Geltendmachung ihrer Befugnis. Die Einbringung der Klage hat nur die Folge, dass der andere Berechtigte das Recht hat, im Sinne des § 279 Abs. (2) dem Prozess als Streitgenosse beizutreten. Das Recht der anderen Partei ist nur insofern beschränkt, dass sie sich der Klage als Streitgenosse anzuschliessen hat, statt mit einer zweiten Klage selbständig aufzutreten. Diese Regel bezieht sich auf die Ungültigkeitserklärungsprozesse (laut dem zitierten § 279 Abs. [2]). In den anderen Eheprozessen (Scheidungsklage) hingegen ist die Einbringung einer zweiten Klage durch die andere Ehehälfte nicht ausgeschlossen; die Macht des anderen Berechtigten ist nur insofern beschränkt, dass er nicht unter den Zuständigkeiten nach § 277 Abs. (1—2) wählen kann; ihn bindet die örtliche Zuständigkeit nach Abs. 4 desselben Paragraphen. In diesem Unterschied kommt die Priorität jener Partei zur Geltung, die die Klage früher einbrachte.

Auch im Bereich der übrigen Statusprozesse treffen wir Regeln, die das Prozessführungsrecht mehreren Berechtigten einräumen. Der § 295 Abs. (2—3) gibt Regeln über die Passivlegitimation. Der Absatz 2 schreibt vor, gegen wen der Prozess zur Anfechtung der Präsomption der Vaterschaft anzustrengen ist — den Vater, das Kind und die im Familiengesetz aufgezählten Personen. Ist die zu klagende Person nicht mehr am Leben, oder ist ihr Aufenthaltsort unbekannt, so ist die Klage in der Reihenfolge der Aufzählung gegen die geradelinigen Verwandten einzuleiten. Existieren solche Verwandten nicht, oder ist ihr Aufenthaltsort unbekannt, so ist die Klage gegen den von der Pflugschaftsbehörde zu bestellenden Sachwalter einzubringen. Dies ist auch die Regel wenn die Klage von einem Verwandten eingebracht wurde. In diesen Fällen schafft die Reihe der Aufzählung die Rangordnung.

Der § 302 gibt im Prozess auf Entziehung der elterlichen Gewalt oder Aufhebung der Entziehung Regeln in beider Richtung. Der nicht klagende und nicht geklagte Elter kann als Nebenintervenient nach seiner Wahl zugunsten des Klägers oder des Geklagten in den Prozess eintreten. Im Prozess zur Aufhebung der Entziehung ist die Klage gegen den Elter einzubringen, der seinerzeit die Entziehung beantragt hatte. Ist er nicht mehr am Leben, so ist die Aufhebungsklage gegen den durch die Pflugschaftsbehörde zu bestellenden Sachwalter zu richten. Hat die Aufhebungsklage nicht jener Elter beantragt dem die elterliche Aufsicht entzogen wurde, so kann der andere Elter als Nebenintervenient zugunsten des Klägers in den Prozess eintreten. Das

Recht zur Intervention steht aber dem Elter — trotz der einseitigen Textierung des Gesetzes — auch dann zu, wenn er zugunsten des Geklagten intervenieren will.

Der § 305 Abs. (1) der Prozessordnung sichert die Teilnahme des zur Klage Berechtigten in der Form, dass er dem Prozess als Streitgenosse des Klägers beitreten kann. Der Unterschied, dass die Teilnahme im Prozess bald im Wege der Nebenintervention, bald im Wege der Streitgenossenschaft ermöglicht wird, ist nicht genug durchgedacht — die Stellung des Intervenienten (es sei denn als sogenannter selbständiger Intervenient) ist schwächer als die des Streitgenossen; die Machtbefugnis des Intervenienten tritt zurück gegenüber der gegensätzlichen Prozesshandlung der Hauptpartei laut § 57 Abs. (2) der ungarischen und § 67 der deutschen ZPO.

Wir wenden unsere Aufmerksamkeit dem Klagerecht des Klägers »von Amts wegen« zu. Von den Fällen der Klagebefugnis von Amts wegen haben die Stellungen des Masseverwalters und des zur Betreuung einer Forderung bestellten Pflegers (in der Exekutionsordnung und im Erbverfahren) praktisch die grösste Bedeutung. In allen drei Fällen war das Verhältnis des Klägers von Amts wegen gegenüber dem materiell Berechtigten ausschliessend. Der § 3 des ungarischen Konkursgesetzes schrieb vor, dass der Gemeinschuldner sein Verwaltungs- und Verfügungsrecht über die zur Konkursmasse gehörigen Güter verliert und das Verwaltungs- und Verfügungsrecht dem Masseverwalter zusteht. Das Klagerecht des Masseverwalters schliesst das Klagerecht des Gemeinschuldners aus. Der Konkurs wird im Vergleich zur Vollstreckung bekanntlich öfters so charakterisiert, dass der Konkurs ein allgemeines Exekutionsverfahren ist. Wie gestaltet sich nun die Regelung des Klagerechts im Falle der Pfändung der Forderung, die dem Gefändeten zusteht? Die Pfändung hat gegenüber dem Schuldner der gepfändeten Forderung die Wirkung, dass der Schuldner nicht an den Gläubiger leisten (zahlen) darf. Natürlich ist auch der Gefändete — der weiter »Gläubiger« bleibt — daran gehindert die Leistung anzunehmen, was zwar im Gesetz nicht ausdrücklich erklärt ist, widrigenfalls (es sei denn, dass er die angenommene Leistung bei Gericht hinterlegt) er das Delikt des Pfandbruchs begeht. Es ist erwähnenswert, dass die Gebundenheit des Gefändeten früher eintritt als die des Schuldners, der später von der Pfändung Kenntnis erhält als der Gefändete. Das Klagerecht ist aber dem Gefändeten im Gesetz nicht gänzlich entzogen. Er kann als Kläger auftreten; er ist nur insofern beschränkt, dass er die Verurteilung zu eigenen Händen nicht beanspruchen, sondern nur die Verurteilung zur Hinterlegung bei Gerichte beantragen kann.

Bei dem Klagerechte des Erben (präziser: des Erbschaftsanwärters, in dem schon erwähnten Sinne) weicht die Sachlage insofern ab, als der Erbberechtigte vor der Delation der Erbschaft kein Klagerecht hat. Es ist nur fraglich, ob man dem Erben (Erbschaftsanwärter) im Laufe des Verlassenschaftsverfahrens



das Klagerecht auf Hinterlegung zugunsten der Verlassenschaftsmasse gewähren soll. Der rechtstechnische Gesichtspunkt — die Rechtskraft des Urteils dem anderen Erben gegenüber, — spricht für das ausschliessliche Klagerecht des Sachwalters. Das Urteil in den durch den Sachwalter eingebrachten Prozessen hat sozusagen eine Rechtskraft »inter omnes« (d. h. allen Erben gegenüber). Die Verweigerung des Klagerechtes des Erben schliesst ihn von der Teilnahme am Prozesse nicht aus: er kann in den Prozess als Nebenintervenient eintreten, und die schwächere Machtsphäre (ich meine den schon zitierten § 57 der Prozessordnung) der Nebenintervenienten ist praktisch nicht fühlbar, denn der Sachwalter wird die Stellungnahme des Erben (seine Aufklärungen über den Tatbestand) zur Kenntnis nehmen und die Tätigkeit des intervenierenden Erben als Hilfe betrachten.

Die Institution der »action indirecte« des französischen Rechts wollen wir hier — ohne uns meritorisch auf sie einzulassen — nur erwähnen, weil die »action indirecte« das Bild von zwei nebeneinander bestehenden Klagerechten zeigt.

Den Klagerechten von Amts wegen kommt in den sozialistischen Rechtsordnungen besondere Wichtigkeit zu. Das Klagerecht steht dem Staatsanwalt und anderen Behörden und Organen nach § 2 Abs. 2 und § 2/A der Prozessordnung zu. Die hier erteilten Klagerechte sind parallel, sie bestehen nebeneinander. Heute ist auch schon die Rechtswirkung des staatsanwaltschaftlichen Prozesses gegenüber dem materiellen Berechtigten, nach einigen Schwankungen, durch § 239 Abs. 2 geordnet: die Rechtskraft erstreckt sich — natürlich bei Einhaltung der Vorschriften dieses Paragraphen — auf den materiellen Berechtigten. Neue Gebilde der Prozessführung von Amts wegen erscheinen in der sozialistischen Rechtsordnung. Dazu zählen das Klagerecht des Amtes für Urheberrecht und des Fonds der bildenden Künste.

Sind wir schon inmitten der Erörterung prozessrechtlicher Fragen, so kehren wir zu dem Thema des gesetzermöglichten und gesetzgewährten Schutzes zurück — resp. zu deren Erscheinung in dem Prozessrechte.

Die Dispositionsmaxime — die Herrschaft des Privatwillens — offenbarte sich nicht im Kreise jener prozessrechtlichen Regeln, die im allgemeinen dem öffentlichen Rechte zugezählt wurden. So ermöglichte es die Prorogation — im Rahmen der richterlichen Kompetenzregeln — in vermögensrechtlichen Prozessen von den gesetzlich festgelegten Kompetenzvorschriften abzusehen und eine gewillkürte Kompetenz zu schaffen. In den kapitalistischen Prozessrechten könnten die Parteien die Prorogation — bezüglich der Sachkompetenz — ebenso wie bezüglich der örtlichen Zuständigkeit — in Anspruch nehmen.

Unsere Prozessordnung erlaubt die Prorogation den Parteien nur bezüglich der örtlichen Zuständigkeit (§ 41). Ein redsames Beispiel: Parteiherrschaft war in den kapitalistischen Prozessordnungen das Recht der Parteien, dass sie die Unterlassung der Beeidigung des Zeugen für das Gericht bindend

beantragen konnten (ausser in Statusprozessen). Mit der Abschaffung des Eides verlor diese Regel in den sozialistischen Prozessordnungen ihre Aktualität. Die Geltendmachung von Ansprüchen jeder Art fiel in der kapitalistischen Ordnung in den Bereich des Einzelwillens der Berechtigten. Unsere Prozessordnung erklärt zwar (§ 2, Abs. 2), dass das Beantragungsrecht (Einreichung der Klage) im allgemeinen der im Streite interessierten Partei zusteht, — doch fällt die Einbringung der Klage nicht ausschliesslich den Interessierten zu: hilfswise haben auch die Staatsanwaltschaft und andere Behörden (Organe), wie schon erwähnt, das Recht, die Klage einzubringen. Dieses Recht (die Ausübung des Rechtes) ist selbständig und von der Partei unabhängig. Das staatsanwaltliche Klagerecht bekundet offen das Wirken der amtlichen (behördlichen) Fürsorge. Wir haben schon früher, bei dem Thema der Schriftlichkeitsvorschriften, das System des verkappten staatlichen Schutzes gesehen. Behördliche Fürsorgevorschriften bieten die sozialistischen Prozessordnungen verallgemeinert mit der Regel des § 1 ZPO. Das Gericht ist gehalten, nach der Feststellung der objektiven Wahrheit zu trachten. (Der jetzige Text hat das Wort: »objektiv« ausgelassen.) Der § 3 schützt die Parteien gegen ihre eigenen Verfügungen (Anerkenntnis-Verzicht). Sehr bedeutsam ist die Vorschrift des § 148, indem sie den Vergleich unter die Kontrolle des Gerichtes setzt: das Gericht kann die Genehmigung des Vergleiches ablehnen und den Prozess — wenn seiner Beurteilung nach der Vergleich den billigen Interessen einer der Parteien zuwiderläuft, schädlich ist — fortsetzen.

VII. Wenn wir die Regeln der bürgerlichen und prozessrechtlichen Gebiete hinsichtlich der Herrschaft und der Einschränkung des Privatwillens prüfen, so müssen wir erkennen, dass keine Harmonie der beiden Gebiete besteht. Die Kontrollierbarkeit einzelner Prozesshandlungen steht im Widerspruch mit der bindenden Kraft der bürgerlich-rechtlichen (dem Inhalt nach gleichen) Handlungen, die nicht im Prozess erfolgen. Die zwingenden zivilrechtlichen Rechtsätze schränken zwar die Handlungsfreiheit der Parteien ein, doch gilt die Privatautonomie im bürgerlichen Rechte stärker als im Prozessrecht, wo die richterliche Instruierungspflicht — mit der Parole »valeat quantum valere potest« — die Freiheit der Parteien zwar nicht schmälert, aber ihre Handlung doch beeinflusst. Diese Disharmonie ist womöglich zu beseitigen — die Regelung soll die zwei Rechtsgebiete einander wenigstens näherbringen. Das bürgerliche Recht ist noch von dem Satze der Vertragstreue (*pacta sunt servanda*) beseelt; das Prozessrecht will die Schädlichkeit der eigenen Handlungen ausschalten — auch in Fällen, wo das bürgerliche Recht die bindende Kraft der Handlung anerkennt und nicht einmal die Anfechtbarkeit statuiert. Charakteristisch ist die Schilderung Leo Rosenbergs (er ist der anerkannte Führer der heutigen deutschen Prozessrechtler): »Das prozessuelle Anerkenntnis . . . (ist) von dem privatrechtlichen Anerkenntnis in den Voraussetzungen und Wirkungen völlig verschieden und hat mit ihm nichts als den Namen

gemein« (Lehrbuch des deutschen Zivilprozessrechtes, siebente Auflage, S. 624.) Die Disharmonie unter den beiden Rechtsgebieten ist — meines Erachtens — eine Übergangserscheinung, die zum Verschwinden oder zur Abschwächung verurteilt ist.

Wir wollen die hohe Bewertung des sozialistischen Prozessrechtes zu Lasten des bürgerlichen Rechtes nicht übertreiben. Die Dispositionsmaxime — wenn auch mit bedeutend schwächerer Intensität und demzufolge mit tiefgreifend geändertem Inhalt — lebt im sozialistischen Prozessrechte und in seiner Wissenschaft weiter. Es ist sicher, dass der Machtkreis des Gerichtes in den sozialistischen Prozessordnungen nicht nur im Verhältnis zum System des Parteibetriebes, sondern auch im Verhältnis zum kapitalistischen Amtsbetrieb bedeutend erhöht wurde. Schon die alte *regula iuris*: *»iura novit curia«* befreite das Gericht von dem Parteiwillen — daneben gab es Fälle der nur *»per exceptionem«* anwendbaren Regeln (Verjährung, Kompensation, usw.). Oft begegnen wir in den Gesetzen Vorschriften die die Anwendung gewisser Regeln vom Antrag der Partei (oder Parteien) abhängig machen. In anderen Fällen sind die Gerichte ermächtigt, *ex offico*, von Amts wegen vorzugehen, und die Regel ohne Antrag anzuwenden. Der Unterschied zwischen *»auf Antrag der Partei«*, resp. *»von Amts wegen«* ist nicht ein abzuschaffendes Überbleibsel der kapitalistischen Denkweise — die unterschiedliche Regelung ist auch der sozialistischen Denkweise nicht ganz fremd. Zum Beispiel: die Verpflichtung zur Hinterlegung einer Summe zur Sicherung der entstehenden Prozesskosten tritt auch in der sozialistischen Rechtsordnung nur auf Antrag des Geklagten ein, nicht von Amts wegen (§ 80, Abs. [1] der ungarischen Zivilprozessordnung).

Wenn wir aber unsere These von den zwei Arten der Schutzgewährung (gesetzlich ermöglichter und gesetzlich gewährter Schutz) in diesem Belange verwerten wollen, so gelangen wir zu der Erkenntnis, dass die Regeln *»auf Antrag«* der Anwesenheit des gesetzlich ermöglichten Schutzes, die Regeln *»von Amts wegen«* den gesetzlich gewährten Schutz bedeuten. Welche Methode ist vorzuziehen?

Die Lösung gibt das Gewicht des jeweiligen Interesses. Die Sicherung der Prozesskosten (§ 80 Abs. [1]) wird vom Gerichte nur *»auf Antrag«* angeordnet. Die Richtigkeit dieser Regelung ist nicht zu bezweifeln. Die Richtigkeit der Regel, dass die einstweilige Verfügung (im allgemeinen) nur *»auf Antrag der Partei«* erfolgen kann (§ 156), gibt hingegen Anlass zu Bedenken. Schon der § 153 Abs. (3) ermächtigt das Gericht in Kinderunterhaltsprozessen einstweilige Verfügungen betreffs der Unterhaltsforderung im Falle der Vertagung von Amts wegen anzuordnen. Die Vorschrift berücksichtigt die offensichtliche Schutzwürdigkeit der Unterhaltsforderungen. Der § 287 räumt dieses Recht dem Gerichte auch in Eheprozessen ein, spricht aber nicht von der Verordnung der einstweiligen Verfügungen von Amts wegen. Eine andere Vorschrift (§ 287) ermächtigt das Gericht, auch die einstweilige Verfügung aus Anlass der Verta-

gung der Verhinderung auch ohne Antrag anzuwenden. Die allgemeine Regel, dass die einstweilige Verfügung »auf Antrag« anzuwenden sei, ist also ein Selbstwiderspruch im Gesetze. Die Kodifikation steht oft vor dem Problem, welchen Standpunkt das Gesetz als allgemeine Regel aufstellt, und welcher als Ausnahme zu gelten habe. Die Vorschriften einerseits des § 156, andererseits des zitierten Paragraphen geben ein Beispiel dafür. Die Wahl in unserer Prozessordnung fiel auf die Regelung »auf Antrag« — die amtswegige Anordnung tritt als Ausnahme auf. Die Wahl ist nicht glücklich. Die amtswegige Anordnungsmöglichkeit verdient es als die allgemeine Regel zu gelten, und die Aufstellung der Regel der »Anordnung auf Antrag« — wäre sogar überflüssig, denn ein Antrag ist sicher möglich, wenn das Gericht die gewünschte Verfügung von Amts wegen anordnen kann. Die heute geltende allgemeine Regel »auf Antrag« steht auch im Widerspruch zu einigen anderen Regeln, die manche Begünstigungen, kürzere Verhandlungstermine, vorläufige Vollstreckbarkeit, usw. einräumen. Ein Vergleich mit der erwähnten vorläufigen Vollstreckbarkeit weist ebenfalls einen Widerspruch auf. Nach § 231 hat das Gericht in den vorgeschriebenen Fällen die Pflicht, die vorläufige Vollstreckbarkeit von Amts wegen anzuordnen, und die Vorschrift wird noch im § 225 Abs. (1) verstärkt, die bei Verletzung der Regel (Unterlassung der Anordnung der vorläufigen Vollstreckbarkeit) das Mittel des Ergänzungsantrages zur Verfügung stellt; und noch mehr im Absatz (6), wonach das Gericht die Ergänzung von Amts wegen jederzeit vornehmen kann.

Die Erweiterung des richterlichen Machtkreises offenbart sich auch in den Verfügungen, die die Gerichte selbst des Verbots des »ne eat ultra petitem partium« (§ 215) entheben, (§ 78, betreffs der Kostentragung und § 290 Abs. [1]), nach welchem das Gericht in Eheprozessen auch mangels eines Klageantrages betreffend der Kinder zu entscheiden hat. In anderen Fällen wird das Gericht verkappt des Verbots des »ne eat« enthoben. Eine verdienstliche Zusammenstellung der einschlägigen Gesetzesvorschriften (und teilweise der Gerichtspraxis) bietet der treffliche Absatz des senatsleitenden Richters Dr. Paul Bajory (Magyar Jog 1960 Jahrgang 10. Heft). In manchen gerichtlichen Entscheidungen äussert sich die Erweiterung des richterlichen Machtkreises in der Form, die wir schon früher beim »richterlichen Klageänderungsrecht« als eine verkappte Enthebung von dem Verbote des »ne eat« bezeichnet hatten. Als Beispiel sei erwähnt, dass das Gericht in einem Prozess, der die Gültigkeit des Testamentes anfecht und den vollen Erbteil erfolglos verlangt, dem Pflichtteilsberechtigten den Pflichtteil zurteilt, auch wenn nicht einmal subsidiär ein diesbezüglicher Klageantrag gestellt war — auf Grund der Parole »inest et minus«.

Einige selteneren Methoden der Schutzgewährung sollen — ohne Anspruch auf Vollzähligkeit — noch angeführt werden, nach Art der »Kurzen Nachrichten« der Tageblätter.

Wir haben schon von der Verstärkung und Abschwächung der Rechte, von der Erleichterung der Verpflichtungen gesprochen. Als rechtsabschwächende Institutionen müssen wir die Rolle der in »inopportuno tempore« beabsichtigten Rechtsausübung erwähnen. Die gerichtliche Aufhebung der Eigentumsgemeinschaft kann in »inopportuno tempore« nicht beantragt werden. (Der Satz ist heute bestritten). Der zu Unzeit erfolgte Widerruf des Mandats ist zwar gültig, führt aber zu einer Schadenersatzpflicht. Noch schwächer ist das »ius offerendi« eines anderen Gläubigers desselben gemeinsamen Schuldners. Dem betreibenden Gläubiger ist das Recht der Weiterführung der Vollstreckung nicht entzogen, auch wenn die zwangsmässige Verwertung (Versteigerung im kapitalistischen Recht, Verwertung durch die zuständigen staatlichen Handelsunternehmungen im sozialistischen Rechte) die Interessen des Schuldners gegen die Verschleuderung bedeutend besser schützt; interessant — hinsichtlich der Schonungsabsicht der kapitalistischen ungarischen Rechtsordnung — ist das sogenannte Deckungsprinzip bei der Versteigerung von Liegenschaften, das zwar in dem »klassischen« Recht unbekannt war und erst als »krisenrechtliche« Institution zugunsten der Grundeigentümer eingeführt wurde.

Das Missbrauchverbot (§ 5 des ungarischen ZGB) erscheint in unserer Beleuchtung als die Abschwächung, Einengung der Berechtigung. Bei gewissen Forderungen tritt die Regel des »beneficium competentiae« auf, die dem Recht des Gläubigers Schranken setzt. Ähnlichen Zweck haben die Regeln der Vollstreckungsordnung über die Unpfändbarkeit einiger Güter (Exemtionen). Doch sind die Wirkungen der beiden Gruppen von unterschiedlicher Natur, insofern als die Regeln über das »beneficium competentiae« die Forderung summenmässig schmälern, die Forderung selbst herabsetzen, während die Unpfändbarkeitsregeln die Forderung in ihrer Existenz — auch summenmässig — unberührt lassen; das »beneficium competentiae« wirkt als Forderungsschmälerung, die Unpfändbarkeit wirkt nur als Deckungsschmälerung.

VIII. Zur Verstärkung des Schutzes dienen — ausser den schon erwähnten Regeln — jene Spezialvorschriften, die das Entstehen einer Forderung ausschliessen oder die schon entstandene Forderung ausser Kraft setzen — aber dem »Gläubiger« gleichzeitig einen Ersatz dafür bieten, indem sie ihm als Surrogat der verlorenen Forderung eine Forderung auf den Überrest gewähren. Im alten ungarischen Recht war die Gültigkeit der Veräusserung der Liegenschaften (die sogenannte »fassio perennis«) an die Verträge »sub sigillo publico« gebunden; die »fassio sub sigillo privato« hat das Recht des Eigentums nicht übertragen; statt dessen galt der Satz: »fassio sub sigillo privato habet pignoris vigorem«. (Etwa ähnlich wie das bekannte Zurückbehaltungsrecht oder die »exceptio non adimpleti contractus«.)

Die Entstehung einiger Regeln ist Billigkeitsrücksichten zu verdanken, die eine vorzeitige — noch nicht »fällige« — Geltendmachung der Forderung ermöglichen. Der Schuldner erklärt im vorhinein, d. h. vor der Fälligkeit, dass

er seiner Verpflichtung nicht nachkommen wird. Der Gläubiger hat das Recht, seinen Anspruch — ohne den Fälligkeitstag abzuwarten — geltend zu machen. (Vorrücken der Fälligkeit.)

Ähnlichen Geist atmet die Regel des § 228 Abs. (2) des Ungarischen Zivilgesetzbuches, die vorschreibt, dass derjenige, der den Eintritt einer Bedingung ihm zumutbar hervorruft oder absichtlich vereitelt, kein Recht hat seine Verpflichtung damit abzuschütteln. Der anfänglich nur bedingt Verpflichtete wird »unbedingt« verpflichtet.

Nicht meritorische, sondern rechtstechnische Bedenken riefen den Satz des Konkursgesetzes hervor, wonach die Forderungen gegen den Gemeinschuldner zufolge der Konkurseröffnung als fällig zu betrachten sind. Der reinste Fall des Vorrückens der Fälligkeit hat heute keine Aktualität.

Die ungarische Gerichtspraxis wies einen lehrreichen Rechtsfall auf. Das Testament hatte dem Erben ein Vermächtnis — zugunsten eines verwandten Mädchens — auferlegt, derart, dass der Erbe verpflichtet sei, dem Mädchen im Zeitpunkt ihrer Eheschliessung den vermachten Betrag auszuzahlen. Die Vermächtnismittelt war nicht genug anziehend — das Mädchen erreichte das vierundzwanzigste Lebensjahr (damals die Grenze der Grossjährigkeit), ohne sich zu verheiraten, und der Erbe verweigerte die Auszahlung des Vermächtnisses. Der Prozess war geboten. Die unteren Instanzen wiesen die Klage mit der Begründung ab, dass die im Testament gestellte Bedingung noch nicht eingetreten war. Die Kurie gab der Revision statt und verurteilte den Erben zur Auszahlung des Vermächtnisses. Die Begründung führte aus: die einschlägige Bestimmung des Testamentes ist nicht als Bedingung zu interpretieren; der Erblasser beabsichtigte die Verwirklichung des Vermächtnisses *unbedingt*. Das Testament wollte nur den Zeitpunkt der Fälligkeit feststellen. Da aber der Fälligkeitstag — mangels der Eheschliessung — nicht eintrat, ist es Sache des Gerichtes, die unmöglich gewordene Form des Fälligkeitsgrundes durch eine andre zu ersetzen. Das Gericht nahm an, dass der Erblasser jedenfalls die Verwirklichung des Vermächtnisses wünschte, und ersetzte den fortgefallenen Grund der Konkretisierung der Fälligkeit durch die richterliche Festsetzung des Fälligkeitstages. Die Erreichung der Mündigkeit erschien dem Gericht zur Konkretisierung des Fälligwerdens geeignet. Die Stichhaltigkeit der Urteilsbegründung ist zwar dogmatisch nicht einwandfrei — die Gerechtigkeit des Urteils lässt sich aber nicht bemängeln. Für uns bedeutet das Urteil das Vorrücken der Fälligkeit. — Das Vorrücken der Fälligkeit trat in dem Falle ein, wenn der Gläubiger zwar den Kaufpreis kreditierte, aber mit der Verpflichtung des Schuldners, dass er ihm einen Wechsel über die Summe übergebe. Wenn der Schuldner den Wechsel nicht zur Verfügung stellt, ist der Gläubiger berechtigt, seine Forderung auch vor Eintritt der vereinbarten Fälligkeit im Prozesswege zu fordern. Dieser Prozess spielt sich natürlich nicht in der Form einer Wechselklage ab.

Das richterliche Ersetzungsrecht wird im allgemeinen als richterliches Ergänzungsrecht bezeichnet; die zwei Ausdrücke bedeuten nicht das gleiche. Das richterliche Ergänzungsrecht kommt ausgiebig bei der teilweisen Ungültigkeit des Vertrages (§ 238 des UZGB) zur Geltung, wo das Ersetzungsrecht des Richters nicht erwähnt wird. Das Bestehen des richterlichen Ersetzungsrechtes besteht aber ohne Zweifel.

Zum richterlichen Ergänzungsrechte kommt das richterliche Vertragsabänderungsrecht hinzu. Die kapitalistische Auffassung lehnte dieses Recht ab; sie ging davon aus, dass es den Parteien obliegt, das Rechtsgeschäft und dessen Einzelheiten zu vereinbaren, und das Gericht ist — nach dieser Auffassung — nicht befugt, die Parteivereinbarung statt der Parteien vorzunehmen, ihre Bedingungen festzustellen. Bemerkenswert ist es, dass mittels des richterlichen Abänderungsrechtes der Vertrag — zwar mit den richterlichen Änderungen — aufrecht erhalten wird, während nach kapitalistischem Recht der Vertrag seine Gültigkeit verliert. In diesem Belange schützt das richterliche Abänderungsrecht die Vertragstreue besser als die kapitalistische Rechtsordnung.

Die Vertragstreue kommt — trotz ihres kapitalistischen Charakters — auch in der sozialistischen Rechtsordnung zur Geltung. Es ist sicher, dass die richterliche Vertragsänderung danach angetan ist, den Gedanken der Vertragstreue stark zu erschüttern. Dennoch finden wir die Stellungnahme des Motivenberichtes (S. 188) für übertrieben, der erklärt: »die Grenzen des richterlichen Vertragsänderungsrechtes sind mit grosser Sorgfalt zu ziehen« — und später: »zur Grundlage des Veränderungsrechtes können nur Umstände, die nach Abschluss des Vertrages eintreten, dienen.«

Unserer Auffassung nach hätte das richterliche Abänderungsrecht die Aufgabe, als Waffe zur Abwendung der Härten der vertraglichen Abmachungen zu dienen und die Unbilligkeiten zu entfernen. Die im Motivenbericht empfohlene »Behutsamkeit« schwächt diese Kraft des Abänderungsrechtes. Man denke nur an unsere Bemerkungen über die erforderliche Harmonie auf dem Gebiete der Achtung und der Einschränkung der Privatautonomie.

Weitergehende Änderungsrechte enthalten die §§ 201 und 202, wo das Veränderungsrecht nicht an später eintretende Umstände gebunden ist, sondern dem Gericht zur Heilung der durch die Vertragschliessung verursachten Nachteile zusteht, auch ohne Eintreten späterer Umstände.

Eine eigenartige Stellung nimmt die Institution der unmittelbaren Klage ein. Wir haben schon den Satz des § 2 der ung. Zivilprozessordnung zitiert, wonach die Klage (der Text sagt: »Ansuchen«, aber der Titel des Paragraphen spricht von der »Einbringung der Klage«) im allgemeinen dem Interessierten zusteht. Also: dem »Interessierten« und nicht dem »Berechtigten«. Der Satz entspricht — sinngemäss — der allgemeinen Auffassung, dass die Klagebefugnis dem Berechtigten — nicht einem Aussenstehenden — zusteht. Der Aussenstehende kann zwar interessiert sein, aber ein, im bürgerlichen Recht fussendes

»Recht« hat er nicht, es sei denn, dass ihm eine Spezialbestimmung dennoch das Klagerecht einräumt. Wenn es solche Regeln gibt — so tritt uns die Institution der unmittelbaren Klage entgegen. Deren Beispiel — die »action indirecte« des französischen Rechtes — haben wir schon kurz erwähnt. Eine interessante Unterart statuiert ein ebenfalls französisches Gesetz: dieses Gesetz ermöglicht es den Syndikaten (Arbeiter- und Arbeitgebersyndikaten) in arbeitsrechtlichen Prozessen nicht nur als Nebenintervenienten aufzutreten, sondern auch unabhängig vom Willen der Prozessparteien, ja selbst wenn die Parteien den Prozess durch Vergleich beendeten, den Prozess fortzuführen.

IX. Die obigen Erörterungen berufen sich oft auf Regeln, die heute schon — mehrfach sogar aus den bürgerlichen, kapitalistischen Rechtsordnungen — verschwunden sind. Die Behandlung der alten Regeln war zur Illustrierung der Rechtsentwicklung notwendig. Diese Regeln dienten nicht dem Zwecke, ihren spezifischen Inhalt einzelgehend zu beleuchten. Ihre Beispiele wurden zitiert, um mit ihrer Parallelität eine — von uns zu schildernde — höhere Abstraktion zu bekunden. Die Abstraktion sollte nicht einen sachlichen, konkretisierten Vorschlag befürworten — die Erörterungen wollten sich weniger auf bestehende Rechtssätze beziehen, als auf mehr oder weniger aufkeimende Tendenzen der Rechtsentwicklung hinweisen. Die Tendenzen entspringen der Umwälzung der gesellschaftlichen Struktur — der Änderung der Klassenbildung, der Verschiebung der politischen Macht, deren notwendige Folge die Umbildung der juristischen Denkweise ist, im Geiste der alten lateinischen Weisheit: *fata volentem ducunt, nolentem trahunt*, die in modernisierter Stilisierung etwa folgendermassen lautet: Wer den gesellschaftlichen Gesetzmässigkeiten gehorcht, (volens) den führen sie zum Siege, wer sich ihnen widersetzt, (nolens) den überwinden sie. Und auch im Geiste des berühmten Mottos des »Kapitals«: »Je ne propose rien, je ne dispose rien — j'expose«.

## Sur quelques modes de l'assistance juridique civile

par

S. BECK

Dans l'étude l'auteur s'occupe des questions suivantes:

1. *«Omne ius homin um causa introductum est.»* Le conflit des droits et des intérêts. Leur réglementation par le droit. — 2. En dépit de leur affinité étroite, les rapports entre le droit et l'intérêt ainsi que la transformation de l'intérêt en droit ne sont pas suffisamment élaborés. — 3. La réglementation des conflits d'intérêts a lieu par l'évaluation du législateur. La lutte autour du principe «la vente résilie le bail» et l'évolution de l'institution juridique de la garantie. — 4. La distinction entre l'obligation acceptée et l'obligation non acceptée. — 5. L'ordre juridique est susceptible de servir le droit et l'intérêt individuels de façon double; notamment d'une part de la façon que la règle de droit rend possible que les parties pourvoient elles-mêmes de la défense de leurs intérêts. Un exemple en est l'assurance du contrat du bail et du fermage d'une durée prolongée au moyen du registre foncier. D'autre part, la règle de droit peut elle-même pourvoir à la protection des intérêts sans qu'une activité quelconque de la partie soit nécessaire. Dualité de la



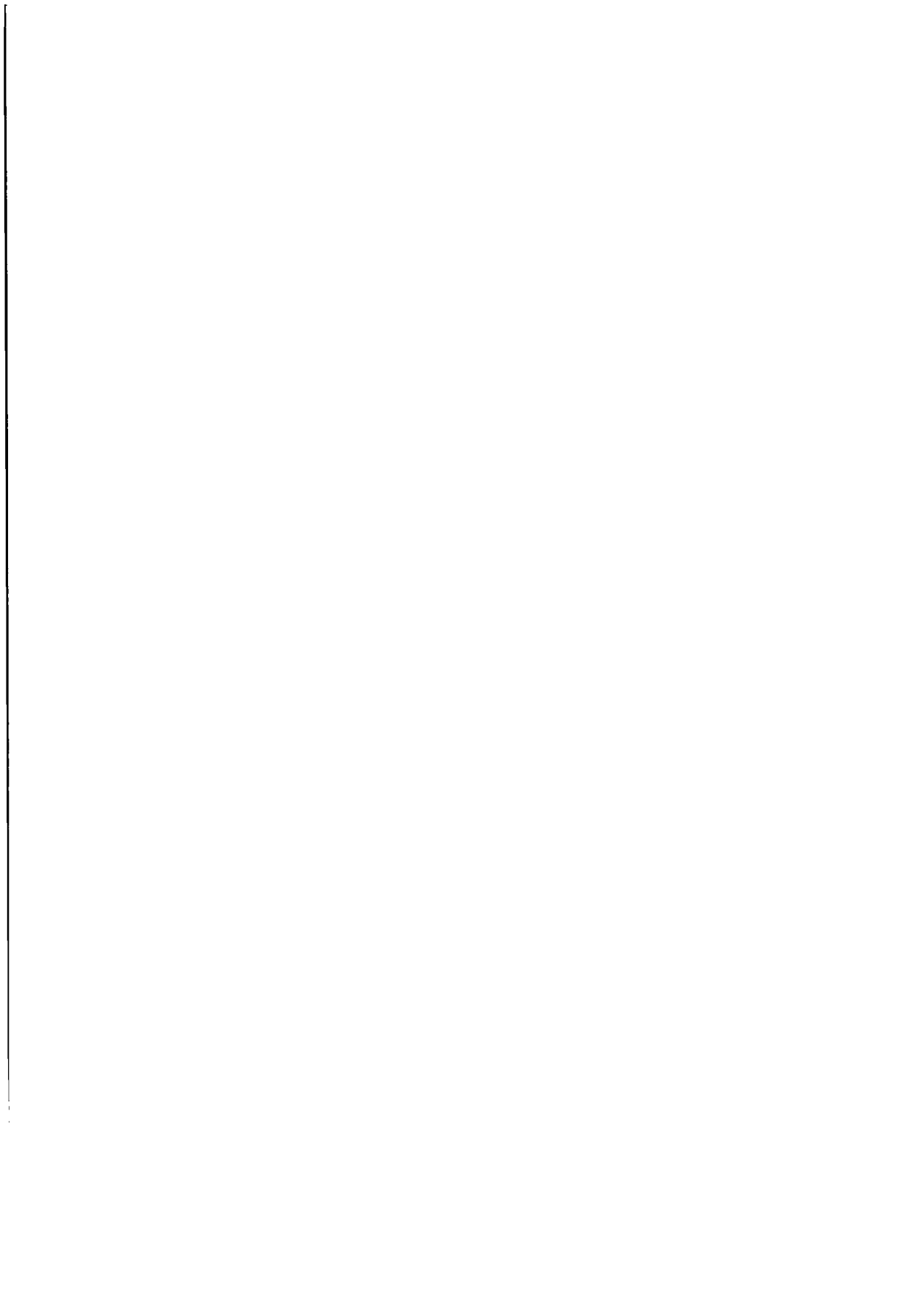
nullité et de l'annulabilité. La protection judiciaire dans des cas d'espèce est une transition entre les deux espèces de la protection. Réduction du montant de la clause pénale, «*remissio mercedis*». — 6. Protection par une règle de droit impérative. L'effet produit par le caractère impératif de la norme sur les deux parties ou bien sur l'une d'elles seulement. — 7. Groupement des règles de droit selon qu'elles protègent le créancier ou le débiteur. — 8. Assistance par des moyens procéduraux et le droit d'introduire instance d'office. L'introduction d'instance du procureur. Le droit du curateur *ad hoc* d'introduire instance pour le recouvrement de créances, notamment dans les procédures successorales et d'exécution. — 9. La mesure dont l'autonomie privée se fait valoir dans le droit civil et son rétrécissement dans les droits de procédure. L'article 148 du Code de procédure civile hongroise. «*Ope exceptionis, iura novit Curia*»; l'augmentation du pouvoir *ex offio* des tribunaux. — 10. La distinction des règles de droit réduisant la dette ou la couverture. — 11. Action directe en dehors de liens de contrat.

## Отдельные виды гражданско-правовой защиты прав

### III. БЕК

Статья рассматривает следующие вопросы:

1. *Omne ius hominum causa introductum est*. Сталкивание прав-интересов. Их регулятором является право. 2. Несмотря на близкое родство интереса и права в большей части не разработано соотношение между интересом и правом, становление интереса правом. 3. Регулирование столкновений интересов происходит по оценке законодателя. Борьба вокруг принципа: продажа расторгает наем, а также развитие правового института гарантии. 4. Различие между взятым на себя и не взятым на себя обязательством. 5. Правопорядок двумя способами может служить личному праву-интересу. С одной стороны так, что правовая норма дает возможность сторонам, чтобы они сами заботились о защите своих интересов. Примером может служить обеспечение посредством поземельной книги договора найма на длительный срок. С другой стороны, уже сама правовая норма оказывает помощь интересу без того, чтобы была необходимость в каком-либо действии стороны. Двойственность недействительности — оспаривания в этом направлении. Между двумя видами оказания защиты переходом является случайное оказание защиты судом. Снижение неустойки *remissio mercedis*. 6. Оказание защиты императивным правовым положением. Действие когенции на обе стороны или только на одну сторону. 7. Группировка правовых норм по характеру защиты кредитора, а также должника. 8. Оказание процессуальной правовой помощи, право возбуждения процесса официальным органом. Возбуждение процесса прокурором. Право возбуждения процесса заботящимся об исполнении требования лицом. В процессе наследования и в процессе исполнения. 9. Действие личной автономии в гражданском праве и её сужение в процессуальном праве. § 148 ГПК. *Ope exceptionis, iura novit Curia*; Рост власти суда *ex offio*. 10. Разграничение правовых положений, снижающих обязательство и снижающих покрытие. 11. Прямой иск без договорной связи.



## Les circonstances aggravantes

par

M. KÁDÁR

Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Budapest

L'exigence selon laquelle il faut que l'application de la loi pénale ait de l'effet rétenteur, signifie la raison d'être de la peine. Autrement la peine n'aurait pas de sens; autrement elle n'aurait pas de base morale, éthique et par conséquent juridique, c'est-à-dire elle se serait vidée de son noyau rationnel; autrement son application serait donc inutile et inhumaine et ne servirait au plus qu'à l'assouvissement de la vengeance.

Selon l'expérience, la sanction pénale et son application contribuent au refoulement de la criminalité. Il faut constamment rendre la loi pénale plus propre à la lutte contre la criminalité.

La peine adéquate dont la fixation dépend, entre autres, des facteurs sociologiques, criminologiques et psychologiques, contribue considérablement à l'efficacité de la lutte contre la criminalité.

Les circonstances aggravantes constituent un des groupes des facteurs influant sur l'application de la peine.

Les circonstances aggravantes sont (1) les circonstances qui intensifient le danger pour la société, résultant de l'acte réalisant une infraction, (2) les circonstances qui intensifient le danger résultant pour la société de la personnalité de l'auteur d'une infraction (3) les circonstances qui intensifient la culpabilité (l'intention ou l'imprudence) et (4) les autres circonstances aggravantes qui n'appartiennent pas à la notion de l'infraction donnée par la loi.

Quant à leur division formelle, les circonstances aggravantes peuvent être (1) des circonstances généralement aggravantes et (2) des circonstances aggravantes relatives à certaines infractions seulement.

Dans le cercle de cette division une subdivision peut être formée des circonstances aggravantes définies par la loi même (1a et 2a) et de celles qui ne sont pas définies par la loi (1b et 2b).

Dans les groupes 1/a et 2/a il est possible de distinguer les circonstances aggravantes définies par la loi même comme des circonstances «comportant une qualification» (1aa et 2aa).

Selon le Code pénal hongrois il n'y a pas lieu d'énumérer les circonstances aggravantes dans la partie générale. Du reste, leur énumération limitative est impossible à cause du changement des rapports sociaux et de la valeur relative de nombreuses circonstances aggravantes.

L'intensification de l'efficacité des peines est à chercher dans le développement des méthodes de l'exécution et dans l'amélioration de la rééducation. Il faut faire l'éducation des personnes condamnées à la peine privative de liberté par des enseignants et par des psychologues, il est nécessaire de leur assurer un traitement convenable. Il est nécessaire de développer des établissements sanitaires aussi.

La loi pénale est appliquée seulement, lorsque son premier but général, celui de retenir tous de commettre des infractions n'est pas atteint. Ce qui caractérise alors son application, c'est l'infliction d'une peine à l'auteur de l'infraction.

Même en ce cas, l'effet de retention de la loi pénale se fait valeur pour le passé. En effet, pour beaucoup de ceux qui se sont abstenus de réaliser une infraction, l'existence de la loi pénale et les dispositions de celle-ci sont devenus des facteurs importants parmi les éléments déterminant de l'abstention de la délinquance.

L'application de la loi pénale moyennant l'infliction d'une peine à l'encontre de l'agent, a également un effet de retention (ce qu'elle devrait en tous cas avoir) et ceci sous l'aspect du comportement futur de l'auteur condamné et de n'importe quel comportement d'autrui dans l'avenir.

L'exigence selon laquelle l'application de la loi pénale doit avoir l'effet de retenir de la perpétration d'infractions, signifie donc la raison d'être de la peine. Autrement la peine serait dépourvue de tout sens, autrement elle n'aurait aucune base morale, éthique et, par conséquent, juridique, autrement, elle n'aurait aucun noyau rationnel; autrement son application serait inutile, inhumaine et elle ne servirait qu'à satisfaire un besoin de vengeance.

Le thème figurant au programme du congrès ne comporte pas la nécessité de prouver que la menace de peine et la peine même ont en dernier ressort — en général — un effet de retention; il faut tout de même rappeler que d'après les expériences la sanction pénale et son application ont pour base leur efficacité en matière de retention, comportant une contribution au refoulement de la criminalité.

*Il est donc évident que l'efficacité doit être rendue toujours plus apte à la lutte contre la criminalité.*

Or, la peine réussit à atteindre ou à approcher la base de son application, c'est-à-dire la retention, grâce à ses effets multiples et complexes. La peine exerce une influence sur celui à qui elle a été infligée, mais elle influe en général sur tous ceux qui en prennent connaissance. L'effet — entre autres — naît en raison de la qualité et de la mesure de la peine, en connexion avec la nature de l'infraction et de la personnalité de l'agent, et avec les circonstances de chacune des deux.

Quant à l'efficacité des peines il est à noter également l'importance de l'appréciation de l'effet exercé — grâce aux dits coefficients — sur les personnes étrangères à l'infraction. Il est évident que la punition pourra rencontrer l'approbation ou la réprobation; sa qualité pourra être jugée adéquate ou inopportune. Elle pourra être estimée légère ou bien trop grave et dans le dernier cas par exemple, elle pourra susciter un sentiment de compassion à l'égard de l'agent de l'infraction.

En raison de tout cela une peine *adéquate* contribuera considérablement à l'efficacité de la lutte contre la criminalité.

L'établissement d'une peine adéquate reposant sur la réalisation des dispositions prévues par la loi pénale aussi, dépend entre autres d'éléments sociologiques, criminologiques et psychologiques.

Les circonstances aggravantes constituent un des groupes des facteurs qui influent sur l'infliction et l'application de la peine. En conséquence, la solution du problème posé par le thème dépendra de la définition qu'on donnera à la notion des circonstances aggravantes.

## I

En établissant les faits constitutifs de l'infraction la disposition de la loi pénale procède en général de l'infraction la plus légère et vers l'infraction la plus grave. Le système de sanctions des codes pénaux modernes est «relativement déterminé.» Celui-ci établit les limites des peines et le juge est tenu d'y trouver celle qui est adéquate. Pour accomplir cette opération il est indispensable de préciser nettement quelles sont les circonstances aggravantes.

Quant à l'application de la peine, l'art. 34 du Code Pénal de la République Populaire Hongroise prévoit que:

«Les buts de la peine sont: l'application de la sanction que la loi, en vue de défendre la société, prévoit pour l'infraction, l'amendement du délinquant et l'effet que produit la peine en retenant les membres de la société de commettre une infraction.»

L'art. 64 prévoit que:

«La mesure de la peine, compte tenu de son but (article 34) et de ses limites prévues par la loi, doit se régler sur le danger que l'infraction et l'agent comportent pour la société, sur le degré de culpabilité et sur les autres circonstances, aggravantes ou atténuantes.»

Les dispositions du Code Pénal hongrois reposent sur les considérations théorétiques qui viennent d'être exposées, elles sont en harmonie complète avec celles-ci.

Il s'ensuit de tout ceci que les circonstances aggravantes sont:

1° Les circonstances intensifiant le danger pour la société qui découle de l'acte réalisant une infraction. Le danger comporté pour la société constitue un élément de la notion de l'infraction; le Code Pénal Hongrois prévoit dans son art. 2 en effet, que

«Le fait comportant un danger pour la société et frappé par la loi d'une sanction pénale constitue une infraction; celle-ci peut avoir été commise soit volontairement soit par imprudence, si la loi punit un acte commis par imprudence.

Est un acte dangereux pour la société toute action ou toute omission pouvant porter préjudice soit à l'ordre étatique, social ou économique de la République Populaire Hongroise, soit à la personne ou aux droits des citoyens.»

2° Les circonstances intensifiant le danger résultant pour la société du fait de la personnalité de celui qui commet l'infraction.

3° Les circonstances intensifiant la culpabilité.

(Les circonstances jusqu'ici énumérées — comme il s'ensuit de l'art. 2 ci-dessus cité — portent sur des critères faisant partie de la notion légale de l'infraction.)

4° Autres circonstances aggravantes qui n'appartiennent pas à la notion légale de l'infraction.

En ce qui concerne le point 1°, il faut indiquer que la particularité de l'infraction de comporter un danger pour la société est en rapport étroit avec l'illégalité.

L'art. 2 du Code Pénal Hongrois formule l'exigence qu'un des traits caractéristiques de l'infraction soit le danger social comporté par l'acte qui la réalise, c'est-à-dire que l'acte soit dangereux aux intérêts de la société déterminés par le caractère de l'État. Cela signifie en même temps une restriction dans le sens que le législateur ne peut qualifier d'infraction que les conduites humaines dangereuses pour la société ainsi que nous venons de l'exposer. Ainsi, l'illégalité constitue non seulement une particularité formelle de l'infraction, mais elle a un contenu déterminé. La particularité selon laquelle l'infraction comporte un danger pour la société n'est en effet rien d'autre qu'une illégalité matérielle.

L'illégalité formelle subsiste lorsque la conduite humaine se heurte à la loi pénale; lorsqu'elle réalise une infraction prévue par une disposition de la partie spéciale du code pénal. Des degrés différents de la réalisation d'une telle infraction sont inimaginables.

L'illégalité formelle n'est donc pas susceptible de s'intensifier.

Les infractions prévues par les lois pénales sont, d'après leur objet, plus ou moins graves. La réalisation de l'une peut porter un préjudice plus grave à la société que celle de l'autre, mais la gravité n'est pas en rapport graduel avec la réalisation, c'est-à-dire avec le comportement humain ayant porté atteinte à un objet protégé par la loi. La gravité ne peut être mesurée que dans les cadres d'une infraction donnée, ce qui veut dire qu'une infraction réalisée peut être dans son genre plus ou moins grave, suivant que sa réalisation a comporté un danger plus ou moins grand à la société, c'est-à-dire qu'elle a porté atteinte à l'objet protégé par la loi, sous une forme plus ou moins grave.

Lorsque l'objet protégé par la loi a subi par la même infraction un préjudice plus grave ou il encourt une menace plus sérieuse, un danger plus grave menace la société, l'illégalité matérielle de la même infraction accroîtra.

L'illégalité matérielle (le danger que le comportement porte à la société) est donc susceptible d'être intensifiée.

Les circonstances augmentant l'illégalité matérielle, doivent donc être prises en considération lors de la fixation de la peine. Elles constituent donc des circonstances aggravantes.

Il y a des auteurs qui divisent en deux groupes les circonstances aggravant (intensifiant) l'illégalité matérielle.<sup>1</sup> Conformément à cela on peut faire distinction entre les circonstances aggravantes, suivant qu'elles sont en rapport

a) avec les faits constitutifs de l'infraction donnée et

b) avec des éléments n'appartenant pas aux faits constitutifs de l'infraction donnée.

a) Une infraction est à considérer plus grave, lorsqu'elle a porté un préjudice plus grave à l'objet protégé par la loi (par exemple, à la propriété, lorsqu'on a volé une valeur énorme; à la vie, lorsqu'on a tué plusieurs personnes); ou bien elle a provoqué un péril plus grave à l'objet protégé (par exemple, à la sécurité de l'État, lorsque l'incitation a été commise devant une vaste publicité; la sûreté publique, lorsqu'on a conduit une voiture en état d'ébriété; à la vie, lorsqu'on a commencé sans résultat l'assassinat contre plusieurs personnes, mais on n'est parvenu qu'à la tentative).

Une sorte de cette espèce de gravité de l'infraction peut consister dans le caractère direct, concret de la menace de l'objet juridiquement protégé, à l'opposé du caractère indirect, abstrait de la menace. Celui-là signifie qu'un processus causal s'est commencé dont la conséquence peut être le préjudice porté à l'objet protégé par la loi, mais qu'une cause quelconque — par exemple le freinage subit d'une voiture d'en face — a réussi à dévier le processus causal de sa direction. Le caractère abstrait de la menace signifie que la possibilité de la survenance de la situation concrète du danger n'existe qu'en principe. C'est le cas par exemple, d'un document faux gardé dans le tiroir d'un bureau.

b) L'objet du vol est la possession, la propriété; le préjudice sérieux intensifiant l'illégalité matérielle, est en rapport avec les faits constitutifs de l'infraction commise au moyen du vol, notamment, avec l'objet protégé par la loi de ce dernier.

L'objet de la diffamation est la dignité humaine, l'honneur. Aux termes de l'art. 266 du Code pénal hongrois:

«Sera puni . . . celui qui, en présence d'une autre personne, aura affirmé ou propagé un fait attentatoire à l'honneur de quelqu'un ou qui aura employé une expression faisant une allusion directe à un tel fait.»

Il s'ensuit qu'une diffamation provoquant le désaccord familial peut être également commise, bien que l'élément d'une menace de la paix familiale n'appartienne pas aux faits constitutifs de la diffamation. Il est évident que la diffamation menaçant ou lésant les intérêts de la société liés à la paix familiale est plus grave que beaucoup d'autres espèces de diffamations, c'est pourquoi, certains éléments peuvent constituer des circonstances aggravantes, malgré qu'ils n'appartiennent pas aux faits constitutifs de l'infraction donnée.

Ce n'est qu'en vue d'éviter tout malentendu qu'il faut rappeler qu'en

<sup>1</sup> Voir l'étude de E. SCHULTEISZ sur les circonstances aggravantes et atténuantes (En manuscrit).

conséquence d'une position positive prise concernant l'effet rétenteur de la peine (seule l'influence exercée sur la raison humaine peut avoir pour résultat l'abstention de la criminalité) l'établissement de la responsabilité pénale ne peut avoir lieu que pour des faits imputables à l'agent. Pourvu que cette condition de l'établissement de la responsabilité pénale existe, donc l'agent est coupable (qu'il ait agi volontairement ou bien, où la loi l'estime suffisant, par imprudence), l'établissement d'une responsabilité pénale plus grave peut avoir lieu à condition qu'au moment de l'accomplissement de l'infraction, l'agent ait connu la circonstance aggravante consistant notamment — comme nous venons de l'expliquer — dans la menace de la vie de plusieurs personnes ou dans la provocation de graves préjudices, c'est-à-dire d'une circonstance qui a intensifié l'illégalité matérielle comme nous en avons déjà parlé.

C'est exprimé par l'art. 24 du Code pénal hongrois comme suit:

«un fait dont l'agent n'avait pas connaissance au moment de l'acte ne peut lui être imputé.»

(Quant à la responsabilité civile, il va de soi que les principes du droit pénal n'y entrent pas.)

L'infraction comporte toujours un danger pour la société, elle a toujours un caractère matériellement illégal, à cause de cela, seulement une circonstance intensifiant d'une façon considérable l'illégalité matérielle de l'acte peut être considérée comme aggravante.

En ce qui concerne le point 2 ci-dessus, nous avons déjà mentionné qu'aux termes des dispositions du Code pénal hongrois, fondées sur la conception scientifique formée dans les États socialistes au sujet de la notion de l'infraction, ne peut être considéré comme infraction qu'une conduite qui comporte un danger pour la société, en conformité avec le caractère de l'État. La conduite est réalisée par l'agent. La conduite comportant un danger pour la société est une infraction seulement lorsque la loi la qualifie ainsi, c'est-à-dire, lorsqu'elle est, formellement aussi, illégale et l'agent est coupable. Ceci signifie que l'agent a eu connaissance de l'illégalité matérielle ou bien (dans certains cas) il aurait dû en avoir connaissance. Une personne dont la conduite comporte un danger pour la société, est dangereux pour la société non pas d'une façon générale et potentielle, mais il l'est précisément en raison de sa culpabilité, du contenu de sa conscience étant en rapport avec l'infraction, donc concrètement et personnellement aussi. Le caractère socialement dangereux d'une personne dépend du danger que l'infraction accomplie a causé à la société. Le degré du danger comporté pour la société par l'acte imputable à l'agent influe sur le caractère socialement dangereux de la personne de l'agent, mais ce danger peut s'intensifier même indépendamment de cela.

Le danger comporté par la personne de l'agent pour la société peut être intensifié par

a) le motif (vengeance, avidité de lucre, motif extrêmement bas, etc.);



b) le *dolus specialis* (dessein de lucre, comportement visant une réussite personnelle au détriment d'autrui, autre but extrêmement bas, etc.);

c) manière de vivre conséquemment oisive;

d) casier judiciaire chargé etc.

Aux termes de l'art. 64 du Code pénal hongrois

«La mesure de la peine . . . doit se régler sur le danger que . . . l'agent comporte pour la société. . . »

Le même article indique également que le danger que l'agent comporte pour la société peut être une circonstance aggravante.

La personne de l'agent de l'infraction menace de toute façon la société, c'est pourquoi seulement la circonstance intensifiant d'une façon considérable le danger comporté pour la société par l'agent de l'infraction peut être une circonstance aggravante.

En ce qui concerne le point 3, l'on sait que la culpabilité est un rapport psychique qui existe entre la conscience de l'agent et l'acte constituant l'infraction, ainsi que les conséquences de ce dernier comportant un danger pour la société. Ce rapport peut être double: volontaire et imprudent. Comme nous avons parlé des circonstances intensifiant la culpabilité comme des circonstances aggravantes, et comme on ne peut en tenir compte qu'en rapport avec le contenu des deux formes de la culpabilité, c'est-à-dire l'accomplissement volontaire et imprudent, nous croyons indispensable d'exposer notre position y relative pour le motif aussi que concernant la définition de ces deux rapports psychiques des différences fondamentales existent dans la doctrine.

Est volontairement commise l'infraction dont l'agent a reconnu l'illégalité matérielle, c'est-à-dire a connu les conséquences de sa conduite comportant un danger pour la société. Selon cette manière de voir, en cas d'une infraction volontairement commise, la science de l'agent se forme de la manière suivante.

Le motif de la collectivité fait son apparition dans sa conscience, il comprend clairement ce que la société attend de lui, mais il s'oppose à cette attente, opprime en soi-même le motif de la collectivité et, en ce qui concerne le contenu de son acte, il agit contrairement à ce que la société attend de lui, c'est-à-dire il s'oppose à la société.

La manière de voir contraire n'exige pas la connaissance réelle du caractère matériellement illégal de l'acte -- du danger comporté pour la société -- lié à la culpabilité intentionnelle, mais ils se contentent de la possibilité d'un tel contenu de la conscience. En conformité avec cela, le comportement intentionnel n'est rien d'autre que la visée d'un certain but qu'il faut distinguer même d'une façon ontologique de la conscience de l'illégalité matérielle comportant une appréciation du contenu de l'image du but, c'est-à-dire de l'acte perpétré en connaissance du danger que l'acte constitue pour la société. L'argument principal de cette conception consiste dans l'affirmation

que dans le cas contraire il ne serait pas possible de qualifier d'infraction volontaire l'acte commis «en bonne conscience», c'est-à-dire lorsque l'agent croyait suivre la ligne droite (théorie de la doctrine finale des actions).<sup>2</sup>

Or, à notre avis, lorsque la société n'est pas menacée, c'est-à-dire la conscience du caractère matériellement illégal est absente à l'agent, la lutte des motifs n'aura pas lieu, puisque le motif de collectivité ne se présentera pas du tout; dans ce cas l'agent aura agi tout au plus par imprudence.

Comme nous venons d'exposer, les circonstances intensifiant la culpabilité intentionnelle sont liées aux éléments du comportement volontaire. Ces éléments sont donc:

- a) L'image des circonstances matérielles de l'infraction;
- b) L'image correcte formée concernant la causalité;
- c) L'image du résultat, ou bien celle de la conséquence.

a) La culpabilité intentionnelle n'existe pas, lorsque à l'égard des éléments constitutifs objectifs de l'infraction il y en a quelques-uns où l'image de l'agent fait défaut.

b) Si l'agent a reconnu l'enchaînement des causes se développant d'une façon objective, on parle -- pourvu que les autres conditions en subsistent -- d'une infraction commise par intention. Lorsqu'il n'a pas été reconnue par l'agent bien qu'il ait été capable de le reconnaître, c'est-à-dire il aurait pu la reconnaître (il peut arriver que l'agent se soit trompé en ce qui concerne le développement futur du processus causal), on peut parler d'un acte commis par imprudence. (En ce cas, une infraction est réalisée seulement, lorsque le Code pénal hongrois contient une disposition spéciale relative à l'acte commis par imprudence.)

c) Le rapport psychique lié au résultat (en cas d'une infraction matérielle) et à la conséquence (en cas d'une infraction formelle) se développe de la même façon, qui est exposé ci-dessus sous b) à propos de la causalité.

C'est en connexité avec ces éléments que peuvent surgir des circonstances intensifiant la culpabilité intentionnelle, déterminant les circonstances aggravantes dans cette sphère.

Cette conception élargit sensiblement le cercle des circonstances aggravantes; elle est en effet opposée à l'opinion selon laquelle la mesure, c'est-à-dire la gravité de la peine ne dépend que des circonstances intensifiant en elles-mêmes l'illégalité et la culpabilité. Les circonstances qui sont en rapport avec les éléments liés à la matérialité des faits constitutifs de l'infraction - contrairement à notre avis - ne sauraient pas être considérées comme des circonstances aggravantes parce que les critères du caractère illégal et de la culpabilité du point de vue des faits constitutifs de l'infraction et - cette dernière - du point de vue de l'aggravation n'entrent pas en ligne de compte.

<sup>2</sup> Voir: L. VISKI, *Szándékosság és társadalomra veszélyesség (Intention et danger social)* Budapest, 1959.

Quant à l'infraction commise par intention, les circonstances en connexité avec la conscience et avec la volonté sont susceptibles de faire accroître la culpabilité.

Quant à la conscience il faut examiner l'image formée par l'agent lors de la réalisation par lui des éléments prévus dans la disposition. Ces images peuvent se développer de la façon suivante:

- a) l'agent est sûr de la réalisation des éléments prévus par la disposition et il la souhaite (*dolus directus*);
- b) l'agent suppose leur réalisation et la souhaite (*dolus indirectus*);
- c) l'agent croit que leur réalisation est possible, mais peut manquer aussi (*dolus eventualis*).

Puisque les cas mentionnés sous a) et b) sont également typiques, ils ne seront pas considérés comme circonstances aggravantes.

En ce qui concerne la volonté, elle présente un autre aspect.

La culpabilité volontaire est intensifiée par

- a) la préméditation,
- b) un coup monté d'avance,
- c) la persévérance particulière,
- d) la finesse particulière,
- e) l'initiative,
- f) un rôle directif,
- g) la continuité,
- h) la forme d'industrie,
- i) l'auteur agissant en plusieurs qualités (instigateur auteur à la fois, etc.).

Ce sont donc des circonstances aggravantes.

Les qualités personnelles de l'agent, ses capacités sont étroitement liées à la culpabilité et au degré de celle-ci. (La capacité a d'ailleurs une importance particulière au sujet de la culpabilité dans la sphère de la culpabilité par imprudence aussi.)

La culpabilité sera donc intensifiée et considérée circonstance aggravante par

- a) un niveau culturel plus haut
- b) une haute instruction
- c) une plus haute instruction professionnelle (en rapport avec l'infraction concrète)
- d) la position sociale prééminente, obligeant à donner de bon exemple
- e) le devoir de sauvegarder l'objet protégé par la loi, en conséquence de la position ou de la profession de l'agent (par exemple, devoir des parents, des maîtres d'école à l'égard des biens moraux de l'enfant)
- f) un rapport de parenté proche dans certaines infractions, etc.

Les circonstances intensifiant la culpabilité par imprudence sont liées aux éléments constitutifs du comportement imprudent. Il faut donc préciser

au préalable ce que nous entendons sous la notion de l'acte commis par imprudence.

L'article 17 du Code pénal hongrois prévoit que «l'infraction est commise par imprudence, lorsque celui qui prévoit les conséquences de son comportement espère inconsidérément qu'elles ne se produiront pas, ou lorsqu'il ne les prévoit pas, manquant ainsi à l'attention ou à la circonspection qu'on est en droit d'attendre de sa part.»

Il résulte du texte du Code qu'en cas d'un acte commis par imprudence, le contenu de la conscience de l'agent se formera ainsi:

a) il prévoit que son comportement pourra avoir des conséquences préjudiciables et de plus, que son comportement est illégal, mais il est convaincu que ces conséquences n'auront pas lieu,

b) il ne prévoit pas que son comportement aura des conséquences préjudiciables (donc, il ne pense pas du tout à l'illégalité), bien qu'il ait été en mesure — vu ses capacités personnelles — de les prévoir; on aurait pu attendre de lui qu'il prévienne les conséquences préjudiciables et le caractère illégal de son comportement.

Il s'ensuit que les circonstances intensifiant la culpabilité dont nous avons parlé à propos de la culpabilité intentionnelle et qui sont en rapport avec la conscience de l'illégalité matérielle, ainsi qu'avec les «capacités personnelles» de l'agent, portent sur la culpabilité par imprudence aussi.

La conscience de l'illégalité matérielle joue un rôle dans la forme de la «*luxuria*» de la culpabilité par imprudence, tandis que la possibilité de la conscience de l'illégalité matérielle se fait valoir dans la forme de la «*negligentia*» de la culpabilité par imprudence.

Les éléments qui peuvent entrer en ligne de compte seulement lors d'un acte commis par imprudence sont les suivants:

a) le devoir relatif à la circonspection, à l'attention qu'on est en droit d'attendre;

b) le degré de la capacité personnelle de l'agent de s'acquitter du devoir indiqué sous a) à propos du comportement («... qu'on est en droit d'attendre de sa part». Article 17 du Code);

c) les facteurs facilitant considérablement la prévoyance des conséquences préjudiciables.

a) Comme l'acte commis par imprudence a pour condition indispensable que le devoir concernant la circonspection et l'attention repose sur une norme juridique, une règle professionnelle, un contrat de service, ou au moins sur une norme morale de la société, le manque au devoir contribuera à l'intensification de la culpabilité et sera considéré comme circonstance aggravante seulement, lorsqu'il est considérable, grossier et dépasse sensiblement la moyenne.

b) A l'égard d'un acte concret la capacité accrue de témoigner de la circonspection ou de l'attention qui n'est pas liée à la conscience de l'illégalité

matérielle, peut consister, par exemple, dans une qualification supérieure, dans la sphère d'une profession, etc.

c) Ici appartient par exemple, la violation consciente de la règle professionnelle.

En ce qui concerne le point 4, à cette catégorie appartiennent les circonstances aggravantes qui ne sont pas dans un rapport étroit avec la notion légale de l'infraction, ou bien ne sont pas dans un rapport exclusif avec cette notion. La plupart d'entre elles pourraient être classées dans une des trois catégories premières. L'encadrement dans un système peut faciliter la compréhension.

Les circonstances aggravantes qui y appartiennent sont les suivantes:

a) la fréquence des infractions commises,

b) l'appréciation éthique négative, d'une mesure insuffisante, témoignée à l'encontre de l'infraction commise,

c) les circonstances objectives facilitant considérablement l'accomplissement de l'acte et rendant, en même temps, considérablement difficile sa découverte,

d) le casier judiciaire chargé (même sans récidive),

e) une manière de vivre oisive (qui auparavant ne réalisait aucune infraction),

f) la cruauté exceptionnelle de l'accomplissement,

g) l'accomplissement lâche,

h) l'association de (jeunes) personnes facilement impressionables à l'accomplissement d'une infraction,

i) un effet qui suscite dans un cercle très large (ville, village, agglomération) des inquiétudes, etc.

a) Certaines infractions se propagent périodiquement et par endroits (par exemple, agressions commises contre de jeunes femmes avec dessein de violer; agressions contre des facteurs des postes, etc.) La répétition de ces actes doit être plus sévèrement jugée.

b) L'infraction commise contre certains objets protégés par la loi ou dans certaines conditions ne rencontre pas toujours et dans un cercle assez large une réprobation qui serait en proportion avec l'importance de l'objet protégé. Une telle circonstance peut être le conflit présumé ou réel entre l'individu ou la collectivité (par exemple, en cas d'infractions à la douane). Quant aux infractions aux rapports économiques qui à cause de leur complexité dans des milieux très larges ne sont pas appréciés d'une façon adéquate, elle pourraient être soumises à un jugement plus sévère exprimant une réprobation sociale et éthique (par exemple, en cas d'infractions financières).

c) La non-assistance à une personne en danger a eu lieu en se profitant de l'obscurité.

Aux termes de l'art. 259 du Code pénal hongrois «Sera puni d'une peine privative de liberté allant jusqu'à un an celui qui, à un blessé ou à une personne

exposée à un danger qui menace sa vie ou son intégrité physique, n'aura pas prêté l'assistance exigible.»

Cette fois l'obscurité permet que la personne de celui qui n'a pas prêté l'assistance exigible reste en secret. L'agent sera plus sévèrement jugé s'il a profité lors de l'accomplissement de l'infraction de l'état de la victime réduit à peu de résistance (stupéfié, malade) ou de son infirmité (paralytique, faible de corps ou d'esprit). La situation est la même lorsqu'elle a été provoquée par l'âge trop jeune ou trop avancée de la victime. (La dite circonstance appartient également à celles qui intensifient le danger comporté par l'agent pour la société.)

*d)* Du point de vue du droit pénal le casier judiciaire chargé, même s'il ne constitue pas de récidive, peut justifier l'application d'une peine plus sévère, en tant que facteur de la perpétration réitérée d'une infraction. (Ladite circonstance appartient également à celles qui intensifient le danger comporté par l'agent pour la société.)

*e)* La manière de vivre de l'agent qui n'est pas en rapport avec des infractions antérieurement commises, bien qu'elle ait été oisive et manifestant une opposition à la société, pourra se manifester dans un comportement susceptible de produire de la crainte ou provoquer une réprobation disciplinaire etc., ce qui est susceptible d'entraîner un jugement plus sévère. (Cela peut également faire partie des circonstances intensifiant le danger que comportera l'agent pour la société.)

*f)* Quant à la manière d'exécuter une infraction, elle ne constituera qu'en apparence seulement une particularité objective; ainsi, par exemple, l'infraction exécutée avec une cruauté exceptionnelle est due à la structure de la personnalité de l'agent et elle est sa projection objective. (La manière de l'exécution pourrait être même une circonstance intensifiant le danger que comporte l'agent à travers sa personne et son acte pour la société.)

*g)* L'accomplissement lâche est d'une part, une circonstance intensifiant le danger comporté par l'acte pour la société en tant qu'il contribue à mettre d'avance en échec le défense, d'autre part, il est dû à la structure de la personnalité de l'agent.

*h)* Sera soumis à un jugement plus sévère l'association de personnes innocentes, surtout des jeunes, à l'accomplissement de l'infraction, comme aussi l'utilisation des enfants lors de l'accomplissement de l'infraction (circonstance produisant le fait d'être indirectement auteur d'une infraction). Cette circonstance peut être considérée comme intensifiant également le danger que l'agent comporte pour la société à travers sa personne.)

*i)* Sera soumise à un jugement plus sévère même une seule infraction commise dans des conditions susceptibles de produire des inquiétudes dans des cercles très étendus (infraction contre la liberté personnelle commise au moyen du «rapt» d'un enfant). Cette circonstance peut intensifier le danger comporté par l'acte pour la société.

## II

La définition de la notion des circonstances aggravantes n'a pas pu avoir le résultat de les énumérer, même approximativement. Nos efforts qui consistent à les encadrer dans un système trouvent leur motif dans le fait que le juge examine en base des opinions acquies et conformément à celles-ci les circonstances qui, au cours de la fixation de la peine, peuvent être considérées comme aggravantes, qui en vue d'atteindre les buts de la peine doivent jouer un rôle important. (Il va de soi que le juge doit résoudre la même tâche concernant les circonstances atténuantes aussi dont, en conséquence des limites de notre sujet, nous ne nous occuperons pas. En ce qui concerne l'application du droit, la tâche de découvrir dans leur ensemble et dans un système dialectique les circonstances aggravantes et atténuantes, incombe à celui, par qui le droit est assigné. Ces circonstances ne pourront pas être bien appréciées en séparant les unes des autres.)

Au cours de nos explications nous avons choisi la méthode de nous occuper d'abord des bases théoriques des circonstances aggravantes et après les avoir encadrées dans un système, nous en avons relevé celles qui sont utilisables pour la pratique de l'application du droit. Nous ne sommes pas partis de notre loi en vigueur, même lorsque nous en avons cité certaines dispositions, c'est-à-dire, nous ne nous sommes pas efforcés d'analyser les dispositions y relatives du Code pénal hongrois d'une façon positiviste, mais nous avons relevé les causes idéologiques, sociaux et juridiques des motifs des dispositions de cette Code. Dans la suite, nous allons nous référer avec la même méthode aux dispositions du Code pénal hongrois entrant en ligne de compte.

Les catégories dans lesquelles les circonstances aggravantes ont été classées correspondent aux particularités de leur contenu.

L'établissement des catégories formelles des circonstances aggravantes aideront la solution des tâches législatives d'une part, et celles de l'application du droit, de l'autre.

1. Circonstances généralement aggravantes.

2. Circonstances aggravantes concernant certaines infractions.

1a—2a) Circonstances définies par la loi

1b—2b) Circonstances non définies par la loi.

Le groupe 1a—2a permet une subdivision ultérieure:

1aa—2aa) Circonstance définie par la loi même comme circonstance comportant une qualification plus grave.

*ad* 1. Sont considérées circonstances généralement aggravantes celles qui — en principe — pourraient porter sur n'importe quelle infraction (par exemple, récidive, acte commis par association de malfaiteurs); ensuite celles qui pourraient porter sur presque toutes les infractions, et dont il serait superflu d'énumérer les exceptions, parce qu'elles sont évidentes (par exemple, en ce

qui concerne l'infraction commise à main armée, cette circonstance généralement aggravante ne s'applique évidemment pas par exemple au faux en écriture publique); enfin, qui se rapportent à un certain groupe des infractions, notamment à celles qui portent préjudice au même objet protégé par la loi (par exemple, grand dommage, préjudice ou désavantage, qui caractérisent surtout les infractions contre les biens, mais qui peuvent aggraver les infractions contre la dignité humaine aussi; les actes commis avec cruauté exceptionnelle revêtent une importance spéciale en matière des infractions contre la vie, l'intégrité physique et la santé).

*ad 2.* La particularité importante des circonstances aggravantes relatives à certaines infractions est qu'elles ne concernent tout au plus que quelques-unes des infractions, ou bien qu'elles n'entrent en ligne de compte qu'à l'égard d'une certaine infraction (par exemple, le manque du consentement de la femme enceinte, en matière d'avortement).

*ad 1a-2a)* Il est connu que dans la partie générale de certains codes pénaux on trouve quelques circonstances aggravantes, concernant lesquelles il est déclaré qu'elles sont soumises à l'appréciation dans des cas généralement et évidemment possibles et doivent être appréciées dans certains cas spécifiques. Il est également connu que certains codes ne donnent dans la partie générale que les cadres généraux de l'aggravation; lors du remplissage de ces cadres le juge devra prendre en considération toutes les circonstances aggravantes possibles, pour décider qu'en l'espèce il s'agit réellement d'un «cas grave». (Par exemple, l'art. 24 du Code pénal militaire hongrois Loi No. LXII de 1948, déjà abrogé — a prévu qu'au cas où le danger comporté pour la société par le personne de l'agent ou par son acte, compte tenu du degré de la culpabilité, de la gravité de la lésion du droit, du temps, du lieu de l'acte accompli . . . est particulièrement grave, une peine sévère doit être infligée. L'art. 15 de la loi pénale hongroise (Loi No. XLVIII de 1948) — déjà abrogé — a prévu que les infractions commises au moyen de munitions, d'armes à feu, d'explosifs, de matières explosibles seront plus sévèrement jugées.

*ad 1aa)* Lorsque à une circonstance généralement aggravante, prévue par la partie générale de la loi, la norme pénale attache la conséquence que les limites de la peine établie à l'infraction de base devront être dépassées pour tenir compte de la gravité du cas et la norme établit les cadres d'une punition plus sévère, en l'utilisant le système des cadres, relativement déterminés de la peine, alors nous nous trouvons en face d'une circonstance générale plus gravement qualifiante. Dans ce cas, la solution juridique peut être double, notamment,

*a)* la partie spéciale de la loi fixe les cadres de la peine relativement au cas de base (par exemple, une peine privative de liberté allant jusqu'à un an), et énonce que lorsque le «cas est grave», c'est-à-dire, lorsque le cas est plus gravement qualifié, il s'agit des infractions militaires mentionnées sous 1a - 2a)



les cadres de la peine seront plus graves (par exemple, peine privative de liberté allant de 6 mois jusqu'à 5 ans).

β) la partie spéciale de la loi fixe les cadres de la peine relativement au cas de base et la partie générale établit non seulement la circonstance générale plus gravement qualifiée, notamment lorsqu'il s'agit des infractions commises avec munitions, etc., mentionnées sous 1a)–2a), mais elle prévoit aussi les cadres des peines plus graves qui seront infligées au lieu des peines établies dans la partie spéciale pour les infractions qui peuvent être commises aussi au moyen de munitions, etc.

ad 2aa) La partie spéciale de la loi établit les cas de base de certaines infractions et les cadres des peines y relatives. (Par exemple, selon l'alinéa (1) de l'art. 262 du Code pénal hongrois «sera puni d'une peine privative de liberté allant jusqu'à deux ans celui qui aura illégitimement privé autrui de sa liberté personnelle.»

L'alinéa (2) du même article dispose que «une peine privative de liberté allant jusqu'à trois ans sera prononcée lorsque:

- a) l'infraction aura été commise avec une intention ou pour un motif bas;
- b) le délinquant aura simulé un titre ou une charge officiels;
- c) des sévices auront été endurés par la partie lésée, et
- d) de graves conséquences seront résultées de l'infraction».

Cela signifie donc que la loi définit certaines circonstances aggravantes comme des circonstances plus gravement qualifiantes et elle établit un cadre plus sévère de la peine pour les dispositions ainsi conçues.

Même à l'égard des cas plus gravement qualifiés on peut - naturellement - imaginer des circonstances aggravantes qui ne coïncident pas avec les circonstances comportant une qualification plus grave par rapport au cas de base. Celles-ci seront appliquées au cas plus gravement qualifié, dans le cadre précisant la peine dans la direction de l'aggravation.

Les circonstances comportant une qualification plus grave et relevées par la loi qui ne se rapportent qu'à certaines infractions déterminées, peuvent être considérées évidemment comme des circonstances aggravantes à l'égard d'autres infractions. Les circonstances comportant une qualification plus grave sont en elles-mêmes des circonstances aggravantes et là où la loi en les utilisant n'établit pas un cas qualifié par rapport au cas de base, elle exprime sa thèse selon laquelle elles sont à apprécier dans les limites de la peine relative à la disposition (cette fois dans la partie spéciale, il n'y a qu'un seul cas, le cas de base).

Il s'ensuit que toute circonstance comportant une qualification plus grave par la loi est en même temps une circonstance que la loi énumère comme aggravante à l'égard des infractions concernant lesquelles il n'existe aucun cas qualifié et l'appréciation d'une circonstance comportant une qualification plus grave n'est pas *a priori* exclue.

L'art. 295 du Code pénal hongrois prévoit comme cas de base que «quiconque aura commis le vol . . . au préjudice de la propriété sociale sera puni d'une peine privative de liberté allant de six mois à cinq ans» — le cas qualifié est prévue par le même article comme il suit: «La peine sera de cinq à douze ans de privation de liberté lorsqu'il sera résulté de l'infraction un préjudice exceptionnellement grave.» A propos de l'appropriation illégale l'art. 297 ne contient pas un cas plus gravement qualifié en raison d'une préjudice exceptionnellement grave, donc cette circonstance sera considérée comme aggravante si le préjudice causé par l'appropriation illégale est d'une gravité exceptionnelle.

D'après ce que nous venons d'exposer sous I, c'est parmi les circonstances théoriquement aggravantes que quelques-unes sont entrées comme circonstances comportant une qualification plus grave dans la partie spéciale du Code pénal hongrois; les circonstances aggravantes devront — entre autres — être considérées par la jurisprudence en conformité avec les circonstances mentionnées comportant une qualification plus grave.

### III

Nous sommes d'accord avec la solution du Code pénal hongrois ayant pris position dans le sens que les circonstances aggravantes ne sont en général pas classées dans sa partie générale. Il est évident que leur énumération taxative serait impossible parce que

1. le changement des conditions sociales en crée ou en supprime certaines jour par jour.

2. La même circonstance — en dépendance de l'infraction commise — peut être aggravante, ou atténuante. (Le vol commis dans l'obscurité peut constituer une circonstance aggravante; l'obscurité constitue une circonstance atténuante si l'infraction commise par imprudence consiste dans la conduite d'une voiture; le sentiment hostile dans les infractions contre certaines États est en règle générale habituel, dans les infractions commises contre la vie il peut constituer une circonstance aggravante.)

3. Peut être aggravante la circonstance aussi, qui appartient aux éléments constitutifs d'une infraction, lorsqu'elle est susceptible d'être intensifiée en raison de sa nature et l'intensification est essentielle, etc. (Par exemple, un des faits constitutifs du détournement est l'abus de la confiance dont le degré exceptionnellement grand peut être une circonstance aggravante.)

L'allusion à l'impossibilité de l'énumération limitative ne suffit pas en elle-même pour justifier notre manière de voir, selon laquelle il n'est pas indiqué de faire figurer les circonstances aggravantes dans la partie générale. En ce qui concerne les motifs de cette position, ils s'appuient en partie sur les

arguments exposés contre l'énumération limitative et en partie sur le fait que la mention de quelques circonstances aggravantes ne donnera pas une orientation suffisante, mais elle pourrait aboutir à des gradations relatives à l'appréciation des circonstances aggravantes qu'on a omises de mentionner. On ne doit pas se préoccuper de la situation contraire, il ne faut donc pas craindre que le magistrat puisse croire, faute de leur insertion dans la partie générale, que pourra être considérée comme circonstance aggravante seulement celle qui figure dans la partie spéciale, comme comportant une qualification plus grave. Tout d'abord, le magistrat n'est pas inexpérimenté et en outre, le Code pénal hongrois dans son art. 64 déjà mentionné, déclare que «la mesure de la peine . . . doit se régler sur les . . . circonstances aggravantes. . .»

Or, nous allons démontrer que la solution prise par le Code pénal hongrois est en conformité avec ce que nous venons d'exposer sur le plan de la théorie.

Certaines dispositions de la partie générale se rapportent aux circonstances aggravantes individuellement et généralement aussi.

1. Aux termes de l'art. 15 «En cas de pluralité d'agents, . . . la circonstance entraînant pour l'un d'eux une peine plus grave n'a effet sur les autres que s'ils en avaient connaissance au moment où l'acte a été commis.»

2. Aux termes de l'art. 39 «Le tribunal est en droit d'ordonner la libération conditionnelle d'une personne condamnée à une peine privative de liberté, si elle a subi au moins deux tiers de sa peine et si l'on peut présumer à juste titre que la peine pourra atteindre son but sans que le condamné continue d'être privé de la liberté. . . Ne pourra être ordonnée la libération conditionnelle . . . de toute personne menant une vie ou ayant commis une infraction qui permettent de constater qu'elle s'oppose obstinément aux règles de la coexistence sociale.»

3. L'art. 46 de la partie générale précise qu'à l'égard des infractions susceptibles d'être commises dans une intention de lucre, le but y relatif (indépendamment de ce qu'il figure dans la disposition comme élément constitutif ou non) entraîne obligatoirement une peine plus grave: «à l'encontre d'une personne condamnée à une peine privative de liberté . . . la peine d'amende sera prononcée comme peine complémentaire lorsque l'infraction aura été commise dans une intention de lucre. . .»

4. L'art. 49 précise que «l'interdiction de participer aux affaires publiques sera prononcée à l'encontre de toute personne condamnée à une peine privative de liberté qui, toutes les circonstances du cas étant considérées, se montre indigne de participer aux affaires publiques.»

5. Aux termes de l'art. 51 «L'interdiction d'exercer une profession peut être prononcée contre la personne:

a) ayant commis une infraction due soit à l'inobservation des règles d'une profession demandant une formation spéciale, soit à l'inexpérience du délinquant,

b) ayant profité de sa profession pour commettre une infraction volontaire.»

L'art. 21 énonce dans son 2<sup>e</sup> alinéa que: «... la peine prononcée pourra être atténuée sans limite lorsque la maladie mentale, la débilité mentale ou le trouble mental auront réduit la capacité qu'a le délinquant de reconnaître les conséquences socialement dangereuses de son acte ou d'agir conformément à la reconnaissance de ces conséquences.»

Aux termes de l'art. 22 «les dispositions de l'article 21 ne sont pas applicables en faveur d'une personne ayant accompli l'acte en état d'ébriété ou d'étourdissement provenant de sa propre faute». En d'autres mots, l'ébriété prévue dans l'art. 22 peut conduire à l'aggravation de la peine par rapport à l'alinéa (2) de l'art. 21.

Dans la partie spéciale du Code pénal hongrois figurent comme circonstances comportant une qualification plus grave de différentes infractions les circonstances aggravantes ci-après:

1. violation grave de l'objet protégé par la loi,
2. menace grave de ce dernier,
3. acte provoquant un grave préjudice,
4. acte commis durant la guerre,
5. acte commis sur les lieux d'un danger public,
6. acte provoquant un danger public,
7. désorganisation grave de l'ordre public,
8. acte commis publiquement,
9. acte commis devant une publicité plus grande (au moyen de la presse, etc.),
10. acte commis en qualité du fonctionnaire public ou en simulant une telle qualité,
11. acte commis pour un motif bas,
12. acte commis dans un but bas,
13. acte commis en groupe,
14. acte commis par association de malfaiteurs,
15. acte commis avec abus de confiance,
16. initiative,
17. organisation,
18. rôle de direction,
19. intention de lucre,
20. forme d'industrie,
21. qualité particulière de la partie lésée (fonctionnaire public, jeune, capacité diminuée de résistance),
22. désœuvrement, alcoolisme (débauche),
23. cruauté exceptionnelle,
24. préméditation,

25. qualité d'instigateur. (Dans certains cas l'instigateur intensifie l'illégalité matérielle dans une mesure dépassant celle de l'acte de l'agent même; par exemple, aux termes de l'art. 283: «sera punie d'une peine privative de liberté allant jusqu'à un an la personne qui aura fait métier de l'accouplement ou de l'accomplissement d'actes impudiques ou contre nature.» L'art. 284 dispose à son tour, que «sera puni d'une peine privative de liberté allant de six mois à cinq ans l'individu qui aura incité une autre personne à exercer la prostitution habituelle.»)

26. acte commis avec violence ou menace; par exemple, aux termes de l'art. 263 sera puni plus gravement celui qui «a commis la violation de domicile par la force ou la menace. . .»

27. D'après l'art. 272 sur l'attentat à la situation familiale, une peine plus grave sera prononcée dans les cas où l'infraction aura été commise par l'employé d'une clinique d'accouchement, d'une maison d'éducation, d'un hospice ou d'un établissement sanitaire, agissant dans l'exercice de ses fonctions, c'est-à-dire, lorsque c'est l'agent à qui incombe la tâche de soigner la victime.

28. Continuité: parmi les infractions militaires figure l'outrage à un subordonné. D'après l'art. 321 la peine sera plus grave «. . . lorsque l'infraction aura été commise . . . d'une manière continue envers la même personne. . .»

29. Certaines circonstances aggravantes seront enfin considérées comme des infractions *sui generis*. (Par exemple, aux termes de l'art. 219: «sera puni d'une peine privative de liberté allant jusqu'à deux ans celui qui, dans un lieu public, aura manifesté un comportement antisocial propre à causer le scandale ou l'alarme ou dont le comportement antisocial dans un lieu public aura provoqué le scandale ou l'alarme à moins que ces faits ne constituent des infractions plus graves.»)

#### IV

Toute peine doit être en conformité avec les buts de la punition, parce qu'autrement, il serait impossible de lutter efficacement contre la criminalité au moyen de l'application du droit pénal.

Puisque la fixation de la peine à appliquer dépendra entre autres des circonstances aggravantes aussi, il y a lieu d'examiner comment les circonstances aggravantes sont liées au divers buts de la punition.

Les buts de la peine sont, dans l'intérêt de la société:

la prévention générale et

la prévention spéciale.

L'application de la peine permet la mise en oeuvre d'une influence éducative à l'égard de la société et de l'agent. La diminution de la criminalité dépend du résultat de cette influence ou bien de la mesure de son efficacité.

Quant à la prévention générale il faut rejeter la thèse selon laquelle ce but pourrait être servi par des peines intimidantes. D'amples expériences démontrent que la peine corporelle, la peine privative de liberté à durée illimitée (surtout à perpétuité) ne réussiront pas à retenir les membres hésitants de la société; l'effet qu'on peut attendre de la peine sera plutôt neutralisé par la compassion éprouvée à l'égard du condamné. Elles n'inspireront donc pas de la peur. Comme le nombre des infractions permet de conclure aux effets avantageux produits par les peines antérieurement infligées à des infractions identiques on se demande si on pouvait tirer la conclusion que le grand nombre des infractions commises rendrait nécessaire, dans l'intérêt de la prévention générale, des peines plus sévères. Au cas contraire, en effet, des peines plus légères seraient motivées, puisqu'il ne faut plus satisfaire aux exigences de la prévention générale.

La satisfaction aux exigences de la prévention spéciale dépend de la réussite de la rééducation et de l'amendement du condamné au moyen des peines. Ces derniers peuvent subir l'influence

1. du caractère de l'agent,
2. d'autres circonstances favorisant la possibilité de la reprise du crime (par exemple, gains trop grands par rapport d'une amende),
3. les changements éventuellement survenus entre la perpétration de l'acte et le jugement à l'égard des points 1 et 2.

La Cour Suprême de Hongrie a énoncé ce qui suit:

«Le but de la peine est la défense du peuple. Ce but sera atteint, lorsque la peine a pour résultat l'éducation et l'amendement de l'agent, c'est-à-dire, elle correspond à l'exigence de l'individualisation, mais elle est en même temps propre à retenir d'autres de la criminalité. Dans l'intérêt de la prévention générale il s'avère indispensable que la tribunal n'examine pas isolément chaque affaire concrète, les circonstances d'espèce de celle-ci, mais qu'il prenne en considération l'arrière-plan social de l'affaire et toute circonstance d'ordre général qui permettent de juger catégoriquement s'il faut prendre des mesures plus sévères ou plus légères dans l'intérêt de la prévention générale.»

«L'infliction d'une peine exagérée est déplacée de la même façon que l'infliction d'une peine trop légère. Elle suscite de la compassion envers le condamné et ainsi au lieu de créer l'atmosphère d'une réprobation morale à l'encontre des agents des infractions commises au préjudice de la propriété sociale, exerce un effet contraire et nuisible. Telle peine n'atteindra pas l'effet éducatif et ne sera pas propre à réaliser le but de la rétention générale.»

Tous ces buts ne peuvent pas être atteints exclusivement par la fixation des peines, mêmes graves. On peut les réaliser avec d'autres moyens, aussi, ce qu'on doit effectivement faire.

Le Code pénal hongrois attribue une grande importance à l'individualisation lors de l'application et de l'exécution de la peine.

L'art. 38 prévoit que «la peine privative de liberté sera subie en prison ou dans un lieu de travail pénitentiaire. La personne condamnée à une peine privative de liberté est obligée de faire le travail auquel elle est affectée et a droit à une rémunération. Le régime de la prison est plus sévère que celui d'un lieu de travail pénitentiaire. Les différentes modes et le régime d'exécution de la peine privative de liberté sont prévus par les règlements relatifs à l'exécution des peines.» La fixation de la peine est liée, ensemble avec la prise en considération des circonstances aggravantes et atténuantes, au mode de son exécution choisi par le juge.

Il en est de même en ce qui concerne les infractions militaires.

L'art. 106 dispose que «le militaire ayant commis une infraction frappée par la loi d'une peine inférieure à un an de peine privative de liberté encourra au lieu d'une peine, une sanction disciplinaire lorsque toutes les circonstances du cas étant considérées, le but de la peine pourra également être atteint de cette manière.»

L'art. 107 prévoit que «le tribunal ordonnera d'exécuter dans un bataillon disciplinaire la peine privative de liberté de plus de trois mois et de moins de deux ans prononcée contre un militaire en activité lorsque, en considération de la durée non accomplie du service actif du condamné, le but de la peine pourra également être atteint de cette manière (2). Le bataillon disciplinaire constitue une formation militaire où le but de la peine est assuré par la privation de liberté des condamnés et par une éducation militaire rigoureuse.»

Aux termes de l'art. 108 (1) «Le tribunal ordonnera d'exécuter dans les locaux militaires une peine privative de liberté de moins de trois mois prononcée contre un militaire lorsque le but de la peine pourra également être atteint de cette manière.

(2) Le militaire encourra, au lieu de la peine de travail rééducatif, une peine privative de liberté d'un mois à trois mois devant être exécutée dans des locaux disciplinaires militaires.»

Au service de l'individualisation est instituée la libération conditionnelle.

L'art. 39 du Code pénal dispose que «la tribunal est en droit d'ordonner la libération conditionnelle d'une personne condamnée à une peine privative de liberté si elle a subi au moins deux tiers de sa peine et si l'on peut présumer à juste titre que la peine pourra atteindre son but sans que le condamné continue d'être privé de la liberté.»

Il faut y ajouter le système alternatif des sanctions pénales. La partie spéciale prévoit dans nombreux lieux la privation de liberté ou le travail rééducatif; le travail rééducatif ou l'amende pour une infraction.

Dans les cas mentionnés la catégorie de la peine à appliquer doit être choisie dans les limites de l'individualisation et au moyen de l'appréciation des circonstances aggravantes et atténuantes. C'est ensuite qu'il aura lieu la fixation de la peine adéquate.

Comme l'examen des circonstances aggravantes doit avoir lieu également sous le signe de la lutte contre la criminalité, il est à noter que notre Code pénal fait dériver l'efficacité de la peine des mesures aussi qui sont étrangères à la peine.

L'art. 61 prévoit que «lorsqu'il appert qu'une personne non punissable pour un acte commis en état d'aliénation mentale, de débilité mentale ou de trouble mental risque de commettre un autre acte entrant dans la définition légale d'une infraction, le tribunal ordonnera un traitement médical forcé.

(2) Le traitement médical forcé sera effectué dans l'établissement sanitaire désigné à cet effet ou sous forme de soins à domicile accompagnés d'un traitement médical.

(3) Le tribunal ordonnera l'arrêt du traitement médical forcé au moment où sa nécessité ne s'imposera plus.»

Aux termes de l'art. 62 «le tribunal peut obliger l'auteur d'infraction en rapport avec une consommation démesurée d'alcool à une cure forcée de désintoxication.

(2) En cas de condamnation du délinquant à une peine non privative de liberté, la cure forcée de désintoxication sera effectuée dans un dispensaire ou dans un établissement sanitaire d'internement.

(3) En cas de condamnation du délinquant à une peine privative de liberté, la cure forcée de désintoxication sera effectuée pendant l'exécution de la peine.»

## V

Nous sommes d'avis que l'intensification de l'efficacité des peines est à chercher dans le développement des méthodes de l'exécution, dans l'amélioration de la rééducation.

Il faut s'efforcer d'atteindre un niveau élevé de l'instruction de ceux qui sont appelés à éduquer des personnes condamnées à la peine privative de liberté et d'assurer une haute rémunération à tous qui sont disposés de se consacrer à ce travail. La tâche de la rééducation incombera à des enseignants, à des psychologues. La post-cure devra être d'un niveau élevé, il faut assurer que le condamné qui a subi sa peine soit placé d'une façon adéquate et son travail soit suivi de près, des points de vue pédagogique et psychique par des spécialistes aussi. Le développement des établissements sanitaires devra figurer parmi les tâches nécessitant une solution immédiate.



## Die straferschwerenden Umstände

M. KÁDÁR

Die Anforderung der Anwendung des Strafgesetzes eine zurückhaltende Wirkung zu sichern, bedeutet die Daseinsberechtigung der Strafe. Wäre es nicht so, dann hätte die Strafe keinen Sinn, keine moralische-ethische und demzufolge keine rechtliche Grundlage, sie besäße sonst keinen rationalen Kern; unter anderen Bedingungen wäre also ihre Anwendung überflüssig, unmenschlich und würde höchstens als Mittel zur Befriedigung der Rache dienen.

Auf Grund der Erfahrungen kann es festgestellt werden, dass die Sanktion und ihre Anwendung zur Zurückdrängung der Kriminalität beiträgt. Das Strafgesetz soll also zu einem immer mehr geeigneteren Mittel der Bekämpfung der Kriminalität vervollkommen werden.

Zum Erfolg des Kampfes gegen die Kriminalität trägt die zutreffende Strafe in bedeutendem Masse bei, deren Festsetzung, unter anderen, von soziologischen, kriminologischen und psychologischen Faktoren abhängt.

Die erschwerenden Umstände bilden die eine Gruppe der die Strafanwendung beeinflussenden Faktoren.

Erschwerende Umstände sind:

1. Umstände, die die Gesellschaftsgefährlichkeit der eine Straftat verwirklichenden Handlung erhöhen;
2. Umstände, die die Gesellschaftsgefährlichkeit eine Straftat begehender Person erhöhen;
3. Das Verschulden (Vorsätzlichkeit, bzw. Fahrlässigkeit) erhöhende Umstände;
4. Sonstige — in dem gesetzlichen Begriff der Straftat nicht enthaltene — erschwerende Umstände.

Die formelle Aufteilung der erschwerenden Umstände:

1. Im allgemeinen erschwerende Umstände; 2. Erschwerende Umstände, die nur auf eine Straftaten Bezug haben.

Innerhalb dieser zwei Kategorien sind folgende Gruppen: 1/a—2/a: Im Gesetz selbst bestimmte; 1/b—2/b: Im Gesetz nicht bestimmte erschwerende Umstände.

Innerhalb der Gruppe 1/a—2/a: 1/aa—2/aa: Im Gesetz selbst als »schwerer qualifizierender« Umstand bestimmt.

Laut dem Ungarischen Strafgesetzbuch können die erschwerenden Umstände — in der Art einer Aufzählung — in den Allgemeinen Teil nicht aufgenommen werden. Diese können infolge der sich stets ändernden gesellschaftlichen Verhältnisse und wegen dem relativen Charakter zahlreicher erschwerender Umstände, taxativ auch nicht aufgezählt werden.

Die Erhöhung der Wirksamkeit der Strafe ist im Wege der Entwicklung der Methoden ihrer Vollstreckung und der ständigen Verbesserung der Umerziehung zu suchen. Die Erziehung der zur Freiheitsstrafe Verurteilten soll von Pädagogen und Psychologen durchgeführt und demselben eine entsprechende Entlohnung gesichert werden. Auch die Heilinstitutionen müssen entwickelt werden.

## Отягчающие обстоятельства

M. КАДАР

Требование относительно воздерживающего действия применения уголовного закона является основным условием права на существование наказания. В противном случае наказание не имело бы своего смысла, своей моральной — этической — и, следовательно, юридической основы, не имело бы своего рационального содержания; другими словами — его применение стало бы излишним и служило бы по крайней мере целям отомщения.

Практика свидетельствует о том, что санкции и их применение содействуют отсужению преступности. В целях борьбы с преступностью необходимо постоянно совершенствовать уголовный закон.

Результативности борьбы с преступностью значительно содействует адекватное наказание, назначение которого, кроме других обстоятельств, зависит и от социологических, криминологических и психологических факторов.

Отягчающие обстоятельства составляют одну из групп, воздействующих на назначение и применение наказания факторов.

Отягчающими обстоятельствами являются:

1. Обстоятельства, повышающие общественную опасность преступного действия.
2. Обстоятельства, повышающие общественную опасность лица, совершившего преступление.
3. Обстоятельства, повышающие виновность (умышленную или неосторожную).
4. Иные — не принадлежащие к элементам законного состава преступления — отягчающие обстоятельства.

Разделение отягчающих обстоятельств по их форме:

1. Отягчающие обстоятельства вообще;
2. Отягчающие обстоятельства, относящиеся к отдельным видам преступления.

В рамках этих двух категорий можно различать следующие подразделения: 1/а—2/а: установленные в самом законе; 1/б—2/б: в законе самом не установленные обстоятельства.

Внутри группы 1/а—2/а: 1/аа—2/аа определенные в самом законе как «отягчающие виновность» обстоятельства.

Общая часть венгерского уголовного кодекса не содержит в себе перечня отягчающих обстоятельств. Таксативно перечислять все эти обстоятельства невозможно из-за изменений в общественных условиях, а также и по причине относительного характера многих отягчающих обстоятельств.

Повышение эффективности наказания возможно путём развития методов исправительно-трудовых учреждений и совершенствования перевоспитания осуждённых. Работой перевоспитания осуждённых на лишение свободы должны заниматься педагоги и психологи, для которых необходимо обеспечить надлежащее вознаграждение. Необходимо развивать также и лечебные учреждения.

# Progressive Development of International Law and the United Nations

by

E. USTOR

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary

The essay deals with progressive development of international law and its codification in the meaning which has been defined by the United Nations General Assembly in the Statute of the UN International Law Commission as an authentic interpretation of Article 13, paragraph 1 (a), of the Charter. Progressive development is necessarily concomitant to any codification in so far as it adapts rules of customary law to the requirements of the day and fills in its gaps; in that it is an occurrence of secondary character. Progressive development as occurrence of a primary character is regulation of subjects — not yet regulated by international law — by means of an international agreement. Though in the field of the development — in this meaning — of international law both the League of Nations and the UN attained some sporadic results, the UN did not, however, elaborate any plan on this point, as it did with regard to codification. The plan of development has to be adapted to social necessity showing in international life. Such a necessity manifests itself at the present time above all things urgently in the field of the regulation of international commercial law. That would mainly promote the interest of developing countries.

After the Charter of the United Nations, progressive development of international law and its codification are usually mentioned in the same breath. By taking into consideration the affinity and dissimilarity between these two activities I wish in this paper to draw attention to progressive development and, in this respect, to the tasks, achievements and possibilities of the United Nations.

These two activities are defined by Article 15 of the Statute of the UN International Law Commission as follows: "In the following articles the expression 'progressive development of international law' is used for convenience as meaning the preparation of draft conventions on subjects which have not yet been regulated by international law or in regard to which the law has not yet been sufficiently developed in the practice of States. Similarly, the expression 'codification of international law' is used for convenience as meaning the more precise formulation and systematization of rules of international law in fields where there already has been extensive State practice, precedent and doctrine."

As is well known, the International Law Commission was set up in pursuance of resolution 174 (II) of the United Nations General Assembly with this introductory phrase: "Recognizing the need for giving effect to Article 13, paragraph 1 (a), of the Charter, stipulating that the General Assembly shall initiate

studies and make recommendations for the purpose of encouraging the progressive development of international law and its codification . . .”

The Statute of the I. L. C. uses the above definitions “for convenience”. Namely, the expression “development of international law” implies, in common parlance, not only any increase in the substance but also any improvement in the form of international law, i.e. both development and codification as called in the Statute.

The probable reason why the Statute of the I. L. C. uses the expression “codification” also “for convenience” is again that in common parlance, especially before the Statute was framed, the term was used not only for the systematic reduction into writing of existing law, as is meant by and large in the Statute, but also for such comprehensive works, international treaties, which involved the creation of new laws in fields which were previously not regulated on the international level.

Further in this paper the said expressions are used essentially in the narrow sense as defined by the Statute of the I. L. C., with two qualifications: first, what is meant by progressive development and codification is not only the act but its result, too; second, any kind of agreement between States is regarded as progressive development which creates written rules of law in matters not regulated before by customary law.

### **Historical background**

The unprecedented pace of technical progress and of the improvement of means of production in the past 100 to 150 years has speeded up the process of continual changes in human society. This accelerated process, which is still going on, makes the past centuries and even millennia appear, so to speak, as a period of stagnation. The evolution of human society necessarily creates the need for improved organization, regulation and entails the development of law. The development of international law also bears marks of acceleration, although it is most probably true that this development lags behind the changes occurring in national societies and in the family of nations. One of the forms of the development of international law is the increasing number of customary rules growing out of more frequent international contacts, and another form — which plays a notably increasing role — is the ever more ramified network of bilateral and multilateral international treaties.

It was social evolution that prompted science to deal more and more with the question of the organization of international society, of the development in substance and form of international law, that is, with what we call progressive development on the one hand and codification on the other.

It is incontestable that this scientific activity has an influence and stimulating effect upon the actual development of international law. The idea of a

deliberate development of international law has not remained within the bounds of science, but it has exerted a fructifying effect on those directly concerned with the organization of a society of nations, on the members of that society, the States.

It is not proposed to discuss in this paper the history of the scientific efforts at the development and codification of international law. The question has given rise to a voluminous literature so far. (Cf. UN document A/AC10/5 of 16 May 1947: Note on non-official attempts at the codification of public international law.) Also, there is no room here for a detailed review of the steps taken by States with the view of the development and codification of international law before the establishment of the United Nations. (Cf. UN document A/AC10/5 of 29 April 1947: Historical account of the development of international conferences.) In this respect, reference is made only to some actions of the League of Nations whose Covenant, as is well known, emphasized in its preamble "the firm establishment of the understandings of international law as the actual rule of conduct among Governments" and "the maintenance of justice and a scrupulous respect for all treaty obligations in the dealings of organized peoples with one another."

It was in its resolution of 22 September 1924 that the League of Nations for the first time took a stand on the matter of a systematic, deliberate development of international law. Here is an abridged text of the resolution:

The Assembly,

Considering that the experience of five years has demonstrated the valuable services which the League of Nations can render towards rapidly meeting the legislative needs of international relations, and recalling particularly the important conventions already drawn up with respect to international conciliation, communications and transit, the simplification of customs formalities, the recognition of arbitration clauses in commercial contracts, international labour legislation, the suppression of the traffic in women and children, the protection of minorities, as well as the recent resolutions concerning legal assistance for the poor;

Desirous of increasing the contribution of the League of Nations to the progressive codification of international law:

Requests the Council,

To convene a Committee of Experts . . . This Committee . . . shall have the duty:

(1) To prepare a provisional list of the subjects of international law, the regulation of which by international agreement would seem to be most desirable and realizable at the present moment;

(2) After communication of the list by the Secretariat to the Governments of States, whether Members of the League or not, for their opinion, to examine the replies received; and

(3) To report to the Council on the questions which are sufficiently ripe and on the procedure which might be followed with a view to preparing eventually for conferences for their solution. (League of Nations, Official Journal, Resolutions and recommendations adopted by the Assembly during its fifth session, p. 10.)

It appears from the wording of the resolution that at the moment of its adoption there was still no differentiation between the notions of development and codification.

The preamble quotes by way of encouraging examples such conventions which today we would include in the scope of progressive development, while it terms the aim "progressive codification." The operative part leaves the way open to progress in both directions.

The work undertaken in pursuance of the resolution reveals that the Committee of Experts also did not appreciate the difference between codification and development. The subjects taken up and recommended for regulation included such as diplomatic privileges and immunities (Questionnaire No. 3) and such as service of writs done in and out of court in criminal cases and letters rogatory (Questionnaire No. 8). As is seen from the latter example, the work did not remain within the traditional sphere of public international law. The Committee of Experts considered also questions of private international law. The proposal of Sweden which originated the resolution of the Assembly referred expressly to matters of public and private international law to be examined for incorporation in conventions (League of Nations; Official Journal, Special Supplement No. 24, Summary record of the First Committee, Annex 4, page 27). It seems that the resolution adopted by omitting both qualifying adjectives did not change the original intention. Thus, for instance, the Committee of Experts examined the most-favoured-nation clause and the recognition of the legal status and nationality of foreign commercial firms and their diplomatic protection. Although it did not recommend these subjects for codification, yet in Questionnaire No. 12 it dealt with the problem of domicile and put the following question to the Governments: Are there any questions concerning the conflict of laws on domicile whose solution by agreement might be considered without coming up against obstacles of a political nature? If so, what are those questions and what solutions could be found to them?

The Hague Conference on codification in 1930, although its works were of great scientific value, brought no results either in the question of the territorial sea or in that of the responsibility of States. The Convention and three Protocols accomplished by The Hague Conference in the matter Nationality (Con-

vention on certain questions relating to the conflict of nationality laws; Protocol relating to military obligations in certain cases of double nationality; Protocol relating to a certain case of statelessness; Special Protocol relating to statelessness) obviously belong to the sphere of progressive development, although being of little importance because of the small number of States accepting those instruments.

On the other hand, a significant contribution to the development of international law was the number of international treaties concluded, under the auspices of the League of Nations, outside the systematic programme of progressive codification. These covered various subjects. I mention only by way of example the General Treaty for the Renunciation of War (the Kellogg-Briand Pact), the Protocol for the prohibition of the use in war of poisonous gases and bacteriological methods of warfare, and other conventions on slavery, obscene publications, counterfeiting currency, uniform laws for bills of exchange and cheques, unification of rules of international carriage by air, etc., etc.

These agreements are not the result of concerted, planned efforts, their conclusion was rather due to the fact that economic, cultural or humanitarian requirements and, not the least of all, political interests began to carry a growing weight. The proliferation of these agreements originated from efforts at the solution of problems raised by the situation of the moment.

### **Preliminaries to the Charter**

The failure of the League of Nations in the systematic codification of international law carried the seeds of the results achieved in this field by the United Nations. In its work of codification the United Nations obtained great help from the fact that it could profit by the experience of the League of Nations and, especially in the organization of conferences on codification, it could draw the lessons from the failures of its predecessor and pay more attention to preparation and employ more efficient and more practical procedural rules.

In the first wording of the Charter, the draft text of Dumbarton Oaks, there was no reference to international law. Upon several motions made during the preliminary negotiations, however, the question arose as to what part the new Organization should have in the development of international law. Reminiscences of the League of Nations prompted proposals to be made at the San Francisco Conference also for codification of international law and for revision of the rules and principles of international law (Second Report of Sub-committee II/2/A, 18 May 1945, UNCIO vol. 9, p. 346). As to the desirability of codification, it was recognized almost immediately, but a lengthy debate developed around the question of "revision". After all, the Sub-committee dropped the

expression "revision" and decided for the term "progressive development". The summary proceedings of the Sub-committee gave the following account of its stand on the matter: In support of the use of the words "progressive development" as in the second alternative of the draft, it was said that, juxtaposed as they were with codification, they implied modifications of as well as additions to existing rules. It was also argued that the first alternative draft, especially in its French version, virtually obligated the Assembly to proceed to revision of international law, an inappropriate task for a political body. "Progressive development" would establish a nice balance between stability and change, whereas "revision" would lay too much emphasis on change. (Summary report of the twenty-first meeting of Committee II/2, June 7, 1945, UNCIO vol. 9, p. 177.)

The preparatory works of the Charter of the United Nations provide no further information as to what the drafters of the Charter really meant by progressive development on the one hand and by codification on the other. It remained for the General Assembly to give an authoritative interpretation of the Charter.

### **Interpretation and implementation by the General Assembly**

#### *Progressive development as an incidental action of codification and as an independent activity*

In its resolution adopted on 11 December 1946 the General Assembly interpreted the provision in Article 13, paragraph 1 (a), of the Charter to mean that it "laid an obligation upon the Assembly" to initiate studies and make recommendations for the purpose of encouraging the progressive development of international law and its codification. "Realizing the need for a report on the methods whereby the General Assembly may most effectively discharge its obligation under the above-mentioned provision" it set up a Committee to examine "(2) The methods by which the General Assembly should encourage the progressive development of international law and its eventual codification." This sentence makes the two things appear as being two stages of the same process. In its report, however, the Committee drew a precise line between progressive development and codification the way it was at last included in the Statute of the International Law Commission. The Committee in its comments stated "that the terms employed are not mutually exclusive, as, for example in cases where the formulation and systematization of the existing law may lead to the conclusion that some new rule should be suggested for adoption by States" (Doc. A/331, Official records of the Second Session of the General Assembly, Sixth Committee, p. 175). In connection with codification it is particularly stressed in paragraph 10 of the report: "For the codification of international law, the Committee recognized that no clear-cut distinction between the formulation of the law as it is and the law as it ought to be could be rigidly main-



tained in practice. It was pointed out that in any work of codification, the codifier inevitably has to fill in gaps and amend the law in the light of new developments" (ibid., p. 178).

The authors of the Statute of the International Law Commission had already realized that the progressive development of international law and its codification are inseparable from each other, particularly since it seems inevitable, in addition to determining the international rules of customary law, to fill in the gaps, which is a law-creating activity. The fact is that science realized this already long before. "... any attempt at codification places States under the necessity of stating their will, clearly and expressly, as to the content of the rules of law and practices they intend to confirm unreservedly as well as those they are willing to give up, and finally the reforms they are ready to accept in future," is what Charles de Visscher wrote and he stated further that "... the demand for codification coincides with and actually proceeds from a desire for reform and progress." (*La codification du droit international, Recueil des Cours, 1925, vol. I, p. 383.*) The declaration of the codification of international law adopted by the Institute of International Law at its 1929 session in New York says in paragraph 1: "Codification shall not be limited to a formulation of the Law of Nations as it is, but it must be developed as it should in keeping with the rules which, in the evolution of international life, are recommended by the interest of mankind and commanded by morals and justice..." (*Annuaire, t. 2, p. 312.*) A similar conclusion was arrived at by the International Law Commission, which in the report on its eighth session stated: "In preparing its rules on the Law of the Sea, the Commission has become convinced that, in this domain at any rate, the distinction established in the Statute between these two activities can hardly be maintained. Not only may there be wide difference of opinion as to whether a subject is already 'sufficiently developed in practice', but also several of the provisions adopted by the Commission, based on a 'recognized principle of international law', have been framed in such a way as to place them in the 'progressive development' category. Although it tried at first to specify which articles fell into the one and which into the other category, the Commission has had to abandon the attempt, as several do not wholly belong to either." (*Official Records of the General Assembly, Eleventh Session, Supplement No. 9, par. 26.*)

Thus it is evident that the progressive development of international law is inseparable from the work of codification. Codification of one or another subject of international customary law may even reveal that the agreement that is supposed to exist among States on quite a number of questions is missing and must therefore be created. Thus the work that was originally designed for codification may fall into the sphere of progressive development of international law. All this, however, is by no means to say that a distinction between the two categories is of no importance.

In contrast to that kind of progressive development which is necessarily concomitant to any codification and is a secondary occurrence, one has to discern progressive development as an independent, primary activity. This is warranted in cases where no rule of customary law has been developed so far, that is where codification is impossible.

It was this independent activity that the Statute of International Law Commission had in view by establishing different procedures for progressive development and for codification (Art. 18 to 24).

In this procedure the Statute reserves the right of initiative for the General Assembly itself and kept it open for other organs, too (States Members of the United Nations, the principal organs of the UN other than the General Assembly, the specialized agencies, or intergovernmental organizations established for the progressive development of international law and its codification). As concerns codification, on the other hand, the Statute assigned the whole process to the International Law Commission. Obviously the idea was that a more precise formulation and systematization of international law in those domains where ample state practice, precedent and doctrine are available must be mostly a scientific task. The question, however, which domains require new treaties to govern subjects unregulated by international law or lacking sufficient state practice demands political decision and a metajuristic consideration of the degree of economic necessity.

#### *Results of progressive development and codification*

In the twenty years since the birth of the Charter, or rather during the seventeen years of existence of the International Law Commission, much has happened in the field of the progressive development and codification of international law. It would be useless to meditate upon how the rate of development of international law compares with the tremendous pace of technical development in the space age; we have to rest satisfied that development in the legal field is also enormous compared with the past and that the accomplishments of the United Nations go far beyond all previous results in this field.

#### *Results of codification*

Article 18 of the Statute of the International Law Commission laid down as a task that "The Commission shall survey the whole field of international law with a view to selecting topics for codification. When the Commission considers that the codification of a particular topic is necessary or desirable, it shall submit its recommendations to the General Assembly."

Therefore the International Law Commission, relying on a relevant study of the United Nations Secretariat (A/CN4/Rev. 1), examined 25 topics of international law and selected 14 of them for codification (Report of the

International Law Commission on the work of its first session, chapter II, par. 16. Yearbook of the International Law Commission 1949, p. 281). The General Assembly approved of the selection (General Assembly resolution 373 (IV) of 6 December 1949). The work of codification has been completed successfully on four of the selected topics with the framing of international treaties: Régime of the high seas; Régime of territorial waters; Diplomatic intercourse and immunities; Consular intercourse and immunities. The codification of four topics is in preparation: Succession of States and Governments; Law of Treaties; State responsibility; Right of asylum. (This latter subject is dealt with at present, not by the International Law Commission, but by the Third Committee of the General Assembly.)

The topic of arbitral procedure is also closed for the time being, although no convention has been concluded in this respect.

#### *Results of progressive development*

In the field of progressive development no such plan was made as was for codification. The Statute did not make it a duty of the International Law Commission to find out where progressive development was possible, it did not direct the Commission to select the particular topics.

The General Assembly could have provided for a plan, but it did not. As a consequence, the International Law Commission activities in the sphere of progressive development present a rather varied picture.

In what cases was the International Law Commission invited to perform work related with progressive development?

In resolution 177 (II) the General Assembly directed the Commission to "*formulate the principles of international law* (italics added) recognized in the Charter of the Nürnberg Tribunal and in the judgement of the Tribunal; and to prepare a draft code of offences against the peace and security of mankind . . ."

In resolution 178 (II) the General Assembly *instructed* the International Law Commission to prepare a draft declaration on the rights and duties of States.

Strictly speaking, the above two subjects fall within the province of the codification of international law. The passage printed in italics above of the General Assembly resolution on the Nürnberg principles at least indicates that the General Assembly was of the same view. (For the relevant discussion in the I. L. C. see: Summary records of the 17th meeting, par. 1-36.) The topic entitled "Fundamental rights and duties of States" was included in the 25 subjects considered by the I. L. C. for the purpose of codification, and was not added to the selected fourteen topics obviously because the General Assembly had provided for it separately.

In resolution 260 (III) the General Assembly invited the I. L. C. to study the desirability and possibility of establishing an international judicial organ for the trial of persons charged with genocide and other crimes.

In resolution 478 (V) the General Assembly invited the I. L. C. to study the question of reservations to multilateral conventions.

In resolution 378 B (V) the General Assembly referred to the I. L. C. the matter of the definition of aggression.

ECOSOC resolutions 304 D (X) and 319 B-III (XI) requested the I. L. C. to undertake at the earliest possible date the formulation of draft international convention or conventions for the elimination of statelessness. (The topic of "nationality including statelessness" was part of the I. L. C. plan of codification, too, although the Secretariat in its preparatory memorandum under "Law of Nationality" wrote this about the abolition of statelessness: ". . . it is probable that in this respect the proper sphere of international regulation through the efforts of the International Law Commission will be not through codification but through development aiming at introducing a departure from the existing practice.") (Survey of International Law in relation to the work of codification of the International Law Commission, Doc. A/CN/4/1.Rev.1, UN Publications, Sales No. 1948, V. 1 (1), p. 45.)

It was by virtue of General Assembly resolution 1289 (XIII) that the I. L. C. included in its agenda the item "Relations between States and inter-governmental organizations" just as under resolution 1687 (XVI) it took up the subject of "Special missions" and under resolution 1453 (XIV) the topic entitled "The juridical régime of historic waters, including historic bays".

By virtue of General Assembly resolution 1766 (XVII) the Commission dealt with the "Question of extended participation in general multilateral treaties concluded under the auspices of the League of Nations".

It is worthy of note that in respect of the subjects listed above only the consideration of the topic of statelessness resulted in two conventions, and even these are of moderate importance because of the small number of ratifications.

But if we wish to find out the whole truth in the question as to what results the United Nations has scored in the progressive development of international law, then we have to take account of a number of other things as well.

First, the fact that the I. L. C. work of codification has also resulted in conventions in which progressive development can be considered predominating, such as the Convention on the Continental Shelf and especially the Convention on fishing on the high seas.

Second, the fact that also without the services of the International Law Commission the General Assembly of the United Nations has adopted a number of international treaties which evidently constitute a development of international law (e.g. Convention on the prevention and punishment of the crime

of genocide, res. 260 (III) A; Convention on the political rights of women, res. 640 (VII)). Further topics of high importance are also in preparation, such as the framing of draft international covenants on human rights, and a consideration (and possibly eventual formulation) of principles of international law concerning friendly relations and co-operation among States in accordance with the Charter of the United Nations.

Third, one cannot exclude from the sphere of the progressive development of international law certain important General Assembly resolutions which, as appears from the virtually unanimous vote of Member States, express an understanding among States as to the acceptance of new principles of international law, for example, the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples (resolution 1514 [XV] of 14 December 1960), the Declaration on the elimination of all forms of racial discrimination (resolution 1904 [XVIII] of 20 November 1963), and the Declaration of legal principles governing the activities of States in the exploration and use of outer space (resolution 1962 [XVIII] of 13 December 1963).

Fourth, the general multilateral treaties on various special fields concluded under the auspices of the United Nations are impressive in numbers and serve as governing rules in many an important sphere of international life. Here are a few chapter-titles of the list of treaties of which the Secretary-General acts as depositary and which are indicative of the variety of such results: opium and other dangerous drugs, traffic in women and children, obscene publications, health, international trade and development, transport and communications, navigation, economic statistics, educational and cultural matters, declaration of death of missing persons, status of women, freedom of information, slavery, commodities, maintenance obligations, commercial arbitration.

Fifth, the significant contribution of the International Court of Justice to the development of international customary law is fully appreciated. This, however, falls beyond the scope of the present analysis.

### *The prospects of progressive development*

While it can be stated that the United Nations has achieved significant results, in addition to the codification of international law, also in its progressive development, a cursory glance at these results raises the question whether a modicum of planning ought not to be applied in this respect, too. For if the progressive development of international law is also an obligation of the General Assembly — as was laid down in resolution 94 (I) — then it logically follows that organized, planned measures ought to be taken also in respect of the implementation of this obligation. The I. L. C. Statute, as we have seen, with regard to progressive development (and the point here is not a gap-

filling development of a secondary character which is inseparable from codification), has set up only an important executive machinery while reserving the right of initiative to the General Assembly (though not excluding from it other organs either). This right of initiative, however, was rather sporadically put to use by the General Assembly and the other qualified organs; nor can the purpose of a planned progressive development of international law be detected in those activities of the General Assembly in the course of which it acted independently from the I. L. C. whether adopting international treaties or other instruments involving development of international law.

Is there any chance of making a change in this situation? What should be done in this respect? In what direction could the UN proceed systematically to extend the area of "law-governed matters" mainly through the conclusion of international conventions regulating fields of activity in which no agreed rules exist? (A/AC.10/7, p. 2.)

Some authors insist that there has been an unparalleled extension of the scope of international law. Jessup writes about Transnational Law (Philip C. Jessup, *Transnational Law*, New Haven, 1956). W. Friedmann refers to new fields like International Constitutional Law, International Administration Law, International Labour Law, International Criminal Law, International Commercial Law, International Economic Development, International Corporation Law, International Anti-Trust Law, International Tax Law (Wolfgang Friedmann, *The Changing Structure of International Law*, London, 1964, p. 152 et seq.).

"Even if most of these newly developing branches of international law are still in an embryonic stage", writes the said author, "they already show clearly the imperative need for a far wider conception of international law . . . than is reflected in traditional attitudes" (ibid.).

Other authors strike a more sceptical note. According to C. W. Jenks: ". . . a number of these suggestions and categories rest upon debatable or ill-defined concepts and represent verbal innovations rather than a solid rethinking of the structure of the law; partly for this reason, they have too often appeared to be vehicles for the views of particular writers rather than objectively valid contributions to a more satisfactory organization and exposition of international law as a whole." (C. W. Jenks, *The Scope of International Law*, *British Year Book of International Law* 1954, p. 8.) He is also obliged to admit, however: "International aviation law, international maritime law, international labour law, and international sanitary law have secured a wider, though still limited, measure of acceptance as recognized branches of international law, partly because they have been less identified with the views of particular writers but chiefly, no doubt, because they have a more definable scope and, as the result of the existence of a large number of widely ratified conventions and other international instruments, a more precise content." (Ibid.)

All this leads up to the question whether the United Nations General Assembly's activities aimed at the progressive development of international law under Article 13, paragraph 1 (a), of the Charter can be extended beyond the traditional area of public international law.

This is generally not denied. What is contended is that Art. 13 (1) (a) refers *primarily* (italics added) to customary (i.e. public) international law and that this might be inferred from the fact that other provisions of the Charter, notably Articles 13 (1) (b) and Chapters IX and X, contain provisions which enable the United Nations to sponsor the creation of new rules of law, particularly though not exclusively, by means of new Conventions (S. Rosenne, *The International Law Commission 1949—1959*, B. Y. B. of I. L. 1960, p. 112, Note 1).

By Article 13, paragraph 1 (b), the Charter assigns the General Assembly the duty of initiating studies and making recommendations with a view to "promoting international co-operation in the economic, social, cultural, educational and health fields, and assisting in the realization of human rights and fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language, or religion."

According to Article 62 of the Charter:

1. The Economic and Social Council may make or initiate studies and reports with respect to international economic, social, cultural, educational, health, and related matters and may make recommendations with respect to any such matters to the General Assembly, to the Members of the United Nations, and to the specialized agencies concerned.

2. It may make recommendations for the purpose of promoting respect for, and observance of, human rights and fundamental freedoms for all.

3. It may prepare draft conventions for submission to the General Assembly, with respect to matters falling within its competence.

4. It may call, in accordance with the rules prescribed by the United Nations, international conferences on matters falling within its competence.

Is there an overlapping between subparagraph *a*) and subparagraph *b*) of Article 13, paragraph 1, of the Charter, and especially between subparagraph *a*) and Article 62? If there is, should this be interpreted to mean that the UN organs dealing with the progressive development of international law have to refrain from any initiative if it touches upon the spheres of activity enumerated in subparagraph *b*)? This writer is of the opinion that in this connection we have to do with two sides of the coin, with its aspects of form and substance. Here formal requirements of the progressive development of law coincide with material demands of substance which come up in various special fields insisting on the necessity of international regulation.

To quote examples, the conventions created within the scope of the law of the sea are of a nature to promote international cooperation in the economic

field, in addition to realizing the codification or progressive development of international law. It is obvious that the progressive development of international law, that is the extension of legally regulated fields, requires extensive collaboration between the specialist in the field concerned and the international lawyer (Friedmann, *op. cit.*, p. 187). General Assembly resolution 1105 (XI) on an international conference of plenipotentiaries to examine the law of the sea properly realized that with respect to the law of the sea not only the legal but also the technical, biological, economic and political aspects of the problem have to be examined, and invited the Member States to include their representative experts competent in the fields to be considered.

The foregoing cannot be construed, of course, as meaning that it would be desirable for legal forums to adopt the international regulation in all technical fields, too, but it should mean that legal forums are not excluded from it either, and that these forums, aware of the interrelations, could do useful services to the international community, especially in relation to planning.

This is particularly evident where legal elements predominate beside technical problems and where the lawyer's work has great traditions. Such a field is, for instance, that of private international law with its aspects related to international trade. Further I wish to concentrate on the question of how far the United Nations General Assembly can contribute to the development of international law in this field and what would make timely an increased UN activity in this connection.

#### *The prospects of development in the field of private international law*

The great variety of national laws is a fact. This diversity is determined by the differences in the economic basis of the various national societies, in their traditions and other circumstances which need not be analyzed here. Yet it is a common feature of all legal systems — and what is kept in view now is primarily civil law — that they admit the application of foreign law and even make its application obligatory in certain cases where foreign elements are involved. Variety is again great in the solutions given to the question of when and how to apply foreign law, i.e. in the national rules governing the conflict of laws.

As the cases involving foreign elements are of an international character, it is obvious that the rules adopted by States for the solution of conflicts are of interest for the international community. The diversity of the rules of private international law applied by different States is a disturbing element, which leads to limping marriages, to mutually contradictory judgments in different countries and makes the establishment of international relations complicated and difficult in the field of economic and commercial activities. True, there are customary rules of international law which affect certain fields



of private international law (e.g. immunity of sovereign States), but they are few in number and are even frequently contested.

The tendency has long been therefore to eliminate complications and promote international co-operation through agreements between States to this effect.

In so far as agreements of this kind are reached between States, this is certainly a contribution to the domain of public international law. In those areas where international contacts are especially frequent the tendency to agreement does not stop at the conflict laws, but aims at a standardization of substantive rules.

As making private international law truly international evidently contributes to the progressive development of public international law, this matter came up already at the time the I. L. C. Statute was being framed.

The Committee on the Progressive Development of International Law and its Codification has taken the view that the International Law Commission's task should extend to the sphere of private international law. According to a footnote added to the report of the Committee it appeared to be the feeling of the Committee that the Commission should undertake nothing which might detract from the valuable work being done in the sphere of private international law. It, therefore, recommended that the Commission, when dealing with problems bearing on private international law, should consider the appropriateness of consulting the Netherlands Government. (Doc. 331, Official records of the second session of the General Assembly, 1947, Sixth Committee, p. 174.)

When this report was under discussion in the Sixth Committee of the General Assembly, the representative of the Netherlands, Mr. François, said that he preferred that the International Law Commission should deal only with public international law, "as studies in private international law were already being covered by the Hague Conference." (Official records of the second session of the General Assembly, 1947. Sixth Committee, 37th meeting, p. 7.)

The Sixth Committee referred the report for further discussion to the second subcommittee, where the question was raised again. According to the report of the latter, some members of the subcommittee felt that the Commission should not concern itself with private international law. Some of them contended the Article 13 of the Charter envisaged the progressive development and codification of public international law only. Above all, practical considerations were cited in support of the view that the Commission's task should be limited. Most of the jurists who had specialized in private international law were little interested, it was held, in public international law. The system already adopted for having representatives on the Commission of the principal legal systems of the world would be seriously compromised if some systems of law were represented by experts in public international law and others by jurists

who had specialized in private international law. It would, in that case, be necessary to double the number of members of the Commission, which seemed out of the question. Some representatives considered that most countries would prefer that the Commission should consist of experts in public law. It would have seemed inadmissible that a committee which did not include the leading experts in private international law should have the necessary authority to direct work in that domain.

Other members of the Committee challenged this view and pointed out that there was no express stipulation limiting the task of the Assembly, as laid down in Article 13 of the Charter, to public international law. The borderline between public international law and private international law was, moreover, not clear. The number of experts engaged in both these fields was not so small as it was claimed to be. The Commission would always be able to call on experts if there were insufficient specialists in private international law among the members of the Commission (Doc. A/C.6/193, par. 16. Official records of the second session of the General Assembly, 1947, Sixth Committee, p. 203-204).

A common measure of agreement was found by the unanimous adoption, with one abstention, of the following stipulation: "The Commission shall concern itself primarily with public international law, but is not precluded from entering the field of private international law." It was this agreed wording that was included in the text of the I. L. C. Statute under Article 1, paragraph 2.

It is worthy of note that the debate in the subcommittee essentially centred on the extent to which the International Law Commission might be burdened. To the question whether the scope of activities defined in Article 13, paragraph 1 (*a*) extends also to private international law, the General Assembly gave a positive answer by accepting the I. L. C. Statute, i.e. Art. 1 (2) of it. The positive stand of the General Assembly on this matter had been clear from resolution 94 (I) of 11 December 1946, which stated that in preparation for the execution of the obligation under Article 13, paragraph 1 (*a*) the General Assembly realized ". . . the need for a careful and thorough study of what has already been accomplished in this field (i.e. in the field of the progressive development and codification of international law) as well as of the projects and activities of official and unofficial bodies engaged in efforts to promote the progressive development and formulation of public *and private* international law . . ." (italics added).

In spite of this the United Nations prepared no programme of work to deal with private international law. Yet it cannot be said that the United Nations is not at all engaged in activities of this kind.

In September 1956 the International Institute for the Unification of Private Law organized in Barcelona a meeting for international bodies deal-

ing with the unification of law. This meeting was attended by a representative of the United Nations, who submitted a report entitled "Some examples of methods followed by the United Nations on subjects relating to private international law and the unification of private law" (Unidroit Year-Book, 1956, p. 105).

When presenting this report the UN representative set forth that the role of the United Nations in this matter was marginal and that the United Nations was not systematically engaged in the work of unification (*ibid.*, p. 345). The report reviewed the activities of UN bodies in connection with the following subjects: Status of refugees and stateless persons, Elimination and reduction of future statelessness, Enforcement of foreign arbitral awards, Death of missing persons, Recovery abroad of maintenance, Road traffic, Road signs and signals, Customs facilities for touring, Importation of commercial samples and advertising materials, Licensing of motor vehicle drivers.

A similar report was submitted to the second meeting held in 1959.

The question arises now why the United Nations should not widen this marginal role into a systematic programme and what in the present circumstances would increase the timeliness of dealing with private international law.

### **The law of international trade**

The United Nations Conference on Trade and Development accepted some general and special principles. General Principle Six reads as follows: "International trade is one of the most important factors in economic development. It should be governed by such *rules* (*italics added*) as are consistent with the attainment of economic and social progress and should not be hampered by measures incompatible therewith. All countries should co-operate in creating conditions of international trade conducive in particular to the achievement of a rapid increase in the export earnings of developing countries and in general to the promotion of an expansion and diversification of trade between all countries, whether at similar levels of development, at different levels of development, or having different economic and social systems."

This principle, which was virtually unanimously adopted by this highly important conference, refers to what rules should govern international trade and what measures should be eliminated from it. At the same time it lays down the obligation of States to co-operate in creating favourable conditions for the development of international trade. It is beyond doubt that creation of such favourable conditions should cover the formulation and development of those relevant national and international rules of law which are best to promote the attainment of the proposed aim. General Principle Six should act as a stimulus to the major development of international commercial law.

Is there need in this respect for the United Nations General Assembly to take the initiative in accordance with Article 13, paragraph 1 (a), of the Charter? The question is especially justified by the fact that more than one international agency is dealing with the problem of the development of international commercial law.

As we have seen above, already the Committee on the Progressive Development of International Law and its Codification stressed the significance of the work of The Hague Conferences. Since that time the participants of those conferences have formed an international organization, which is The Hague Conference on Private International Law. According to its Statute of 15 July 1955, members of this agency are the States which have already participated in one or more sessions of the Conference and which accept the Statute.

The Statute then contains this rather cryptic provision: Any other State may become a Member *the participation of which is from a juridical point of view of importance for the work of the Conference* (italics added). The admission of new Members is decided upon by the Governments of the participating States. (Amos J. Peaslee, *International Governmental Organisations*, revised second edition, vol. I. p. 747.)

Though the Conference adopted some international treaties which are open to accession for a large number of States, yet the Conference itself, whose merits are not contested, is but a highly exclusive organization.

An important part is played in this field by another intergovernmental organization, the International Institute for the Unification of Private Law. This Institute and The Hague Conference on Private International Law cooperate with the Council of Europe and, under agreements concluded in virtue of ECOSOC resolution 678 (XXVI), also with the United Nations. Notable accomplishments of the Institute and of The Hague Conference on Private International Law are two Hague Conventions adopted in 1964, one relating to a Uniform Law on the International Sale of Goods and the other on the Formation of Contracts for the International Sale of Goods.

The Economic Commission for Europe makes a different kind of contribution towards the standardization of the rules of international trade. The development of uniform conditions of sale is a very efficient and far-reaching method to promote international trade in various commercial branches, too.

Of great importance in this respect is the work of the International Chamber of Commerce in connection with the unification of international commercial terms and the Uniform Customs and Practice for Commercial Documentary Credits.

The importance of the standardization of the rules of international trade was realized by the European Economic Community (the Common Market). Paragraphs 100 to 102 of the Rome Convention of March 25, 1957, bear the title "Approximation of Laws". In paragraph 100 the Council of the E. E. C.

is directed to "issue directives for the approximation of such legislative and administrative provisions of the Member States as have a direct incidence on the establishment and functioning of the Common Market."

Notable results have been attained in similar respects by the Council for Mutual Economic Aid, too. The Member States of the CMEA adopted in 1958 the General Terms of Delivery of Goods, which uniformly solve the main problems relating to the conclusion of contracts, the terms of delivery, the modes of payment, the responsibility in case of frustration, the methods of settling disputes, and so on.

There are many other regional agreements and tendencies in this field, such as the uniform law of sales of the Scandinavian countries, the co-operation of the Benelux countries, and that of the States of the Arab League.

The American continent can be credited with particularly remarkable results in the development of private international law. Article 67 of the Bogotá Charter of the Organization of American States makes it a duty of the Inter-American Council of Jurists to promote the development and codification of public *and private* (italics added) international law. To illustrate the past success of this activity in America, it will suffice to point to the Código Bustamante. It was evidently in the spirit of Article 67 of the Bogotá Charter that the said council at its 1965 Conference held in San Salvador proposed that the Council of the O. A. S. should convene a conference in 1967 for a revision of the Código Bustamante.

From the above survey which is not at all complete it appears that a great many international agencies have taken and are taking steps in the field of the development of the law of international trade. It would not be justified to extol the merits of one of these international agencies at the expense of the others. Their work is productive whether it takes the form of conventions, model laws, standard conditions, uniform customs and practices, definition of trade terms or other forms.

Scientific quarters have also pointed out that this diversified activity, for all its usefulness, is lacking direction, uniform organization and synthesis. The International Association of Legal Science, a non-governmental organization, with the encouragement and support of the UNESCO, in 1962 held in London a Colloquium on the New Sources of the Law of International Trade, with Dean Graveson presiding.

The following passages are quoted from the material of the Colloquium: ". . . the main defect which this examination of the sources of the law of international trade has revealed is the lack of purposeful co-operation between the formulating agencies. . . . the law of international trade, by its nature, is universal and for that reason a progressive liaison and co-operation between the formulating agencies should be the next step in the development of an autonomous law of international trade." (Clive M. Schmitthoff, *The Law of*

International Trade, its Growth, Formulation and Operation; in *The Sources of the Law of International Trade*, edited by Clive M. Schmitthoff, London, 1964, p. 37.)

There are a number of views claiming that the missing co-operation ought to be created and this activity stimulated time and again in one place, at the top level, and this should be the United Nations or one of its specialized agencies (Clive M. Schmitthoff in *Rabels' Zeitschrift*, 1964, p. 75). It was also claimed that in view of the developing world-wide market this work should not have a purely regional orientation and that sponsorship of the United Nations could be useful to carry this work forward with the necessary scope and intensity (Prof. John Honnold, Philadelphia, International Institute for the Unification of Private Law, Year-Book 1959, p. 239).

Although the capacity of the International Law Commission, which is the agency set up by the General Assembly for the purpose of the progressive development and codification of international law, is at present and for many years to come tied down with a heavy agenda, this must not stop the General Assembly from dealing with the development of private international law and in particular of the law of international trade and from discharging its pressing duties in this field.

The United Nations has achieved outstanding results in the codification of customary international law and in the kind of progressive development which is inseparable from codification: in filling in the gaps of customary international law and in adapting its rules to contemporary conditions. In the achievement of these results the work of the International Law Commission has played a prominent part.

The achievements of the UN in progressive development are also notable in the sense that there are a great number of treaties which, corresponding to the momentary needs of international cooperation, were concluded under its aegis. Some law-making agreements embodied in solemn declarations add to the brilliance of the record.

All these achievements give support to the belief that the General Assembly will be able to find the ways and means to get down to systematically handling the problem of progressive development, thereby fully implementing its tasks prescribed in Art. 13, par. 1 (a), of the Charter. This calls for the selecting of hitherto unregulated fields where by social necessity international agreement is needed for establishing universal legal rules and where such agreement seems both desirable and feasible. Such necessity manifests itself at present most forcefully in the field of international trade, the promotion of which serves primarily the progress of the developing countries and is thus in the interest of the whole community of nations. The development of the law of international trade on the universal scale does not mean ploughing untilled soil. An arduous spade work is being done by several organizations and

agencies, whose results demand an ultimate common effort sponsored by a central authority. This demand fits very properly in the framework of the progressive development of international law as entrusted by Art. 13, par. 1 (a), of the Charter to the General Assembly of the United Nations.\*

\* This article has been submitted to the Sixth Committee of the General Assembly as a background paper of the Hungarian delegation to item 92 of the agenda of the twentieth session. The item, proposed by Hungary, was entitled: Consideration of steps to be taken for progressive development in the field of private international law with a particular view to promoting international trade. The background paper, its introductory part in a summarized form, was published and circulated in UN doc. A/C.6/L.571 on Nov. 10, 1965. The General Assembly after consideration of the item in the Sixth Committee adopted a unanimous resolution on Dec. 20, 1965 requesting the Secretariat of the UN to prepare a comprehensive study including (i) a survey of the work in the field of unification and harmonization of the law of international trade, (ii) an analysis of the methods and approaches suitable for the unification and harmonization of the various topics, including the question whether particular topics are suitable for regional, inter-regional or world-wide action, (iii) consideration of the United Nations organs and other agencies which might be given responsibilities with a view to furthering co-operation in the field of the development of the law of international trade and to promoting its progressive unification and harmonization. The resolution decided also to place the item on the provisional agenda of its twenty-first session under the title: Progressive development of the law of international trade.

## Le développement progressif du droit international et l'O.N.U.

par

E. USTOR

Dans l'étude l'auteur s'occupe du développement progressif et de la codification du droit international dans le sens défini comme une interprétation authentique du paragraphe 1 (a) de l'article 13 de la Charte des Nations Unies par l'Assemblée générale de l'O.N.U. dans les statuts internationaux. Le développement progressif est une contingence nécessaire de toute codification puisqu'il adapte les règles du droit coutumier aux exigences de l'époque et en comble les lacunes, en ce sens il est un phénomène secondaire. Comme phénomène primaire, le développement progressif est la réglementation par un accord international des matières qui ne sont pas réglées par le droit. Dans le domaine du développement du droit international en ce sens, bien que la Société des Nations et l'O.N.U. aient réalisé des résultats sporadiques, l'O.N.U. n'a pas élaboré un plan y relatif alors qu'elle l'a fait concernant la codification. Il faut adapter le projet du développement aux nécessités sociales se manifestant dans la vie internationale. C'est dans le domaine de la réglementation du droit du commerce international qu'une telle nécessité se manifeste de la façon la plus urgente. La réglementation en question servirait avant tout les intérêts des pays qui sont encore en voie de développement.

## Постепенное развитие международного права и ООН

Э. УШТОР

Статья занимается кодификацией и прогрессивным развитием международного права в том смысле, как это в качестве официального толкования пункта 1 (a) ст. 13 Устава ООН Генеральная Ассамблея ООН определяла в статуте Комиссии международного права. Прогрессивное развитие является необходимым проводителем любой кодификации,

поскольку правила обычного права приспосабливает к требованиям эпохи и заполняет его проблемы; в этом является второстепенным явлением. Прогрессивное развитие как первостепенное явление является регулированием юридически неурегулированных предметов путем международного соглашения. В области развития международного права в этом смысле хотя и Лига Наций и ООН достигли некоторых результатов, но ООН в отношении этого не разрабатывала план как это делала в отношении кодификации. План развития следует приспосабливать к общественным потребностям, проявляющимся в международной жизни. Такая необходимость в настоящее время самым срочным образом проявляется в области регулирования права международной торговли. Это особенно служило бы интересам развивающихся стран.



## Оплата труда в производственных кооперативах\*

И. МОЛНАР

Руководитель секретариатом Министерства Земледелия

Социалистическому способу производства соответствует принцип социалистического распределения. Поскольку производство как и в государственных предприятиях, так и в сельскохозяйственных производственных кооперативах основано на социалистической собственности, этот принцип распределения должен осуществляться в обоих секторах. Однако, собственность в двух секторах различна (всенародная, т. е. кооперативная), поэтому и метод и форма распределения различаются друг от друга.

Зарплата и оплата труда прежде всего отличаются друг от друга в отношении основы участия в доходе: фонд зарплаты создаётся в размерах, общества а фонд участия (вознаграждения) членов производственных кооперативов создаётся в данном кооперативе. Из этого вытекают многочисленные особенности, свойства относительно гарантии, систематичности и форм.

В области участия членов производственного кооператива осуществляется «принцип остатка», который — помимо своей положительной и соответствующей полностью кооперативной собственности роли — создаёт сильную дифференцированность в уровне личных доходов, возникающих из труда. В силу этого, за одинаковую работу не везде получают одинаковую оплату.

Юридическое регулирование оплаты труда может ограничиваться только системой (основными принципами) оплаты труда, а размер вознаграждения зависит от величины распределяемого дохода данного производственного кооператива в данном году. Следовательно, и требование в отношении вознаграждения может касаться только этого размера, а не запланированного. Измерение работ (классификация работ, установления норм выработки), оценка работ (трудодень, денежное вознаграждение, премирование и т. п.) регулируются самим производственным кооперативом.

Формы оплаты труда являются весьма разнообразными (традиционный трудодень, гарантированный или частично гарантированный трудодень, денежное вознаграждение, премирование, непосредственное натуральное вознаграждение), но выдвигается значительное требование — по крайней мере — к частичному гарантированно вознаграждения. В случае любой формы оплаты труда — хотя соотношения между денежным и натуральным участием передвигаются в пользу первого — по существу осуществляется полунатуральное распределение. Недостатки в систематичности вознаграждения пытаются уравнивать аванс.

Система вознаграждения руководителей производственного кооператива не отличается от системы членов, однако, уровень и систематичность первого являются более уравнишенными. Но имеется противоречие между вознаграждением членов кооператива и зарплатой служащих кооператива.

\* Глава об оплате труда в производственных кооперативах, учебник для университетов «Сельскохозяйственное право».

## 1. Система оплаты труда членов сельскохозяйственных производственных кооперативов

1. В производственных кооперативах работу в основном выполняют члены кооператива (и члены их семьи), но в интересах обеспечения профессионального уровня хозяйства и выполнения определённых работ — кооператив может нанимать работников и путём трудовых договоров. Система оплаты труда в отношении членов является другой, чем в отношении работников по трудовому отношению: вопросы по отношению работников регулирует трудовое право, а по отношению членов кооператива — регулирует колхозное право. На этот раз мы говорим *только об оплате труда членов производственного кооператива*, а проблемы относительно работников мы только коснёмся.

В понятие оплаты труда и участия в доходе членов производственного кооператива естественно входит и оплата и доля дохода тех *родственников и поддерживающих членов*, которые регулярно работают в общем (коллективном) хозяйстве.

В условиях социализма между *производством и распределением* имеется теснейшая связь: производство определяет распределение, а распределение со своей стороны оказывает обратное влияние на производство. Социалистическому производству соответствует социалистический способ распределения *по труду*. Это общее, руководящее во всех областях социалистического хозяйства, требование осуществляется разным образом и в разных формах. Метод и форма распределения различны по *секторам* и — особенно в производственных кооперативах — по отдельным хозяйствам.

В производственных кооперативах и в государственных предприятиях (госхозах, учреждениях и т. п.), одинаковым образом, производство ведётся на основе социалистической собственности. Однако, вследствие того, что средства производства и продукты производства государственных предприятий находятся *в государственной, всенародной* собственности, а средства производства, использованные в производственных кооперативах, и продукты производства, произведенные в кооперативах, находятся вообще *в кооперативной собственности* — метод распределения в двух секторах глубоко отличается друг от друга. Различие вытекает из различия отношений собственности двух секторов, но поскольку собственность в обоих секторах является социалистической, принцип социалистического распределения по труду должен осуществляться одинаково.

Вознаграждение выполненной работы прежде всего отличается в том, что работники государственных предприятий получают за свой труд *заработную плату*, а члены производственных кооперативов — *оплату труда* по мере выполненной ими работы. Зарплата и оплата труда в этом случае выражает те различия, которые существуют между двумя секторами хозяйства.

Понятие «оплаты труда» употребляется и в трудовом праве. Но это понятие можно использовать только в качестве общего социального и экономического понятия, категории, и понятие «зарплаты» работника предприятия оно не заменяет. Вознаграждение труда членов производственных кооперативов и рабочих предприятий не являются юридически аналогичными ни по своему содержанию, ни по своей форме, поэтому для выражения их различия кажется правильным употреблять понятия «оплата труда» и «зарплата».

Различия между оплатой труда и зарплатой можно сводить к следующим:

а) Зарплата и оплата труда одинакового являются *участием* в доходе, долей дохода. Но основа участия не одинакова. *Заработная плата* является участием в части национального дохода, предназначенной для личного потребления. «Покрытие» зарплаты — общественный фонд зарплаты — создаёт всё общество. А *оплата труда* является участием в той части годового дохода кооператива, которая предназначена для распределения для личного потребления членам кооператива. В производственных кооперативах не существует «общественного фонда зарплаты». Кроме этого зарплата является *посредственным участием*, ибо работник свою зарплату получает вообще полностью в денежном виде и продукты личного потребления из фонда личного потребления национального дохода он получает не от работодателя как часть своей зарплаты, а он обменяет свою зарплату другим путём — вообще в торговле — на продукты потребления. Таким образом он участвует в доходе, в общественном фонде потребления путём покупки (посредством торговли). Между тем оплата труда является отчасти *непосредственным участием*, ибо производственный кооператив, вернее его члены, общим своим трудом производят вообще продукты потребления (питания), часть которого не превращается в товары, а в качестве оплаты труда распределяется между членами; член кооператива получает в деньгах только другую часть оплаты своего труда, и на этих деньгах он приобретает в торговле остальные предметы потребления. Таким образом, в производственных кооперативах осуществляется полунатуральное распределение.

б) Зарплата при всяких обстоятельствах *гарантируется государством*. Работник предприятия обязательно получает свою зарплату в определённое время и в установленной сумме даже и в том случае, если данное предприятие (хозяйство) не способно покрыть эту сумму из своего дохода. Следовательно, зарплата вообще не зависит непосредственно — в рамках данного периода — от результатов хозяйствования предприятия. Работник имеет безусловное притязание на установленную в законе повременную или поштучную зарплату. А что касается *оплаты труда*, она гарантирована только частично. Не считая случайной дотации слабых производственных

кооперативов со стороны государства, государство не гарантирует и не может гарантировать оплаты труда членов кооператива, поскольку оно не распоряжается ни имуществом, ни продукцией кооперативов. Размеры распределяемого дохода, и следовательно и оплаты труда в производственных кооперативах становятся известными обычно только в конце года. Такое положение изменится только в результате постепенного развития производственных кооперативов, когда они смогут заранее гарантировать хотя бы частично определённую сумму оплаты труда своих членов. Для этого, однако, необходимо, чтобы уровень хозяйства и дохода был таким высоким и постоянным, чтобы выплата фиксированной оплаты труда не затрудняла накопление и расширенное производство. В системе оплаты труда члены производственного кооператива должны нести и производственный риск.

в) В зависимости от выполненной работы заработная плата является *постоянной*, а оплата труда вообще — *изменчивой*. Зарплата имеет постоянные свои категории, приспособляющиеся к выполненной работе. Работники, выполняющие работу при одинаковых условиях, на одинаковом уровне, по одинаковой должности или одинакового характера, получают одинаковую зарплату. Географические или экономические условия вообще не влияют на постоянность и размер зарплаты. А *оплата труда* является одинаковой только в данном производственном кооперативе, и только в данное время за данную работу, но существенно отличается во времени и в географических отношениях (разная в разных областях, краях вследствие различных природных, экономических и т. п. условий), чувствительно реагируя на объективные и природные условия. Этим объясняется изменение в системе и размере оплаты труда по временам года, по краям и по хозяйствам. В конечном счёте и обычно она *зависит от результатов данного хозяйственного года*. Равномерность и постоянность оплаты труда может быть обеспечена только в условиях относительно высокого уровня производства, уравновешенного, стабильного хозяйства и в случае достаточных запасов.

г) Форма и содержание зарплаты являются *стабильными*, а оплаты труда — *изменчивыми*. В *системе зарплаты* основная ставка всегда является фиксированной. Повременная зарплата (почасная-, подённая-, понедельная-, или помесечная оплата), или поштучная оплата (оплата по выполненной работе) при одинаковых условиях является везде одинаковой и в принципе постоянной (не считая государственных урегулирований зарплат в интересах повышения жизненного уровня, а также и повышения ставки за высокую выработку в индивидуальных случаях). Основная ставка — ввиду её привязанности к выработке — стимулирует к большей и лучшей работе, но такая стимуляция, личная материальная заинтересованность не является полной. Поэтому применяются и дополнительные методы стимуляции — премия и участие в прибылях. В противовес стабильности системы зарплаты, *оплата труда*, вернее система оплаты труда является *пёстрой, изменчивой*.

В системе оплаты труда тоже существует основная ставка и добавочная оплата, но с одной стороны они играют совершенно другую роль (в настоящий период развития разные формы стимуляции в виде дополнительной оплаты служили скорее всего лишь обеспечению минимального уровня дохода), а с другой стороны формы оплаты по основной ставке и добавочной оплаты являются более многосторонними, ввиду чего и их содержание — размер оплаты труда — более разнообразно (трудодень, денежная оплата, натуральная оплата; комбинированный трудодень, премия в разных формах и т. п.).

2. Вышеочерченная система оплаты, вознаграждение труда, зависящая от доходности хозяйства данного производственного кооператива, воздвигает много проблем для членов и для самого кооператива, а также и для государства. Несомненно, что свойствам производственных кооперативов больше всего соответствует способ оплаты труда, связанный с участием в доходе. Другими словами, между оплатой труда и факторами сущности производственного кооператива существует *объективная связь*. Следовательно, осуществлять принцип «каждому по своему труду» в сельскохозяйственных производственных кооперативах возможно только путём постоянного совершенствования форм и методов оплаты труда, осуществляя и другой принцип, что даже *в качестве оплаты труда можно распределить среди членов только тот доход*, который был создан производственным кооперативом.

Оплата труда в производственных кооперативах означает первичный и основной метод участия в доходе. Преобладающая часть дохода членов кооператива происходит из хозяйства кооператива: из «общего», а другая часть — из приусадебного хозяйства. *Доход из общего* разделяется на две части: *оплата труда* является большей долей дохода тех членов, которые работают регулярно, а *земельная рента*, является дополнительным, с трудом тесно не связанным доходом членов кооператива, частных собственников земли. Третьим источником дохода членов производственного кооператива является *приусадебное хозяйство*, которое играет значительную роль как и в личном доходе членов, так и в товарном производстве. Члены производственного кооператива имеют и другие возможности повышать свои доходы, но это уже не связано с кооперативным хозяйством (например случайные работы).

Вознаграждению в производственных кооперативах придаёт *выдающееся значение* то, что от него зависит доход (средства к жизни, жизненный уровень) членов производственного кооператива и по существу даже и успех хозяйства кооперативов. Ведь в центре жизненных условий членов (большинства крестьянства) стоит производственный кооператив, и производство сельского хозяйства в основном зависит от их работы. Поэтому размер распределяемого дохода, а также и метод и форма распределения имеет

большой интерес. Эти методы и формы с начала кооперативного движения прошли существенное развитие. Изменение являлось и является соразмерным с ростом желанием работать сообща, с повышением технического и профессионального уровня и направлением экономической политики.

Метод и форма распределения — вознаграждения — может быть очень разнообразным, но непременно должен удовлетворить следующим *основным требованиям*:

а) Должен приспособляться к *свойствам* производственного кооператива, а также и к *условиям и уровню* сельскохозяйственного производства.

б) Должен соответствовать принципу распределения *по труду* и стремиться к обеспечению *оохода, равного труду*.

в) Должен обеспечивать определённый *уровень оохода*. Доход членов кооператива не может быть ниже дохода, реальной зарплаты работников государственных хозяйств и лёгкой промышленности (Эрдеи).

г) Членов и их родственников *необходимо стимулировать* к регулярному участию в общей работе и к добросовестной, доброкачественной работе.

д) Должен обеспечить *выполнение всех работ, равномерную и соразмерную занятость*, должен регулировать распределение между отраслями рабочей силы.

е) Должен содействовать развитию *коллективного сознания, дисциплинированности* членов.

ж) Должен содействовать укреплению *общего хозяйства*, выполнению обязательств по отношению общества, увеличению общего имущества, развитию производства на благо членов и общества.

3. Непосредственные *юридические вопросы* вознаграждения в производственных кооперативах концентрируются вокруг *правового урегулирования* вознаграждения и *требования оплаты труда* (а также и осуществления этого требования). Оплата труда членов производственного кооператива и зарплата трудящихся по трудовому отношению и с этой точки зрения различаются друг от друга.

Ввиду особенностей производственных кооперативов (государство непосредственно не распоряжается кооперативной собственностью, кооперативы создают фонд потребления, распределяемый по выполненному труду среди своих членов — своей собственной деятельностью), государство может регулировать *юридическим путём* только *главные черты системы вознаграждения*. Следовательно, государство не занимается определением возможных форм вознаграждения и размера вознаграждения. Правовое регулирование ограничивается подчёркиванием того, что распределяемый доход производственных кооперативов должен быть распределен *в соответствии с социалистическими основными принципами*, а в рамках этого — преобладающая часть дохода: *по выполненному труду*. Определение метода, форм и размера вознаграждения является исключительным правом производ-

ственного кооператива. С другой стороны, юридические нормы обязывают кооперативы, чтобы определенную и применимую в производственном кооперативе систему вознаграждения включили в устав. Другими словами, это означает, что вознаграждение регулируется уставом производственного кооператива. Основой этого регулирования являются социалистические принципы вознаграждения, экономические закономерности, обобщаемые опыты и предложения (рекомендации) государственных органов.

Требование члена производственного кооператива в отношении вознаграждения основано на том распоряжении законодательства, по которому член имеет право участвовать в доходе производственного кооператива в соответствии с уставом, по мере выполненной им работы. Однако, размер вознаграждения членов производственного кооператива заранее не известен, и не становится известным даже по выполнению работы, не считая того случая, если кооператив применяет систему гарантированного вознаграждения. Окончательный размер вознаграждения может быть определен только в заключительном балансе в конце года, при полном учёте всех результатов работы, хозяйства. До этого, средство измерения выполненной работы (прежде всего: трудодень) в отношении размера вознаграждения имеет только запланированное содержание. Следовательно, в течение года члены могут получать из своей доли участия только аванс, размеры которого тоже зависят от моментальной «платежеспособности» производственного кооператива. Таким образом, вынуждаемое требование вознаграждения (право на вознаграждение) становится реальным, осуществимым только после утверждения заключительного баланса, когда становится ясным действительный размер той суммы, которую производственный кооператив может распределить среди своих членов в качестве их участия в доходе.

Неопределённость этой суммы является причиной и того, что правовые нормы непосредственно не обязывают производственный кооператив к платежу аванса в течение года. В законодательстве говорится только о том, что производственный кооператив имеет право платить своим членам аванс в ущерб их участия в доходе в конце года. В практике производственные кооперативы обычно платят аванс своим членам или регулярно (например ежемесячно), или периодически в зависимости от материального положения кооператива. В обоих случаях бывает так (по непредвиденным причинам, как, например, более маленький размер дохода, неточность в планировании, и т. п.), что уплаченный в течение года аванс превышает размер годового участия в доходе. Юридически ещё не урегулирован метод расчёта такой переплаты. Производственный кооператив может поступать двояким образом: или обязывает членов возвратить переплаченную сумму, или — если кооператив имеет достаточное покрытие — засчитывает эту сумму в сумму участия в доходе следующего года (либо путём рассрочки при уплате авансов, либо при уплате годового участия в доходе).

Осуществление права на вознаграждение по заключительному балансу — в случае спора — происходит по правилам, применяемым в спорах по членским отношениям, с тем различием, что об исполнении требования по заключительному балансу заботится сельскохозяйственный отдел районного совета.

4. Вознаграждение тесно связано с организацией хозяйства и работ. В основном, система вознаграждения в данном производственном кооперативе должна быть единой, но это не исключает возможности применения одновременно нескольких вариантов вознаграждения. Производственные кооперативы имеют право, например, вводить систему *самостоятельного хозрасчёта в рамках хозяйства*. Самостоятельный хозрасчёт может осуществляться по единицам (цех, бригада, завод и т. п.), а также и по отраслям производства (животноводство, растениеводство, садоводство и т. п.).

Организационная или производственная единица получает свою часть плана всего производственного кооператива, а также и необходимые для выполнения плана средства материального производства, производительные силы, и должна хозяйствовать на основе этого. Таким образом осуществлённый хозрасчёт конечно не означает полной организационной и собственностической самостоятельности. Но всё-таки, такой метод организации хозяйства и работы значительно влияет на оплату труда членов производственного кооператива, работающих в такой — относительно (внутренне) самостоятельной — организационной единице. Вообще и в таких случаях должна быть применима система оплаты труда в производственных кооперативах, но размер вознаграждения и условия премизации могут быть различными. Ибо единица, работающая на основе хозрасчёта, ведёт отдельно учёт результатов производства и расходов производства, и на этой основе высчитывает отдельно валовой доход. Решение о распределении валового дохода — накопление, оплата труда и т. п. — может быть принято либо постановлением общего собрания членов (одновременно с введением хозрасчёта или по годам в производственном плане), либо соглашением между руководством и единицей хозрасчёта с согласия общего собрания.

Таким образом размер вознаграждения членов кооператива, работающих в единице хозрасчёта, может быть и выше и ниже вознаграждения остальной части членства кооператива в зависимости от результатов хозяйства единицы хозрасчёта. Итак, хозрасчёт повышает материальную заинтересованность членов производственного кооператива даже внутри конкретного кооператива, в отношении более узкого коллектива. При определении той части дохода, которая может быть распределена в качестве вознаграждения, необходимо учитывать и ценность материальных средств, полученных единицей хозрасчёта, а также и предполагаемое развитие всего общего хозяйства.

Естественно, производственные кооперативы могут применять и другие методы оплаты труда. По общему правилу, каждый день учитывается и



регистрируется индивидуальная выработка членов производственного кооператива, и это является основой для измерения выполненной работы и вычисления вознаграждения. Можно встречаться, однако, и с другой организационной формой оплаты труда, помимо хозрасчёта, когда определённая группа (звено и т. п.) членов кооператива коллективно вызывается выполнить какой-то процесс работы за установленную заранее плату. В таких случаях вознаграждение распределяется между отдельными членами звена, с учётом выполненной работы каждым из них в отдельности.

## II. Измерение и оценка труда

1. В производственных кооперативах одним из основных факторов осуществления распределения по труду является *классификация работ* и определение *норм выработки*.

а) *Классификация*. Классификация работ означает группирование различных видов работы на основе определённых признаков. Классификация необходима потому, что не существует другого метода измерения и оценки многочисленных процессов сельскохозяйственных работ, а также и конкретной выработки. Смысл классификации работ состоит в том, что за *выполнение любого вида работ, зачисленных в одну категорию, любое лицо получает то же самое вознаграждение*. Базисом классификации является *среднее проявление энергии, необходимое для различных работ в течение определённой единицы времени* — 10 часов. Это является центром классификации. Любая остальная работа примеривается к этому «среднему»: может зачисляться либо в более высокий, либо в более низкий класс. У нас имеется 7 классов, и в этой системе средней выработке соответствует класс 3-ий. «Ценность» работ, принадлежащих к этому классу например — *один* трудодень. Следующий — более высокий — класс увеличивается на 0,25 трудодня, и так дальше каждый класс в такой же мере, а также и уменьшается каждый нижестоящий класс на 0,25 трудодня. Следовательно, в зависимости от класса, трудодни могут изменяться от 0,50 до 2,0.

*Основа* классификации работ двойная: с одной стороны *содержание работ* (необходимые знания, энергия, тщательность, вредность для здоровья, для одежды), с другой стороны *важность работ* (значение для кооператива, для народного хозяйства, срочность). В результате классификации на такой основе более лёгкие, простые работы, требующие меньше энергии, относятся к классам с меньшим количеством трудодня, а другие работы, требующие больше энергии, специальных знаний и ловкости, зачисляются в классы с более высоким количеством трудодня. (Так например, работа по собиранию куколки получает 0,50 трудодня и относится к 1-му классу, а ручная уборка урожая получает 2 трудодня и относится к VII-му классу.)

б) *Нормы выработки.* Для измерения и оценки вознаграждением выработки — либо путём трудодня либо деньгами — необходимым средством является норма выработки. Норма выражает *выработку*, достигаемую за единицу времени. Указывает на тот *срок времени*, за который работу данного класса необходимо выполнить, чтобы получить *установленное вознаграждение*.

Для определения норм выработки имеются различные — более примитивные и более развитые — методы. От примененного метода зависит точность измерения выработки, которая в свою очередь значительным образом влияет на доход членов, на их участие в работе, на материальную заинтересованность членов, а также и на экономность производства. По методу определения можно различать опытные нормы, статистические нормы, нормы, основанные на измерении времени, и нормы, основанные на анализе работы. Выработки можно измерять временем, территорией, результатом урожая или результатом производства.

— *Временная выработка.* (Измерение работы временем, обычно рабочим днем.) Наиболее простой метод измерения работы. В практике обычно не оправдывает себя, поскольку за данное время не все выполняют работу в том же количестве и качестве. Однако, некоторые виды работы целесообразно измерять временем даже при развитых условиях, (обрезка фруктовых деревьев, сбор фруктов, сортирование посева картофеля, пастьба, работа сторожей и т. п.).

— *Территориальная выработка.* (Измерение работы территорией — квадратной саженью, кадастровым хольдом и т. п.) Наиболее распространенный метод измерения работ по растениеводству. Измеряет исключительно количество работы (пахота, посев, рыхление и т. п.). О качестве работы следует особо убедиться после выполнения работы. Преимуществом этого метода является то, что размером обработанной земельной территории можно точно измерить выработку члена, не обращая внимания на условия погоды, и на работу других. Но этот метод не содействует улучшению качества работы.

— *Выработка, измеренная результатом урожая.* (Измерение работы количеством — вес, штука и т. п. — продуктов). В течение всего процесса работы (цикла производства) содействует увеличению количества и улучшению качества работы, поскольку вознаграждение зависит от количества продуктов. Продукция выражает и производительность труда. Этот метод целесообразно применять прежде всего для трудоёмких (ручной труд), менее механизированных работ.

— *Выработка, измеренная ценностью производства.* Работу измеряет не количеством, а ценностью урожайностей, одинаково содействует и качеству и количеству, а также и лучшему использованию возмож-

ностей сбыта товаров. На оплату измеренных таким методом работ цены оказывают значительное влияние. Цены основных растений в основном неизменны, колебание показывают главным образом цены овощей и фруктов. Поэтому этот метод измерения работы в случае таких продуктов, цены которых в основном неизменны, однозначен с измерением результатом урожая, а ввиду этого не очень распространен. А в области производства овощей и фруктов применение его целесообразно. Измерение полной ценностью производства не содействует сокращению затраченных сумм, поэтому более правильно измерять чистой (нэтто) ценностью производства.

2. Каждый производственный кооператив имеет право сам (общее собрание членов) определять классификацию работ и нормы выработки. В законодательстве об этом не говорится, но установлено, что урегулирование этих вопросов входит в компетенцию производственного кооператива. Ибо предписание единых, обязательных норм находилось бы в противоречии с условиями большинства производственных кооперативов, поскольку условия работы являются различными в разных кооперативах, и часто в рамках одного кооператива, ввиду улучшения технического оборудования, постоянного расширения и усовершенствования технологии, и повышения специальных знаний. Ввиду всего этого государственные органы и раньше предоставили производственным кооперативам только *рекомендации*. Вследствие того, что установочные нормы многими производственными кооперативами были механически переняты, эти *установочные нормы* были заменены *рекомендационными нормами с предельными цифрами* («Книга трудовой»).

Каждый производственный кооператив должен выработать свои *нормы выработки*, приспособленные к своим условиям, данным, потребностям, и они не могут стать постоянными, а должны быть изменены по мере всегдашних изменений в условиях труда. Однако, следует обратить внимание на то, что постоянные изменения тоже не рекомендуются, ибо они делают неуверенным доход членов и поколеблет их доверие. Установленные в начале года нормы в течение года могут быть изменены только в том случае, если в условиях труда, производства произошли такие существенные изменения, которых раньше не предвидели (например, новые машины, широкое применение химических удобрений, освоение, акклиматизация новой породы и т. п.).

3. Дальнейшим существенным элементом оплаты труда является *оценка работ*. Это означает точное установление того, что выполнению данной работы *какой размер вознаграждения* (дохода) соответствует. Принимая во внимание особенности производственных кооперативов, оценка работ в кооперативах может осуществляться двояким образом:

а) Размер оплаты отдельных работ устанавливается только в конце года. В течение года работа имеет лишь «запланированную ценность». Это

т. н. *традиционный трудодень*, содержание которого является неопределённым в течение всего года: может оказаться и большим, и меньшим запланированного.

б) Вознаграждение за отдельные работы заранее установлено точно — *зафиксировано*. В таком случае член кооператива по завершению каждой работы знает размер вознаграждения, и то, что на какие суммы дохода может рассчитывать в конце года.

Этот последний метод — зафиксированная оценка труда — в свою очередь тоже может быть двойным:

— гарантировать трудодень, что значит заранее *зафиксировать размер платы за один трудодень*. В таком случае производственный кооператив обязывает себя заплатить эту зафиксированную сумму без ограничений — часть её в течение года в виде аванса, а остальную часть её в конце года. Содержание гарантированного трудодня определяется в деньгах или смешанно (в деньгах и натурой), но по выполнению данной работы утверждается не количество установленного продукта или денег, а установленное для данной работы количество трудодней. На такой основе оплачивается в течение года аванс, а в конце года расчёт и выплата остатка;

— *выражение непосредственно в деньгах вознаграждения*. Применяя метод денежной оплаты труда, заранее устанавливается *размер вознаграждения за выполнение данной работы, выраженный в деньгах*. В таких случаях трудодень полностью исключается из измерения, оценки и оплаты труда: работа оплачивается не трудоднём, а деньгами. При денежной оценке (оплаты) труда он измеряется нормой и устанавливается зафиксированная сумма, оплачиваемая за выполнение установленной нормы. Член кооператива в таких случаях с самого начала знает размер вознаграждения своего труда, а также и размер своего годового дохода, и может рассчитывать на эту сумму с уверенностью. Денежная оплата труда конечно тоже не значит, что члены за свой труд получают от производственного кооператива исключительно наличные деньги, поскольку они и в таком случае нуждаются в некоторых продуктах питания и в корме. Они это получают соразмерно со своим трудом и своими потребностями: или в форме расчёта или за покупную цену. Но независимо от основы удовлетворения личных потребностей, выдача оплаты натурой всегда является оплатой труда и потреблением из своего продукта. Товарным отношением является только покупка и продажа сверх личных потребностей (со стороны производственного кооператива — является сбытом товара).

### III. Формы оплаты труда

1. Более развитой формой оплаты труда в производственных кооперативах является *гарантированный трудодень*, а ещё более развитой — *де-*

*нежное вознаграждение.* Обе формы содержат в себе зафиксированный доход, и являются — особенно денежное вознаграждение — надёжными, простыми, легко обозримыми, для всех членов понятными, а по своей форме близкими к другим формам оплаты, вознаграждения, примененным в других секторах народного хозяйства, обеспечивающим надёжный доход.

Традиционный трудодень — со своим полностью неопределённым содержанием — в настоящее время применяется в относительно немногих производственных кооперативах, ввиду того, что он измеряет качество работы неудовлетворительно, не обеспечивает надёжного дохода и тем самым не стимулирует членов кооператива к общему труду в коллективе. Все производственные кооперативы, которые по материальным причинам ещё не могли перейти к применению денежного вознаграждения или гарантированного трудодня, обеспечивающего заранее установленный и необходимый уровень дохода, применяют различные дополнительные формы вознаграждения, премирования в качестве материального стимулирования. Помимо этих форм вознаграждения имеется и т. н. *непосредственное участие в продукции*, которое является вариантом издольщины, применимым в производственных кооперативах. Оно применяется особенно в тех слабо развитых кооперативах, которые имеют недостаточную техническую оборудованность, низкий уровень дохода и слабую дисциплину труда.

Переход к более развитым формам оплаты труда во всех производственных кооперативах возможен только после истечения некоторого времени и путём постепенного развития, поскольку условия к такому переходу создаются и назревают постепенно. Выше мы уже указали на то, что для более развитых форм оплаты труда характерна фиксация вознаграждения заранее. Но в то же время, вознаграждение (размер участия, дохода) за отдельные работы можно фиксировать только в том случае,

а) если количество распределяемого в конце года дохода и выполненных работ *можно знать заранее*,

б) если даже эти факторы и незнакомы заранее, но производственный кооператив в состоянии создать необходимые *запасы* с целью, чтобы независимо от результатов данного хозяйственного года, зафиксированное вознаграждение труда он мог выплатить при любых условиях.

Но поскольку в сельском хозяйстве из-за неизвестных заранее условий погоды, и в силу агротехнических ошибок, действительный результат производства нельзя предвидеть, *проходимым является только путь необходимыми запасов.*

Принимая это во внимание, необходимыми условиями фиксации заранее вознаграждения труда (гарантированного трудодня или денежного вознаграждения) являются следующие:

- необходимые запасы,
- достаточный и регулярный денежный приход,

- надлежащее (управление) руководство и дисциплина,
- относительно постоянные цены сбыта, и
- надлежащий уровень товарного производства.

В отсутствии этих условий фиксация размера вознаграждения труда невозможна, ибо гарантированное вознаграждение труда нельзя выплатить ни в течение года, ни в конце года, и наконец члены кооператива перестают доверять и этим формам оплаты труда.

Изменить систему оплаты труда, ввиду его большого значения, можно только *изменением собственного устава* производственного кооператива, т. е. исключительно постановлением общего собрания, принятым квалифицированным большинством голосов.

2. Трудодень, несмотря на свои указанные недостатки, широко используется производственными кооперативами. Он необходим во всех тех кооперативах, в которых труд измеряется и оплачивается непосредственно не в деньгах. Трудодень является таким *способом измерения* исполненных работ в производственных кооперативах, который с помощью одного показателя (цифры) выражает принадлежность работ к данному классу, выработку (норму), выраженное в деньгах вознаграждение за выполненную работу, а в своей совокупности годичный доход члена кооператива, и наконец — со стороны производственного кооператива — количество продуктов, предназначенных для потребления.

Трудодень призван и для выражения количества выполнимых в течение года всех работ, т. е. служит и способом *планирования расходов и распределения рабочей силы*. Ибо ежегодно за планируют — в кооперативах, где применяют трудодень, путём определения трудодней в цифрах — количество работ, необходимых для выполнения задач по производству. Также за планируется и результат производства, а в рамках этого стоимость количества дохода, распределяемого на основе выполненной работы, а также и соразмерность вознаграждения труда в деньгах и натурой. Запланированный для распределения доход делится на количество трудодней и это даёт *«стоимость» одного трудодня*. После выполнения отдельных работ соответствующие трудодни списываются для членов кооператива. Во время заключительного баланса устанавливают доход, действительно имеющийся для распределения, количество отработанных трудодней, и частное этих двух показывает оплачиваемую стоимость одного трудодня.

Такая ненадёжная — с точки зрения дохода — сторона трудодня ликвидируется применением *оплаты труда по гарантированному трудодню*, ибо этот метод не только планирует доход по трудодням, но одновременно и фиксирует этот доход, выплата которого гарантируется производственным кооперативом, по существу независимо от окончательного дохода в конце года. Экономически менее укрепившиеся производственные кооперативы могут применять и *частично гарантированный трудодень*. Это значит, что

и в таких случаях запланируется размер вознаграждения за каждый трудодень, но в качестве аванса производственный кооператив гарантирует только часть (60—70%) его. Остальная часть оплачивается только в конце года, но она — в зависимости от результатов производства, от экономического положения кооператива, от его «платежеспособности» — может отличаться от запланированного.

С укреплением производственных кооперативов постепенно расширяется применение *денежной оплаты труда*. Основное свойство ее состоит в том, что размер вознаграждения заранее установлен и зависит только от выполнения работы. Она полностью исключает трудодень, и тем и ненадёжность из измерения и оценки труда. Выполнением работы вознаграждение сразу же конкретизируется, и установленный его размер не связан ни с погодой, ни с денежным доходом кооператива. Производственный кооператив планирует количество необходимых работ, и на основе тарифов, установленных по норме, заранее обеспечивает полную сумму вознаграждения, всего дохода по выполненным работам. Поскольку кооператив располагает необходимыми резервами, он может обеспечить регулярное денежное довольствие своих членов, и не может наступить излишнее авансирование. Заключительный баланс выполняет задачу окончательного суммирования количества выполненных работ и расходованных вознаграждений.

3. Вознаграждение за выполненные работы содержит в себе оплату *натурой и деньгами*, независимо от того, измеряется ли работа деньгами или трудоднями. Это вытекает из того, что членство нуждается и в продуктах и в наличных деньгах. Члены кооператива сами производят преобладающую долю продуктов (хлеб, животные продукты и т. д.), таким образом в коллективном хозяйстве они производят и для самого себя. (Кроме того, крестьянская привычка тоже мотивирует участие в натуральной продукции.) Первичной целью их коллективной работы является именно непосредственное удовлетворение своих потребностей. Кооператив сбывает в качестве товаров только часть продукции, сверх этих потребностей. Продажная цена — ввиду кооперативной собственности — опять-таки вернётся к членам (непосредственно в форме денежного вознаграждения труда, или путём использования в производстве, в расширенном производстве).

Однако участие в натуральной продукции не может превышать *личных потребностей*. Сбытом той части коллективно производимых продуктов, которые превышают личные потребности членов, не могут заниматься отдельные члены. С другой стороны, производственный кооператив имеет обязанность удовлетворить личные потребности членов (считая и их родственников-иждивенцев) по мере выполненной ими работы, из основных жизненно важных продуктов, прежде всего из хлеба и корма. Таким образом двумя основными опорами участия в натуральной продукции являются мера личных потребностей и количество выработки, что с обратной стороны

означает, что тот член кооператива, который не выполнил необходимого количества работы, не может рассчитывать на удовлетворения своих личных потребностей со стороны производственного кооператива. В то же время несомненно, что корм, полученный в качестве оплаты труда натурой, служит целям не только удовлетворения личных потребностей, но в известной степени и целям товарного производства, что со своей стороны находится в полном соответствии с интересами народного хозяйства и основанной на этом экономической политики, поддерживающей приусадебное хозяйство.

Помимо натурального вознаграждения, наличные деньги также необходимы для членов кооператива. Ибо часть продовольствия и промышленные товары полностью можно приобретать только в торговом обороте за наличные деньги, так же как и для удовлетворения своих культурных потребностей необходимы деньги. Ввиду того, что та часть вознаграждения, которую он получает натурой, покрывает только его личные потребности, на сбыт не хватает, за эти продукты он не может получать деньги. Приусадебное хозяйство и земельная рента обеспечивают членам значительный приход, однако это не покрывает всех их потребностей. А устройство на работу в другом месте — в рабочее время — противоречит интересам производственного кооператива. Поэтому производственный кооператив должен обеспечить в деньгах соразмерную с трудом оплату труда сверх участия в натуральной продукции. Необходимое для этого денежное покрытие или имеется у производственного кооператива, или же он должен и может получить банковский кредит на основе договорного покрытия.

Изменение в соотношениях натурального и денежного участия в доходе хорошо показывают развитие кооперативного хозяйства и тенденция сужения полунатурального распределения. В первый период кооперативного движения доля натурального участия значительно превышала денежное участие. Соотношения постепенно предвигались, и сегодня денежное участие представляет большую долю (в настоящее время соотношения приблизительно: 60 : 40%).

4. Дальнейшим весьма существенным вопросом вознаграждения в производственных кооперативах является *срок* выплаты вознаграждения за труд. Это в основном зависит от того, оплачивается ли труд натурой или деньгами, размер вознаграждения является ли неопределённым или же зафиксированным (гарантированным). В случае оплаты труда натурой вознаграждение можно выдать по существу только *после завершения процесса* производства, а в случае системы денежного участия возможна выплата вознаграждения *постоянно, регулярно*.

Однако, ввиду того, что в сельском хозяйстве процессы производства вообще являются длительными (8—10 месяцев, а в отдельных случаях целый год), а денежные приходы кооператива не являются равномерными в течение всего года (например, в зимних и весенних сезонах приход почти не



бывает), — регулярная выплата вознаграждения возможна только в том случае, если производственный кооператив имеет достаточные для этого запасы или же возможности получать необходимый кредит. (Т. е., если кооператив применяет систему денежной оплаты труда.) Следовательно, в тех производственных кооперативах, которые не имеют необходимые условия, придётся регулярно раздавать *аванс* в ущерб суммы участия в доходе в конце года. Аванс может быть *регулярным* (например ежемесячным) или *случайным* (в зависимости от денежных приходов и от времени уборки урожая). Форма регулярной выплаты вознаграждения за выполненные работы по существу является авансом, ибо окончательный расчёт происходит в конце года при заключительном балансе. А в производственных кооперативах, где применяется система трудодня, участие в доходе в течение года является авансом и по содержанию, поскольку размер вознаграждения ещё не знаком (или не полностью знаком).

5. Хотя система оплаты труда в производственных кооперативах является наиболее эффективным личным материальным стимулом к работе (доход членов кооператива непосредственно зависит от своей работы), но необходимо и дальнейшее *материальное поощрение*. Материальное поощрение (в данном отношении личная материальная заинтересованность членов производственного кооператива) является наиболее эффективным рычагом развития производства. Следовательно, основным вопросом развития кооперативного хозяйства является широкое применение таких методов, с помощью которых каждый член кооператива становится заинтересованным в коллективной работе: в повышении количества и улучшении качества работы. Достигнутое развитие сельского хозяйства последних лет в основном можно вменить именно этому.

Под понятием материального поощрения мы понимаем известный *прибавочный доход*, обеспеченный на случай достижения лучших установленного производственного показателя результатов. (Л. Комло). Это проявляется в разных формах *премирования*. *Базой* премирования, в зависимости от выбора кооператива могут служить: *план* производства, *среднее* производства хозяйства, или *валовой доход*. *Форма* премирования, т. е. проявление прибавочного дохода тоже может быть различной: расчёт *избыточных трудодней* по балансу, участие в сверхплановой *натуральной продукции*, или соответствующая *денежная стоимость*. Премия может быть и целевой премией. В зависимости от того, что в данном случае к какой именно цели необходимо стимулировать члена кооператива, целевая премия может быть *срочной* или *качественной*.

В наших производственных кооперативах в основном распространены следующие методы материального стимулирования:

- а) *Комбинированное вознаграждение*. Наиболее распространено в области обработки пропашных растений и уборки травяного корма.

- Сущностью данного метода является то, что кроме основного вознаграждения по балансу, член получает — деньгами или натурой — и установленный заранее % от производимых им растений или убранных им кормов. (Называется и премированием на основе полного урожая.) Он даёт возможность для вовлечения в работу и членов семьи.
- б) *Премия за перевыполнение плана.* Член кооператива по мере перевыполнения им плана получает или добавочное вознаграждение, или долю произведённой им избыточной продукции — также деньгами или натурой.
  - в) *Трудодень успешности.* Трудодень или оплата труда начисляются не на основе выполненной работы, а по количеству продукции или по его стоимости, т. е. вознаграждение имеет своей основой действительный результат производства. Наиболее распространен в садоводствах, где вознаграждение исчисляется соразмерно с фактическими денежными приходами.
  - г) *Целевая премия.* Назначается для достижения определённого качества или выполнения срочных работ. Выплачивается или назначается по исполнению установленного условия, сверх основного вознаграждения.

Производственные кооперативы применяют многочисленные варианты форм премирования. Их названия, метод их применения, формы и размеры весьма различны в зависимости от того, насколько данный кооператив сознаёт важность премирования, и учитывая свои условия, как он может обеспечить участие своих членов в работе и их надлежащий доход. Основная оплата их труда и премирование составляют доход членов производственного кооператива, основанный на коллективной работе.

#### IV. Оплата труда руководителей и служащих

1. Система оплаты труда руководителей-членов производственного кооператива (председателя, освобождённых заместителей председателя, руководителей единиц по организации работы, специалистов) *совпадает с системой оплаты труда членов кооператива.* Однако, руководство кооперативом означает сложную, трудную, многостороннюю работу, требующую специальных знаний, способности к организации, прилежности. Следовательно, *размер* вознаграждения работы руководителей не может полностью совпасть с размером оплаты труда подчиненных членов. Помимо этого, руководящая работа, это — умственная работа, которая не может быть измеримой физическими усилиями (нормами). Поэтому вознаграждение труда руководителей должно быть определено *другими методами.*

Раньше установление вознаграждения труда руководителей было урегулировано законодательным актом (постановлением правительства). Позже

это постановление потеряло свою законную силу, и Совет Сельскохозяйственных производственных кооперативов был уполномочен Правительством для издания руководящих директивов. Но эти директивы тоже потеряли уже свою актуальность ввиду того, что со временем изменились условия производства, труда, и исключительное применение трудодня было заменено многосторонними вариантами вознаграждения труда.

Определение системы оплаты труда руководителей тоже *входит в исключительную компетенцию общего собрания*. Однако, приказ Министра Земледелия от 1964 г. № 16/1964. (30. XII.) о новой системе укрепления производственных кооперативов специалистами, определяя форму и размер оплаты труда специалистов, находящихся в трудовом отношении с производственным кооперативом, *рекомендует её применение и в отношении членов-руководителей и специалистов производственного кооператива*.

Приказ определяет должности, условия зачисления, рамки зарплаты, устанавливая, что эти рамки *обязательны в отношении служащих*, и в то же время распоряжается о категоризации производственных кооперативов в интересах определения ставки главного агронома и главного бухгалтера, следующим образом:

Категория	Кадастровый хольд коллективных с-х земель	Накопленная брутто стоимость производства в 1000 Фт-ах
1.	св. 5001	св. 16 000
2.	2000—5000	7000—16 000
3.	ниже 2000	ниже 7 000

Основой категоризации является земельная площадь производственного кооператива или накопленная брутто стоимость производства. Из этих двух условий кооператив может выбрать более для него благоприятное. Ставки зарплаты изменяются по категориям: в кат. 1 — наиболее высокие, а в кат. 2 и 3 соразмерно более низкие.

По сложившейся практике и по рекомендациям указанного приказа вознаграждение руководителей и других специалистов производственного кооператива состоит из *основного вознаграждения* и из *вознаграждения успешности*, основанного на результатах хозяйства.

а) *Основное вознаграждение*. Размер этой части вознаграждения устанавливается *общим собранием*, с учётом предписанных для служащих ставок, в зависимости от *степени образования, практического стажа и качества работы* руководителя или специалиста. Основное вознаграждение

вообще устанавливается в деньгах, но в том случае, если кооператив для измерения и оплаты труда членов применяет трудодень, то и основное вознаграждение руководителей устанавливается в трудоднях, на основе которого так же как и в отношении членов кооператива — по соответствующим правилам — в течение года даётся аванс. Размер основного вознаграждения общим собранием может быть снижен в том случае, если задачи по должности руководителя уменьшаются или данный руководитель вопреки предупреждений повторно допускает тяжкие ошибки в своей работе.

б) *Вознаграждение успешности*. Этот вид вознаграждения должен быть определен в размере, зависящем от выполнения (достижения) экономических результатов, указанных в качестве условия общим собранием. Условием вознаграждения успешности вообще указываются *выполнение, перевыполнение производственных планов, валовой доход, рост сбыта товаров накопления, доли участия в доходе на каждого и сокращение несчастных случаев на производстве*. Вознаграждение успешности в каждом году не может превышать 40% основного вознаграждения. Вознаграждение успешности оплачивается ежегодно после утверждения заключительного баланса, при знании выполнения указанных условий; на его счёт в течение года аванс не даётся (если только общее собрание делает исключение). Вознаграждение успешности может быть сокращено или полностью отменено в том случае, если указанные условия не были выполнены или руководитель допустил тяжкую ошибку в области других задач, не указанных в числе условий.

При условии успешного выполнения определённых задач производственный кооператив сверх основного вознаграждения и вознаграждения успешности руководителям и специалистам может дать и *денежную награду*.

Кроме всего этого известна ещё и «дополнительная дотация», оказанная государством. Это значит, что при условии, если производственный кооператив не в состоянии обеспечить законную оплату труда или зарплату специалисту, то основное *вознаграждение* — в течение 3 лет, а в случае удлинения срока ещё 2 года — может быть дополнено с помощью государства.

2. Основное вознаграждение и вознаграждение успешности вместе представляют собой сумму оплаты труда руководителей (специалистов) производственного кооператива. В то же время, оплата труда — как на это указывает и рекомендация указанного приказа — должна соответствовать следующим главнейшим *требованиям* и принципам:

а) Форма и размер оплаты труда должны соответствовать *выполненной работе и результатам хойзства* производственного кооператива, поскольку этого требует и социалистический принцип распределения по труду, и это делает материально заинтересованным руководителя в более резуль-

тативном управлении хозяйством и в повышении рентабельности. А результаты хозяйства, производства лучше всего показывают качество работы по управлению хозяйством. Эта работа конечно не является независимой от размеров хозяйства. Поэтому вполне обосновано, чтобы основное вознаграждение соответствовало этому. (Это выражается площадью и стоимостью производства.)

б) *Определённый уровень дохода* обязательно должен быть обеспечен для руководителей. Однако, и вознаграждение руководителей проявляет своё стимулирующее воздействие только в том случае, если *не полная сумма вознаграждения является зафиксированной*, а одна часть её зависит от результативности хозяйства. Вознаграждение успешности повышает личную материальную заинтересованность, ибо его получает руководитель в том случае, если он работал больше, что в свою очередь сказывается на росте производства, сбыта товаров, дохода и т. д. В том случае, если назначенные условия не выполнены, — а это во многом зависит от работы руководителей —, руководители получают только основное вознаграждение.

в) При установлении размера вознаграждения руководителей *необходимо учитывать несколько факторов*, поскольку и результат хозяйства является следствием нескольких факторов. Поэтому уже размер основного вознаграждения должен выражать уровень навыки (образованность, практику, способность). Основное вознаграждение руководителей должно быть установлено на основе оценки всей совокупности факторов, выражающих квалификацию, чтобы деятельность руководителей получила полное признание в этой оценке.

г) Непременным требованием является то, чтобы вознаграждение руководителей ни по своему размеру, ни по своей системе *не оторвалось* от вознаграждения членов, и чтобы *не вызвало напряжённости* между руководителями, между руководителями и членами, а также и между руководителями других отраслей и секторов народного хозяйства.

3. Трудящиеся (служащие), находящиеся в трудовом отношении с производственным кооперативом, могут быть зачислены в две категории. Одну из категорий составляют руководящие специалисты, а вторую категорию — физические работники. Систему и условия оплаты служащих регулируют распоряжения Кодекса Законодательства о Труде и связанные с ним правила по трудовому праву. По своему содержанию оплата труда служащих производственного кооператива отличается от оплаты остальных работодателей только тем, что они работают в сельском хозяйстве и в производственных кооперативах. Это раздвоение системы вознаграждения внутри производственного кооператива в значительной доле кооперативов создаёт напряжённость между членами кооператива и служащими. Это происходит прежде всего от того, что размер вознаграждения служащего — помимо его должности — должен быть точно установлен уже в трудовом

договоре, и оно должно быть ему уплачено при всех обстоятельствах. Таким образом служащие обычно не несут риск производства и заботы коллективного хозяйства. По другому обстоит дело с членами производственного кооператива, поскольку их вознаграждение обычно не гарантировано, а заботы и бремя, связанные с коллективным хозяйством, они несут непосредственно.

Это противоречие в оплате труда можно постепенно ликвидировать таким путём, если система и размер вознаграждения членов и служащих становятся одинаковыми или более близкими. Этого можно достичь таким образом, если с помощью формы вознаграждения и служащие становятся заинтересованными в производстве, или же, с другой стороны, если вознаграждение членов производственного кооператива приблизится или достигнет надёжности зарплаты. Для уменьшения существующей напряжённости может быть использована та возможность, по которой производственные кооперативы в трудовом договоре могут зафиксировать зарплату служащих в деньгах или в трудовые определённого или неопределённого содержания в зависимости от того, какой метод применяется им для оплачивания труда членов.

## Arbeitsentlohnung in den Produktionsgenossenschaften

von

I. MOLNÁR

Der sozialistischen Produktionsweise entspricht das Prinzip der sozialistischen Verteilung nach der Arbeit. Da sowohl in den staatlichen Betrieben wie auch in den landwirtschaftlichen Produktionsgenossenschaften die Produktion auf dem sozialistischen Eigentum beruht, muss dieses Verteilungsprinzip in beiden Sektoren zur Geltung kommen. Doch ist das Eigentum verschieden in den beiden Sektoren (gesamtnational bzw. genossenschaftlich), darum ist auch Art und Form der Verteilung verschieden.

Der Arbeitslohn in den beiden Sektoren unterscheidet sich in erster Linie bezüglich der Grundlage des Anteils: der Arbeitslohnfond bildet sich gesellschaftlich, die Grundlage des Anteils (Lohns) der Mitglieder der Produktionsgenossenschaften in der gegebenen Genossenschaft. Davon rühren zahlreiche abweichende Eigentümlichkeiten her bezüglich der Garantiertheit, der Regelmässigkeit, der Formen usw.

Bei dem Anteil der Genossenschaftsmitglieder kommt das »Überrestprinzip« zur Geltung, welcher Umstand — nebst seiner grundlegend positiven und mit dem produktionsgenossenschaftlichen Eigentum vollständig übereinstimmenden Rolle — eine starke Differenzierung im Niveau der aus Arbeit stammenden persönlichen Einnahmen zustande bringt. Darob ist der Lohn einer identischen verrichteten Arbeit nicht überall identisch.

Die rechtliche Regelung der Arbeitsentlohnung kann nur dessen System (Grundprinzip) feststellen, das Mass des Arbeitslohns hängt von der Grösse des verteilbaren Einkommens der gegebenen Produktionsgenossenschaft im gegebenen Jahre ab. Daraus folgt, dass auch der Anspruch auf Arbeitslohn nur bis zu diesem — und nicht bis zum geplanten — Masse reicht. Die Messung der Arbeiten (Einklassierung der Arbeiten, Feststellung der Leistungsnormen) sowie deren Schätzung (Arbeitseinheit, geldliche Entlohnung, Prämiiierung usw.) wird von der Produktionsgenossenschaft selbst geregelt.

Die Formen der Arbeitsentlohnung sind wechselvoll (traditionelle Arbeitseinheit, garantierte oder teilweise garantierte Arbeitseinheit, geldliche Entlohnung, Prämiiierung, unmittelbarer Anteil am Produkte usw.), ein kraftvoller Anspruch meldet sich aber

wenigstens bis zu einem bestimmten Niveau -- auf die Garantierung des Arbeitslohns. Bei jeder Form der Arbeitsentlohnung -- obwohl die Proportion des geldlichen und des Naturalanteils sich zum Wohle des ersteren verschiebt -- kommt, im Grunde genommen, die halbnaturale Verteilung zur Geltung. Den Mangel an Regelmässigkeit des Arbeitslohns versucht der Vorschub auszugleichen.

Die Entlohnung der Arbeit jener Mitglieder der Produktionsgenossenschaft, die in einer leitenden Stellung sind, weicht in ihrem System nicht von jener der übrigen Mitglieder ab, doch ist ihr Niveau und ihre Regelmässigkeit ausgeglichener. Hingegen gibt es einen Widerspruch zwischen der Entlohnung der Mitglieder und der Angestellten der Produktionsgenossenschaften.

## Payment for Work in the Agricultural Co-operatives

by

I. MOLNÁR

It is the principle of socialist distribution according to labour that complies with the socialist mode of production. Since both in state enterprises and in the agricultural co-operatives, production is based upon socialist property, this principle of distribution must realize in both sectors. Property is, however, different in both sectors (state, respectively co-operative's property), therefore mode and form of the distribution is dissimilar, too.

Wages and the co-operatives' payment differ in the first place concerning the participation fund: wage-fund is formed socially, fund of participation (co-operative payment) of co-operative members, however, is formed in the given co-operatives. To this fact is due a great number of diverse peculiarities relative to guaranteed character, to regularity, to forms, etc.

Concerning the participation of members of co-operatives the "principle of residue" asserts itself and this fact creates -- besides its fundamentally positive role, being in full harmony with the co-operative property -- a strong differentiation concerning the level of personal work-incomes. Therefore the payments for identical accomplished works are not everywhere identical.

Legal regulation of payment can state only the system (basic principles) of the payment, the measure, however, depends on the distributable earnings of the given co-operative in the given year. As a result, claim to payment can also extend but up to this point and not up to the planned measure. The measurement of work (classification of works, stipulation of output norms) as well as its evaluation (unit of work, payment in money, awarding of premium, etc.) is regulated by the co-operative itself.

The forms of payment for work are various (traditional unit of work, guaranteed or in part guaranteed unit of work, payment in money, awarding of premium, direct participation in products, etc.), but an energetic demand presents itself -- at least up to a definite level -- on the guaranteeing of the payment. In whichever form of payment for work, the half-in-kind distribution holds, -- though the ratio of participation payed in money and in kind shifts to the benefit of the former. Lack of regularity of payment for work is attempted to be counterbalanced by advance payments.

Payment for the work of the members of agricultural co-operative, who hold a leading post, does not differ -- as to the system -- from that of other members, its level and regularity, however, is more balanced. On the other hand, there is some inconsistency between the payment, respectively, wages of the members and the employees of the productive co-operative.





# Kriminalpolitik und Kriminologie

von

M. VERMES

Obermitarbeiter des Instituts für Staats- und Rechtswissenschaften  
der Ungarischen Akademie der Wissenschaften

Die Abhandlung zergliedert einleitend den Begriff der Kriminalpolitik, analysiert die unterschiedlichen Ansichten und verweist auf die Zusammenhänge mit der allgemeinen Politik. Als Ergebnis definiert sie den Begriff der sozialistischen Kriminalpolitik folgendermassen: sie ist jener Zweig der allgemeinen Politik, der im Bereich der Kriminalität, bzw. ihrer Bekämpfung, auf Grundlage der Theorien des Marxismus—Leninismus sowie der Erfahrungen der gesellschaftlichen Praxis, die Aufgaben, Methoden und Mittel der Strafverfolgung und Kriminalprävention bezeichnet.

Die in der Begriffsbestimmung genannten Erfahrungen lassen sich durch Tatsachenforschungen in den Bereichen der gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse, der Gestaltung der Kriminalität sowie der zur Bekämpfung der Kriminalität angewandten Methoden erwerben. Die Erschliessung dieser Wirklichkeitserscheinungen, die Ausarbeitung ihrer Zusammenhänge, ist die Aufgabe der Kriminologie. Die Studie weist eingehend nach, wie unentbehrlich die Ergebnisse der kriminologischen Forschungen in den einzelnen Phasen der strafrechtlichen Praxis sind, so in der Gesetzgebung, bei der Aufdeckung der Verbrechen, im Gerichtsverfahren, im Strafvollzug, zur Ausgestaltung der strafpolitischen Prinzipien. Auch zur richtigen Ausgestaltung der Kriminalpräventionspolitik sind die Ergebnisse der kriminologischen Forschungen von grundlegender Bedeutung.

Nachfolgend untersucht der Verfasser die verschiedenen Phasen der strafrechtlichen Praxis aus dem Gesichtspunkt, wie sich bei ihnen die kriminalpolitischen Prinzipien durchsetzen. Er kommt zu der Folgerung, dass die kriminalpolitischen Prinzipien in jedem Abschnitt der Kriminalitätsbekämpfung zur Geltung kommen, dass sie es sind die der Betätigung der Gesetzgebung und Rechtsanwendung, ebenso wie der Prävention mit nicht-strafrechtlichen Mitteln die Richtung vorschreiben. Die Prinzipien der Kriminalpolitik sind keine starren Dogmen und setzen sich nur insofern mit ständigem Charakter durch, als die gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse bzw. die Gestaltung der Kriminalität eine gewisse Stabilität aufweisen. Daher liegt es in der Natur der kriminalpolitischen Prinzipien, dass sie eine ständige Beobachtung dieser Faktoren, die Berücksichtigung ihrer Änderungen erfordern.

Abschliessend führt uns der Verfasser eine kriminologische Untersuchung im Bereich der Verbrechen gegen das gesellschaftliche Eigentum vor, um zu demonstrieren, inwieweit die hier erworbenen Erfahrungen einerseits zur Grundlage bei der Ausgestaltung der kriminalpolitischen Prinzipien dienen und inwieweit sie andererseits die Geltendmachung bereits geltender Prinzipien fördern.

## I.

Die Gestaltung der Kriminalität zeigt in den verschiedenen Epochen der gesellschaftlichen Entwicklung unterschiedliche Bilder. Dies erklärt sich mit der Tatsache, dass die Kriminalität eine gesellschaftliche Massenerscheinung ist, die durch die politischen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Ver-

hältnisse determiniert wird. Aus diesem Zusammenhang folgt, dass auch bei der Ausgestaltung der Taktik und der Methoden zur Bekämpfung der Kriminalität die politischen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Verhältnisse eine determinierende Rolle spielen. Dies zeigt sich an den Profilen der Kriminalität in den verschiedenen Geschichtsepochen und an den Methoden ihrer Bekämpfung. Die Produktionsverhältnisse, die das Leben der Gesellschaft gestalten, bzw. die Klassenverhältnisse, die sich daraus ergeben, die damit zusammenhängenden sozialen und kulturellen Zustände spiegeln sich entsprechend in der Gestaltung der Kriminalität. Ebenso tragen auch die Kampfmethoden gegen die Kriminalität die Merkmale der gesellschaftlichen Zustände der verschiedenen Zeitalter an sich.

Die jeweilig herrschende Klasse der Gesellschaft setzt ihre Politik, also ihre Praxis zur Erhaltung der Herrschaft, die das ganze Leben der Gesellschaft umfasst, im Wege des Staates durch. Ebenso wie sich bei der Gestaltung der wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Verhältnisse die staatliche Tätigkeit als Ausdruck der Interessen und des adäquaten Willens der Herrscherklassen determinierend zur Geltung kommt, spielt auch in der Kampffront gegen Kriminalität die den gesellschaftlichen Zuständen entsprechende Politik die ausschlaggebende Rolle.

Die Politik im allgemeinen Sinne bedeutet die gesellschaftliche Praxis, die bei der Lösung der Aufgaben in den verschiedenen Bereichen auf Grundlage der Theorie und der praktischen Erfahrungen zur Geltung kommt. Neben der Determinierung der Aufgaben weist die Politik auch die Richtung zur Lösung der verschiedenen gesellschaftlichen Probleme, indem sie die Form und den Inhalt der Tätigkeit bezeichnet. Die Politik bestimmt also einerseits die Aufgaben und die mit ihnen verbundene Tätigkeit, andererseits ist sie auch diese Tätigkeit selbst.<sup>1</sup>

In den verschiedenen Bereichen des gesellschaftlichen Lebens kommt die allgemeine Politik auf besondere Weise zur Geltung. Auf Grund jener besonderen Erscheinungen, die vom Allgemeinen abweichen, sprechen wir von einer Wirtschaftspolitik, Sozialpolitik, Kulturpolitik usw., während wir *hinsichtlich der Kriminalität den Namen Kriminalpolitik für jene Zwecksetzungen, taktischen und methodologischen Prinzipien gebrauchen, die wir als Teile der allgemeinen Politik zur Bekämpfung der Kriminalität verwenden.*

Die Bekämpfung der Kriminalität hat den Zweck, die Liquidierung der Kriminalität herbeizuführen. Dazu stehen ihr einerseits die strafrechtlichen Mittel, andererseits nicht-strafrechtliche Mittel zur Verfügung, solche staatliche und gesellschaftliche Massnahmen, die sich eignen, die Verwirklichung

<sup>1</sup>T. HORVÁTH, *A szocialista állam büntető politikájának alkotó tényezői (Die bildende Faktoren der Kriminalpolitik des sozialistischen Staates)*. Az Állam- és Jogtudományi Intézet Értésítője (Berichte des Instituts für Staats- und Rechtswissenschaft), Bd. III, Nr. 4, S. 406.

der strafbaren Handlungen zu verhindern. Auch die Anwendung der strafrechtlichen Mittel, ja selbst die strafrechtliche Normierung an sich hat die Aufgabe, mit ihren Auswirkungen der Prävention der Kriminalität zu dienen, beziehungsweise die Mitglieder der Gesellschaft von der Begehung weiterer Straftaten abzuhalten. Daneben spielen eine wichtige Rolle und dienen unmittelbar der Prävention der Straftaten jene gesellschaftlichen und staatlichen Verfügungen, die, auf Grund der Erforschung der Ursachen und Bedingungen der Kriminalität, kriminogene Umstände beseitigen oder paralysieren.

Bei der Ausbildung der strafrechtlichen Mittel, sowie bei der Ausbildung der nicht-strafrechtlichen Mittel und ebenso auch bei deren Anwendung kommen die allgemeinen politischen Prinzipien zur Geltung. In ihrem Rahmen gestalten sich die Prinzipien der Kriminalpolitik entsprechend den spezifischen Erscheinungen der Kriminalität. *Die kriminalpolitischen Prinzipien werden, neben den allgemeinen gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen, durch die Gestaltung der Kriminalität, sowie durch die Gesetzmäßigkeiten determiniert, die sich aus den bisherigen Ergebnissen ihrer Bekämpfung ergeben.*<sup>2</sup>

Aus dem hier umrissenen Charakter der Kriminalpolitik folgt es auch, dass sie dem Wesen nach seit den Zeiten zur Geltung kam, als von einer Kriminalität die Rede sein kann, beziehungsweise seit der Ausgestaltung der Klassengesellschaft. Mit der Ausbildung des Staates beginnt die organisierte Bekämpfung der Kriminalität, und dabei kam die Politik des den Willen der Herrscherklasse erfüllenden Staates zur Geltung, auch wenn von einer Kriminalpolitik noch nicht gesprochen wurde.

In jeder Gesellschaft machte sich die Kriminalpolitik vor allem in der Aufstellung von strafrechtlichen Normen und in ihrer Verwirklichung bemerkbar.<sup>3</sup> Ausserdem begegnen wir in literarischem Rahmen solchen Auffassungen, die als Äusserungen der Kriminalpolitik gelten können. Diese spiegeln gewöhnlich die Erkenntnisse der Gesellschaft, beziehungsweise eines Teiles der Gesellschaft, und bildeten sich auf Grund der Gestaltung der Kriminalität sowie der Erfahrungen auf dem Gebiet der Rechtsanwendung. Sofern diese Erkenntnisse den politischen Gesichtspunkten der Herrscherklasse entsprachen, realisierten sie sich auch in der rechtlichen Normierung.

Solche literarische Äusserungen finden sich in den Werken von Platon, Seneca, Morus usw., besonders aber in der Literatur der Aufklärungszeit. Spezielle und emporragende Bedeutung hatte in diesem Zeitalter das Auftreten Beccarias, der schonungslos die Unhaltbarkeit der mittelalterlichen Rechtsprechung entlarvte.<sup>4</sup> Sein Werk, beziehungsweise sein Wirken bildete eine kriminalpolitische Richtung aus und diente als Basis zur Schaffung jener

<sup>2</sup> T. HORVÁTH a. a. O., S. 420.

<sup>3</sup> »Kriminalpolitiker sind die Gesetzgeber aller Völker und Zeiten gewesen«. R. HIPPEL, *Lehrbuch des Strafrechts*. Berlin, 1932, S. 64.

<sup>4</sup> C. BECCARIA, *Dei delitti e delle pene* (ungarisch). Budapest, 1887.

Strafgesetzbücher, beziehungsweise der auf ihnen fussenden Rechtspraxis, die die Geschichte des Strafrechts als die Epoche der klassischen Strafrechtsschule bezeichnet.

Eine ähnliche kriminalpolitische Richtung äusserte sich im Wirken Liszts und seiner Anhänger, die ebenfalls in literarischem Rahmen begann und sich später in der strafrechtlichen Praxis realisierte. Diese Richtung entsprang dem gesellschaftlichen und politischen Bedürfnis, da sich durch den Niedergang des klassischen Kapitalismus die Widersprüche im gesellschaftlichen System weitgehend verschärften und demzufolge der Trend der Kriminalität quantitativ und qualitativ dauernd anstieg. Unter solchen Umständen wurde die auf Grund der klassischen Strafrechtsschule ausgebildete bürgerliche Gesetzlichkeit von der Herrscherklasse immer drückender empfunden. An Stelle des Strafrechts der Tat drang das Prinzip des Täters vor, mit einseitiger Betonung der Spezialprävention suchte man die Repressionen zu verschärfen. Das Prinzip der Proportionalität und der Bestimmtheit der Strafen wurde gelockert und die Möglichkeiten der richterlichen Willkür bekamen ein weites Feld. Diese kriminalpolitische Richtung kam den gesellschaftlichen und politischen Ansprüchen des Imperialismus entgegen, der an die Stelle des klassischen Kapitalismus trat. Sie wirkte sich weitgehend um die Zeit der Jahrhundertwende und auch später aus, sowohl bei den Kodifikationen als auch in der strafrechtlichen Praxis.<sup>5</sup> In bürgerlichen Rechtsgebieten kommt diese kriminalpolitische Richtung auch heute noch zur Geltung, ja es entstand aus ihr die unter dem Namen »Gesellschaftsschutz« (Défense sociale) bekannte kriminalpolitische Bewegung, die auf die Rechtspraxis der kapitalistischen Staaten ebenfalls grossen Einfluss hat.<sup>6</sup>

Der Kriminalpolitik als Begriff begegnen wir erstmalig zu Beginn des 19. Jahrhunderts. Als erster gebrauchte ihn Feuerbach und bezeichnete in seinem Werk die Kriminalpolitik als eine Hilfswissenschaft der Strafrechtswissenschaft. Diese Wissenschaft sei dazu berufen, die neuen Akte der Gesetzgebung vorzubereiten.<sup>7</sup> Feuerbach bezeichnet also die Kriminalpolitik als eigene Disziplin und verengt ihre Rolle wesentlich auf den Umkreis der Strafgesetzbücher. Den Spuren Feuerbachs folgten verschiedene Stellungnahmen über den Begriff und den Umfang der Kriminalpolitik.

<sup>5</sup> A. SZABÓ, *Modern burzsoá kriminológiai elméletek a fiataloknál bűnözéséről (Moderne bürgerliche kriminologische Theorien über die Jugendkriminalität)*. Az Állam- és Jogtudományi Intézet Értesítője, Bd. IV, Nr. 1–2, S. 102–103; T. HORVÁTH a. a. O. S. 406; M. VERMES, *A kriminológiai kutatások módszertani kérdései (Methodologische Fragen der kriminologischen Forschungen)*. Az Állam- és Jogtudományi Intézet Értesítője, Bd. IV, Nr. 1–2, S. 77.

<sup>6</sup> A. SZABÓ—L. VISKI, *A társadalomvédelem kriminálpolitikái elmélete (Kriminalpolitische Theorie des Gesellschaftsschutzes)*. Jogtudományi Közlöny (Rechtswissenschaftliche Berichte), 1960, Nr. 3, S. 160; T. HORVÁTH a. a. O. S. 422; M. VERMES a. a. O. S. 85.

<sup>7</sup> A. FEUERBACH, *Lehrbuch des gemeinen in Deutschland gültigen peinlichen Rechts*. Giessen, 1840, S. 21.

Über den Charakter der Kriminalpolitik als eigenen Wissenszweig gehen die Standpunkte der bürgerlichen Rechtsliteratur auseinander. Liszt erklärt sie für einen vermittelnden Wissenszweig, für einen Übergang zwischen der Kriminologie und der Strafrechtsphilosophie einerseits, andererseits dem Strafrecht.<sup>8</sup> Von den ungarischen Autoren bezeichnen László Fayer,<sup>9</sup> Ferenc Finkey,<sup>10</sup> Erik Heller<sup>11</sup> die Kriminalpolitik ebenfalls als eigenen Wissenszweig. Andere, wie Hippel,<sup>12</sup> Sauer,<sup>13</sup> Seelig<sup>14</sup> und in Ungarn Pál Angyal<sup>15</sup> sind gegenteiliger Meinung; laut Hippel und Angyal sei dieser Wissenszweig die Strafrechtskunde selbst, beziehungsweise komme in ihr die Kriminalpolitik zum Ausdruck. Laut Sauer umfasst die Kriminologie auch die Kriminalpolitik, während Seelig der Auffassung ist, dass die Kriminalpolitik keine selbständige Daseinsberechtigung habe, da sie an die Kriminologie und an das Strafrecht geknüpft sei, ohne einen selbständigen Themenkreis zu umfassen. Ähnlicher Ansicht sind Donnedieu de Vabres,<sup>16</sup> van Bemmelen<sup>17</sup> und Jimenez de Asua,<sup>18</sup> der in der Kriminalpolitik eine Arbeitsmethode, eine Profession oder eine Kunst erblickt.

Was den Umfang der Kriminalpolitik betrifft, kommt sie nach der einen Ansicht nur im Bereich der Gesetzgebung zur Geltung (Feurbach, Hippel, Erik Heller), während sie sich nach der anderen Auffassung auch auf die Bekämpfung der Kriminalität mit nichtstrafrechtlichen Mitteln erstreckt (Sauer, Seelig, Donnedieu de Vabres, van Bemmelen, Angyal, Finkey).

Die zwei verschiedenen Ansichten stimmen darin überein, dass keine von ihnen das Gebiet der Rechtsanwendung erwähnt. Diese Auffassung sucht die Tatsache zu tarnen, dass auch in der Rechtsanwendung jederzeit die politische Lage, beziehungsweise die politische Praxis zur Geltung kommt, die den Willen der Herrscherklasse ausdrückt. Die bürgerliche Rechtsauffassung bedient sich der Fiktion, als wäre die richterliche Gewalt unabhängig vom Staat, unabhängig von der Politik. Offenkundig, und darauf werden wir im Folgenden noch näher eingehen, liegt es in Wirklichkeit anders. Auch in der Rechtsan-

<sup>8</sup> F. LISZT—E. SCHMITT, *Lehrbuch des Deutschen Strafrechts*. Berlin, 1927, S. 2.

<sup>9</sup> L. FAYER, *A magyar büntetőjog kézikönyve (Handbuch des ungarischen Strafrechts)*. Budapest, 1905, S. 3.

<sup>10</sup> F. FINKEY, *A magyar büntetőjog tankönyve (Lehrbuch des ungarischen Strafrechts)*. Budapest, 1914, S. 11.

<sup>11</sup> E. HELLER, *A magyar büntetőjog általános tanai (Allgemeine Lehren des ungarischen Strafrechts)*. Szeged, 1945, S. 9.

<sup>12</sup> R. HIPPEL a. a. O. S. 64.

<sup>13</sup> W. SAUER, *Kriminologie*. Berlin, 1950, S. 357.

<sup>14</sup> E. SEELIG, *Lehrbuch der Kriminologie*. Graz, 1951., S. 16.

<sup>15</sup> P. ANGYAL, *A magyar büntetőjog tankönyve (Lehrbuch des ungarischen Strafrechts)*. Budapest, 1920, S. 7.

<sup>16</sup> DONNEDIEU DE VABRES, *Traité de droit criminel et de législation pénale comparée*. Paris, 1947, S. 5.

<sup>17</sup> J. VAN BEMMELEN, *Les rapports de la criminologie et de la politique criminelle*. Revue de science criminelle et de droit pénal comparé, Paris, 1963, Nr. 3, S. 472.

<sup>18</sup> JIMENEZ DE ASUA, *Tratado de Derecho Penal*. Buenos-Ayres, 1950 Bd. I, zitiert bei M. PELÁEZ, *Introduzione allo studio della criminologia*. Milano, 1960. Übersetzung S. 295. Der letztgenannte Verfasser vertritt den gleichen Standpunkt.

wendung kommen jederzeit und auch heute die gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse zur Geltung, diese sind es, die die Auffassung beziehungsweise die Überzeugung der Rechtsanwender beeinflussen, die dann in der Rechtsanwendung zur Geltung kommt.

Auf sozialistischen Rechtsgebieten finden sich wenige literarische Äusserungen über die Kriminalpolitik. Dies liegt teils daran, dass die Geltendmachung der Politik in allen Beziehungen des gesellschaftlichen Lebens, so auch im Zuge der Bekämpfung der Kriminalität, ein unumstrittener, geklärter Umstand ist. Andererseits haben die Tatsachenforschungen über die Kriminalität, die kriminologischen Untersuchungen — deren Ergebnisse dazu berufen sind, die Fragen der Kriminalpolitik in erhöhtem Mass zu beleuchten — erst in der jüngsten Vergangenheit in planmässiger und organisierter Form begonnen.

Von den heutigen ungarischen Autoren haben sich József Szalay<sup>19</sup> und Tibor Horváth<sup>20</sup> eingehender mit der Problematik der Kriminalpolitik befasst.

Aus der Abhandlung József Szalays geht es sinngemäss hervor, während es Tibor Horváth auch ausdrücklich behauptet, dass die Kriminalpolitik des Themenkreises und der spezifischen Prüfungsmethode entbehrt, und somit keine selbständige Disziplin bildet.<sup>21</sup> Beide definieren den Begriff der Kriminalpolitik in weiterem und engerem Sinne, je nachdem, auf welcher Ebene des Staates beziehungsweise der Gesellschaft sie zur Geltung kommt. Unsererseits möchten wir — ohne die Richtigkeit der diesbezüglichen Definitionen zu bestreiten — den Geltungsbereich der Kriminalpolitik von einer anderen Seite, beziehungsweise aus einem anderen Gesichtswinkel, nämlich aus dem der Kriminalität beleuchten.

Die Kriminalpolitik kommt auf allgemeiner Ebene, hinsichtlich der gesamten Kriminalität zur Geltung, während für die einzelnen Verbrechenkategorien oder für einzelne Gebiete, fallweise für einzelne Zeiträume, je nach der Gestaltung der Kriminalität und den gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen, im Rahmen der allgemeinen Prinzipien den Besonderheiten entsprechende Sonderprinzipien gelten. Wir müssen uns dabei vor Augen halten, dass die verschiedenen Kategorien der Straftaten unter Einwirkung abweichender gesellschaftlicher Zustände mit unterschiedlichem Gewicht, beziehungsweise unterschiedlicher Gefährdung der Gesellschaft in Erscheinung treten; ihre zahlenmässige Gestaltung bietet auf manchen Gebieten in gewissen Zeiträumen ein von dem allgemeinen abweichendes Bild und erfordert dementsprechend die Anwendung von Prinzipien, die diesen Eigentümlichkeiten entsprechen. Schliesslich kommen die Straftaten auf individueller Ebene zur Geltung, wenn die allgemeinen, beziehungsweise die spezifischen Prinzipien auf

<sup>19</sup> J. SZALAY, *Büntetőpolitika és büntető ítélkezés (Kriminalpolitik und Strafgerichtsbarkeit)*. Magyar Jog, 1959, Nr. 10. S. 291.

<sup>20</sup> T. HORVÁTH a. a. O.

<sup>21</sup> T. HORVÁTH a. a. O. S. 426.

Grundlage des konkreten Falles und seiner individuellen Umstände anzuwenden sind. Die kriminalpolitischen Prinzipien kommen also bei der Bekämpfung der Kriminalität nach allgemeinen, besonderen und einzelnen Begriffen der Philosophie zur Geltung. Im Einklang mit dem Standpunkt der zitierten Autoren bekennen wir uns dazu, dass, ebenso wie die allgemeine Politik, auch die Kriminalpolitik kein selbständiger Wissenszweig ist. Der diesbezügliche bürgerliche Standpunkt nährt sich von der Auffassung, dass die Politik eine, die Klassen überragende Tätigkeit, und dementsprechend ein selbständiger Zweig der Wissenschaft sei, der nicht von der Bewegung bzw. der Tätigkeit der gesellschaftlichen Klassen abhängt. Auf dieser Grundlage bildete sich die Auffassung aus, dass auch die Kriminalpolitik ein selbständiger Wissenszweig sei.

Auf Grund dieser Darlegungen möchten wir den Begriff der sozialistischen Kriminalpolitik folgendermassen definieren: *sie ist jener Teil der allgemeinen Politik, der auf dem Gebiet der Kriminalität, beziehungsweise bei ihrer Bekämpfung, auf Grundlage der marxistisch—leninistischen Theorien sowie der praktischen gesellschaftlichen Erfahrungen, die Aufgabe sowie die allgemeinen Methoden und Mittel der Strafverfolgung und der Prävention bestimmt.* Ebenso wie die Grundlage zur Bestimmung der allgemeinen Politik in der Erkenntnis der Gesetzmässigkeiten der gesellschaftlichen Entwicklung liegt, dienen auch bei der Ausbildung der Kriminalpolitik jene, unter den gegebenen Verhältnissen erkennbaren Gesetzmässigkeiten als Grundlage, die im Rahmen der allgemeinen gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse auf dem Gebiet der Kriminalität erscheinen.

## II.

Bei der Analyse der Kriminalpolitik stellen sich also die Fragen in zwei Richtungen. Einerseits dahin, wie sich die Erfahrungen gestalten, die der Feststellung der kriminalpolitischen Prinzipien zur Grundlage dienen, andererseits dahin, wie die kriminalpolitischen Prinzipien auf dem Gebiet der Bekämpfung der Kriminalität, in den verschiedenen Phasen dieses Kampfes, zur Geltung kommen.

Hinsichtlich der ersten Frage wollen wir im Folgenden die Antwort darauf geben, wie sich die zur Ausgestaltung der Kriminalpolitik erforderlichen Erfahrungen ausarbeiten lassen.

Nach dem bereits Gesagten bildet sich die Kriminalpolitik auf Grund der gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse, der Gestaltung der Kriminalität und der Erfahrungen bei der Bekämpfung der Kriminalität. Alle diese Umstände sind reale Erscheinungen des gesellschaftlichen Lebens, deren Elemente, Zusammenhänge, Auswirkungen und allgemein deren ganze Rolle bei der Verwirklichung der Kriminalität auf Grund tiefgreifender und ausgedehnter Tatsachenforschungen erschliessbar ist. Die Ergebnisse dieser Tatsachen-

forschungen bieten die Gewähr dafür, dass die auszugestaltende Kriminalpolitik den Boden der Wirklichkeit nicht verlasse und die Taktik zur Bekämpfung der Kriminalität, den tatsächlichen Bedürfnissen der Gesellschaft entsprechend, im Rahmen der objektiven Möglichkeiten bemesse. Diese Tatsachenforschungen befassen sich mit der Kriminalität als gesellschaftlicher Massenerscheinung in dem Sinne, welche gesellschaftlichen Erscheinungen bei der Entstehung der Kriminalität mitwirken und welche gesellschaftliche Erscheinungen die Kriminalität hervorruft, ferner welche Änderungen bzw. Wirkungen die Kriminalität im Leben der Gesellschaft verursacht.

Diese Sachdefinition und dieser Gesichtspunkt der Untersuchungen weichen also wesentlich von der Sachdefinition und den Untersuchungsaspekten der Strafrechtswissenschaft ab, und dementsprechend zeigen auch ihre Methoden ähnliche Abweichungen. Die Analyse, bzw. die inhaltliche Erschliessung der Kriminalität als gesellschaftlicher Massenerscheinung, die Ausarbeitung ihrer quantitativen und qualitativen Gestaltung fällt in den Aufgabenkreis der Kriminologie. Ebenso ist es die Aufgabe der Kriminologie, die gesellschaftlichen und politischen Zusammenhänge aufzuklären, die hinsichtlich der Kriminalität bestehen, sowie die Erfahrungen darüber zu registrieren, welche Erfolge die zur Bekämpfung der Kriminalität bisher angewandten Mittel hatten.

Wir wollen uns hier nicht mit den Grenzfragen der Kriminologie und der Strafrechtswissenschaft befassen, sondern nur das eine feststellen, dass die Strafrechtswissenschaft die Rechtssätze, die Rechtseinrichtungen und die Rechtsanwendung analysiert, also bei der Verrichtung ihrer Aufgaben die Ergebnisse der Kriminologie ebenfalls nicht entbehren kann. Die Kenntnisse über die gesellschaftliche Wirklichkeit werden durch die Kriminologie vermittelt, und mit Benützung dieser Kenntnisse kann die Strafrechtswissenschaft der richtigen Gestaltung bzw. Geltendmachung der Kriminalpolitik dienen.<sup>22</sup>

Bei der Untersuchung der Kriminalität erschliesst die Kriminologie deren zahlenmässige Gestaltung, deren Gliederung nach Straftatskategorien, sie bietet ein Bild über die Bewegung der Kriminalität nach zeitlichen und örtlichen Einheiten, kurz sie führt uns die Morphologie der Kriminalität vor Augen. Die Methode dazu ist grundlegend, die statistische Datenlieferung beziehungsweise Verarbeitung. Die statistische Methode eignet sich dazu, die vorerwähnten Fragen zu beantworten, doch muss man ausserdem auch die inhaltlichen Fragen der Kriminalität beantworten, wozu man neben der statistischen Methode auch andere Untersuchungsmethoden anwenden muss.

Bei der Untersuchung der inhaltlichen Fragen der Kriminalität sind einerseits die Umstände der Strafhandlung selbst, also die objektiven Verhältnisse,

<sup>22</sup> T. HORVÁTH a. a. O. S. 422; M. VERMES a. a. O. S. 76; T. HORVÁTH, *A marxista — leninista büntetőjogtudomány tárgya és módszertanának alapvonásai* (*Gegenstand und Grundzüge der Methodologie der marxistisch — leninistischen Kriminologie*). *Az Állam- és Jogtudományi Intézet Értesítője*, Bd. IV. Nr. 4. S. 461.



andererseits die Umstände des Täters, also die Verhältnisse des Subjekts zu untersuchen. Hinsichtlich der objektiven Umstände sind die Methoden der Verübung, die Mittel, der Ort und der Zeitpunkt der Verübung, die Methoden zur Verwertung des Ergebnisses der Straftat, die verursachten Schäden sowie die Feststellung der verletzten Kreise grundlegende Erfordernisse. Hinsichtlich der subjektiven Umstände sind das Lebensalter des Täters, sein Geschlecht, seine Beschäftigung, sein Familienstand, seine Schulbildung, sein Arbeitskreis, seine Einkommensverhältnisse, sein Vorleben, sein Verhältnis zu dem Verletzten, seine Wohnungsverhältnisse, seine schädlichen Leidenschaften die Umstände, die sich dazu eignen, ein Bild über die persönlichen Umstände der Täter zu bieten. Diese objektiven und subjektiven Umstände wirken sich bei der Verwirklichung der Straftat nicht gesondert, beziehungsweise nicht an sich, sondern gemeinsam, durch ihre Wechselwirkung aus, und so kann auch die Untersuchung der einzelnen Elemente nicht gesondert, sondern nur unter ständigem Bedacht auf ihre Zusammenhänge und unter Ausarbeitung ihrer Wechselwirkungen erfolgen.

Auch die innerhalb der Kategorien der objektiven und subjektiven Umstände aufgezeichneten Tatsachenangaben weisen, obwohl sie gesonderten Kategorien angehören, ebenfalls die vorerwähnten Zusammenhänge auf, und dementsprechend darf man bei den Tatsachenfeststellungen auch diese Zusammenhänge nicht ausser acht lassen.

Auf Grund der Feststellung der sachlichen und persönlichen Umstände sowie der Ausarbeitung ihrer Zusammenhänge können wir zur Feststellung der objektiven bzw. subjektiven Umstände gelangen, die sich als Ursachen bzw. Bedingungen der Straftaten melden. Die Forschungen nach den Ursachen und Bedingungen der Straftaten bedeuten also keine vereinzelt und von den allgemeinen Umständen der Straftaten losgerissenen Untersuchungen, denn der Weg zur Aufklärung der Ursachen und Bedingungen führt über die Feststellung aller Umstände der strafbaren Handlung.

Eine weitere Aufgabe der kriminologischen Forschungen ist es, die Wirksamkeit der zur Bekämpfung der Kriminalität benützten Mittel zu prüfen. In diesem Rahmen werden die strafrechtlichen Mittel untersucht, so die Freiheitsstrafen von verschiedener Dauer, die Erziehungsarbeit, die Geldstrafe, die Verurteilung mit bedingter Strafaussetzung, sowie die nicht-strafrechtlichen Mittel, die Erkenntnisse der Kameradschaftsgerichte, die Disziplinarmaßnahmen sowie jene staatlichen und gesellschaftlichen Maßnahmen, die unmittelbar den Zielen der Prävention der strafbaren Handlungen dienen. In diesem Umkreis richtet sich die Untersuchung darauf, inwieweit die bei den einzelnen Kategorien der Strafhandlungen beziehungsweise der Täter verwendeten Mittel von Erfolg begleitet waren, beziehungsweise welche Auswirkungen sie bei der weiteren Gestaltung der Kriminalität gezeigt haben.

Die Tatsache, welchen Erfolg die zur Bekämpfung der Kriminalität angewandten Mittel hatten, lässt sich einerseits an der Gestaltung der Kriminalität, andererseits auf der Linie der rückfälligen Täter abmessen. Die Tatsache des Rückfalls verweist darauf, dass die angewandten Mittel nicht die beabsichtigte Wirkung hatten. Trotzdem ist der Rückfall an sich nicht geeignet diese Folgerung zu ziehen, denn es ist denkbar, dass der Strafvollzug inhaltlich nicht die Aufgabe erfüllen konnte, den Täter zu einem, den gesellschaftlichen Normen entsprechenden Verhalten, beziehungsweise zur normalen Einfügung in das gesellschaftliche Leben zurückzuführen. Es ist auch möglich, dass der Strafvollzug seine Aufgabe zusagehend erfüllte, dass aber der Mangel der nachträglichen Fürsorge, also die Nicht-Schaffung der objektiven Umstände zur Einfügung in das normale gesellschaftliche Leben dabei mitspielte, dass die Tatsache des Rückfalles eintrat. Ausserdem können natürlich auch viele sonstige, vielleicht zufällige Erscheinungen dazu beitragen, dass der Täter auf den Weg der rückfälligen Kriminalität gerät.

Auch in dieser Beziehung stehen wir einer ziemlich komplexen gesellschaftlichen Erscheinung gegenüber, und bei den Untersuchungen darf der Gesichtspunkt nicht vernachlässigt werden, dass wir aus den Zusammenhängen der verschiedenen Erscheinungen die wesentlichen Zusammenhänge herauszuschälen haben.

Bei der Untersuchung der inhaltlichen Fragen des Strafvollzugs haben wir festzustellen, inwieweit die Arbeitseinteilung der Verurteilten, ihre kulturelle und moralische Erziehung den Erfordernissen genügt, sie an ein, dem gesellschaftlichen Normen entsprechendes Verhalten zu gewöhnen, beziehungsweise sie von der Begehung weiterer Straftaten abzuhalten. Das sind Fragen, die sich heute ziemlich schwer analysieren lassen. Während die zahlenmässige Verarbeitung der Arten und der Masstäbe der Strafbemessungen in den einzelnen Kategorien der Strafhandlungen und der Täter genau verrichtbar ist und man aus dem Vergleich mit den Zahlenangaben der Rückfälle zu gewissen zahlenmässig und vielleicht auch inhaltlich zutreffenden Folgerungen gelangen kann, bedeutet uns die Abmessung der inhaltlichen Fragen des Strafvollzugs eine sehr komplizierte, aber unbedingt zu lösende Aufgabe. In diesem Zusammenhang gibt uns zwar die Gestaltung der rückfälligen Kriminalität einen allgemeinen Masstab, der aber für sich allein doch nicht genügt, um die Wirksamkeit der bei dem Strafvollzug angewandten Methoden entsprechend abzumessen. Man müsste versuchsweise auch noch verschiedene pädagogische Methoden verwenden. Erst auf diese Weise wäre es möglich Erfahrungen darüber zu sammeln, inwieweit die beim Strafvollzug angewandten Methoden und Mittel den Erfordernissen der Erziehung entsprechen.

In diesen Umkreis fällt die Frage der Nachfürsorge. Trotz der fortwährenden Entwicklung des Strafvollzugs lässt sich keineswegs behaupten, dass in dieser Hinsicht nicht noch viele Probleme der Lösung harren. Der Straf-

vollzug funktioniert im Grunde zusagend, entspricht im Rahmen der gegebenen Verhältnisse den Anforderungen, trotzdem lässt es sich kaum denken, dass er je imstande sein werde, die Resozialisierung der Verurteilten für sich allein zu lösen. Der Strafvollzug kann selbst unter optimalen Umständen höchstens das erreichen, dass er die persönlichen Bedingungen zur Anpassung an die gesellschaftlichen Normen schafft, beziehungsweise dass er dem Verurteilten die gesellschaftlichen Anforderungen zum Bewusstsein bringt. Nachher ist es die Aufgabe der Nachfürsorge, durch die Schaffung der objektiven Umstände die Ergebnisse des Strafvollzugs zu realisieren. Möge der Strafvollzug noch so hervorragende Erziehungsarbeit leisten, möge diese noch so sehr die persönlichen Vorbedingungen dazu schaffen, dass sich der Verurteilte nachher den gesellschaftlichen Erfordernissen entsprechend verhalte, es werden, wenn ihm nach der Entlassung die Umstände zur Einfügung (Wohnung, Beschäftigung, zusa-gendes gesellschaftliches Milieu usw.) sowie die moralische Unterstützung der Gesellschaft fehlen, wenn also keine positive Beihilfe der Gesellschaft hinzu-tritt, offenkundig negative Wirkungen in den Vordergrund treten, was sich in krimineller Rückfälligkeit äussert.

Auch zur entsprechenden Analyse der Nachfürsorgemassnahmen bietet die Rückfälligkeit Belege. So bekommen wir ein Bild darüber, wie die ange-wandten Nachfürsorgemassnahmen dem Anspruch genügen, sich auf die Kriminalität hemmend auszuwirken. Die so gewonnenen Erfahrungen bilden die Basis dafür, auch auf dem Gebiet der Nachfürsorge die entsprechende Kri-minalpolitik auszubilden.

Bisher suchten wir anzudeuten, inwieweit die kriminologischen Unter-suchungen über die Gestaltung der Kriminalität und über die Wirksamkeit der zu ihrer Bekämpfung angewandten Mittel die Erfahrungen bieten, die man zur Ausbildung der Kriminalpolitik benötigt. Im Folgenden wollen wir die einzelnen Phasen des Kampfes gegen die Kriminalität aus dem Gesichtspunkt untersuchen, inwieweit die kriminologischen Untersuchungen über diese Ein-zelphasen zur Grundlage der Gestaltung der kriminalpolitischen Prinzipien dienen.

Bei der Untersuchung der Gestaltung der Kriminalität nimmt die Kri-minologie in gesetzgeberischer Hinsicht zweifellos die strafrechtlich definierten Tatbestände zur Grundlage, doch zielt sie dabei, beziehungsweise bei dem Ver-gleich mit den gesellschaftlichen Umständen und bei der Ausarbeitung der Zusammenhänge, auch andere gesellschaftsgefährdende Handlungen und Unterlassungen in Betracht. Das Ergebnis dieser Untersuchung kann uns lehren, dass es auch solche gesellschaftsgefährdende Handlungen und Unter-lassungen gibt, die bisher vom Strafrecht nicht erfasst waren, obwohl der Bedarf zu einer solchen Erfassung vorliegt. Selbstverständlich kann man fall-weise auch umgekehrt zu der Feststellung kommen, dass einzelne Handlungen oder Unterlassungen, die gegen gesetzliche Tatbestände verstossen, auf Grund

der Erfahrungen der gesellschaftlichen Praxis keiner strafrechtlichen Verfolgung mehr bedürfen, da sie durch die Änderung der gesellschaftlichen Verhältnisse jenen Grad der Gesellschaftsgefährdung verloren haben, der ihre Verfolgung begründete. Auch kann die Untersuchung der Gestaltung der Kriminalität sowie der Wirksamkeit der strafrechtlichen Mittel, auf Grund der Ausarbeitung der typischen Erscheinungsformen dazu führen, dass man die gesetzlichen Tatbestände genauer umschreibt, den gesellschaftlichen Wirklichkeiten zusagender ausgestaltet und die Art und das Ausmass der Sanktionen festlegt. So können die Ergebnisse der Kriminologie als Grundlage dafür dienen, die für die Gesetzgebung massgebenden kriminalpolitischen Grundsätze auszubilden.

Im Zuge der Aufdeckung der Delikte gibt die Analyse der Gestaltung der Kriminalität ein Bild darüber, welche Ansprüche sich auf einzelnen Gebieten, in gewissem Umkreis an die Aufklärungsorgane stellen. Die auf Grund der Begehungsarten und Behebungsmittel, sowie der übrigen objektiven und subjektiven Umstände ausgebildete Typologie, ferner die Feststellung der Ursachen und Umstände dienen grundlegend der Ausbildung der bei der Aufdeckung anzuwendenden Taktik und Methode, bzw. der Kriminalpolitik. In diesem Rahmen gewährt die Analyse der zeitlichen und örtlichen Umstände der Begehung die Möglichkeit, innerhalb der allgemeinen kriminalpolitischen Grundsätze die für einen engeren Kreis anzuwendende spezielle Kriminalpolitik festzulegen.

Auch für das Gerichtsverfahren, bzw. die Strafbemessung, sind es die Analyse der Gestaltung der Kriminalität und in deren Rahmen die Kenntnis der persönlichen Umstände, der Ursachen und Bedingungen, die Erschliessung der Zusammenhänge mit den gesellschaftlichen und politischen Zuständen, die es ermöglichen, über solche Erfahrungstatsachen zu verfügen, die auch in der richterlichen Praxis die Feststellung der den gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen angemessenen kriminalpolitischen Grundsätze gewährleisten. Die Kenntnis der kriminologischen Tatumstände dient als Fingerzeig zur richtigen Bewertung der gesellschaftlichen Gefährlichkeit sowohl der Tat als auch des Täters.

Vom Strafvollzug fordert die Kriminalpolitik grundlegend, dass er den erziehenden Charakter zur Geltung bringe. Bei der Anwendung bzw. bei der Auswahl der richtigen Erziehungsmittel kommen vor allem die persönlichen Umstände des Täters in Betracht. Die persönlichen Umstände verwirklichen aber an sich keine Delikte, sondern nur durch ihr Zusammentreffen bzw. Zusammenwirken mit objektiven Umständen. Die richtige Bewertung der persönlichen Umstände kann also nur gemeinsam mit diesen erfolgen, denn erst in ihren Zusammenhängen geben sie ein volles Bild über die persönlichen Eigenschaften der Täter, eignen sie sich zur Feststellung der entsprechenden Personentypen. So dient also auch beim Strafvollzug die Feststellung der

kriminologischen Tatumstände als Grundlage dazu, die Methoden ausbilden zu können, die sich am besten zur Erziehung bzw. zur Besserung eignen. Da verweisen wir auf die Erfahrungen, die sich aus der Untersuchung der Methoden und Mittel des Strafvollzugs ergeben. Bei der Festsetzung der kriminalpolitischen Grundsätze des Strafvollzugs kommen neben den hier erwähnten Umständen mit namhaftem Gewicht die objektiven Möglichkeiten in Betracht, die die Rahmen des Unterkommens, der Beschäftigung, der Schulung, der Fachbildung, der kulturellen Erziehung bestimmen.

### III.

Neben der strafrechtlichen Praxis kommt bei der Bekämpfung der Kriminalität auch jener Prävention im allgemeinen Sinne eine bedeutsame Rolle zu, die die Kriminalität nicht mit strafrechtlichen Mitteln, sondern mit staatlichen und gesellschaftlichen Massnahmen einzudämmen sucht. Die kriminalpolitischen Grundsätze rücken den Anspruch der Prävention in den Vordergrund und unterstreichen ihn mit besonderem Nachdruck.

Demnach hat man auf Grund der Feststellung der Ursachen der Kriminalität das ganze System der Prävention, ihre Praxis, anders gesagt die Präventionspolitik auszubilden. In diesen Rahmen steht die Prävention auf Grund der Erschliessung, bzw. Beseitigung der Ursachen in engem Zusammenhang mit der erfolgreichen Aufdeckung und Verantwortlichmachung. Die Feststellung der Ursachen kann vor allem auf Grund der erfolgreichen Aufdeckung der Delikte, also mit einer breitangelegten und möglichst ausgedehnten Analyse erfolgen, die nicht nur im ermittelnden Abschnitt des Verfahrens, sondern auch im Abschnitt des Gerichtsverfahrens erforderlich ist. Im Zusammenhang mit der Feststellung der Ursachen und Bedingungen der Kriminalität haben wir schon nachgewiesen, dass diese Feststellung nur auf Grund der Klärung aller Umstände des Deliktes zum gewünschten Erfolg führen kann. Die Feststellung der Ursachen der Kriminalität kann also nur im Wege einer einheitlichen Kriminalaufklärungstätigkeit erfolgen, und so erfordert diese Analyse kein eigenes Verfahren.

Im Rahmen der strafrechtlichen Praxis gibt es viele Einrichtungen, die präventiven Zwecken dienen. Zu diesen zählen vor allem die materiellen Strafrechtsnormen, deren Dasein bzw. deren Verbote, sowie deren Feststellungen über die Rechtsfolgen ebenfalls dazu dienen, auf die Mitglieder der Gesellschaft eine hemmende Wirkung auszuüben.

Die Gesichtspunkte der Prävention kommen bei der Strafbemessung, bei der Verwirklichung der Ansprüche der Spezial- und Generalprävention und ausserdem in vielen Strafrechtsnormen zur Geltung, so bei der Präventivhaft, dem Verbot des Verlassens des Wohnortes, der Zwangsheilbehandlung, der bedingten Entlassung usw. — Der ganze Charakter des Strafvollzugs und der

Nachfürsorge fusst auf der Prävention, nicht weniger bedeutsam sind in dieser Hinsicht die gut organisierte Rechtspropaganda, sowie die sog. kriminalistischen Massnahmen, die mit technischen Einrichtungen oder polizeilichen Massnahmen zur Verhütung von strafbaren Handlungen oder Unterlassungen dienen.<sup>23</sup>

Grundlegend ist ferner das Erfordernis, dass kein Delikt unaufgedeckt bleiben darf, und dass die Begeher aller Delikte auf Grund der gesetzlichen Bestimmungen, den Grundsätzen unserer Strafpolitik gemäss, zur Verantwortung gezogen werden müssen. Zweifellos trägt die Verwirklichung dieser Anforderungen ebenfalls wirksam zur Verhinderung der Straftaten bei.

Neuestens trat in der Kriminalpolitik jene Form der Prävention in den Vordergrund, die die Kriminalität durch Beseitigung ihrer festgestellten Ursachen mit staatlichen und gesellschaftlichen Massnahmen einzudämmen sucht. Diese beseitigenden Ursachen können im Strafverfahren festgestellt werden und insofern steht auch diese Form der Prävention in engem Zusammenhang mit der strafrechtlichen Praxis.

Diesen Zusammenhang spiegeln die Bestimmungen des § 13 StPO, laut deren die Ursachen und Umstände der Straftaten im Laufe des Strafverfahrens festzustellen und im Wege der Signalisation den zuständigen Organen mitzuteilen sind, um die nötigen Präventionsmassnahmen zu treffen.

Die organisatorischen und inhaltlichen Fragen der Prävention sind noch nicht so gründlich ausgearbeitet, wie es die Gegebenheiten unserer derzeitigen gesellschaftlichen Verhältnisse ermöglichen würden. Den kriminologischen Forschungen steht die Aufgabe bevor, auf Grund der Analyse der Ursachen und Bedingungen, die entsprechenden Organisationsformen und inhaltlichen Massnahmen der Prävention auszubilden.

Die Vorschriften des § 13 StPO. legen die Organisationsform der Prävention im Wesen auf individueller Ebene fest, indem sie Präventivmassnahmen auf Grund der festgestellten Ursachen und Umstände konkreter Straftaten einführen. Die inkonkreten Fällen festgestellten Ursachen und Umstände gelten aus dem Gesichtspunkt der Prävention allgemein nur auf individueller Ebene und eignen sich selten als Grundlage einer Generalisierung.

Die Kriminalpolitik erfordert sinngemäss nicht nur die individuelle Prävention, sondern stellt auch die Forderung, die Methode der kriminellen Prävention auch auf allgemeiner Basis zu verwenden. Daher ist es ein evidentes Postulat, die Ursachen und Umstände der strafbaren Handlungen auch auf allgemeiner Ebene festzustellen, um mit ihrer Kenntnis zur Ausbildung der allgemeinen Präventionsmassnahmen zu gelangen.

Diesem Ziele dient das kürzlich eingeführte gemeinsame statistische System der Polizei und der Staatsanwaltschaft, die hinsichtlich der bei diesen

<sup>23</sup> M. VERMES, *Kriminológia és megelőzés (Kriminologie und Prävention)*. *Kriminológiai Tanulmányok (Kriminalistische Abhandlungen)*. Budapest, 1963, Nr. 2, S. 194, ff.

Organen untersuchten Straftaten die Daten auch über die sog. kriminologischen Tatumstände erfasst. Die zahlenmässige Aufarbeitung dieser Daten wird ein Bild darüber bieten, welche die Ursachen und Umstände es sind, die in den einzelnen Kategorien der Straftaten, auf einzelnen Gebieten, in verschiedenen Gliederungen des gesellschaftlichen Lebens und der Mitglieder der Gesellschaft, massenhaft oder typisch auftreten. Auf Grund der entsprechenden Analyse und des Nachweises ihrer Zusammenhänge mit den relativen gesellschaftlichen Verhältnissen werden sich Präventivmassnahmen allgemeiner Natur ausbilden lassen.

Eine solche in die Tiefen der gesellschaftlichen Verhältnisse dringende Aufarbeitung der Ursachen und Umstände der Delikte ermöglicht es, auf den Gebieten der Sozialpolitik, der Kulturpolitik der Wirtschaftspolitik und in anderen Belangen des gesellschaftlichen Lebens entsprechende Massnahmen zu treffen, um im Rahmen der Politik auf diesen Gebieten auch die Ansprüche der Kriminalpolitik auszubilden, bzw. zu befriedigen.

In diesem Zusammenhang stellt sich die prinzipielle Frage, ob die Geltendmachung solcher Massnahmen oder Grundsätze in den Umkreis der Kriminalpolitik oder in die Gebiete der Politik der betreffenden Sektoren falle. Unseres Erachtens tragen diese Massnahmen den Charakter der Politik der betreffenden Gebiete, und die Kriminalpolitik wirft nur die ihren speziellen Ansprüchen gemässen Fragen auf, um ihnen auf diese Weise Geltung zu verschaffen.<sup>24</sup>

Den Feststellungen der kriminologischen Forschung wird oft vorgeworfen, dass manche ihrer Folgerungen illusorisch seien, da sie Lösungen vorschlagen, die sich unter den gegebenen Umständen nicht verwirklichen lassen. Zweifellos können kriminell massgebliche Erscheinungen, wie etwa der Alkoholismus, die Wohnungsnot, die kulturelle Rückständigkeit, die Mängel der sozialen Einrichtungen, die objektiven Schwierigkeiten des Gefängniswesens usw., nicht von heute auf morgen, bzw. nicht in kurzer Zeit aus der Welt geschafft werden. Trotzdem ist es wichtig, wenn die Kriminologie auch auf solche perspektivische Aufgaben hinweist. Dies führt dazu, dass diese kriminalpolitischen Ansprüche bei der Entwicklung der verschiedenen Ebenen des gesellschaftlichen Lebens berücksichtigt und im Rahmen der Gegebenheiten ihrer Lösung näher geführt werden.

Hinsichtlich der kriminologischen Untersuchungen stellt sich auch die Frage, wo ihre Grenzen liegen, bzw. bis zu welcher Tiefe der gesellschaftlichen Erscheinungen man im endlosen Bereich der universalen Kausalität vorzudringen habe. Zweifellos hat man tiefer vorzudringen als bei der Feststellung der strafrechtlichen Verantwortlichkeit. Dort ist die Tiefe der Tatsachenfeststellung durch den Umkreis der für die Feststellung der Verantwortlichkeit relevanten Tatsachen gegeben, bei der Geltendmachung der Gesichtspunkte

<sup>24</sup>J. VAN BEMMELEM a. a. O. S. 473.

der Prävention hingegen durch die Aufgabe, möglichst grundlegende Ursachen und Umstände aufzudecken, um die Wirksamkeit der Präventivmassnahmen zu gewährleisten. Auf Grund dieser Zwecksetzung lässt sich der Bereich der Untersuchungen dahin umgrenzen, dass man *alle Ursachen und Umstände aufzudecken habe, die ihrem Wesen nach mit der Kriminalität zusammenhängen und sich durch strafrechtliche oder nicht-strafrechtliche Mittel, durch staatliche und gesellschaftliche Massnahmen beeinflussen lassen.*<sup>25</sup> Auf diese Weise greifen wir in die Bereiche anderer Erscheinungen des gesellschaftlichen Lebens hinüber, in denen die Untersuchung, die Aufklärung der Gesetzmässigkeiten der gesellschaftlichen Erscheinungen, dem Aufgabenkreis der Soziologie angehört. Hinsichtlich des Deliktes als menschlichen Verhaltens aber stellt sich die Frage nach den Gesetzmässigkeiten des allgemeinen menschlichen Verhaltens, mit denen sich die Psychologie befasst.

Unbestritten haben die Forschungen über die allgemeinen gesellschaftlichen Verhältnisse und über das allgemeine menschliche Verhalten vor allem die Soziologie und die Psychologie zu verrichten. Solange aber diese Wissenszweige die entsprechenden Grundforschungen nicht durchgeführt haben, muss die Kriminologie in diesen Spalten auf Grundlage der bisherigen Ergebnisse und Methoden bis zu der möglichen Feststellung aller Belange vordringen, die mit der Kriminalität Zusammenhänge aufweisen.

Falls die Kriminologie auf diesen Gebieten in Ermangelung der Grundforschungen auf Schranken der Erkenntniss stösst, muss sie mit ihren entsprechenden Fragenstellungen dahin wirken, dass die Soziologie und die Psychologie die nötigen Grundforschungen verrichten.<sup>26</sup>

Der Zusammenhang der Kriminalität mit den übrigen gesellschaftlichen Erscheinungen und dem allgemeinen menschlichen Verhalten, die enge und wechselseitige Verknüpfung der Fragen der Kriminologie mit den Forschungsgebieten der Soziologie und der Psychologie bieten die Grundlage dafür, dass man wegen der Besonderheiten neben der Kriminologie von den Übergangsdisciplinen der Kriminalsoziologie und der Kriminalpsychologie reden kann, auf deren Gebieten die Gesichtspunkte der sie zusammensetzenden Disziplinen objektiv und methodologisch zur Geltung kommen. Die Kriminalsoziologie befasst sich mit den kriminellen Erscheinungen der Gesellschaft, die Kriminalpsychologie sucht das Spezialgebiet der kriminellen menschlichen Handlungen und Unterlassungen zu erschliessen.

Bisher suchten wir den Umstand zu skizzieren, inwieweit in den verschiedenen Phasen der Bekämpfung der Kriminalität für die Ausgestaltung der Kriminalpolitik die Ergebnisse der kriminologischen Untersuchungen zur

<sup>25</sup> M. VERMES, *Az okozatiság kérdése a kriminológiában (Die Frage der Kausalität in der Kriminologie)*. Állam- és Jogtudomány (Zschr. Staats- und Rechtswissenschaft), Bd. V. Nr. 2. S. 235.

<sup>26</sup> A. SZABÓ, *A kriminológiai alapkutatások elvi kérdései (Prinzipielle Fragen der kriminologischen Grundforschung)*. Állam- és Jogtudomány, Bd. VI. Nr. 3. S. 330.



Grundlage dienen. Wir konnten feststellen, dass die Ergebnisse der Kriminologie in dieser Hinsicht von grundlegender Bedeutung sind, da sie mit der Erschliessung der deliktualen gesellschaftlichen Zusammenhänge den Boden der Wirklichkeit sichern, was für die richtige Kriminalpolitik eine unerlässliche Vorbedingung ist.

Ähnliche Bedeutung haben bei der Ausbildung der Kriminalpolitik die Ergebnisse der Strafrechtswissenschaft, die auf den Analysen der strafrechtlichen Normen, der strafrechtlichen Einrichtungen und der Gerichtspraxis fussen. Nicht weniger wichtige Erfahrungen bietet der Kriminalpolitik die theoretische und praktische Pflege der Kriminalistik. Die Kriminalpolitik stützt sich demnach auf alle theoretischen und praktischen Erfahrungen der Kriminalwissenschaften, wenn sie die Taktik, die Methoden und die Mittel zur Bekämpfung der Kriminalität bestimmt.<sup>27</sup>

Das gemeinsame Merkmal dieser Kriminalwissenschaften ist es demnach, den Zwecken der Kriminalpolitik zu dienen. Trotz der Verschiedenheit ihrer Themenkreise und Forschungsmethoden stehen sie in enger Verknüpfung und Wechselseitigkeit, in vieler Hinsicht sind ihre Grenzen verschwommen. Ihre Forschungsergebnisse kommen einander wechselseitig zugute und dementsprechend kann die Pflege des einen Wissenszweigs ohne Berücksichtigung der Ergebnisse des anderen kaum zu Erfolgen führen.<sup>28</sup>

#### IV.

Bei der Prävention mit nicht-strafrechtlichen Mitteln, haben wir darauf hingewiesen, dass die heute gegebenen Möglichkeiten dieser zur Bekämpfung der Kriminalität so bedeutsamen Methode einer entsprechenden Ausarbeitung harren. Allgemeine Grundsätze haben wir darüber, aber von organisierten Lösungen, die sich auf entsprechende Erfahrungen gründen, kann nicht in jeder Hinsicht die Rede sein.

Bezüglich der Bekämpfung mit strafrechtlichen Mitteln hingegen gab es laut der Erfahrungen der Geschichtsepochen kriminalpolitische Grundsätze, die sich den gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen anpassten und auch heute noch als ausgestaltete Grundsätze gelten. Es lohnt sich, die verschiedenen Phasen der strafrechtlichen Praxis dahingehend zu untersuchen, wie diese kriminalpolitischen Grundsätze zur Geltung kommen.

Bei der Gesetzgebung stellt der Staat, im Rahmen seiner Strafhoheit, Rechtsnormen auf, in denen er jene gesellschaftsgefährdenden Handlungen und Unterlassungen festlegt, deren Begehung Sanktionen hervorruft. Die Rechts-

<sup>27</sup> T. HORVÁTH a. a. O. S. 420.

<sup>28</sup> L. VISKI, *A kriminalisztika rendszeréről (Über das System der Kriminalistik)*. Az Állam- és Jogtudományi Intézet Értesítője, 1960, Bd. III. Nr. 1, S. 61 ff.; M. VERMES, *A kriminológiai kutatások módszertani kérdései (Methodologische Fragen der kriminologischen Forschungen)*. Az Állam- és Jogtudományi Intézet Értesítője, Bd. IV. Nr. 1—2, S. 78.

normen haben den Zweck, mit ihren Verboten, Befehlen und mit der Androhung von Sanktionen, einerseits die Staatsbürger zu einem entsprechenden Verhalten anzuleiten und zu erziehen, andererseits für den Fall eines normwidrigen Verhaltens den strafverfolgenden Organen die Mittel und Wege vorzuschreiben, die sie zur Geltendmachung des staatlichen Strafanspruches anwenden können.

Die Beurteilung dessen, welche Handlungen und Unterlassungen die Gesellschaft gefährden, erfolgt immer auf Grund der zur Zeit geltenden gesellschaftlichen Auffassungen, gesellschaftlichen Ansprüche, sie ist ein Produkt der politischen, wissenschaftlichen, sozialen und kulturellen Umstände. In diesen Umständen aber spiegeln sich die Interessen und der Wille der herrschenden Gesellschaftsklasse. In diesem Rahmen bildet sich unter Einwirkung derselben gesellschaftlichen Umstände die Auffassung darüber aus, welche der gesellschaftsgefährdenden Handlungen und Unterlassungen einer strafrechtlichen Normierung und einer strafrechtlichen Verfolgung bedürfen.

Auch bei der Bestimmung der Sanktionen kommt die jeweilige und auf diese Weise entstandene gesellschaftliche Auffassung zu Worte.

Die Bestimmung der Rechtsnormen, die Gesetzgebung, ist also kein spontaner Vorgang, auch keine auf einfach spekulativer Grundlage verwirklichte Erscheinung, sondern das Spiegelbild der politischen Verhältnisse der Gesellschaft. Bei der Gesetzgebung kommen die allgemeinen politischen Grundsätze der Gesellschaft zu Geltung, innerhalb dieser die spezifischen politischen Grundsätze der wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen usw. Gebieten. In ihren, mit den kriminellen Erscheinungen bestehenden Zusammenhängen, bzw. gemäss ihren Besonderheiten auf dem Gebiet der Kriminalität, setzen sich die erwähnten politischen Grundsätze durch, die zur Begriffsbestimmung der Kriminalpolitik gehören. Daneben bestimmen es die kriminalpolitischen Grundsätze, die sich auf Grund der Folgerungen aus den Erfahrungen der strafrechtlichen Praxis ergeben, welche Rechtsobjekte einen strafrechtlichen Schutz erfordern und welche Sanktionen zur Bekämpfung der Kriminalität wirksam anwendbar sind.

Unter Zugrundlegung der typischen Fälle bestimmt der Gesetzgeber die Rechtsnormen und die Sanktionen in einem verhältnismässig geordneten System, nämlich mit Bezeichnung ihrer unteren und oberen Grenzen. Dies geschieht, damit der Rechtsanwender bei der Beurteilung der konkreten Fälle jene Sanktionen anwenden könne, die im gegebenen Rahmen der Schwere der Tat, den Umständen des Täters, den Ansprüchen der Individualisierung entsprechen. Die Beurteilung dieser Umstände darf nicht dem subjektiven Ermessen anheimgestellt werden, wenn sich auch zweifellos die Geltendmachung der subjektiven Elemente nicht völlig ausschliessen lässt; doch geht die Absicht dahin, ihre Rolle auf das engste Gebiet zu beschränken. Auch die subjektive Beurteilung selbst ist durch die gesellschaftlichen Verhältnisse determi-

niert, da sich niemand bei seiner Urteilsbildung dem Einfluss der gesellschaftlichen Umstände entziehen kann. Man muss immerhin die Tatsache in Betracht ziehen, dass sich die gesellschaftlichen Verhältnisse auf die einzelnen Individuen ganz unterschiedlich auswirken können, was daraus folgt, dass die einzelnen Menschen, je nach ihren Anlagen, Charaktern und ihren ganzen Persönlichkeiten verschieden auf die äusseren Umstände reagieren und daher auch ihre Urteile subjektiven Charakter haben.

In dieser Hinsicht sollen die ausgestalteten kriminalpolitischen Grundsätze als Massstab, als objektive Richtlinie bei der Beurteilung der Schwere der Tat und der Umstände des Täters dienen. Bei der Rechtsanwendung drücken die kriminalpolitischen Grundsätze die gesellschaftliche Auffassung, den gesellschaftlichen Anspruch aus, der sich durchzusetzen hat, und erfüllen damit die Aufgabe, bei der Rechtsanwendung die Geltendmachung der subjektiven Elemente auszuschalten. So »wird die Gesamtheit der einzelnen rechtsanwendenden Akte . . . zu einer einheitlichen, gleichgerichteten, der Politik der Rechtsanwendung entsprechenden Tätigkeit«. <sup>29</sup> Wir können darauf hinweisen, wie sehr die durch die soziale Entwicklung verursachte Veränderung der gesellschaftlichen Klassenverhältnisse die Gestaltung der Kriminalpolitik und, mit ihrer Vermittlung, die kriminelle Rechtsanwendung beeinflusst hat.

Ähnlich kommen beim Strafvollzug die gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse im Wege der Kriminalpolitik zur Geltung. Die inhaltlichen Fragen des Strafsystems, die Methoden des Strafvollzugs stehen in engem Zusammenhang mit den wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen Verhältnissen. Als Beispiel sei erwähnt, dass die Möglichkeit, Arbeitseinsätze zu schaffen, die der erziehenden Wirkung der Strafe dienen, von den Fragen der wirtschaftlichen Organisation abhängig ist. Dies zeigt sich deutlich daran, dass in den kapitalistischen Staaten der Vorrang der Interessen des Privateigentümers die zusagende Beschäftigung in den Strafanstalten verbietet, während in den sozialistischen Staaten die Arbeit in den Strafanstalten in den Rahmen der Planwirtschaft eingefügt ist. Die Schulung, die Fachausbildung und die mit dem Arbeitseinsatz zusammenhängende bessere materielle Verpflegung in den Strafanstalten, ja selbst die Möglichkeit der Unterstützung der Angehörigen, sind lauter Umstände, die weitgehend auf die Zusammenhänge mit den allgemeinen gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen, beziehungsweise auf die Geltendmachung der Kriminalpolitik hinweisen, die diesen Verhältnissen entspringt.

In engem Zusammenhang mit dem Strafvollzug steht die Frage der Nachfürsorge. Der Strafvollzug hat den grundlegenden Zweck, den Delinquenten einerseits mit der Tatsache der Strafe selbst — die eine Absonderung von den freien Mitgliedern der Gesellschaft bedeutet — zu erziehen, andererseits

<sup>29</sup> I. SZABÓ, *A szocialista jog (Das sozialistische Recht)*. Budapest, 1963, S. 303.

ihn mit entsprechender Beschäftigung, innerhalb dieser mit Arbeitseinsatz, kultureller und moralischer Erziehungsarbeit darauf einzustellen, dass er sich den gesellschaftlichen Normen entsprechend verhalte, in das gesellschaftliche Leben einfüge. Diese Arbeit ist mit der Beendigung des Strafvollzugs zweifellos nicht zu Ende, sondern muss notwendig nach der Entlassung fortgesetzt werden, indem man dem Entlassenen entsprechende Arbeitsgelegenheit, Wohnungsverhältnisse usw. sichert, mit einem Wort, die materiellen Vorbedingungen dazu bietet, nach der Entlassung seinen Platz im gesellschaftlichen Leben zu finden. Nicht weniger bedeutsam ist der moralische Beistand der Gesellschaft, der dazu erforderlich ist, um die Auffassung des Entlassenen über das die gesellschaftliche Ansprüche befriedigende Verhalten zu befestigen. Auch hinsichtlich dieser Umstände werden die Möglichkeiten und Methoden durch die, auf Grundlage der gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse ausgebildeten, kriminalpolitischen Grundsätze bestimmt.

Aus den Gesagten geht hervor, dass die kriminalpolitischen Grundsätze in allen Abschnitten der strafrechtlichen Praxis zur Geltung kommen, dass sie es sind, die in den einzelnen Abschnitten die Aufgaben, Methoden und Mittel bestimmen.

Auch auf die Strafrechtswissenschaft, d. h. auf die theoretische Pflege des Strafrechts ist die Kriminalpolitik von Einfluss. Die Strafrechtswissenschaft verrichtet ihre Arbeit bei der Analyse der Rechtsinstitutionen und der Rechtsanwendungspraxis auf Grund der kriminalpolitischen Grundsätze, bzw. der in diesen ausgedrückten Postulate. Die Kriminalpolitik, die die allgemeinen gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse in Hinsicht der Kriminalität, also spezialisiert zum Ausdruck bringt, stellt die Postulate auf, die sich gegen die Kriminologie erheben. So ein Postulat ist es zum Beispiel, dass die Rechtswissenschaft und der Rechtsunterricht dem praktischen Leben näher komme.

Die Kriminalpolitik äussert sich also in jeder Phase der Bekämpfung der Kriminalität. Ihre Grundsätze bestimmen die praktische und theoretische Pflege des Strafrechts, dienen aber auch als Richtlinien zur Bekämpfung der Kriminalität mit nicht-strafrechtlichen Mitteln. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die Kriminalwissenschaften einerseits als Grundlage dazu dienen, eine den gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen entsprechende, richtige Kriminalpolitik auszubilden, während andererseits die so entstandenen Grundsätze bei der weiteren Pflege der Kriminalwissenschaften zur Geltung kommen. *Die kriminalpolitischen Grundsätze bestimmen für die Wissenschaften wesentlich die praktischen Postulate, die sich bei der Bekämpfung der Kriminalität ergeben und schreiben damit den wissenschaftlichen Forschungen die grundlegende Richtung vor.*

## V.

Die Elemente der Kriminalpolitik sind allgemein die gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse, die Gestaltung der Kriminalität und die Erfahrungen bei ihrer Bekämpfung. Alle diese Umstände sind ihrem Wesen nach veränderliche Faktoren, wenn sie auch im Rahmen gewisser Zeiträume eine *relative* Beständigkeit aufweisen. Dementsprechend sind auch die kriminalpolitischen Grundsätze keine starren Dogmen und setzen sich nur insofern mit ständigem Charakter durch, als die gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse und die Gestaltung der Kriminalität eine gewisse Stabilität erkennen lassen. Darum sind auch die kriminalpolitischen Grundsätze dem Wesen nach solcher Natur, dass sie die ständige Beobachtung der erwähnten Faktoren, die Berücksichtigung ihrer Schwankungen erfordern. Daher ist es eine wesentliche Aufgabe der strafverfolgenden Organe, die Praxis ständig zu analysieren, einerseits um Abweichungen zu vermeiden, also die einheitliche rechtspolitische Anschauung zur Geltung zu bringen, andererseits um gegen die in einzelnen Zeitabschnitten oder auf gewissen Gebieten bemerkbaren Sondererscheinungen entsprechend aufzutreten, das heisst um eine entsprechende Kriminalpolitik auszubilden.

Die Grundlage der richtigen und zeitgemässen Geltendmachung der allgemeinen Politik ist die ständige Analyse und Berücksichtigung der gesellschaftlichen Verhältnisse, bzw. ihrer Änderungen, und so kann auch die richtige Kriminalpolitik, örtlich und zeitlich, nur dann zur Geltung kommen, wenn sie auf die Änderungen in den gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen und in der Gestaltung der Kriminalität entsprechende Rücksicht nimmt.

Dies erklärt es, dass die Partei oder die staatlichen Organe kriminalpolitische Grundsätze proklamieren, in denen sich die in den gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen und in der Gestaltung der Kriminalität eingetretenen Änderungen spiegeln. Es sei bemerkt, dass kriminalpolitische Grundsätze nicht allein in ausdrücklich auf sie gerichteten Beschlüssen, sondern bei der rechtsnormativen Regelung einzelner gesellschaftlicher Verhältnisse auch in Gesetzen, Verordnungen auf Gesetzesstufe und anderen Erlässen der Staatsorgane sowie in prinzipiellen Erkenntnissen der Gerichte zum Ausdruck kommen können. Kriminalpolitischen Grundsätzen begegnen wir vielfach im allgemeinen politischen Beschlüssen. Erwähnung verdienen ausserdem auch die gesellschaftlichen Kundgebungen (der Gewerkschaften, Jugendorganisationen, anderer gesellschaftlicher Organe, der Literatur, der Presse, usw.), die richtige gesellschaftliche Postulate zur Bekämpfung der Kriminalität enthalten; diese wirken sich auf die Kriminalpolitik einerseits gestaltend aus, andererseits fördern sie deren wirksame Geltendmachung.

## VI.

Aus dem engen Zusammenhang zwischen Kriminalpolitik und Kriminologie ersehen wir, dass die Kriminalpolitik auch bisher auf kriminologische Daten aufgebaut war, wenn auch von keinen planmässigen und tiefgreifenden kriminologischen Untersuchungen die Rede sein konnte. Die kriminologischen Daten ergaben sich einerseits aus den Angaben der traditionellen Kriminalstatistik, andererseits aus den singulären Erfahrungen der strafrechtlichen Praxis, und lieferten auf diese Weise Belege für die Kriminalpolitik.

Infolge der erhöhten Ansprüche und Möglichkeiten unserer gesellschaftlichen Entwicklung stellten sich notwendig auch an die Kriminalpolitik die Anforderungen, die strafrechtlich massgebenden gesellschaftlichen und persönlichen Umstände planmässig, ausgedehnt und tiefgreifend zu erforschen. Diese Untersuchungen und ihre Ergebnisse dienen einerseits als Grundlage für die Ausbildung einer, den gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen angemessenen Kriminalpolitik, andererseits bieten sie die Gewähr dafür, die Kriminalität nach den so ausgebildeten kriminalpolitischen Grundsätzen zu bekämpfen.

Darauf haben wir schon hingewiesen, dass auf Grund der praktischen und theoretischen Erkenntnisse gewisse Massnahmen getroffen wurden, um die Umstände der Kriminalität festzustellen und die erforderlichen Angaben zu sammeln, so die Bestimmungen des § 13 StPO. und das einheitliche statistische System der Polizei und der Staatsanwaltschaft. Doch wirken sich jene allgemein nur auf individueller Ebene aus, während diese zwar allgemeine, aber nur zahlenmässige Ergebnisse liefert, ohne die wesentlichen Zusammenhänge zu beleuchten, die unter den verschiedenen gesellschaftlichen Verhältnissen bestehen. Diese Zusammenhänge bzw. Tatsachen, die wesentlichsten Elemente der Erscheinung der Kriminalität, lassen sich wegen der Verschiedenheit der Delikte und der Kategorien der Täter nur durch Spezialuntersuchungen aufklären. Dementsprechend besteht der Anspruch, durch Fragenstellungen und Methoden, die sich nach den Besonderheiten der unterschiedlichen Straftat- und Straftäterkategorien richten, Spezialuntersuchungen durchzuführen.

Die Landesanstalt für Kriminalistik nimmt auf Grund ihres Aufgabenspektrums solche Untersuchungen vor, und zwar hauptsächlich hinsichtlich der Delikte gegen das gesellschaftliche Eigentum, der Rückfälligkeit und der Jugendkriminalität. Die Ergebnisse dieser Untersuchungen stellt die Anstalt in ihren Informationsberichten den zuständigen Organen fortlaufend zur Verfügung. Die Informationsberichte enthalten die zahlenmässigen Angaben und deren analytische Bewertung.

Im Rahmen dieser Abhandlung wollen wir nur die allgemeinen Erfahrungen hinsichtlich der sog. Intellektualdelikte gegen das gesellschaftliche Eigentum, in inhaltlicher und methodologischer Beziehung behandeln. Bei dieser

Darstellung leitet uns die Erwägung, zu zeigen, welche Tatangaben mit den bisher angewandten Methoden feststellbar waren, welche Zusammenhänge wir auf dieser Grundlage ausarbeiten konnten und welche zusätzlichen Anforderungen sich laut unserer Prüfungserfahrungen an die kriminologischen Untersuchungen stellen, um ihre Aufgaben zu erfüllen.

Die Methode unserer Untersuchungen bestand darin, die Angaben auf Grund des Inhalts der einschlägigen Strafakten zu sammeln. Dabei zeigte es sich, dass viele wichtige Umstände in den Verfahren teils nicht festgestellt, teils trotz etwaiger Feststellung nicht in den Akten niedergelegt wurden. Dennoch ermöglichten es die Untersuchungen vielfache inhaltliche Folgerungen zu ziehen.

Der Ausgangspunkt unserer Untersuchung war das Bild über die *zahlenmässige Gestaltung der Kriminalität* in der erwähnten Deliktskategorie. In diesem Rahmen stellten wir fest, wieviele der einzelnen Delikte im geprüften Zeitraum begangen wurden, wie sie sich proportional zueinander verhielten, welche Tendenz die zahlenmässige Entwicklung im Vergleich zu dem Vorjahre aufwies und welche Schadenssummen die einzelnen Delikte verursachten, was ebenfalls ein kennzeichnendes Bild über die Verhältnisse der Straftaten zueinander und ihre Schwere bietet.

In diesem Umkreis wurden die Umstände bewertet, wie hoch die Zahl der Täter der untersuchten Delikte war, wie viele Täter im Mittel auf jedes Delikt entfielen und wie hoch der durchschnittliche Schaden je Täter war. Diese Umstände untersuchten wir hinsichtlich mehrerer Jahre und konnten dadurch die Trends der einzelnen Straftaten erkennen.

Die Realität der Bewertung wurde zweifellos durch den bei der statistischen Erfassung der Kriminalität unvermeidlichen Umstand beeinträchtigt, dass sich nur jene Straftaten zahlenmässig verarbeiten lassen, die zur Kenntnis der Behörden gelangen, während wir hinsichtlich der sog. »getarnten Zahlen«, d. h. der nicht zur Kenntnis der Behörden gelangten Delikte, an die Schranken der Erkenntnis prallen. Einen weiteren Mangel bedeutete in dieser Hinsicht der Umstand, dass wir keine zahlenmässigen Angaben über die sog. Bagatelldelikte hatten, die aus kriminalpolitischen Erwägungen in Disziplinarverfahren oder durch Kameradschaftsgerichte erledigt wurden. Nichtsdestoweniger eignet sich das aus den Untersuchungen gewonnene Bild — ungeachtet dieser Mängel — dazu, die Aufgaben der Bekämpfung der Kriminalität auf diesem Gebiet in quantitativer und qualitativer Richtung zu zeigen und als Unterlage dessen zu dienen, wie die bei der Ermittlung und im Gerichtsverfahren anzuwendende Kriminalpolitik zu vervollkommen sei.

Bei der zahlenmässigen Untersuchung der Kriminalität hat man in Hinblick die Analysen in der Hinsicht zu vertiefen, wie viele Täter bei der Begehung der einzelnen Straftaten mitgewirkt haben, denn man könnte z.B. hinsichtlich der Intellektualdelikte ein kennzeichnendes Bild darüber gewinnen,

wieviele Personen dazu mitwirken müssen, um eine Straftat dieser Art zu verüben. Dieser Richtung der Untersuchungen folgend wäre es auch wesentlich festzustellen, wie weit man bei den in die Begehung der Straftat verwickelten Personen mit der strafrechtlichen Verantwortlichkeit und wie weit man mit sonstigen Haftungen vorgehen kann. Durch wieviel Hände die Angelegenheit bei Betrügen und Unterschlagungen allgemein geht, wieviele Organe dafür verantwortlich sind, dass die Sache nicht herauskommt. So können wir zu allgemeinen Fragen der Organisierung und Lenkung bzw. zu dem Anspruch gelangen, diesbezüglich soziologische, wirtschaftliche, administrative und organisatorische Untersuchungen durchzuführen.

Von grundlegender Bedeutung für die kriminologischen Untersuchungen ist die Datensammlung und Analyse über die *Begehungsarten der Delikte*. Während die Untersuchung der Gestaltung der Kriminalität das Auftreten der Straftaten in Gestalt der gesetzlichen Tatbestände spiegelt, zeigen die Begehungsarten dem Wesen nach die tatsächlichen Erscheinungsformen und Mittel der Delikte in der gesellschaftlichen Wirklichkeit. Die Begehungsarten gestatten auch grundlegende Folgerungen bezüglich der objektiven Umstände, die die Begehung der Straftat ermöglichen. Neben anderen Angaben dient die Kenntnis der Begehungsarten als verlässlicher Fingerzeig dafür, hinsichtlich der persönlichen Eigenschaften des Täters einen richtigen Standpunkt auszugestalten.

Die Begehungsarten teilten wir bei unseren Untersuchungen in 23 Kategorien. Diese Begehungsarten kamen — wie wir feststellen konnten — vielfach gemeinsam vor, was auch hinsichtlich der einzelnen Delikte bemerkbar war. Es zeigten sich auch zwangsmässige Verknüpfungen, bei denen ein Delikt ohne das andere konkret nicht verwirklicht werden konnte. Dieser Umstand kann auf Grund tiefer greifender Untersuchungen bzw. auf Grund ähnlicher Erfahrungen, die sich aus ihnen ergeben, zu der Frage führen, ob die formellen und traditionellen gesetzlichen Tatbestände des Strafgesetzbuches die gesellschaftliche Wirklichkeit richtig spiegeln und ob daher solche Untersuchungen nicht einen Ausweg zur Lösung der Verbrechenskonkurrenzprobleme in der Rechtsanwendung weisen könnten.

Die bei den Untersuchungen aufgestellten Kategorien entsprechen natürlich nicht dem Erfordernis der Vollständigkeit, sie können nur die Grundlage dazu bieten, dem Bereich der Erkenntnis durch weitere Forschungen auszuweilen oder ihn mit neuen Typen zu erweitern. Dies ist um so mehr begründet, als man mit den Änderungen der gesellschaftlichen Verhältnisse auch in dieser Hinsicht ständig mit neueren Erscheinungen rechnen muss.

Hinsichtlich der *objektiven Ursachen und Umstände*, die zur Begehung von Straftaten führen, suchten wir zu weiteren Erkenntnissen zu gelangen. Wie schon erwähnt, lassen sich die Ursachen und Umstände der Kriminalität durch Klärung aller Begleitumstände feststellen. In diesem Bereich befassten



wir uns nur mit jenen Ursachen und Umständen, die sich unabhängig von den persönlichen Umständen des Täters auswirkten, das heisst die Begehung der Straftaten ermöglichten.

Als die häufigste, zahlenmässig zumeist vorkommende Begehungsart erwies sich die Behaltung von eingenommenen Geldern, die Verwendung zweckbestimmten Materials für eigene Zwecke sowie die Fälschung von Einnahmebelegen. Dieser Umstand begründete schon an sich die Feststellung, dass das Belegsystem sowie das Kontrollsystem der Belegdisziplin nicht befriedigend funktionieren. Wie unsere Untersuchungsdaten zeigten, waren der Mangel der entsprechenden Kontrolle oder die oberflächliche Kontrolle ausschlaggebend beteiligt. Diese Mängel bestanden teils bei den geschädigten, teils bei ihren übergeordneten Organen. Innerhalb dieser Kategorien begegnet man naturgemäss konkret vielen Verschiedenheiten, so der unfachgemässen oder rein formellen Kontrolle, Fällen wo die Kontrolloren mit den Kontrollierten einander in die Hände spielten u.dgl.m. Daneben kamen auch verfehlte, lockere Gebarungsvorschriften, Mängel der Lagerung als solche Umstände vor, die der Begehung von Straftaten als objektive Möglichkeit dienten. Doch begegneten wir auch Fällen, wo Mängel oder Fehler der Rechtsnormen (z.B. der Kalovorschriften) zur Begehung von Straftaten beitrugen.

Auch hinsichtlich der objektiven Ursachen und Umstände stellt sich die Aufgabe, weitere Typen aufzustellen. Diese objektiven Umstände lassen sich — ähnlich wie die übrigen Tatangaben — nicht auf spekulativem Wege bestimmen, sie werden vom praktischen Leben produziert und lassen sich daher bei der praktischen Strafverfolgung entdecken. Die wissenschaftlichen Arbeiter haben die Aufgabe, durch Ausarbeitung entsprechender Fragenstellungen, durch Ausgestaltung und Fortentwicklung der Feststellungsmethoden, den Arbeitern der Praxis in dieser Hinsicht zu helfen, deren diesbezüglich festgestellten Tatbestände wieder als Grundlage für weitere Analysen zur Ausgestaltung der entsprechenden Zusammenhänge und Typologien dienen.

Bei der Untersuchung der dem gesellschaftlichen Eigentum zugefügten Schäden haben wir verschiedene Schadenskategorien aufgestellt. Aus diesen machten wir uns ein Bild darüber, einerseits in welchen Kategorien sich summenmässig die grössten Schäden ergaben, andererseits welchen Kategorien die grösste Zahl der Täter angehört. Auf dem Gebiet der Intellektualdelikte machten die Schäden aus sog. mittelschweren Delikten mehr als die Hälfte des gesamten Schadens aus. Die grösste Zahl der Täter hingegen zeigte sich bei den Delikten mit geringeren Schadenssummen.

Auch der Kreis der Geschädigten wurde analysiert. Hinsichtlich der untersuchten Straftaten haben wir die Geschädigten nach volkswirtschaftlichen Sektoren gruppiert, und so liess sich feststellen, wieviele Delikte in den einzelnen volkswirtschaftlichen Sektoren begangen wurden. In ähnlicher Aufteilung arbeiteten wir auch die durch die Delikte verursachten Schadenssummen sowie

die Zahl der Täter auf. So bekamen wir ein Bild darüber, welche Anfälligkeit die verschiedenen Sektoren hinsichtlich der untersuchten Delikte nach Straftaten, Schadenssummen und Tätern boten. Wir konnten auch feststellen, welche Proportionen unter den einzelnen volkswirtschaftlichen Sektoren in diesen Belangen bestanden.

Die Realität der Vergleiche ist bei den künftigen Untersuchungen dadurch sicherzustellen, dass wir die erhaltenen Angaben mit den allgemeinen Proportionen der volkswirtschaftlichen Sektoren, bzw. mit ihren Anteil an der gesamten Volkswirtschaft zu vergleichen und die Angaben der Täter im Spiegel der allgemeinen Belegschaftsproportionen als Grundlage für die entsprechenden Folgerungen zu nehmen haben.

Hinsichtlich der *persönlichen Umstände der Täter* untersuchten wir vor allem ihre Verteilung nach Geschlecht und Alter. Dies diente an sich nur zum Vergleich mit den Daten der vorangehenden Jahre. Im weiteren Verlauf erfordern diese Angaben ausgedehntere Vergleiche, und zwar in der Hinsicht, wie sich die ermittelten Zahlen zu den Daten über die allgemeine Verteilung der Frauen und Männer nach Beschäftigung und Alter verhalten. Ähnliche Anforderungen treten ferner in der Beziehung auf, Vergleiche mit den allgemeinen Angaben der einzelnen volkswirtschaftlichen Sektoren sowie der einzelnen Kategorien der Arbeitskreise zu verrichten. Naturgemäss ergibt sich das reale Bild nur bei Korrelation mit den allgemeinen Proportionen.

Durch Untersuchung der *Schulbildung* der Täter suchten wir ungefähre Angaben über ihr Bildungsniveau zu gewinnen. Es zeigte sich die auffallende Erscheinung, dass es unter den Tätern ziemlich viele gab, die nicht einmal die acht Klassen der Grundschule absolviert hatten. Diese Erscheinung ist um so auffallender als es sich um Intellektualdelikte handelte. Zweifellos bieten auch diese Delikte ziemlich viel Gelegenheit zu primitiveren Begehungsarten, immerhin gibt diese Erscheinung zu denken.

Hinsichtlich der Schulbildung muss man in Betracht ziehen, dass die älteren Altersklassen noch nicht unter die achtklassige Schulpflicht fielen. Immerhin muss man die Untersuchungen weiter in der Hinsicht vertiefen, dass die Betroffenen die Grundschule weder unter dem vergangenen noch unter dem gegenwärtigen Regime absolviert haben, und warum sie dies nicht taten. Auch in diesem Umkreis ist der Vergleich mit den allgemeinen Daten ein grundlegendes Erfordernis. Allerdings spiegelt die Schulbildung an sich noch nicht mit Gewissheit das Bildungsniveau des Betroffenen, noch weniger seinen moralischen Zustand. Die Umstände der Schulung bieten mehr auf der Linie der entsprechenden Fachbildung die Grundlage dazu, Folgerungen mit gewisser Wahrscheinlichkeit ziehen zu können.

Die Untersuchung der *Einkommensverhältnisse* der Täter erwies, dass zahlenmässig die Leute mit geringerem Einkommen die dominierende Rolle spielten. Bei den Untersuchungen berücksichtigten wir nur das Einkommen

des Täters, da uns keine andere Angaben zur Verfügung standen. Wenn wir hingegen die Tatsache in Betracht ziehen, bzw. feststellen können, ob der Täter aus seinem Einkommen nur sich selbst, oder auch eine mehrgliedrige Familie zu erhalten habe, oder umgekehrt: die Familie ausser dem Einkommen des Täters auch das Einkommen anderer Familienmitglieder genoss, werden wir über die Einkommensverhältnisse der Täter ein anderes und reales Bild erhalten.

Die Untersuchung der *Vorbestraftheit* führte zu der Feststellung, dass im untersuchten Umkreis die Proportion niedriger ist als in den übrigen Deliktskategorien. Auch diese Tatsache deutet darauf, dass in diesem Bereich mehr die Verlockung der objektiven Umstände vorherrscht, bzw. den kriminellen Entschluss hervorruft. Über die schädlichen Leidenschaften der Täter und die Verwendung der Beute konnten wir nur wenig brauchbare Angaben finden.

In unserer Darstellung wollten wir einen kurzen und allgemeinen Umriss über die Erfahrungen aus unseren Untersuchungen im Umkreis der Intellektualdelikte gegen das gesellschaftliche Eigentum bieten. Schon diese Ausführungen zeigen, dass die Untersuchungen unter den Mängeln der Anfänglichkeit und des Experimentierens leiden. Darum wiesen wir auch auf die Anforderungen hin, die sich auf Grund der so gewonnenen Erfahrungen gegen die weiteren Untersuchungen richten.

Zweifellos werden wir bei immer wirksamerer Durchführung des § 13 StPO. sowie auf Grund der neuen einheitlichen Polizei- und Staatsanwaltschaftsstatistik, hinsichtlich der kriminologischen Tatumstände zahlenmässig über eine breite Grundlage für die weiteren Analysen und für die speziellen, in die Tiefe der gesellschaftlichen Verhältnisse dringenden Untersuchungen verfügen.

Auch die skizzenhafte Darstellung lässt erkennen, dass wir bei der Untersuchung der objektiven und subjektiven Umstände der Delikte in die Bereiche des wirtschaftlichen, kulturellen, sozialen usw. Lebens der Gesellschaft und in die allgemeinen gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen übergreifen. Die Kenntnis dieser Zusammenhänge dient als Grundlage dafür, teils mit strafrechtlichen Mitteln, teils mit anderen staatlichen und gesellschaftlichen Massnahmen, Erfolge bei der Bekämpfung der Kriminalität zu erzielen. Die kriminologischen Untersuchungen sind also eine unerlässliche Vorbedingung dafür, dass eine den gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen entsprechende Kriminalpolitik zur Geltung komme.

## Politique criminelle et criminologie

par

M. VERMES

Pour commencer l'étude traite la notion de la politique criminelle, analyse des opinions différentes y relatives et relève la connexion entre la politique criminelle et la politique générale. Comme résultat elle définit le concept de la politique criminelle socialiste comme une partie de la politique générale déterminant — dans le domaine de la criminalité et de la lutte contre celle-ci — les tâches, les méthodes et les moyens généraux de la prévention de la criminalité et de la répression des infractions, sur la base de la théorie du marxisme-léninisme et des expériences de la pratique sociale.

Les expériences indiquées dans la définition ci-dessus sont susceptibles d'être acquises en base de recherches faites dans le domaine des rapports socio-politiques, de la formation de la criminalité et des méthodes de la lutte contre cette dernière. La mise au jour de ces phénomènes de réalité et l'élaboration de leurs connexités mutuelles font partie des tâches de la criminologie. L'étude démontre d'une façon détaillée, combien les résultats des recherches criminologiques sont-ils indispensables à la formation des principes de politique criminelle qui se font valoir dans les différentes phases de la pratique de droit pénal, notamment dans la législation, dans la découverte des infractions, dans la procédure criminelle et dans l'exécution de la peine. Les résultats des recherches criminologiques ont encore une importance fondamentale à l'égard de la formation d'une politique adéquate en matière de prévention de la criminalité.

Dans la suite l'auteur examine les différentes phases de la politique de droit pénal du point de vue de la façon dont les principes de politique criminelle se font valoir au cours de ces phases. L'auteur arrive à la conclusion que les principes de la politique criminelle entrent en ligne de compte dans chaque étape de la lutte contre la criminalité, ce sont ces principes qui déterminent la direction de l'activité de la création et de l'application du droit de même que de l'activité de prévention déployée par des moyens étrangers au droit pénal aussi. Les principes de la politique criminelle ne sont pas de dogmes rigides et ne se font valoir d'une caractère durable que dans la mesure où la formation des rapports socio-politiques et de la criminalité présente une certaine stabilité. C'est pourquoi que les principes de politique criminelle rendent nécessaire — par leur nature même — de suivre avec attention constante les facteurs sus-mentionnés et de prendre en considération leurs changements.

L'auteur finit son étude en présentant un examen criminologique entrepris dans le domaine des infractions contre la propriété sociale, pour démontrer la mesure dans laquelle les expériences y acquises peuvent servir de base à la formation des principes de politique criminelle d'une part et favorisent la mise en oeuvre des principes déjà en vigueur d'autre part.

## Уголовная политика и криминология

М. ВЕРМЕШ

Вводная часть статьи анализирует понятие уголовной политики, а также и различные концепции, её взаимосвязи с общей политикой. В результате этого автор даёт следующее определение понятия социалистической уголовной политики: Уголовная политика является той частью общей политики, которая в области преступности, т. е. в области борьбы против преступности, на основе опытов теории марксизма-ленинизма, а также и общественной практики, определяет задачи, а также и общие методы и средства борьбы против преступности и предупреждения преступности.

Вышеупомянутые опыты можно приобрести путём исследований фактов, осуществляемых в кругу развития преступности и методов, используемых в ходе борьбы против преступности. Раскрытие этих явлений действительности, разработка их взаимосвязи — составляет задачи криминологии. Статья подробно показывает, насколько необходимы результаты криминологических исследований для отдельных фаз уголовноправовой практики, в том числе для законодательства, раскрытия преступлений, уголовного про-

цесса и, наконец, для исправительно-трудовых учреждений, с точки зрения оформления принципов уголовной политики. Результаты криминологических исследований имеют основополагающее значение и с точки зрения оформления правильной политики по предупреждению преступности.

В дальнейшем автор рассматривает различные фазы уголовно-правовой практики с той точки зрения, каким образом в них осуществляются принципы уголовной политики. Он приходит к выводу, что принципы уголовной политики осуществляются во всех фазах борьбы против преступности, они определяют направление деятельности как и законодательства, так и применения права, а также и профилактической работы, проведенной средствами не уголовного права. Принципы уголовной политики не являются догмами, и они в ходе своего осуществления показывают постоянный характер только в такой мере, поскольку общественно-политические отношения и развитие преступности тоже показывают известную постоянность. Ввиду этого, эти принципы имеют такой характер, такую природу, которая требует постоянно учитывать вышеуказанные факторы, их изменения.

В заключение автор показывает одно проведенное криминологическое исследование в отношении преступлений против социалистической собственности, чтобы продемонстрировать свою концепцию, по которой опыты таких исследований дают основания для оформления принципов уголовной политики с одной стороны, а с другой стороны, содействуют осуществлению уже действующих принципов.



## Основные обязанности граждан и система их регулирования

Ф. ТОЛДИ

Старший научный сотрудник Института Государства и Права ВАН

Правовые обязанности граждан в каждом отдельном государстве определяет система правовых норм. В системе правовых норм, определяющих обязанности, может быть проведено различие по содержанию обязанностей, по способу установления обязанностей и по форме источника права, устанавливающего обязанность.

Правовая норма регулирует определенные отношения. Все те субъекты, которые вступают в отношение, урегулированное правовой нормой, в правовое отношение, или попадают в такое положение, — в отношении друг к другу обязаны проявить поведение, соответствующее норме. Этим фактом взаимно становятся субъектами правомочий и обязанностей. Значит не существует обязанности без правомочия, и наоборот. Но отдельные нормы правового порядка в ходе регулирования отдельных отношений между государством и гражданином, а также между гражданами и об обязанностях граждан специально распоряжаются, как будто делая упор на обязанности. Этот способ регулирования обязанности граждан выдвигает на передний план и делает их непосредственно познаваемыми. Правовые обязанности граждан в самом широком смысле слова составляют обязанности, установленные обоими способами. Эта общая категория обязанностей может быть найдена в силу необходимости во всех государствах. Внутри вышеуказанных самых широких категорий правовых обязанностей граждан составляют отдельную группу обязанности, установленные определенно выраженным позитивным способом. Но эта категория обязанностей, установленная позитивным способом, все же еще является общей, потому что охватывает все позитивно установленные обязанности независимо от их содержания и формы источника права.

Конституции отдельных стран, располагающих писаной — формальной конституцией, об обязанностях граждан распоряжаются определенно выраженным способом. Эти обязанности, включенные в конституцию, выделяются из общей категории обязанностей граждан и составляют категорию основных юридических обязанностей граждан. Особую ценность констатации этих обязанностей в конституции помимо политического значения конституции дает и место конституции, как правового акта, занимаемое ею в системе права.

В практике социалистических стран создание писаных конституций является общим правилом. Также является общей практикой, что в конституциях вышеуказанных стран помимо прав граждан закрепляются и их основные обязанности.

При конституционном закреплении обязанностей граждан буржуазные государства не показывали последовательности. Закрепление основных обязанностей в период до первой мировой войны имело место лишь в качестве исключения, между двумя мировыми войнами имело место в отдельных случаях, а в исторической ситуации, возникшей после второй мировой войны, имело место или имеет место в значительно большей мере по сравнению с предыдущим периодом и касается более широкого круга обязанностей.

Буржуазные конституции, распоряжающиеся об обязанностях граждан, в отношении установления обязанностей показывают две основные системы. В одной из них закрепление обязанностей происходит путем отделения их от нормативных положений конституции, в отдельности, в другой системе происходит в кругу положений конституции, позитивно, влияя в правовые нормы. В первую систему входят декларации, созданные о правах и обязанностях граждан и преам-

булы конституций. Расположение внутри системы обязанностей, входящих в позитивные положения конституции и способ их установления является дифференциальным.

Единство по сущности прав и обязанностей граждан в социалистических странах в области кодификации, в структуре конституции также получает свое выражение. В частности: эти страны права и обязанности граждан, исключая те, которые отдельные конституции регулируют в кругу общественного устройства, закрепляют в единой структуре, в одной части или в главе.

В практике социалистических государств в каталоге основных обязанностей граждан отражаются объективные отношения данного государства. Является общей тенденцией расширение каталога этих обязанностей.

Основные обязанности, закрепленные в социалистической конституции, по своей юридической природе являются двойными. Они или правовые обязанности, или только моральные обязанности. Правовые обязанности также выражают моральный взгляд общества, но их соблюдение помимо возможных моральных общественных санкций обеспечивают и непосредственные юридические санкции. Моральные обязанности также выражают общественный интерес и моральный взгляд общества, но их соблюдение не обеспечивается непосредственно юридическими санкциями.

Реальность основных прав граждан в общественной действительности определяющим образом выражается в цели права и в осуществлении принципа равенства в правах.

Социалистическое государство для обеспечения обязанностей граждан вследствие значения выполнения обязанностей уделяет чрезвычайно большое внимание и создает широкую систему правовых гарантий.

## I

### *Понятие обязанностей граждан, разграничение основных обязанностей*

Обязанности граждан в своей совокупности определяют складывающиеся обычаи, моральные нормы, нормы организационной — общественной жизни, а также правовые нормы. В рамках данной статьи мы рассматриваем лишь обязанности, включенные в правовые нормы, юридические обязанности, но и их только на уровне конституционного регулирования.

Правовые обязанности граждан в каждом отдельном государстве определяет система правовых норм. В системе правовых норм, определяющих обязанности, можно делать различие по содержанию обязанностей, по способу установления обязанностей, а также и по форме источника права, устанавливающего обязанность.

Обязанности граждан по своему содержанию могут быть политическими, экономическими, социальными и культурными обязанностями. Политическая обязанность, например, обязанность защиты родины, соблюдение законности; экономическая: обязанность трудиться, обязанность по уплате налога; социальная и культурная обязанность: обязанность лечиться, обязанность учиться и т. д.

Правовая норма регулирует определенные отношения. Все те субъекты, которые вступают в отношение, урегулированное нормой права, правовое отношение или попадают в такое положение, в отношении друг к другу обязаны проявлять поведение, соответствующее норме. Этим фактом взаимно



становятся субъектами правомочий и обязанностей. Каждая юридическая норма с точки зрения своего понятия имеет две стороны, устанавливает взаимное правомочие и обязанность. Правомочие одного из субъектов правоотношения предполагает обязанность другого субъекта правоотношения на поведение, определенное в норме. Значит не существует обязанности без правомочия и наоборот. Каждая диспозиция правовой нормы в действительности является одновременным предписанием и об обязанности, и о правомочии. То обстоятельство, что в правовой норме получает ли перевес правомочие или обязанность, или оба, является кодификационным вопросом и зависит от конкретных условий практики по кодификации. Обязанности граждан в принципе могут быть урегулированы и путем установления правомочий. Отдельные государства и на уровне конституции применяют метод такого регулирования. Частым и наглядным случаем является, например, что конституция не содержит обязанности граждан защиты родины, но распоряжаясь о силах обороны для соответствующих органов обеспечивает уполномочие для призыва в армию и рекрутских наборов.<sup>1</sup> Значит конституция распоряжаясь о правах государства или определенных органов государства устанавливает и обязанность гражданина.

Отдельные нормы правового порядка в ходе регулирования отношений между государством и гражданином, а также между гражданами об обязанностях граждан определенно выраженным образом распоряжаются как будто делая особый упор на обязанности. Этот способ регулирования обязанность граждан выдвигает на передний план, делает её непосредственно познаваемой.

Правовые обязанности граждан в самом широком смысле составляют обязанности, установленные обоими этими способами. Эти обязанности составляют *самую общую категорию* правовых обязанностей граждан. В соответствии с этим под правовой обязанностью граждан мы понимаем всякое поведение, установленное в правовой норме, и ожидаемое от гражданина. Эта общая категория обязанностей с необходимостью можно найти в каждом государстве. Но обязанности, составляющие категорию в зависимости от конкретных условий отдельных государств изменяются, их шкалу и содержание определяет действующее позитивное право данного государства.

Внутри самой общей категории правовых обязанностей граждан составляют отдельную группу обязанности, определенные выраженным позитивным способом. Под обязанностью и простой язык, но в общем смысле и право понимает поведение, определенное позитивным способом, направленное на выполнение, допущение или прекращение чего-нибудь. Эта категория обязанностей граждан, установленная позитивным способом,

<sup>1</sup> См., например, ст. 9 конституции Португалии от 1933 года, ст. 37 конституции Уругвая от 1940 года.

все же еще является *общей*, потому что охватывает всякую позитивно определенную обязанность независимо от её содержания и формы источника права.

Установление обязанностей граждан происходит в источниках права различного типа. Может происходить в конституции, в законе или в подзаконном источнике права. То обстоятельство, что обязанности граждан в источнике права какого уровня устанавливаются, имеет очень большое значение.

Внутри общей категории обязанностей граждан значение отдельных обязанностей различно в зависимости от общественных отношений. Форма источника права, в которой обязанность приобретает юридическую форму, не всегда находится в соответствии с действительным значением обязанности. В практике буржуазных государств является очень частым явлением, что и значительные обязанности регулируются относительно в низкой форме источника права. Эта практика в отношении обязанности обеспечивает снижение связанности, облегчение её изменения, больший перевес исполнительных органов и их воздействие.

Конституции отдельных стран, располагающих писаными формальными конституциями об обязанностях граждан распоряжаются позитивным способом. Эти обязанности, включенные в конституцию, выделяются из общей категории обязанностей граждан и составляют категорию *основных правовых обязанностей граждан*. Эти обязанности из общей категории обязанностей в правовом отношении в первую очередь вследствие юридической силы источника права, устанавливающего обязанность, выделяются.

Правовые обязанности, входящие в категорию основных обязанностей граждан, изменчивы. Нет единым образом сложившегося каталога обязанностей. Тот факт, что какие именно обязанности закрепляет конституция, зависит от классовых отношений данного государства, далее, от экономического, а также внутривнутриполитического и внешнеполитического положения данного государства.

Факт конституционного закрепления обязанностей граждан и выделяющееся общее общественное значение обязанностей в социалистических государствах в каждом случае, а в буржуазных государствах вообще совпадает. Но это положение не означает того, что каждая, с точки зрения общественной жизни значительная обязанность граждан получает регулирование на уровне конституции. Социалистические государства установление обязанности вообще только тогда поднимают на уровень конституционного регулирования, если для исполнения обязанности имеются общие, объективные общественные условия. Например, обязанность участия в общественных делах на всех стадиях социалистического государственного строительства является чрезвычайно важной, для осуществления её социалистическое государство делает большой упор. В этом кругу создали и много правовых

норм. Но участие в общественных делах на уровне конституции только тогда может быть сделано общей основной обязанностью граждан, если изменения, происшедшие в классовой структуре общества и в сознании людей для этого произошли и в общественном масштабе. В буржуазных государствах закрепление в конституции обязанностей граждан в большой мере зависит от политической ситуации.

Основной характер обязанностей, включенных в конституцию, в правовом отношении дается качеством регулирования. Дело в том, что классифицирующие юридические последствия примыкают к конституционному регулированию.

Основной характер обязанностей не означает ни то, что на граждан могут быть возложены обязанности, закрепленные в конституции, ни то, которое утверждают отдельные буржуазные специалисты публичного права, что обязанность, урегулированная в конституции, во всех случаях составляла бы основу дальнейших обязанностей.<sup>2</sup> Это в отношении отдельных обязанностей хотя может иметь место, но его нельзя считать общим правилом. Основные обязанности, установленные в конституции выраженным образом, также являются обязанностями определенного содержания. Но обязанность частично осуществляется через институты, определенные в конституции, а частично в источниках права подконституционного характера.

В отношении буржуазных государств позитивное закрепление основных обязанностей граждан в конституции или иных основных актах исторически имеет место почти два столетия и доходит до французской буржуазной революции. В ходе этого большого исторического периода или в ходе буржуазного развития, происходившего с тех пор, в буржуазных государствах не стало общей практикой закрепление основных обязанностей граждан в конституции. А в отношении государств, закрепляющих обязанности, ни система регулирования, ни каталог основных прав не может считаться сложившимся. В буржуазной правовой литературе для разработки системы и теоретических основ обязанностей граждан едва ли можно найти пример. Отдельные авторы определенно придерживаются такой точки зрения, что разработка обязанностей «не имеет особой научной или юридической ценности».<sup>3</sup> Отдельные представители буржуазного государственного права, даже в тех странах, которые располагают так называемыми историческими конституциями, делают попытку для перечисления основных обязанностей граждан. Но такое перечисление вследствие отсутствия соответствующего анализа и позитивной правовой основы не свободно от субъективного взгляда отдельных авторов. В венгерской публично-правовой литературе, например,

<sup>2</sup> Томчани, *Magyarország közigazgása (Публичное право Венгрии)*. Будапешт, 1943. стр. 236.

<sup>3</sup> К. Кметт, *A magyar közigazgás tankönyve (Учебник по венгерскому публичному праву)*. Будапешт, 1910. стр. 129.

в обязанности граждан включили и обязанность пользования детским садом и обязанность заниматься физкультурой.<sup>4</sup>

Те обязанности граждан, которые закрепляют не конституции, вследствие соответствующей юридической классификации юридически не могут считаться основными. Дело в том, что они не располагают юридическими особенностями основных обязанностей граждан, включенных в конституцию. В том случае, если мы не считаем то больше, которое и в отношении обязанности означает закрепление её в конституции, ослабляем значение писанных конституций, расширяется круг обязанностей и при оценке обязанностей открываем путь для случайностей, а также для спекулятивных субъективных соображений. При оценке основного характера обязанностей граждан в правовом отношении мы считаем мерилom ценности то, что обязанность закрепляет ли конституция или нет.

В противоположность практике буржуазных государств социалистические страны уже в первых своих конституциях закрепляют вместе с основными правами граждан их основные обязанности.<sup>5</sup> В практике социалистических государств и на уровне конституции действует известное положение Маркса о том, что в социалистическом обществе нет права без обязанности и нет обязанности без права.<sup>6</sup> Права и обязанности являются незаменимыми совместными факторами в упрочении и развитии социалистического государства и социалистической демократии.

## II

### *Значение конституционного регулирования основных обязанностей*

Особая ценность закрепления в конституции обязанностей граждан помимо политического значения конституции дается местом конституции как правового акта в системе права.

Писаная конституция является высшим юридическим актом. Конституцию создает или изменяет вообще или отдельная учредительная коллегия на основе установленного для этого процесса, или законодательная колле-

<sup>4</sup> См. К. Мольнар, *Magyar közigjog (Венгерское публичное право)*. Печ, 1929. стр. 198—199.

<sup>5</sup> Исключение из этого правила составляет только временная конституция Венгерской Советской Республики 1919 года. Задачей постановления Революционного Государственного Совета № XXVI, содержащего временную конституцию, также было установление в данных исторических условиях цели государства, временной организации, и установление основных правил избирательного права. Принятая спустя около двух месяцев конституция уже распоряжается и о правах и обязанностях граждан.

<sup>6</sup> *Произведения Маркс—Энгельс*. Том 16. Москва, 1960. стр. 13.

гия также в особом процессе. Писаная конституция сильнее, чем любой иной источник права. Законодательная коллегия в ходе создания законов связана с конституцией или с её положениями. Таким образом нормы конституции для актов законодательной коллегии являются определяющими. А вследствие особых норм изменения конституции прочность и стабильность этих норм по сравнению с другими правовыми нормами более обеспечена. Первоочередное *правовое значение* закрепления обязанностей граждан в конституции — как и в случае прав граждан — *коренится* в вышеуказанных *обязанностях писаной конституции*. Принципиально между прочим целью конституции и её предметом является также регулирование основных отношений между государством и гражданами, а также между гражданами. Отношения между гражданином и государством составляют взаимные права и обязанности между гражданином и государством.<sup>7</sup> Таким образом, значит, задачей конституции является вместе с правами граждан закрепление и основных обязанностей граждан.

За закрепление основных обязанностей граждан в конституции помимо особой ценности конституции как источника права стоят и другие факторы. Они частично являются общими, а частично особыми.

Общие факторы, стоящие за конституционное закрепление основных обязанностей граждан, можно суммировать в следующем:

а) Писаная конституция конституционное устройство государства, а также основные права и обязанности граждан относительно ясно и понятным образом для всех определяет.

б) Писаная конституция основные права и обязанности граждан закрепляет в одном документе, вообще в единой системе. Таким образом основные обязанности граждан легче познаваемы и в широком кругу могут стать известными. Осуществление поведения со стороны граждан, соответствующего конституции таким образом более легко.

в) Соблюдение писаной конституции больше обеспечено, чем соблюдение неписаной конституции. Постановления конституции в жизни государства меньше можно обходить или нарушать, чем положения неписаной конституции.

Особые факторы, стоящие за конституционное закрепление основных обязанностей граждан, могут быть обнаружены в необходимости или целесообразности закрепления существенных изменений, происходящих в отдельных странах. Так, например, в случае революционного или значительного изменения результаты изменения, созданную новую организацию или новые элементы, а также изменившееся юридическое положение граждан писаная конституция как политический документ выражает более ясно.

<sup>7</sup> Закрепление отношений между государством и гражданами отдельные буржуазные конституции обходят. Так, например, обходит французская конституция от 1875 года и немецкая конституция от 1871 года.

В практике социалистических стран создание писаной конституции является общим правилом. Также можно считать общим правилом то, что социалистические страны в своих конституциях, значит, в самых высших источниках права помимо прав граждан закрепляют и их основные обязанности. Социалистические страны и в отношении обязанностей осуществляют преимущества и иные особенности, коренящиеся в ценности источника права писаной конституции и связанные с вышеуказанной конституцией.

В конституционном закреплении обязанностей граждан буржуазные государства совсем не показывают последовательности. Закрепление основных обязанностей в период до первой мировой войны имело место лишь в качестве исключения, между двумя мировыми войнами имело место в отдельных случаях, а в исторической ситуации, возникшей после второй мировой войны имело или имеет место в значительно большей мере по сравнению с предыдущим периодом и касается более широкого круга обязанностей.<sup>8</sup>

Если мы рассматриваем классовую борьбу буржуазии с исторической точки зрения, очевидно, что в ходе буржуазных революций и в период, последующий за ними, в качестве противоположности феодальному абсолютизму ударение ставилось на права граждан. Интересы буржуазии в первую очередь выражали права. Буржуазия обладая властью, воздерживалась, от регулирования обязанностей граждан, потому что это поднимало бы необходимость конституционного регулирования отношений во всех направлениях государства и личности, таким образом помимо обязанностей граждан, выполняемых по отношению к государству, также и закрепление обязанностей граждан.<sup>9</sup> Против конституционного регулирования обязанностей граждан действовало и дальше действует и то обстоятельство, что конституционное регулирование обязанностей выдвигает на передний план и равенство обязанностей. А буржуазия это не желала и желает осуществ-

<sup>8</sup> Для примера возьмем несколько развитых капиталистических стран. Об обязанностях граждан не распоряжается ни конституция США 1787 года, ни конституция Федеративной Республики Австрии 1920 года, ни конституция Федеративной Республики Германии 1949 года, измененная в 1956 году, ни конституция Бельгийского Королевства 1831 года, измененная в 1921 году. В период, предшествующий первой мировой войне, конституционное закрепление обязанности граждан реализовалось главным образом в установлении обязанности несения военной службы. В отношении каталога обязанностей граждан более значительное исключение составляет только французская конституция 1795 и 1848 годов, а также конституция Мексики 1917 года. Созданные в период между двумя мировыми войнами буржуазные конституции, главным образом под действием советской Конституции 1936 года и веймарской конституции 1921 года, закрепляют обязанности граждан в определенной мере расширились в направлении хозяйственных и культурных обязанностей. В буржуазном конституционном развитии после второй мировой войны, заметно под влиянием конституций социалистических государств наряду с другими обязанностями на передний план выступает обязанность соблюдения законности, обязанность трудиться, обязанность участия в общественных делах, а также соблюдение норм морали.

<sup>9</sup> См. И. Сабо, *Az emberi jogok mai értelme (Современное понятие прав человека)*. Будапешт, 1948. стр. 70.

вить. Равенство обязанностей находится в противоположности с классовой сущностью буржуазного государства и оно в условиях классового государства объективно исключено.

Для буржуазии является более преимущественным регулирование обязанностей граждан в источниках права подконституционного характера. Эти источники права поскольку не находятся в такой степени на переднем плане внутреннего и внешнего интереса, далее связанности, установленные для их создания и изменения, существенно являются меньшими, с ними гибко можно обращаться и обратное действие их нарушения вообще также является значительно меньшим.<sup>10</sup>

При закреплении обязанностей граждан декларация прав человека также не показывает примера. Декларация обращает внимание лишь на то, что «Каждый имеет обязанности в отношении общества, в котором свободное и полное проявление своей личности единственно возможно».<sup>11</sup> Буржуазные государства в отношении обязанностей и в международных соглашениях не желали связывать свои руки, попытки такого направления остались без результата.

В социалистическом обществе — поскольку не имеются эксплуататорские классы, а также нет антагонистических противоречий в интересах между трудящимися классами и слоями, — можно осуществить и в действительности осуществляется морально-политическое единство общества. Право в этом обществе выражает уже не интересы эксплуатирующего меньшинства, а общие интересы общества. В соответствии с этим и отношении между личностью и обществом по сравнению с отношениями эксплуататорского государства существенно иное. В социалистическом государстве права и обязанности граждан полностью находятся в соответствии с интересами и задачами государства и общества. В условиях социалистического государства права и обязанности граждан находятся в органическом единстве с интересами государства. С осуществлением прав и обязанностей граждан, с одной стороны, строится и крепляется социалистическое государство, а с другой стороны, с разворачиванием и упрочением социалистического государства все более расширяются и одновременно становятся более содержательными и определенными права граждан и их обязанности, проявляющиеся в отношении общества.

В противоположность буржуазному государству для социализма является характерным как раз то, что он не довольствуется формальными декларациями, а создает действительные условия осуществления прав и обязанностей граждан. Это вытекает из сущности социалистического государства.

<sup>10</sup> Бьер—Ковач—Самел, *Magyar államjog (Венгерское государственное право)*. Будапешт, 1960. стр. 479.

<sup>11</sup> См. ст. 29 декларации.

Общественная роль социалистического государства и изменившееся общественное положение гражданина является основным вопросом конституции каждого отдельного социалистического государства. С одной стороны, вследствие единства прав и обязанностей граждан, а с другой, вследствие единства этих прав и обязанностей, а также общественных интересов, социалистическое государство в соответствии с их действительной связью и основные обязанности граждан закрепляет в конституции.

### III

#### *Буржуазная система включения основных обязанностей в конституцию*

Практика конституционного закрепления обязанностей граждан в буржуазных странах изменчива.

В буржуазных государствах установление обязанностей граждан показывает две основные системы. В одной из систем закрепление обязанностей вместе с правами происходит путем отделения их от нормативных положений конституции, в отдельности, а в другой системе происходит в кругу положений конституции, позитивно вливая в правовые нормы. В первую систему входят декларации и конституционные преамбулы, созданные о правах и обязанностях граждан. Расположение в системе обязанности, закрепленной в кругу позитивных положений конституции и способ её установления является дифференциальным.

Первой формой закрепления обязанностей граждан явилась *декларация*. Эта форма применяется еще и сегодня. Естественноразумному взгляду буржуазии эта форма соответствовало больше всего. Буржуазия в декларации объявила или распоряжалась объявить «священные и неотчуждаемые» свои права. Буржуазия в декларации старалась создать такую форму акта, содержание которого связывает каждого, в том числе и государство.

Декларацию можно найти в двух видах. Дело в том, что декларация или является документом, находящимся вне конституции (самостоятельным документом), или является особой частью конституции. Декларация от 1789 года о правах человека и гражданина является самостоятельным документом. А французская конституция от 1791 года декларацию о правах человека и гражданина содержит в своей системе и выдвигает как будто в качестве введения конституции.

Декларация является документом, имеющим политический характер, односторонним актом издающего его. Декларация по своей сущности является документом, содержащим требования и некоторые общие принципы, реализация и конкретизация которого является задачей конституции и источников права подконституционного характера. Декларация является



инструкцией по правотворчеству, она не юридическая норма, её положения не являются правовыми нормами, не создают правовые отношения. Но политическое значение декларации значительно. В условиях классовой борьбы является хорошо используемым политическим средством в кругу развития и защиты прав и обязанностей граждан. В правовом аспекте слабость декларации, с одной стороны, проявляется в том, что её положения являются общими и для законодательства в области правовой реализации обеспечивает широкую возможность, а с другой стороны, орган, создающий конституцию, может обойти декларацию. Это произошло с французской декларацией от 1789 года при создании конституции от 1875 года.<sup>12</sup>

Об обязанностях граждан и в *преамбулах* отдельных конституций можно найти определенные позиции.

Преамбула по своему характеру и сущности показывает сходство с декларацией, находящейся перед текстом конституции. Преамбула является текстом, отделенным от позитивных положений конституции и обычно является текстом торжественного характера, имеющим вводный общий характер. Непосредственная юридическая ценность преамбулы также как и декларации — является минимальной.<sup>13</sup>

В практике конституционного творчества можно различать две различные преамбулы: простую и квалифицированную. На правовую ценность простой преамбулы конституция не делает отдельное ударения. Таким образом можно спорить о том, что такая преамбула имеет ли вообще непосредственное юридическое значение. Такими являются преамбулы конституций Франции от 1946 и 1958 годов. Отдельные конституции преамбулу квалифицируют. Они в кругу позитивных положений определенно заявляют, что преамбула относится к тексту конституции, что она составляет её часть.<sup>14</sup> При такой практике и преамбула становится источником права. В соответствии с этим преамбула, с одной стороны, действует в качестве нормы по вопросу, не урегулированному отдельно в конституции, а с другой стороны, её следует принимать во внимание при толковании отдельных положений конституции, а возможно и при толковании источников права подконституционного характера. В случае неквалифицированной преамбулы, поскольку она стоит вне системы норм конституции, даже связанность с толкованием может быть спорной.

В буржуазных государствах место в системе основных обязанностей граждан в кругу положений конституции нельзя считать сложившимся.

<sup>12</sup> Французская конституция 1875 года не распоряжается ни о действии декларации, ни о правах и обязанностях граждан.

<sup>13</sup> И. Сабо, *Az állampolgári jogok elméletének kialakulása. Megjelent: Az állampolgárok alapjogai és kötelességei c. műben.* (Возникновение теории прав граждан). стр. 34. Опубликовано в томе «Основные права и обязанности граждан». (Будапешт, Издательство Академии Наук. 1965. Под редакцией: Й. Халас, И. Ковач, И. Сабо).

<sup>14</sup> См., например, ст. 156 конституции Турецкой Республики от 27 мая 1961 года.

Практика очень изменчива. Вследствие дифференцированности практики мы можем решаться лишь для показания явления.

В практике буржуазных государств, закрепляющих обязанности граждан в конституции, расположение в системе обязанностей происходит или под общим, или под различным предлогом дифференцированно. Регулирование под общим заглавием обычно происходит вместе с правами в одной части или в отдельной главе. Этой практики придерживаются, например, французская конституция от 1948 года, швейцарская конституция от 1874 года, измененная в 1955 году, португальская конституция от 1933 года, испанская конституция от 1945 года, японская конституция от 1947 года и итальянская конституция от 1947 года. Отдельные конституции внутри общего заглавия отдельно выделяют обязанности. Такой является, например, конституция Венесуэлы от 1953 года.

Обязанности граждан располагает в разделенной системе, например, финская (1919), панамская (1946) и гватемалайская (1956) конституции.

Расположение в системе обязанностей граждан не касается юридической силы правовой нормы, содержащей обязанность. Но расположение в системе имеет свое значение. Расположение в конституции в различных местах обязанностей отвлекает внимание от совокупности обязанностей и способ их формулирования в отдельных случаях замаскировывает их.

Регулирование обязанностей граждан по способу регулирования или является скрытым — негативным — или отсылочным, или выраженным (позитивным). Негативного способа установления обязанностей уже касались в другой связи.

В случае установления обязанности граждан в *негативной форме* обычно ударение делается на право. А в осуществлении права обязанность сама по себе подразумевается по смыслу. Об обязанности следует делать вывод из положений конституции. А в конституции США, например, об обязанностях определенно не говорится. Но конституция распоряжается об установлении налога. Из этого положения само по себе вытекает обязанность граждан по уплате налога.

Установление обязанностей граждан в негативной форме в практике буржуазных государств является частым. Нормы, констатирующие в скрытой форме обязанности, часто об установлении обязанности или в связи с несением обязанности выдвигают определенные, имеющие принципиальное значение, требования. С целью обзора мы ограничиваемся лишь показом нескольких примеров. Статья 13 французской конституции от 1791 года, например, устанавливает, что для содержания вооруженных сил и для расходов, связанных с администрацией, необходимы общественные взносы и их следует распределять между гражданами пропорционально их материальному положению. Значит конституция в негативной форме устанавливает обязанность по уплате налога и в то же время распоряжается об общем и

пропорциональном распределении этой обязанности. Статья 112 бельгийской конституции от 1831 года, измененной в 1921 году, констатирует, что внутри уплаты налога не могут быть введены привилегии. Эта статья, с одной стороны, в скрытом виде устанавливает обязанность по уплате налога, с другой стороны, позитивно закрепляет принцип всеобщности. Статья 9 конституции Португалии от 1933 года говорит о том, что в ходе территориальной гражданской обороны в процессе выполнения этой функции никому не может быть причинена обида. Эта статья в скрытой форме устанавливает обязанность предоставить материальные услуги для цели обороны. И в то же время распоряжается о защите прав и интересов исполнителей этой обязанности.

В буржуазных государствах в кругу установления обязанностей также частая отсылочная система. Эта система тоже является негативной формой установления обязанностей. Эту систему характеризует то, что конституция выраженно не устанавливает обязанность, регулирование обязанности поручается другому источнику права. Но тем фактом, что конституция распоряжается о регулировании обязанности, в негативной форме и устанавливает её. Статья 80 конституции Финляндии от 1919 года, например, устанавливает обязанность обязательного школьного обучения, регулируется законом и внутри обязанности обязательного школьного обучения образование бесплатно. Это положение, значит, имплицитер устанавливает обязательное школьное обучение, но его регулирование путем закрепления принципа бесплатности переводит на путь закона. Также в кругу обязанности обязательного школьного обучения статья 98 конституции Гватемалы от 1956 года устанавливает, что закон устанавливает общеобразовательный минимум, который каждый должен пройти. В этом положении само по себе содержится обязанность обязательного школьного обучения, содержится также принцип всеобщности, а также и то, что обязанность обязательного школьного обучения не связана с возрастом, а её выполнение связано с прохождением общеобразовательного минимума.

Вышеуказанные способы регулирования имеют юридическое значение. С одной стороны, потому, что хотя в некоторой форме, но все же устанавливают обязанность, а с другой стороны, обычно определяют ту форму источника права, в котором обязанность может быть урегулирована, даже в отдельных случаях в отношении регулирования содержат и дальнейшие связности. Нарушение установления форм источника права и предписанной иной связности квалифицируется как нарушение конституции.

Определенная часть буржуазных конституций об обязанностях граждан распоряжается открыто выраженно, позитивным способом. А в отдельных конституциях смешиваются различные методы установления обязанностей граждан.

Негативное установление обязанностей граждан имеет ту очевидную причину, что подготовители проекта конституции по политическим соображениям в ходе конституционного творчества не желают направить внимание на отдельные обязанности и таким образом «девальвируют» их. Об обязанностях граждан, установленных негативным способом, распоряжаются источники права более низкого уровня. Их создание и изменение существенно проще, чем создание и изменение конституции, далее, политические последствия нарушения этих источников права являются более мягкими. Поэтому для буржуазии для закрепления обязанностей граждан этот путь является значительно изысканным.

#### IV

##### *Социалистическая система включения в конституцию основных обязанностей*

Обязанности граждан в условиях социалистического государства составляют единство с правами граждан. Выполнение обязанностей является условием реальности прав граждан, пользование правами, а права одновременно являются и средством более соответствующего выполнения обязанностей. Это единство прав и обязанностей коренится в постоянном упрочении социалистической демократии и одновременно характеризует её.

Познание и сознательное использование единства прав и обязанностей граждан является значительным средством упрочения и развития социалистических жизненных отношений, является особо важным средством формирования социалистического сознания. Система прав и обязанностей граждан создает не только устроенную связь между государством и гражданином, но стимулирует их на необходимые с точки зрения существования и развития общества действия. Активность граждан, их участие в осуществлении общественных дел относится к сущности социалистического общества и является его элементарной потребностью. Важным средством активности граждан является ясно установленная система прав и обязанностей.

В соответствии с действительным значением прав и обязанностей граждан социалистические государства без исключения стремились и сегодня стремятся к тому, чтобы важнейшие права и обязанности граждан были закреплены в форме источника права самого высокого уровня, ясно выраженным способом. Это является общим правилом в практике социалистических государств.

В социалистических странах существенное единство прав и обязанностей граждан выражается и в области кодификации, в структуре конституции. Таким образом социалистические страны права и обязанности гражд-

дан закрепляют в единой структуре, в одной части или в одной главе. Этим выражается и то, что права и обязанности обуславливают друг друга. Обязанность трудиться, например, предполагает право на труд и наоборот: право на труд осуществляется через выполнение обязанности трудиться.

В кодификации в совместной структуре прав и обязанностей граждан советское конституционное развитие последовательно. В ходе развития каждая советская страна в своей конституции закрепила и основные обязанности граждан. Закрепление происходило в единой структуре с правами граждан. В этом отношении практика была едина. Практика только в расположении и в наименовании части, содержащей права и обязанности, показывала расхождения.<sup>15</sup> Расхождения не имеют существенного значения или не имели такого. С формальной точки зрения самое большое расхождение показывала конституция УССР от 1919 года. Эта конституция под заглавием «Декларация прав и обязанностей трудящегося и эксплуатируемого народа» включила в единую структуру основные права и обязанности. Но эта «декларация» по своей сущности не была декларацией, а явилась органической и позитивной частью конституции. Дело в том, что «декларация» составила третью часть конституции и её положения выдвигают требования не в отношении конституции или создателя конституции, а они являются нормами, получившими свое выражение в конституции. Эти отклонения имели место лишь в период, предшествующий конституцию Советского Союза 1936 года. После этого практика является единой как в отношении расположения, наименования, а также и в отношении используемой терминологии.

В отличие от конституций отдельных советских социалистических республик по вопросу о включении в конституцию обязанностей граждан лишь на уровне союзных конституций не была единой практика. Конституция РСФСР от 1918 года и её дальнейшие конституции закрепляют права и обязанности граждан в единой структуре. А конституция Закавказской ССР от 1922 года обходит закрепление прав и обязанностей граждан. Подобно этому положение в первой конституции СССР от 1924 года. В этот период в союзных конституциях решающим явилось закрепление основных общих вопросов государств союза. Главная задача конституции состояла в этом. Регулирование прав и обязанностей граждан составляло внутренний вопрос отдельных государств.

Расхождение в практике на уровне союза разрешает конституция СССР от 1936 года и закрепление прав и обязанностей граждан в единой структуре поднимает на уровень союзной конституции. Этим обязанности

<sup>15</sup> Для иллюстрации напомним, что конституция Грузинской ССР 1922 года в III главе без особого заглавия, конституция Армянской ССР 1922 года в I главе части I под заглавием «Основные принципы власти трудящегося и эксплуатируемого народа», конституция Белорусской ССР 1919 года в главе I под заглавием «Общие положения» рассматривает вместе с правами граждан и обязанности.

граждан — вместе с правами — получают отдельное ударение и становятся основным вопросом союза.

Вслед за конституцией от 1936 года, значит, обязанности, вместе с правами в единой структуре и по существу в одинаковой системе закреплены в конституции. Из обязанностей граждан — также в соответствии с конституцией 1936 года — только обязанность трудиться составляет исключение. Эту обязанность, как самую основную, советские конституции закрепляют в главе об общественном устройстве.

В советской конституции 1936 года и вслед за ней в конституции РСФСР, а также в конституциях отдельных союзных республик установление основных обязанностей граждан происходит позитивным способом. Советские конституции обходят негативный способ установления обязанностей. Основные обязанности, установленные в советских конституциях, как правило конкретизируют дальнейшие правовые нормы, но эти нормы в отношении обязанностей не являются конституционными, они имеют лишь исполнительный, императивный характер.

Возникновение и развитие социалистических стран, возникших в результате второй мировой войны, показывает отличительную картину от возникновения и развития советских государств. Отличающиеся условия их возникновения и развития отражаются в их конституционном развитии и внутри этого и в системе конституционного регулирования обязанностей граждан.

В Европе в кругу народно-демократических стран, возникших вслед за второй мировой войной, обращая внимание на их возникновение и развитие можно различать две группы этих стран. Одну из групп составляют те народно-демократические страны, в которых вооруженная борьба за политическое освобождение страны непосредственно связывалась с ликвидацией буржуазных элементов, служивших фашизму, а позже после освобождения буржуазному порядку. В группу этих стран входили в порядке алфавита Албания, Болгария и Югославия. В этих странах основы создания новой конституции и одновременно её необходимость складывались относительно быстро, сразу после освобождения. По времени Югославия в январе 1946 года, Албания в марте 1946 года, Болгария в декабре 1947 года создали народно-демократические конституции после освобождения. Конституции этих стран распоряжаются о правах и обязанностях граждан. В этих трех конституциях соответствующие положения в общей структуре закрепляли, но не одинаковым каталогом. О правах и обязанностях граждан и конституция Югославии от 1963 года также распоряжается в единой структуре.

В другой группе европейских стран народной демократии в Чехословакии, Польше, Румынии, Венгрии, ГДР вследствие особых условий развития конституционное развитие и таким образом закрепление обязанностей граждан является более дифференцированным.

В Чехословакии создание народно-демократической конституции имело место после февральской революции 1948 года, но еще в 1948 году. Первая глава этой конституции в единой структуре распоряжается о правах и обязанностях граждан. Новая конституция от 1960 года сохраняет принцип единого закрепления прав и обязанностей и это происходит непосредственно в главе, следующей за общественным устройством. Но из обязанностей обязанность соблюдения социалистической законности, далее, обязанность выполнения плановых заданий выделяет и закрепляет среди соответствующих положений общественного устройства.

В Польше Сейм в 1947 году издал декларацию о правах и обязанностях граждан. В этом же году создает также и конституцию. Конституция ни о правах, ни об обязанностях, а декларация об обязанностях не распоряжается. Закрепление обязанностей граждан произошло в конституции от 1952 года. Эта конституция обязанности вообще вместе с правами содержит в главе VII конституции. Обязанность соблюдения законности включает в главу I под заглавием «Политическое устройство», а обязанность трудиться в главе II под заглавием «Общественно-экономический строй».

В Венгрии «о естественных и неотчуждаемых правах граждан» распоряжается вводный текст закона I от 1946 года о форме государства. Это по своей сущности является преамбулой. Закон в своей позитивной части не содержит положений ни о правах граждан, ни об их обязанностях. Вводная часть закона не говорит об обязанностях граждан. Закрепление в основном законе основных обязанностей граждан впервые можно встретить в конституции, включенной в закон № XX от 1949 года. Она обязанность трудиться содержит в главе II об общественном устройстве, а соблюдение законности в главе XI в кругу заключительных положений, а остальные обязанности в единой структуре с правами граждан содержит в главе VIII конституции.

ГДР в 1949 году создала свою конституцию. Эта конституция основные обязанности граждан закрепляет в части A под заглавием «Основа государственной власти». Но о правах граждан распоряжается в главе I части B под заглавием «Содержание и объем государственной власти».

Конституция Румынии от 1948 года основные обязанности граждан регулирует вместе с правами, обязанность трудиться выделяет и регулирует в части под заглавием «Общественный и экономический строй». Этот способ регулирования сохраняет конституция Румынии от 1952 года. Ныне действующая конституция Румынии от 1965 года права и обязанности граждан регулирует в единой системе.

Из дальневосточных социалистических стран китайская конституция от 1954 года, монгольские конституции от 1940 и 1960 годов, корейская конституция от 1948 года, вьетнамские конституции от 1946 и 1960 годов основные обязанности граждан также регулируют в единой структуре. Китайская, монгольская и новая вьетнамская конституции подобно конституциям

европейских социалистических стран выделяют обязанность трудиться и регулируют в кругу положений, относящихся к общественному и экономическому строю.

В практике социалистических государств в каталоге основных обязанностей граждан отражаются объективные условия данного государства.

В период между Великой Октябрьской Социалистической Революцией и конституцией СССР 1936 года одной из главной задачей советских государств явилась защита социалистического государства от внешних и внутренних врагов. Другая важная задача ликвидация последствий разрушения, происшедшего вследствие интервенции и сопротивления буржуазии, заложение основ социалистического хозяйства, его упрочение и развитие. В области обязанностей первое получило выражение в юридической форме путем конституционного закрепления обязанности защиты родины, а последнее путем конституционного закрепления обязанности трудиться.

Конституция 1936 года закрепила полную победу социализма в СССР. С победой социализма возникли условия для расширения каталога обязанностей граждан. В этом направлении действовали особенно изменения, происшедшие в отношениях собственности и в хозяйственном строе, а также в классовой структуре общества. В соответствии с этим конституция помимо предыдущих закрепляет гражданскую обязанность соблюдения конституции, исполнения законов, соблюдения дисциплины труда, соблюдения правил социалистического общежития, охраны социалистической собственности, а также участие в определенном образовании и честного отношения к общественному долгу. Каталог, значит, в политическом, хозяйственном и культурном отношении значительно расширился.

Конституция Венгерской Социалистической Союзной Советской Республики от 23 июня 1919 года объявила основной обязанностью трудиться. Реальная основа для этого была обеспечена путем объявления общественной собственности на всякие сельскохозяйственные, промышленные, транспортные заводы и шахты, переходящие рамки мелкого завода, далее, на финансовые учреждения и учреждения по страхованию.

Конституция Советской Республики ясно выраженным образом установила обязанность несения военной службы. Но в § 7 конституции говорится о том, что в интересах обеспечения власти трудящихся масс, воспрепятствования восстановлению власти эксплуататоров Советская Республика вооружает трудящихся. Это обстоятельство предполагает общую обязанность защиты родины трудящихся. Таким образом основная обязанность вооруженной защиты родины в отношении трудящихся содержится само по себе и в этой конституции.

На конституции стран народной демократии и в отношении закрепления обязанностей оказывала воздействие Конституция СССР 1936 года. Вследствие сходства основ это воздействие даже переход отдельных положений



является очевидным явлением. Но по сравнению с обязанностями, закрепленными в советской конституции 1936 года, конституции стран народной демократии показывают отличия, заслуживающие внимания. В этих отличиях отражаются конкретные отношения экономического и политического развития данной страны.

В конституциях европейских стран народной демократии в общем закреплены обязанности: а) обязанность общего школьного обучения, б) обязанность трудиться, в) обязанность соблюдения законности, г) обязанность защиты и упрочения социалистической собственности, д) обязанность защиты родины. В конституциях некоторых европейских социалистических стран в каталоге обязанностей граждан находится обязанность уплаты налога (Югославия, Албания, Болгария), а также обязанность принятия общественных поручений и их добросовестного выполнения (Югославия, Албания, Чехословакия), а также обязанность соблюдения дисциплины труда и соблюдения правил социалистического общежития (Польша, Венгрия, Чехословакия). В венгерской конституции имеет место обязанность повышения жизненного уровня трудящихся, а также повышения культуры, а в новой чехословацкой конституции в кругу плановой деятельности инициатива и проявление самой большой старательности, а также в ходе всей деятельности учет общественных интересов государства и интересов трудящихся.

В конституциях азиатских социалистических стран в общем закреплена обязанность гражданина: обязанность соблюдения законности и обязанность защиты родины. Несколько конституций закрепляют обязанность трудиться (Монголия, Корея), обязанность охраны социалистической собственности (Монголия, Китай, Вьетнам), обязанность уплаты налогов (Корея, Китай, Вьетнам), обязанность соблюдения дисциплины труда (Монголия, Китай, Вьетнам), а обязанность начального школьного обучения содержит конституция Кореи и Вьетнама. Обязанность соблюдения правил социалистического общежития и обязанность принятия общественных поручений и их добросовестного выполнения содержат китайская, монгольская и вьетнамская конституции; обязанность деятельности, направленной на упрочение строя, закрепляет монгольская конституция. Последняя устанавливает также и обязанность упрочения интернациональной дружбы между народами и воспитания в духе коммунизма. На разработку каталога обязанностей, содержащегося в конституциях азиатских социалистических стран оказывали воздействие в первую очередь Конституция СССР 1936 года, а во вторую очередь и конституции европейских стран народной демократии.

Общей тенденцией для социалистических стран является расширение каталога обязанностей граждан.<sup>16</sup> Эту тенденцию ясно отражает и выше-

<sup>16</sup> См. И. Ковач, *A szocialista alkotmányfejlődés új elemei (Новые элементы социалистического конституционного развития)*. Будапешт, 1962. стр. 247.

указанный общий обзор социалистического каталога обязанностей граждан.

Для практики конституционного творчества стран народной демократии, возникших после второй мировой войны подобно советской практике характерно и то, что основные обязанности, имеющие общественное значение, закрепляют на конституционном уровне, далее, что обязанности формулируют в единой структуре с правами, а также то, что установление обязанностей происходит позитивным способом.

В практике конституционного творчества социалистических государств может быть представлена и иная система включения в конституцию основных обязанностей. Некоторые признаки этого уже и сегодня могут быть познаваемы. Можно представить, что обязанности граждан конституция регулировала в рамках тех норм или связывала с теми правовыми институтами, к которым обязанность примыкает. Так, например, обязанность трудиться в настоящее время в подавляющем большинстве социалистических конституций регулируется в рамках положений, относящихся к экономической основе. Сюда можно включить, например, обязанность охраны и упрочения социалистической собственности. В кругу политической основы среди прочего может быть установлена обязанность участия в общественных делах, соблюдения законов. Обязанность защиты родины может быть закреплена или в кругу норм, относящихся к политической основе, или в кругу норм, относящихся к вооруженным силам. Дальнейшие основные обязанности — поскольку они не могут быть связаны с отдельными основными институтами — можно непосредственно связать с соответствующим правом граждан, и может быть вместе с ним сформулировано как обязанность школьного обучения, которая и сегодня непосредственно связывается в правом на образование.

Этот способ закрепления основных обязанностей граждан регулирование делал бы еще более принципиальным. Общественное значение, ценность, взаимосвязи и функцию отдельных обязанностей выделяло бы больше.

Основные обязанности, включенные в социалистические конституции, по своему значению таковы, которые в действительности являются основными, без реализации которых существование и развитие социалистического государства не было бы свободно от помех. Следовательно, от реализации отдельных основных обязанностей, включенных в конституцию, зависит существование и развитие государства. Поэтому обязанности квалифицируются как основные обязанности. Сознательное безупречное исполнение этих обязанностей значит с точки зрения государственной жизни чрезвычайно значительно. Конституция эти обязанности делает не только правовой нормой самого высокого уровня, но в то же время и основой социалистического морального взгляда. Нарушение основных обязанностей нарушает не только право, но и моральный взгляд общества.

Основные обязанности, включенные в социалистические конституции, по своей юридической природе двойные. Обязанности или юридические, или моральные. Юридические обязанности, как мы на это указывали, выражают моральный взгляд общества, но их соблюдение помимо возможных моральных общественных санкций обеспечивается и непосредственно юридическими санкциями. Моральные обязанности также выражают интерес и моральный взгляд общества, но их соблюдение непосредственные юридические нормы не обеспечивают.

Фактом закрепления в конституции социалистическое общество выражает свою потребность и в выполнении моральной обязанности. Поэтому выполнение моральных обязанностей вследствие их общественного значения стимулировано и правовыми средствами. Например, невыполнение обязанности трудиться также в качестве исключения связывается с санкцией. Несмотря на это государство преимущественно, связанным с выполнением труда — общественным страхованием, пенсией и т. д. — стимулирует все более эффективное выполнение этой обязанности.

Значит, социалистическую систему регулирования основных обязанностей граждан характеризует и то, что они пронизаны одинаково и правовыми и моральными элементами. Правовые и моральные элементы делают полным содержание обязанности и в своем единстве служат средством для того, чтобы человек поднимал свое общество на более высокий уровень.

## V

### *Реальность обязанностей граждан*

Для того, чтобы обязанности граждан со стороны трудящихся могли оцениваться соответствующим образом, чтобы правильно оценивали реальность и функции обязанностей, их следует рассматривать не в конституционной общности, а в общественной действительности. В общественной действительности реальность основных обязанностей граждан определенным образом получает выражение в цели права и в осуществлении принципа равенства в правах.

1. Право как и государство выполняет классовую функцию. Из этого вытекает, что и обязанности граждан выражают объективно существующую волю господствующего класса, определяются ею, служат ей.

Объективно существующая классовая воля по своей сущности является направлением действия данного класса, которому класс должен следовать для того, чтобы сохранить свое господствующее положение. Это направление действия определяет интерес данного класса, в конечном счете занимаемое им положение в производстве. Политические и государственные

органы класса из этого положения делают вывод в интересах развития и обеспечения господствующего положения класса о том, что нужно делать в данных условиях.

В буржуазных государствах обязанности граждан выражают интересы господствующего класса капиталистов и ими определены. Основные обязанности граждан в то время, когда выражают интересы класса буржуазии одновременно в отношении эксплуатируемых означают определенный способ буржуазной эксплуатации, часто в скрытом виде. В буржуазных государствах решающий вес выполнения обязанностей граждан падает на классы, создающие материальные блага и как раз служит для подавления этих классов. Цель обязанности граждан самым непосредственным образом показывает обязанность несения военной службы и обязанность несения бремени налогов как чаще всего закрепленные основные обязанности в буржуазных государствах на уровне конституции. Обязанность несения военной службы служит вооруженной защите буржуазного государства, угнетательского аппарата, а также возможным захватническим стремлениям, а обязанность несения бремени налогов служит в основном содержанию государственного аппарата. Классовые интересы буржуазии могут быть показаны и даже за экономическими и культурными обязанностями.

Буржуазное государство действительное классовое неравенство, основывающееся на частной собственности на средства производства и внутри этого неравенство отдельных лиц замаскировывает принципом правового равенства или формальным правовым равенством граждан. Вследствие этого каждый гражданин имеет равные права и несет равные обязанности. Это положение более близко желает означать то, что без классового различия каждый, кто располагает условиями приобретения какого-либо права, может его получить или в отношении того, у которого существуют условия обязанности, равно становится субъектом обязанности.

Принцип буржуазного равенства прав является выражением классовых интересов буржуазии. Революционная буржуазия боролась за «естественные» и «неотчуждаемые» права и в первую очередь за «равенство», «свободу» и за буржуазную форму собственности. В действительности в классовых интересах буржуазии отражается капиталистический способ производства. Буржуазный способ производства отражается и в равенстве граждан. Дело в том, что капиталист эксплуатирует рабочего экономическими средствами, вообще без непосредственного применения государственного принуждения, таким образом этот последний с юридической точки зрения может считать равным, и даже поскольку рабочий в капиталистических условиях является собственником самого ценного товара, рабочей силы, его следует рассматривать в качестве такового. Товарное обращение осуществляют между собой юридически равные субъекты. Для покупки рабочей силы в основном достаточна экономическая власть капиталиста.

Буржуазия боролась за равенство прав, потому что оно означало освобождение буржуазии от феодальных связей, а также освобождение крепостных от крепостных уз и одновременно делало возможным капиталистическую эксплуатацию этих последних.

Эта общественная основа буржуазного правового равенства одновременно указывала и на его действительную сущность. За видимостью правового равенства при капитализме в силу необходимости стоят экономически неравные граждане. Действительное положение граждан определяют их экономические условия. В соответствии с этим буржуазное равенство прав и в своей идейной чистоте в действительности означает неравенство в правах, потому что следует применять равные права в отношении людей, в действительности являющихся неравными.<sup>17</sup>

Применяя наши соображения в отношении круга обязанностей граждан само по себе вытекает вывод: в буржуазном государстве обязанности граждан помимо того, что в целом выражают классовые интересы буржуазии и в ущерб трудящимся вследствие отличия действительных условий объективно неравны, даже отдельные обязанности — обязанность несения военной службы и несения бремени налогов и т. д. — определенно падают на трудящихся. Значит равенство обязанностей — также как и равенство прав — в буржуазном обществе является фикцией.

В буржуазном государстве помимо действительного неравенства очень большое число правовых норм, казуальность права в отношении трудящихся углубляет неравенство. Изучение права, его понимание, применение, защита своих прав требует высокой специальной квалификации и требует больших расходов. Вследствие этого право буржуазного государства со стороны масс для охраны своих интересов трудно может быть использовано и к ним им трудно подойти.

В буржуазном государстве и обязанности граждан вследствие их классового характера и неравенства усиленно выдвигаются на передний план классовой борьбы. Прогрессивные силы конституционным закреплением обязанностей, с одной стороны, и установлением обязанностей государства — например, в связи с обязанностью трудиться материального обеспечения на случай безработицы — с другой стороны, расширение каталога прав граждан — например, права на труд, а также вместе с усиленным обеспечением прав стремиться к более пропорциональному распределению отдельных обязанностей, бремени, например, прогрессивного налога.

В условиях буржуазных государств становление более общим конституционного регулирования обязанностей граждан и расширение каталога основных обязанностей является следствием указанного выше.

<sup>17</sup> *Произведения Маркс—Энгельс*. Том 19. Москва, 1961. стр. 19 (на русском языке).

2. Социалистическое право и таким образом урегулированные правом обязанности граждан в отношении буржуазного государства имеют качественно другую цель. Социалистическое государство и право является средством ликвидации эксплуатации, капиталистической собственности и капиталистических классовых отношений, средством создания и развития социалистического, т. е. коммунистического общества. В этой связи обязанности граждан и их осуществление выражает непосредственные и действительные интересы большинства граждан и по мере ликвидации классового различия и пережитков интересы общества в целом.

Социалистическое государство ликвидацией материальных основ эксплуатации, созданием социалистической собственности на средства производства создает условия действительного экономического равенства граждан. Социалистическое право осуществляет принцип равноправия граждан, оно является средством создания действительного равенства граждан.

Рассматривая с обсуждаемых аспектов, обязанности граждан в социалистическом государстве являются реальными обязанностями. Они выражают общие интересы общества и членов общества. Поскольку обязанности граждан выражают основные потребности существования социалистического общества и его беспрепятственного развития, социалистическое государство в силу необходимости обеспечивает не только юридические, но и материальные условия осуществления обязанностей. Таким образом обязанности и в этом отношении являются реальными обязанностями.

Путь осуществления обязанностей граждан как равных обязанностей совпадает с развитием социалистического общества. Все более наступающее действительное равенство делает возможным развитие социалистического общества. В то же время развитие социалистического общества в будущем с отмиранием государства ведет к прекращению обязанностей как таковых, как юридических обязанностей. А это в процессе исторического развития с общественными достижениями вызывает и дифференциацию обязанностей граждан. Государство важные для данного периода обязанности поднимает на уровень конституционного регулирования. А отдельные обязанности, потеряв свое основное значение, выходят из конституции.

Социалистическое государство, из-за значения осуществления обязанностей, чрезвычайно большой упор делает на обеспечение обязанностей и создает широкую систему юридических гарантий. Обеспечение осуществления обязанностей направлено, с одной стороны, на то, чтобы государственные органы соблюдали правовые нормы, устанавливающие обязанность и служащие исполнению обязанности. В качестве гарантий служат надзор, контроль, средства прокуратуры, заявления и предложения граждан. Осуществление юридической обязанности граждан осуществляется, как правило, через конкретные правоотношения. В этом отношении гарантии дифференцируются с учетом субъектов правоотношения. Исполнение обязанностей со

стороны государственных органов помимо общественного и морального воздействия — поскольку это возможно юридически — обеспечиваются государственными принудительными средствами, санкциями. А рассматривая со стороны граждан, в направление правового осуществления обязанности действуют средства, имеющиеся у нас для защиты прав и интересов граждан как субъектов обязанности: обжалование в кассационном порядке, жалоба, в определенных случаях подача иска в суд.

Гарантии направлены на то, чтобы граждане осуществляли свои обязанности вообще и лично соответственно нормам нашего права, в соответствии с общими интересами общества, т. е. чтобы органы, уполномоченные на это, требовали исполнения в таком смысле. Реальность обязанностей граждан и в этом отношении обеспечена.

## Grundlegende staatsbürgerliche Pflichten und System ihrer Regelung

von

F. TOLDI

Die Rechtspflichten, die die Staatsbürger belasten, werden in jedem Staate von dem System der Rechtsnormen bestimmt. In dem System der die Pflichten bestimmenden Rechtsnormen kann nach dem Inhalt der Pflichten, nach der Bestimmungsweise der Pflicht und auch nach der Form der die Pflicht bestimmenden Rechtsquelle unterschieden werden.

Die Rechtsnorm regelt bestimmte Verhältnisse. Sämtliche Subjekte, die in das von der Rechtsnorm geregelte Verhältnis — Rechtsverhältnis — treten, oder in eine solche Lage geraten, sind verbunden, in der Relation gegen einander eine der Rechtsnorm entsprechende Haltung zu zeigen. Mit diesem Faktum werden sie gegenseitig Subjekte von Ermächtigungen und Pflichten. Folglich gibt es keine Verpflichtung ohne Berechtigung und umgekehrt. Doch verfügen einige Normen der Rechtsordnung im Laufe der Regelung der einzelnen Verhältnisse zwischen Staat und Staatsbürger sowie zwischen den Staatsbürgern, über die die Staatsbürger belastenden Pflichten ausdrücklich, mit besonderem Nachdruck auf die Pflichten legend. Diese Regelungsweise stellt die Pflicht des Staatsbürgers in den Vordergrund und macht sie unmittelbar erkenntlich. Die staatsbürgerlichen Rechtspflichten, im weitesten Sinne genommen, bestehen aus den auf beide Weisen bestimmten Pflichten. Diese allgemeine Pflichtskategorie ist notwendigerweise in einem jeden Staate auffindbar. Im Rahmen der erwähnten weitesten Kategorien der staatsbürgerlichen Rechtspflichten bilden die auf eine ausdrückliche — positive — Weise bestimmten Pflichten eine besondere Gruppe. Doch ist die in positiver Weise bestimmte Pflichtskategorie noch immer allgemein, denn sie umfasst alle positiv bestimmten Pflichten, ohne Rücksicht auf ihren Inhalt und ihre Rechtsquellenform.

Die Verfassungen einiger, über eine schriftliche — formelle — Verfassung verfügender Länder disponieren ausdrücklich über die staatsbürgerlichen Pflichten. Diese in der Verfassung eingeschlossenen Pflichten treten aus der allgemeinen Kategorie der staatsbürgerlichen Pflichten hervor und bilden die Kategorie der grundlegenden staatsbürgerlichen Rechtspflichten. Der Sonderwert der Festsetzung dieser Pflichten in der Verfassung besteht, nebst der politischen Bedeutung der Verfassung, in der Stelle, welche die Verfassung als Rechtsakt im Rechtssystem einnimmt.

In der Praxis der sozialistischen Länder ist das Schaffen einer schriftlichen Verfassung eine allgemeine Regel. Gleichfalls ist es eine allgemeine Praxis, dass die ange deuteten Länder in ihren Verfassungen neben den staatsbürgerlichen Rechten auch die grundlegenden Pflichten verankern.

In der Festsetzung der staatsbürgerlichen Pflichten in der Verfassung, zeigen die bürgerlichen Staaten keine Folgerichtigkeit. Die Festsetzung der Grundpflichten geschah in der Periode bis zum ersten Weltkrieg nur ausnahmsweise, zwischen den beiden Weltkriegen vereinzelt, in der nach dem zweiten Weltkriege sich herausgebildeten geschichtlichen Lage aber geschah bzw. geschieht sie — zu den früheren gemessen — in einem wesentlich grösseren Masse und einen breiteren Kreis der Pflichten tangierend.

Die über die staatsbürgerlichen Pflichten verfügenden bürgerlichen Verfassungen zeigen hinsichtlich der Bestimmung der Pflichten zwei Grundsysteme. In dem einen geschieht die Festsetzung der Pflichten von den positiven Verfügungen der Verfassung getrennt, abge sondert — in dem anderen aber im Kreise der Verfügungen der Verfassung, positiv, in Rechtsnormen gefasst. In das erste System fallen die über die staatsbürgerlichen Rechte und Pflichten verfertigte Deklarationen und Verfassungspräambeln. Die Systematisation der dem Kreise der positiven Verfügungen der Verfassung angehörenden Pflicht und die Weise ihrer Bestimmung sind ebenfalls differenziert.

In den sozialistischen Ländern kommt die Wesenseinheit der staatsbürgerlichen Rechte und Pflichten auf dem Gebiete der Kodifikation auch in der Struktur der Verfassung zum Ausdruck. Namentlich: die betreffenden Länder verankern die staatsbürgerlichen Rechte und Pflichten — jene ausgenommen, welche einige Verfassungen in den Kreis der Gesellschaftsordnung verlegen — in einheitlicher Struktur, in einem Teil oder Kapitel.

In der Praxis der sozialistischen Länder spiegeln sich im Katalog der staatsbürgerlichen Grundpflichten die objektiven Verhältnisse des gegebenen Staates. Die Erweiterung des Katalogs der betreffenden Pflichten ist eine allgemeine Tendenz.

Die in die sozialistische Verfassung eingeschlossenen Grundpflichten sind zweierlei nach ihrer rechtlichen Natur. Sie sind entweder rechtlich, oder moralisch. Auch die rechtlichen Pflichten drücken die moralische Anschauung der Gesellschaft aus, doch wird ihre Beobachtung — über die eventuellen gesellschaftlichen Moralsanktionen hinaus — auch durch unmittelbare rechtliche Sanktionen gesichert. Die moralischen Pflichten drücken ebenfalls das Interesse und die moralische Anschauung der Gesellschaft aus, doch dienen hier keine unmittelbaren Sanktionen ihrer Beobachtung.

Die Realität der staatsbürgerlichen Grundpflichten kommt in der gesellschaftlichen Wirklichkeit im Zwecke des Rechtes und in der Art des zur Geltung Kommens des Prinzips der Gleichberechtigung bestimmend zum Ausdruck.

Der sozialistische Staat legt ein ausserordentlich grosses Gewicht auf die Sicherung der staatsbürgerlichen Pflichten wegen der Bedeutung der Erfüllung der Pflichten und schafft ein ausgedehntes System der rechtlichen Garantien.

## Fundamental Civic Obligations and System of their Regulation

by

F. TOLDI

Legal obligations falling on citizens are specified in every country by the system of legal norms. In the system of legal norms specifying the obligations, distinction can be made according to the contents, according to the mode of establishing an obligation and also according to the form of the source of law fixing the obligation.

Legal norms regulate definite relations. All subjects entering into a relation — legal relation — regulated by the legal norm, or getting themselves into such a state, in relation to each other are bound to behave in compliance with the norm. By this fact they become reciprocally subjects of authorizations and obligations. Thus there is no obligation without authorization and *vice versa*. Some norms of law and order, however, in the course of regulating certain relations between state and subject, as well as between subjects, dispose expressly of the obligations falling on subjects, quasi laying particular stress upon obligations. This way of regulation thrusts into prominence the subject's obligation and renders it straight discernible. Legal obligations of subjects — in the widest sense — consist of obligations determined in both ways. This general category of obligations can necessarily be found in every country. Inside the widest categories just mentioned of the



subjects' legal obligations, the obligations determined in an express — positive — way constitute a special group. This obligation category determined in a positive way, is, however, still general, because it embraces all obligations determined in a positive way, without distinction as to contents or form of the source of law.

The constitutions of some countries, possessing a written — formal — constitution, dispose of civic obligations in express way. These obligations included in the constitution stand out among the civic obligations of general category and they form the category of fundamental legal obligations of the subjects. The special value of the fixation of these obligations in the constitution lies — besides the political significance of the constitution — in the place which is occupied by the constitution as a manifestation of law in the legal system.

In the practice of socialist countries, creation of a written constitution is a general rule. It is a general practice as well that the indicated countries fix in their constitutions also the fundamental obligations in addition to fundamental civil rights.

As to putting down of civic obligations in the constitution, bourgeois states do not display consistency. Fixation of fundamental obligations occurred in the period till World War I only exceptionally, between both World Wars sporadically, while in the historical situation developed after World War II it took, respectively takes place — compared with former periods — in a considerably greater extent and touching upon a wider range of obligations.

The bourgeois constitutions disposing of civic obligations show two fundamental systems as to the putting down of obligations. In one of them the laying down of the obligations takes place apart, separated from the statutory provisions of the constitution, — in the other system, however, among the dispositions of the constitution, as statutory law, moulded in legal norms. The first system contains the declarations and preambles of constitution formed about civil rights and obligations. The systematical arrangement of obligations falling within the statutory dispositions of the constitution and the mode of their putting down are differentiated, too.

In socialist states, substantial unity of civil rights and obligations manifests itself in the field of codification also in the structure of the constitution. Notably: the mentioned states lay down civil rights and obligations — excepted those which are allocated by some constitutions in the field of social order — in a uniform structure, in one part or chapter.

In the practice of socialist states in the catalogue of fundamental civic obligations the objective relations of the given state are reflected. The increase of the catalogue of the pertinent obligations is a general trend.

Fundamental obligations included in a socialist constitution are, as to their legal character, of two different kinds. They are either legal, or moral. Legal obligations also express the moral view of society, their observance, however, is assured — beyond occasional social sanctions of morality — also by direct legal sanctions. Moral obligations express interest and moral view of society as well, their observance, however, is not directly promoted by legal sanctions.

Reality of fundamental civic obligations asserts itself in social practice in a determinative manner in the aim of law and in the way how the principle of equality before the law prevails.

Socialist states attribute an extraordinarily great importance to assuring civic obligations, because of the significance of their accomplishment, and create an extensive system of legal guarantees.



## *Recensiones*

---

### László Ujlaki: Die Organisation und das Verfahren der Arbitragen (Schiedskommissionen)

I. Als die sozialistische Eigentumsordnung, um den einheitlichen Volkswirtschaftsplan zu verwirklichen, verschiedenliche Organe des Staates, des obersten Wirtschaftsobjekts, als koordinierte Vertragspartner in Verbindung brachte, stellte man auch in Rechnung, dass unter ihnen Rechtsstreite entstehen werden, bei denen man die »Selbstbeklagtenschaft« ebenso vermeiden musste, wie es gelang, die letztlich bestehende Einsubjektivität bei der Erfüllung der Produktionsaufgaben zu überbrücken.

Diese Überbrückung musste in einer, für die sozialistische Eigentumsordnung kennzeichnend Weise erfolgen, so, dass bei den Streitigkeiten auch der dritte Beteiligte innerhalb des staatlichen Wirtschaftsmechanismus stehe, im vollsten Sinne des Wortes »interessiert« sei.

Das so gebildete, nicht wirklich wirtschaftende Organ konnte man zweckmässig auch mit Aufgaben betrauen, die nicht in den Kreis der Entscheidung von Rechtsstreiten fielen. Die Einfügung dieser neuartigen Organe und ihrer Funktionen in das System der übrigen Staatsorgane, bzw. ihre Qualifizierung warf natürlich zahlreiche prinzipielle Probleme auf.

Es lässt sich feststellen, dass im Rechtssystem der ungarischen Volksdemokratie die Ausgestaltung dieser Organe, der Organisation der Schiedskommissionen, von

Erfolg begleitet war. Das Wirken des Organismus erfüllt — besonders seit der umfassenden Neuregelung durch die gegenwärtig geltende Regierungsverordnung 15/1962 — diese Anforderungen in weitgehender Weise, was es zu einer aktuellen Aufgabe machte, dieses Wirken umfassend, auf wissenschaftlicher Basis vorzuführen und die diesbezüglich auftauchenden prinzipiellen und praktischen Probleme zusammenfassend zu beleuchten.

Diese Aufgabe konnte wohl kaum ein mehr berufener Verfasser übernehmen als László Ujlaki, der sich anderthalb Jahrzehnte lang prinzipielle, unmittelbar persönliche Erfahrungen auf dem Gebiet des ungarischen Schiedskommissionensystems erwarb und der die einschlägige Gesetzgebung und Fachliteratur aller sozialistischen Staaten gründlich kennt.

Das Werk gliedert sich in zwei Hauptteile. Der erste führt den Titel »Allgemeiner Teil. Organisatorische Fragen«, der zweite — grössere — Teil ist »Verfahrensrecht« betitelt. Das Übergewicht des letzteren Themas wird noch erhöht dadurch, dass sich teilweise schon das 7. Kapitel des ersten Teiles, aber noch mehr dessen 8. und 9. Kapitel weitgehend auch mit Verfahrensfragen befassen.

Grosse Beachtung schenkt der Verfasser den einschlägigen Rechtsnormen der übrigen sozialistischen Staaten. In dieser Hinsicht geht er aber mehr nur darauf aus, den Leser im Wege der Einschaltung von vergleichenden Unterabschnitten zu orientieren, um ihm damit auch Gelegenheit

<sup>1</sup> UJLAKI László, Döntőbizottsági szervezet és eljárás. Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó. (Verlag für Volkswirtschaft und Recht.) 1964, Budapest, 571 Seiten.

zur Bewertung der ausländischen Lösungen zu bieten.

II. Das 1. Kapitel des ersten Teiles, das die geschichtliche Ausbildung des Schiedskommissionensystems behandelt, wendet sich gegen die Behauptung, dass die Schiedskommission im bürgerlichen Rechtssystem keinen auch noch so entfernten Vorfahren habe (S. 21). Die Hegelsche These über die Elemente der Vergangenheit bei der Ausgestaltung des Neuen gelten für die Schiedskommissionen jedenfalls nicht weniger als anderswo. Immerhin können wir verwandte Züge höchstens im Börsenschiedsgericht oder mehr noch in dem zum Patentamt gehörigen Patentgericht erblicken, obwohl diese Organe in Ungarn in höchster Instanz an die ordentlichen Organe der Justiz angeknüpft waren.

Das 1. Kapitel führt dem Leser die etwa acht Entwicklungsphasen der ungarischen Arbitrageorganisation vor und gelangt zu der Feststellung, dass ein »neues, komplexes Organ« zustande kam, »zur Rechtsanwendung, zur Konstituierung von Rechtsverhältnissen, zur Verrichtung von Verwaltungsaufgaben, das sich nach einem, dem Gerichts- und Verwaltungsverfahren verwandten, doch von beiden abweichenden Verfahren betätigt, in gewissem Umkreis normative Akte erlässt, in gegebenem Umkreis kontrolliert, die Kooperation der Unternehmungen auch über die Rechtsanwendung hinaus propagativ unterstützt« (S. 65 f).

Das Kapitel 2 detailliert die Aufgaben dieses Organes, wobei es das mit dem Vertragssystem unmittelbar verknüpfte, in sieben Punkte gegliederte Betätigungsfeld der Schiedskommission erörtert (S. 69). Geistreich und treffend hebt der Verfasser hervor, dass die Schiedskommission selbst im Umkreis der strikten Entscheidung von Rechtsstreiten mehr tut als bloss entscheidet und dass sie als der Beistand, der Ratgeber der Unternehmungen in gewissem Sinne auch wirtschaftet, die Unternehmungen zuweilen auch gegen sich selber schützt, sie diszipliniert und erzieht, ihre Verbindungen organisiert, die ihrer Selbständig-

keit entspringenden Zusammenstöße schlichtet (S. 87).

Es kann keinem Zweifel unterliegen, dass die sog. Signalisierung (die Verständigung anderer Organe von im Verfahren bemerkten Mißständen, um sie zu Massnahmen zu veranlassen, S. 81) und die Konstituierung der allgemeinen Lieferbedingungen (S. 82) tatsächlich keine Aufgaben sind, die ähnlich auch im Rahmen des Apparats der Rechtspflege vorkämen; wenn aber der Verfasser dem Verfahren zwecks Abschluss eines Vertrages, der Vertragsdebatte den Charakter eines Rechtsstreites bzw. eines Vermögensstreites abspricht (S. 76) und im Schiedskommissionsverfahren eine rein administrative Tätigkeit erblickt, so ist dies meines Erachtens eine Überspannung auch jener Ansicht, die in der Kontrahierungspflicht der staatlichen Unternehmungen eine rein administrative Verpflichtung sieht. Die Kontrahierungspflicht erzeugt meines Erachtens eine zumindest sehr ähnliche Lage wie der Vorvertrag, das *pactum de contrahendo*, bei dem das Gericht darüber zu entscheiden hat, ob man den Vertrag abschliessen müsse. Zweifellos spielt sich in solchen Fällen vor dem Gericht ein Rechtsstreit ab, und zwar gewöhnlich ein vermögensrechtlicher.

Zutreffend weist der Verfasser darauf hin, dass die Schiedskommission — selbst bei nicht eigentlichen Vermögensstreiten — über Arbeitsmethoden verfügt, die dem Zivilgericht nicht, oder nur in engen Grenzen zu Gebote stehen.

Der wesentliche Inhalt des 3. Kapitels ist die eindeutige Einreihung der Schiedskommissionen in den Rahmen der staatlichen Verwaltungsorgane, unter Betonung dessen, dass ihre Beschlüsse, über die berechtigten und verpflichteten Parteien hinaus, auch die Staatsorgane binden, dass also den Schiedskommissionen auch eine die Nebenordnung übersteigende Einwirkung hinsichtlich der sonst nebengeordneten Staatsorgane zukommt (S. 127).

Der Verfasser bekämpft den Standpunkt, der die Schiedskommissionen nicht bloss

als »judizielle« Verwaltungsorgane qualifiziert, sondern auch ihre Gebarung (richtiger einen gewissen Sektor ihrer Gebarung) in den Rahmen der Rechtspflege verlegt (S. 110).

Meines Erachtens wäre es nicht angebracht davon auszugehen, dass die sozialistische Rechtsordnung eine schärfere Grenzscheide zwischen die gesetzgebende, die vollstreckende und die richterliche Gewalt gezogen habe als das auf die Lehren Montesquieus aufgebaute bürgerliche Rechtssystem, um so weniger, als in der wahren Heimat der Lehre, im Frankreich der bürgerlichen Revolution, der Kassationshof seinen Gerichtscharakter dadurch nicht einbüßte, dass er dem Parlament mit der Aufgabe beigestellt war, Übergriffe der Gerichte in den Wirkungskreis der Legislative zu verhindern.

Der Verfasser vertieft sich nicht in theoretische Einzelprobleme der Verfahrenslehre, nicht einmal zur Unterbauung seiner Ansichten, obwohl er, aus seinen Ausführungen hervorgehend, auch in diesen Fragen eigene, die bisherigen Ergebnisse der sozialistischen Rechtswissenschaft spiegelnde Standpunkte hat.

Es wäre nach meiner Meinung angebracht, den Streit über die Rechtsnatur des Schiedsverfahrens damit abzuschließen, dass die sozialistische Wirtschaftsordnung die Formen der Justiz und des Zivilverfahrens ähnlicherweise in Anspruch nimmt, wie die Formen der selbständigen Unternehmungen, der Waren und der Verträge.

Im 4. Kapitel, das einen Überblick über das Schiedskommissionssystem bietet und den allgemeinen Teil des Werkes eigentlich abschliesst, lobt der Verfasser das ungarische System auch im Vergleich zu den ausländischen Lösungen und stellt es nur zur Erwägung, die sog. Sparten-Schiedskommissionen (für Rechtsstreite zwischen Unternehmungen, die der gleichen

Oberbehörde unterstellt sind) zu beseitigen, obwohl er hervorhebt, dass sich die Argumente gegen sie mehr aus der Kritik ihrer praktischen Tätigkeit ergeben (S. 155).<sup>2</sup>

Aus den Kapiteln 5 bis 9 liesse sich mit dem Titel »Organisation der Schiedskommissionen« auch ein eigener zweiter Teil gestalten, obwohl die Kapitel 8 und 9 auch das Verfahren nahe berühren. Diese Kapitel enthalten schon die eingehende Darstellung der konkreten Lösungen des positiven Rechts.

Die Hauptgegenstände des 5. Kapitels sind: die Arbeitsteilung im Rahmen der einzelnen Schiedskommissionen und die persönlichen Belange des Schiedskommissionsdienstes.

Das 6. Kapitel zeigt bei der Ausführung der organisatorischen Grundsätze überzeugend, dass für die Schiedskommissionen andere Organisationsgrundsätze gelten als jene, die in den Lehrbüchern des ungarischen Zivilverfahrensrechts dargestellt sind.<sup>3</sup> Besonders lehrreich ist die abweichende Gestaltung des Prinzips der Unabhängigkeit. In gewissem eng umgrenztem Sinn und Umkreis können aus dem Apparat selbst entspringende Anweisungen erteilt werden (S. 183).

Zwischen die organisatorischen und prozessualen Grundsätze geschaltet behandelt der Verfasser die spezifische Rechtsstellung, die lenkende und kontrollierende Tätigkeit der Zentralen Schiedskommission (Kapitel 7) sowie die Rechtsquellen der Organisation der Schiedskommissionen und ihres Verfahrens (Kapitel 8).

Er verlegt die Schiedskommissionen in den Bereich der Verwaltungsorgane, wie dies aus seinen vorangehenden Ausführungen naturgemäss folgt. Nicht so eindeutig ist die Einreihung ihres Verfahrens. Auf einzelne Argumente gegen die Einreihung dieses Verfahrens in den Bereich des Zivilprozessverfahrens — besonders hinsichtlich der Qualifizierung des vertragskonstituierenden Verfahrens — habe ich schon hin-

<sup>2</sup> Dafür spricht, nach Auffassung des Verfassers, der prinzipielle Gesichtspunkt, dass der Minister im Wege der Sparten-Schiedskommission in die Lage kommt, die Beurteilung der strittigen Rechtsfragen der unter seine Aufsicht fallenden Unternehmungen in volliger Gänze zu überblicken und unmittelbar zu lenken (S. 259).

<sup>3</sup> BACSÓ—BECK—MÓRA—NÉVAI, *Magyar polgári eljárásjog (Ungarisches Zivilprozessrecht)*. Budapest, 1959. III. Kap. § 2. S. 77—82.

gewiesen. Dem pflichte ich aber weitgehend bei, dass »der Mangel der schiedsgerichtlichen Unabhängigkeit, bzw. die für die Schiedskommission kennzeichnende Offizialität, die bei den Schiedskommissionen entstehenden verfahrensrechtlichen Rechtsverhältnisse nicht in das Gebiet des Verwaltungsrechtes stösst«. Das Endergebnis des Verfassers, dass man »dem Verfahrensrecht der Schiedskommissionen eine gewisse relative Selbständigkeit als Rechtszweigsparte des zivilen Verfahrensrechtes« zubilligen könnte, wird durch das Ganze des Werkes teils bestärkt, teils aber auch geschwächt. Das Ganze des Werkes beweist, dass eine erhöhte wissenschaftliche Pflege des Schiedsgerichtsverfahrens nicht nur möglich, sondern auch fruchtbar ist, beweist aber zugleich auch, dass man es deswegen noch nicht offiziell zu einer eigenen »Rechtszweigsparte« erklären muss.<sup>4</sup>

III. Die Grundsätze des Verfahrens, die im zweiten Teil des Werkes an erster Stelle behandelt werden (Kap. 10), zeigen viel nähere Verwandtschaft zu jenen der allgemeinen Rechtspflege als dies bei den Grundsätzen der Organisation der Fall ist. Auch die Grundsätze, die ebenso benannt sind wie bei der zivilen Rechtspflege erhalten doch im Schiedskommissionsverfahren einen mehr oder minder veränderten Inhalt. Das Prinzip des gutgläubigen Verfahrens fällt stärker ins Gewicht (S. 231—236), das Verhandlungsprinzip wird durch die Untersuchungsmaxime beeinträchtigt (S. 239—244), das Erfordernis der Schleunigkeit und Wirtschaftlichkeit wird zu einem Grundprinzip erhoben (S. 251—254), der Zwang wird dem Überzeugen angeglichen (S. 251—257). Unter den Grundprinzipien wäre auch das zu behandeln, was der Verfasser als Präjudizierung bezeichnet, das heisst die Enthhebung der Schiedskommission von dem für den Zivilrichter geltenden Verbot, seine ausgebildete Meinung

den Parteien vorzeitig bekanntzugeben. Die Mitteilung der geplanten Entscheidung an die Parteien und deren Besprechung mit ihnen ist gar nicht durch Rechtsnorm verordnet, hat sich aber in der Praxis der Schiedskommissionen ausgebildet (S. 453), meines Erachtens in vollem Einklang mit den speziellen Grundprinzipien dieses Verfahrens.

Dieses Kapitel ist — kraft der Neuheit seiner Feststellungen und der Überzeugungskraft seines Inhalts — eines der wertvollsten und lehrreichsten Stücke des Werkes. Trotzdem muss ich bemerken, dass die Gegenüberstellung gegen das Zivilprozessverfahren — wenn sie auch, auf das geltende Recht beschränkt, ihre Daseinsberechtigung hat — sehr orts- und zeitgebunden ist. Ebenso wie sich das Schiedskommissionsverfahren aus den Normen des Zivilprozessverfahrens entwickelt hat, ist es auch nicht ausgeschlossen, dass sich mit der Zeit die auf eine fortgeschrittenere sozialistische Auffassung aufgebauten, hier erwähnten Normen der Schiedskommission auf die Zivilprozessordnung zurückwirken werden. Dass beide Verfahren der gleichen Gattung angehören, zeigt sich gerade daran, dass sie einander wechselseitig befruchten.

Bei der Erforschung des Begriffs des Schiedskommissionsverfahrens (Kap. 11) sucht der Verfasser die verschiedenen Funktionen der Schiedskommission in eine einheitliche Begriffsbestimmung zu fassen. Diesem Versuch konnte — so interessant er auch sein mag — wegen der Heterogenität der Funktionen kein voller Erfolg beschieden sein. Meines Erachtens müssen wir uns hineinfinden, dass man zu der Erfüllung der Funktionen wegen ihrer Verschiedenheit unterschiedliche Verfahrensarten benötigt, deren Zusammenfassung in einem einheitlichen Begriff man un schwer entbehren kann.

Das Kapitel 12 handelt über die sachliche und örtliche Zuständigkeit, das Kapitel 13 über die Beteiligten am Schiedskommissionsverfahren; es würde zu weit führen alle Abweichungen gegenüber den Nor-

<sup>4</sup> An anderer Stelle habe ich schon ausgeführt, dass der Bedarf nach selbständiger Pflege eines Rechtsgebietes kein rechtszweiggestaltender Faktor ist. *A család jogi rendjének alapjai (Die Grundlagen der rechtlichen Ordnung der Familie)*. Budapest, 1963. S. 216.

men des Zivilverfahrens zu erwähnen, die das scharfe Auge des Verfassers entdeckte.

Im Kapitel 14 über die Abschnitte des Schiedskommissionsverfahrens behandelt der Verfasser als den dritten Verfahrensabschnitt den der Vollstreckung, den er vor dem Abschnitt der Revision behandelt mit der Begründung, dass die Revision »ausserhalb der Rechtskraft« erfolgt (S. 348).

Im Rahmen des Verfahrens vor der Klageerhebung (Kap. 15) — gegen deren Benennung der Verfasser darum Bedenken hat, weil gerade die unter diesen Namen behandelten Schritte oft die Klageerhebung erübrigen (S. 349) — stehen die Mittel der Anspruchsanmeldung und der Mahnung sowie des Inkassomandats an erster Stelle. Nicht ganz in diesen Rahmen gehört die Vorbereitung der Lieferbedingungen (S. 357), da ihnen auch dann kein prozessähnlicher Rechtsstreit folgt, wenn die Parteien zu keinem Einvernehmen kommen. Neben dem Vorbereitungsverfahren bei Frachtverträgen und der sporadisch vorkommenden Beweisaufnahme befasst sich das Kapitel noch mit der Eingabe der »leeren« Klageschrift, die nur in Ausserhandelssachen vorkommt und, ähnlich wie die Prozessanmeldung dazu dient, die Verjährung zu verhindern.

Der Vorgang vom Abschnitt der Klageerhebung (Kap. 16) bis zu den Massnahmen bezüglich des Erkenntnisses (Kap. 19), wird auch im strukturellen Aufbau ähnlich behandelt wie allgemein der Vorgang des Prozessverfahrens. In diesem Bereich ist immerhin am interessantesten die Möglichkeit zur Einleitung des Verfahrens von Amts wegen, die der Verfasser dahin definiert, dass an Stelle der die Klageerhebung verabsäumenden Partei, »die Schiedskommission das Verfahren zur Herstellung der Gesetzlichkeit und der Planmässigkeit einleiten kann« (S. 375). Infolge der Stellung der Schiedskommissionen ist das ein viel zweckmässigeres Mittel zum Ersatz der Unterlassung, als wenn man die von der Strömung der Planwirtschaft jedenfalls viel weiter entfernten Staatsanwaltschaft zur Klageerhebung ermächtigte.

Im Abschnitt der Verhandlung (Kap. 17) sind die — fallweise wiederholte — Zulassung der Klageänderung (S. 392), im Umkreis der Beweisführung (Kap. 18) die Bewertung des Vortrags der Parteien als Beweis und die beschränkte Rolle des Zeugenbeweises die auffallenden Kennzeichen, die der Verfasser entsprechend hervorhebt.

Bei der Behandlung der Beschlüsse (Kap. 19) überwertet der Verfasser vielleicht ein wenig die Lage, die das sog. »Niemandland« zwischen dem Beschluss und seiner Vollstreckung beseitigt (S. 491), indem das Erkenntnis der Schiedskommission mit seiner Verkündigung zugleich rechtskräftig und ohne jede weitere Verfügung vollstreckbar wird. Dies ergibt sich aus dem eininstanzlichen Verfahren.

Eine Feststellung, der ich völlig beipflichte, ist die, dass die Erkenntnisse der Schiedskommissionen — selbst wenn sie kein Rechtsverhältnis konstituieren — grössere Auswirkung auf das Verhalten der Parteien auch in ihren übrigen Gestionen haben, also viel kräftigere Erziehungswirkung ausüben müssen als die gerichtlichen Entscheidungen in *Vermögensfragen* allgemein.

Schon *Ulpianus* hat es beobachtet, dass die mehrmalige Beurteilung der Angelegenheiten nicht selten zur Verderbung guter Urteile führt.<sup>5</sup> Diese Gefahr würde ganz besonders bestehen, wenn man die Erkenntnisse der in der Atmosphäre der Planwirtschaft lebenden Schiedskommission der Überprüfung von Urteilsorganen unterstellt, die nicht in dieser Atmosphäre leben. Dies erklärt es, dass die im eininstanzlichen Verfahren gefällten Erkenntnisse sofort zur Rechtskraft erwachsen, verpflichtend vollstreckbar werden, dass sie bei Vertragsstreiten auf der Stelle die Vertragserklärung der Partei ersetzen und dass auch das ausserordentliche Rechtsmittel der Suspensierung der Rechtskraft

<sup>5</sup> Laut *Ulpian* kommt es vor, dass der zweite oder weitere Richter auf Grund der *appellatio*: *non nunquam bene latus sententias in peius reformat. Neque enim utique melius pronuntiat qui notissimus sententiam laturus est.*

i  
 im Rahmen der Schiedskommission bleibt (S. 457 ff).

Die sog. Signalisation wird ihrer Bedeutung entsprechend gründlich ausgeführt. Das diesbezügliche Kapitel, das auch an sich eine geschlossene Ganzheit bildet, ist mustergültig (Kap. 20). Ich stimme der Ansicht des Verfassers bei, der sich den Bestrebungen zur Einschränkung dieses Wirkungskreises widersetzt (S. 472). Die Signalisation kann auf einem in der Verordnung nicht vorgesehenen Gebiet — z. B. auf dem des Arbeiterschutzes — unter Umständen wirkungslos bleiben, doch kann es keinesfalls schaden, wenn die Schiedskommission das Augenmerk zuständiger Behörden auf gewisse Fehler lenkt.

Im 21. Kapitel über die Vollstreckung sieht sich der Verfasser gezwungen, es mit der Feststellung zu beginnen, dass beim Schiedskommissionsverfahren kaum von einem Vollstreckungsverfahren die Rede sein kann (S. 483), doch behandelt er darum die Frage nicht weniger gründlich, ja die Seltenheit der Vollstreckung lege artis gibt ihm die Möglichkeit, den Begriffskreis der Vollstreckung in gewisser Hinsicht zu erweitern, wenn er — unter Berufung auf andere Autoren — davon spricht, dass in gewissen Fällen der Gläubiger, auch ohne behördlichen Eingriff, selbst die Vollstreckung vornehmen kann (S. 493). Der Aufmerksamkeit des Verfassers entgeht es auch nicht, dass zur tatsächlichen Erzwingung von Sachleistungen, die sich auf Planverträge gründen, keine Möglichkeit besteht und dass diese Erzwingungen auch nicht dem wichtigen Erfordernis der Realerfüllung dienen würde. Um die irri- gen, dem obersten Zweck der Rechtsprechung widersprechenden Erkenntnisse, wenn auch nicht völlig auszuschalten, so doch möglichst zu verringern, kennt das Schiedskommissionsverfahren wenige, aber wirksame Mittel. Diese sind die *Revision* und die *Kassation*: das ausserordentliche (nach Rechtskraft ergreifbare) Rechtsmittel der Überprüfung und das Verfahren zur Aufhebung des Erkenntnisses von

Amts wegen, das der Verfasser als Aufsichtsverfahren bezeichnet. Diese behandelt das Werk in seinem letzten Kapitel (Kap. 22).

Das Buch enthält eine Bibliographie, die sich auf die in den Fussnoten nicht zitierten aber benützten Werke beschränkt, und ein alphabetisches Sachregister.

IV. Wenn es sich darum handelt, ein Werk über ein grösseres Rechtsgebiet zu rezensieren, dessen Stoff in einer einheitlichen Rechtsquelle zusammengefasst ist, muss ich mich vom Standpunkt der Praxis zumeist fragen, ob es seinen Zweck nicht besser mit einem der Legalordnung folgenden Kommentar erreicht hätte. Bei dem Werk von *László Ujlaki* kam mir dieser Gedanke nicht. Seine Erörterungen sind so umfassend und entspringen so selbständigen Untersuchungen, dass man sie in die Ordnung der Paragraphen der relativ kurzen Verordnung, die seinen Hauptgegenstand bildet, nur zum Bruchteil hätte einfügen können. Das Werk ruft uns mehr den Ausspruch des *Celsus* in Erinnerung: *Scire leges non hoc est, verba eorum tenere, sed vim ac potestatem*.<sup>6</sup> Die *vis* und die *potestas* sind es, die der Verfasser in seinen Ausführungen dem Leser nahe führt, und zwar auf einem Gebiet, das bei uns bisher noch nicht ähnlich bearbeitet wurde.

Ich halte das Werk in seinem Themenkreis von grundlegender Bedeutung und glaube, dass sein wesentlicher Inhalt auch dann nicht veralten wird, wenn an die Stelle der vor vier Jahren erlassenen Regierungsverordnung eine gänzlich oder teilweise neue Rechtsnorm tritt. Gegen die von Kirchmann geweissagte Makulaturisierung wird es die Stabilität der Grundlagen schützen, auf die der Verfasser sein Werk als wesentliche Fundamente der sozialistischen Wirtschaft aufgebaut hat.

Es ist erfreulich, dass der Verfasser die Möglichkeit fand, das Werk mit einer Zusammenfassung in drei Sprachen zu ergänzen.

E. NIZSALOVSZKY

<sup>6</sup> D. I. 3. 17.



Gy. Gál: Space Law<sup>1</sup>

For readers who would think — perhaps not wholly with reason — that dealing with outer space legal problems belongs exclusively to the sphere of international law, I should like to bring evidence — without being in principle obliged to do it — why somebody concerned with private law and private international law undertakes a review of the book “Világűrjog” (Space Law) written by Gyula Gál.

For first reason I could mention the fact that many people explicitly or impliedly do not take seriously space law and scientific treatment thereof. They handle it as a theoretical hobby without examining thoroughly the inner content and logic of this unjust view. This circumstance renders space law work more difficult, though space lawyers need encouragement to their undertaking, not only to the solution of current, practical legal problems of space exploration (though, as we shall see later, they exist now in a great number) but in general for the reason that this new legal sphere deals with exciting projects of the immediate and distant future, with something new, inspiring everybody at every time — on the field of law, in this specific sphere of social phenomena. Acknowledging the efforts of space research, admiring the Vostoks and Geminis, jurists must also understand that these technical efforts of world-wide importance influence many relations of modern life and intrude into the legal sphere too.

A new world is again in making (in the melting-pot of a new technical-scientific revolution, as we read so often), which can be served only by intellects of developed free inventive power, men of bold phantasy able to transform cosmic efforts into the field of the everyday tasks — like industrial development, scientific education, investments, improving telecommunications, meteorology, navigation etc. —

resulting at the same time in various legal consequences. To understand the reality and seriousness of these problems arising from space projects we must consider the tasks of our generation from a historical point of view. It is enough to go back a century. Railway traffic began scarcely hundred years ago. The author of this review — analysing the historical backgrounds of liability in different legal systems — found in early literature in connection with building of new railways in Germany in the thirties of the last century seriously published legal discussions about liability of railway owners for decrease of egg production as a consequence of terrifying hens by rushing engines and trains. How much we have developed since! What a routine work railway transportation in a short time has become! What a mass of railway laws have been enacted and treaties concluded regulating the legal effects of this activity. In another context Gyula Gál also referred to those, who in the legal science at the beginnings of aviatics could not realize that this new phenomenon will cause new practical problems and necessarily with them the establishment of a whole air law system within a historically very short time. What happens now concerning space exploration? Before the International Geophysical Year the project of launching a little artificial satellite could mobilize public opinion. Today orbiting of hundreds of satellites and the routine launching of manned space-ships are usual elements of modern life without causing greater sensation. The men of the street are considering the outlook of space competition: who will carry out the first Moon-landing before 1970! Nobody has any doubt as to the possibility of the landing itself to be realized by Soviet or American astronauts. Moreover at the New York World Exhibition various instruments and technical equipments of a future space transport are exhibited. All these are the products of a development of only five years. And what

<sup>1</sup> *Világűrjog*. Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, Budapest, 1964. 366 p.

about a fifty year space program of the future! If we try to consider the efforts to be awaited, the result will scarcely differ from the marvellous development of air law of the past fifty years.

On the ground of these perspectives we can undoubtedly say, that all doubts concerning reality and practical significance of further space exploration would be identical with the declaration of a back-down in the technical world-picture, within the technical limits of today or perhaps of yesterday. It was of course not by accident, that the United Nations have put repeatedly on their agenda the regulation of legal problems arising from space research and astronautics, which cannot be established on other than international level. Hungary is a member of the U. N. Committee created among others for preparing the legal regulation of space activity.

All this leads us to the fact that on the field of space law there are also today practical problems and tasks of legal nature. This reveals that this new Hungarian product of space law literature now reviewed merits acknowledgement not only concerning *de lege ferenda* considerations towards remote space law problems, but also because it helps to solve practical legal questions of today's development. The circumstance that these problems up to now concern mainly the governments and not directly individuals do not diminish the value and reality of the work.

Acknowledgement of new achievements, the common cause in the above sense and the intent of encouraging were the motives leading me from a "alien legal discipline" to write this review and make some remarks on the book of Gyula Gál.

There is also another reason: the book contains in a great number elements concerning problems of private international law (I shall intend to analyse mainly these features of the work) which make necessary to review it from the aspect of a civil lawyer too. This is the requirement of a complex analysis of legal works demanded often in our legal literature.

## II.

After these preliminary remarks, before reviewing the elements of private international law we have to observe first some general impressions of the reader.

1. It can be said of a great number of legal institutions and objects of legislation that a comprehension of real scientific value which can be approved also by the practice, would be impossible without knowing the underlying social relations *and* the characteristics of technical and productive means leading to them. Mere abstractions on technical side could result only abstractions in legal consequences. Liability for ultrahazardous activity e.g. reflects not only the balance of connected social interests and relations but also the specific relation between the control of mechanised production, technical means, chemical processes and culpability as a category of ethics and moral. Therefore we have to know the actual, objective characteristics and data about technical or chemical phenomena to be able to decide whether the category of strict liability (liability without fault) should be extended to them or not. Numerous problems of space law can simply not be solved without adequate knowledge as to the technical factors, the actual space technology (space vehicles and their functioning) leading to social relations to be regulated. This is revealed just by the private law problems, e.g. by the questions of liability for damages caused by space activity. In other words: the discussion of space law on a really modern and scientific level has to be anything else than a mere juridical study. It must comprehend also the main features of the underlying space technology, the technical background of space law at all. This truth was well asserted by our author. One of the merits of his book is that all his theses are built on a careful observation of technical development and of the actual level of space technology represented by various kinds of artificial satellites and space vehicles as a basis of space law problems

and solutions. It would have been really unimaginable to discuss these problems so to say "in medias res"; therefore certainly a praiseworthy feature of the work is that it secures in his introductory chapter entitled "Man and Space" a sufficient base for the further discussion of detailed legal problems of space exploration. It is a merit of Gyula Gál that he does not allow to be carried away by phantastic projects of "scientific fictions" and remains always within the more modest but in his reality magnificent area of scientifically well-founded possibilities of our space age.

2. It belongs to the general characterization of the work that it is intended to be the first Hungarian general survey, a synthesis of the evolution process of space law, comprising all (or nearly all) problems of space exploration. In spite of this method the work does not constitute a *wholly* developed and closed synthesis, but the author cannot be blamed for this incompleteness which is only the consequence of the fact that the frontiers of this new legal sphere are not set out exactly and the elaboration of the fixed areas is of varied intensity. All this may be understood from the inequality of demands for legal regulation in various aspects of space activity. Space exploration and the practical uses of its achievements (e.g. telecommunications) will raise more problems as known today. Doubtful whether these would constitute so called *sui generis* problems of space law; the specific aspect of space law must comprise them, but probably their character of international, administrative or constitutional law etc. prevails. This may be stated now concerning such questions as liability for damage, rescue of astronauts, space telecommunications etc. Of particular value in this connection is the scientific restraint of our author, who does not declare at once the independence of space law as legal discipline, though he could have been led easily into this temptation by the existing immense literature and by the complete or planned sources (drafts) of space law.

After the introductory chapter mentioned above Gyula Gál presents a very profound analysis of "Science, Notion and Sources of Space Law". This discussion of basic problems and the respective proper conclusions safeguard him from a "declaration of independence" and from the acceptance of some fashionable theories which lack any foundation in the practice of space activity. He opposes the arguments of a well-founded scientific analysis and of a dialectic approach to such bourgeois views (a part of them being also otherwise only a speculative show) as e.g. the *meta-juridical* conception "regulating" legal relations between mankind and communities of sapient beings on other planets. To characterize the standpoint of our author it may be mentioned that he denominates space law repeatedly as a "field of law". It appears for him in various connections as a "noch zu schaffendes Recht", within which main efforts must be concentrated to the elaboration and solution of near, realistic problems, instead of developing legal theories and unrealistic fictions of the all too far future at any price. This does not mean of course that science may or should not undertake all possible analysis of positive law rules or theoretical research towards progressive development of space law. It is worth to mention here the view quoted by Gyula Gál from the work of the rocket-technician lawyer V. Mandl "Das Weltraumrecht. Ein Problem der Raumfahrt" (1932), which says: "to think over means to a certain extent to carry out; both are ways to master nature, and between them there exists only a quantitative difference . . . If such a great number of outstanding intellects deals with the problems of astronautics . . . we have arranged always a partial victory; man will really conquer outer space." There is much truth in this statement. All intelligent abstractions, all analysis on a theoretical level may influence seriously the preparation of a not entirely foreseeable development. The manner in which the general theoretical questions are raised by Gyula Gál concerning notion and scope of

space law, criticism of various speculative theories, terminology, sources of space law is scholarly brave but at the same time moderate. Contrary to many extreme and naive conceptions he evaluates the restraining factors with the precision of a natural scientist stating that "after analysing the results of space exploration achieved till now we must realise that a space project beyond the Solar system or even for reaching the outer zone of planets in this system and the returning to the Earth will remain in the lifetime of our generation a theoretical task for science and technics and a constant subject of Utopian literature. The decisive step however has been made by the man of our century: we constructed devices which are moving according to the rules of celestial mechanics by gravitational factors of the Universe, as the artificial satellites of our planet or even the artificial planets orbiting around the Sun on their theoretically eternal way. Space activity must be considered as being a revolutionary new phenomenon, differing from all previous human activities under the rule of law." (p. 11.)

Besides these general problems the author considers the main legal fields of space activity in the following groups of questions.

In the sense of the legal order of conventional aviatics one of the important new problems is the question dealt with by the author in the chapter "Outer Space and Sovereignty". It may be evident even for non-jurists having an average orientation in international politics, that in this connection serious problems are raised by orbiting satellites. The same is true for the problems of the chapter "Legal Position of Outer Space and Celestial Bodies" as well. Freedom of seas has been a well-known thesis since Grotius in scientific drafting too. What about outer space? Is it fully free? The given situation of human society, the survival of mankind, do they not require the restriction or prohibition of military activity in outer space? Are there living organisms to be supposed

elsewhere in the environment of our planet, causing perhaps serious biologic dangers to mankind with the need of legal regulation concerning interplanetary undertakings? These are by no means questions of Utopian nature. The respective chapter of the book proves it convincingly. The author treats the main practical and theoretical ideas represented in the literature, emphasizes the difficulty of the problems, develops proposals of solution, discusses views held to be untenable by him, rejects Utopian ideas; in short he reviews from many sides the rich variety of the legal problem. The chapter on "Legal Status of Space Vehicles" deals among others with such important practical problems as the use of identification marks, the establishment of international registration. The Chapter "Special Practical Problems of the Space Law" deals with the most urgent legal questions of space law as, the liability for damages caused by space activity, returning of space vehicles or their component parts, rescue of astronauts, space telecommunications. As is well known, the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space of the U.N. initiated — with participation of Hungary — thorough studies and made serious steps towards the regulation of these problems on an international level. The fact that the work of Gyula Gál has been born is due partly just to this Hungarian participation. For creating an adequate base of preparatory studies the Space Law Committee of the Hungarian Lawyers' Association has been organized, and the functioning of this organ gave an impulse for space law literature. In this progress (preparation of Hungarian drafts and papers) the first Hungarian manual on space law secured an important general theoretical foundation to further detailed studies.

The meritory part of the book is finished by the chapter on "Activity of International Organizations". The author demonstrates all the international organizations and organs — governmental and non-governmental ones as well — dealing

with space exploration and with space law problems. There is a very useful supplementary bibliography to the book, of the works referred to by the author in his work and a good index as well as summaries in Russian and English, which make it possible to get to know the main ideas of the first Hungarian handbook on space law for foreign readers too.

Besides such a brief demonstration of the book it would be useful to discuss the main standpoints of the author concerning public international law and private international law as well. Before devoting some observations to the latter, we must summarise a few general characteristics of the work not discussed above.

We must praise the good style of Gy. Gál, the well-formed structure and thematic of his book, but we find also that the reader (rather perhaps the expert of space law) will object to the not enough intensive elaboration of some details which would have required more attention. In these cases the problems are in the foreground and the details of them get lost behind the concise trains of thought. Most probably the author wanted by this method to realize the possibilities of the given extent of the book instead of adjourning the elaboration for a later term. The source material of the author is profound and extensive, the *criticus apparatus* also reflects the greatest extent of available literature.

The view represented by the book gives evidence of assertion and furthering of the principles of socialist international law, the spirit of peaceful coexistence, of a high legal culture and socialist legal conception.

### III.

The chapter dealing with relatively "clean" problems of private international law is that on the liability for damages caused by space activity. It is enough to refer to the fact that the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space considers this problem as a subject of great importance

and priority (perhaps because this matter has the best chances for concluding an international agreement). The delegate of the United States appeared at a session with a piece of metal from a Sputnik which was said to have been fallen on American territory. He said also that more American satellite carrier rockets and parts of space objects crashed on not inhabited territories or on the surface of the ocean. The Soviet delegate also stated that his country too is for international responsibility of the states for their activities carried out on land and sea territories, in airspace or in outer space (p. 248).

The author proves in a very reasonable way that concerning the rules of substantive law and procedure an international agreement is needed;<sup>2</sup> partly because the rules of liability in various legal systems differ significantly, and partly because the application of the connecting points of international private law would result in very changeable solutions.

The author discusses the liability problems in the following main directions: 1. Who is liable for the damage? 2. For what kinds of damage does liability follow? 3. What kinds of behaviour constitute a substantial ground for liability? 4. The limit of liability. 5. What forum will decide legal disputes arising from space liability?

Concerning the first question there are various possible solutions: *a*) the state, *b*) private persons, *c*) international organizations, *d*) combination of the former subjects (e.g. more states or international organizations and states together) in case of common space projects. The case *a*) is self-evident. As to case *b*) the correct view is overwhelming that the state has to be held responsible also for activities carried out by private enterprises. Opinions differ for case *c*) though the author accepts the liability

<sup>2</sup> The author of this review expressed the same view in his article: "A kozmikus térség meghódítása és az anyagi felelősség egyes kérdései (The Conquering of Cosmic Space and Some Questions of Liability for Damages)." *Jogtudományi Közlöny* 1963. pp. 200-205.

of international organizations. In my opinion the state of the launching place should not be omitted from the scope of liability. Beyond simplifying a number of connected problems and granting a stronger guarantee than an international organization of dubious financial capacity, we had to consider that state sovereignty implies certain obligations too. If a nation grants his territory and other facilities for the launching of space vehicles, eventual claims arising out of damages caused by this undertaking have to be regulated and defined by the corresponding agreement. The arguments supporting state responsibility even in the case of space activity carried out by private firms are valid *mutatis mutandis* also for international organizations.

The grouping used by the author concerning the various types of damages is very good. The simple omission of indirect damages, — without thorough analysis — however, in my opinion is equal to giving up numerous interesting theoretical and practical arguments.

Concerning the grounds of liability the author accepts the absolute liability (objective liability without possibility of excuse) which goes beyond the conventional liability without fault (objective liability). He supports therefore the standpoint of the majority of authors and of the existing draft agreements, giving a close analysis of this question and an argumentation on scientific level. I think it is a

justified thesis if he says that in the case of collision between two space vehicles the liability for damage could be decided according to culpability. If, as a consequence of complicated technical processes causing the collision neither of the delictual liability forms (wilful act or negligence) could apply, he would accept an apportionment of liability.

As to the limits of liability in case of personal injuries the author would not allow any limitation, which he holds only possible for material damage or loss caused by space activity (analogy to the Rome Convention).

After discussing the question of procedure, the way of settlement of legal disputes arising from claims for indemnity, the author expresses the view, that the first claims for damages will be decided most probably without any international rules. For this reason he develops also the possible solutions “*de lege lata*” of a supposed case of damage today according to the main legal systems. It is evident, that such a case could be solved only through negotiation (diplomatic channels) or perhaps through *ad hoc* arbitration agreed upon by the parties involved.

Many other parts of the book deserve further discussion. But, we have to finish this review. Any last word is: the book is an excellent writing, worth for international interest and translation into foreign languages.

F. MADL

## Tibor Horváth: Protection of Life, Corporeal Integrity and Health by Criminal Law\*

Since our new Criminal Code has come into operation, increased attention is paid to every new monograph that studies certain chapters of the Criminal Code.

The interest taken in Dr. Tibor Horváth's book which was published under

the title “Protection of life, corporeal integrity and health by criminal law” is enhanced by the fact that the author studies such kinds of crimes the fighting down of which does not yet show satisfactory results.

The author makes consistently use of the legal and social points of view when

\* *Az élet, testi épség, egészség büntetőjogi védelme.* Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1965.

studying certain problems. He does not content himself with analysing the legal regulation of the discussed phenomena according to the prescriptions of formal logic, but he starts from the social relations forming their basis and always strives to promote the efficiency of struggle against the crimes being studied. As he writes: "... the task is undertaken to reveal social relations forming the basis of crimes against life, corporeal integrity and health, to analyse the legal provisions and the judicial practice relative to them and to get acquainted with the actual state of criminality." (p. 8.).

In the first chapter the author examines the sort of protection which is granted to life, corporeal integrity and health in the capitalist social system. In this part not only the pertinent regulations of the criminal codes of a number of states are found but also statistical figures are quoted. By means of analysing these data the author comes to the conclusion that after World War II in capitalist states the number of the examined crimes and their ratio within the total criminality have increased.

Chapter II makes known the regulation of the crimes mentioned in socialist states, then in chapter III a survey is given about state and trend of the examined sort of criminality in Hungary under the circumstances of the construction of socialism. On the strength of the reported data we may adopt the opinion of the author according to which "socialist conditions of society create the possibility of forcing back criminality as one of the gravest types of conduct harmful to society". At the same time, however, we cannot leave out of consideration and neglect the fact that even in our social, economic and cultural life of today there are phenomena which may promote an unfavourable development of personality and thus may have a role in the perpetration of crimes too.

Chapter IV has the title: Theoretical questions of manslaughter. Here the author examines first of all the relation between

the concepts of a crime and of its statutory facts. According to the author:

"The concept of the crime on the one hand and that of the statutory facts of the crime on the other hand are categories reflecting two sides of one and the same phenomenon: the crime — namely its social and legal side" (p. 139). And later on: "... all elements taking place in the concept of a crime — danger for society, unlawfulness and guilt — pervade all statutory facts and if any of them are missing, it cannot be said that the statutory facts are realized, — that is to say that there is an act in accordance with the statutory facts. Criminal act and act in accordance with the statutory facts — these are not two different, separate things..." (p. 140.)

There cannot be any doubt that the legislator frames a type of conduct into statutory facts because he thinks its manifestation dangerous for the society. As a matter of fact the perpetration of the acts fixed in the statutory facts may in the overwhelming majority of cases be qualified dangerous for the society. Could it not happen, however, that a man manifests the conduct in question under such circumstances with regard to which it cannot be estimated dangerous for the society in so far as to necessitate an intervention of criminal jurisdiction? In the view of the author such an act besides the fact that it cannot be regarded as dangerous for the society, similarly cannot be taken for an act in accordance with the statutory facts. According to other opinions, however, on the one hand an act may be in accordance with the statutory facts without danger for the society, on the other hand, moreover, it may be dangerous for the society without being in accordance with any statutory facts. As a matter of course in neither of these cases can the act be qualified as a crime.

The concept of the object of a crime is defined in the book as follows: "... object of a crime is the social relation under the protection of criminal law, respectively certain elements of that relation" (p. 143).

The interpretation of a social relation as an object requires some explanation. Explaining it, the author refers to the fact that the only possible form of existence for persons and for social institutions in a society is the social relation. Social relation is always a relation between men and the task of the legislator is to assure the realization of the conditions of the social relation. Social interests may be attached to the realization of a social relation. In this case the legislator takes care to establish the protection by criminal law and it is for this reason that in some cases it seems that criminal law protects only the interests and not the social relations" — the author says (p. 143). He considers as a direct object of crime "the condition or conditions — protected by criminal law — of the normal functioning of the given social institution" (p. 144).

The author disapproves of the discrimination between direct object and perpetration object. I agree with him on this point; for if it is acknowledged that the perpetration object is an element of the social relation making up the object of a crime, — and also the propagators of the criticized opinion do acknowledge it — then this perpetration object cannot be placed outside the limits of the object of the crime. The author carries through consistently his opinion concerning the object of the crime and lays down as the group object of the crimes defined in chapter XIV of the Criminal Code: the *personality of man*. Hereupon in compliance with his basic opinion he points out that "the group object of these crimes is the entire complex of social relations affording possibility for the development of personality and comprising the social and biological preconditions of the existence of personality: life, corporeal integrity, personal freedom etc. (p. 146). These special conditions of the social existence of personality are considered by the author as direct objects of the different crimes.

The book deals also with the significance of causal relation in criminal law, with the

different causal theories. As I see, the author constructs his standpoint upon two basic ideas: causal relation cannot be regarded as a general condition of indictability which could be required in case of the perpetration of any crime; an answer in the affirmative concerning causal relation can never mean an answer in the affirmative concerning indictability.

The author's construction is theoretically established and also practically utilizable. As a matter of fact in his opinion the principle of '*conditio sine qua non*' is applicable in practice, as a method to settle the question, whether a given conduct — being in accordance with the facts of the case — and the result are in causal relation or not. The *conditio sine qua non*, however, is but a method of examination for the author. As a theory, the condition *sine qua non* is unacceptable for the author too: the idea contained in it, however, can be undoubtedly utilized as a method for answering the question which has to be settled out from the view point of criminal law.

Chapter V. has got the title: Manslaughter in the operative Hungarian criminal law. Here the author examines the dispositions of legal provisions concerning the basic and qualified cases of wilful manslaughter, manslaughter perpetrated in the heat of passion, manslaughter by negligence, as well as abetment in suicide. In the course of his argumentation he takes extensively into consideration the standpoints formed in the practice of law-courts and appreciates them in the perspective of his basic theoretical conception. As his explications are convincing, I confine myself to stress only a few statements of his.

Even at the present time the fixation of limits between attempt at wilful manslaughter and greivous bodily harm gives rise to rather many difficulties in practice. Though it is made clear in theory that the base of this delimitation is the intention of the perpetrator, the revelation and verification of the tenor of the intention, however, usually starts serious problems. In the



practice of the courts some viewpoints have formed already, which — estimated jointly — may give orientation to our acting organs. It is considering stress and worth of these points of view that the author's pertinent explanation deserves attention. He lays down emphatically that "examining the verifiability of intention aiming at killing, regard must be paid to all circumstances of the case and among them also to the subjective circumstances coming forward as motives of the act. The establishment of the intention to kill is above all reassuring, when besides the suitability of the employed instrument and of the way of acting for causing death, there are data concerning the motives of the perpetrator which for the most part take their origin from the relation between the perpetrator and the injured party" (p. 209).

As to manslaughter perpetrated against an official person, two questions deserve attention: whether the authentic interpretation made by the Code concerning violence against an official person — which resulted in extending the sphere of persons who can be regarded as official persons, — is authoritative also with reference to manslaughter? — how should be qualified manslaughter perpetrated after the cessation of the official character?

The first question is answered by the author — correctly — in the negative.

Concerning the second question the author's standpoint can be divided into two parts: as to violence against an official person — in agreement with the practice of the courts — he acknowledges the perpetration as one against an official person, as to manslaughter, however, he disapproves of the extending interpretation.

For my part I think, the author's latter standpoint is the right one and it would be desirable that it should prevail also with reference to violence against an official person. In principle it is hardly possible to justify the divergent interpretation concerning the official person's character in the spheres of these two crimes.

In chapter VI. — under the title: Several questions of the General Part of criminal law and manslaughter — the author deals with the various stages of the development of manslaughter and discusses the questions connected with the various types of perpetration, as well as the problems arising in the scope of justifiable defence and extreme emergency.

While scarcely any problems arise with respect to the fixation of limits between an accomplished crime and an attempt concerning the crime in question, the more difficulties are to be found concerning the question, how to delimit preparation and attempt from each other.

The author arrives by the means of a correct mental process at the conclusion that "the establishing of an attempt can be obtained by the way of analysing the concrete attitude of killing" (p. 302). Since manslaughter can be realized by extraordinarily various acts, it must always be examined apart, whether the concrete act exceeded the sphere of preparation or not. According to the author this question can be decided on the ground of the following principle: "... preparation does not create the causal process leading to the deadly result, it only assures the preconditions thereof. Causal process is started by commencing a concrete attitude for killing. In this sense has to be estimated the taking of an attitude which in its natural course, without the intervention of any new human attitude, is in itself apt to bring about the deadly result" (p. 303).

I think that this standpoint is beyond all question in that respect that the acts within the causal process which do not necessitate further acts, may be considered as an attempt. It is a moot point, however, whether also those acts could not be qualified as an attempt, which in themselves could not yet lead to the setting in of the result? Putting concretely the raised problem: is the field of attempt stepped on only by pulling the trigger of the pistol aimed at the injured party, or can the levelling of the pistol be also considered

as commencing the accomplishment of manslaughter? The standpoint of the author results in the solution mentioned in the first place; in the case, however, when for the settlement of the question the endangering of the object of the crime, the distantness or directness of the endangering is also involved, an answer in the affirmative is attained to the question in the second place. The first variation offers a firmer practical base, theoretically, however, the other appears to be better founded.

Perhaps it would not have been superfluous, in the course of dealing with the question of an unsuitable attempt, to touch upon the question of delimitation from the putative crime. It appears that it is justified to uphold the latter category for such not punishable cases, where not only the object is missing, but also those statutory facts are wanting which could embrace the act in question. As a matter of fact, in case of an unsuitable attempt there are statutory facts fitting the perpetrated act, merely the object of the crime is wanting, respectively the instrument employed is unapt to bring about the result.

The standpoint of the book, according to which "a crime by negligence can also be committed by several accomplices" (p. 319), will presumably have opponents.

For my part I regard the author's standpoint as in principle founded, harmonising also with the law and practically useful.

In principle founded because of this: principals in second degree are a sort of principals. The way of perpetration by a principal of the first degree, by the actual perpetrator of the crime — contrary to that by an accomplice — can be both wilful and by negligence. If with reference to a crime by negligence it is generally acknowledged that the person in question is really a principal of first degree, the possibility cannot be denied concerning this sort — of a more restricted character — of principal of recoud degree either.

Nor does exclude the statute the realization of the possibility of several princi-

pals in case of a crime by negligence. According to section 13., para (2): "Accomplices, accessories are those who commit the crime jointly, in full knowledge of each other's activity." In connection with this, the author establishes correctly: "When there are more accomplices, this common form of committing must be absolutely wilful, but this does not mean that beyond the common activity the committed crime must be a wilful one too" (p. 319). Namely in point of result also negligence may occur.

Practical usefulness of this standpoint is indicated by the circumstance that otherwise criminal appreciation of certain attitudes — deserving punishment — becomes impossible.

In chapter VII. the author deals with the punishment for manslaughter. Here he also discusses the problems of qualification concerning the perpetration of several crimes by the same person, and furnishes a good summary of those mitigating and aggravating circumstances which are appreciated in the practice of today of our law-courts. The author's aspiration to promote the formation of standpoints in accordance with the guiding principles of criminal law policy appears clearly in his argumentation here too.

Chapter VIII. deals with the crimes against corporeal integrity and health. In this part we stress the author's comments on the duration of healing or recovery. The main question in this respect is whether the intention has to cover also the character of healing or recovering more than eight days, concerning the injury or the illness?

In my opinion the author regards rightly the duration of healing or recovery as an objective precondition of the punishability: "... qualification of the cases in question is formed according to the duration of healing or recovery of the caused injury or illness and the question of wilful guilt has to be examined within the conceptual field of the conduct of the perpetrator and of the assault or injury to health having set in because of that con-

duct, leaving aside the duration of healing or recovery" (p. 392).

Directives — well utilizable in the course of the infliction of punishment — concerning the mitigating and aggravating circumstances, are not wanting at the end of this chapter either.

Chapter IX contains the examination of crimes endangering life, corporeal integrity and health.

The last chapter X. of the book analyses procured abortion.

In compliance with the aspiration outlined in the introduction, the author examines intensively also in this chapter in the first place the underlying social situation, the social relations. I quote his standpoint, because of its importance: "dispositions concerning procured abortion cannot be brought into connection with the increase of the birth-rate and criminal law cannot be a primary means of demographic policy. Criminal law is not suitable for influencing directly the course of the increase of the population, the conditions of the latter lie primarily in social and economic factors and in factors of mind determined by the former ones" (p. 477).

Further on, the author analyses the relating statutory facts. In this domain I emphasize only his opinion about the object of law, since this endeavours to break with a formerly wide-spread standpoint. According to the author: "the object of procured abortion cannot be found in the state interest connected with the increase of the population" (p. 483). This conclusion is a logical consequence of the former positions taken by the author and in part quoted above. As a result of these, only health of the pregnant woman and the unborn child can be pointed out as the legal object of procured abortion.

The reviewed book deals with questions which are both theoretically and practically important. Its mode of treatment is good, its discussions are in principle of high quality. The positions taken by him may in several questions advance also our jurisprudence. Some parts of the book render considerable help for the practice of the courts and for the organs of investigation. On the basis of all these we think that the reviewed work is a serious asset to our socialist jurisprudence on criminal law.

J. FÖLDVÁRI



## Varia

### VII. Ungarisch—Tschechoslowakische Rechtshistorische Konferenz

Pécs, 23—25. September 1965

Die bereits traditionelle gemeinsame Beratung der ungarischen und tschechoslowakischen Rechtshistoriker hatte diesmal den Rahmen einer grossen internationalen Konferenz.

Die Bedeutung der Konferenz wurde dadurch erhöht, dass, dank der Bestrebungen Ungarns nach Ausbau der kulturellen Beziehungen, die ungarischen Rechtshistoriker diesmal nicht nur die tschechoslowakischen Wissenschaftler als Gäste begrüsst, sondern sich auch die Vertreter der polnischen, deutschen und österreichischen Wissenschaft an der Behandlung unseres gemeinsamen Erbes: der grundlegenden Rechtsfragen des Dualismus beteiligen konnten.<sup>1</sup>

Es ist den Veranstaltern der Konferenz hoch anzurechnen, dass sie nicht nur die Beteiligung der Wissenschaftler der interessierten ausländischen Staaten ermöglichen, sondern zu der vielseitigen Besprechung der Fragen des Dualismus auch die Pfleger der Geschichtswissenschaften in breitem Kreis einzubeziehen suchten, was gleichfalls viel zum hohem Niveau der Besprechungen beitrug. Wir geben uns

der berechtigten Hoffnung hin, dass in Hinkunft sich nicht nur die internationalen Verbindungen der Pfleger der ungarischen Staats- und Rechtsgeschichte vertiefen, sondern auch mit der Teilnahme der Historiker erweitern und intensivieren werden.

Die Konferenz wurde von Universitätsprofessor *Dr. M. Sarlós*, dem Leiter der staats- und rechtshistorischen Abteilung des Ungarischen Juristenverbandes eröffnet. Namens des Vorstands des Ungarischen Juristenverbandes wurden die Teilnehmer der Konferenz von Generalsekretär *Dr. J. Benedek* begrüsst. Abschliesslich begrüsst Professor *Dr. A. Csizmadia* die ausländischen und die ungarischen Wissenschaftler als Dekan der gastgebenden Staats- und Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Pécs.

#### *Die Freiheitsrechte in den Staaten des Dualismus*

Im Rahmen des ersten Hauptthemas bot *Dr. E. Melichar*, Professor des Staatsrechtes an der Wiener Universität, in sei-

*Plöchl* und *Dr. J. Mokre* erwähnen.

Von den tschechoslowakischen Rechtswissenschaftlern erschien u. a. *Dr. K. Plank*, der Dekan der juristischen Fakultät der Komensky-Universität Bratislava. (Ein kurzer Bericht erschien über die Konferenz in slowakischer Sprache in: *Právny Obzor*, 1966. Nr. 1. pp. 66—67.)

Von den angemeldeten ungarischen Historikern konnten *Dr. L. Katus*, *Dr. B. Sarlós*, *Dr. E. Pamlényi* und *Dr. P. Handk* an der Konferenz leider nicht zugegen sein. Ausser den später aufzuzählenden ungarischen Rechtshistorikern beteiligten sich an der Konferenz *Dr. Ö. Both*, *Dr. P. Horváth* und Kandidat *Dr. A. Degré*. Alajos Degré verfasste auch ein Korreferat zum ersten Hauptthema, das aber bisher nicht in Druck erschien. Schliesslich, doch nicht zuletzt, wollen wir der intensiven Beteiligung der Professoren und Lehrkräfte der rechtswissenschaftlichen Fakultät Pécs gedenken.

<sup>1</sup> Die Teilnehmer der Konferenz erwähnen wir bei ihren Referaten, Korreferaten und Beiträgen. Wir müssen aber noch einige Teilnehmer aufzählen, die dabei ausbleiben würden. Unter unseren polnischen Gästen war auch der bekannte Posnauer Rechtshistoriker *Dr. Z. Kaczmarszky* an der Konferenz erschienen, dessen Werk *Prawa kardynalne* über die Menschenrechte (Posnan, 1947) auch in Ungarn bekannt ist. Von den Rechtsgelehrten der DDR beteiligten sich am Kongress von der Friedrich-Schiller-Universität Jena *Prof. Dr. G. Buchda*, *Dr. G. Haney*, Prodekan der juristischen Fakultät und *Dr. H. Schröder*, von der Abteilung Staats- u. Rechtsgeschichte der Humboldt-Universität Berlin. (Sein Bericht über die Konferenz: Staat und Recht, 1966. Nr. 1. pp. 100—104.)

In verhältnismässig grosser Zahl waren auch österreichische Wissenschaftler an der Konferenz beteiligt, von denen wir hier die Professoren *Dr. J. Gampl*, *Dr. W.*

nem Referat<sup>2</sup> ein umfassendes Bild über das österreichische Staatsgrundgesetz vom 21. Dezember 1867, über die Freiheitsrechte, die es sicherstellte, und bot mit meisterhafter Zusammenfassung des mächtigen Stoffes ein anschauliches Bild über die Praxis des Reichsgerichts in der Geltendmachung dieser Frage. Im ersten Teil seines Referats zählte er zuerst die Freiheitsrechte auf, dann befasste er sich mit ihrer näheren Ausführung. Eingehend behandelte er die nationale Gleichberechtigung und den freien Sprachgebrauch, zwei Fragen die nicht nur im Unterricht und im Amtsleben, sondern auch im Alltag von grosser Bedeutung waren.

Ein besonderes Verdienst des Referats erblickten wir darin, dass es neben der Aufreihung des grossen Tatsachenmaterials nicht vergass, die Zeitgebundenheit der Praxis des Reichsgerichts zu prüfen, und wertvoll sind auch seine Endfolgerungen, dass die Gerichtspraxis hinsichtlich der Freiheitsrechte die gesellschaftlichen und politischen Ansichten der damaligen Zeiten und die gegebenen Zustände spiegelt. Dies gilt hauptsächlich für die Nationalitätenfrage, die zu Beginn des 20. Jahrhunderts ein Hauptmotor Europas und in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie geradezu die zentrale Staatsfrage war. Damit erklärt es sich, dass auch die gerichtlichen Urteile in den Sachen der einzelnen Freiheitsrechte (z. B. der freien Meinungsäusserung, der Pressefreiheit usw.) meist mit der Nationalitätenfrage zusammenhingen.

Abschliessend erklärte das Referat, dass das Reichsgericht, wenn es auch nicht immer frei vom Gedanken des Polizeistaates war, offensichtlich danach strebte, nach rein juristischen Gesichtspunkten zu urteilen und die politischen Erwägungen auszuschalten. Doch stellte Prof. Melichar andererseits fest, dass das Reichsgericht, wenn auch nicht seinem Wirkungskreis nach, so doch kraft seiner Zusammensetzung ein politisches Gericht war.

<sup>2</sup> Die Freiheitsrechte der Dezembervfassung 1867 und ihre Entwicklung in der reichsgerichtlichen Judikatur.

Eng an dieses Thema schloss sich das Korreferat von Dr. R. Kneucker,<sup>3</sup> dem Adjunkten Prof. Melichars an, das unter den politischen Rechten die Vereins- und Versammlungsfreiheit herausgriff. Es ging ebenfalls von dem grundlegenden Gesichtspunkt aus, dass die Freiheitsrechte jenen Wert besitzen, den ihnen ihre Verwirklichung sichert. In seinem Korreferat analysierte Kneucker, ähnlich wie sein Professor, auch die einschlägige Gerichtspraxis.

Kandidat Dr. L. Bianchi, Rechtshistoriker zu Bratislava, fasste die Geltendmachung der Freiheitsrechte in Ungarn auf Grund eingehender Forschungen in den ungarischen Archiven zusammen. Er kam zu der richtigen Feststellung, dass die Geltendmachung dieser grundlegenden Freiheitsrechte in Ungarn schon dadurch erschwert war, dass diese Rechte gesetzlich kaum geregelt waren. Das Fehlen der gesetzlichen Regelung war bei einer ganzen Reihe der Freiheitsrechte bezeichnend, so z. B. bei den Grundsätzen der Gleichberechtigung, der Petitionsfreiheit, der Wahrung des Briefgeheimnisses, der freien Meinungsäusserung, der Versammlungs- und Vereinsfreiheit. Sein Referat<sup>4</sup> zeigte uns die Entwicklung dieser Rechte in den beiden Hauptepochen des Dualismus, den Epochen des klassischen Kapitalismus und des Imperialismus. Es prüfte zwar die Geltendmachung aller Rechte, doch galt sein besonderes Interesse dem Versammlungs- und Vereinsrecht sowie einzelnen Fragen der Pressefreiheit.<sup>5</sup> Bei der Untersuchung der Freiheitsrechte ging das Referat ausführlich darauf ein, wie diese Rechte hinsichtlich der nichtungarischen Nationalitäten zur Geltung kamen, wie es mit der Gleichberechtigung der Nationalitäten

<sup>3</sup> Die Vereins- und Versammlungsfreiheit in der Judikatur des österreichischen Reichsgerichtes.

<sup>4</sup> Bürgerliche Freiheitsrechte in Ungarn im Zeitalter des Dualismus. (Slowakisch: Právnické štúdie, 1966, Nr. 1, pp. 179—201.)

<sup>5</sup> Von L. BIANCHI und Kandidat F. PECZE ist schon ein gemeinsamer Artikel über das ungarische Vereins- und Versammlungsrecht in der Zeit des Dualismus erschienen (Slowakisch: Historický časopis XI, Nr. 3, pp. 389—404; ungarisch: Jogtudományi Közlöny, 1963, Nr. 3, pp. 143—151.)

stand. Besondere Aufmerksamkeit widmete die Abhandlung den Beschränkungen, die von den ungarischen Herrscherklassen hinsichtlich der Geltendmachung der staatsbürgerlichen Rechte, zur Verwirklichung der klassenmässigen und nicht zuletzt der nationalen Unterdrückung, zur Erzwingung der Magyarisierung eingeführt wurden. Diese Massnahmen benützten sie als rechtliche Mittel zur Aufrechterhaltung ihrer Klassenherrschaft. Der letzte Teil des Referats befasste sich mit der Ausnahmegehalt der Regierung, die später im Korreferat des Szegeder Adjunkten Árpád Tóth eingehend behandelt wurde.

Ein Verdienst des Referats des Kandidaten *Dr. F. Pecze* über die anfängliche Wahlrechtsreform des Dualismus<sup>6</sup> hob Prof. Kálmán Kovács schon im Laufe der Konferenz hervor, als er das erste Hauptthema, die Frage der Freiheitsrechte zusammenfasste. Er stellte nämlich fest, dass der Referent auf Grund der Klassiker des Marxismus—Leninismus jenen engen Zusammenhang zwischen den Freiheitsrechten und dem Wahlrecht erschloss, demzufolge ein enges Wahlrecht auch den Wert der übrigen Freiheitsrechte herabsetzt und die Beschränkung der einzelnen Freiheitsrechte auch die Geltendmachung des Wahlrechts hemmt.

Das Referat befasste sich zuerst mit theoretischen Fragen des Wahlrechts, dann führte es die Wahlrechtsnormen vor, die in den einzelnen Teilen der Österreichisch—Ungarischen Monarchie um die Mitte des vorigen Jahrhunderts in Geltung waren. Ein Verdienst des Referats ist es auch, dass es sich nicht nur mit der Geschichte des ungarischen Wahlrechts zu Anfang des Dualismus befasste, sondern auch die in der Monarchie geltenden Wahlsysteme und Rechtsnormen miteinander verglich. Das Referat schloss mit einer Zusammenfassung erst der gemeinsamen Züge, dann der Unterschiede des Wahlrechts in den einzelnen Rechtsgebieten.

Kandidat *Dr. K. Malý*, Dozent der Universität Prag, demonstrierte in seinem Referat anhand einiger Freiheitsrechte, vor allem der Pressefreiheit, den scharfen Gegensatz zwischen dem Grundsatz der bürgerlichen Gesetzlichkeit und der wirklichen Geltendmachung der Freiheitsrechte.

Ein wertvoller Beitrag zum Erfolg der Konferenz war das Referat des Kandidaten *Béla Sarlós*, Hauptmitarbeiter des Geschichtswissenschaftlichen Instituts der Ungarischen Akademie der Wissenschaften.<sup>7</sup> In seinem Referat prüfte er das wahre Wesen der juristischen Normierung der Pressefreiheit in Ungarn in den ersten Jahrzehnten des Dualismus. Er legte dar, warum nach dem Ausgleich das Pressegeschworenverfahren vom 29. April 1848 nicht in Kraft treten konnte, an Stelle dessen das System des Dualismus ein Gesetz erliess, mit dem seiner eigenen Erhaltung viel besser gedient war und laut dessen Presseschwurgerichte nur an den Sitzen der Tafeln (Oberlandsgerichte) errichtet wurden. Abschliessend behandelte er auch die liberalen Bestimmungen unseres Presserechts, die der Geltendmachung der Pressefreiheit dienen.

Unter den Pflögern der Geschichtswissenschaft prüfte Kandidat *Gy. Szabad*, Dozent an der philosophischen Fakultät Budapest, die Stellungnahmen der Verfassungsentwürfe nach 1849 in der Frage der Freiheitsrechte. Mit der bei ihm gewohnten Gründlichkeit und umfassenden Fachkenntnis stellte er in seinem Beitrag dar, wie die Konservativen nicht nur nach einer Einschränkung der in den Gesetzen des Jahres 1848 gewährten politischen Rechte, sondern auch nach einer Wiederherstellung der damals aufgehobenen Standesprivilegien strebten. Demgegenüber verwies er auf den Verfassungsentwurf Lajos Kossuths vom Jahre 1851 aus Kytahia, der zu seiner Zeit das breiteste ungarische Programm zur Sicherung der politischen Frei-

<sup>7</sup> Das Referat „Die Hauptzüge der Garantien der Pressefreiheit und des Verfahrens“ wurde der Konferenz wegen Erkrankung des Verfassers nur schriftlich vorgelegt.

<sup>6</sup> Die Wahlrechtsreform in der Anfangsperiode des Dualismus.

heitsrechte enthielt. Diesen Verfassungsentwurf machte sich später auch die organisierte ungarische Emigration zu eigen, und er traf zeitlich auch mit dem Lautwerden der Bestrebungen der demokratischen Kräfte in Ungarn zusammen.

Adjunkt *Á. Tóth* (Szeged) wählte, wie schon erwähnt, einzelne Teile seines in Arbeit stehenden grösseren Themas,<sup>8</sup> der Frage der Ausnahmegehalt, zum Gegenstand seines Korreferats.<sup>9</sup> Schon in den Jahren nach dem Ausgleich war gelegentlich der parlamentarischen Debatte über die Ausdehnung des Wirkungskreises der Militärgerichte auf Zivilpersonen der Gedanke aufgetaucht, die Ausnahmegehalt in Ungarn einzuführen. Es war bezeichnend für den Wandel der politischen Ansichten, dass Ferenc Deák, der im Jahre 1848 in der Einführung des Belagerungszustandes ein Mittel der Diktatur erblickte, in ihr in 1868 eine Möglichkeit zur Vermeidung der Willkürherrschaft sah.

Obwohl die Regierung schon im Jahre 1868 gelegentlich der Okkupation Bosniens und der Herzegowina einem Gesetzesvorschlag zugestimmt hatte und später immer neuere Vorschläge eingebracht wurden, genehmigte das Parlament den Gesetzesentwurf der Koalitionsregierung vom Jahre 1906 erst im Jahre 1912, als schon der erste Weltkrieg seinen drohenden Schatten vorauswarf. Das auf gründliche Forschungsarbeit gestützte Korreferat sucht die Frage zu beantworten, warum sich die gesetzliche Regelung der Ausnahmegehalt mehr als vier Jahrzehnte lang hinziehen konnte. Die Antwort fand der Verfasser hauptsächlich in dem keineswegs befriedigenden Zustand, auf den auch schon Dr. Leonard Bianchi in seinem Referat bezüglich der Freiheitsrechte hingewiesen hatte. Das fast völlige Fehlen der gesetzlichen Regelung der grundlegenden staatsbürgerlichen Rechte sicherte nämlich der Regierung die

Möglichkeit, die Freiheitsrechte auch ohne eigene gesetzliche Ermächtigung einzuschränken, andererseits war die Regierung entschlossen, im Kriegsfall die nötigen Ausnahmassnahmen mangels Gesetzes auch im Verordnungswege einzuführen.

Nach Beendigung der Debatte über das erste Hauptthema fasste der Budapester Professor *Dr. K. Kovács* die Ergebnisse der vorgetragenen Referate und Korreferate zusammen. Er erklärte, dass die Frage der Freiheitsrechte ein so breites Interesse ausgelöst habe, wie es unter anderem in der grossen Zahl der Arbeiten und auch in ihrem hohen theoretischen Niveau zum Ausdruck kam. Er wies darauf hin, dass die Freiheitsrechte vor allem durch das Bürgertum als Ziel in seinem Kampf gegen die feudale Willkür bei der Bekämpfung der politischen und wirtschaftlichen Schranken des Feudalismus hingestellt wurden, die den bürgerlichen Fortschritt hemmten. Die grundlegenden Freiheitsrechte wurden erstmalig in der Erklärung der Menschenrechte und Bürgerrechte fixiert, die vor allem die Interessen des Bürgertums zum Ausdruck brachten, was aber zweifellos auch einen entscheidenden Schritt zur gesetzlichen Regelung dieser Rechte für die werktätigen Massen bedeutete. In den weiteren Teilen seiner Zusammenfassung ging er auf die Referate vielfach auch in ihren Einzelheiten ein. So bemängelte er unter anderem an dem Referat vom Prof. Melichar (Wien), dass es der scharfen Kritiken nicht gedachte, die die Rechtspraxis des Reichsgerichtes bei den Zeitgenossen ausgelöst hatte. Er erwähnte, dass sich der Wirkungskreis des im Jahre 1896 errichteten ungarischen Verwaltungsgerichtshofs nicht auf die Fragen der Freiheitsrechte erstreckte. Erst in der Zwischenkriegszeit befasste sich dieses Gericht auch mit den Fragen des Wahlrechts. Schliesslich gab Prof. Kovács seiner Überzeugung Ausdruck, dass die Frage der Freiheitsrechte mit den Referaten der Konferenz nicht abgeschlossen sei, sondern dass man über diese Frage weitere, breit angelegte Debatten einleiten und abhalten müsse.

<sup>8</sup> Die Prämissen des Zustandekommens des Gesetzes LXIII vom Jahre 1912 über die Ausnahmegehalt, vom Jahre 1868 bis zur Jahrhundertwende (Szeged 1964).

<sup>9</sup> Die Verbindung zwischen der Ausnahmegehalt und den Freiheitsrechten zur Zeit des Dualismus.



*Die Staatstheorie des Dualismus*

Die Behandlung des zweiten Hauptthemas der Konferenz, der staatstheoretischen Fragen des Dualismus, begann, mit dem ausgezeichneten Hauptreferat des Krakauer Professors *K. Grzybowski*.<sup>10</sup> Er führte die Widersprüche im politischen und rechtlichen Aufbau der Staaten des Dualismus aus, in dem er erklärte, der Dualismus sei nichts anderes gewesen, als die Errichtung der Form zur Vereinigung von zwei diametral entgegengesetzten Grundgedanken, der Idee des selbständigen ungarischen Staates und der des einheitlichen österreichischen Gesamtstaates. Die Lösung gab bezüglich der gemeinsamen Angelegenheiten und ihrer Organe keine eindeutige Antwort auf die Frage, ob sie Organe zweier selbständiger Staaten oder eines Gesamtstaates seien. Die abweichenden Ansichten deckten in der Tat zwei unterschiedliche politische Richtungen, die beide Interesse daran hatten, ihre eigenen Bestrebungen mit juristischen Argumenten zu unterbauen.

Im Folgenden analysierte Prof. Grzybowski sehr fein den rechtlichen Inhalt der Ausgleichsnormen und verglich ihn mit den Tatsachen. Die Ausgleichsgesetze wurden in den beiden Staaten gesondert, im Wege der Gesetzgebung der einzelnen Staaten erlassen. Die beiden Gesetze hingen rechtlich nicht voneinander ab und auch ihr Text war nicht genau der gleiche. Die beiden Parlamente setzten ihrer Macht rechtlich keine Schranken und konnten die Gesetze ändern; das Band war theoretisch lösbar, doch war an eine rechtliche Lösung des Bandes faktisch kaum zu denken.

Die gemeinsamen Angelegenheiten gründete das ungarische Gesetz auf die Realisierung der in der Pragmatischen Sanktion vorgesehenen Gemeinschaft; das österreichische Gesetz sprach die Gemeinschaft nur aus, die österreichischen Staatsrechtler beriefen sich auf die Pragmatische Sanktion, das Oktoberdiplom und das Feb-

ruarpatent, doch waren alle drei Rechtsakte in Österreich dem Willen des Gesamtmonarchen entsprungen, nach ungarischem Recht hingegen der Gesetzgebung. Die gemeinsamen Einrichtungen waren der gemeinsame Herrscher, die Delegation und die gemeinsamen Ministerien. Die Gemeinsamkeit des Herrschers bestand schon seit Jahrhunderten und erlosch erst mit der Abdankung bzw. Entthronung Karls IV. Die gemeinsamen Ministerien folgten aber einer spezifischen rechtlichen Konstruktion. Prof. Grzybowski hält die gemeinsamen Minister für die Organe eines dritten Rechtssubjekts: dieses stehe zwar nicht über den beiden Teilen, verwalte aber den einem eigenen, dritten Rechtssubjekt zustehenden Wirkungskreis. Die gleiche Konstruktion bestehe auch im absolutistischen Ständestaat, wo der Herrscher die Aussenpolitik und das Heerwesen frei von jedem parlamentarischen Einfluss regiere. Dazu ist jedoch zu bemerken, dass, wenn auch die Lenkung der Aussenpolitik und des Heerwesens in den Wirkungskreis des Herrschers fiel, die Stellung des Heeres, also die Basis der militärischen Massnahmen, und die Votierung der Kosten — auch der Aussenpolitik — in den Händen der Parlamente blieb.

Die Konstruktion war — nach richtiger Feststellung Prof. Grzybowski — voll von Widersprüchen. Es war eine Konstruktion die von jeder der beiden Parteien abhing und faktisch unhaltbar war. Die Lebenskraft des Dualismus wurzelte also nicht in seiner rechtlichen Konstruktion, sondern in der sozialen und politischen Wirklichkeit, die nicht durch zwei Staaten, sondern durch das solidarische Interesse zweier Völker, des Deutschtums und des Ungartums, bestimmt war. So kommen wir zu dem Wesen: zum gemeinsamen Interesse der Herrscherklassen der beiden Nationen als Grundmotiv. Der Dualismus war somit die Macht der verbündeten Herrscherklassen Österreichs und Ungarns über die werktätigen Massen ihrer eigenen Völker und über die übrigen Völker der Doppelmonarchie.

<sup>10</sup> Geschichtlicher Ursprung, politische Theorie und politische Funktion des Dualismus.

Was die tschechische Frage betrifft, analysiert der Prager Dozent Kandidat *V. Urfus* in einem schönen Vortrag<sup>11</sup> das Programm des böhmischen »historischen Staatsrechts« in der Zeit des österreichisch-ungarischen Ausgleichs, das seine Wurzeln in der böhmischen Geschichte hatte und der Ideologie des Bürgertums ebenso entgegenkam wie die den nationalen Bestrebungen der tschechisch-nationalen Opposition. Es brachte den Liberalismus des Bürgertums erfolgreich in Einklang mit der aus feudalen Wurzeln genährten Forderung nach der Konstitution, und war damit auf die kulturelle Neugeburt des Tschechentums von grossem Einfluss. Die nationale Auffassung des tschechischen Staatsrechtsprogramms kam in der sog. tschechischen Deklaration zum Ausdruck, die von den tschechischen Abgeordneten im böhmischen Landtag beschlossen und am 22. August 1868 auch feierlich kundgemacht wurde. Mit diesem politischen Akt sprach sich das tschechische Volk gegen den Dualismus aus. Die Deklaration führte zu keinem unmittelbaren Erfolg, doch schimmerte die Konzeption des Dualismus während der ganzen Geschichte des Dualismus immer wieder auf. Es wurde zwar 1871, zur Zeit des Ministeriums Hohenwart, ein Versuch zu einem Ausgleich mit den Tschechen unternommen, der aber misslang. Treffend wies das Referat darauf hin, dass die staatsrechtlichen Bestrebungen der Tschechen in den 60er Jahren nicht als nebensächlich für die neuzeitliche tschechische Entwicklung gelten können. Das Programm des historischen Staatsrechts trug wesentlich zur weiteren Gestaltung des tschechischen Nationalismus bei, da mit seiner Erklärung in der neuen tschechischen Geschichte die Idee des Nationalstaates in den Vordergrund rückte.

Eine Seite der Nationalitätenfrage führte Univ. Prof. *M. Sarlós* vor, der die Ansichten Ferenc Deáks, des grossen ungarischen Anhängers des Ausgleichs, in der

Nationalitäten- und in der Bauernfrage analysierte. Das Referat<sup>12</sup> stellte fest, dass Deák mit dem Nationalitätengesetz, das er gemeinsam mit József Eötvös verfasste, den im ungarischen Abgeordnetenhaus herrschenden chauvinistischen Gefühlen gegenüberstand, und wenn sich auch darüber streiten lässt, ob man in der Erfüllung der nationalen Forderung nicht hätte weiter gehen sollen, steht es jedenfalls fest, dass das Gesetz zu seiner Zeit fortschrittlich eingestellt war. Deák verurteilte 1871 die erzwungene Magyarisierung, die er als einen »gottlosen Barbarismus« brandmarkte. Er gab ein scharf profiliertes Programm des friedlichen Zusammenlebens, den Ungarn ebenso wie den Nationalitäten: sie müssen im Rahmen des Dualismus »zusammen und nebeneinander in möglichst gutem Einvernehmen leben«. Die tolerante Nationalitätenpolitik Deáks fand aber keinerlei Anklang bei den herrschenden Klassen Ungarns, ebensowenig wie seine liberale Kirchenpolitik.

Bei der Behandlung der Bauernpolitik Deáks wies Márton Sarlós weiters auch darauf hin, dass in den offen gebliebenen Fragen der Urbarmaterialreform des Jahres 1848 das Urbarmaterialpatent in den Fragen des Waldbesitzes, der gutsherrschaftlichen Weingärten und der Bauernfelder Fortschritte gezeitigt hatte. Die Regelung des Waldbesitzes im Patent wurde nach dem Ausgleich zur Kenntnis genommen, und dass die Bauern die gutsherrschaftlichen Weingärten gegen Entschädigung ins Eigentum nehmen konnten, war einem Antrag zu verdanken, der auf Grund einer Interpellation Deáks eingereicht wurde. Nicht gebessert wurde jedoch das Los der auf den Allodialfeldern lebenden Bauernschaft, obwohl Justizminister Boldizsár Horváth im Einvernehmen mit Deák einen Antrag einreichte, um die Ablösung der Kurialfelder zu ermöglichen. Da der bäuerliche Besitz durch die Grossgrundbesitzer gefährdet wurde, stellten Deák und seine Anhänger

<sup>11</sup> Das Programm des sog. böhmischen »historischen Staatsrechts« in den sechziger Jahren des 19. Jahrhunderts.

<sup>12</sup> Der bürgerliche Fortschritt; das Bauernlegen und Ferenc Deák nach dem Ausgleich.

einen Antrag zum Schutze des Besitzes der Siedler. Doch wurde dieser Antrag im Oberhaus unter Berufung auf die Unantastbarkeit des Eigentums abgewiesen, ja später, nach dem Tod Deáks, ermöglichte man das Bauernlegen auf gesetzlicher Grundlage.

An die Nationalitätenfrage und besonders an den einschlägigen Teil im Referat Prof. Grzybowski's knüpfte sich auch das Referat der Krakauer Adjunktin *Dr. B. Sobolewska*,<sup>13</sup> das die Behandlung der Nationalitätenfrage in Österreich und in Ungarn auf vergleichender Basis beleuchtete. Interessante Feststellungen enthielt es über die Gründe der Abweichungen in der Praxis. Ihres Erachtens hatte in Österreich keine Nation ein zahlenmässiges Übergewicht, die Zahl der Nationalitäten neben der herrschenden Nation war bedeutend grösser als in Preussen oder in Russland, und es lebten dort drei Nationen mit grossem geschichtlichem Bewusstsein, auf deren Eigenheiten die Staatslenkung Rücksicht nehmen musste.

In engem Zusammenhang mit der Staatstheorie des Dualismus stehen die Fragen die im Referat des Staats- und Rechtstheoretikers *Dr. Z. Péteri*<sup>14</sup> ausgeführt wurden; es behandelte einzelne Seiten der Formfrage und der Problematik, die aber auch bei der Lösung der übrigen Fragen ausschlaggebende Rollen spielen. Der Vortrag führte aus, dass die sozialistische Staatsformlehre für die bürgerliche Wissenschaft kaum verwendbar ist und eher zur Verwirrung der Begriffe führt als zu ihrer Klärung. Der Zusammenhang zwischen dem Wesen, dem Inhalt des Staates mit den einzelnen konkreten Staaten ist ein Verhältnis zwischen dem Allgemeinen, dem Besonderen und dem Einzelnen. Die marxistische Staatstheorie geht bei der Prüfung der Fragen des Staates von der Kategorie des Einzelnen aus, also von der Kategorie des konkret bestehenden Staates.

<sup>13</sup> Dualisme austro-hongrois et le problème national.

<sup>14</sup> Korreferat zum Thema »Die Staatstheorie des Dualismus«.

Das Wesen des Staates zeigt sich, als Inhalt, in den einzelnen Staaten. Den Inhalt der einzelnen Staaten bedeuten ihr Typ, während ihre Erscheinungsform im Begriff der Staatsform zum Ausdruck kommt.

Der Vortragende wies darauf hin, dass man bei der Prüfung der Komponenten der Staatsform alle politischen und rechtlichen Einrichtungen zu prüfen habe, aus denen sich die das Wesen des Staates ausdrückende Form als organisatorische Seite zusammensetzt. Er beruft sich auf eine ausgezeichnete Definition: »Die Staatsform ist die Gesamtheit der Einrichtungen zur Verwirklichung der Staatslenkung, deren Inhalt durch die Diktatur einer Klasse gegeben ist.« Die Frage nach den Komponenten der Staatsform ist mit ihrem, auf die vielseitige Klärung der Wirklichkeit gerichteten, methodologischen Grundgedanken, das eigentümlichste Produkt der sozialistischen Staats- und Rechtswissenschaft.

Der Vortragende hält es für selbstverständlich, dass der Staat in der Zeit des Dualismus gerade in dieser Beziehung, hinsichtlich der Staatsorganisation, interessante Fragen der Staatsformlehre aufwarf. Die staatsrechtliche (und staatsrechtliche) Literatur dieser Epoche behandelte die Fragen der Staatsstruktur, den klassischen Beispielen folgend, nicht als Komponente der Staatsform, sondern nur als Merkmal zur Klassifizierung der Staaten. Demnach konnten die Staaten einfach oder zusammengesetzt sein, und im Rahmen der letzteren Kategorie waren Föderativstaaten und Bundesstaaten zu unterscheiden.

Der Unterschied zwischen Bundesstaat und Föderativstaat ergibt sich bekanntlich daraus, ob die assoziierten Staaten ihre Souveränität behalten oder verlieren (indem diese mit der Verbindung an den neugebildeten Staat übergeht). Ein Hauptbestreben der Pfleger der ungarischen Staatsrechtsliteratur ging dahin, die unbeschränkte Souveränität Ungarns im Rahmen des Dualismus zu beweisen. Und daher stellten sie den mit dem Ausgleich des Jahres 1867 gebildeten Staat mit Vorliebe als einen Staatenbund hin, in dem sich die Mit-

gliedstaaten, unter Wahrung ihrer Souveränität, nur hinsichtlich der Person des Herrschers verbündet (Personalunion). Dem Wesen dieser Auffassung nach war Ungarn ein souveräner Staat, der seine eigenen Angelegenheiten mit seinem König ohne jede Mitbestimmung eines anderen Staates versah; es kann aber zugegeben werden, dass dabei seine Souveränität beschnitten wurde und dadurch eine Realunion bedeutete.

Abschliessend verwies er darauf, wie schwierig es war, die sog. gemeinsamen Einrichtungen der Ausgleichesetze in diese theoretische Konstruktion hineinzuzwängen. Die ungarischen Staatsrechtler überbrückten diese Schwierigkeit damit, dass sie das Bestehen der gemeinsamen Angelegenheit nur in der Tätigkeit der Regierung, in der Vollstreckung, hinsichtlich der dazu berufenen Vollstreckungsorgane anerkannten und zugleich die Selbständigkeit und Souveränität der ungarischen Staatsgewalt proklamierten.

Das Korreferat des Wiener Professors *Dr. H. Lentze*<sup>15</sup> handelte, in Anschluss an die Gedanken von Grzybowski und Urfus, über die ständischen Grundlagen des Dualismus. Aus diesem Gesichtspunkt stellte der Vortragende fest, dass die Monarchie der letzte, interessante Versuch war, die Einrichtung des Ständestaates noch in die zweite Hälfte des 19. Jahrhunderts hinüberzuretten. Der Dualismus bezeichnet das Ende einer Epoche der europäischen Verfassungsentwicklung, das Ende der Union ständischer Staaten.

An das Thema der dualistischen Staatstheorie bezüglich der Staatsorgane knüpfte sich das Referat des Professors *Dr. M. Vietor*<sup>16</sup> aus Bratislava, das den Fragen der örtlichen Autonomie in der ungarischen Staatstheorie und Praxis gewidmet war.

Er stellte fest, dass die Zentralisten und die Munizipalisten die bürgerliche Staatstheorie Ungarns im 19. Jahrhundert in vieler Hinsicht bereicherten. Dann wies er darauf hin, dass nach dem Ausgleich immer mehr die Zentralisation in den Vordergrund trat, nicht zuletzt wegen der Nationalitätenpolitik der ungarischen Herrscherklassen, die keine Rücksicht auf die Minderheitsrechte nahm und alle Versuche zur Demokratisierung und Föderalisierung schroff ablehnte. Unter solchen Umständen wurde selbst die Tätigkeit der formell demokratischen Einrichtungen mechanisiert und aus den Autonomien wurden gefügte Vollstreckungsorgane jeder Fachverwaltung. Das Niveau der ungarischen Verwaltung untersuchend stellte der Vortragende fest, dass es im Vergleich zur modernen Verwaltung der bürgerlichen Staaten des Westens rückständig war. Abschliessend stellte er fest, dass die Österreichisch-Ungarische Monarchie durch die zentralisierte Staatsgewalt Österreichs, die vom Kaiser abhängige deutsche Bürokratie und ihre bürokratische Arbeitsmethode zusammengehalten wurde. Die Herrscherklassen Ungarns kämpften damit gegen das Übergewicht Österreichs an, dass sie, um ihren eigenen Nationalstaat zu befestigen, zwar auf staatlichem Gebiet das Vorbild in der bürgerlichen Demokratie suchten, in der Praxis aber, nicht nur formell sondern auch inhaltlich, die österreichische Verwaltung übernahmen.

*Dr. H. Kuntschke*, Professor der Berliner Humboldt-Universität, zeigte in seinem Beitrag die Spiegelung der Probleme des Dualismus im politischen Leben und in der Rechtsliteratur Deutschlands jener Zeit und sprach von den Bestrebungen Deutschlands in den Jahren 1838 bis 1871.

*Prof. K. Rebro*, Rechtshistoriker aus Bratislava, wissenschaftlicher Mitarbeiter der Slowakischen Akademie der Wissenschaften, berichtete in seinem bedeutsamen Beitrag über die konstitutionellen Bestrebungen der Slowaken in der Zeit des Dualismus, über das Moment zur Erkämpfung der nationalen Autonomie.

<sup>15</sup> Sein Werk: *Die ständischen Grundlagen des Dualismus. Die Universitätsreform, des Ministers Graf Leo Thun-Hohenstein* (Wien, 1962) wurde in Ungarn kürzlich durch die *Besprechung* von A. CSIZMADIA (Jogtudományi Közlöny 1965, Nr. 9, p. 480.) in weiteren Kreisen bekannt.

<sup>16</sup> Unter dem Titel: *Die Autonomie in der ungarischen Staatstheorie und in der Praxis des Dualismus* in der Zeitschrift *Jogtudományi Közlöny* 1965, Nr. 11, pp. 570—574, erschienen.

Diese Bestrebungen reichen noch in die Mitte des 19. Jahrhunderts zurück, als die nationalen Führer der Slowaken schon den Standpunkt laut werden liessen, dass sie, mangels einer meritorischen Verhandlungsbereitschaft der Ungarn, gezwungen sein werden, eine andere Lösung zu suchen.

*Dr. Gy. Vargyai*, Rechtshistoriker aus Pécs, erklärte in seinem Korreferat,<sup>17</sup> dass die politischen Parteien des Dualismus schon selber ihre staatsrechtbildende Tätigkeit beschränkten, indem sie nicht nur in ihren Programmen, sondern auch in der Alltagspraxis des politischen Lebens jene staatsrechtlichen Fragen in den Vordergrund ihrer Tätigkeit rückten, die tatsächlich oder praktisch auf die Erweiterung des Rahmens des Jahres 1867 gerichtet waren. Die Parteien des Dualismus blieben es schuldig, die Hauptzüge des ungarischen bürgerlich-demokratischen Staates auszuarbeiten. Nicht einmal die Opposition tat entsprechende Schritte in der Richtung der mit der staatsrechtlichen Frage zweifellos eng zusammenhängenden, bürgerlich-demokratischen Entwicklung.

Auch an das Referat von *Dr. V. Urfus* knüpfte sich das Korreferat des Kandidaten *J. Tomeček* aus Bratislava,<sup>18</sup> da beim Zerfall des Dualismus auch die tschechische Staatsidee an der Errichtung der tschechoslowakischen Republik beteiligt war, als deren Hauptfaktoren der Vortragende die Ententemächte, das tschechische Bürgertum, die werktätigen Massen und das Echo der sozialistischen Oktoberrevolution bezeichnete.

Der Prager Adjunkt *Dr. M. Doležal*<sup>19</sup> führte in seinem Beitrag aus, dass das System des Dualismus im Wesen ein Versuch zur Lösung der staatlichen Zergliederung, der Regierungsform und der Frage des politischen Systems war, bei dem die herrschenden Klassen die spontane Unter-

stützung der Massen durch die Tätigkeit des staatlichen Unterdrückungsapparats ersetzen. Er wies darauf hin, dass der Ausgleich auf Kosten der slawischen Bevölkerung durchgeführt wurde und dass die Aufstellung der dualistischen Staatsform die Regierungskreise immer wieder zu Kompromissen, zu ständigem Lavieren zwang. Im zweiten Teil seines Beitrags führte er aus, dass das Rechtssystem der Österreichisch-Ungarischen Monarchie den Nachfolgestaaten ein reiches Erbe an Rechtsnormen hinterliess und dass die Tschechoslowakische Republik diese Rechtsnormen rezepierte. Im Jahre 1919 wurden Unifikations-Ministerien errichtet, die sich vor allem um die Vereinheitlichung des Verwaltungsrechtes bemühten, da der Ausbau der Regierungsgewalt eine Lebensfrage des neuen Staates war. Die Vereinheitlichung schritt sehr langsam vor, und in neuer Gestalt wurden die Unifikations-Ministerien selbst nach dem Zweiten Weltkrieg wiedererrichtet, jetzt aber schon mit der ganz anderen Aufgabe zur Ausbildung des neuen Rechtssystems; die letzten Überreste des dualistischen Rechtssystems sind erst bei den grossen Kodifikationsarbeiten nach 1948, mit der Einführung des einheitlichen neuen Rechtssystems verschwunden.

Die verfassungsrechtlichen Fragen des Zerfalls des Dualismus wurden vielseitig im ausführlichen Referat des Budapester Rechtshistorikers *Dr. J. Buzás*<sup>20</sup> entwickelt. Er wies darauf hin, wie sehr die pangermanischen und panslawischen Bewegungen den Bestand der Doppelmonarchie gefährdeten. Grosse Beachtung schenkte er der Nationalitätenfrage, die sich als der Totengräber der Monarchie erwies, und er führte die Entwicklung vor, die von der Forderung der Nationalitäten nach territorialer Autonomie zur vollen Lostrennung, zum Gedanken der Gründung von eigenen Nationalstaaten führte. Auch die Weststaaten änderten ihre Zielsetzungen bezüglich der Monarchie ganz beträchtlich, von den bei Ausbruch des

<sup>17</sup> Beiträge zur Rolle der politischen Parteien in der Zeit des Dualismus. (Sein Bericht über die Konferenz: Jogtudományi Közlöny, 1965. Nr. 12. pp. 648–654.)

<sup>18</sup> Bedeutung der einzelnen Faktoren, die zur Entstehung der Tschechoslowakischen Republik führten (1918).

<sup>19</sup> Dem unter Druck befindlichen Beitrag könnte man den Titel: »Die Dualisierung und die Erbschaft des österreichisch-ungarischen Dualismus« geben.

<sup>20</sup> Die verfassungsrechtlichen Probleme der Auflösung des Dualismus.

Weltkrieges verkündeten Kriegszielen bis zur völligen Zerstörung der Monarchie. Im Zusammenhang mit der Rolle der Dynastie erwähnte er den Gedanken des Trialismus, der auf die Teilnahme der Südslawen und später der Polen eingestellt war. Während die herrschenden Klassen das System des ihnen zweifellos vielfach vorteilhaften Dualismus durchgängig beibehalten wollten, waren die Konzeptionen der Oppositionsparteien schon vielseitiger. Einen nicht nebensächlichen Platz hatte unter ihren Vorstellungen der Plan O. Jászis über eine östliche Schweiz.

Nach Behandlung des zweiten Hauptthemas über die Staatstheorie des Dualismus, fasste *Dr. A. Csizmadia* die Ergebnisse der Referate und der Debatte zusammen. Er stellte fest, dass die Debatte, trotz des Fernbleibens eines Teiles der interessierten ungarischen Historiker, ein vielseitiges Bild ergab. Den Grund dafür sah er einerseits in der Teilnahme der Rechtshistoriker aus den ehemaligen Staaten des Dualismus, andererseits in dem Mitwirken der Staatsrechtler, der Pfleger der Staatstheorie und der Geschichte. Das relativ breite Gebiet der Themen und die vorangehende Verfertigung der Referate förderte die Klärung der prinzipiellen Hauptfragen, liess aber manche wichtige Probleme offen, wie z. B. viele Fragen der staatlichen und gesellschaftlichen Kultur des Dualismus, ihre Verbindung mit den staatlichen Organen. Die behandelten Fragen standen im Brennpunkt einer hundertjährigen Debatte, besonders zwischen den ungarischen und den österreichischen Staatsrechtlern, ohne zu einer befriedigenden Lösung zu gelangen, nicht zuletzt wegen der Abweichungen zwischen dem gesetzlich niedergelegten Rechtsstandpunkt und der politischen Praxis. Er wies darauf hin, dass die Lösung der

Streitfragen heute schon durch den hohen Stand der Geschichtsforschung und auch durch die seither publizierten Quellensammlungen und Aufarbeitungen gefördert wird. Erleichtert wird sie auch durch die Tatsache, dass von den seinerzeitigen Staaten des Dualismus in Österreich eine bürgerliche, in Ungarn, in der Tschechoslowakei und in Polen eine sozialistische Staatsordnung herrscht. Auch die jahrzehntelange Selbständigkeit hat es ermöglicht, dass sich die Konferenz mit den vielumstrittenen Fragen *sine ira et studio* befasse, und die dialektische Methode unserer Geschichts- und Rechtswissenschaft erleichtert die vielseitige Beleuchtung. Eine Schwierigkeit liegt natürlich darin, dass wir keine einheitliche Terminologie gebrauchen, wie darauf auch unser Gast *Dr. J. Mesároš* aus Bratislava hingewiesen hat, der in seinem Beitrag die der Geschichtsforschung entspringenden Probleme der Terminologie behandelte und einen wertvollen Stoff über die politischen und staatsrechtlichen Fragen der Slowakei vorführte.

Prof. *Csizmadia* wies abschliessend darauf hin, dass die Forschungen noch viele Einzelfragen zu bereinigen haben, deren Kenntnis unserer Bewertung einen festeren Boden verleihen wird. Als Erfolg buchte er es, dass die Konferenz selbst auf jahrzehntelang offenstehende Fragen Licht geworfen hat und dass sich unsere Standpunkte einander genähert haben oder zumindest Verständnis fanden. Ein Erfolg ist auch die Ermöglichung des wechselseitigen Kontaktes bei der Konferenz, die umfassendere Beleuchtung der Fragen. Er drückte die Hoffnung aus, dass sich die wechselseitigen Debatten in den uns gemeinsam berührenden rechtshistorischen Fragen künftig fortsetzen werden.

I. NAGY

## Научная дискуссия в Будапештском университете по вопросам социалистической демократии

Дискуссия вышеуказанного содержания в рамках научной сессии, организованной по случаю 20-летия со дня освобождения Венгрии, была проведена с 21 по 22 октября 1965 года под заглавием «Проблемы социалистической демократии в Венгрии».

Вопросы развития социалистической демократии у нас находятся в центре развития не только политической и идеологической жизни, но интенсивно занимают и представителей общественных наук. Прозвучавшие на дискуссии 9 докладов и 7 выступлений по ним означают требование активного сотрудничества при дальнейшей разработке тем.

Вынесенные на повестку дня рефераты в различных аспектах исследовали общественные условия осуществления социалистической демократии. Наряду с государственно-правовым теоретическим обобщением, доклады занимались с одной стороны, демократизмом государственной и общественной организации, а с другой стороны, демократизмом коллективов трудящихся. Представители специальных наук при выделении тем имели большую возможность для того, чтобы они могли отправиться от важных вопросов и притом так, чтобы при оценке факторов конкретной общественной действительности сделали и выводы теоретического характера. Дальнейшее развитие социалистической демократии таким образом получает конкретную и непосредственную помощь, такую, которая служит не только установлению теоретического обобщения, но и пригодна в целом для оказания помощи в дальнейшем развитии государственной практики. Поскольку у нас в последнее время особенно большой вес получило требование научного обоснования управления, кажется, что достаточно гарантировано то, чтобы результаты заседания были приняты компетентными форумами.

Дискуссия открылась вступительным словом профессора *доктора Тибора Кирай*, декана юридического факультета.

Он подчеркнул, что осуществление социалистической демократии сегодня является одним из элементов государственной и общественной практики. Социалистическая демократия новая, молодая демократия, которая еще не может опираться на испытанные временем действительные события общества. Нам необходимо знать с приблизительной точностью, что является социалистической демократией. Значение этого, если оно станет общеизвестным, на уровне общества может стать основной нормой, руководящей нитью человеческого поведения и действия. Таким образом демократия может стать общественной средой, в которой мы живем и передвигаемся.

1. Первый доклад под заглавием «Социалистическая демократия и право» сделал профессор доктор *Имре Сабо*, директор Института государства и права. Во введении при подходе к демократии со стороны прав выделил ту её сущность, что демократия представляет собой не только государственное понятие, которая содержит форму государства, способ организации и построения, но является её существенным элементом и система прав и обязанностей граждан.

Докладчик указал на то, что осуществление субъективного правового характера основных прав граждан в конституционном регулировании не достаточно, для реализации прав субъективно-правовой подход рассматривает основные права лишь в качестве юридической возможности, на юридические гарантии этих правомочий обращает внимание без того, чтобы заниматься массовой реализацией прав. Буржуазные системы вопрос действительного и массового осуществления основных прав и не поднимают, таким образом возможно, что юридически обеспеченные правомочия на практике вообще не осуществляются. В социалистическом обществе основной упор делается на действительное и массовое осуществление прав граждан, конституции содержат в себе материальные гарантии их

реализации. Однако в регулировании считает необходимым расширение юридических гарантий. Настоящие гарантии не достаточно специализированы. Право жалобы и прокурорский надзор за законностью как раз в силу своей общности теряют свою эффективность. Поэтому считает необходимым приблизить гарантии к самим правомочиям, чтобы имеющиеся гарантии не стояли слишком далеко от защищаемых ими правомочий. Таким образом включенные в конституцию правомочия становятся индивидуальными и непосредственно осуществимыми правомочиями. Считает необходимым установление своеобразных гарантированных процессов, соответствующих типам прав граждан. Социалистические конституции — в противоположность буржуазным конституциям — содержат более широкую шкалу основных прав граждан, которые охватывают более богатый круг, начиная от права на свободу до обеспечения хозяйственных, социальных и культурных прав граждан. Соответственно этому и при создании гарантий нужно установить дальнейшие, особые частные гарантии, что дальнейшее развитие социалистической демократии рассматривает в качестве очередной актуальной задачи. Подчеркивает, что имеет в виду не единственно использование судебным путем, а изменяющиеся частные гарантии, могущие быть созданы в кругу различных процессов. Например, в кругу права на образование иначе встает вопрос в случае приема в среднюю школу и в университеты, опять же иначе в кругу присуждения ученых степеней.

2. *Доцент доктор Михай Шаму* прочитал доклад под заголовком «Важнейшие вопросы демократизма социалистического государства», во вводной части которого занимался связью демократии с науками о государстве.

Костяк доклада составляло обсуждение отчуждения государства. В рамках этого круга вопросов указал на те тенденции, на основе которых, по его мнению, и в социалистическом государстве можно обнаружить признаки отчуждения. Подверг кри-

тике идеологический догматизм, неправильно толковавший учение марксизма, и рассматривающий социалистическое государство и отчуждение в качестве понятий, исключających друг друга. При анализе исторического развития пришел к выводу о том, что ликвидация эксплуатации и народный характер государства самолично не предусматривает прекращения тенденции отчуждения государственной власти.

Основой отчуждения государства является не исключительно эксплуатация, а противоречие между личным и общественным интересом, противоречие между общественной и личной жизнью, а также деятельность отдельных государственных органов и относительная самостоятельность государства. В социалистических условиях государство означает тоже отдельный аппарат, который представляет отдельную отрасль разделения труда, и государственные служащие отдельно от производства устраивают государственные дела, создается свойственный интерес государственных органов, своеобразный метод действия. Из этого дается возможность для отчуждения государства.

Ленинские принципы, относящиеся к демократизму социалистического государства, направлены против тенденции отчуждения, когда выделяют принцип участия народа в выполнении государственных задач, закрепляют выборность, отчетность и возможность отзыва государственных руководителей и коллективов, а также принцип объединения законодательной и исполнительной власти. Согласно Ленину, контроль, осуществляемый народом, является самым важным средством, которое обеспечивает результативное, эффективное действие государственных органов.

Докладчик занимался и теми явлениями, которые показывают укрепление признаков отчуждения государства в период культа личности. Теоретическая деятельность Сталина всю сложную деятельность государственной жизни догматически ограничила на самый упрощенный анализ периодов развития и функций социалистиче-



ского государства. В теории о государстве государство выступает на передний план как средство практикования классового господства, как орган насилия и вытеснило из этого основной элемент социалистического государства: гарантированное осуществление непосредственного участия народа.

В период культа личности выборные органы государственной власти отеснялись на задний план, отдельные государственные органы действовали без контроля, допускалось тяжелое нарушение законности и это все вместе взятое вело к ограничению социалистического демократизма.

Преодоления отчуждения социалистического государства можно достигнуть путем повышения активности народа, итак, путем развития форм социалистической демократии, повышении роли выборных представительных органов.

3. *Профессор Янош Беер* свой доклад «Демократия и дисциплина» начал с обзора, в котором указал на прочитанные доклады по вопросам демократии летом 1945 года на факультете филологических наук Университета. Сейчас, спустя 20 лет, в нашей стране демократия из теоретического понятия превратилась в практику общественной, государственной жизни.

Дисциплина общественная категория, которая находится в тесной зависимости с одной стороны, с моралью, с другой стороны, с правовым порядком и вместе с последними формируется вместе с формированием общества в целом. Дисциплина выражает отношение между людьми, но внутри этого проявляется и как свойственность отдельных людей.

Социалистическое общество требует от своих членов дисциплину творческого характера, активную дисциплину. Требования дисциплинированности социалистических граждан, например, чтобы они жили средствами, служащими обеспечению демократии.

После анализа различных аспектов государственной дисциплины докладчик в качестве задачи поставил дальнейшее дифференцирование юридического регулиро-

вания. Указал на то, что проблемы ответственности членов коллективных органов не разрешены.

Дисциплина в демократии не может быть связана с произволом. Дисциплина не исключает открытую дискуссию и здоровую критику.

В правовых науках вышеуказанные вопросы играют роль в пропорции правового регулирования. Правильное регулирование определяет рамки ответственности, регулированием компетенций создает прочный базис регулирования.

4. *Иштван Ковач, профессор* Сегедского университета им. Йожефа Атиллы, заместитель директора Института государства и права прочитал доклад «Демократия и правотворчество». Сущность вопроса видит в том, что в процессе правотворчества трудности вызывает установление пределов вопросов, ожидающих разрешения от специалистов и решения законодателя. Это в то же время решает вопрос, до каких пределов может быть реально распространена и практикована компетенция по разрешению органов правотворчества и каковы те вопросы, которые могут быть отнесены к компетенции специалистов. Это является новой проблемой правотворчества, что означает не просто разницу в техническом и политическом регулировании. По его мнению в качестве первого шага правовая наука должна осуществлять задачу группирования правовых норм в соответствии с внутренним содержанием правовой нормы, вместо нынешнего формального группирования по органам, издающим правовую норму.

В качестве первоочередного требования демократизма правотворчества выдвинул тот принцип построения социалистической системы права, что правотворчество надо построить на законе. Правотворчество по изданию постановлений может быть возведено к закону, регулирование общественных отношений в социалистических государствах должно быть осуществимо на уровне закона. Процесс правотворчества разделяет на две стадии: стадия подготовки закона и создание закона.

На первой стадии демократизм может проявляться в исследовании общественного мнения, в заслушивании в более широком кругу, но главным элементом является создание профессиональных решений.

В этой связи, анализируя своеобразия общественных организаций по законодательной инициативе, указал на то, что эти организации, как правило, выражают интересы какой-либо специальной группы общества. В стадии подготовки считал бы важным обеспечение более усиленного участия государственного собрания. Относительно этого есть предложения, главным образом требующие такого направления работы постоянных комиссий государственного собрания, однако пока еще нельзя говорить о результатах. Считает, что можно представить себе и такое, чтобы постоянные комиссии государственного собрания взяли в свои руки разрешение отдельных вопросов, требующих своего разрешения путем издания закона. В отношении специальных комиссий считал бы целесообразным создание комиссии или комиссий по подготовке закона, которые были бы подходящими и для подготовки законов комплексного характера. Такой задачей считает подготовку конституции, разработку которой, учитывая состав отраслевых постоянных комиссий, им поручена не может быть.

Правомочия комиссий государственного собрания, содержащиеся в конституции, распространяются на привлечение специалистов, заслушивание учреждений, организаций, значит, необходимые для подготовки проекта силы можно использовать без того, чтобы организация деятельности комиссий такого направления требовала особого конституционного или законного регулирования.

Докладчик критически анализировал сложившееся число законов и указов. По его утверждению число указов возросло до такой степени, что в большинстве мест, как в Польше и Румынии, вызвало возражение против издания указов. Указал на то, что в практике социалистических государств каждый год издается 30—50 зако-

нов и указов. Это число в общем не очень большое, чтобы создание их в форме закона перегружало деятельность высших представительных органов. В Югославии указы могут издаваться только в случае военного положения. В Польше конституция делает возможным издание указов, но в последнее время такие постановления не издавались. В Чехословакии изданные указы составляют 1/3—1/4 из числа изданных законов, в Болгарии достигают половины, а в Венгрии и Румынии создается всего 3—4 закона в год, более того, был и такой год, когда один закон свидетельствовал о деятельности по изданию законов.

В то же время докладчик особенно подчеркнул то, что в последние годы работа по изданию законов в Венгрии была очень интенсивной, ибо был создан Уголовный Кодекс, Гражданский Кодекс, Закон по административному процессу. Подчеркнул, что необходимо обеспечить компетенцию государственного собрания в решении того, находятся в согласованности закон и постановление об его исполнении.

5. *Доцент университета доктор Имре Такач* прочитал доклад под заглавием «Юридические средства осуществления демократии в советах», в котором занимался проблемами организации и компетенции местных органов государственной власти.

Круг задач советов двойной: они должны работать над решением задач, выдвигающихся на местах, и одновременно должны помогать в исполнении намеченных с центра задач. Соответственно этому управомоченность советов рассматривает по двум направлениям, с одной стороны, управомоченность, полученная от избирателей, с другой стороны, управомоченность, данная им центральными органами государственной власти. Буржуазное государство центральную государственную волю осуществляет посредством практиковавшего тесного государственного надзора над местным самоуправлением. Социалистическое государство органы управления, осуществляющие надзор, не ставит над местными советами, а через ступенчатую цепь органов государственной власти заботится об

обеспечении законной деятельности местных советов.

Докладчик указал на то, что представительные органы государственной власти играют самую главную роль в развертывании социалистического демократизма. Установил, что в организации советов ведущая роль представительных органов еще не осуществляется без недостатков. В качестве одной из причин этого указал на то, что со стороны верховных органов власти не реализуется урегулированный круг прав по управлению, управление неполное, случайное. Кроме этого, условием повышения авторитета советов является и то, чтобы на верховном уровне возрастал авторитет представительных органов.

В противоположность недостаткам управления, проявляющимся по линии органов государственной власти, по линии органов государственного управления высшее управление систематическое, часто слишком тонкое, что внутри местных органов нарушает равновесие, помогает тем тенденциям, которые, учитывая большую подвижность органов управления, направлены на передачу в их руки руководящей роли.

Организационной связи советов различного уровня помогло бы сплочение тех членов советов, избранных в совет высшего уровня, кого из одного города или из одного села выбрали в областной совет.

Осуществление демократии в советах нельзя исследовать изолированно, отделившись от демократизма общественных, политических и хозяйственных коллективов, действующих в городах и селах. Осуществление демократии в советах проявляется в функции разрешения самых важных каждой данной территории хозяйственных-общественных и культурных проблем. Хотя демократизм советов может развиваться и самостоятельно, однако как в селах, так и в городах является частью «местной демократии». Итак, вопросы демократии советов находятся в тесной взаимозависимости с действием действующих на местах общественных, политических и хозяйственных организаций. Среди разно-

образия организационных форм необходимо различать задачу организаций и необходимо обеспечить координацию их деятельности. Развитие форм и содержания сотрудничества между общественными и государственными органами является задачей партийного руководства.

В дальнейшем докладчик занимался вопросом законного выделения относящихся к компетенции советов вопросов, ролью постоянных комиссий, дифференцированным регулированием, осуществляемым по уровням задач советов, занимался ростом демократизма в выборах советов. Занял позицию по законным возможностям, относящимся ко многим намеченным начинаниям, по реализации права отзыва, а также права предприятий по выдвижению кандидатур.

Наконец, докладчик рассмотрел несколько объективных условий развития демократии советов. В этом кругу считает срочной разработку мероприятий, направленных на повышение хозяйственной деятельности советов, в области бюджетных прав советов, в области планирования, хозяйствования предприятий. Позитивно оценил постепенно принятые с 1957 года меры, в качестве результатов которых 1/5 часть всей государственной финансовой сметы будет находиться в распоряжении советов. Расширилась и компетенция советов по хозяйствованию предприятий. Однако установил, что демократию советов сильно ограничили тем, что как раз в экономических вопросах роль сельских и городских советов сильно снижена, а ведь они находятся в самой тесной связи с населением и им самым непосредственным образом известны требующие своего разрешения коммунальные, медицинские и культурные вопросы.

Докладчик считает необходимым с введением бюджетов на более длительное время обеспечение кредитов на более длительное время, потому что для социалистического государства, осуществляющего управление хозяйственной жизнью, установленные в рамках буржуазного парламентаризма годовые бюджетные

сметы при использовании составляют постоянные трудности.

Подробно занимался обоснованностью необходимой компетенции советов в рамках регионального планирования и расширением круга хозяйствования предприятий совета, исходя из того, что рост экономических возможностей на основе ежедневных опытов требовательная необходимость жизни.

6. Доцент, заведующий кафедрой университета *доктор Шандор Берени* прочитал доклад под заглавием «Развитие социалистической демократии в государственном управлении». Подчеркнул, что в развитии социалистического демократизма в отношении юридического регулирования политические условия являются первоочередными, определяющими.

Докладчик подробно рассмотрел участие общественных органов в государственном управлении, как одно из средств развития социалистической демократии. Установил, что обобществление государственного управления происходит в *двух направлениях*: с одной стороны, путем передачи отдельных задач общественным органам, с другой стороны, посредством непосредственного привлечения общественных организаций и граждан в деятельность по государственному управлению. Эта последняя форма одновременно показывает и постепенную социализацию государственного управления.

Констатировал, что при передаче задач государственного управления общественным органам при передаче им компетенции нужно исследовать наличие следующих условий:

- насколько охватывает комплекс общественного органа или общественных органов членов общества на данной области управления;

- насколько необходим оплаченный, официальный аппарат для разрешения данной задачи;

- разрешение данной задачи насколько требует наличия государственной общественной власти, применения государственного насилия;

- насколько осуществляется внутренняя демократия данного общественного органа;

- возможно ли осуществление интересов всего общества и тогда, если данная государственная задача переходит в компетенцию общественного органа;

- общественный орган разрешает переданную ему задачу из собственного имущества, или за счет всенародной собственности, значит, за счет государственного бюджета или государственной поддержкой.

В связи с правовым регулированием рамок сотрудничества общественных органов в деятельности по государственному управлению докладчик изложил следующие варианты:

- общественный орган управляет целой отдельной отраслью государственного управления при помощи способа общественного самоуправления; в данной отрасли упрощаются органы государственного управления;

- общественный орган управляет отраслью всего государственного управления так, что на управление располагает правомочием по государственному управлению;

- орган государственного управления и общественный орган выполняют ту же задачу: сначала властными государственно-управленческими средствами, а позже посредством общественного самоуправления, способом убеждения;

- общественный орган получает частную задачу, входящую в компетенцию органа государственного управления; властные полномочия, необходимые для этого, передают общественному органу.

7. *Профессор доктор Ласло Неваи* сделал доклад под заглавием «Демократия и надзор за законностью». Докладчик констатировал, что демократия и законность являются понятиями, взаимно предполагающими друг друга. В государственной и правовой жизни демократия может осуществляться лишь на почве законности; законность может осуществляться лишь в условиях демократии. В их взаимоотношениях первоочередную роль все же иг-

рает демократия. В течение 20 лет, прошедших со времени освобождения, в нашей стране сложилась и укрепилась социалистическая демократия и социалистическая законность. Переходный регресс, происходивший в начале 50-х годов, явился явлением, противоречащим потребностям социалистического развития; его причины кроются не в социалистической системе.

Законность социалистической демократии — в более широком смысле — предполагает законность и демократизм процесса правотворчества, демократический характер содержания правовых норм, полноту и демократизм осуществления права, далее, систему гарантий законности.

Реальность социалистической законности на правовом уровне в конечном счете действительно зависит от системы гарантий законности. Эта система должна быть беспроblemной и эффективной. Гарантии социалистической законности составляют широкую систему. В этой системе важное место принадлежит институту прокурорского надзора за законностью. Исходя из места, занимаемого в системе гарантий социалистической законности и среди институтов социалистической демократии, основные вопросы прокурорского надзора за законностью получили конституционное регулирование; это является одной из характерных черт социалистической прокуратуры.

Докладчик высказался за неограниченный круг прав прокурора по возбуждению иска против решения административных органов, а в отношении граждан он считает нужным сохранить рамки, определенные в законе № IV от 1957 года.

Наконец, докладчик высказался за конституционное обеспечение права законодательной инициативы Генерального Прокурора и председателя Верховного Суда.

*Профессор доктор Андор Велтиер* сделал доклад под заглавием «Институты социалистической демократии», в котором подробно остановился на том вопросе, общее развитие социалистической демократии в каких особых формах проявляется и развивается в области заводской демократии.

Развитие заводской демократии в силу необходимости оказывает воздействие на развитие структуры социалистического хозяйственного органа в целом. Дело в том, что трудящиеся стоят не вне организационной и правовой структуры предприятия, а внутри её. Это же относится и к профсоюзам, а также органам, находящимся под его руководством, действующим внутри предприятия (производственное совещание, заводской совет, инспекторы по охране труда, товарищеский суд, комиссия по рассмотрению трудовых споров). Развитие заводской демократии, значит, означает и то, что в рамках социалистического предприятия складывается внутренний организационный порядок деятельности, органическую часть которой составляют компетенция и деятельность перечисленных выше внутренних органов. Значит в оперативном управлении в сотрудничестве с директором участвует весь коллектив трудящихся, а также перечисленные органы.

9. Последний доклад сделал *доцент доктор Имре Шереш*, заведующий кафедрой, под заглавием «Вопросы демократии в производственных кооперативах».

Внешнюю среду осуществления производственно-кооперативной демократии разделил на две группы. В одну из групп входят те хозяйственные единицы, с которыми производственный кооператив вступает в качестве равноправной стороны в отношения, для их отношений должно быть характерным неподчиненность друг другу и взаимное уважение их взаимных интересов. В другую группу входит взаимное отношение между государством и производственным кооперативом, руководителем и руководимым, управляющим и управляемым.

Докладчик указывал на то, что хотя производственно-кооперативная демократия в первую очередь является производственной, хозяйственной демократией, помимо этого распространяется на общественную, культурную и частично политическую жизнь коллектива производственного кооператива. Но больше всего задач имеется в области хозяйственной демократии

в производственном кооперативе. Здесь желательно, чтобы, производственные кооперативы в использовании данных возможностей и в осуществлении данных задач располагали большей самостоятельностью, с другой стороны, желательно расширение хозяйствования, круг деятельности производственного кооператива. Расширение хозяйственной деятельности является срочной задачей прежде всего в области круга обрабатывающей и подсобной деятельности, а также в области непосредственной сбытовой деятельности производственного кооператива.

1. Вопросы, включенные в повестку дня научной конференции, вызвали оживленный интерес. Доклады в широком кругу охватывали юридическую жизнь. На повестке дня одинаково стояли существенные вопросы, входящие в сферу правотворчества и применения права.

Тематика докладов верно отражает тот поворот, который в последние годы произошёл в социалистической науке права. В социалистической правовой науке узкий юридико-догматический анализ заменили методы, основывающиеся более широко на основе общественной науки и содействующие помощи построения социалистического общественного строя.

В дискуссии прозвучали 7 выступлений. Выступающие в отношении осуществления общественных условий, теоретических основ социалистического демократизма — в отношении организационных проблем и проблем деятельности государственной демократии, правового регулирования положения граждан, а также в отношении демократизма коллективов трудящихся в одинаковой мере содействовали раскрытию вопросов, требующих разрешения, и разработки разрешений.

Участники дискуссии не ограничивали свои внимания на анализе юридико-организационных вопросов. Дискуссия в первую очередь развертывалась в направлении подтверждения положений, высказываемых в докладах, расширения круга предложений. Подавляющее большинство выступающих присоединились к более глу-

бокому анализу факторов, препятствующих развитию или осуществлению социалистического демократизма, раскрытых докладчиками, в этом отношении конференцию характеризовало стремление, направленное на разрешение проблем.

2. В ходе выступлений впервые доцент университета *Дёрдь Мадяр* подчеркнул значение политической демократии. Он занимался тем противоречием, которое проявляется между возможностью расширения социалистической демократии и мерой реализации этих возможностей. Среди причин отставания анализировал ограничивающую, стихийно действующую роль организаций вне круга государственного аппарата. Выступающий указал на то, что аппарат склонен к тому, чтобы он отождествлял себя с властью. Проявляется противоположность этому позитивному явлению, когда аппарат присваивает себе право о том, чтобы он сформулировал цели власти.

Также вызвало внимание выступление профессора *доктора Тибора Ваиш*, который главным образом поднимал предложения, входящие в круг выборов и деятельности органов государственной власти. Он считает нужным введение избирательных округов вместо выборов по спискам депутатов Государственного Собрания, а также возможность выдвижения нескольких кандидатов и упрощение процедуры по отзыву депутата.

Из гарантий прав граждан в противоположность мнению профессора Неван считает обоснованным расширение судебного пересмотра административных решений.

*Доктор Тибор Леваи*, заведующий главным отделом Генеральной Прокуратуры остановился на новых формах, применяемых в ходе осуществления надзора за законностью. В ходе так называемых координированных исследований прокуратура вместе с народным контролем или иными органами контроля проводит согласованные проверки, которые делают возможным комплексный контроль.

*Доктор Тибор Реваи*, доцент университета в своем выступлении занимался демократизмом правосудия. Он высказался

за улучшение подготовки народных заседателей для того, чтобы они в работе суда могли участвовать в качестве его полноправного члена.

*Доктор Ласло Надь*, профессор, в своем выступлении занимался экономическими основами производственно-кооперативной демократии, совершенствованием правовых институтов, обязательным соблюдением производственно-кооперативной демократии со стороны органов, осуществляющих государственное руководство и надзор за производством.

Выступающий, анализируя недостатки управления районного уровня, пришел к выводу о том, что властные полномочия следовало бы концентрировать в компетенцию отдела сельского хозяйства исполнительного комитета совета, а хозяйственное руководство — в соответствии с характером хозяйственного управления — следовало бы передать производственным управлениям, которые будут созданы.

*Доктор Имре Шаранди*, доцент университета, также выступал по вопросам производственно-кооперативной демократии. Выступающий указывал на специфику производственно-кооперативной демократии в том, что её основой и одновременно её целью является производственно-кооперативная собственность. Он в первую очередь анализировал производственно-кооперативную собственность, как предпосылку производства. Он указывал на тот процесс, который с ликвидацией мелкособственнического взгляда приводит к развертыванию коллективного собственнического качества.

На основе производственно-кооперативной собственности он основательно занимался правовыми проблемами производственных договоров и договоров заготовки. Признал нужным создание такого органа для осуществления производственно-кооперативного снабжения и сбыта, который создали бы сами производственные кооперативы.

В качестве условия осуществления производственно-кооперативной демократии указал на то, чтобы члены производствен-

ных кооперативов в материальном, социальном и культурном удовлетворении потребностей чувствовали себя равными со всеми остальными гражданами.

*Доктор Иштван Кертес*, доцент университета, рассматривая отдельные институты трудового права, указывал на позитивное развитие последних лет (объективная ответственность предприятий за причинение вреда; обеспечение работнику права уволиться с работы). С точки зрения демократизма не считает правильным то, что за территориальными органами по разрешению трудовых споров не стоит коллектив. По его мнению система обжалования трудовых споров вне судебной системы не сможет эффективно действовать.

После выступлений результаты конференции подытожил декан *Тибор Кирай*. На тот вопрос, принесла ли новая конференция с точки зрения развития социалистического демократизма, ответил положительно, потому что произвучавшие доклады и выступления вопросы социалистической демократии анализировали в аспекте специальных наук и с отдельных точек зрения, здесь прозвучало впервые рассмотрение возможностей дальнейшего развития. Оценивал в качестве позитивной черты, что докладчики, несмотря на конкретные точки зрения анализа, требуемые в специальных науках, результативно применяли тот метод, что помимо частных вопросов принимали во внимание и общие взаимосвязи.

Важнейшая особенность дискуссии состояла в том, что участники единогласно занимались вопросами организации и деятельности государства, правотворчества и применения права в направлении развития социалистической демократии, не абстрактно, а исходя из конкретных фактов развития общества, путем глубокого анализа общественных отношений. В результате этого деятельность конференции не ограничивалась подтверждением всеобщепризнанных положений, а могла обеспечить конкретное содействие делу социалистической демократии.

В ходе анализа социалистического демократизма докладчики ставили в центр

внимания требования осуществления основных прав граждан. Конференция в целом содействовала дальнейшей разработке гарантий субъективных прав.

В широком кругу поднимались обоснованные предложения, содействующие эффективной деятельности центральных и местных представительных органов государственной власти. Относящиеся сюда соображения не ограничивались анализом демократизма органов государственной власти и государственного управления, а раскрыли и те взаимосвязи, которые существуют между демократизмом иных областей государственной жизни и общественной жизни. В этом кругу на конференции в двух отношениях особенно подчеркивалось требование расширения демократизма: в области повышения роли местных представительных органов, а также в кругу крестьянства, составляющего значительную часть населения страны.

Конференция направила внимание и на то, что расширение демократии нельзя рассматривать в качестве такого процесса, будто оно привело бы к какой-либо анархии. Демократия и дисциплина не понятия, исключают друг друга. Демократия означает прочную, созданную и требуемую коллективами систему требований, которая не разрешает какую-либо общую несвязанность, растворяющуюся в недисциплинированности.

В качестве одной из гарантий конференции выделила требование социалистической законности, важность борьбы против остатков бюрократии.

По мнению декана, достижение конференции состоит в том, что она являлась начинателем хода мыслей, которая еще может вызвать много споров, но каждый её ценный элемент, несмотря на возможно имеющиеся трудности, осуществится.\*

И. ТАКАЧ

## Zivilrechtliche Arbeitskonferenz in Szeged\*

### I.

Das Institut für Staats- und Rechtswissenschaften der Ungarischen Akademie der Wissenschaften und die Staats- und Rechtswissenschaftliche Fakultät der József-Attila-Universität zu Szeged veranstalteten in Szeged vom 7. bis 9. Dezember 1965 eine wissenschaftliche Arbeitskonferenz über die Fragen des sozialistischen Zivilrechts und der sozialistischen Rechtswissenschaft. Auf dieser Arbeitskonferenz wurden zum ersten Mal die aktuellen theoretischen Probleme des sozialistischen Zivilrechts vor einem breiten Forum auf internationaler Ebene besprochen, was

\* Прозвучавшие доклады регулярно публикуются в венгерских юридических журналах и материал конференции в следующем номере «Анналес» Юридического факультета Будапештского университета им. Этвеш Лоранта будет опубликован и на иностранном языке.

schon darum bedeutsam ist, weil auch die wichtigen zivilrechtlichen Fragen der in mehreren sozialistischen Staaten laufenden Umgestaltung der Industrieleitung zur Sprache kamen. Auf der Tagesordnung stand die *Diskussion von drei Referaten*: des Referats von Gy. Eörsi über »Die Struktur und die Forschungsmethoden des sozialistischen Zivilrechts«, von B. Kemenes über »Die theoretischen Grundlagen der Verträge« und von Gy. Csanádi über »Die aktuellen Probleme der Verträge unter staatlichen Unternehmungen«.

An der Konferenz beteiligten sich 16 ausländische und ungefähr 45 inländische Fachleute.

Die ausländischen Teilnehmer waren: aus der *Bulgarischen Volksrepublik*: L. Wassiljew, Akademiker, Institutsdirektor; A. L. Koschucharow, Universitätsprofessor und I. Welinow, Oberassistent;

\* Eine umfassende Veröffentlichung des Materials der Konferenz ist — in ungarischer und russischer Sprache — in Vorbereitung.



aus der *Deutschen Demokratischen Republik* : M. Posch, Dekan, G. Pflücke, Prorektor, sowie die Professoren H. Such und W. Artzt ;

aus *Jugoslawien* : B. T. Blagojewič, Professor, Institutsdirektor, und K. Gyetvai, Professor;

aus der *Volksrepublik Polen* : J. Winiarz, Instituts-Hauptmitarbeiter;

aus der *Sozialistischen Republik Rumänien* : S. Bradeanu, Professor;

aus der *Sozialistischen Republik Tschechoslowakei* : V. Knapp, Akademiker, Institutsdirektor, S. Luby, Akademiker;

aus der Sowjetunion: S. N. Bratus, Professor, Institutsdirektor, und O. S. Ioffe, Professor.

## II.

I. Gy. Eörsi bot in seinem *Referat* eine gedrängte Zusammenfassung und vielfach eine Weiterbildung seines Standpunktes über die in der Theorie und Praxis des sozialistischen Zivilrechts neuerdings aufgeworfenen Fragen, den er in seinen früheren Werken (hauptsächlich in den Büchern »Grundproblemen der rechtlichen Verantwortlichkeit — Zivilrechtliche Haftung« und in den »Grundproblemen des sozialistischen Zivilrechts«) bereits ausgeführt hatte.

Einleitend beleuchtete er die Anforderungen, die sich an die Gliederung und Differenzierung des Rechtssystems sowie an die Art und Weise des komplexen Zusammenwirkens der unterschiedlichen Rechtszweige erheben, wobei er betonte, dass man, um die optimalen Auswirkungen auf die Gesellschaft zu erreichen, die Eigenheiten der einzelnen Rechtszweige beibehalten muss. Dann führte er seine, der ungarischen Juristenwelt bereits bekannte, Theorie über die verschiedenen — für die »innere« (psychische, bewusstseinsbildende) und äussere (z. B. organisatorische) Rechtswirkung relevanten — Grundsituationen, Strukturen aus, nämlich über die Strukturen mit grosskollektivem, kleinkollektivem und sog. autonomem Charakter.

Anschliessend analysierte er die *Struktur des Zivilrechts* als kennzeichnend autonome Struktur. Er kritisierte den in der Theorie des sozialistischen Zivilrechts herrschenden Standpunkt, der das sozialistische Zivilrecht »... auf eine einzige Kategorie der politischen Ökonomie, das Warenverhältnis, bzw. auf die Geltendmachung des Wertgesetzes zurückführt«. Unter Feststellung dessen, dass diese Kategorie in der geschichtlichen Entwicklung und vielfach auch derzeit noch die Hauptdeterminante bildet, kann sie heute doch nicht mehr für das grundlegende Kriterium zur Abgrenzung der Materie des Zivilrechts gelten; das Waren- und Wertelement ist in einen Zusammenhang mit breiterer Basis gebettet. Es handelt sich hier also um keine Negation, sondern um den Einbau in einen breiteren Rahmen. Diesen breiteren Rahmen bietet die »autonome Struktur« im soziologischen Sinne, mit deren Hilfe sich die Rechtsverhältnisse der Persönlichkeit des Zivilrechts, die Einrichtungen des persönlichen Eigentums und der Erbschaft, das Recht der geistigen Schöpfungen und der gesellschaftlichen Dienstleistungen besser organisch in das Zivilrecht einbauen lassen als wenn man die Waren- und Wertkategorien zur Grundlage nimmt. Diese Struktur kennzeichnet sich durch die relativ gesonderten Interessen und die wechselseitige organisatorische Unabhängigkeit der im gegebenen Verhältnis auftretenden Personen. Nachdrücklich verwies der Verfasser daneben auf die »wesensfremde« aber dennoch eben »sozialistische« Eigenheit der autonomen Struktur des sozialistischen Zivilrechts, die in der staatlichen Einflussnahme und in der Kooperationspflicht zutage tritt. Das Zivilrecht ist daher die organische Einheit der alten und neuen Elemente, bei denen inhaltlich das Überwiegen des neuen Elements, der grundlegenden gesellschaftlichen Interessen, über die Teilinteressen den Ausschlag gibt. Natürlich schwankt der Anteil dieser Elemente an den zivilen Rechtsverhältnissen je nachdem, ob das gegebene Verhältnis unter sozialistischen Kollektiven, zwischen

Kollektiven und Staatsbürgern oder unter Staatsbürgern besteht.

Nach Darlegung dieser Grundthesen zieht das Referat einige Folgerungen aus ihnen in den Bereichen der Grundprinzipien, der zivilrechtlichen Dogmatik, der Rechtswidrigkeit und der Sanktionen.

Der Verfasser führt aus, dass »die Eigenheit des Zivilrechts nicht vornehmlich darin besteht, seine eigenen Grundprinzipien zu haben, . . . sondern darin, . . . wie die autonome Struktur spezifisch von der ständig anwachsenden Einheit, Organisiertheit und den gesellschaftlichen Elementen der sozialistischen Gesellschaft durchdrungen wird«. Als so ein Spezifikum erwähnt er den eigentümlichen Charakter der für den Bereich des Zivilrechts typischen Interessenkonflikte, das Wesen der zivilrechtlichen, subjektiven Berechtigung, das er in der »Freiheit der bestimmungsgemässen Rechtsausübung« erblickt. Daraus folgt, dass die wechselseitige Bedingtheit der Berechtigungen und Verpflichtungen im Bereich des Zivilrechts nicht zwangsläufig ist, schon gar nicht bei den Rechten absoluter Struktur, sondern dass sie — infolge der Warenverhältnisse bzw. der Entgeltlichkeit — oft der Selbstverpflichtung der Parteien entspringt. Hinsichtlich der Geltendmachung des Prinzips der sozialistischen Kooperation führt der Verfasser aus, dass sie über die für die autonome Struktur kennzeichnende »wohlwollende Neutralität«, die »Nichtintervention« hinausgehen muss: das sozialistische Zivilrecht statuiert die Forderung der *allgemeinen Aktivitätspflicht*, und es steht gar nicht das zur Frage, ob diese Forderung besteht, sondern nur, wie weit sie reicht. Dadurch, dass die Sanktionen für das Versäumen der Kooperationspflicht vor allem inneren, erzieherischen Zwecken dienen, reicht die Passivitätspflicht in der Praxis weiter als die Aktivitätspflicht.

Daraus ergibt sich dogmatisch die Folge, dass der traditionell starre Gegensatz zwischen den absoluten und relativen Rechtsverhältnissen bzw. der negativen und positiven Struktur, verschwindet. Letztlich hat

jede Berechtigung eine Phase, in der nur ihre absolute Struktur zur Geltung kommt, und sie kann eine Phase haben, in der sich auf diese noch eine weitere Berechtigung relativer Struktur aufbaut, wobei der Hauptunterschied nicht im Grad der Geschütztheit liegt, sondern in der Art, die Person des Verpflichteten zu bezeichnen. Dadurch wird natürlich die *dogmatische Struktur sehr vereinfacht*. Als weitere charakteristische Folgen der für die autonome Struktur kennzeichnenden gleichberechtigten Nebenordnung sowie der daraus folgenden ausschlaggebenden Rolle des Willens des Rechtssubjekts behandelt das Referat die Unaufzählbarkeit der zivilrechtlichen Tatbestände, die Annäherung der rechtlichen Normierung an das Allgemeine, die relative Häufigkeit der extensiven Interpretation und der Analogie, die Möglichkeit die Normen zu kombinieren bzw. die ausschlaggebende Rolle der nachgiebigen, dispositiven Normen.

Schliesslich zieht der Verfasser die Folgerungen seiner Konzeption in den Bereichen der Rechtswidrigkeit und der Sanktionen. Die Eigenheit der autonomen Struktur erfordert es, dass man bei nicht entsprechender Gestaltung des Verhältnisses entweder die Rechtswirkung erzwingen oder die Verbindungen liquidieren bzw. die dadurch geschädigte Person in eine Lage versetzen muss, als hätte sie keine Schädigung erlitten; dieser Anforderung entspricht die in integrum restitutio im weitesten Sinne. Je nachdem, ob wir nur die regelrechte Abwicklung der Ordnung der Rechtsverhältnisse sicherstellen wollen, oder ausserdem in der Lage sind eine erzieherische Wirkung auszuüben, verlangt das Zivilrecht zum Eintritt der sanktionellen Folgen die Vorwerfbarkeit des auslösenden Verhaltens oder nicht. Hier befassen sich die Thesen des Referats, auf die Verantwortlichkeitstheorie des Verfassers gestützt, mit den Sanktionen, der prinzipiellen Grundlage des Schadenersatzes, dem Begriff der Vorwerfbarkeit. Der Verfasser behandelt ferner den Aufbau des Systems der Schadenersatzhaftung, wobei er die Gliederung

der Verantwortlichkeit in subjektive und objektive Haftung für überholt erklärt und betont, dass sich die Regelung, von den *typischen Schadenersatzarten* ausgehend, auf die *spezifische Abwehr einstellen müsse*, dass man aber naturgemäss — eben wegen der schon erwähnten Unaufzählbarkeit — auch eine allgemeine Kategorie der Vorwerfbarkeit (des Verschuldens) benötige.

Der zweite Teil des Referats analysierte einige Fragen der Problematik der *zivilrechtlichen Forschungsmethoden*. Der Verfasser erörterte die Gründe dessen, dass die Zivilistik über keine solchen Hilfswissenschaften verfügt, wie etwa die Organisationslehre oder die Kriminologie. Die neuartige Rolle des sozialistischen Zivilrechts verlangt, dass »... es die rechtlich relevanten gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Tatsachen erschliesse, die dem Recht als Grundlage dienen und unter dem Einfluss des Rechtes zustande kommen«. Kurz gesagt: auch die Zivilistik ist, wenn auch nicht auf eigene Hilfswissenschaften, so doch auf Tatsachenforschungen angewiesen. Das Referat erörterte die diesbezüglichen Probleme, wies darauf hin, dass die Wissenschaft des Zivilrechts die Ergebnisse der verwandten Wissenschaften weitgehend verwertet, aber gewisse Informationen notgedrungen selbst einholen muss, sei es durch Einschaltung in gewisse volkswirtschaftliche und soziologische Forschungen, sei es mit Forschungen »auf eigene Faust«, die sich nicht ausschliesslich auf die Gerichtspraxis stützen.

2. Das Referat erweckte berechtigtes Interesse und löste eine lebhaftere *Diskussion* aus, bei der sich dreizehn Teilnehmer zu Worte meldeten. Ihre Ansichten und Argumente zu detaillieren, würde naturgemäss unseren Rahmen überschreiten, wir müssen uns auf den Versuch beschränken, ihr Wesen, nach Fragenkomplexe gruppiert, zu schildern.

Wenn auch das Referat die Frage des sog. *Wirtschaftsrechtes* nicht berührte, befasste sich die Debatte doch unvermeidlich auch mit dem Problem der einheitlichen Regelung, der tieferen rechtswissenschaftlichen

Einheit jener Rechtsverhältnis-Bereiche, die traditionell dem Zivilrecht zugezählt werden. Die Mehrzahl der Diskussionsredner (*Bratus, Luby, Wassiljew, Bradeanu*) trat, teils aus prinzipiellen, teils aus praktischen Gründen, entschieden für die einheitliche Regelung ein. *Posch* und *Pflicke* waren der Meinung, dass sich die Argumente und Gegenargumente ziemlich die Waage halten; bei den deutschen Kodifizierungsarbeiten habe sich aber das Zünglein der Waage auf die Seite der einheitlichen Regelung geneigt, als wäre bei der detaillierten Regelung der volkswirtschaftlichen Verhältnisse das geplante Zivilgesetzbuch nach heutiger Auffassung bloss ein juristisches Hinterland. *Gy. Benkő* berührte die Einheit des zivilen Rechtsgebietes aus einem anderen Gesichtspunkt und erklärte, dass man auch noch die Abtrennung anderer Rechtsgebiete, wie des Arbeitsrechts und vielleicht des ganzen Schadenersatzrechtes, zu gewärtigen habe. Schliesslich erklärte *Blagojevič* die ganze Problematik dieser Art für dogmatisch, indem er betonte, dass die gesellschaftlich optimale Lösung nicht von der Zahl der Gesetzbücher abhängig sei.

Das zweite Thema, das eine lebhaftere Debatte hervorrief, war die Auffassung Eörsis über die Abgrenzung der Materie des Zivilrechts oder kurz gesagt — *der praktische Wert der Strukturetheorie*. Die Teilnehmer anerkannten einhellig die Neuartigkeit, die geschlossene Systematik der Konzeption, ebenso wie die Daseinsberechtigung der Bestrebungen, das Zivilrecht auf breitere Grundlagen zu stellen. Prof. *Posch* stimmte der Theorie grundlegend bei, indem er darauf hinwies, dass sich die rechtliche Regelung nicht an Kategorien der politischen Ökonomie, sondern an Menschen, an Kollektive richte und es daher für den Aufbau des Rechtssystems bedeutsam sei, es den Adressaten gemäss zu kategorisieren. Akademiker *Luby* hielt die Auffassung Eörsis besonders hinsichtlich der Stellung des Personenrechts im Rechtssystem für sehr verwendbar. Andererseits trugen manche Diskussionsredner

ihre Bedenken vor, so Akademiker *Wassiljew*, der unter anderem darauf hinwies, dass das Gegenstück des Kollektivs nicht die Autonomie, sondern das Individuum sei. Prof. *Such* beanstandete den statischen Charakter der Theorie, hob ferner die Rolle der interimistischen, kombinierten Formen hervor und gab seiner Überzeugung Ausdruck, dass dem Fortschritt vor allem mit der Einstellung auf das Besondere, auf das Spezifikum gedient sei. Prof. *Ioffe* bemängelte die Strukturetheorie ebenfalls unter Hinweis auf einige Rechtsbereiche, namentlich auf die Problematik des Staatseigentums und des Arbeitsvertrags, die kein konsequentes Durchdenken der Auffassung Eörsis gestatten und erklärte sich überzeugt, dass als grundlegende Kategorie für die Abgrenzung auch weiterhin das Warenverhältnis anzusehen sei. Auch Prof. *Blagojevič* hielt die im Referat ausgeführte Auffassung für stark hypothetisch. Abschliessend müssen wir hier noch einige Beiträge erwähnen, die mehr ergänzenden als diskussiven Charakter hatten: Prof. *Weltner* führte einige Fragen der Unternehmungskollektive aus, Prof. *L. Nagy* behandelte einige Fragen der Genossenschaftskollektive, wobei er auch auf die Möglichkeit eines einheitlichen Genossenschaftsrechtes hinwies.

Lebhaftes Interesse erweckten die Ausführungen Prof. Eörsis über die *Fragen der Verantwortlichkeit*; auch diese wurden in mehreren Beiträgen berührt. *Gy. Benkő* setzte sich für die allgemeine Vorschrift der beschränkten Haftung ein, indem er erklärte, dass sich seines Erachtens die Ausnahmsbestimmung des § 339 (2) UZGB in der Gerichtspraxis wohl zur Hauptregel ausgebildet habe. Die Interessen des Geschädigten seien durch Ausdehnung der Versicherung zu schützen. Die objektive Haftung mit der Schuldhaftung auf eine einheitliche Grundlage zu bringen erscheine ihm übrigens unmöglich. Hinsichtlich der Grundlagen der Verantwortlichkeit distanzierte sich auch Prof. *Koschucharow* vom Standpunkt des Referats und berief sich auf einige Typen der Verantwortlichkeit

(Haftung für den Angestellten, Haftung des Tierhalters usw.), bei denen kein vorwerfbares Verhalten vorliegt. *F. Mádl* gab zu bedenken, ob sich die einheitliche Haftungstheorie Eörsis dazu eigne, auf der Ebene des positiven Rechtes eine entsprechende Praxis auszubilden und ob sie nicht zum Verkümmern gewisser Normen, so der Anwendung des § 345 des UZGB (Gefährdungshaftung-Paragraph) führe. Akademiker *Wassiljew* erklärte, dass die Verantwortlichkeit ein wichtiges, aber nicht das einzige Mittel zur Sicherstellung der Gesetzlichkeit und zur Erziehung der Staatsbürger sei, und dass allgemein nicht nur die Sanktionen erziehende Wirkung haben, sondern auch die organisatorischen Vorschriften, die sich laut Eörsi äusserlich auswirken sollen. Daher hält er auch die Unterscheidung zwischen inneren und äusseren Wirkungen des Rechtes nicht für glücklich. Prof. *Blagojevič* meinte, dass man bei der Normierung der Verantwortlichkeit keinem Prinzip den Vorrang geben dürfe; letztlich könne sich jedes Prinzip bewähren, das dem Werktätigen den vollen Ersatz seines Schadens sichert.

Einige Beiträge befassten sich auch mit dem Standpunkt des Referats über die zivilrechtlichen *Forschungsmethoden*. Die Diskussionsredner (so u. a. *Bratus* und *Wassiljew*) stimmten den Feststellungen des Referates bei, ja ergänzten es in gewisser Hinsicht, ebenso wie *F. Mádl* in seinem Antrag auf umfangreichere Anwendung der vergleichenden Methode, im allgemeinen auf eine intensivere Entwicklung des vergleichenden sozialistischen Zivilrechts.

3. Die *Diskussion zusammenfassend* und die aufgetauchten Fragen beantwortend erklärte Prof. *Eörsi*, dass die Konzeption des Wirtschaftsrechts nicht imstande sei die gesamte Wirtschaft zu umfassen und daher gerade das nicht verwirklichen könne, was sie für ihren Hauptvorteil ausgibt. Sie haftet zu eng an der Praxis. Dadurch vermengt sie Methoden und Mittel juristisch unterschiedlicher Art; dies führt dazu, dass sich die Schärfe, die Wirksamkeit der verschiedenen rechtlichen Mittel schwächt.

Doch gab er zu, dass trotz der theoretischen Unvermengbarkeit dieser Elemente, ihre gemeinsame Behandlung im Rahmen einer Disziplin gewisse Vorteile bieten könne.

In Beantwortung der Angriffe gegen seine Strukturentwurf betonte Prof. Eörsi u. a. wiederholt, dass sich seine Theorie keineswegs gegen die Bedeutung, sondern nur gegen die Alleinherrschaft des Warenverhältnisses richte, die er in seine Theorie auch gebührend eingebaut habe. Auf die Bemerkungen Prof. *Suchs* erwiderte er, dass die Strukturentwurf wohl tatsächlich statische Züge aufweise, da es sich um eine konstante Struktur mit ständig wechselndem Inhalt handelt, doch seien zum Ausbau einer Theorie solche konstante Elemente einfach nicht zu entbehren. In seiner Antwort an *Wassiljew*, *Such* und *Ioffe* führte er aus, dass in dem Ausdruck »autonome Struktur« mit dem Wort »autonome« nicht die abstrakte Willensbildungsmöglichkeit eines gegebenen Subjekts gemeint sei, denn in diesem Sinne sei jedes Rechtssubjekt relativ autonom, sondern das gegebene Verhältnis unter den jeweiligen Rechtssubjekten. In diesem Sinne aber lässt sich die Kollektivenstruktur der autonomen Struktur gegenüberstellen, und im Rahmen der autonomen Struktur kann die Möglichkeit der tatsächlichen Willensverwirklichung sehr verschiedene Stufen erreichen. Seine Konzeption diene letztlich dem Zweck, einerseits das Zivilrecht auf breitere Grundlagen zu stellen, andererseits es harmonischer in das Rechtssystem einzufügen, also die Einheit und das Spezifikum gleicherweise hervorzuheben.

Hinsichtlich des Problembereichs der Verantwortlichkeit erklärt er abermals nachdrücklich, er halte die Kategorie der objektiven Haftung für überholt: die zeitgemässe Regelung müsse sich gegen die typischen Arten der Schadenverursachung mit spezifischen Mitteln schützen. Darum sei z. B. auch kein Verschrumpfen der im § 345 UZGB normierten Haftungsform zu befürchten, und daher sei es richtiger, die Haftung des Unternehmens statt auf die

Konzeption des geschäftlichen Risikos und der Haftung für Dritte auf die Erwägung aufzubauen, dass das Kollektiv des Unternehmens am ehesten in der Lage ist die Schadensquellen zu beheben; deshalb hat man auch die Verantwortlichkeit auf diese zu konzentrieren. Die einheitliche Grundlage der so aufgefassten zivilrechtlichen Verantwortlichkeit sei durch das Element der Vorwerfbarkeit gegeben, das vollkommener ist als das Verschulden: es führt zu einer Lösung, die sich, unter Einbau des Verschuldens, auf die Bekämpfung der Schadensursachen richtet. Den Standpunkt Benkös, die Verantwortlichkeit durch eine umfangreiche Versicherung abzulösen, lehnt er ab. Zweifellos habe man die Rolle der Versicherung in den Vordergrund zu rücken, doch müsse man hinter ihr, im Wege der Regressansprüche, auf den meisten Gebieten auch die erzieherische Verantwortlichkeit beibehalten.

### III.

1. Als zweiter Punkt der Tagesordnung stand das Referat von *B. Kemenes* zur Diskussion. Einleitend betonte der Verfasser, dass sein Standpunkt auf Kategorien der politischen Ökonomie aufgebaut sei. Ferner bemerkte er, dass er in seinem Themenkreis ausschliesslich die theoretischen Grundlagen der Verträge untersuche, ohne seine Feststellungen auf alle zivilen Rechtsverhältnisse ausdehnen zu wollen, obwohl es zweifellos von Bedeutung sei, die Eigentümlichkeiten des Vertragsverhältnisses auch im Bereich der Erschliessung des Begriffs der Eigenheiten des Zivilrechts allgemein zu analysieren.

Um die Rolle des Vertrags in der sozialistischen Gesellschaft zu beleuchten, umriss *Kemenes* kurz die Entwicklungsgeschichte des sowjetischen Vertragsrechts, in deren Spiegel er nicht nur die Existenzberechtigung des Vertragssystems gerechtfertigt sieht, sondern auch den Vertrag — im Aufbau der sozialistischen Gesellschaft als »... eine Rechtsform mit ständig wachsender Rolle« erkennt. Dann umriss er die Rechtsentwicklung der volksdemokrati-

sehen Staaten und stellte fest, dass die sozialistische Rechtswissenschaft heute die Funktionen und die Bedeutung des Vertrags bereits aus einem einheitlichen Gesichtspunkt beurteilt.

Diese allgemeinen Feststellungen lauten kurz zusammengefasst: der Vertrag ist eine elastische und umfassende Rechtsform, ein bewusstes rechtliches Mittel um das Wertgesetz staatlich zu nutzen, die Unternehmungen durch eine wirtschaftliche Rechnungsführung in die Planerfüllung einzuschalten. Eben der Umstand, dass der Staat die Bedeutung des Vertrags erkennt und anerkennt führt dazu, dass er ihn auch regelt, und so wird der Vertrag »als Willensverhältnis zur Tragung des Warenverhältnisses . . . gerade dadurch zum Rechtsverhältnis«. Die Regelung baut ein Vertragssystem aus, das der planmäßigen Organisation der Produktions- und Tauschverhältnisse dient, das gesellschaftliche wie auch das persönliche Eigentum stärkt. Bezüglich der Konzeption des Wirtschaftsrechts erklärt das Referat, dass sie aus der funktionellen Differenzierung der Verträge — fälschlich — zu einer Differenzierung als Rechtszweig gelange.

Zum Wesen des *Vertrages* — führt Kemeses aus — kann man durch Erschließung des *Inhalts* der in den Verträgen umfassten *wirtschaftlichen und gesellschaftlichen* Verhältnisse gelangen, die inhaltlich *Warenverhältnisse* sind und rechtlich durch die Einrichtung der Verträge geregelt werden.

In diesem Zusammenhang gibt das Referat einen kurzen Überblick über einige grundlegende Feststellungen der marxistischen Volkswirtschaftslehre, nämlich über die Vorbedingungen der Warenproduktion, die Merkmale und Eigenheiten der Geltendmachung des Wertgesetzes. Dann analysiert es die Rolle der Warenverhältnisse in der sozialistischen Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung, erklärt, dass man auch die Verbindungen innerhalb des staatlichen Sektors als Warenverbindungen zu betrachten habe, wobei freilich die abweichenden Eigenheiten der sozialistischen

Warenverhältnisse hervorzuheben sind. Als solche erwähnt er die der Eigentümerqualität entbehrende, materielle Selbständigkeit der Subjekte des Warenverhältnisses, das Fehlen der Universalität der Warenverhältnisse, die Tatsache, dass durch die Planung die Tauschsubjekte zwar abgesondert, aber nicht voneinander abgeschnitten werden, wodurch auch das Prinzip der Kooperation zur Geltung kommt; schliesslich dass der Staat in der Lage ist, die Auswirkungen des Wertgesetzes zu beeinflussen.

Vom wirtschaftlichen Inhalt auf die rechtliche Form übergehend stellt das Referat die Einrichtung des Vertrags zuerst in der kapitalistischen, dann in der sozialistischen Rechtsordnung dar. In der kapitalistischen Gesellschaft weist der Vertrag folgende Merkmale auf: das Vorhandensein von verfassungsberechtigten Privateigentümern, die Nebenordnung und der Willenscharakter, der in den bürgerlichen Grundsätzen der Vertragsfreiheit zum Ausdruck kommt, bzw. im Monopolkapitalismus durch die wachsende Rolle des den Vertragswillen beeinflussenden staatlichen Willens und schliesslich im Prinzip der Entgeltlichkeit.

Für Kennzüge des sozialistischen Vertragssystems erklärt das Referat ebenfalls das Verfügungsrecht und die Nebenordnung, betont aber, dass sich hier die Nebenordnung auf eine tatsächliche Rechtsgleichheit gründet; fernere Kennzüge sind das Wesen des Vertrags als Willensverhältnis, die dominierende Rolle des Bedarfsbefriedigungs-Zweckes, die Bedeutung der staatlichen Einflussnahme und das gleichfalls geltende Entgeltlichkeitsprinzip.

Dann beleuchtet das Referat mit Bestimmungen des *Ungarischen Zivilgesetzbuchs*, wie sich in der Regelung die auf das *Warenverhältnis* konzentrierte Auffassung spiegelt. Nur beispielsweise sind von diesen das einheitliche — also nicht nach Vertragspartnern differenzierende — System, das Prinzip der Konsensualität, die Typenfreiheit, die Dispositivität, der Primat des Erklärungsprinzips, das System der Haf-

tungsrechte, die Vermutung der Entgeltlichkeit usw. zu erwähnen.

Abschliessend befasste sich das Referat mit einigen Stellungnahmen der Rechtsliteratur, die auch seine Thesen berühren, namentlich mit der Strukturetheorie Eörsis, und stellte in diesem Zusammenhang fest, dass in einem gewissen und noch dazu ausschlaggebenden Bereich die Rolle der Warenverhältnisse anwächst, und dass das Gebiet, wo diese Rolle sinkt, von peripherischer Bedeutung ist. Darum hält er gegenwärtig und auf kurze Sicht »... die Auffassung über die Schwächung der Warenverhältnis-Konstruktion im Umkreis der Verträge« für keineswegs begründet. Dann befasste sich das Referat noch mit den Ausführungen Világhys über das Wesen des Tauschverhältnisses und die Möglichkeiten es anzunähern.

2. In der *Diskussion* über das Referat von B. Kemenes konzentrierten sich die Bemerkungen um drei Fragengruppen: um den Zusammenhang zwischen Vertrag und Warenverhältnis, zwischen Vertrag und Plan und drittens um die Bedeutung und die Folgen der Willenselemente. Ausserdem berührte F. Mádl die Bewertung des sowjetischen Vertragssystems, die das Referat seines Erachtens zu einschichtig hinstellt.

*Der Vertrag als rechtliche Äquivalenz des Warenverhältnisses* ist nach A. Weltner eine zu enge Definition. Seines Erachtens habe man die Kategorie des Vertrags auf einer höheren Ebene zu verallgemeinern, auf das Niveau des Rechtssystems zu heben. Zur Beleuchtung der Schwierigkeiten, die sich aus der Beschränkung auf das Warenverhältnis ergeben, beruft er sich beispielsweise auf die Vereinbarungen über die Neuerungs- und Erfindungsverhältnisse, wo keine Gleichwertigkeit besteht. Demgegenüber bemängelt R. Horváth im Referat, dass es die Warenverhältnisse nicht dynamisch auffasst. Er weist darauf hin, dass sich der sozialistische Charakter der öffentlichen Dienstleistungen auch im kapitalistischen System ständig erweitert.

Die Beiträge über die *Verbindung zwischen Plan und Vertrag* analysierten viele

aktuelle Probleme. F. Mádl unterstrich im Zusammenhang mit der qualitativen Änderung des Wirtschaftsmechanismus die Rolle der Verträge als differenzierte Mittel des Warenumsatzes und im Zusammenhang damit die erweiterten Möglichkeiten der Unternehmungen, durch die ihre Pläne und damit auch ihre Verträge, den Volkswirtschaftsplan fallweise sogar überholen können. Auch W. Artzt berührte diese Frage, wobei er besonders die Bedeutung der Perspektiv-Pläne für die Verträge betonte. Gy. Kálmán erklärte, dass das Vertragssystem wohl auch im neuen Mechanismus ein Mittel des Planes bleibt, dass die planmässige staatliche Lenkung auch weiter ihre grundlegende Bedeutung beibehält, dass aber der Zusammenhang zwischen dem Plan der Unternehmung und dem Vertrag im Gegensatz zur früheren Lage eine Zwitterhaftigkeit annehmen muss.

Die Rolle des *Willenselements* im Bereich der Verträge wurde auch von den Diskussionsrednern allgemein nur bejaht, so von A. Weltner und F. Mádl, der die Rolle des Willenselements besonders bei den Verträgen zwischen Unternehmungen analysierte und darauf hinwies, dass der Wille des Staates mit dem Einsetzen des neuen Mechanismus viel mehr als Katalysator wirken wird, der Wille sui generis der Unternehmungen wird zu grösserer Bedeutung gelangen. Im Anschluss an diesen Fragenkomplex analysierte E. Weiss das Willens- und das Erklärungsprinzip; sie erklärte das Willensprinzip für einseitig und wies darauf hin, dass die wahre Anerkennung der Bedeutung des Willens im Wege des Erklärungsprinzips erfolge. In ihrem Beitrag befasste sie sich noch mit der Frage, wie weit die beschränkte Zulassung der richterlichen Vertragsänderung zu rechtfertigen sei und setzte sich dabei gegen den Standpunkt Wassilijews ein.

3. In seiner *Antwort* verwies B. Kemenes auf die Zusammenhänge unter den drei Referaten, die es ausschliessen, die Beiträge vollkommen voneinander zu sondern.

Seinerseits betonte er nochmals die zunehmende Rolle der Warenverhältnisse

und erklärte daher die allgemeine Vertragskategorie auch für keine nützliche Abstraktion; man habe die Vertragskategorien nach Rechtszweigen zu sondern. Die Beispiele, bei denen hinter dem Vertrag kein Warenverhältnis steht, hält er teils für peripherisch, teils meint er, dass besonders hinsichtlich der geistigen Schöpfungen, weitere Untersuchungen erforderlich seien.

Wenn der Begriff des Warenverhältnisses eine gewissermassen statische Auffassung ist, so sei dies mit der Skelett-Rolle begründet, die er ihm bei dem Aufbau seiner Theorie zugeordnet habe.

#### IV.

1. Béla Kemenes befasste sich in seinem Referat mit den allgemeinen Fragen der Verträge. *Gy. Csanádi* widmete sein Referat einer konkreten Gruppe der Verträge, die sehr bedeutsame und aktuelle Probleme aufwirft.

Einleitend umriss er mit einigen Zügen die Probleme der wirtschaftlichen Lenkung, die diesem Fragenkomplex Aktualität verleihen. Er berührte die grossen Wandlungen, die in der letzten Zeit in der Mehrzahl der sozialistischen Staaten stattfinden oder stattgefunden haben und erwähnte als deren gemeinsames Merkmal die wachsende Bedeutung des Wertgesetzes, der Anwendung der Warenwertverhältnisse, der Selbständigkeit der Unternehmungen und der Methoden der Anregung der Wirtschaft im Wege der Leitung. Der Vortragende wies auf die voraussichtliche Entwicklungsrichtung der rechtlichen Normierung und auf die Risiken hin, die im gegenwärtigen Entwicklungszustand zweifellos bestehen.

Unter den voraussichtlichen Änderungen sind von grosser Bedeutung die Vorschritten über die Lage der Unternehmungen. *Csanádi* wies hier vor allem auf die Bereicherung des Inhalts der operativen Verwaltung hin, dass nämlich die Aufgabe der Unternehmung allgemein in der »Befrie-

digung der Bedürfnisse im Rahmen ihres Tätigkeitskreises« festgesetzt wurde, sowie auf das Erfordernis, die *Selbständigkeit der Unternehmungen* einigermassen auch gegen ihre leitenden Organe zu schützen. Man hat, so erklärt das Referat, das leitende Organ nicht notwendig als den unbeschränkten Vertreter des Staates gegenüber der Unternehmung zu betrachten. Auszubauen sei auch das Risikowagnenwollen, bzw. -können der Unternehmungen und die Möglichkeit zur Bildung der dazu erforderlichen Reserven.

Die weiteren Folgerungen konkretisierte das Referat hauptsächlich auf den Bereich der Lieferungsverträge.

Die Lieferungsverträge kennzeichnen sich gegenwärtig durch ihre Differenzierung und ihre Kogenz; von diesen wird sich nach Ansicht des Referats an der Differenzierung nichts ändern, während die Kogenz bis zu einem gewissen Grad abschrumpfen wird.

Hinsichtlich des sog. *Typenzwangs der Lieferverträge* erklärt das Referat, dass zwar der Liefervertrag offenbar auch weiterhin die Hauptform zur Verknüpfung der staatlichen Unternehmungen bleiben, dass aber daneben auch die Bedeutung anderer Vertragstypen anwachsen wird. Zu diesen zählt der Vortragende die sofort zu erfüllenden Kaufverträge, die Kommissions- und fallweise auch die Gesellschaftsverträge.

Eine wichtige Fragengruppe bilden die Probleme der Normen des Vertragsabschlusses, namentlich des *Kontrahierungszwanges*. Das Referat erklärt, dass infolge der voraussichtlichen Änderungen des Wirtschaftsmechanismus »die wirtschaftlichen Aufgaben der Unternehmung unmittelbar vor Augen treten werden, nicht durch Vermittlung der Planziffern«. Er betont, dass sich die staatliche Leitung hinsichtlich der Gesamtheit des Vertragssystems nicht abschwächen werde, dass aber die Kontrahierungspflicht bei einzelnen Verträgen fortfallen wird. Die natürliche Folge dessen werde es sein, dass die *Erzwingbarkeit* des Vertragsabschlusses im Wege von Arbitragegerichte oder anwärtiger Mittel allgemein ausfallen muss, wenn auch Csa-



náci — in Hinblick auf die Anforderungen der bestimmungsgemässen Rechtsausübung und der sozialistischen Zusammenarbeit — ihr exzeptionelles Vorkommen nicht für ausgeschlossen hält. Als interessante Lösung beantragt das Referat in gewissem Umkreis die mit zivilrechtlichen Sanktionen geschützte Erfüllungspflicht ohne Vertrag zu konstruieren. Freilich könne diese Tendenz nur langsam und stufenweise zur Geltung kommen.

Abschliessend prüft das Referat, wie weit sich gegenwärtig das Arbitrageverfahren zur Erzwingung der Kontrahierungspflicht eigne und bewertet diese Möglichkeit allgemein negativ, mit besonderer Rücksicht darauf, dass ein Grossteil der diesbezüglichen Zwiste Kapazitätsprobleme aufwirft. Nach der Frage der sog. einseitigen — also den Besteller als Träger der Bedürfnisse nicht, sondern nur den Lieferer belastenden — Kontrahierungspflicht berührt das Referat auch einige Probleme der Technik des Vertragsabschlusses. Dabei kritisiert es vor allem die Normen der *stillschweigenden Zustimmung* und gelangt zu der Folgerung, dass das Stillschweigen praktisch eine administrative Säumnis bedeutet, für die das Zustandekommen eines fallweise fiktiven Vertrags eine zu schwerwiegende Sanktion bedeuten würde. Das Referat erachtet es für richtiger, hier die allgemeinen Regeln des Vertragsschlusses laut Zivilgesetzbuch anzuwenden.

Nachfolgend analysiert das Referat die Probleme des erhöhten Schutzes des Bestellers, d.h. das Vorrücken des Gesichtspunktes der Bedarfsbefriedigung. Bei den Einzelfragen befasst es sich mit dem *Erfüllungsort* und den Folgen aus qualitativen Mängeln. Hinsichtlich des Erfüllungsortes führt das Referat die gegensätzlichen Lösungen der (russischen und tschechoslowakischen, bzw. deutschen) Rechtsnormen vor und gelangt auf Grund der Analyse der handgreiflichen praktischen Lösungen zu der Folgerung, dass den praktischen Anforderungen besser die heutige Lösung entspricht, die als Erfüllungsort den Ort der Übergabe an den Frachtführer betrachtet.

Hinsichtlich der *qualitativen Mängel* behandelt das Referat die Probleme der verborgenen und offenkundigen Mängel, bzw. die ausschliessende Wirkung der Rügefristen. Die kurzen Ausschlussfristen wären seines Erachtens im Interesse des Bestellers abzuändern, die Norm des deutschen Vertragsgesetzes hingegen, die die Haftung in eine Garantie verwandelt und die Beweispflicht umkehrt, trug un begründet zur Enthaltung des Bestellers bei.

Bei der Analyse der *Folgen der Vertragsänderung* gelangt das Referat, von der Grundkonzeption ausgehend, dass das Risiko der richtigen oder unrichtigen Bemessung des Bedarfes den Besteller belastet, zu dem Standpunkt, dass auch die Schäden die aus der Vertragsänderung dem Lieferbetrieb erwachsen, der Besteller zu tragen habe und setzt sich dafür ein, den Schadenersatz auf das volle negative Vertragsinteresse auszudehnen.

Abschliessend analysiert das Referat die Frage des *Schadenersatzes und der Vertragsstrafe*. Es beanstandet die frühere bzw. gegenwärtige Lösung, bei der das Schwergewicht auf der Vertragsstrafe liegt, ohne dass diese ihre Aufgaben befriedigend erfüllte: sie hat sich ihrer Eigenschaft als Schadenersatz entkleidet und ihre Hauptaufgabe ist die Disziplinierung geworden. In der Richtung der Entwicklung liegt im Bereich der Sanktionen die betonte Rolle der Reparation und bei der Vertragsstrafe das Hervorheben ihrer Eigenschaft als pauschalierter Schadenersatz; die Sanktion muss sich also nach dem Schaden richten. Das Referat berührt auch die Anwendbarkeit des allgemeinen Schadenersatzes im Bereich der Verbindungen zwischen Unternehmungen. Man sollte die Vertragsstrafen stark differenzieren.

Die Verschärfung der Haftpflicht ist eine naturgemässe Folge der durch den neuen Mechanismus ermöglichten grösseren Selbständigkeit. Nach Ansicht des Verfassers muss sich mit der Erhöhung des Masstabes diese Haftpflicht mehr und mehr dem Ausmass der objektiven Haftung nähern.

Als interessantes Problem wirft das Referat die aus der Rolle des Zeitfaktors entstehende Möglichkeit auf, die Preise der Produkte — in der Gestalt von Preisnachlässen oder Preiszuschlägen — nicht nur der Qualität und Menge der Produkte, sondern auch den übernommenen, bzw. erfüllten Lieferterminen anzugleichen.

2. Das Referat Gy. Csanádis behandelte einen Fragenkomplex, der wegen seiner Aktualität schon »von Haus aus« eine breitangelegte Diskussion erwarten liess. Diese Erwartung erfüllte sich nicht nur durch die Zahl der Diskussionsredner (12), sondern auch dadurch, dass in manchen Beiträgen zu den vorangehenden Referaten Fragen behandelt wurden, die auch die von Csanádi aufgeworfenen Probleme berührten.

Vor allem kamen die Fragen in den Brennpunkt der Diskussion, wie sich die *Selbständigkeit der Betriebe* mit den Methoden der *Leitung der Betriebe* vereinbaren lasse. Dies bot manchen Rednern auch Gelegenheit, die Lösungen ihrer eigenen Länder kurz darzustellen oder zumindest die Probleme zu berühren, die dort bei der Suche nach den Lösungen aufgetaucht waren. So bekamen wir z. B. von Prof. Gyetvai Interessantes über die Methode der Leitung der Unternehmungen in Jugoslawien und von Prof. Bradeanu über die einschlägigen Tendenzen in Rumänien zu hören. Prof. Bratus fand grossen Gefallen an der These des Referats, die Unternehmung bis zu einem gewissen Grad auch gegen die eigenen Lenkungsorgane zu schützen. In diesem Zusammenhang hielt er es für erwünscht, die, auch in den »Grundlagen der sowjetischen Zivilgesetzgebung« baldigst auszuarbeiten. Im übrigen verknüpften sich die hier diskutierten Fragen eng mit dem vorangehend behandelten Problemenkreis über die Eigenheit der Verbindung zwischen Plan und Vertrag, und die Erklärungen billigten einhellig die auch im Referat ausgedrückte Hauptrichtung hinsichtlich der erhöhten Selbständigkeit der Unternehmungen und der damit naturgemäss zusammenhängenden erhöh-

ten Verantwortlichkeit, andererseits bezüglich des Vorrückens der wirtschaftlichen, zivilrechtlichen Methode bei der Leitung der Unternehmungen. Nur Benkó setzte sich für die in der Volkswirtschaft bisher gebräuchlichen Methoden ein. Bei der Bestimmung der Grenzen des Risikos und der Haftung mit denen die Unternehmungen rechnen müssen beantragte A. Harmathy, die Fragen der Verantwortlichkeit der Mitwirkenden neu zu regeln.

Was die Einzelprobleme betrifft, wurden die Ansichten Csanádis über den *Kontrahierungszwang* allgemein gebilligt, wie z. B. durch Bratus, doch wurden auch abweichende Meinungen laut, wie jene M. Görgeys. Dieser beanstandete auch die negative Einstellung des Referats bezüglich der stillschweigenden Zustimmung: seines Erachtens habe sich dieses Prinzip in der Praxis bewährt.

In der Frage der Regelung des *Erfüllungsortes* waren die Ansichten geteilt. Görgey setzte sich für die Abänderung der gegenwärtigen Vorschriften ein, mit der Begründung, dass die geltende Lösung den Frachtführer desinteressiere und den Besteller unbegründet in eine ausgelieferte Lage bringe. Zur Unterbauung dessen verwies er auf die enge Erwägungskapazität. Den gleichen Standpunkt vertrat auch Prof. Posch, während sich Prof. Koschucharow den Ansichten des Vortragenden anschloss.

Mehrere Diskussionsredner befassten sich mit den Fragen der Erfüllungsmängel, bzw. mit den Zusammenhängen zwischen Gewährleistung und Garantie, so besonders die Professoren Posch und Koschucharow.

Schliesslich bleibt noch der Fragenkomplex der *Vertragsstrafe und des Schadenersatzes* zu erwähnen, der in mehreren Beiträgen (Bratus, Pflücke, Welinow) behandelt wurde. Bratus hielt es für ausgeschlossen, die Schlüssel der Vertragsstrafen dem Antrag Csanádis gemäss zu bestimmen. Pflücke hingegen trat im Einklang mit dem Referat für die Eigenschaften der Vertragsstrafe als pauschalierten Schadenersatzes ein. Welinow sprach über die

Möglichkeiten, die subjektive Haftung im Rahmen der Betriebe zu erhöhen.

3. In seiner *Antwort* betonte Gy. Csanádi entgegen dem Standpunkt Gy. Benkös nochmals, dass die Veränderung des Wirtschaftsmechanismus ihren Grund nicht allein in etwaigen Fehlern der Wirtschaftspolitik habe, sondern dass tatsächlich auch der Mechanismus selbst geändert werden müsse, und dass hier die Juristen auch schon in der gegenwärtigen Entwicklungsphase verpflichtet sind, an der Ausarbeitung der wirksameren Methoden mitzuwirken.

Hinsichtlich der Verbindung von Plan und Vertrag hob Csanádi hervor, dass sich die Leitungsorgane nicht in die konkreten Vertragsverbindungen einmengen sollen.

Er wiederholte, dass man nicht starr an den alten Lösungen, an den geltenden Rechtsnormen festhalten dürfe: die wissenschaftliche Kritik habe das Recht und die Pflicht, nach den optimalen Varianten zu forschen.

Hinsichtlich der Kontrahierungspflicht unterstrich er abermals die Untauglichkeit des Schiedskommissionsverfahrens zur Erledigung dieser Streitfragen.

In der Debatte über Gewährleistung und Garantie verwies er, entgegen Posch, darauf, dass die deutscherseits beantragte Umkehrung der Beweislast der Enthafung des Bestellers diene.

Zur Debatte der Vertragsstrafe und des Schadenersatzes erklärte er abschliessend, dass es auch bei gleichzeitigem Bedacht auf den Schadenersatz nicht belanglos sei, den Schlüssel der Vertragsstrafe festzustellen.

## V.

Nach der relativ ausführlichen Diskussion der Referate führte Gy. Eörsi einige Gedanken über die weitere *Zusammenarbeit der sozialistischen Zivilisten* aus. Er betonte, dass die schriftlichen Informationen die äusserst fruchtbaren Besprechungen dieser Art nicht voll ersetzen können. Seines Erachtens wäre es begründet, ungefähr alle drei Jahre ähnliche Arbeitskonferenzen zu veranstalten.

Nützlich können sich auch die systematischen, bilateralen Konferenzen über Spezialfragen erweisen, wie sie gegenwärtig beispielsweise zwischen Ungarn und Polen vorbereitet werden.

Er erwähnte noch, dass es begründet wäre, rasche konsultative Rundreisen zu ermöglichen, wie beispielsweise zur Kontrolle des rechtsvergleichenden Materials, zur Klärung von offenen Einzelfragen bei wissenschaftlichen Abhandlungen und Dissertationen.

Prof. Eörsi bemängelte auch die Organisation der gegenseitigen Publikation von Abhandlungen. Hier sei die Arbeit am besten noch in der DDR organisiert; anderwärts werden ausländische Abhandlungen mehr spontan, akzidentell publiziert; es liegen schon bescheidene Versuche vor, aber von einem planmässigen, organisierten Zusammenwirken könne noch nicht die Rede sein.

Abschliessend befasste er sich mit einigen Fragen der Publizierung des sozialistischen Rechtes im Westen.

E. LONTAI



## *Informationes de jure hungarico*

---

### The Legal Status of the Procuracy in the Hungarian People's Republic

Before the year 1945 in Hungary a public prosecutor's office was organized along bourgeois lines. Accordingly, its activity included for the most part the tasks of public prosecution and it was superintended by a department of the Ministry of Justice.

After the liberation the changes occurred in the character of the State involved changes in the competence and the sphere of activity of the public prosecutor too; resulting from social transformations and regulated by new legal provisions, new tasks were accomplished by the people's prosecutors through indicting the war criminals and criminals against the state and the people, as well as by the prosecutors indicting the economic criminals and the looters of socialist property, in the newly organized workers' courts. Some years had still to elapse before adequate new organizational forms were established, which were susceptible of fulfilling the requirements of the prosecutor's new sphere of activity. Legal organizational regulation was still pending in spite of the fact that the creation in 1949 of the first Hungarian written Constitution permitted the legislator to lay down in a separate article of this supreme source of law the basic principles which govern the scope of duties and activities of the procurator.

According to the provisions of the Constitution, the Hungarian prosecutor's department, represented and directed by the Procurator General, has but a single task: to act as supervisor over the observation

of law. As a matter of course, this legally regulated duty of watching over the observation of law means for the future that the procurator's intervention is no more restricted to cases of conducts prohibited by the Penal Code, but shall include cases where valid provisions of law have been violated during the procedure, or through the conduct, the activity or the resolutions either of public organs or of citizens.

However, on account of its importance, the prosecution of crimes is brought into relief by the Constitution among all functions of the procurator, by emphasizing that the Procurator General must consistently prosecute any action that violates or jeopardizes the order, the security and the independence of the state. Another provision of major importance in the Constitution refers to that sphere of organizations where the procurator acts as supervisor. According to the Constitution, this sphere includes the ministries, their subordinate authorities, offices, institutions and other establishments, the local organs of the executive power, as well as the citizens.

As laid down by the Constitution, the activity of the procurators is primarily governed by the basic principle that they are acting in full independence from administrative and local executive organs.

Any procurator's organization suitable for the accomplishment of the scope of duties specified by the Constitution could not be created before reaching that stage of development of socialist statehood when the abolition of the so-

called personality cult permitted the full enforcement of law. The Law Decree No. 13 of 1953 on the Procurator's Office of the Hungarian People's Republic was promulgated on July 30th 1953 by the Presidium of the People's Republic. Based upon the Constitution, this law specifies the scope of duties of the procurator and decides upon the legal means and form required for the successful accomplishment of the functions involved. As proved by the practice developing on the ground of that law, the legal means secured for the procurator did not prove to be effective enough in certain respect, particularly in regard to the elimination of infringements of law ascertained in the procedure of state administration. By utilizing the experiences gained so far, the competence of the procurator had therefore to be extended in regard to certain legal institutions. This was done in 1959 by the promulgation of the Law Decree No. 9 of 1959 which resulted finally in the replacement of the first Law Decree by a new one. However, the new Law Decree did not bring about any substantial changes as far as the scope of duties and the functions were concerned.

According to the law there are four different functions of the procurator to be distinguished in accordance with the domains coming under control: supervision over the overall observance of law, supervision over the lawfulness of criminal investigations, supervision over the lawfulness of judicial proceedings and supervision over the lawfulness of the execution of penalties.

The importance of the supervision over overall lawfulness is due to the fact that most of the citizens have the most frequent and most direct contacts with administrative, local executive and economic organs; thus the protection of lawfulness on this field is of an outstanding significance.

The supervision over overall lawfulness is aimed not only at ascertaining and stopping past violations of the law, but also at

preventing the occurrence or the eventual possibilities of such violations. The ascertaining of any concrete violation of law, particularly when accompanied by the indicting of the law-breaker, results not only in remedying the violation of law on a single point, but contributes also to the consolidation of lawfulness in a wider orbit. An action of the procurator on a complaint in fiscal affairs is likely to affect the activity of an entire office.

There has been a disagreement of opinions both in practice and in literature in regard to the extent of overall supervision. According to the regulation issued by the Procurator General, overall supervision comprises not only the activity of organs accomplishing public functions of state administration, but bears also upon those entrusted with economic, cultural or social duties. The procurator's organization acts as supervisor over these organs solely with a view to see whether their activities do or do not violate valid provisions of the law. Thus the sphere of overall supervision includes only the control of legally regulated activities, whereas it does not fall within the province of the procurator to control legally not regulated professional activities or to examine whether the acts of the organs are or are not in compliance with the requirements of feasibility. The procurator has no authority to control the lawfulness of the activity of Parliament, of the Presidium of the People's Republic and of the Council of Ministers. The Procurator General reserves to himself or to his deputies any action bearing upon the Ministries and the public organs directly subordinate to the Council of Ministers.

Irrespective of persons the procurator is obliged to take the measures required of him, whenever the laws of the state have in any way been violated. Violation of law means the infringement of its commands or prohibitions. In terms of overall supervision, the law includes not only the acts of Parliament and the decrees but also the directives of universal validity issued by

superior organs to subordinate bodies, as well as legally established statutes of co-operatives, social organizations and associations. The procurator is invested with a wide range of authority to enable him to ascertain the actual state of lawfulness. He may inspect the dispositions and directives of the organs, in fact, their resolutions and injunctions covering individual cases, too. He may demand from the heads of the organs to provide him with documents, data and informations, he may hold inquiries at the organs or require the heads of the organs concerned to make investigations at subordinate organs, he may be present at the sessions of the councils and the popular control commissions, and is entitled to summon any citizen or compel him to appear in case of default.

The procurator gets in touch with a wide range of citizens, including the workers of offices and factories and members of agricultural and industrial co-operatives. He makes use of his reception hours for this purpose: everybody may attend these hours and submit complaints of individual or public interest. For the same purpose he is present at the reporting-back meetings of the council members and at the meetings organized by social organs for the workers. The regular observation of national, local and factory press is one of the duties of the procurator. His work has to bear upon any publication dealing with the protection of public property or with the violation of lawfulness. He must also regularly study the data collected by government and popular control organs (control organs of ministries, state board of commercial supervision, sanitary inspection, technical control board of mines, control organs of the Hungarian National Bank and of the Investment Bank, control commissions of agricultural and industrial co-operatives). Relying upon the investigations and the data of the state board of commercial supervision, the procurator is able to be continuously informed for instance, on the quality of goods on sale

or on the precision of weighing and can thus control whether the prescriptions serving the interest of the customers have or have not been actually observed by the shop assistants.

Within the scope of overall supervision, the procurator may take four different measures in order to promote the observation of lawfulness:

1. protest, 2. objection and admonition, 3. other measure aimed at remedy, 4. initiating criminal, disciplinary, petty offence and damage procedures. If the procurator finds that an organ has decreed a resolution or injunction contrary to law (case of accomplished active violation of law), he submits a protest to the organ that has infringed the law, or to its superior body, in order to have the unlawful resolution repealed. No protest can be formulated against *in merito* measures taken within deliberative jurisdiction.

Without laying down time-limit for the submission of a protest, the law provides that if the protest is submitted by the procurator against valid decision in an individual case, later than one year after the publication of that decision, the measure taken on account of the protest cannot encroach upon the rights acquired and practised *bona fide* by the citizens. This is why the practice of the procurator's organs excluded the presentation of a protest after a year has elapsed excepting cases where the infringement of the law involved a grave injury, or the decision interfered with public interest or the case is of fundamental importance. The rules of civil law are authoritative for judging the good faith of the party who has acquired rights in consequence of the unlawful resolution. Persons who have supplied untrue data to the competent organ as regards the merits of the case cannot be regarded as acting in good faith. In his protest the procurator may suggest the suspension of the implementation of the contested disposition in order to avert the unlawful result to be expected. The protest must be examined by the organ concerned within 8 days, or

at its next session if it is a corporate body. If the organ finds the protest to be well-founded, it is obliged to repeal or to modify the unlawful disposition within the above specified time-limits and to inform the procurator thereof simultaneously. If the organ disagrees with the protest, the file referring to the contested disposition, as well as the protest and the pertinent comments must be submitted for supervision to the superior authority within 8 days, with simultaneous notice to the procurator. As long as the superior authority has made no decision on the matter of the protest, the implementation of the decision must be suspended. The superior authority is obliged to decide on the merits of the case within 30 days.

In case of unlawful practice or a contravention of law manifesting itself in negligence, the procurator may address an objection to the head of the organ, while availing himself of an admonition when the risk of any future violation of law is to be averted by preventing unlawful actions. In other instances, an objection will be submitted when the practice of an organ includes a series of violations instead of a single one and when this practice contrary to law is to be eliminated. This formula will also be used when no concrete unlawful measures have been taken but the law is violated by the very negligence of the organ in taking the steps as provided by law. If, as a result of the procurator's investigation, no unlawfulness has been discovered at the organ involved, but instead, there are factors likely to provoke the risk of unlawfulness, the procurator has to resort to an admonition. For instance, the procurator may address an admonition to the head of an organ, calling his attention to the fact that the conditions of the proper handling of collective property are not secured and therefore a damage in the property must be reckoned with.

The organ involved is obliged to consider the objection or the admonition, to take the proper measures and to inform the procurator thereof, within a fixed time-

limit. If it disagrees with the procurator, it has to submit the file, together with its comments, to its superior authority for supervision.

It may occur that, following the procurator's communication, an unlawful procedure of minor importance is remedied at once and thus the procurator has to resort neither to protest nor to objection. On the other hand, the procurator may observe a grave iniquity or the violation of public interest to have taken place as a consequence of an administrative measure taken in deliberative jurisdiction. Since a decision taken within deliberative jurisdiction cannot be legally contested by the procurator, the latter may take the initiative in an exceptionally justified case to have the decision revised.

It may also occur in practice that the procurator has revealed various mistakes in the work of the examined organ, without having observed any actual violation of the law. In such a case the procurator addresses a notice to the head of the organ or to the superior authority. Proceeding in the jurisdiction of overall supervision, the procurator is not only obliged to take the necessary steps in order to eliminate any ascertained unlawfulness, but he also must initiate a criminal, disciplinary, petty offence or damage suit, as the case may be, against persons whom he considers to have violated the law. Criminal proceedings will be instituted when the infringement of law constitutes a crime. If the violation of law is qualified only as disciplinary offense the procurator has to suggest to the authority in charge of the disciplinary matters of the responsible person to initiate a disciplinary procedure. Without making a proposal on the extent of the disciplinary penalty, the procurator proposes the responsible person to be constrained by his employer to compensate for the damage caused by his unlawful action. Occasionally the proposal of the procurator may contain that the injured party should enforce his claim for damages by means of judicial proceedings.



The procurator must not content himself with taking the legal steps but must also insist on their efficiency. Therefore he must always make sure whether his injunction has been duly executed by the organ involved or wether, in case of agreement, proper steps have been taken to restore lawfulness. In case of negligence he may induce the superior procurator's office to make up for the measures not taken and to indict the persons guilty of negligence.

Analyzed as to the various organs, the functions of the procurator inevitably include the independent supervision over the investigating police authorities. The detailed regulation of the supervision over police investigation can be also found in the Code of Criminal Procedure. However, the basic principles concerning the control exercised by the procurator are summed up in a special law on the procurator's office, while the detailed regulation and the methods are specified in the instructions issued by the Procurator General.

In order to facilitate the practical enforcement of the supervision over police procedure, the Law Decree on the procurator's office provides that the guiding principles, directives and instructions issued by the Procurator General on the investigation are of binding force in regard to every investigation organ. Thus the Procurator General issues for the police authorities instructions in accordance with the basic principles of procedural law and enforcing the basic freedoms of the citizens, in regard to criminal investigation that is not fully regulated in its details in the Code of Criminal Procedure.

Acting as supervisors over the lawfulness of criminal investigations, the procurators are obliged to do all they can in order to prevent citizens from being indicted or deprived of freedom without well-founded reasons and to have everybody relieved of vexations, illegal restrictions and deprivation of civil rights. With every possible consideration for civil rights, the

procurators must, of course, contribute to a speedy success of the investigations and ensure the calling to account of the perpetrators. At the same time, the investigations should promote the prevention of crimes, the education of the perpetrators and the general reduction of criminality. When exercised in the investigation of concrete cases, the supervisory activity of the procurator is aimed particularly at obtaining every data evidencing either the existence of the crime or the innocence of the suspects as well as on the statement and the plea of the accused being checked in full details. Even in individual cases the investigating organs are obliged to comply with the procurator's instructions on investigation, including the arrest, the discharge and the conditions of detention. If the investigating organ disagrees with the instruction of the procurator, it is entitled to lodge a complaint against that instruction through the superior investigating organ with the superior procurator. The latter decides on the subject of the complaint with a conclusive force. However, the complaint has no delaying effect and the police organ is obliged to fulfil at once the instructions of the procurator.

Police investigation will be controlled by the procurator in regard to the different acts of investigation as a result of a complaint adressed to the latter, while it is supervised in full extent when the police submits the file to the procurator's office after the investigation has been completed for a stand to be formulated by the latter. Groundless vexations can be avoided if the procurators properly avail themselves of their power to thoroughly control police decisions decreeing an investigation. According to the law on procedure, the police is obliged to submit for decision to the competent procurator its decree on investigation, not later than within 24 hours.

The laws provide a protection against unnecessary protraction of the investigation by providing it to be accomplished

within a month from being started. If the prolongation of that term is justified by the extreme complexity of the case, the right of granting such prolongation is invested in the County Procurator General, and for a period exceeding three months in the Procurator General. The police is obliged to put forward its proposition on an eventual prolongation in due time and with adequate reasons adduced and to finish the investigation at once if it fails to obtain the permission from the competent procurator. The lawfulness of coercive measures restricting the personal freedom of the suspect is subject to the particular attention of the procurator. He has to verify that no such restriction should take place but by way of exception, under the conditions as laid down in law, and should not last longer than is absolutely necessary. The suspect is entitled to lodge a complaint already against the decision on police arrest; in such a case, the police is obliged to submit the complaint, together with the documents drawn up to date, early enough to permit the procurator to decide on the complaint within 24 hours. The investigation organ is obliged to notify the suspect without delay of the decision on the complaint, and to release him at once if the competent procurator has sustained the complaint. Confinement under remand is subject to preliminary approval by the procurator. The decision on such action must specify the reasons imposing the remand, and indicate the factual proofs the reasons are based upon. Together with the file, the complaint against a decision on confinement under remand must be submitted to the superior procurator. Ordered or approved by the procurator, such confinement may last for a month. This term may be extended for further two months by the County Procurator General, but after three months the confinement cannot be sustained but by the Procurator General himself.

As far as criminal investigation is concerned, the procurator's office controls the lawfulness of the procedure not merely

from the documents, but also by direct supervision over certain concrete acts of investigation. The procurator takes part in the questioning and confrontation of the suspects of witnesses and of experts, and assists at local inquiries. Within regular intervals he is obliged to control the condition of the persons detained by the police. On such occasions he inspects the sanitary and nutrition conditions of the detained and, in general, the observation of the police prison regulations. He examines the lawfulness of eventual disciplinary penalties inflicted on the detained, on the prisoners, hears eventual complaints and remedies eventual injustices. The procurator's supervision over judicial activity is aimed at ensuring the compliance with the procedure and the decisions of the courts with the law. The principles of supervision are outlined by the law on the procurator's office, while its methods and means are specified in the laws on civil and criminal procedure.

In criminal proceedings the procurator enforces the punitive authority of the socialist state. Accordingly, he takes part in the proceedings of the criminal courts and avails himself of his authority to promote lawful decisions to be passed. By regularly examining and appraising the lawfulness of decisions passed by the courts, the procurator exercises a subsequent control, too; if he observes a violation of the law, he appeals against valid judgments and thereby tries to eliminate the deficiencies of judgments passed in normal proceedings which have infringed law.

Without obliging him, the Code of Criminal Procedure permits the procurator to contribute to the successful conduct of the trial by assisting in person at certain stages of the proceedings. As a rule, the court fixes the date of the trial when the indictment is presented; however, if a supplementary investigation is required, the question of detention must be examined, the staying of proceedings may take place or any other decision may be passed not on the merits, the case will be examined in a

preliminary session. The procurator must be notified of the date of that session and, at the discretion of the presiding judge, he may even be obliged to assist at it. In Hungary, the supervision over judicial proceedings is distinguished, among others, from supervision over investigating activity by the fact that another procurator is assigned for participation in the proceedings than the one who has acted in supervising investigation and who has prepared the indictment in the case. This delimitation is based on the consideration that the procurator should be able to adopt a stand on the sound foundation of the indictment and the lawfulness of the arrangement uninfluenced by the aspects as evolved when the indictment has been drawn up.

At the preliminary or the regular session the procurator acting may adopt a stand in the supervision over legality of the proceedings other than that of the prosecuting procurator. It is particularly his duty if new circumstances, other than the facts established at the investigation, are revealed at the session or if new proofs on the culpability of the accused are submitted.

Precisely on account of the possibility of a subsequent control of the proceedings, the Code of Criminal Procedure binds the procurator to attend the session only in case of grave indictments. The concept of grave indictment is interpreted in terms of the extent of the impending penalty so that the obligatory participation of the procurator is prescribed in case of proceedings on crimes involving more than 5 years imprisonment. Irrespective of the extent of the impending penalty, there is an obligation of attending the sessions dealing with the cases of detained persons. With full knowledge of judicial practice, the Procurator General has taken into consideration several other aspects when he laid down the rules regulating the attendance of procurators at court sessions.

Thus, he prescribed their obligatory presence if the overwhelming majority of available evidence is of a circumstantial character, if questions of fundamental

importance are at issue, or in case of rehearing a case already dismissed. So it is obvious that the attendance and the assistance of the procurator are especially indispensable, if the juridical or factual adjudging of the case is complicated and the unambiguous presentation of the procurator's opinion as early as at the session makes it easier for the court to pass a lawful decision. If the procurator was not present at the session, the court must present him the judgment with a view to enable the procurator's office to make a statement on a possible legal redress. In such a case, the procurator makes a statement on the appeal after having examined the documents of the case.

If an appeal is lodged, the procurator of second instance always examines the relating documents, expresses his opinion on the legal redress advanced by the procurator or defence counsel and, in his communication sent to the court submits a legal opinion on the lawfulness of the proceedings and the decision passed in the first instance. Attendance at the hearing of the appeal is obligatory if it is warranted by the importance of the criminal case or of the crime or by the occurrence of an important question of legal principles, furthermore if the procurator of first instance has lodged an appeal which should be expounded orally, if the appeal lodged by defence counsel contests the facts of the judgment of the lower court and evokes new evidence and if the criminal case is that of a juvenile delinquent. The sessions of appeal at the Supreme Court are always conducted in presence of the procurators. The procurator must also ensure that the decisions passed in civil law-suits or extra-judicial procedure be in accordance with the law. He is entitled to intervene in any phase of the civil procedure. If the rights of the state, of public, economic or social organization or of any citizen are to be protected, proceedings may be instituted by the procurator too, excepting the case when the enforcement of a right is limited by law to certain persons only.

In the civil procedure the procurator acts independently of the parties. Nothing but the enforcement of socialist lawfulness guides him in the exercise of his authority, as well as in the accomplishment of his duties and actions. His attention is focussed on the civil legal protection of social property, on law-suits of agricultural co-operatives, on actions on labour relations and housing, as well as on law-suits where one of the parties is in a disadvantageous position on account of age or state of health and is thus in need of help for the protection of his rights. The procurator either institutes the proceedings himself or intervenes in the action brought by the person entitled to do so; in the latter case he has the right to intervene in favour of any of the parties. In socialist society it is the identity between the essential interests of the individual and the community that constitutes the basic foundation of the procurator's intervention in civil actions. The procurator's intervention in civil litigations in the interest of the state makes for the enforcement of lawfulness and is therefore necessarily in the interest of the individual too.

In the field of the enforcement of individual rights, the procurator has but a limited authority to bring actions, while there is no rule restricting or excluding his intervention in any law-suit initiated by others. He may even intervene in actions he has no authority to start himself, so for instance in divorce suits, or affiliation cases. In such case, the same rights are due to the procurator as to the party: they are quasi joinders in action.

The law has laid down two different forms of the procurator's intervention in the law-suit. He intervenes either explicitly in favour of one of the parties, or not. Even in the first case it is not precluded that the procurator should plead or act for the opponent of the party who is his joinder in action. All this follows from the effort of the procurator to always ensure the enforcement of lawfulness.

Whether the procurator was or was not

present at the session, he is entitled to lodge an appeal. If he was not present, he may lodge his appeal against the decision within the same time as made available for the parties. The procurator may appeal even if the parties have also done so, and even if the court has sustained his submission on the action but he has discovered some other infringement of law, for instance of a procedural nature.

The Procurator General is entitled to lodge a protest of legality against any final judgment passed in criminal or civil action. Such protest will be lodged if the final judgment has violated the law or has been unfounded.

The right of lodging a protest is exercised at the discretion of the Procurator General. Violations of law included in final judgment are revealed by complaints advanced by the parties or the convicts, as well as by investigations conducted by the procurators. As a fundamental principle, a protest will be lodged if the violation of law has involved a material injury either for the state or for the citizens. An injustice of slight importance or formal nature does not involve the enforcement of this extraordinary remedy unless it is warranted by the necessity of unifying judicial practice.

Finally, it is an independent function of the procurator to control the lawfulness of the execution of penalties.

The procurator must see that the decisions of the criminal court are executed in due time and in compliance with the law and the enforcement order. In supervising the lawfulness of the execution of penalties, the procurator controls the prisons, the penitentiary working places, examines the conditions of detention, gives hearing to the prisoners and adjudges their complaints.

The heads of the organs in charge of the enforcement of punishments are bound to comply with the procurator's instructions on the observation of law and the conditions of detention. The procurator is bound to release at once any person detained without

judicial decision or beyond the term fixed by the decision.

The procurator's office examines the lawfulness of the enforcement of both the primary and the supplementary punish-

ments. Care is taken that court decisions passed in civil law-suits are executed in due time and in accordance with law.

S. FARKAS



## Bibliographia

### HUNGARIAN LEGAL BIBLIOGRAPHY 1965. 2nd PART

This bibliography is the continuation of the former one published in our issue No. 1-2 of 1965 (Tomus 7. pp. 437-451.). It contains legal works issued as monographs in Hungary between the 1st of July and the 31st of December 1965, material of periodicals (articles and book reviews) and studies published in collective works.

The bibliography gives the English and Russian translations of the original titles, too. If the work listed has a summary in foreign languages, it is also indicated.

The bibliography is edited by Lajos Nagy with the collaboration of Katalin Veredy.

#### *The periodicals and their abbreviations*

- Acta Budapest = Acta Facultatis politico-juridicae Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Вр. Tankönyvkiadó 1965. Tomus 7. 170 p.
- AJurid. = Acta Juridica Academiae Scientiarum Hungaricae. Tomus 7. 1965. No. 3-4.
- ÁI. = Állam és Igazgatás [State and Administration] 14. year. 1965. No. 7-12.
- ÁJ. = Állam- és Jogtudomány [Legal and Administrative Science] Vol. 8. 1965. No. 3-4.
- HLR. = Hungarian Law Review 5. year. 1965. No. 1.
- JK. = Jogtudományi Közlöny [Law Journal] 20. year. 1965. No. 7-12.
- OVPr. = Обзор Венгерского Права [Hungarian Law Review] 8. year. 1965. No. 1.

### ВЕНГЕРСКАЯ ЮРИДИЧЕСКАЯ БИБЛИОГРАФИЯ 1965. Г. 2-АЯ ЧАСТЬ

Настоящая библиография присоединяется к библиографии, опубликованной в нашем 1-2 номерах 1965 г. Том 7. стр. 437-451., и содержит в себе самостоятельные юридические издания, материалы, опубликованные в сборниках за время с 1 июля - 31 декабря 1965 года.

В библиографии наряду с заглавием мы даем английский и русский перевод заглавий. Если имеются резюме на иностранной языке, это отмечается особо.

Библиографию составили Лайош *Надь* - Каталин *Вереди*.

#### *Разработанные журналы и их сокращения*

- Acta Budapest = Acta Facultatis politico-juridicae Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Вр. Tankönyvkiadó 1965. Tomus 7. 170 стр.
- AJurid. = Acta Juridica Academiae Scientiarum Hungaricae. Tomus 7. 1965. No. 3-4.
- ÁI. = Állam- és Igazgatás. [Государство и управление] 14. том. № 7-12. 1965 г.
- ÁJ. = Állam- és Jogtudomány [Наука государства и права] 8. том. № 3-4. 1965 г.
- HLR. = Hungarian Law Review. [Обзор Венгерского Права.] 5. том. № 1. 1965 г.
- JK. = Jogtudományi Közlöny. [Вестник юридических наук] 20. том. 1965 г. № 7-12.
- OVPr. = Обзор Венгерского Права [Hungarian Law Review] 8. Tom. № 1. 1965 г.

RDH.	= Revue de Droit Hongrois [Hungarian Law Review] 8. year. 1965. No. 1.	RDH.	= Revue de Droit Hongrois. [Обзор Венгерского Права] 8. том. № 1. 1965 г.
TSz.	= Társadalmi Szemle [Social Review] 20. year. 1965. No. 7--12.	TSz.	= Társadalmi Szemle. [Общественный обзор] 20. том. № 7--12. 1965 г.

*The collective works and their abbreviations<sup>1</sup>*

Állampolgárok alapjogai	= Az állampolgárok alapjogai és kötelességei. [Citizens' basic rights and duties.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1965. 630 p.
Tervszerződés-kérdései	= A tervszerződések kérdései. [Problems of plan contracts.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 256 p.

*Other abbreviations*

Bp.	= Budapest
Eng. summary	= English summary
ktár	= Könyvtár [Library]
Русск. содерж.	= Русское содержание
	Russian summary
Rés. franç.	= Résumé français
	[French summary]
Dt. Zusammenfassung	= Deutsche Zusammenfassung [German summary]

**Books of Reference — Справочные издания***Collected legislative acts — Сборник законодательства*

Hatályos törvények és törvényerejű rendeletek. 1945—1963. Készült a Magyar Forradalmi Munkás-Paraszt Kormány 2016/1963. (VII. 14.) sz. határozata alapján. [Official collection of statutes and law decrees. 1945—1963. Официальный сборник законов и постановлений 1945—1963 гг.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. LXX, 834 p.

<sup>1</sup> Here we deal with only those collective works, which belong to several legal branches. The works pertaining to one single legal branch only are included in their proper branches. The collective works have been analyzed, too, and have been placed in the proper legal branch.

*Разработанные сборники и их сокращения<sup>1</sup>*

Állampolgárok alapjogai	= Az állampolgárok alapjogai és kötelességei. [Основные права и обязанности граждан.]
Tervszerződés-kérdései	= A tervszerződések kérdései. [Основные вопросы плановых договоров.]

*Другие сокращения*

Bp.	= Будапешт
Eng. summary	= English summary
	[Английское содержание]
Ktár	= Könyvtár [Библиотека]
Русск. содерж.	= Русское содержание
Rés. franç.	= Résumé français [Французское содержание]
Dt. Zusammenfassung	= Deutsche Zusammenfassung [Немецкое содержание]

*Scientific record — Сборник статей*

A Budapesti Eötvös Loránd Tudományegyetem állam- és jogtudományi karának actái. 7. köt. Bp. Tankönyvkiadó, 1965. 170 p. [A címlapon: Acta Facultatis politico-iuridicae Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae.]

*Legal science series — Серия*

*Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécs publicata.* Bp. Tankönyvkiadó, 1965.

<sup>1</sup> Туда зачисляются только сборники конспективного характера, относящиеся к различным отраслям права. Материалы одной отрасли права находятся там. Сокращения сборников см. в интродукции. Сборники мы разработаем тоже аналитически и статьи находятся в соответствующей отрасли права.



39. [Not published. Не опубликована.]

40. CSIZMADIA Andor: A pécsi egyetem a középkorban. [University of Pécs in the Middle Ages. Университет г. Печ в среднем веке.] 25 p.

41. CSIZMADIA Andor: Die Universität Pécs im Mittelalter (1367—). [University of Pécs in the Middle Ages. Университет г. Печ в среднем веке. (1367—)] 24 p.

### Bibliographies — Библиографии

Állam- és jogtudomány. Statisztika. [Bibliográfia.] [Legal and administrative sciences. Statistics. Bibliography. Наука государства и права. Статистика. Библиография.] In: A József Attila Tudományegyetem dolgozóinak szakirodalmi munkássága. 1962—1963. [Opera litteraria in Universitate de Attila József nominata. 1962—1963. Ed. Lisztes László. Szeged, Szegedi ny. 1965. 60—70.] /Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Tomus 4./

Dokumentációs Szemle. [Обзор документации. Rundschau für Dokumentation. Revue de Documentation. Review of Documentation.] A Jogtudományi Közlöny melléklete. Приложение журнала «Вестник юридических наук». Beilage der «Mitteilungen für Rechtswissenschaft». Annexe à la «Revue de Science du Droit» Supplement to the «Law Journal». Szerk. Ált. Guidó. No. 31—32. [1964. II. félév anyaga. Material of the 2nd half-year of 1964. Материал 2-ого полугодия 1964 г.] Вр. Kossuth ny. 1965. 179—348.

NAGY Lajos—VEREDY Katalin: Hungarian legal bibliography. 1965. First part. Венгерская библиография по вопросам государства и права. 1965. 1-я часть. AJurid. 3—4/1965. 437—451.

## I. Theory of State and Law — Теория государства и права

### Studies — Статьи

KULCSÁR Kálmán: Társadalmi tényezők az állampolgári jogok fejlődésében. [Social factors in the development of citizens' rights. Общественные факторы в развитии прав граждан.] In: Állampolgárok alapjogai. 147—194.

LUKÁCS Tibor: Az analógia belső törvényszerűségeiről. [On the inner structure of analogy. О внутренних закономерностях аналогии.] JK. 9/1965. 425—434.

РЕШЧКА V[ilmos]: Der Psychologismus in der modernen bürgerlichen Rechts-

theorie. [Psychologism in the modern bourgeois legal theory. Психологизм в современной буржуазной теории права.] AJurid. 3—4/1965. 207—244. — Rés. franç.; Русск. соерж.

PÉTERFI Zoltán: Az állampolgári jogok és a természetjogi elmélet. [Citizens' rights and the natural law theory. Права граждан и теория естественного права.] In: Állampolgárok alapjogai. 91—146.

SAMU Mihály: Az állam elidegenedése. [Estrangement of state. Отчуждение государства.] AI. 7/1965. 577—590.

SAMU Mihály: A szocialista állam demokratizmusa és az államtudomány. [The democratism of the socialist state and state science. Демократизм социалистического государства и государствоведение.] TSz. 12/1965. 54—58.

SZABÓ Imre: Az állampolgári alapjogok elméletének kialakulása és fejlődése. [Formation and development of the theory on citizens' fundamental rights. Возникновение и развитие теории основных прав граждан.] In: Állampolgárok alapjogai. 29—90.

### Book reviews — Рецензии

DAVID, René: Les grands systèmes de droit contemporains. [The great contemporary legal systems. Крупные правовые системы современности.] Paris, Dalloz, 1964. 640 p. — By I[mre] Szabó — PEI, I[mre] Sábó: Remarques sur un ouvrage de droit comparé. AJurid. 3—4/1965. 413—423.

SZABÓ Imre: Társadalom és jog. [Society and law. Общество и право.] Вр. Akadémiai Kiadó, 1964. 147 p. /Korunk tudománya./ — By Tibor Vas — PEI, Тибор Ваш. JK. 9/1965. 466—469.

## II. State Law. Constitutional Law — Государственное право

### Books — Книгу

Az állampolgárok alapjogai és kötelességei. Szerk. HALÁSZ József—KOVÁCS István—SZABÓ Imre. [Citizens' fundamental rights and duties. Collection of essays. Основные права и обязанности граждан. Сборник статей.] Вр. Akadémiai Kiadó, 1965. 630 p.

A Magyar Népköztársaság Alkotmánya. [Constitution of the Hungarian People's Republic. Text. Конституция Венгерской Народной Республики. Текст.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 46 p.

## Studies -- Статьи

BIHARI Ottó: A képviselői demokrácia. [The representation democracy. Представительная демократия.] TSz. 8—9/1965. 42—55.

FICZERE Lajos: Szólas- és sajtószabadság. [Freedom of speech and press. Свобода слова и печати.] In: Állampolgárok alapjogai. 426—458.

FICZERE Lajos—SCHMIDT Péter: Az állampolgárok egyesülési joga. [Citizens' right to association. Право граждан на объединение.] In: Állampolgárok alapjogai. 389—425.

GARANCY Mihályné [RÉV Gabriella]: A munkához való jog. [Right to work. Право на труд.] In: Állampolgárok alapjogai. 267—294.

GARANCY Mihályné [RÉV Gabriella]—LŐRINCZ Lajos—TRÓCSÁNYI László: Az egészségvédelemhez és anyagi ellátottsághoz való jog. [Right to protection of health and to material supply. Право на охраны здоровья и материальное обеспечение.] In: Állampolgárok alapjogai. 323—350.

HALÁSZ József: Állampolgári egyenlőség és jogegyenlőség. [Citizens' equality and equality of rights. Равенство и равноправие граждан.] In: Állampolgárok alapjogai. 195—227.

An International Conference on Questions of the Socialist Constitutional Evolution. [Международная государственно-правовая конференция по вопросам развития социалистических конституций.] AJurid. 3—4/1965. 403—411. — Rés. franç. Русск. содерж.

LŐRINCZ Lajos: A gazdasági, szociális és kulturális jogok alkotmányi szabályozása. [Regulation of economic, social and cultural rights by the Constitution. Конституционное регулирование экономических, социальных и культурных прав.] In: Állampolgárok alapjogai. 231—266.

LŐRINCZ Lajos: A művelődéshez való jog. [Right to education and cultural formation. Право на образование.] In: Állampolgárok alapjogai. 295—322.

Международная государственно-правовая конференция по вопросам развития социалистических конституций. [International Conference on Questions of the Socialist Constitutional Evolution.] AJurid. 3—4/1965. 281—402.

RÁCZ Attila: A személyi szabadságjogok alkotmányi szabályozása. [Regulation of personal public rights by the Constitution. Конституционное регулирование прав и свобод личности.] In: Állampolgárok alapjogai. 501—522.

SCHMIDT Péter: Az állampolgárok szabadságjogai. [Citizens' liberties. Сво-

боды граждан.] ÁJ. 4/1965. 443—478. — Русск. содерж.; Rés. franç.

SCHMIDT Péter: Lelkiismereti- és vallásszabadság. [Freedom of conscience and of religion. Свобода совести и религии.] In: Állampolgárok alapjogai. 474—500.

SCHMIDT Péter: A demokratikus választójog megteremtése Magyarországon. [Establishment of the democratic franchise in Hungary. Создание демократического избирательного права в Венгрии.] AI. 11/1965. 961—970.

SCHMIDT Péter: A szocialista államfejlődés és a társadalmisítás. [Socialization. The evolution of the socialist state. Социалистическое развитие государства и обобществление.] TSz. 11/1965. 47—61.

SZENTPÉTERI István: A közvetlen demokratikus intézmények mai szerepe. [The direct democratic institutions' today's role. Нынешняя роль непосредственных демократических учреждений.] TSz. 7/1965. 30—43.

TOLDI Ferenc: Állampolgári alapkötelességek a szocialista alkotmányokban. [Citizens' fundamental duties in the socialist constitutions. Основные обязанности граждан в социалистических конституциях.] In: Állampolgárok alapjogai. 525—555.

TRÓCSÁNYI László: A pihenéshez és az üdüléshez való jog. [Right to rest and recreation. Право на отдых и пользование местами отдыха.] In: Állampolgárok alapjogai. 351—385.

## Book reviews -- Рецензии

PIKLER Kornél: A burzsoá alkotmánybíráskodás. [Bourgeois constitutional jurisdiction. Буржуазное конституционное правосудие.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadv., 1965. 286 p. By Antal Ádám — Рец. Антал Адам. JK. 10/1965. 524—528.

## III. Administrative Law — Административное право

## Books — Книги

BACSÓ Jenő—SZILÁGYI László: Anyakönyvi ügyintézés. Az 1963. évi 33. sz. tvr. . . . jegyzetekkel. Lezárva: 1965. ápr. 1. [Registry administration. Law-decree No. 33 of 1963. . . . with notes. Closed: April 1, 1965. Метрическая администрация. Указ № 33 от 1963 . . . с при-

мечаниям.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 517 p.

Építésügyi törvény. Az 1964. évi III. törvény (Ft.) és végrehajtásáról szóló 30/1964. (XII. 2) Korm. sz. rendelet (Vhr.). Összeáll. Kozma Tamás — Temesvári László. Lezárva: 1965. június 30. [Act on construction of buildings. Act No. III 1964 and its enacting government decree. No 30/1964. Закон о строительстве. Закон № III от 1964 г. и указ № 30/1964 о его исполнении.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 140 p.

Hatályos igazságügyminiszteri utasítások gyűjteménye. 1952—1964. Közzéteszi az Igazságügyminisztérium. [Collection of the instructions in force of Minister of Justice. 1952—1964. Publ. the Ministry of Justice. Сборник действующих указаний министерства юстиции 1952—1964 гг. Публ. Министерство юстиции.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 295 p.

A külkereskedelem hatályos jogszabályai. A Külkereskedelmi Minisztérium hivatalos kiadványa. (Lezárva 1965. febr. 28.) Szerk. Katona Péter. [Legal rules of foreign trade in force. Official publication of the Ministry of Foreign Trade. Closed: February 28, 1965. Действительные юридические нормы внешней торговли. Официальное издание Министерства внешней торговли. До 28 февраля 1965 г.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 704 p.

[Magyar Szabvány] MSz szabványjegyzék. [Közzéteszi a] Magyar Szabványügyi Hivatal. 1965. Összeáll. Luky Kálmánné — Szántó István. Lezárva: 1964. dec. 31. [List of the Hungarian standards. 1965. Closed: December 31, 1964. Листок венгерских стандартов 1965 г. До 31 декабря 1964.] Вр. Egyetemi ny. 1965. 891 p.

Mezőgazdasági szakigazgatás. Szerk. Molnár Imre. [Special administration in the agriculture. Отраслевое управление в сельском хозяйстве.] Вр. Mezőgazdasági Kiadó, 1965. 311 p.

Népgazdasági tervezés. 1—2. köt. Szerk. László Imre. [Planning of the national economy. Vol. 1—2. Планирование народного хозяйства. Том. 1—2.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 303; 287 p.

Szolnok Megye Tanácsának hatályos tanácsrendeletei 1964. december 31-ig. Hivatalos kiadás. [Decrees of the County Council of Szolnok up to December 31, 1964. Official edition. Действующие постановления комитатского совета Солнок до 31 декабря 1964 г. Официальное издание.] Szolnok, Szolnok megyei ny. [1965.] 80 p.

TOLDI Ferenc: Az államigazgatási rendelkezések megszüntetése és megváltoztatása. [Annulment and modification of

administrative decisions. Изменение и отмена решений органов государственного управления.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 291 p. [Bibliogr. 277—280.]

### Studies — Статьи

ÁDÁM Antal: Az ipar és a mezőgazdaság állami irányításának főbb vonásai a Német Demokratikus Köztársaságban. [Main features of the state direction of the industry and agriculture in the German Democratic Republic. Главные черты государственного управления промышленностью и сельским хозяйством в Германской Демократической Республике.] ЖК. 9/1965. 445—454.

AMBRUS István—BARTNA János: Az öntözéses gazdálkodás fejlesztése Hajdú-Bihar megyében. [Development of the irrigation in the agriculture of the county Hajdú-Bihar. Развитие хозяйствования по орошению в области Хайду-Бихар.] АИ. 8/1965. 680—693.

BARTUS Imre: Panasz és közérdekű bejelentés a szabálysértési eljárásban. [Complaint and notification of public interest in the procedure on contraventions. Жалобы и заявления общественного интереса в административно-уголовном процессе.] АИ. 9—1965. 822—829.

BALLA Sándor: A szakigazgatási szervek szervezeti és működési szabályzatának hatályosulása. [The realization of the statutes and by-laws of the special administrative organs. Осуществление устава организации и деятельности органов отраслевого управления.] АИ. 9/1965. 845—853.

BEÉR János: Demokrácia és fegyelem. [Democracy and discipline. Демократия и дисциплина.] АИ. 12/1965. 1057—1068.

BORUZS Mihály—TÓTH Ferenc: A Pest megyei tanács vb. titkársága szervező munkájáról. [On the organization activity of the executive committee's secretariat of the County Pest's local council. Об организационной деятельности секретариата исполкома совета комитата Пешт.] АИ. 9/1965. 783—811.

BUDZSÁKLA Mátyás: A községi vb-elnökök vezető tevékenysége a testületek munkájában. [Leading activity of the presidents of village council executive committees in the work of the elected or representative bodies. Руководящая деятельность председателей сельских исполкомов в работе своих органов.] АИ. 9/1965. 830—835.

DEÁK Erzsébet: A megyei tanácsok helyi iparpolitikai tervezésének néhány kérdése. [Some problems of planification in local industrial policy of the county coun-

eils. Некоторые вопросы деятельности комитатских совестов по планированию местной промышленной политики.] *ÁI.* 12/1965. 1113—1122.

DÉR Ferenc: A sajtójogi szabályozás néhány problémája. [Some problems of press statutory provisions. Некоторые проблемы правового регулирования печати.] *ÁI.* 11/1965. 1016—1022.

EGRİ Gyula: Tanácsok feladatai a sportmozgalom fejlesztésében. [Tasks of the councils in further development of sport movement. Задачи советов в развитии спортивного движения.] *ÁI.* 8/1965. 672—679.

GALABÁR Tibor: A tanácsi és a tanács alá nem rendelt szervek kapcsolatának néhány tapasztalata Pécsen. [Some experiences of relations between the organs subordinate and not subordinate to the local council of Pécs. Некоторые опыты взаимосвязи органов, подчиненных и неподчиненных советам, в городе Печ.] *ÁI.* 7/1965. 591—599.

IVÁNCICS Imre: A jugoszláv községi statútumokról. [On the Yugoslav village statutes. О югославских сельских статутах.] *JK.* 10/1965. 514—520.

KÁLMÁN Ferenc: A községi tanácsok művelődésügyi tevékenysége. [Activity of village councils in the field of cultural policy. Просветительная деятельность местных советов.] *ÁI.* 8/1965. 757—764.

KASSAI János: A községi tanács végrehajtó bizottsága titkárának feladatai és munkamódszerei. [Tasks and working methods of the secretary of village council executive committee. Задачи и методы работы секретаря исполкома сельского совета.] *ÁI.* 11/1965. 998—1006.

KATONA Géza: Az eljárás törvény egyes rendelkezéseinek alkalmazása. [Application of certain provisions of the act on procedure of state administration. Применение отдельных распоряжений закона об административном процессе.] *ÁI.* 11/1965. 971—983.

KISS György: A járási szintű testületi szervek irányításának módszerei. [Methods of direction of district corporate bodies. Методы управления коллегиальных органов районного уровня.] *ÁI.* 10/1965. 879—889.

KOVÁCS Jenő: Szakigazgatási szervek beszámoltatása a testületek előtt. [Account of executive organs before the corporate bodies. Отчет органов отраслевого управления перед коллективами.] *ÁI.* 8/1965. 745—750.

KOVÁCS Tibor: Tizenöt évesek a tanácsok. [The councils are fifteen years old. Советам пятнадцать лет.] *ÁI.* 10/1965. 865—878.

KÖVESDI Ferenc: Az igazgatási szakvizsgákról. [On the special state administration examinations. О профессиональных экзаменах по управлению.] *ÁI.* 9/1965. 854—858.

MADARÁSZ Tibor: A járási jogú városok igazgatási szükségletei a hatósági ügyek terén. [Demands of administrative character of the towns with district authority in the field of authority affairs. Административные потребности городов на правах района в области ведомственных дел.] *ÁI.* 7/1965. 600—614.

MADARÁSZ Tibor: Sikeres kísérlet az államigazgatási statisztika módszertani megalapozására. [Successful attempt for a methodological foundation of the state administration statistics. Успешный эксперимент по методологическому обоснованию административной статистики.] *JK.* 10/1965. 510—513.

MALONTAI Aladár: A nyomtatványok használata. [Use of prints. Пользование печатными бланками.] *ÁI.* 9/1965. 859—861.

MÓNUS Lajos: A népgazdaság irányításának átszervezése Csehszlovákiában. [Reorganization of direction of the national economy in Czechoslovakia. Переорганизация управления народным хозяйством в Чехословакии.] *ÁI.* 7/1965. 644—648.

M[ÓNUS] L[ajos]: A jogi eszközök szerepe a lakáskérdés megoldásában. [The legal means' role in solution of housing problems. Роль правовых средств в разрешении жилищного вопроса.] *ÁI.* 8/1965. 694—707.

NAGY Árpád: A képzési rendszer bevezetésének eredményei a Baranya megyei tanácsapparátusban. [Results of introduction of the qualification system in the council secretariat of the county Baranya. Результаты введения системы необходимой квалификации для замещения должностей в аппарате совета комитата Бараня.] *ÁI.* 11/1965. 1023—1031.

PINTÉR Jenőné: A panaszügyintézés gyakorlata és problémái. [Practice and problems in the administration of complaints. Практика и проблемы рассмотрения жалоб.] *ÁI.* 10/1965. 932—942.

RÓZSA Miklós: Az idegenforgalmat érintő egyes jogi problémák. [Certain legal problems of tourism. Некоторые юридические проблемы относительно иностранного туризма.] *ÁI.* 12/1965. 1089—1101.

SÁRI János: A tanácsrendelet-alkotás egyes kérdései. [Some problems of the council's by-law making. Некоторые вопросы правотворчества советов.] *ÁI.* 7/1965. 615—623.

TAKÁCS Imre: A tanácsdemokrácia fejlesztésének jogi eszközei. [Legal means of

further development of the council-democracy. Юридические средства развития демократии советов.] *AI*. 12/1965. 1069—1079.

TOLDI Ferenc: Az államigazgatási aktus stabilitása és jogereje. [Stability and legal power of the state administrative decisions. Стабильность и законная сила административного акта.] *AI*. 3/1965. 299—329. — Rés. franc.; Русск. содерж.

Tóth László: Jogorvoslati lehetőségek lakás közületi elhelyezés céljára történő igénybevétele esetén. [Possibilities of legal remedy in the case of taking flats to placement of public institutions. Возможности опротестования в случае занятия квартиры для общественных целей.] *AI*. 10/1965. 943—951.

Törő Károly: A tulajdonjog védelme és korlátai az államigazgatási anyagi jog körében. [Protection and barriers of ownership in the substantive law of state administration. Защита права собственности и ее пределы в рамках административного материального права.] *JK*. 8/1965. 401—409.

Vágó László: Az igazgatási osztályok funkcionális tevékenysége. [Functional activity of administrative departments. Функциональная деятельность отделов управления.] *AI*. 8/1965. 735—744.

VARGA Emil: Az építésügyi hatósági kötelezés szabályainak néhány kérdéséről. [On some questions of the rules concerning compulsory (binding) decisions of the building affairs authorities. О некоторых вопросах обязательных правил строительных ведомств.] *AI*. 10/1965. 913—921.

VINKOVICH Dénes: A községi tanácsok mezőgazdasági feladatai. [Agricultural tasks of the village councils. Сельскохозяйственные задачи сельских советов.] *AI*. 9/1965. 812—821.

WOLF Miklós: A magánlakásépítés jogi problémái. [Legal problems of private housing. Правовые проблемы строительства частных квартир.] *AI*. 11/1965. 1007—1015.

#### Book reviews — Рецензии

Az államigazgatási eljárás általános szabályai. Összeáll. Fonyó Gyula Varga József. [General rules of administrative procedure. Общие нормы административного процесса.] *Bp. Közigazgatási és Jogi Kiadó*, 1964. 254 p. *By* Lenésés Gyula — *Рец.* Дюла Ленчеш. *AI*. 11/1965. 1047—1049.

Bacsó Jenő—SZILÁGYI László: Anyakönyvi ügyintézés. Az 1963. évi 33. sz. tvr. . . jegyzetekkel. Lezárva: 1965. ápr. 1. [Registry administration. Law-decree

No. 33 of 1963 . . . with notes. Closed: April 1, 1965. Метрическая администрация. Указ № 33 от 1963 г. . . с примечаниями.] *Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó*, 1965. 517 p. *By* Lenésés Gyula — *Рец.* Дюла Ленчеш. *AI*. 11/1965. 1049—1051.

VÁGÓ László: A tanúesi ügyiratkezelők kézikönyve. [Manual for handling official files in the local councils' administration. Справочник делопроизводителя в советах.] *Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó*, 1965. 231 p. *By* Lenésés Gyula — *Рец.* Дюла Ленчеш. *AI*. 11/1965. 1044—1047.

#### IV. Financial Law — Финансовое право

##### Books — Книги

DENKE Géza: Bankellenőrzés és mechanizmus. [Bank-control and mechanism. Банковский контроль и механизм.] *Bp. Kossuth Kiadó*, 1965. 225 p.

KÖVÉR Károly—WIESEL István: Nemzetközi pénzügyek. Egyetemi tankönyv. [International finances. University textbook. Международные финансы. Учебник для ВУЗ-ов.] *Bp. Táncsics Kiadó*, 1965. 443 p.

##### Studies — Статьи

Tóth János: Lakosságadóztatási rendszerünk felszabadulás utáni fejlődésének főbb szakaszai és sajátosságai. [Main periods and specialities of the development of our population taxing system after the Liberation. Основные фазы и особенности развития обложения населения после освобождения страны.] *Acta Budapest*. Tomus 7. 1965. 89—112. — Русск. содерж.; *Dt.* Zusammenfassung.

#### V. Civil Law — Гражданское право

##### Books — Книги

BENEDEK Károly—VILÁGHY Miklós: A polgári törvénykönyv a gyakorlatban. Száz jogeset. [The Civil Code in practice. 100 legal cases. Гражданский кодекс в практике. 100 юридических казусов.] *Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó*, 1965. 611 p.

RUDOLF Loránt: Határidők a polgári jogban és a munkajogban. [Terms in the civil law and in the labour law. Сроки в гражданском праве и в трудовом праве.] *Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó*, 1965. 217 p. [Bibliogr. passim.] — Русск. содерж.; *Dt.* Zusammenfassung.

SÁRÁNDI Imre: Visszaélés a joggal. [Abuse of right. Злоупотребление правом.] Вр. Akadémiai Kiadó, 1965. 379 p.

A tervszerződések kérdései. [Tanulmánygyűjtemény.] [Problems of plan contracts. Collection of essays. Вопросы плановых договоров. Сборник статей.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 256 p.

*Studies — Станбу*

ASZTALOS László: A jogellenes és a csökkent védelmű magatartások a polgári jogban. [Unlawful conducts of reduced protection in the civil law. Неправомерное поведение и поведение ограниченной защиты в гражданском праве.] Acta Budapest. Tomus 7. 1965. 23-40. — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

BOROSS Béla: A nagykereskedelem tervezési és értékesítési kapcsolatainak jogi formái. [Legal forms of planning and sale connections in the wholesale trade. Юридические формы плановых и сбытовых связей оптовой торговли.] In: Tervszerződések kérdései. 233—257.

BOYTHA György: A szerzői jog fejlődésének néhány kérdése, különös tekintettel a televízióra. [Some problems of the copyright law's development with special regard to the television. Некоторые вопросы развития авторского права, обращая особое внимание на телевидение.] JK. 12/1965. 628—641.

ERDŐS Béla: A Magyar Népköztársaság Legfelsőbb Bíróságának XXIX. számú polgári elvi döntése. [The private law principal decision No. XXIX of the Hungarian Supreme Court. Принципиальное решение по гражданским делам № XXIX Верховного Суда Венгерской Народной Республики.] JK. 11/1965. 575—579.

GYÖRGY Ernő: Új szerződési formák a tervszerződések területén. (A szerződési rendszer továbbfejlesztésének kérdései.) [New contract forms in the field of plan-contracts. (Problems of further development of contract system.) Новые плановые формы плановых договоров. (Вопросы дальнейшего развития договорной системы.)] In: Tervszerződések kérdései. 117—169.

GYÖRGY Ernő: A tervszerződéseket érintő új szabályozások a szocialista országokban. [New regulations concerning plan-contracts in the socialist states. Новое регулирование, касающиеся плановых договоров в социалистических странах.] JK. 8/1965. 393—400.

HARMATHY Attila: A közreműködésért való felelősség alapvető kérdéseiről. [On the fundamental problems of liability for the co-operating agents. Об основных

вопросах ответственности за сотрудника.] AJ. 4/1965. 552—577. — Rés. franç.; Русск. содерж.

HÖRECZKY Károly—VÉKÁS Lajos: A termelési és terményértékesítési szerződések néhány időszerű jogi problémája. [Some timely legal problems of the contracts for production and for bulk delivery of produce. Отдельные актуальные правовые вопросы договора контрактации и договора о сбыте продукции.] Acta Budapest. Tomus 7. 1965. 149—167. — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

KAMPIS György: A belföldi légitfuvarozással kapcsolatos polgári jogi felelősség szabályozása. [Regulation of civil law liability in the inland air transport. Урегулирование гражданско-правовой ответственности в связи с внутренним воздушным транспортом.] JK. 7/1965. 325—334.

KAMPIS György: Kisajátítási jogunk új vonásai. [New features of our expropriation law. Новые черты нашего права об экспроприации.] JK. 11/1965. 539—544.

KATONA Péter: Bizományi szerződés a külkereskedelemben, de lege ferenda. [Contract on commission in the foreign trade de lege ferenda. Комиссионный договор в внешней торговле de lege ferenda.] In: Tervszerződések kérdései. 7—51.

KORDA Lajos: Az áruforgalom szabályozásának egyes kérdései a nagy- és kiskereskedelem között. [Certain problems of regulation of trade between wholesale and retail trade. Некоторые вопросы регулирования товарного движения между оптовой и розничной торговлей.] In: Tervszerződések kérdései. 83—116.

LONTAI Endre: A szocialista tulajdonjog néhány alapvető problémája. [Some basic problems of socialist ownership. (Review of published lectures held in Bruxelles, November 4—6, 1963.) Некоторые основные проблемы социалистического права собственности. (Курс лекций в Брюсселе, 4—6 ноября 1963 г.)] AJ. 3/1965. 410—413.

SÁRKÖZY Tamás: Az építési szerződés teljesítésével és megszegésével kapcsolatos problémák. [Problems connected with the performance and breach of building contracts. Проблемы, связанные с выполнением и нарушением договора строительства.] JK. 9/1965. 434—444.

SCHMIDT Adám: Tényleges kár és elmaradt haszon a népgazdaságban. [The effective damage and the unrealized profits in the national economy. Действительный убыток и упущенная выгода в народном хозяйстве.] In: Tervszerződések kérdései. 191—232.

SÜVEGES Márta: A személyi földtulajdonjog mint a személyi tulajdonjog sajátos formája. [The personal land ownership as a specific form of the personal ownership. Право личной собственности на землю как одна из своеобразных форм личной собственности.] *AI.* 10/1965. 890—903.

TÖRÖ Károly: Az építkezés államigazgatási vonatkozásainak szerepe a polgári jogban. [Role of administration aspects of building affairs in the civil law. Роль административных отношений строительства в гражданском праве.] *AI.* 12/1965. 1102—1112.

ÚJLAKI László: Szállítási és külkereskedelmi szerződések kölcsönös kapcsolatai. [Mutual relations between contracts on delivery of goods and foreign trade contracts. Взаимные связи транспортных и внешнеэкономических договоров.] In: *Tervszerződések kérdései.* 52—82.

VARGA József: Az új kisajátítási jogszabályok alkalmazása elé. [To the application of the new rules of expropriation. К применению нового законодательства об экспроприации.] *AI.* 7/1965. 624—643.; 8/1965. 708—728.

VARGA László: A kötbér szerepe a vállalatok gazdálkodásában. [Role of liquidated damages in the management of enterprises. Роль неустойки в хозяйстве предприятий.] In: *Tervszerződések kérdései.* 170—190.

#### Book reviews — Рецензии

BÖSZÖRMÉNYI-NAGY Emil—BERNÁTH Zoltán: Birtok és birtokvédelem. [Possession and protection of the possession. Владение и охрана владения.] *Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó,* 1964. 271 p. /*Jogi kézikönyvtár 15./* By Endre Lontai — Рец. Эндре Лонтаи. *JK.* 7/1965. 349—353.

FÖRSI Gyula: A szocialista polgári jog alapproblémái. [Basic problems of the socialist civil law. Фундаментальные проблемы социалистического гражданского права.] *Bp. Akadémiai Kiadó,* 1965. 258 p. /*Társadalomtudományi kismonográfiák 4./* By Ferenc Mádl — Рец. Ференц Мадл *ÁJ.* 3/1965. 430—437.; By F[erenc] Mádl — Рец. Ф[еренц] Мадл: *Die Grundprobleme des sozialistischen Zivilrechts. AJurid.* 3—4/1965. 423—436.

GRAUE, Eugen Dietrich: Die mangelfreie Lieferung beim Kauf beweglicher Sachen. [Faultless delivery at purchase of movables. Безупречность доставки при купле движимой вещи.] Heidelberg, Recht u. Wirtschaft Verl. 1964. 408 p. By György Boytha — Рец. Дьёрдь Бойта. *ÁJ.* 3/1965. 414—421.

MÁDL Ferenc: A deliktualis felelősség a társadalom és a jog fejlődésének tükrében. [Tort liability. Evolution and system. Деликтальная ответственность в истории развития общества и права.] *Bp. Akadémiai Kiadó,* 1964. 620 p. By Endre Nizsalovszky — Рец. Эндре Нижаловски. *ÁJ.* 4/1965. 587—595.

RUDOLF Kurt: Die Bindungen des Eigentums. [The bindings (restriction) of property. Обязательство владения.] Tübingen, Mohr Verl. 1960. 130 p. By Gyula Försi — Рец. Дюла Ёрши. *ÁJ.* 4/1965. 606—608.

TÖRÖ Károly: Orvosi polgári jogi viszony. [Physicians' civil law relation. Гражданско-правовое отношение врача.] *Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó,* 1965. 345 p. By László Cáspárdy — Рец. Ласло Гашпарди. *JK.* 10/1965. 528—532.

ZOLTÁN Ödön: Adásvétel és csere. [Sale and barter. Договор купли-продажи и отмена.] *Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó,* 1962. 365 p. [and]

ZOLTÁN Ödön: Vállalkozási szerződés. [The contract "locatio-conductio operis". Договор-подряд.] *Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó,* 1963. 398 p. By Attila Harmathy — Рец. Атилла Харматх. *ÁJ.* 4/1965. 596—601.

#### VI. Labour Law — Трудовое право

##### Books — Книги

Határozatok gyűjteménye. A SZOT elnökségének és titkárságának határozatai, valamint a szakszervezeti mozgalmat érintő legfontosabb állami rendeletek. 3. [köt.] [Collection of decisions. Decisions of the Presidium and Secretariat of the Hungarian Trade Unions' Council and the most important state decrees concerning the trade union movement. Vol. 3. Сборник решений. Решения Президиума и Секретариата Всенгерского совета профессиональных союзов и важнейшие государственные указы, затрагивающие профсоюзное движение.] *Bp. Táncsics Kiadó,* 1965. 345 p. /*A szakszervezeti aktíva kézikönyvei./*

RUDOLF Loránt: Határidők a polgári jogban és a munkajogban. [Terms in the civil law and in the labour law. Сроки в гражданском праве и в трудовом праве.] *Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó,* 1965. 217 p. [Bibliogr. passim.] — Русск. содрж.; Dt. Zusammenfassung.

SZÖGYÉNYI Zoltán: A mezőgazdaságra vonatkozó baleset-elhárítási és egészségvédelmi óvintézkedések. Hiv. összeállítás.

tás. [Közvéteszi a] Földművelésügyi Minisztérium, Kísérletügyi és Propaganda Igazgatóság, 6. jav. kiad. [Precautions on prevention of accidents and on protection of health in the agriculture. Official compilation. 6. rev. ed. Здравоохранительные правила и правила для предупреждения несчастных случаев в сельском хозяйстве. Официальный сборник. 6. перераб. изд.] Bp. Táncsics Kiadó, 1965. 131 p.

Munkavédelem. A közlekedés- és postaügyi miniszter 27/1964. (Közl. Ért. 10.) KPM sz. utasítása... A munkaügyi miniszter 2/1964. (ápr. 3.) Mü.M. sz. rendelete... [Közvéteszi a] K[özlekedés- és] P[ostaügyi] M[inisztérium], [Labour safety. Order No. 27/1964 of the Minister of Transport and Post... decree No. 2/1964 of the Minister of Labour... Texts. -- Охрана труда. Распоряжение Министра транспорта и почты... № 27/1964... указ Министра труда № 2/1964... Текст.] Bp. Athenaeum ny. 1964. [1965.] 82 p. 5 mell.

ÜLLAKI Sándor: A pedagógusok bérezése. Lezárva: 1964. okt. 1. [Wage-system of pedagogues. Closed: October 1. 1964. Оплата педагогов. До 1 окт. 1964 г.] Bp. Táncsics Kiadó, 1965. 175 p. /Oktatásügyi dolgozók munkaügyi kisktára 3./

WELTNER Andor: A szocialista munkaszerződés. [The socialist labour contract. Социалистический трудовой договор.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 587 p. [Bibliogr. passim.] — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

#### *Studios — Станбу*

BENEDEK Jenő: Részletek a korai magyar munkásbiztosítási jog köréből. [Details from the early Hungarian workers' insurance law. Очерки из области раннего венгерского законодательства по вопросам социального обеспечения.] JK. 7/1965. 334 — 341.

Décret-loi du Présidium de la République Hongroise No. 34 de 1963 sur la réglementation des questions connexes à la défense de l'hygiène et de l'intégrité corporelle des travailleurs. [Law-decree No. 34 of 1963 of the Presidium of the People's Republic on the regulation of questions relating to the protection of workers' health and safety. Text. Указ Президиума Народной Республики № 34 от 1963 г. об урегулировании вопросов, связанных с защитой здоровья трудящихся и их телесной целостности. Текст.] RDH. 1/1965. 55 — 58.

DUX Erikné—HÁGELMAYER Istvánné: A dolgozók áthelyezésének statisztikai vizsgálata. [Statistical investigation of the

workers' transfer as a form of change in the labour relation. Статистическое исследование перевода работников.] JK. 12/1965. 621 — 628.

GARANCZY [Mihályné RÉVI] G[abriella]: The right to work. [Право на труд.] A Jurid. 3—4/1965. 245 — 280. — Rés. franç.; Русск. содерж.

GARANCZY Mihályné [RÉVI Gabriella]: A munkához való jog. [Right to work. Право на труд.] In: Állampolgárok alapjogai. 267 — 294.

HÁGELMAYER Istvánné: A munkaszerződés módosítása az új törvényi szabályozás alapján. [Modification of labour contract under the new legislative regulation. Изменение трудового договора согласно постановлениям нового закона.] JK. 7/1965. 296 — 303.

KERTÉSZ István: New regulations relating to the termination of employment. Новое регулирование прекращения трудового правоотношения. [HLR. 1/1965. 21 — 26.

[KERTÉSZ István] КЕРТЕС Иштван: Новое регулирование трудового правоотношения. [New regulations relating to the termination of employment.] OVPr. 1/1965. 23 — 30.

KERTÉSZ István: La nouvelle réglementation de la résiliation du contract du travail. [New regulations relating to the termination of employment. Новое регулирование прекращения трудового правоотношения.] RDH. 1/1965. 25 — 32.

Law-decree No. 34 of 1964 of the Presidium of the People's Republic on the regulation of questions relating to the protection of workers' health and safety. [Указ Президиума Народной Республики № 34 от 1963 г. об урегулировании вопросов, связанных с защитой здоровья трудящихся и их телесной целостности.] HLR. 1/1965. 47 — 50.

NAGY László: A magyar munkajog fejlődésének néhány jellemző vonása. [Some characteristic features of the development of the Hungarian labour law. Некоторые характерные черты развития венгерского трудового права.] JK. 7/1965. 289 — 296.

ROMÁN László: A szocialista munkáltató konkrét jogi aktusainak formájáról és struktúrájáról. [On the forms and structure of the socialist employer's concrete legal acts. О форме и структуре конкретных юридических актов социалистического нанимателя.] JK. 8/1965. 365 — 376.

SIK Ferenc: A megtorlás és az állampvédelem munkajogi eszközei Magyarországon az ellenforradalom hatalomra jutása idején 1919-től 1921-ig. [Reprisal and la-



bour law means of state security in Hungary in the period of the counter-revolutionary take over of power (1919–1921). Средства репрессии и охраны государства в трудовом законодательстве Венгрии в период захвата власти контрреволюцией (1919–1921 гг.) Acta Budapest. Tomus 7. 1965. 113–133. — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

Szék György: New labour safety regulations. [Новое правовое регулирование охраны труда.] HLR. 1/1965. 11–20.

Szék György: Les nouvelles règles juridiques de la protection du travail. [New labour safety regulations. Новое правовое регулирование охраны труда.] RDH. 1/1965. 12–22.

[Szék György] СЕП Дьёрдь: Новое правовое регулирование охраны труда. [New labour safety regulations.] OVPr. 1/1965. 12–22.

TRÓCSÁNYI László: A pihenéshez és az üdüléshez való jog. [Right to rest and recreation. Право на отдых и пользование местами отдыха.] In: Állampolgárok alapjogai. 351–385.

TRÓCSÁNYI László: A munkaiügyi döntőbizottságok jellege, szervezete és hatásköre az európai szocialista országokban. [Character, organization and jurisdiction of labour law arbitration courts in the European socialist states. Характер, организация и компетенция комиссий по трудовым делам в европейских социалистических странах.] AJ. 4/1965. 527–551. — Rés. franç.; Русск. содерж.

Указ Президиума Народной Республики № 34 от 1963 года об урегулировании вопросов, связанных с защитой здоровья трудящихся и их телесной целостности. [Текст.] [Law-decree No. 34 of 1963 of the Presidium of the People's Republic on the regulation of questions relating to the protection of workers' health and safety. Text.] OVPr. 1/1965. 52–55.

WELTNER Andor: Social-political aspects of old age. [Общественно-политические аспекты старости.] In: International Congress of Gerontology. [Международный геронтологический конгресс.] Vp. Akadémiai Kiadó, 1965. 541–557.

WELTNER Andor: Az igazgató jogviszonya és a vállalati ügyrend. [Director's legal relation and the enterprise statute. Правовое положение директора и правила внутреннего распорядка предприятия.] Acta Budapest. Tomus 7. 1965. 5–21. — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

WELTNER Andor: A fegyelmi vétség fogalma az új szabályozás szerint. [The concept of disciplinary delict under the new

regulation. Понятие дисциплинарного проступка по новому регулированию.] JK. 8/1965. 355–364.

### Book reviews — Рецензии

[НИКОЛАЕВА] НИКОЛАЙЕВА, А. А.: Организация и деятельность комиссий по трудовым спорам. [Organization and activity of committees on labour disputes.] Алма-Ата, Издат. АН Казахской ССР. 1963. 150 стр. Ву László Trócsányi — Рец. Ласло Трочани. JK. 8/1965. 417–419.

## VII. Family Law — Семейное право

### Books — Книги

CSIKI Ottó: A modern házasság problémái. [Problems of the modern marriage. Проблемы современного брака.] Vp. Közgazd. és Jogi Kiadó, 1965. 223 p.

NOVÁK István: Ké a gyermek? A származásmegállapítás, a gyermekelhelyezés és a szülői felügyelet kérdései. [To whom belongs the child? Problems of ascertainment of origin, placing of child and of parental supervision. Кому принадлежит дитя? Проблемы определения происхождения, помещения детей и родительского надзора.] Miskolc, Borsod megyei ny. 1962. [1965.] 170 p. /Borsodi Szemle könyvtára 3./

### Studies — Статьи

BECK Salamon: Rövid riport Hráskó Gyula két cikkére. [A volt házastársak közötti ajándék visszakövetelése.] [Short repartee to Gyula Hráskó's two articles. (Former spouses' opportunity for recovery of presents.) Краткий отзыв на две статьи Дюла Храшко.] JK. 12/1965. 641–644.

La directive No. 3 de la Cour Suprême de la République Populaire Hongroise rendue en séance plénière sur les principes généraux à observer dans les procès de divorce et sur l'unification de la jurisprudence relative aux dits procès. [Directive No. 3 of the Plenary Session of the Supreme Court of the Hungarian People's Republic concerning the general aspects of divorce proceedings and the unification of juridical practice in such cases. [Text.] [Руководящее указание № 3 Президиума Верховного Суда Венгерской Народной Республики по общим вопросам бракораз-

водных дел и обеспечению единства судебной практики по этим делам. Текст.] RDH. 1/1965. 43—51.

Directive No. 3 of the Plenary Session of the Supreme Court of the Hungarian People's Republic concerning the general aspects of divorce proceedings and the unification of judicial practice in such cases. [Руководящее указание № 3 Пленума Верховного Суда Венгерской Народной Республики по общим вопросам бракоразводных дел и обеспечению единства судебной практики по этим делам. Текст.] HLR. 1/1965. 37—45.

HOÓZ István: A házasság keletkezésével és megszűnésével kapcsolatos kérdések jogi szabályozásának hatása a házasságkötések és a válások számára. [Influence of legal regulations of problems concerning the rise and cease of marriage on the number of marriages and divorces. Действие правового регулирования вопросов связанных с возникновением и прекращением брака, на заключение браков и разводы.] JK. 11/1965. 561—569.

HRASKÓ Gyula: Válaszmegjegyzések a „Megjegyzések a volt házastársak közötti visszakövetelési igény tárgyában keletkezett vitához” c. cikkre. [Remarks in reply to the (article entitled) “Remarks on the discussion concerning the former spouses' claim for recovery”. Отзыв о статье «Замечания на статью Исковое (регрессное) требование между бывшими супругами».] JK. 9/1965. 455—461.

Руководящее указание № 3 Пленума Верховного Суда Венгерской Народной Республики по общим вопросам бракоразводных дел и обеспечению единства судебной практики по этим делам. [Directive No. 3 of the Plenary Session of the Supreme Court of the Hungarian People's Republic concerning the general aspects of divorce proceedings and the unification of judicial practice in such cases. Text.] OVPr. 1/1965. 41—50.

VÉKÁS Lajos: Volt házastársak közötti ajándék visszakövetelésének néhány kérdése. [Some questions of the former spouses' claim for recovery of presents. Некоторые вопросы отмены дарования между бывшими супругами.] JK. 7/1965. 343—348.

#### Book reviews — Рецензии

Căsătorii în dreptul RPR. [Publ. de] Academia Republicii Populare Romîne, Institutul de Cercetari Juridice. [Handbook on the matrimonial law of the Roumanian People's Republic. Справочник законодательства о браке Румынской Народной Республики.] Bucureşti, Editură

Academiei RPR, 1964. 516 p. By Lajos Nagy — Рец Лайош Надь JK. 11/1965. 586—588.

WEBB, P[hilip] R[ichard] H[ilton]—BEVAN, H[ugh] K[eith]: Source book of family law. [Источники семейного права.] London, Butterworths, 1964. 673 p. By József Takács—Mária Kakusi — Рец. Йожеф Такач—Марна Какуси. [Development of the English family law. Развитие английского семейного права.] JK. 11/1965. 590—594.

#### VIII. The Law of Agricultural Producers' Co-operatives — Сельскохозяйственное право

##### Books — Книги

FÓRIS Imre—GAVALLÉR Lajos: Termelőszövetkezeti hatályos jogszabályok. 1. [köt.] [Legal norms of the law of co-operative farms in force. Vol. 1. Действующие юридические нормы сельскохозяйственного кооперативного права. Том. 1.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 599 p.

KELEMEN István—NAGY László: A vezetés módszerei a mezőgazdasági termelőszövetkezetekben. [Methods of direction in the co-operative farms. Методы управления в сельскохозяйственных кооперативах.] Bp. Kossuth Kiadó, 1965. 127 p. [Bibliogr. 125—126.]

NAGY László: Szövetkezeti elvek termelőszövetkezeti mozgalmunkban. [Co-operative principles in our agricultural co-operatives' movement. Кооперативные принципы в нашем производственно-кооперативном движении.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1965. 242 p. [Bibliogr. passim.]

##### Studies — Статьи

DOMÉ Györgyné [BALÁZS Mária]: A termelési kooperációnál dolgozó termelőszövetkezeti tagok és alkalmazottak helyzete [Legal status of the members of agricultural co-operatives and the employees working in common production undertakings of co-operatives.] Правовое положение членов производственных кооперативов и работников, работающих в производственной кооперации.] AJ. 4/1965. 504—526. — Rés. franç.; Русск. содерж.

DOMÉ Györgyné [BALÁZS Mária]: A mezőgazdasági termelőszövetkezetek termelési kooperációjának tulajdonjogi és vagyoni jogi sajátosságai. [Features of prop-

erty law and contracts in the legal status of the common production undertakings of agricultural co-operatives. Особенности производственных коопераций сельскохозяйственных производственных кооперативов в области имущественного права и права собственности.] *ÁJ.* 3/1965. 360—386. — Rés. franç.; Русск. содерж.

KATONA Lajos: A termelőszövetkezeti demokratizmus érvényesülésének egyes kérdései Győr-Sopron megyében. [Certain problems of the realization of democratism in the agricultural co-operatives in the county Győr-Sopron. Осуществление производственно-кооперативного демократизма в комитате Дёр—Шопрон.] *ÁI.* 10/1965. 922—931.

MOLNÁR Imre: A termelőszövetkezeti munkadíjazás néhány jogi kérdéséről. [On some legal questions of wage payment in the agricultural co-operatives. О некоторых правовых вопросах оплаты труда в производственных кооперативах.] *JK.* 8/1965. 376—384.

MOLNÁR Imre: A nyugdíjas és járadékos termelőszövetkezeti tagok jogi helyzete. [Legal status of the pensioner and rentier members of the agricultural co-operatives. Правовое положение членов-пенсionеров производственных кооперативов.] *ÁI.* 9/1965. 769—782.

PÁRAY [János]né BAKOS Jolán: A mezőgazdasági termelőszövetkezeteken belüli munka szerinti elosztás tökéletesedésének állami irányítása. [State direction of perfection of apportionment according to work in the agricultural co-operatives. Государственное руководство совершенствованием распределения по труду в пределах сельскохозяйственного кооператива.] *Acta Budapest.* Tomus 7. 1965. 71—88. — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

PRUGBERGER Tamás—RÁVA László: A termelőszövetkezeti jogi fegyelmi és kártérítési felelősségrevonás egyes kérdései a jogpolitikai határozat tükrében. [Some problems of disciplinary and tort liability impeachment in the law of agricultural cooperatives as reflected in the resolution on legal policy. Некоторые вопросы привлечения к дисциплинарной ответственности и возмещения вреда согласно колхозному праву в свете решения по вопросам правовой политики.] *JK.* 7/1965. 313—325.

SERES Imre: A termelőszövetkezeti demokrácia kérdéseiről. [On questions of democracy in the agricultural co-operatives. О вопросах демократии в производственных кооперативах.] *ÁI.* 11/1965. 984—997.

VÁRGEDŐ Lajos: A termelőszövetkezeti jogi vagyoni felelősség egységes rendszeré-

ről és causájáról. [On the unified system and causa of tort liability in the law of the agricultural co-operatives. О единой системе и каузе правовой материальной ответственности производственного кооператива.] *JK.* 12/1965. 613—621.

#### Book reviews — Рецензии

NAGY László: Szövetkezeti elvek termelőszövetkezeti mozgalmunkban. [Co-operative principles in our agricultural co-operatives' movement. Кооперативные принципы в нашем производственно-кооперативном движении.] *Вр. Akadémiai Kiadó,* 1965. 242 p. *Вр. Gábor Törőcsik — Рец. Габор Тёрёчик.* *ÁI.* 10/1965. 952—955.

#### IX. Criminal Law — Уголовное право. Вспомогательные науки уголовного права

##### Books — Книги

FÖLDVÁRI József: Az igazságszolgáltatás elleni bűntettek. [Crimes against jurisdiction. Преступления против правосудия.] *Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó,* 1965. 486 p. [Bibliogr. passim.] — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

Orvostudomány és igazságszolgáltatás. Az Egészségügyi Tudományos Tanács igazságügyi bizottságának munkásságából. 1. köt. Összeáll. Somogyi Endre. [Medical science and jurisdiction. From the activity of the judicial committee of the Sanitary Scientific Council. Медицинская наука и судопроизводство. Из публикаций комиссии юстиции Здравоохранительного Научного Совета.] *Вр. Medicina Kiadó,* 1965. 216 p.

##### Studies — Статьи

BARNA Péter: Külföldön elkövetett bűntettek elhírálásának egyes kérdései. [Certain problems of judgement of crimes committed abroad. Некоторые вопросы рассмотрения преступлений, совершенных за границей.] *JK.* 8/1965. 384—393.

Décret-loi du Présidium de la République Populaire Hongroise No. 27 de 1964 sur l'exclusion de la prescription des crimes de guerre et de certaines peines infligées pour ceux-ci. [Law-decree No. 27 of 1964 of the Presidium of the Hungarian People's Republic on the preclusion of prescription of war crimes and of certain punishments inflicted for them. Text.

Указ президиума Венгерской Народной Республики № 27 от 1964 г. об исключении применения давности по военным преступлениям и некоторым наказаниям за них. Текст.] RDH. 1/1965. 53.

ELKÁN György: Intézeti szököések vizsgálata és értékelése. [Examination and evaluation of escapades from institutions. Исследование и оценка побегов из домов.] In: Pszichológiai tanulmányok. 8. köt. [Studies on psychology. Vol. 8. Психологические статьи. Том. 8.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1965. 559—569.

HORVÁTH Tibor: Gondolatok a Legfelsőbb Bíróság 4. sz. irányelvéhez. [Reflections on the directive No. 4 of the Supreme Court. Заметки к руководящим указаниям Верховного Суда № 4.] JK. 7/1965. 304—313.

JÁSZAI Dezső: Exclusion de la prescription des crimes de guerre et de certaines catégories de peines prononcées pour un tel crime. [On the preclusion of prescription of war crimes and of certain punishments inflicted for them. Об исключении давности по военным преступлениям и отдельным наказаниям за них.] RDH. 1/1965. 5—11.

[JÁSZAI Dezső] Ясан Дежé: Об исключении давности по военным преступлениям и отдельным наказаниям за них.] [On the preclusion of prescription of war crimes and of certain punishments inflicted for them.] OVPr. 1/1965. 5—11.

JÁSZAI Dezső: On the preclusion of prescription of war crimes and of certain punishments inflicted for them. [Об исключении давности по военным преступлениям и отдельным наказаниям за них.] HLR. 1/1965. 5—10.

Law-decree No. 27 of 1964 of the Presidium of the Hungarian People's Republic on the preclusion of prescription of war crimes and of certain punishments inflicted for them. Text. [Указ Президиума Венгерской Народной Республики № 27 от 1964 г. об исключении применения давности по военным преступлениям и некоторым наказаниям за них. Текст.] HLR. 1/1965. 46.

LÁZÁR Miklós: Az összeesküvés, illetve a „szervezett” izgatás alanyi oldalának vizsgálata és elhatárolása. [Inquiry and delimitation of subject point of conspiracy or “organized” incitement. Исследование и отграничение субъективной стороны заговора и «организованного» подстрекательства.] JK. 10/1965. 503—510.

SZABÓ András: Kriminológia és kriminálpedagógia. [Criminology and criminal pedagogy. Криминология и криминальная педагогика.] AJ. 4/1965. 479—503. — Rés. franç.; Русск. содерж.

Указ Президиума Венгерской Народной Республики № 27 от 1964 г. об исключении применения давности по военным преступлениям и некоторым наказаниям за них. Law-decree No. 27 of 1964 of the Presidium of the Hungarian People's Republic on the preclusion of prescription of war crimes and of certain punishments inflicted for them. Text.] OVPr. 1/1965. 51.

VERMES Miklós: A Nemzetközi Kriminológiai Társaság V. kongresszusa. [The 5th Congress of the International Association of Criminology. V Конгресс Международного общества по криминологии.] JK. 12/1965. 644—648.

#### Book reviews — Рецензии

HORVÁTH Tibor: Az élet, testi épség, egészség büntetőjogi védelme. [The criminal law protection of life and health. Уголовно-правовая защита жизни, телесной целостности и здоровья.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 533 p. /Állam-és Jogtudományi Intézet tudományos kvtára 22./ By József Földvári — Ред. Йозеф Фёлдвари. JK. 9/1965. 469—474.

LEKSCHAS [J.]—LOOSE [N.]—RENNEBERG [J.]: Verantwortung und Schuld im neuen Strafgesetzbuch. [Responsibility and culpability in the new criminal code. Ответственность и преступность в новом уголовном кодексе.] Berlin, Staatsverl. 1964. 148 p. By Imre Wiener — Ред. Имре Винер. JK. 10/1965. 532—537.

#### X. Judicial System — Судостроительство

##### Books — Книги

Iratminták ügyészek részére. Közzéteszi a Legfőbb Ügyészség Titkársága. [Schedules for procurators. Publ. the Secretariat of the Supreme Procurator's Office. Бланки для прокураторов. Публ. Секретариат Верховной Прокуратуры.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, [1965.] 367 p.

#### XI. Civil Procedure — Гражданский процесс

##### Studies — Статьи

FARAGÓ László: A KGST államok választott bíróságainak konferenciája Berlinben. [Conference of the arbitration courts of the COMECON states in Berlin. Кон-

ференция третейских судов государств ОСЭВ-а в Берлине.] *ЖК.* 10/1965. 513 - 514.

NOVÁK István: A polgári peres eljárás gyorsításának és egyszerűsítésének néhány kérdése. [Some problems of acceleration and simplification of the civil procedure. Некоторые вопросы ускорения и упрощения гражданского судебного процесса.] *ЖК.* 11/1965. 552—561.

VARGA Gyula: Pertársaság a státusperben. [Plurality of litigants in procedures of personal status. Процессуальное соучастие по делам, относящимся к гражданскому состоянию.] *Acta Budapest.* Tomus 7. 1965. 135—148. — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

ZELENYKA István: A jogegység érdekében hozott bírói határozatok lényegének vizsgálata polgárjogi jogszabályaink tükrében. [Review of substance of the judgments for the sake of unity of law, as reflected in our rules of civil law. Исследование сущности судебных решений в рамках гражданского права в интересах правового единства.] In: A [Budapesti Eötvös Loránd Tudományegyetem] Egyetemi Könyvtár évkönyvei. 2. [köt.] [Yearbooks of the Library of the University Eötvös Loránd at Budapest. Vol. 2. Ежегодники Библиотека Университета им. Лоранда Этвеша. Том 2.] Вр. Tankönyvkiadó, 1964. [1965.] 255—265.

## XII. Criminal Procedure — Уголовный процесс

### Books — Книги

BOLGÁR György—KÁRPÁTI László—TRAYTLER Endre: A bűnügyi védő munkája. [The advocate's work in criminal cases. Работа защитника по уголовным делам.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 467 p.

KATONA Géza: A nyomok azonosítási vizsgálata a büntető eljárásban. [Identifying investigation of clues in criminal procedure. Идентификация следов в уголовном процессе.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 342 p. 10 t. [Bibliogr. passim.]

KERTÉSZ Imre: A kihallgatási taktika lélektani alapjai. [Psychological bases of questioning tactics. Психологические основы тактики допроса.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 325 p. [Bibliogr. 313—324.]

### Studies — Статьи

BALOG János: A gyanú meghatározása. [Definition of suspicion. Определение подозрения.] *ЖК.* 10/1965. 497—503.

GÁSPÁRDY László: A polgári jogi igény-nyel kapcsolatos gyakorlati kérdések a büntető eljárásban. [Practical problems of civil law claims in the criminal procedure. Практические вопросы, связанные с гражданском иском в уголовном процессе.] *ЖК.* 12/1965. 604—613.

KRATOSHWILL Ferenc: A büntető ügyek tárgyalásának bírói előkészítése. [Judicial preparation of criminal trials. Судебная подготовка разбирательства по уголовным делам.] *Acta Budapest.* Tomus 7. 1965. 55—69. — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

NAGY Lajos: A tanúvallomás jegyzőkönyvi rögzítése a büntetőper tárgyalásán. [The evidence recording in the minutes in criminal trials. Закрепление в протоколе показания свидетеля в судебном разбирательстве уголовного дела.] *ЖК.* 12/1965. 595—604.

## XIII. International Law — Международное право

### Books — Книги

USTOR Endre: A diplomáciai kapcsolatok joga. [The law of diplomatic relations. Право дипломатических отношений.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 566 p. [Bibliogr. 525—529.]

### Studies — Статьи

BOKOR [Péter]né SZEGŐ Hanna: Az önrendelkezési jog nemzetközi jogi tartalma a gyarmati rendszer felbomlásának tükrében. [International law content of the right to self-determination as reflected by the decline of colonial system. Международно-правовое содержание прав на самоопределение в свете разложения колониальной системы.] *АЖ.* 3/1965. 330—359. — Rés. franc.; Русск. содерж.

BOKOR [Péter]né SZEGŐ Hanna: Az ENSZ nők helyzetével foglalkozó bizottságának teheráni ülészaka. [The session of the UN Women's Rights Commission in Teheran. Тегеранское заседание комиссии ООН, занимающейся положением женщин.] *ЖК.* 8/1965. 409—411.

BOKOR [Péter]né SZEGŐ Hanna: Az emberi jogok kérdése és a nemzetközi jog. [Problems of human rights and the international law. Вопрос прав человека и международное право.] In: *Állampolgárok alapjogai.* 559—603.

BUZA László: Az államok szuverén egyenlőségének elve tekintettel politikai szerepük egyenlőségére a nemzetközi

életben. [Principle of sovereign equality of the states regarding the inequality of their political role in the international life. Принцип суверенного равенства государств обращая внимание на неравенство их политической роли в международной жизни.] *JK*. 10/1965. 483—487.

HARASZTI György: Az ENSZ válsága a nemzetközi jog tükrében. [Crisis of the United Nations as reflected by the international law. Кризис ООН в свете международного права.] *JK*. 9/1965. 419—425.

HERCZEG István: Vita a nemzetközi szervezetek jogalanyiságának korlátairól. [Debate on the limits of international organizations as subjects at law. Спор о пределах правосубъектности международных организаций.] *JK*. 11/1965. 579—583.

Информация о деятельности Дунайской Комиссии в области гидрометеорологии. [Information on the activity of Danube Commission in the field of hydro-meteorology.] *Bp. Athenaeum ny.* 1965. 23 p.

[SZÁDECZKY-KARDOSS László] САДЕЦКИ-КАРДОШ Ласло: Научная деятельность Комиссии по космическому праву Ассоциации Венгерских Юристов. [The scientific activity of the Space Law Committee of the Hungarian Lawyers' Association.] *OVPr*. 1/1965. 31—38.

SZÁDECZKY-KARDOSS László: The scientific activity of the Space Law Committee of the Hungarian Lawyers' Association. [Научная деятельность Комиссии по космическому праву Ассоциации Венгерских Юристов.] *HLR*. 1/1965. 27—34.

SZÁDECZKY-KARDOSS László: Les travaux du Comité du droit de l'espace à l'Association des Juristes Hongrois. [The scientific activity of the Space Law Committee of the Hungarian Lawyers' Association. Научная деятельность Комиссии по космическому праву Ассоциации Венгерских Юристов.] *RDH*. 1/1965. 33—40.

USTOR Endre: A nemzetközi jog fokozatos fejlesztése és az ENSZ. [Progressive development of international law and the United Nations. Постепенное развитие международного права и ООН.] *JK*. 10/1965. 487—496.

#### Book reviews — Рецензии

GÁL Gyula: Világűrjog. [Space law. Космическое право.] *Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó*, 1964. 366 p. *By* Ferenc Mádl — *Rec.* Ференц Мадл. *ÁJ*. 4/1965. 601—604.

WENGLER, Wilhelm: Völkerrecht. 1—2. Bd. [International law. Vol. 1—2. Меж-

дународное право. Том. 1—2.] Berlin—Göttingen—Heidelberg, Springer Verl. 1964. 929; 933—1530 p. *By* István Szászy — *Rec.* Иштван Саш. *А.Ж.* 3/1965. 422—429.

#### XIV. Private International Law — Международное частное право

##### Studies — Статьи

KARLÓCAI János: A szovjet polgári törvényhozás Alapelveinek nemzetközi magánjogi vonatkozásai. [Private international law provisions of the fundamental principles of the Soviet civil law legislation. Международные частноправовые отношения основных принципов советского гражданского законодательства.] *JK*. 9/1965. 461—465.

KATONA Péter: Bizományi szerződés a külkereskedelemben, de lege ferenda. [Contract on commission in the foreign trade de lege ferenda. Комиссионный договор в внешней торговле de lege ferenda.] *In: Tervszerződések kérdései*. 7—51.

ÜJLAKI László: Szállítási és külkereskedelmi szerződések kölcsönös kapcsolatai. [Mutual relations between contracts on delivery of goods and foreign trade contracts. Взаимные связи транспортных и внешнеторговых договоров.] *In: Tervszerződések kérdései*. 52—82.

##### Book reviews — Рецензии

Der Aussenhandel und seine rechtliche Regelung in der UdSSR. [Foreign trade and its legal regulation in the USSR. *Red. D. M. Genkin*. Правовое регулирование внешней торговли СССР. *Red. D. M. Genkin*.] Berlin, Staatsverl. 1963. XX, 387 p. *By* Ferenc Mádl — *Rec.* Ференц Мадл. *JK*. 8/1965. 413—417.

#### XV. History of State and Law. Roman Law. Canon Law — История государства и права. Римское право. Каноническое право

##### Studies — Статьи

BERTÉNYI Iván: Zur Gerichtstätigkeit des Palatins und des Landesrichters (iudex curiae regiae) in Ungarn im XIV. Jahrhundert. [The judicial activity of the palatine and the Lord Chief Justice in Hungary in the 14th century. К судебной

деятелиности наместника венгерского короля по судебным делам в Венгрии в XIV-ом веке.] In: *Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio historica. Tomus 7.* Bp. Allami ny. 1965. 29—42.

BÓNIS György: Ständisches Finanzwesen in Ungarn im frühen XVI. Jahrhundert. [Feudal finances in Hungary in the beginning of the 16th century. Сословные финансы в Венгрии в начале XVI-ого века.] In: *Nouvelles études historiques publiées à l'occasion du XII<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques par la Commission Nationale des Historiens Hongrois. Vol. 1.* [New historical studies. Vol. 1. Новые исторические статьи. Том. 1.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1965. 83—103.

CSIZMADIA Andor: A pécsi egyetem a középkorban. [The University of Pécs in the Middle Ages. Университет г. Печ в средних веках.] Bp. Tankönyvkiadó, 1965. 25 p. /*Studia juridica auctoritate Universitatis Pécs publicata 40.*/

CSIZMADIA Andor: Die Universität Pécs im Mittelalter (1367—). [University of Pécs in the Middle Ages. Университет г. Печ в средних веках.] Bp. Tankönyvkiadó, 1965. 24 p. /*Studia juridica auctoritate Universitatis Pécs publicata 41.*/

CSIZMADIA Andor: Az első Békés megyei népképviselői választások és a Békés megyei népképviselők az 1848—1849. évi országgyűlésen. [The first people's representative elections in the county Békés and people's representatives from the county Békés in the diet of 1848—1849. Первые выборы народного представительства в комитате Бекеш и народные депутаты комитета Бекеш.] In: *Körös népe.* [Tanulmánygyűjtemény.] [People of Körös. Collection of essays. Народ Кёрёша. Сборник статей.] Vol. 5. Gyoma, Kner ny. 1965. 5—28.

CSIZMADIA Andor: Egy kétszázéves alkotmány- és reformtervezetről. [On a two hundred years old constitution- and reform-draft. Kollár Ádám Ferenc: *Opinio circa reformationem regni Hungariae.* О двухсотлетнем проекте конституции и реформы.] *AI.* 9/1965. 836—844.

ENGEL Pál: Állam és uralkodó osztály a IX—XI. századi Bizáncban. [State and ruling class in Byzantium in the 9—11th centuries. Государство и господствующий класс в Bizантии в IX—XI-ых веках.] In: *Az [Budapesti Eötvös Loránd Tudományegyetem] Egyetemi Könyvtár évkönyvei. 2.* [köt.] [Yearbooks of the Library of the University Eötvös Loránd at Budapest. Vol. 2. Ежегодники Библиотеки Будапештского Университета им. Лоранд Этвеша. Том. 2.] Bp. Tankönyvkiadó, 1964. [1965.] 213—223.

GERICHS József: Beiträge zur Geschichte der Gerichtsbarkeit im ungarischen königlichen Hof und der Zentralverwaltung im XIV. Jahrhundert. [Contributions to the history of jurisdiction in the Hungarian royal court and central administration in the 14th century. Материалы к истории судпроизводства в венгерском королевском дворе и центральной администрации в XIV-ом веке.] In: *Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio historica. Tomus 7.* Bp. Allami ny. 1965. 3—28.

NAGY István: [A] VII. Magyar—csehszlovák jogtörténeti konferencia. Pécs, 1965. szept. 23—25. [7th Hungarian—Czechoslovak conference on history of law. Pécs, September 23—25, 1965. VII-ая Венгеро-чехословацкая конференция по истории права. Печ, 23—25 сентября, 1965 года.] *AJ.* 4/1965. 578—586.

PÉCSE Ferenc: A népi demokratikus állam kialakulásának jogi kérdéseiről rendezett jubileárius ülészak. [Jubilee session on legal questions of the establishment of the people's democracy. Юбилейная сессия по правовым вопросам развития народно-демократического государства.] *JK.* 7/1965. 341—343.

VARGA J[ános]: Typen und Probleme des bäuerlichen Grundbesitzes in Ungarn. 1767—1849. [Types and problems of the peasants' land in Hungary. 1767—1849. Типы и проблемы крестьянских земельных владений в Венгрии. 1767—1849 гг.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1965. 152 p. /*Studia historica Academiae Scientiarum Hungaricae 56.*/ [Bibliogr. 145—152.]

VARGYAI Gyula: A VII. magyar—csehszlovák jogtörténettudományi konferencia. (Pécs, 1965. szept. 23—25.) [The seventh Hungarian—Czechoslovak conference on History of Law, September 23—25, 1965. VII-ая Венгеро-чехословацкая научная конференция по истории права.] *JK.* 12/1965. 648—654.

#### Book reviews — Рецензии

BIANCHI, Leonard: Právne formy monopolizácie za buržoáznej ČSR. [Legal forms of monopolies in the bourgeois Czechoslovakia. Юридические формы монополизации в буржуазной Чехословакии.] By Ferenc Pécsze — Печ. Ференц Печ. *JK.* 11/1965. 588—589.; By Andor Csizmadia — Печ. Андор Чизмадиа. *AI.* 8/1965. 765—766.

LENTZE, Hans: Die Universitätsreform des Ministers Graf Leo Thun-Hohenstein. [University reforms of Minister Count Leo Thun-Hohenstein. Университетские рефор-

мы министра графа Тун-Гогенштейна.] Wien, Böhlau's Nachfolger Verl. 1962. 269 p. By Andor Csizmadia — Рец. Андор Чизмадия. JK. 9/1965. 480.

## XVI. Miscellanea — Смешанное

### Books — Книжки

KORDA Lajos—BÁNSÁGHY Miklós: Jogi ismeretek a közgazdasági technikumnok számára. 12. átd. kiad. [Legal materials for the middle schools of economy. 12th rev. ed. Юридические знания для экономических средних школ. 12-ое перераб. изд.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 214 p.

### Studies — Статьи

DALLOS Ferenc: Közigazgatási Főiskola Franciaországban. [School of State Administration in France. Административный институт в Франции.] AI. 12/1965. 1140—1145.

A [hetedik] VII. Országos Tudományos Diákköri Konferencia dolgozataiból. [From the studies of the 7th Law School Students National Scientific Conference. Из работ VII-ой Всенгерской Научной Конференции Студентов.] AI. 7/1965. 649—665.

KIRÁLY Tibor: Előszó. [A jogi oktatás és a jogtudomány feladatai.] [Introduction. Tasks of legal training and legal science. Введение. Задачи юридического воспитания и науки права.] Acta Budapest. Tomus 7. 1965. 3—4.

LŐRINCZ Lajos: A tudományos élet országos irányító szervei az európai szocialista országokban. [National directing organs of scientific life in the European socialist states. Органы, управляющие научной жизнью в европейских социалистических государствах.] AJ. 3/1965. 387—409. — Rés. franç.; Русск. содерж.

LŐRINCZ Lajos: Tudományos ülészak a szocialista demokrácia hazai problémáiról. [Scientific session on the problems of socialist democracy in Hungary. Научная сессия по венгерским проблемам социалистической демократии.] AI. 12/1965. 1080—1088.

SZABÓ Imre: Political and legal sciences. [Политические и юридические науки.] In: Science in Hungary. [Наука в Венгрии.] Ed. by Tibor Erdely-Grúz—Imre Trencsényi-Waldapfel. Red. Tíbor Ердеу-Груз—Имре Тренчени-Валдапфел Bp. Corvina Press, 1965. 148—160.

### Documentation — Документация

Az európai szocialista államok jogalkotása. [Legislation of the European socialist countries. Правотворчество европейских социалистических государств.]

A[LTN] G[uidó]: Német Demokratikus Köztársaság. [German Democratic Republic. Германская Демократическая Республика.] JK. 8/1965. 411—413.

F[ICZERE] L[jajos]: Szovjetunió. [Soviet Union. СССР.] JK. 12/1965. 654—655.

H[ORVÁTH] A[nna]: Bolgár Népköztársaság. [Bulgarian People's Republic. Болгарская Народная Республика.] JK. 11/1965. 583—586.

L[ÁZÁR] M[iklós]: Román Népköztársaság. [Rumanian People's Republic. Румынская Народная Республика.] JK. 9/1965. 465—466.

N[AGY] I[stván]: Lengyel Népköztársaság. [Polish People's Republic. Польская Народная Республика.] JK. 10/1965. 520—523.

T[RÓCSÁNYI] L[ászló]: Csehszlovák Szocialista Köztársaság. [Czechoslovak Socialist Republic. Чехословацкая Социалистическая Республика.] JK. 7/1965. 348—349.

Jelentősebb külföldi (szocialista) jogszabályokról. [On more important foreign (socialist) legal statutes. О значительных зарубежных (социалистических) правовых нормах.]

H[ORVÁTH] A[nna]: Bolgár Népköztársaság. [Bulgarian People's Republic. Болгарская Народная Республика.] AI. 10/1965. 956—959.

K[ARLÓCAI] J[ános]: Lengyel Népköztársaság. [Polish People's Republic. Польская Народная Республика.] AI. 8/1965. 767—768.

T[RÓCSÁNYI] L[ászló]: Csehszlovák Szocialista Köztársaság. [Czechoslovak Socialist Republic. Чехословацкая Социалистическая Республика.] AI. 7/1965. 666—669.



## INDEX

I. SZABÓ, Le citoyen et le droit (И. Сабо, Гражданин и право) .....	1
S. BECK, Über einige Arten der zivilrechtlichen Schutzerteilung (Ш. Бек, Отдельные виды гражданско-правовой защиты прав) .....	21
M. KÁDÁR, Les circonstances aggravantes (М. Кадар, Отягчающие обстоятельства) .....	45
E. USTOR, Progressive Development of International Law and the United Nations (Э. Уштор, Постепенное развитие международного права и ООН) .....	69
И. Молнар, Оплата труда в производственных кооперативах (I. MOLNÁR, Arbeitsentlohnung in den Produktionsgenossenschaften) .....	91
M. VERMES, Kriminalpolitik und Kriminologie (М.Вермеш, Уголовная политика и криминология) .....	115
Ф. Толди, Основные обязанности граждан и система их регулирования (Fundamental Civic Obligations and System of their Regulation) .....	145

### *Recensiones*

L. ÚJLAKI, Die Organisation und das Verfahren der Arbitragen (Schiedskommissionen) (E. Nizsalovszky) (Л. Уйлаки, Организация и процесс арбитража) (Э. Нижаловски) .....	173
G.Y. GÁL, Space Law (F. Mádl) (Дь. Гал, Космическое право) (Ф. Мадл) .....	179
T. HORVÁTH, Protection of Life, Corporal Integrity and Health by Criminal Law (J. Földvári) (Т. Хорват, Уголовноправовая защита жизни, телесной целостности и здоровья) (Е. Фöldвари) .....	184

### *Varia*

J. NAGY, VII. Ungarisch-Tschechoslowakische Rechtshistorische Konferenz (И. Надь, VII венгеро-чехословацкая историческо-правовая конференция) .....	191
И. Такач, Научная дискуссия в Будапештском Университете по вопросам социалистической демократии (I. TAKÁCS, Réunion scientifique à l'Université de Budapest sur les problèmes de la démocratie socialiste) .....	201
E. LONTAI, Zivilrechtliche Arbeitskonferenz in Szeged (Э. Лонтай, Рабочее совещание по гражданскому праву в Сегеде) .....	210

### *Informationes de jure hungarico*

S. FARKAS, The Legal Status of the Procuracy in the Hungarian People's Republic (Ш. Фаркаш, Юридическое положение прокуратур в Венгерской Народной Республике) .....	223
--	-----

### *Bibliographia*

L. NAGY-K. VEREDY, Hungarian Legal Bibliography 1965. 2nd part (Венгерская юридическая библиография 1965. 2 часть) .....	233
--	-----

### *Printed in Hungary*

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója

Műszaki szerkesztő: Farkas Sándor

A kézirat nyomdába érkezett: 1966. II. 3. — Terjedelem: 22,25 (A/5) ív

65.60143 Akadémiai Nyomda, Budapest — Felelős vezető: Bernát György

Edited by  
J. HALÁSZ

## SOCIALIST CONCEPT OF HUMAN RIGHTS

In English  
Approx.  
380 pages  
Cloth

*This book gives a many-sided analysis of the theoretical, philosophical and sociological aspects and historical development of the citizens' fundamental rights. The equality, economic, social and cultural rights of citizens, their liberties are discussed in detail and so is the evolution of international regulations concerning human rights. Special attention is paid to the introduction of the socialist theory of fundamental rights and their regulation and implementation in socialist constitutions.*



AKADÉMIAI KIADÓ

PUBLISHING HOUSE OF THE HUNGARIAN ACADEMY  
OF SCIENCES

Budapest V. Alkotmány utca 21

**M. Ádám, Gy. Juhász und L. Kerekes**

**ALLIANZ HITLER-HORTHY-MUSSOLINI**

Dokumente zur ungarischen Außenpolitik (1933--1944)

*In deutscher Sprache • 409 Seiten • 17x24 cm • Ganzleinen*

Der Band enthält etwa 180 ungarische diplomatische Dokumente, darunter viele, die in diesem Buch zum erstenmal veröffentlicht werden. Die wertvolle Zusammenstellung und die einleitende analytische Studie geben einen Überblick über die ungarische Außenpolitik bzw. über die internationalen Beziehungen Ungarns von der Entwicklung her achsenfreundlichen Politik bis zur Schrecken Herrschaft der Pfeilkreuzler.

**AKADÉMIAI KIADÓ**

**Verlag der Ungarischen Akademie der Wissenschaften**

**Budapest V. Alkotmány utca 21**

Vertrieb: KULTURA Budapest 62. Postfach 149

# THE INTERNATIONAL AND COMPARATIVE LAW QUARTERLY

Founded in 1952, incorporating the *Journal of the Society of Comparative Legislation and International Law* (1896—1951) and the *Transactions of the Grotius Society* (1915—1959)

This publication is intended for practising and academic lawyers, government and business legal advisers in all countries. It is the only English language journal covering the fields of Public International Law, Private International Law and Comparative Law, including Commonwealth Law and the Law of the European Communities.

Each issue contains 8—10 major articles, as well as shorter articles, notes, comments and book reviews in all the fields mentioned. A section entitled "Current Legal Developments" contains summary notes on significant recent events throughout the world, with documentary references.

The subscription to the I.C.L.Q. is the same as that for membership of the British Institute of International Comparative Law:

£4. 4s. (\$12.00) per annum

Individuals and firms of all countries who wish to receive notice of the activities of the Institute or to attend its meetings and conferences, as well as to receive the I.C.L.Q., are invited to apply for membership:

THE BRITISH INSTITUTE OF INTERNATIONAL AND  
COMPARATIVE LAW

*1 Temple Gardens, London E.C.4.  
(Editorial communications)*

*32, Furnival Street, London, E.C.4.  
(Subscriptions and orders)*

# DER STAAT

ZEITSCHRIFT FÜR STAATSLEHRE  
ÖFFENTLICHES RECHT UND VERFASSUNGSGESCHICHTE

Herausgegeben von

*Gerhard Oestreich, Werner Weber, Hans J. Wolff*

**Band 4 1965, Heft 1—4**

Der Begriff der Souveränität bei Johannes Althusius und bei Jean Bodin. Von H.-U. Scupin — Georges Sorel und der Mythos der Gewalt. Von G. Eisermann — Die Vollstreckung von Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts. Von R. Herzog — Kirche oder Partei? Römischer Katholizismus und politische Form. Von H. Barion — Regierungslehre. Von E. Guillaume — Die Teilung Deutschlands als Problem der Strafrechtsanwendung. Von K. Doebling — Zum Problem des Kommunismus bei Babeuf. Von F. Jonas — Vom Lehnswesen zur ständischen Herrschaft. Das politische Denken Alfons des Weisen (König Kastiliens, gewählter römischer König). Von J. A. Maravall Casesnoves — Lorenz von Stein. Zur 150. Wiederkehr seines Geburtstages am 15. 11. 1965. Von F. Ronneberger — Die verfassungsrechtlichen Grenzen sozialstaatlicher Forderungen. Von W. Weber — Spannungen zwischen Staats- und Selbstverwaltung im bürgerlichen und im sozialen Rechtsstaat. Von G.-Ch. von Unruh.

Außerdem erscheinen in jedem Heft Berichte über wichtige Ereignisse aus dem Bereich des öffentlichen Rechts und Kritiken sowie ausführliche Buchbesprechungen.

Die Zeitschrift erscheint viermal jährlich. Jedes Heft hat einen Umfang von 128 Seiten. Bezugspreis halbjährlich DM 32,—.

DUNCKER & HUMBLOT / BERLIN - MÜNCHEN

# **Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht**

**Herausgegeben in Gemeinschaft mit B. Aubin, E. von Caemmerer, H. Dölle,  
P. Dopffel, G. Kegel, F. Korkisch, A. Makarov, H. Neuhaus von Konrad Zweigert**

Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht dient auch nach dem Zweiten Weltkrieg dem von ihrem Gründer 1926 bestimmten doppelten Zweck: Zur Wiederaufrichtung der internationalen Rechtsbeziehungen beizutragen und die rechtsvergleichende Methode in der Wissenschaft des Privatrechts zu befestigen. Sie stützt sich dabei — wie es ihrem Gegenstand gemäß ist — auf eine internationale Zusammenarbeit. Zahlreiche ausländische Sachkenner wirken an ihr mit.

Rabels Zeitschrift bringt in Abhandlungen und Länderberichten Probleme des ausländischen und internationalen Privatrechts zur Darstellung und bespricht in einem ausführlichen Literaturteil die wichtigste rechtsvergleichende Literatur des In- und Auslandes.

Die Zeitschrift erscheint vierteljährlich. Der Preis eines Jahrganges der etwa 800 Seiten umfasst, beträgt im Abonnement DM 90,—, der Preis eines Heftes im Abonnement DM 22,50, einzeln DM 26,—

**Walter de Gruyter & Co.  
Berlin**

**J. C. B. Mohr (Paul Siebeck)  
Tübingen**

The *Acta Juridica* publish papers on jurisprudence in English, French, German and Russian.

The *Acta Juridica* appear twice a year in issues making up one volume (of some 400—500 pp).

Manuscripts should be addressed to:

*Acta Juridica, Budapest V., Alkotmány u. 21.*

Correspondence with the editors and publishers should be sent to the same address.

The rate of subscription to the *Acta Juridica* is 110 forints a volume. Orders may be placed with "Kultúra" Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest I., Fő utca 32. — Account No. 43-790-057-181) or with representatives abroad.

---

Les *Acta Juridica* publient des travaux du domaine de la jurisprudence en français, anglais, allemand et russe.

Les *Acta Juridica* sont publiés sous forme de fascicules qui seront réunis en un volume (400—500 pp.) par an.

On est prié d'envoyer les manuscrits destinés à la rédaction à l'adresse suivante:

*Acta Juridica, Budapest V., Alkotmány u. 21.*

Toute correspondance doit être envoyée à cette même adresse.

Le prix de l'abonnement est de 110 forints par volume. On peut s'abonner à l'Entreprise du Commerce Extérieur de Livres et Journaux «Kultúra» (Budapest I., Fő utca 32. — Compte-courant No. 43-790-057-181) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

---

Die *Acta Juridica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Rechtswissenschaft in deutscher, englischer, französischer und russischer Sprache.

Die *Acta Juridica* erscheinen halbjährlich in Heften, die jährlich einen Band bilden (400—500 S.).

Die zur Veröffentlichung bestimmten Manuskripte sind an die folgende Adresse zu senden:

*Acta Juridica, Budapest V., Alkotmány u. 21.*

An die gleiche Anschrift ist auch jede für die Redaktion und den Verlag bestimmte Korrespondenz zu senden.

Abonnementspreis pro Band: 110 Forint. Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Aussenhandels-Unternehmen «Kultúra» (Budapest I., Fő utca 32. Bankkonto Nr. 43-790-057-181) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

All the reviews of the Hungarian Academy of Sciences may be obtained among others from the following bookshops:

**ALBANIA**

Ndermarja Shtetnore e Botimeve  
Tirana

**AUSTRALIA**

A. Keesing  
Box 4886, GPO  
Sidney

**AUSTRIA**

Globus Buchvertrieb  
Salzgries 16  
Wien I.

**BELGIUM**

Office International de Librairie  
30, Avenue Marnix  
Bruxelles 5  
Du Monde Entier  
5, Place St. Jean  
Bruxelles

**BULGARIA**

Raznoiznos  
1Tzar Assen  
Sofia

**CANADA**

Pannonia Books  
2 Spadina Road  
Toronto 4, Ont.

**CHINA**

Waiwen Shudian  
Peking  
P. O. B. Nr. 88.

**CZECHOSLOVAKIA**

Artia A. G.  
Ve Smeckách 30  
Praha II.  
Postova Novinova Sluzba  
Dovoz tisku  
Vinohradská 46  
Praha 2  
Postova Novinova Sluzba  
Dovoz Hlase  
Leningradská 14  
Bratislava

**DENMARK**

Ejnar Munksgaard  
Nørregade 6  
Kopenhagen

**FINLAND**

Akateeminen Kirjakauppa  
Keskuskatu 2  
Helsinki

**FRANCE**

Office International de Documentation  
et Librairie  
48, rue Gay Lussac  
Paris 5

**GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC**

Deutscher Buch-Export und Import  
Leninstraße 16.  
Leipzig C. I.  
Zeitungsvertriebsamt  
Clara Zetkin Straße 62.  
Berlin N. W.

**GERMAN FEDERAL REPUBLIC**

Kunst und Wissen  
Erich Bieber  
Postfach 46  
7 Stuttgart S.

**GREAT BRITAIN**

Collet's' Subscription Dept.  
44-45 Museum Street  
London W. C. I.  
Robert Maxwell and Co. Ltd.  
Waynflete Bldg. The Plain  
Oxford

**HOLLAND**

Swetz and Zeitlinger  
Keizersgracht 471-487  
Amsterdam C.  
Martinus Nijhof  
Lange Voorhout 9  
The Hague

**INDIA**

Current Technical Literature  
Co. Private Ltd.  
Head Office:  
India House OPP.  
GPO Post Box 1374  
Bombay I.

**ITALY**

Santo Vanasia  
71 Via M. Macchi  
Milano  
Libreria Commissionaria Sansoni  
Via La Marmora 45  
Firenze

**JAPAN**

Nauka Ltd.  
2 Kanada-Zimbocho 2-chome  
Chiyoda-ku  
Tokyo  
Maruzen and Co. Ltd.  
P. O. Box 605  
Tokyo

**Far Eastern Booksellers**

Kanada P. O. Box 72  
Tokyo

**KOREA**

Chulpanmul  
Korejskoje Obshchestvo po Exportu i  
Importu Proizvedenij Pechati  
Phenjan

**NORWAY**

Johan Grundt Tanum  
Karl Johansgatan 43  
Oslo

**POLAND**

Export und Import Unternehmen  
RUCH  
ul. Wilcza 46.  
Warszawa

**ROUMANIA**

Carlimesc  
Str. Aristide Briand 14-18.  
Bucuresti

**SOVIET UNION**

Mezhdunarodnaia Kniga  
Moscow  
G-200

**SWEDEN**

Almqvist and Wiksell  
Gamla Brogatan 26  
Stockholm

**USA**

Stechert Hafner Inc.  
31 East 10th Street  
New York 3 N. Y.  
Walter J. Johnson  
111 Fifth Avenue  
New York 3. N. Y.

**VIETNAM**

Xunhasaba  
Service d'Export et d'Import des Livres  
et Périodiques  
19, Tran Quoc Toan  
Hanoi

**YUGOSLAVIA**

Forum  
Vojvode Misica broj 1.  
Novi Sad  
Jugoslavenska Kniga  
Terazije 27.  
Beograd



# Acta Juridica

ACADEMIAE  
SCIENTIARUM  
HUNGARICAE

ADIUVANTIBUS

O. BIHARI, M. KÁDÁR, T. KIRÁLY, F. MÁDL,  
L. RÉCZEI, I. SERES, I. SZABÓ

REDIGIT  
GY. FÖRSI

TOMUS VIII  
FASCICULI 3-4



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST  
1966

# ACTA JURIDICA

## A MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA JOGTUDOMÁNYI KÖZLEMÉNYEI

SZERKESZTŐSÉG ÉS KIADÓHIVATAL: BUDAPEST V., ALKOTMÁNY UTCA 21.

Az *Acta Juridica* német, angol, francia és orosz nyelven közöl értekezéseket az állam- és jogtudományok köréből.

Az *Acta Juridica* félévenként jelenik meg, két kettősfüzet alkot egy kötetet. A közlésre szánt kéziratok a következő címre küldendőek:

*Acta Juridica, Budapest V., Alkotmány u. 21.*

Ugyancerre a címre küldendő minden szerkesztőségi és kiadóhivatali levelezés.

Az *Acta Juridica* előfizetési ára kötetenként belföldre 80 forint, külföldre 110 forint. Megrendelhető a belföld számára az Akadémiai Kiadónál (Budapest V., Alkotmány utca 21. Bankszámla 05-915-111-46), a külföld számára pedig a „Kultúra” Könyv és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (Budapest I., Fő utca 32. Bankszámla 43-790-057-181. sz.) vagy annak külföldi képviselőiteinél, bizományosainál.

---

«*Acta Juridica*» публикуют трактаты из области юридической науки на русском, английском, немецком и французском языках.

«*Acta Juridica*» выходят выпусками, составляющими один том в год (400—500 стр.). Предназначенные для публикации рукописи следует направлять по адресу:

*Acta Juridica, Budapest V., Alkotmány u. 21.*

По этому же адресу направлять всякую корреспонденцию для редакции и администрации.

Подписная цена «*Acta Juridica*» — 110 форинтов за том. Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «*Kultúra*» (Budapest I., Fő utca 32; Текущий счет № 43-790-057-181) или его заграничные представительства и уполномоченные.

# ACTA JURIDICA

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

ADIUVANTIBUS

O. BIHARI, M. KÁDÁR, T. KIRÁLY, F. MÁDL,  
L. RÉCZEI, I. SERES, I. SZABÓ

REDIGIT

GY. EÖRSI

TOMUS VIII



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1966



## INDEX

I. SZABÓ, Le citoyen et le droit — (И. Сабо, Гражданин и право) .....	1
S. BECK, Über einige Arten der zivilrechtlichen Schutzerteilung — (Ш. Бек, Отдельные виды гражданско-правовой защиты прав) .....	21
M. KÁDÁR, Les circonstances aggravantes — (М. Кадар, Отягчающие обстоятельства) .....	45
E. USTOR, Progressiv Development of International Law and the United Nations — (Э. Уштор, Постепенное развитие международного права и ООН) .....	69
И. Молнар, Оплата труда в производственных кооперативах — (I. MOLNÁR, Arbeitsentlohnung in den Produktionsgenossenschaften) .....	91
M. VERMES, Kriminalpolitik und Kriminologie — (М. Вермеш, Уголовная политика и криминология) .....	115
Ф. Толди, Основные обязанности граждан и система их регулирования — (F. TOLDI, Fundamental Civic Obligations and System of their Regulation) .....	145
L. BUZA, Le principe de l'égalité souveraine des Etats en considération de l'inégalité de leur importance politique et de leur rôle dans la vie internationale — (Л. Буза, Принцип суверенного равенства государств, обращая внимание на неравенство их политического веса и роли в международной жизни) .....	251
O. BИНАРИ, Die Räte als die örtlichen Organe der Staatsgewalt — (О. Бухари, Советы как местные органы государственной власти) .....	265
G.Y. BOYUNA, Some problems of the development of copyright law with special regard to television — (Дь. Бойна, Некоторые вопросы развития авторского права, обращая особое внимание на телевидение) .....	289
Ф. Кратохвил, Подготовка судебного разбирательства уголовных дел — (F. KRATOSCHWILL, Die richterliche Vorbereitung der Strafprozesse) .....	319
A. HARMATHY, Die Regelung der Lieferverträge im Lichte der Änderung des Wirtschaftsmechanismus — (А. Харматхи, Регулирование договоров поставки в свете нового экономического механизма) .....	339
И. Шереш, К вопросу об основе права собственности и устойчивости общего землепользования производственных кооперативов — (I. SERES, Remarques relatives aux problèmes de la durée de l'usage et au régime de la propriété des terres se trouvant en usage commun des coopératives de production) ...	367

### *Recensivmes*

L. UJLAKI, Die Organisation und das Verfahren der Arbitragen (E. Nizsalovszky) — (Л. Уйлаки, Организация и процесс арбитража) (Э. Нижаловски) .....	173
G.Y. GÁL, Space Law (F. Máll) — (Дь. Гал, Космическое право) (Ф. Мадл) ...	179
T. HORVÁTH, Protection of Life, Corporal Integrity and Health by Criminal Law (J. Földvári) — (Т. Хорват, Уголовно-правовая защита жизни, телесной целостности и здоровья) (Й. Фельдвари) .....	184
M. SAMU, Die Grundlage der Gliederung des sozialistischen Rechtssystems (V. Peshka) — (М. Шаму, Основы разделения социалистической правовой системы) (В. Пешка) .....	391
Ö. ZOLTÁN, Kauf und Tausch; Der Werkvertrag (A. Harmathy) — (Э. Золтан, Купля-продажа и обмен; Договор-подряд) (А. Харматхи) .....	396

I. SÁRÁNDI, Rechtsmissbrauch (L. Vékás) — (И. Шаранди, Злоупотребление правом) (Л. Векаш) .....	401
K. TÖRÖ, Ärztliche Tätigkeit als zivilrechtliches Verhältnis (L. Gáspárdy) — (К. Тэрэ, Гражданско-правовые отношения врача) (Л. Гашпарди) .....	409
И. Такач, Задачи районных советов (Й. Варга) — (I. TAKÁCS, Les tâches des conseils de district) (J. Varga) .....	412
J. VIGN, La criminalité des jeunes criminels et la société (J. Földvári) — (Й. Вуг, Преступность несовершеннолетних и общество) (Й. Фельдвари) .....	419
J. RINTÉR, Le concept et l'importance du danger dans le droit pénal (M. Lázár) — (Й. Ринтер, Понятие и значение опасности в уголовном праве) (М. Лазар) .....	422
O. VISHARI, Theory of the representative organs with state authority (Gy. Antalfy) — (О. Вихари, Теория представительных органов государственной власти) (Дь. Анталфи) .....	426

#### *Varia*

J. NAGY, VII. Ungarisch—Tschechoslowakische Konferenz — (Й. Надь, VII-я венгеро-чехословацкая историческо-правовая конференция) .....	191
И. Такач, Научная дискуссия в Будапештском Университете по вопросам социалистической демократии — (I. TAKÁCS, Réunion scientifique à l'Université de Budapest sur les problèmes de la démocratie socialiste) .....	201
E. LONTAI, Zivilrechtliche Arbeitskonferenz in Szeged — (Э. Лонтай, Рабочее совещание по гражданскому праву в Сегеде) .....	210

#### *Informationes de jure hungarico*

S. FARKAS, The Legal Status of the Procuracy in the Hungarian People's Republic — (Ш. Фаркаш, Юридическое положение прокуратур в Венгерской Народной Республике) .....	223
L. FARAGÓ, L'arbitrage dans le commerce extérieur des pays socialistes de l'Europe — (Л. Фараго, Роль арбитража во внешней торговле европейских социалистических стран) .....	433

#### *Bibliographia*

L. NAGY — K. VEREDY, Hungarian Legal Bibliography 1965. 2nd part — (Л. Надь — К. Вереди, Венгерская юридическая библиография 1965. 2-я часть) .....	233
L. NAGY — K. VEREDY, Hungarian Legal Bibliography 1966. 1st part — (Л. Надь — К. Вереди, Венгерская юридическая библиография 1966. 1-я часть) .....	445

# Le principe de l'égalité souveraine des Etats en considération de l'inégalité de leur importance politique et de leur rôle dans la vie internationale

par

L. BUZA

Professeur à l'Université de Szeged

L'Organisation des Nations Unies au sens de l'Article 2, point (1) de la Charte est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres. La souveraineté et le principe de l'égalité des Etats figurent ensemble dans le soi-disant droit international classique aussi comme la base du système du droit international. Quel est le sens et l'importance de la jonction des deux concepts dans le droit international d'esprit nouveau?

La souveraineté est d'une part pouvoir et d'autre part liberté. Elle se manifeste comme pouvoir dans les relations intérieures. La souveraineté intérieure est l'attribut de l'Etat en ce sens qu'il est sur son territoire le pouvoir social le plus fort se faisant valoir d'une manière absolue à l'encontre de tous ceux qui se trouvent sur son territoire. La souveraineté intérieure est identique avec la souveraineté territoriale de l'Etat ce qui signifie la plénitude et l'exclusivité du pouvoir d'Etat sur son propre territoire. La souveraineté intérieure est une institution du droit interne, mais un état reconnu et protégé par le droit international aussi. Cette protection par le droit international signifie que les Etats sont tenus de respecter mutuellement leur souveraineté intérieure. Cette disposition du droit international qui se traduit dans le principe de la non-intervention, présente la souveraineté à l'intérieure comme pouvoir, et vis-à-vis d'autres Etats comme liberté.

La sphère de la liberté ne comprend pas seulement les affaires rentrant dans la compétence interne, mais elle s'étend, dans les relations de l'Etat avec d'autres Etats, sur certains domaines des affaires étrangères aussi.

Respectivement aux affaires internes l'Etat peut faire valoir sa volonté dans la sphère de la liberté sans restriction aucune. La liberté de l'Etat se manifeste dans le domaine des affaires étrangères dans une autre forme. En ce qui concerne cette dernière, la mise en oeuvre de la volonté étatique signifie nécessairement un procédé commune avec d'autres Etats. La liberté n'assure pas la mise en oeuvre de sa propre volonté unilatérale, mais rend possible de concilier sa propre volonté avec la volonté d'autres Etats et elle consiste en ce que l'Etat tiers qui n'est pas directement intéressé ne peut influencer la mise en valeur de ses conceptions. La question est une affaire étrangère aux Etats tiers et rentre vis-à-vis d'eux dans la sphère de la liberté.

La science du droit international connaît à côté de la souveraineté intérieure la notion de la souveraineté extérieure aussi.

La souveraineté est la liberté de l'Etat et pour cette raison, lorsque nous voulons définir la notion de la souveraineté et faire une distinction entre la souveraineté intérieure et extérieure, nous devons partir des thèses établies par la science du droit public concernant la liberté des individus. Cette liberté a deux espèces: la liberté individuelle qui est la sphère d'activité de l'individu, exempté de l'intervention de l'Etat, à l'intérieur de laquelle il peut faire valoir sa volonté en toute tranquillité. L'autre espèce de la liberté: la liberté politique c'est le droit de participer à l'exercice du pouvoir d'Etat, pratiqué par les individus au moyen des soi-disant droits politiques.

Dans les Etats démocratiques les libertés individuelles appartiennent à tous les citoyens, de plus — dans la forme des droits de l'homme — aux étrangers aussi qui se trouvent sur le territoire de l'Etat. Dans le domaine des droits

politiques cependant il n'existe tout au plus que la possibilité égale de l'exercice de ces droits, mais il n'existe nullement l'égalité juridiquement assurée des droits politiques exercés effectivement par les individus. La question de savoir dans quelle mesure participe la personne dans l'exercice du pouvoir politique, dépend des circonstances actuelles, réelles. Celles-ci sont en partie en rapport avec la personne de l'individu: elles sont en connexion avec son poids économique, politique et sociale, et en partie elles sont les conséquences de certaines de ses qualités personnelles: de son désir de réussir dans la vie politique et de sa capacité y relative.

La situation est analogue également dans la vie internationale en ce qui concerne l'influence des divers Etats dans la vie internationale. Dans le domaine de la politique internationale aussi, le rôle des Etats dépend de leur situation effective. Le facteur décisif c'est l'importance politique de l'Etat en question, ce qui dépend de l'étendue de son territoire, du nombre de sa population, de sa force économique et militaire. A côté de cela les capacités et les données personnelles des hommes d'Etats dirigeants jouent un rôle sous ce rapport aussi.

Concernant la participation à la vie internationale le droit international dispose de la sorte que tous les Etats prennent part à la création du droit dans les affaires les touchant directement; sans le consentement de l'Etat aucune règle juridique ayant force obligatoire pour lui ne saurait être établie. Un droit de disposition cependant ne revient qu'au Conseil de sécurité lequel est dans la vie internationale le possesseur du pouvoir social le plus fort. Les facteurs décisifs de ce pouvoir sont ces Membres permanents du Conseil de la sécurité qui possèdent le droit de veto; au moyen de ce droit ils peuvent empêcher que dans les questions de la politique internationale le Conseil de sécurité prenne une décision sur le fond contre leur volonté.

La Charte donne la possibilité à tous les Etats à la participation au règlement des affaires internationales: à l'Assemblée générale tous les Etats peuvent prendre part aux débats et tous ont un droit de vote. Les Etats Membres ont le droit de participer sous certaines conditions également au travail du Conseil de Sécurité, bien que pas avec une autorité décisive. Les Etats Membres ont un certain droit d'intervention dans l'organisation de la Cour internationale de Justice aussi: ils prennent part à la désignation et à l'élection des membres de la Cour; ils ont qualité pour désigner un juge national dans les affaires litigieuses les touchant, et ce juge a également un droit de vote.

La Charte assure le droit à la participation au travail de l'O.N.U. à tous les Etats Membres, de plus, jusqu'à une certaine mesure aux Etats non-membres aussi. Mais l'influence exercée sur les questions de la vie internationale par les Etats Membres dépend de leur situation effective, de la même manière que dans la vie politique interne de l'Etat relativement aux citoyens. Le principe de l'égalité souveraine, sur lequel, en vertu de l'Article 2, point (1), l'Organisation est fondée, ne signifie qu'une égalité juridique et l'égalité juridique elle aussi n'est valable que dans le domaine de la souveraineté intérieure; par contre, la souveraineté intérieure ne concerne pas seulement les affaires internes, mais certaines affaires extérieures aussi, en tant qu'elle exclue l'intervention des Etats pas directement intéressés.

L'Assemblée générale de l'O. N. U. avait adopté à sa XVII<sup>ème</sup> session une résolution au sujet de l'examen des principes juridiques internationaux relatifs aux rapports amicaux et à la coopération entre les Etats. Cette résolution assure la primauté à quatre principes et parmi ceux-ci figure le principe de l'égalité souveraine des Etats aussi. Ainsi il est très indiqué que la science s'en occupe aussi et qu'elle fasse un effort pour définir sa place et son contenu dans le système de la Charte.

Madame Hanna Bokor-Szegő publia dans la revue *Állam- és Jogtudomány* une étude remarquable sur cette question<sup>1</sup>. Il est désirable de conti-

<sup>1</sup> H. BOKOR-SZEGŐ, *Az államok szuverén egyenlőségének elve az ENSZ Alapokmányjának rendszerében (Le principe de l'égalité souveraine des Etats dans le système de la Charte des Nations Unies)*. *Állam- és Jogtudomány*, Vol. 6. 1963, pp. 341 à 359.



nuer l'examen approfondi de la question, ce qui a une importance pas seulement du point de vue théorique, mais est très important également pour favoriser l'application convenable des principes contenus dans la Charte dans la politique extérieure aussi.

Madame Bokor déclare qu'elle ne s'occupe ni du développement de la notion de la souveraineté d'Etat ni de la doctrine traditionnelle et très discutée de l'égalité des Etats, mais qu'elle étudie en premier lieu la question de l'importance que peut avoir la jonction des deux concepts et si oui, en quoi cette importance peut consister.

A mon avis, afin de pouvoir comprendre la notion de l'égalité souveraine, il est nécessaire d'examiner également la question de savoir, quel est le contenu de la souveraineté et du principe de l'égalité des Etats dans le droit international nouveau. Ces deux notions figurent ensemble, dans le droit international classique aussi, comme base du système du droit international. L'éclaircissement précis, la mise au point des deux notions — en premier lieu de la notion et du caractère juridique de la souveraineté — est nécessaire pour pouvoir établir le sens et l'importance de leur jonction dans le droit international.

Plusieurs sciences s'occupent de la notion de la souveraineté: à côté de la théorie de l'Etat et du droit les sciences de deux branches au droit positif aussi: celle du droit international et celle du droit public. Chacune des deux étudie la question conformément à ses propres points de vue. Pour cette raison leurs constatations ne sont pas nécessairement identiques et cela jette dans le problème entier de l'incertitude et de la confusion.

La notion de la souveraineté dans le droit international doit être définie *de lege lata* sur la base des thèses y relatives du droit international, indépendamment des vues exprimées dans la littérature de la théorie de l'Etat et du droit, et indépendamment également des dispositions positives du droit public.

L'évolution historique de la notion de la souveraineté explique que dans la littérature juridique son examen dans les domaines du droit international et du droit public n'est pas séparé d'une manière décisive et que la souveraineté est considérée comme un concept juridique unique et identique dans les domaines du droit international et du droit public.

C'est l'évolution historique qui explique que dans la littérature du droit international on parle toujours, même à l'heure actuelle, de la souveraineté extérieure et intérieure. Madame Bokor se sert elle aussi de ces expressions (page 344). Elle emploie cette distinction en connexion avec le rapport présenté par la Sous-commission No I/1 à la Commission No I de la Conférence de San Francisco à la suite de la longue discussion engagée là-bas. Le rapport avait constaté que la notion de l'égalité souveraine était fondée sur quatre éléments. Parmi ceux-ci, le troisième principe contenait cette idée que la personnalité, l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de l'Etat devaient être respectées. Madame Bokor trouve dans cette constatation une base pour faire

distinction entre la souveraineté intérieure et extérieure: elle appelle le respect de la personnalité et l'inviolabilité territoriale souveraineté intérieure, et l'indépendance politique souveraineté extérieure.

A mon avis on ne saurait séparer et mettre en opposition d'une manière aussi nette la personnalité et l'inviolabilité territoriale de l'Etat d'une part et l'indépendance politique d'autre part. Ces trois constituent pour ainsi dire ensemble l'indépendance politique au sens large du mot. Je ne vois pas justifié que les deux premiers soient appelés souveraineté intérieure et le troisième souveraineté extérieure de l'Etat.

Cela ne veut pas dire qu'on ne saurait distinguer la souveraineté extérieure et intérieure de l'Etat et que les deux ne diffèrent pas essentiellement l'une de l'autre du point de vue de leur contenu et de leur nature juridique. Cela veut dire simplement que la distinction doit être faite, à mon avis, sur une autre base.

Dans les doctrines théoriques la constatation que la souveraineté est d'une part pouvoir, d'autre part liberté, est généralement acceptée. Il y en a qui ne la tiennent que pour pouvoir et d'autres que pour liberté. Aucune de ces manières de voir n'est justifiée, car la souveraineté est à la fois pouvoir et liberté. Ces deux notions n'excluent pas l'une l'autre nécessairement. Tout ce qui est vrai, c'est que le pouvoir et la liberté ne se manifestent point au même niveau dans les mêmes relations. Les deux se présupposent dans un certain sens réciproquement. La réalisation de la liberté présuppose un certain pouvoir, par contre le pouvoir ne saurait se concevoir sans liberté.

La souveraineté se manifeste comme pouvoir dans la relation intérieure. La souveraineté intérieure est la qualité caractéristique de l'Etat d'être le pouvoir social le plus fort, qui se fait valoir à l'égard de tous ceux qui se trouvent sur son territoire. La souveraineté intérieure est identique avec la souveraineté territoriale de l'Etat, ce qui signifie la plénitude et l'exclusivité du pouvoir d'Etat sur son propre territoire. La plénitude consiste en ce que tous ceux qui se trouvent sur son territoire sont assujettis à son pouvoir, et l'exclusivité en ce que, en dehors de ce pouvoir, ou sans la permission de l'Etat, aucun autre pouvoir ne saurait être exercé là-bas. La souveraineté territoriale est une institution juridique réglementée par le droit public. Elle n'est pas simplement une situation de fait, car le mode de son exercice est réglé par des règles juridiques.

Lors de la formation des lois objectives de l'évolution sociale, la base économique détermine directement la personne dominante ou la classe dirigeante, qui possèdent le pouvoir. Cette personne et cette classe dirigeante, en la possession du pouvoir, créent elles-mêmes les règles de l'ordre juridique sanctionnées par elles. Derrière le droit l'on trouve toujours le pouvoir social le plus fort. C'est au moyen de ce pouvoir que les lois objectives de la vie sociale, les normes de conduite statuées par l'Etat se font valoir dans la forme de règles juridiques.

La souveraineté territoriale de l'Etat, à savoir la souveraineté intérieure, n'est pas créée par les règles juridiques internes de l'Etat, mais celles-ci jouent néanmoins un rôle important lors de l'assurance de sa survivance, respectivement lors de la direction de son évolution ultérieure; en conséquence de la réaction qu'elles exercent sur la base en tant que parties de la superstructure.

La souveraineté intérieure est une institution du droit étatique interne, mais elle est une situation reconnue et protégée par le droit international. Cette protection par le droit international signifie que les Etats sont tenus de respecter réciproquement leur souveraineté interne. La disposition du droit international qui se manifeste dans le principe de la non-intervention sera la souveraineté intérieure sur le territoire de l'Etat c'est-à-dire le pouvoir et, dans les rapports avec d'autres Etats, la liberté. On a l'habitude de définir le contenu du principe de la non-intervention de cette manière que l'Etat ne peut pas s'ingérer dans les affaires internes d'un autre Etat. Cette constatation, qui se maintient fortement dans la doctrine du droit international et également dans les dispositions du droit international positif, n'est pas assez précise à mon avis. L'Etat n'a pas le droit, dans tous les cas, d'intervenir dans les affaires extérieures de l'autre Etat non plus, entendu par l'intervention la conduite avec laquelle il veut induire l'autre Etat à la réalisation de sa propre volonté et au service de ses propres intérêts spéciaux.

Le principe de la non-intervention est appelé à protéger la sphère de liberté de l'Etat vis-à-vis des autres Etats. Cette sphère de liberté comprend pas seulement les affaires rentrant dans la compétence interne de l'Etat, mais elle s'étend également sur certains domaines des rapports existant entre l'Etat et les autres Etats et des affaires extérieures de l'Etat aussi.

En ce qui concerne les affaires internes, dans la sphère de la liberté l'Etat peut faire valoir sa volonté sans aucune restriction. Les règles du droit international ne permettent de limiter dans cette relation la liberté que dans certains cas et dans une certaine forme. Le droit international en vigueur ne contient pas de disposition expresse pour la protection de la sphère de la liberté. Même en vertu de la Charte de l'O. N. U. le Conseil de sécurité ne saurait s'occuper des actes portant atteinte à la sphère de la liberté que si ceux-ci signifient en même temps la rupture de la paix et de la sécurité ou une menace contre elles; donc seul l'intérêt de la collectivité et non pas l'intérêt individuel de l'Etat lésé peut servir de motif pour l'intervention.

Même concernant les affaires internes il existe des dispositions dans le droit international qui -- bien entendu toujours avec le consentement de l'Etat intéressé -- ont pour résultat une certaine limitation de la sphère interne de la liberté. Toutes les deux thèses de la souveraineté territoriale, c'est-à-dire aussi bien le principe de la plénitude que celui de l'exclusivité souffrent des dérogations ayant pour résultat une telle restriction. La plénitude souffre comme exception l'immunité diplomatique, et l'exclusivité ces dispositions du droit inter-

national lesquelles rendent possible l'usage de certaines parties du territoire au profit d'un autre Etat ou d'autres Etats aussi. Telles sont les règles concernant la mer territoriale et les fleuves internationaux. Je veux souligner ici que dans ces domaines l'autre Etat n'a le droit que d'accomplir des actes qui ne comportent pas l'exercice de *l'imperium*, et qui sont au service des intérêts économiques et non pas politiques. A plus forte raison la situation est la même concernant ces dispositions lesquelles, eu égard à l'autre Etat, assurent un droit d'usage au profit de ses citoyens. Au point de vue juridique, les dispositions concernant les servitudes internationales sont de la même nature. Il en est de même, dans une plus large mesure encore concernant les règles juridiques internationales qui sur la base des conventions internationales conclues avec l'Etat intéressé assurent des droits aux nationaux étrangers se trouvant sur le territoire de l'Etat. Les étrangers sont soumis dans cette relation aussi au pouvoir de l'Etat local; la convention internationale ne limite que la liberté d'action de l'Etat au profit des étrangers et ne donne pas droit à l'Etat étranger à l'exercice de *l'imperium*.

C'est la situation dans le cas de la protection diplomatique aussi, où la représentation de l'Etat étranger peut intervenir auprès des organes compétents du pouvoir étatique local dans l'intérêt de ses nationaux qui sont lésés dans leurs droits. Il n'a cependant dans ce cas non plus un droit de disposition qui pourrait signifier l'exercice d'une fonction du pouvoir étatique. De cette manière le principe de l'exclusivité du pouvoir étatique se fait valoir dans une mesure pleine et entière malgré les dispositions du droit international, car l'Etat étranger n'a jamais le droit d'exercer une fonction de pouvoir. Les règles internationales y relatives sont basées sur le principe de la réciprocité et ainsi elles ne sont pas en contradiction avec le principe de l'égalité des Etats. Dans le cas des servitudes internationales la réciprocité n'existe pas, ici il s'agit d'assurer les intérêts spéciaux de l'Etat intéressé.

La liberté de l'Etat se manifeste dans le domaine des affaires étrangères dans une autre forme que sur le propre territoire de l'Etat intéressé. Dans le domaine des affaires étrangères l'Etat ne saurait faire valoir sa volonté qu'en procédant nécessairement ensemble avec un autre Etat. Ici la liberté de l'Etat n'assure pas la possibilité juridique de la mise en oeuvre illimitée de sa volonté unilatérale, et rend possible seulement de mettre en harmonie sa propre volonté avec la volonté d'un autre Etat intéressé et consiste en ce que l'Etat tiers pas directement intéressé ne saurait influencer la réalisation de ses conceptions. Dans ses rapports avec l'Etat ou les Etats directement intéressés, la possibilité de la persuasion, ainsi que l'effort de gagner l'autre Etat à ses propres vues existe mutuellement, mais dans les rapports avec les Etats directement non intéressés cette possibilité n'existe pas. La question reste une affaire étrangère pour les Etats tiers et vis-à-vis de ceux-ci elle appartient à la sphère de la liberté.

Qu'est-ce-qu'il faut entendre par intervention ?

A l'intervention, interdite en vertu du droit international est opposé l'intercession permise, le conseil amiable. Quelle est la différence entre ces deux? L'élément constitutif de la notion de l'intervention est la contrainte, l'usage de la force. La force a plusieurs formes: la contrainte physique et la contrainte psychique, c'est-à-dire la menace et, à côté de celles-ci l'intimidation aussi. Dans le cas de l'intimidation on n'est pas en présence d'une conduite de l'Etat intervenant faisant un usage direct de la force vis-à-vis de l'autre Etat, soit dans la forme de la contrainte physique, soit dans la forme de la contrainte morale. Cette forme de l'intervention est caractérisée par le fait que l'Etat intervenant effectue certains acts, afin que ceux-ci provoquent dans l'autre Etat le sentiment de la crainte, afin que l'Etat en question se sente par effet de ces actes dans un état de danger et que cela l'induisse à se plier à la volonté de l'Etat intervenant. La démonstration navale ou la concentration des troupes à la frontière ne sont au fond pas une menace: l'essence de la menace est constituée par une déclaration y relative, contrairement à la contrainte physique, laquelle consiste en une action. Dans le cas de l'intimidation il ne s'agit ni de l'application de la force, ni de la menace de la force, c'est une attitude en conséquence de laquelle l'Etat en question se sent ou peut se sentir menacé.

A côté de l'intimidation on doit qualifier intervention cette attitude aussi au moyen de laquelle l'un des Etats crée par des mesures prises au profit d'un autre Etat (par exemple par l'ouverture de crédits) une telle situation que ce dernier se sent ligoté et ne peut se dérober à l'exécution de la volonté du premier Etat. Ici manque non seulement la contrainte, mais l'intimidation aussi, mais on est en présence de la part de l'Etat intervenant d'un effort décisif et incontestable d'induire l'Etat étranger à lui obéir contre sa véritable volonté. Une telle conduite n'est nullement en accord avec les relations amicales et de bon voisinage qui doivent se faire valoir dans les rapports mutuels des Etats en vertu du droit international d'un esprit nouveau.

L'Etat possède-t-il à côté de sa souveraineté intérieure une souveraineté extérieure aussi? A mon avis il la possède effectivement, mais je crois que la notion et la nature juridique de la souveraineté extérieure doit être définie autrement qu'elle ne l'était jusqu'ici par la science du droit international.

La souveraineté est la liberté de l'Etat, et pour cette raison la définition de la notion de la souveraineté, la distinction faite entre la souveraineté intérieure et extérieure doit partir de ces thèses que la science du droit public avait établies concernant la liberté des individus. Or, il y a deux espèces de liberté: la liberté individuelle et la liberté politique. La liberté individuelle est la libre sphère d'action de l'individu, exempte de l'intervention de l'Etat, de la sorte, que dans cette sphère l'individu peut faire valoir sa volonté en toute tranquillité. L'autre liberté est la liberté politique, le droit de participer à l'exercice du pouvoir d'Etat, pratiqué par les individus au moyen des droits dits politiques.

Dans les Etats démocratiques les libertés individuelles reviennent à tous les citoyens, et de plus, elles appartiennent dans la forme des droits de l'homme également aux étrangers qui se trouvent sur le territoire de l'Etat. Tandis que concernant les libertés individuelles le principe de l'égalité juridique se fait valoir dans le domaine des droits politiques il n'existe tout au plus que la possibilité égale relative à l'exercice des droits, et en aucun cas l'égalité de fait des droits politiques effectivement exercés, et assurés par le droit. Dans le domaine de la participation au pouvoir politique la revendication principale était pendant longtemps le droit de suffrage universel, afin que, sauf certains motifs d'exclusion, tous les citoyens, sans égard à leur situation pécuniaire et à leurs autres circonstances, aient un droit de vote lors des élections des députés. Il est notoire qu'une longue lutte acharnée était engagée dans la plupart des Etats pour le suffrage universel. Sont également notoires les dispositions légales destinées à faire cesser l'égalité du suffrage rendu universel. Tels étaient, par exemple, le système du droit de suffrage multiple (plural), l'établissement tendancieux des limites des circonscriptions électorales, les dispositions établies dans ce but dans le domaine de la réglementation de la candidature et l'élection des députés. Le bicaméralisme servait également l'inégalité des droits politiques.

En fait, les individus ne prennent pas part d'une manière égale au pouvoir politique. Les conditions juridiques égales — ainsi que je l'ai dit plus haut — n'assurent qu'une possibilité égale à l'exercice des droits, la question de savoir qui est celui qui participe et dans quelle mesure à l'exercice du pouvoir politique, dépend des circonstances de fait. Ces circonstances sont en partie en rapport avec la personne de l'individu: en connexion avec sa position économique, politique, sociale et en partie elles sont en rapport avec certaines de ses qualités personnelles, ainsi qu'avec son ambition de se faire jour dans la vie politique et avec ses capacités y relatives. Il arrive aussi que la réglementation juridique assure à l'individu une situation exceptionnelle dans le service des intérêts de la classe dominante ou d'un groupe dirigeant. Dans ce dernier cas le surplus des droits politiques signifie déjà une situation statuée par le droit.

La situation est semblable dans la vie internationale concernant l'influence exercée par les divers Etats sur les événements internationaux. Ici le principe de l'égalité de droit ne se fait pas valoir non plus. Dans le domaine de la politique internationale le rôle joué par les Etats dépend de leur situation de fait et conformément à cela il est différent. Le facteur décisif c'est l'importance politique de l'Etat en question, ce qui dépend de l'étendue de son territoire, du nombre de sa population, de sa force économique et militaire. Mais à côté de tout cela, les capacités et les ambitions personnelles des hommes d'Etat dirigeants jouent un rôle également important. Toutes ces circonstances créent pour les Etats une situation différente et leur assurent une influence différente dans la vie politique. Ici aussi il arrive que ce sont les règles juridiques qui assurent des droits spéciaux à certains Etats dans la vie politique. Telle est, par

exemple, la situation juridique spéciale, déterminée par la Charte, des Grandes Puissances dans l'O. N. U.

Le droit de veto des Grandes Puissances est en connexion avec les tâches collectives dont l'O. N. U. est chargée. La Charte interdit aux divers Etats l'emploi de la force et la menace de la force et n'autorise que le Conseil de sécurité de l'O. N. U. à faire usage de la force dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité. La situation particulière des Grandes Puissances désire d'assurer la prépondérance, la supériorité du pouvoir à l'O. N. U. qui seule peut assurer la mise en oeuvre des règles juridiques internationales et, parmi celles-ci, les dispositions destinées au maintien de la paix et de la sécurité.

La prédominance du pouvoir doit être présente derrière les règles juridiques internationales aussi; pas seulement le droit de veto, mais tout le surplus des droits assuré par la Charte aux Grandes Puissances est au service de cet objectif et ne sert pas les intérêts particuliers des Etats en question. C'est pourquoi il est tout-à-fait absurde que le surplus des droits dû à la Chine soit exercé par le Gouvernement de Tchang-Kai-Chek lequel ne saurait s'acquitter de ces tâches collectives. Il est évident que les Etats Unis maintiennent la présente situation dans le service de leurs propres intérêts particuliers.

En ce qui concerne la participation à la vie collective internationale, le droit international ordonne dans le sens que tous les Etats prennent part à la création du droit, dans toutes les affaires qui les concernent directement; sans leur consentement aucune règle de droit ayant force obligatoire pour eux ne saurait être créée. Dans le domaine de l'administration internationale la situation est la suivante: l'organisation suprême de l'administration internationale est l'O. N. U., dont le pouvoir législatif est limité à ses propres affaires internes; sa compétence de disposition dans les affaires entre les Etats ne consiste qu'en une activité organisatrice. Le droit de disposition n'appartient qu'au Conseil de sécurité et à celui-ci aussi seulement dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité. L'Assemblée générale et le Conseil économique et social n'ont que le droit de faire des recommandations.

A l'Assemblée générale chaque Etat Membre peut participer aux débats et chacun dispose d'une voix. Les Etats Membres ont le droit de prendre part sous certaines conditions au travail du Conseil de sécurité aussi. En vertu de l'Article 31 tout Membre de l'Organisation qui n'est pas membre du Conseil de sécurité peut participer, sans droit de vote, à la discussion de toute question soumise au Conseil de sécurité, chaque fois que celui-ci estime que les intérêts de ce Membre sont particulièrement affectés.

En vertu de l'Article 35 tout Membre des Nations Unies peut attirer l'attention du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale sur un différend ou une situation qui pourrait entraîner un désaccord entre nations ou engendrer un différend. L'Article 32 contient en plus une disposition supplémentaire concernant les différends examinés par le Conseil de sécurité. En vertu de cet

Article tout Membre des Nations Unies qui n'est pas membre du Conseil de sécurité et tout Etat qui n'est pas Membre des Nations Unies, s'il est partie à un différend examiné par le Conseil de sécurité, doit être invité à participer, sans droit de vote aux discussions relatives à ce différend.

Les Etats Membres ont certains droits de participer même aux travaux de la Cour internationale de Justice: ils prennent part à la candidature et à l'élection des membres de la Cour et ont le droit d'envoyer un juge national aux délibérations des différends qui les affectent et ce juge a un droit de vote.

Le Pacte de la Société des Nations avait respecté dans une mesure plus large la souveraineté des Etats. Aussi bien à l'Assemblée générale qu'au Conseil les décisions ne pouvaient être prises qu'à l'unanimité. Au Conseil la réalisation de ce principe était assurée par le fait que l'Etat intéressé pouvait envoyer avec le droit de vote un membre aux délibérations des affaires qui l'intéressaient directement.

Les dispositions mentionnées de la Charte règlent le droit de participation des Etats Membres au travail de l'O. N. U. Mais la question de savoir quelle est leur influence sur les questions de la vie internationale, dépend de leur situation de fait, de la même manière que l'influence des citoyens sur la vie politique intérieure de l'Etat.

Le principe de l'égalité souveraine sur lequel en vertu du point (1) de l'Article 2 l'Organisation est basée, ne signifie donc qu'une égalité en droit et cette égalité en droit ne se fait valoir que dans le domaine de la souveraineté intérieure. La souveraineté intérieure cependant -- ainsi que nous l'avons vu -- ne concerne pas seulement les affaires internes, mais certaines affaires extérieures aussi car elle exclut l'intervention de ces Etats qui ne sont pas directement intéressés dans l'affaire dont il s'agit.

## The Principle of the Sovereign Equality of States with Reference to the Inequality of their Political Import and Role in International Life

by

L. BUZA

As provided in clause 1 Article 2 of the Charter the United Nations Organization is based on the principle of the sovereign equality of all member states. In what is termed the classical international law the principles of sovereignty and the equality of states had been jointly mentioned as the foundations of the system of international law. What is the meaning and purport of coupling together the two concepts in the international law of today which displays a new spirit?

Sovereignty means on the one hand power, and freedom on the other. It prevails as a power in domestic relationships. Domestic sovereignty is an attribute of the states which means that in the given territory it is the most powerful social force which invariably prevails in respect of all persons in the territory. Domestic sovereignty is identical with the territorial supremacy of the state which is tantamount to the complete



and exclusive state power in the territory under the state's jurisdiction. Domestic sovereignty constitutes an institution of municipal law; on the other hand it is a state of affairs which is recognized and protected under international law. This protection under international law means that states are obliged to mutually respect each other's domestic sovereignty. This international legal provision which is expressed in the principle of non-intervention renders sovereignty a power in domestic relations, in the territory of the state and at the same time means a freedom in respect of other states.

The sphere of freedom covers matters falling not only within domestic jurisdiction but extends to relations with other states, certain areas of foreign relations.

As far as domestic matters are concerned the state is unrestricted within its sphere of freedom to have its will prevail. The freedom of states appears in another form in the scope of foreign relations. As to the latter point the implementation of the state's will means of necessity a common action with another state; freedom secures not the unilateral prevalence of the state's will, but it provides an opportunity to coordinate its will with that of other states. Its substance accordingly is that a third state not directly affected must not prejudice the implementation of the state's intentions. The matter is in this way extraneous for third states and it comes within the sphere of freedom as far as such states are concerned.

In the science of international law in addition to the concept of domestic state sovereignty also that of external sovereignty is well-known.

Sovereignty means the freedom of the state and therefore when the concept of sovereignty is shaped and when a difference is made between domestic and external sovereignty those tenets should be borne in mind which apply according to the science of public law to the liberty of individuals. There are two kinds of this liberty: individual and political liberty. Individual liberty means the sphere of action enjoyed by the individual freely from state interference within the limits of which he may have his will prevail unhindered. The other one: political liberty which means the right of the citizen to participate in the exercise of sovereign power which is secured for them on the ground of what are termed political rights.

As far as political rights are concerned the most that can be said is that there are equal opportunities to exercise these rights but it cannot be said that the equality of the actually exercised political rights is guaranteed under legal regulation. The extent of participation in the exercise of political power is determined by the conditions actually prevailing. These are connected in part with subjective circumstances of the individual: his economic, political, social position, in part with some personal qualities: the exercise of these rights is the result of an ambition to take part in public life and the capabilities making him suitable for it.

The situation is similar in international relations as far as the influence exercised by states upon these relations is concerned. The role of states in international politics is determined by their actual position. As a decisive factor the political importance of a state may be mentioned which is the sum total of the size of its territory, the number of inhabitants, its economic and military power. In addition the abilities and other personal qualities of the leading statesmen should be borne in mind also in this context.

As far as participation in international life is concerned it is a provision of international law that all states participate in legislation of direct concern for them: no rule of international law binding a state can be laid down in default of its agreeing upon it. The right of taking action is accorded however only to the Security Council which holds the most powerful social force in international life. The decisive factors of this power are the permanent members of the Security Council who have the right of veto; by resorting to this right they are able to prevent the Security Council from adopting resolutions in merits on problems of international politics against their will.

An opportunity is provided under the Charter for all states to participate in conducting international affairs: all states are authorized to attend the discussions of the General Assembly and all states have a right to vote. Member states are also authorized, under certain conditions and with no decisive influence, to take part in the activities of the Security Council. Member states have certain rights in the organization of the International Court: member states take part in nominating and electing judges to the International Court; they are also authorized to appoint judges from their own nationals when a case affecting them is heard; these judges have a right to vote.

Under the Charter a right is provided for all member states and to a certain extent for non-member states as well to participate in UN activities. But the fact to what extent are states able to exercise an influence upon the questions of international life is

dependent on their actual positions just as it is the case within the state in respect of citizens' participation in political activities. It follows from the aforesaid that the principle of sovereign equality on which the UN is based by virtue of clause 1 Article 2 of the Charter means a legal equality merely and legal equality prevails only within the sphere of domestic sovereignty; on the other hand domestic sovereignty applies not only to domestic matters but also to certain international affairs insofar it precludes interference by states not directly concerned.

## Принцип суверенного равенства государств, обращая внимание на неравенство их политического веса и роли в международной жизни

Л. БУЗА

В соответствии с Уставом (пункт 1 статья 2) ООН основывается на принципе суверенного равенства всех её членов. Принцип суверенитета и равенства государств и в так называемом классическом международном праве вместе выступает в качестве основы системы международного права. В чем состоит смысл и значение взаимосвязи этих двух понятий в международном праве нового духа?

Суверенитет, с одной стороны, является властью, а с другой, свободой. Как власть выступает во внутреннем отношении. Внутренний суверенитет является таким суверенитетом государства, что на своей территории оно является самой сильной общественной властью, которая безусловно действует в отношении всех, которые находятся на его территории. Внутренний суверенитет совпадает с территориальным верховенством государства, которое означает полноту и исключительность государственной власти на своей территории. Внутренний суверенитет является институтом права внутри государства, но в то же время признанным и защищаемым международным правом состоянием. Эта международная правовая защита означает, что государства обязаны взаимно уважать внутренний суверенитет друг друга. Это положение международного права, которое находит свое выражение в принципе *non interventio* и делает суверенитет внутри, на территории государства властью, а в отношении других государств свободой.

Сфера свободы охватывает не только дела, входящие во внутреннюю компетенцию, а в отношении государства к другим государствам распространяется и на определенную группу внешних дел.

Внутренние дела, т. е. в сфере свободы, государство может проявлять свою волю без всяких ограничений. Государственная свобода в области внешних дел выступает в иной форме. В отношении последнего осуществление государственной воли в силу необходимости означает совместную деятельность с другим государством; свобода обеспечивает не осуществление своей односторонней воли, а дает возможность для согласования своей воли с волей других государств и состоит в том, что третья, непосредственно не заинтересованное государство не может оказывать воздействия на осуществление их соображений. Вопрос для третьих государств является чужим делом, в отношении них входит в сферу свободы. Наука международного права помимо внутреннего суверенитета государства знает и понятие внешнего суверенитета.

Суверенитет является свободой государства, поэтому при установлении понятия суверенитета и при разграничении внешнего и внутреннего суверенитета следует исходить из тех положений, которые наука государственного права устанавливает в отношении свобод личностей. Эта свобода имеет два вида: личная и политическая свобода. Личной свободой является сфера действия личности, свободная от государственного вмешательства, внутри которого свободно может проявлять свою волю. А другая: политическая свобода, право участия в осуществлении государственной власти, которое личность осуществляет через так называемые политические права.

В демократических государствах свободы принадлежат всем гражданам и даже в форме прав человека и иностранцам, находящимся на территории государства. В отношении осуществления политических прав имеется лишь одинаковая возможность для осуществления этих прав, но ни в коем случае юридически обеспеченное равенство действительно осуществляемых личностями политических прав. То, что кто-либо в какой мере участвует в осуществлении политической власти, зависит от действительных обстоятельств.

Они частично связаны с данной личностью, связаны с экономическим, политическим, общественным весом данной личности, а с другой стороны, является следствием определенных личных качеств данного лица, его стремления к участию в политической жизни и его способностей в этом отношении.

Подобно этому положение и в международной жизни в отношениях отдельных государств в международной жизни. И в области международной политики роль государства зависит от его действительного положения. Решающим фактором является политический вес данного государства, который зависит от величины его территории, от числа населения, от его экономической и военной власти. Помимо этого и здесь играют роль способности руководящих государственных деятелей и иные их личные качества.

В отношении участия в международной жизни положением международного права является то, что каждое государство по делам, касающимся его, непосредственно участвует в правотворчестве: без его согласия не может создаться правовая норма, обязывающая его. Право распоряжений принадлежит лишь только Совету Безопасности, который в международной жизни является носителем самой сильной общественной власти. Решающим фактором этой власти являются постоянные члены Совета Безопасности, которым принадлежит право вето; таким путем могут воспрепятствовать тому, чтобы Совет Безопасности по вопросам международной политики вынес решения в противоположность их воле.

Устав дает возможность для участия каждому государству при решении международных дел; на Генеральной Ассамблее каждое государство может участвовать в дискуссии и каждое государство имеет право голоса. Члены ООН имеют право при определенных условиях участвовать и в работе Совета Безопасности с нерешающим весом. Члены ООН имеют определенные права и при содействии в организации Международного Суда: участвуют при выдвижении кандидатов в члены суда и при их избрании; по спорным вопросам, касающимся их, имеет право делегировать национального судью, который имеет право голоса.

Устав обеспечивает право участия каждого члена в работе ООН, даже до определенной степени и участие государств, не являющихся членам ООН. Но то, что члены ООН какое воздействие оказывают на вопросы международной жизни, зависит от их действительного положения, также как в политической жизни внутри государства и в отношении граждан. Значит, принцип суверенного равенства, на котором в соответствии с пунктом 1 статьи 2 Устава основывается организация, означает лишь юридическое равенство, и это равенство осуществляется лишь в области внутреннего суверенитета, но в то же время внутренний суверенитет относится не только к внутренним делам, но к определенным внешним делам, поскольку исключает вмешательство непосредственно не заинтересованных государств.



# Die Räte als die örtlichen Organe der Staatsgewalt

von

O. BIHARI

Professor an der Fakultät für Staats- und Rechtswissenschaften  
der Universität Pécs

Im sozialistischen Staat ist dem obersten Organ der Staatsgewalt, dem Parlament, und den örtlichen Organen der Staatsgewalt vor allem ihr Repräsentationscharakter gemeinsam, der Umstand nämlich, dass sie beide durch Wahl zustandekommen und dass sich alle Konsequenzen des sozialistischen Systems der Vertretung auf sie auswirken. Gemeinsam ist zweitens ihr kollektiver, nicht individualisierter Arbeitsstil, demzufolge auch die verschiedenen Formen der kollektiven Verantwortlichkeit zur Geltung kommen. In der Sowjetunion, ebenso wie in den übrigen sozialistischen Ländern, erstreckt sich die Einheit auf das Ganze des Staatsorganismus, sowohl organisatorisch, indem diese Organe unmittelbar oder mittelbar den Organismus der Staatsverwaltung, der Gerichtsbarkeit und der Staatsanwaltschaft zustande bringen, als auch dem Wirkungskreis nach, weil sich ihre Befugnisse verknüpfen, ergänzen. Der erste Sinn der »Organe der Staatsgewalt« ist der, das diese Organe das Imperium des Staates ausüben, natürlich zu einem rechtlich bestimmten Teile. Sowie es die Pflicht der Räte ist, im Rahmen ihrer Befugnisse vorzugehen, also an der örtlichen Verwirklichung der Staatsaufgaben zu arbeiten, so ist es die Pflicht der Zentralorgane, sich auf die örtlichen Räte zu stützen, ihren bisherigen Amtsbereich nicht zu entziehen, beziehungsweise zur Entfaltung des sozialistischen Demokratismus darauf hinzuwirken, dass er sich möglichst erweitere. Wenn wir aber den Sinn des Beiwortes »staatsgewaltlich« aus dem Gesichtspunkt der heute lebenden verfassungsmässigen Regelung, dem der gebräuchlichen Auslegung betrachten, so begegnen wir vor allem nicht der oben ausgeführten Erklärung, sondern einem separaten — wenn auch nicht separierten — Organtyp des Staatsorganismus. Die Organe der Staatsgewalt, so auch ihre örtlichen Organe, sind in dreierlei Hinsicht von anderen Organen zu unterscheiden: *a)* auf der Linie der Organisation: diese Räte sind unmittelbar gewählte Vertretungsorgane, die somit spezielle Bande an die Bevölkerung und an andere Organe knüpfen; *b)* sie sind unmittelbarere Vertreter der Volkssouveränität und bringen sie unmittelbarer zum Ausdruck als andere Staatsorgane, und *c)* muss und kann der eigene Wirkungskreis des Rates auf jeder Stufe auch so bemessen sein, dass die Körperschaft des Rates auf einem gewissen Gebiet das ausschliessliche Recht zum Vorgehen habe. Auf einzelne Räte hat man die wichtigsten der Funktionen zu übertragen, die der wirtschaftlichen, kulturellen und kommunalen Versorgung der örtlichen Bevölkerung dienen, sowie jene Aufgaben, die in grossen Zügen von den Zentralorganen verwirklicht werden, die aber auch die örtliche Bevölkerung berühren, und zu deren detaillierter Lösung auch die Meinung und Mitwirkung der örtlichen Bevölkerung erforderlich ist. Unter den Befugnissen der Staatsgewalt nimmt die Schaffung von Rechtsnormen eine sehr bedeutsame Stelle ein. Die Zahl der erlassenen Ratverordnungen war in den letzten Jahren ziemlich schwankend. In die staatsgewaltliche Tätigkeit des Rates fallen auch andere ihrer lenkenden Akte. Unsere örtlichen Räte regeln die wichtigsten Wirtschaftsfragen in der Form von Beschlüssen. Der Meinung des Verfassers zufolge hat man vor allem im Wege des Gesetzes in naher Zukunft den ausschliesslichen Wirkungskreis der Räte zu bestimmen, soll aber im Interesse der Entwicklung des Räteystems nicht den ganzen Wirkungskreis versteifen.

Die Räte können darum zu stabilen Organen der Staatsgewalt werden, weil sie sich auf die Massen stützen. Jedes »Organisieren« der Massen an und für sich

ist falsch, das sich nicht an die normenschaffende oder kontrollierende Tätigkeit der Räte als an ihre spezielle staatsgewaltliche Funktion, anknüpft. Nicht nur die selbstzweckliche Organisation der Massen ist schädlich, sondern auch jene, durch die die Räte zu abgesonderten Organen werden, die sich nicht in jeder wichtigen Frage auf ihre Wähler stützen. Der Erfolg der Ratsversammlung, die Wirksamkeit ihrer Tätigkeit, hängt von ihrer Verbindung mit der Bevölkerung ab, besonders auf unterer Stufe: in den Gemeinden, Städten und Stadtbezirken. Unter Aufrechterhaltung der Ordnung der Debatte unter den Ratsmitgliedern, dessen, dass man den Ernst der Beratung keinesfalls stören darf, müssen wir im kommenden Rätezyklus erhöhte Aufmerksamkeit darauf verwenden, dass wir im Rahmen der Möglichkeiten den Besuch der Ratsitzungen steigern. Die Kommissionen, der Räte lösen jede »Geschlossenheit« der Betätigung der Räte. Hier begegnen wir Delegierten, die sich nicht mit der passiven Teilnahme am Plenum des Vertretungsorgans begnügen, weil sie sich nicht damit begnügen können, sondern weiter an der Verwirklichung der Staatsakte teilnehmen wollen. Kommissionen, die wesentlich mit denselben fachlichen oder funktionellen Aufgaben betraut sind, finden sich an den Seiten der obersten wie der niedrigsten Räte, höchstens bei diesen in zusammengezogener Gestalt. Von selbst ergibt sich die Vorstellung, dass zwischen den Kommissionen höheren und niedrigeren Grades mit gleichen Aufgaben irgend eine Verbindung eintreten müsse. Man hat die ständigen Formen des Aktivistennetzes, z. B. die Unterkommissionen, die Brigaden, ständig zu erweitern. Die Form der ad hoc Kommissionen ist weniger gebunden, beweglicher, als die der ständigen Kommissionen. An den sog. gesellschaftlichen Kommissionen sind Ratsmitglieder nur ausnahmsweise beteiligt. Man darf die Einbeziehung der Sachverständigen in die Verwaltungsarbeit nicht herabsetzen; zugleich hat man die kontrollierenden Befugnisse des Rates zu erhöhen, unter anderem im Wege der ad hoc und ständigen Kommissionen. Doch darf man keine gleichlaufenden gesellschaftlichen Kommissionen errichten, um die ständigen Kommissionen auszuschalten.

## I.

Allgemein bekannt und bei dem heutigen Stand der gesellschaftswissenschaftlichen Kenntnisse geradezu überflüssig ist die Feststellung, dass in jeder Machtformation, in der ein Staatsorganismus besteht, dieser zum Schutz, zur Befestigung der gegebenen Gesellschaftsordnung entstanden ist. Daraus folgt prinzipiell — auch zwangsgemäss, dass das System der Staatsorgane so ausgebaut werden muss, dass es diesem Zwecke diene. Aus dem Gesichtspunkt der gegebenen Gesellschaft ist es also erforderlich, dass die Staatsaufgaben von zweckdienlichen Organen verrichtet werden, dass sich diese zur Vernehmung ihres Wirkungskreises, ihrer Aufgaben, organisatorisch taugen. Doch ist es viel leichter dies auszusagen, als im Staatsapparat folgerichtig sicherzustellen. Dies hat unzählige Gründe — je nach den Faktoren, die in einem gegebenen Zeitraum die Ansichten über den Staatsorganismus ausgestaltet haben.

Die Grundlagen der staatlichen Struktur des Staatsorganismus werden durch die wirtschaftliche Basis einer Gesellschaft bestimmt; die Staatsorgane nehmen dementsprechend zwangsmässig die Gestalt an, mit deren Hilfe der Staat seine Dienstrolle gegenüber die ökonomische Basis ausüben kann. Man kann sagen, dass sich über diese objektive Gesetzmässigkeit weder der Ideologe bei der Ausgestaltung der politischen Organisation, noch der Verfassungsgeber, noch ein anderer Gesetzgeber hinwegsetzen kann. Kommt in einer gegebenen Gesellschaft — wegen Nichterkenntnis ihrer Ziele oder aus anderen Gründen — ein Staatsorganismus zustande, der sich nicht zur Erreichung der staatlichen und gesellschaftlichen Ziele eignet, so wird er bald zer-

fallen, sich ändern müssen.<sup>1</sup> Andererseits ist es aber ohne den Aufbau der Staatsorganisation, ohne Ausarbeitung ihrer wissenschaftlichen Grundsätze unmöglich, die Ausgestaltung eines Organisationsschemas zu fixieren, das die entsprechenden Proportionen, Wirkungskreise und Organisationsformen sicherstellt. Unter den Zuständen der feudalen Zergliederung konnten sich solche Lehren nicht ausbilden; dieser Anspruch ist zur Zeit des Verfalls des Feudalismus aufgetreten, teils durch die Staatsmänner der zentralisierenden absoluten Monarchie, teils von Seiten des Bürgertums, das die Errichtung eines neuen Staatsapparats anstrebte. Zur Ausgestaltung der möglichen Staatsorganisation kamen viele Theorien zustande (mit dieser Aufgabe versuchen sich mehrere Zweige der bürgerlichen Gesellschaftswissenschaft, so vor allem die allgemeine Staatslehre — heute vielfach Politologie genannt — die allgemeine Organisationslehre, die politische Soziologie usw.). Die zerspannenden Klassen- und Gruppengegensätze der kapitalistischen Gesellschaft ermöglichen es aber nicht, die Ergebnisse der wissenschaftlichen Feststellungen institutionell und ständig in das Staatsleben zu übertragen. Daher geht die Umgestaltung des Staatsapparats in den meisten bürgerlichen Staaten zögernd vor sich (oft kann die Ausbildung eines Staatsapparats zur guten Bedienung der Ziele des Grossbürgertums nur putschmässig, im Wege von Staatsstreichen erfolgen). Jedenfalls kennzeichnete sich die Epoche nach den bürgerlichen Revolutionen durch eine beschränkte Dezentralisation, die die Stellung des Mittelbürgertums in der damaligen Gesellschaft (im Zeitalter des klassischen Kapitalismus), die beschränkte Aktivität der im Besitz des zentralen Staatsapparats verbliebenen feudalen Schichten spiegelte. Mit Eintritt in die Phase des Imperialismus erfolgte mit dem Fortschreiten der Zentralisation und Konzentration auch im Staatsorganismus die starke Zentralisierung, die vormalige Dezentralisation wurde liquidiert.

Jedenfalls wurde es durch die bewusste organisatorische Ausbildung und unter Einfluss der gesellschaftlichen Gesetzmässigkeit ermöglicht, den bürgerlichen Staatsapparat zweckmässiger auszubauen als die Staatsapparate der früheren Gesellschaftsformationen, wenn sich auch der zeitgemässe Ausbau des ganzen Apparats wegen der inneren Widersprüche der Gesellschaft nicht lösen liess. Von nicht geringer Bedeutung unter den offen gebliebenen Problemen

<sup>1</sup> Das deutlichste Beispiel dafür ist das Schicksal einer Einrichtung der sog. Weimarer Verfassung, der Arbeiterräte. Der Sieg der Grossen Sozialistischen Oktoberrevolution warf auch vor der deutschen Arbeiterklasse die Notwendigkeit der Organisation des Rätessystems auf. Ein Teil der Sozialdemokraten wollte aber nur ein Kompromiss zustandebringen — die Organisation der Arbeiter und Angestellten im Rahmen des bürgerlichen Staates, die Arbeiterräte und den Reichswirtschaftsrat. Diesen wollte die Weimarer Verfassung, § 165 Abs. (5), kontrollierende und administrative Wirkungskreise gewähren. Selbstverständlich wurden diese Organe, die fallweise die ungestörte Verwirklichung der Zwecke der kapitalistischen Gesellschaft hemmen konnten, durch die neugestärkten bürgerlichen Staatsorgane erstickt. Bevor noch das hitlerfaschistische System die verfassungsmässigen Einrichtungen der Weimarer Republik fortgesetzt hätte, wurde der Ausbau der Arbeiterräte schon verhindert.

war die Tatsache, dass das Bürgertum in der Verwirklichung der Vertretung der örtlichen Bevölkerung, der örtlichen Interessen, im Zusammenfassen der örtlichen Wirtschaft, der kulturellen und sozialen Tätigkeit ebensowenig vorwärts kam wie der Staatsapparat in der Teilnahme an der Verrichtung der örtlichen Aufgaben, überhaupt in der Ausbildung der zweckmässigen und modernen örtlichen Organe. Es ist bezeichnend, dass unter anderen auf diesem Gebiete der Abgrund zwischen den verfassungsmässigen Rechtsnormen und der verfassungsmässigen Praxis am tiefsten ist, ja dass die rechtliche Normierung der örtlichen Organisation in den bürgerlichen Verfassungen der letzten Jahrzehnte zusehends schwindet.

Die Entwicklung auf diesem Gebiet kennzeichnet sich dadurch, dass im Gegensatz zum Ende des 18. Jahrhunderts, als die politische Wissenschaft der französischen Revolution die Selbständigkeit der örtlichen Einheiten dem Staat selbst gegenüber (also im Gegensatz zu den Zentralisationsbestrebungen) betonte, bzw. den Staat als die Vereinigung der Gemeinden, die Gemeinden als »kleine Munizipalstaaten« ansah, im 20. Jahrhundert die örtlichen Organe (die gewählten, wie auch die ernannten Behörden) sich zu den untersten Instanzen des Vollzugsapparats gestalten. Ihre Selbständigkeit sinkt auf ein Mindestmass, da man ihre normative und kontrollierende Tätigkeit einschränkt.

Während die gewählten Organe (das Parlament und die örtlichen Autonomien) in den bürgerlichen Verfassungen zwei gesonderten und unterschiedlichen Machtzweigen zugezählt wurden — das Parlament als legislatives Organ, die örtliche Autonomie als ein Organ der Administration —, geht die sozialistische Staatsorganisation völlig andere Wege. Bekanntlich sind die Haupttypen der sozialistischen Staatsorgane — vor allem seit der Annahme der Verfassung vom Jahre 1936 in der Sowjetunion<sup>2</sup> — die folgenden: die Organe der Staatsgewalt, die Organe der Staatsverwaltung, die Gerichte und die Staatsanwaltschaft. Vielfachen prinzipiellen und praktischen Erwägungen zufolge sind die Organe der ersten Kategorie (die wieder in zwei Gruppen fallen, wie in der Sowjetunion der Oberste Sowjet mit seinem Präsidium, in Ungarn das Parlament mit dem Präsidialrat der Volksrepublik, sowie die örtlichen Organe: in der Sowjetunion die örtlichen Sowjets, in Ungarn die Räte) das Herz, das Zentrum des Staatsapparats.

## II.

Was hat im sozialistischen Staat das oberste Organ der Staatsgewalt, das Parlament, mit den örtlichen Organen der Staatsgewalt gemeinsam? Vor allem den *repräsentativen* Charakter, das nämlich, dass beide Organe durch

<sup>2</sup> Die früheren Verfassungen enthielten keine so genaue Abgrenzungen, so sprach z. B. die Verfassung des Jahres 1924 nicht von den Gerichtsorganen.



unmittelbare Wahl zustandekommen und dass sich in ihnen alle Konsequenzen des sozialistischen Systems der Repräsentation auswirken. Gemeinsam ist zweitens ihr *kollektiver*, nicht individualisierter Arbeitsstil, wodurch auch die verschiedenen Formen der kollektiven Verantwortlichkeit zur Geltung kommen. Ein gemeinsamer Zug ist es weiters, dass ihnen auf der gegebenen Stufe, die Staatsorgane, vor allem die Verwaltungsorgane, in ihrer gesamten Tätigkeit unterstellt sind. Dies besagt, dass sie unbestreitbar die lenkende, kontrollierende und planende Rolle spielen. Ihr repräsentativer Charakter, ihre Kollektivität, ihr leitend-kontrollierend-planender Wirkungskreis sind solche gemeinsame Merkmale, die klar den einheitlichen Charakter dieser Organisation erweisen. Dieser Zug wird noch durch ihre Stellung in der organisatorischen Hierarchie bestärkt: durch die Tatsache, dass sie keinen anderen (administrativen, richterlichen, staatsanwaltlichen) Organen unterstellt sind, während zwischen den Organen der Staatsgewalt unter sich ein direktes und unmittelbares Verhältnis der Unter- und Überordnung besteht. Dieser hierarchische Aufbau kann ihre Leitung, ihre Betätigungsgrundsätze, ihre Arbeitsmethoden nach einheitlichen Gesichtspunkten sicherstellen -- im Rahmen der Verschiedenheiten, die sich aus der Grösse und dem Charakter ihres Betätigungsfeldes ergeben.

Diese Einheit fällt besonders dann ins Auge, wenn wir versuchen, unsere Organe der Staatsgewalt mit den Wechselbeziehungen zu vergleichen, die zwischen dem Parlament und den örtlichen Selbstverwaltungen der bürgerlichen Staaten bestehen. Dort finden wir meist auch Unterschiede hinsichtlich des Wahlrechtes und des Wahlverfahrens. Die örtlichen Autonomien sind einer bestimmten Abteilung des Verwaltungsapparates (beispielsweise dem Innenministerium) unterstellt, die Einwirkung des Parlaments kommt in den Selbstverwaltungen nur durch komplizierte Transmissionen zur Geltung. Schliesslich besteht ein grosser Unterschied auch mit Bezug auf die Leitungsbefugnisse. Alles in allem haben wir beim Parlament und bei der Selbstverwaltung zwei völlig abweichende Organisationsschemen vor uns -- was übrigens auch die bürgerlichen Pfleger des öffentlichen Rechtes nicht in Abrede stellen.

Die einheitliche Organisation wurzelt tief im sozialistischen Staate. Ihr Ursprung wurzelt darin, dass nach der sozialistischen Oktoberrevolution der ganze Staatsapparat, vor allem aber die Vertretungsorgane, den örtlichen Sowjets entwachsen. Das ist so zu verstehen, dass bei den mittelbaren Wahlen die von den Werktätigen aufgestellten örtlichen Sowjets die Sowjetkongresse mittleren Grades aus sich heraus errichteten. Diese taten dasselbe hinsichtlich des allrussischen Sowjetkongresses, später des Sowjetkongresses der Sowjetunion. Auch die Mitglieder des höchsten Organs waren zugleich Mitglieder eines Sowjets der untersten Stufe. So kam es, dass die erste sowjetische Verfassung zwar zwischen der »Struktur der zentralen Gewalt« und den »Organen der Sowjetgewalt in örtlicher Beziehung« unterscheidet, aber die ganze Struktur im III. Hauptstück der Verfassung unter dem Titel »Aufbau der

Sowjetgewalt« behandelt. Als das System der mittelbaren Wahl beseitigt wurde, fasste die neue Verfassung des Jahres 1936, fühlbar zu dessen Ersatz, die Vertretungsorgane in eine noch engere Einheit zusammen, indem sie diese als die *obersten Organe der Staatsgewalt* der Sowjetunion, der Unions-Republiken und der autonomen Republiken, beziehungsweise als die *örtlichen Organe der Staatsgewalt* bezeichnet. Gleichzeitig stellt sie diese viel schärfer als früher den nicht-repräsentativen Organen, zum Beispiel dem Verwaltungsapparat, gegenüber. Auf die Neuigkeit dieser Benennung habe ich in einer meiner Arbeiten schon hingewiesen;<sup>3</sup> früher hatte dieser Ausdruck in den sowjetischen Verfassungen nur zu bedeuten, dass das betreffende Organ einen Teil des staatlichen Imperiums ausübte. So konnte im Rahmen dieses Begriffskreises auch von richterlichen Organen die Rede sein, die rechtsprechende »Gewalt« besaßen. Trotzdem müssen wir erkennen, dass die einheitliche Benennung des Jahres 1936 kein Werk des Zufalls war, da sie den Anspruch spiegelt, die Einheit der Sowjetgewalt zu schützen und auszudrücken. Diese Tendenz ergänzte sich durch die Bestimmungen der Verfassung und anderer Rechtsnormen über die Regeln des einheitlichen Wahlrechts, das identische System der Verantwortlichkeit der Deputierten sowie ihrer Abberufung.

Das bisher Gesagte haben wir in zwei Hinsichten zu ergänzen. Einerseits dahin, dass sich die Einheit in der Sowjetunion ebenso wie in den übrigen sozialistischen Staaten auf die Gänze des Staatsapparats erstreckt, organisatorisch dadurch, dass diese Organe mittelbar oder unmittelbar den Organismus der Verwaltung, der Gerichte und der Staatsanwaltschaften errichten, und hinsichtlich des Wirkungskreises, weil sich ihre Befugnisse verknüpfen und wechselseitig ergänzen. Andererseits können und werden sich auch selbst bei vollkommendster Einheit Unterschiede in der Organisation und in den Wirkungskreisen ergeben. Dies ist aber ganz selbstverständlich, da die Staatsorgane in den Gebietseinheiten verschiedener Grösse unterschiedlichen Angelegenheiten, so auch verschiedenen Ansprüchen der Staatsbürger gegenüberstehen.

### III.

Die Räte bezeichnet die Verfassung der Ungarischen Volksrepublik, § 30 Abs. (1), als örtliche Organe der Staatsgewalt. Bei näherer Prüfung des Ausdrucks »*Organ der Staatsgewalt*« begegnen wir drei — ineinander greifenden — Begriffen. Jeder von ihnen knüpft sich an einen Entwicklungsabschnitt der sozialistischen Verfassung; man könnte sagen, dass sie die Abschnitte des konstitutiven Denkens in der Entwicklung des sozialistischen Staates markieren.

Der erste Sinn des Ausdrucks »*Organe der Staatsgewalt*« ist nach dem bereits Gesagten der, dass solche Organe das staatliche Imperium ausüben

<sup>3</sup> *Az államhatalmi-képviseleti szervek elmélete (Theorie der Repräsentativorgane der Staatsgewalt)*. Budapest, 1963, S. 107.

- natürlich in einem rechtlich festgesetzten Abschnitt. Eines der Oktoberdekrete über die »unbeschränkte Gewalt der Sowjets« erklärte schon am 8. November 1917, dass »alle Gewalt den Sowjets zusteht«. Diese Erklärung wurde in der Verfassung des Jahres 1918, Punkt 1, Satz 2, dahin ergänzt, dass »alle Gewalt zentral und örtlich . . . den Sowjets zusteht«. Dieser Feststellung entspricht die Aufteilung in »Zentrale Machtorgane« und »Organisation der örtlichen Sowjetgewalt« im Hauptstück III. Alle in der Verfassung erwähnten Staatsorgane wurden in diese zwei Kategorien eingereiht, so ausser den ausdrücklichen repräsentativen Organen das allrussische Zentralkomitee, der Rat der Volkskommissare, die einzelnen Volkskommissare, die Vollzugsausschüsse der örtlichen Sowjets. Hier bedeutet dieser Ausdruck nichts anderes als die Bezeichnung eines Zweiges der Sowjetgewalt.

Wenn man die örtlichen Räte aus diesem Gesichtspunkt betrachtet, hebt man von ihren Zügen die Eigenschaft hervor, dass sie Staatsorgane sind, zur Ausübung staatlicher Funktionen dienen und zwecks dessen über einen Teil der Staatsgewalt verfügen.

Hat diese Bezeichnung für das heutige Staatsleben eine Bedeutung? Meines Erachtens ist es sehr bedeutsam, dass wir uns hinsichtlich der örtlichen Organe diese Frage vor Augen halten. Heutzutage wirft sich oft das Problem der gesellschaftlichen Selbstverwaltung, der Vergesellschaftung auf. Nicht selten stösst man bei einem Teil unserer praktischen Fachleute auf irrtümliche Vorstellungen. Denn die Tatsache, dass wir den sozialistischen Demokratismus in der Tätigkeit unserer örtlichen Organe unter anderem damit steigern wollen, dass wir sie mit der Bevölkerung noch enger verknüpfen (teils in den rechtlich bereits festgelegten Formen, wie es die Kommissionen, das Aktivistennetz, die Rechenschaftslegung usw. sind, teils mit neuen Formen, wie die gesellschaftlichen Kommissionen, Einwohnerkomitees u. dgl.), hat nicht zu bedeuten, dass die Räte — die Vertreter der Staatsgewalt, des staatlichen Imperiums — in die Gesellschaft aufgehen, ihren staatlichen, politischen Charakter in der gegenwärtigen Periode einbüßen würden. Die Räte sind kraft ihrer Stellung, ihrer Lage auch in den kleinsten Gebietseinheiten die wichtigsten Hüter der sozialistischen Gesetzlichkeit. Sie sind verpflichtet, die zentral oder auf höherer Stufe erlassenen Rechtsnormen einzuhalten, ja sind, darüber hinaus, verpflichtet auch dafür zu sorgen, dass sie durch Schaffung entsprechender normativer Akte auch die Bedingungen für die örtliche Förderung ihrer Durchführung sichern. Und darin kommen auch im Rahmen der Räteorganisation dem Rate selbst primäre Aufgaben zu, da ihm die meisten Hilfsmittel zu Gebote stehen; ich denke dabei teils an die sehr vielseitige, die Ganzheit der örtlichen Gesellschaft repräsentierende Mitgliedschaft des Rates, an deren Erfahrungen, an das noch breitere Netz der Aktivisten, an den Apparat der fachkundigen Werk tätigen der Verwaltung, der die Kenntnisse der Ratsmitglieder auf diesem Gebiet ergänzen kann. Die Mitglieder des Rates sind am wenigsten von dem

Überhandnehmen der bürokratischen Auffassung bedroht, diese Eigenschaft macht sie auch am empfänglichsten für das Neue.

Trotzdem lässt sich nicht behaupten, dass auf diesem Gebiet alles in Ordnung wäre. Vor allem stellen sich zwei Probleme.

a) Die Räte bemühen sich nicht, die Art der örtlichen Durchführung der höheren Rechtsnormen in stabiler, jedermann zugänglicher Form — fallweise in Ratsverordnungen — niederzulegen, sondern überlassen dies Organen von geringerer Autorität; sie sorgen nicht für die Geltendmachung der Sanktionen der Rechtsnormen (es kommt häufig vor, dass bei der Durchführung einzelner Verfügungen nicht einmal Verantwortliche bestimmt werden, und es zählt zu den seltensten Fällen, dass der Rat selbst dafür sorgte, den Verletzer der Rechtsnorm zur Verantwortung zu ziehen, selbst wenn es sich um die eigene Verordnung des Rates handelt). Selbstverständlich haben die Räte die Sanktion nur als eine der Sicherungen des Erfolges zu betrachten, da sie ja auch über viele andere Methoden der Überzeugung, Überredung verfügen. Trotzdem kann es nicht als gesunde Erscheinung gelten, dass diese Machtorgane selbst bei Erfolglosigkeit nur in den seltensten Fällen das typisch staatliche Mittel, die Sanktion ergreifen.

b) In diesen Gedankenkreis fällt es auch, dass die Räte Glieder der einheitlichen Ganzheit der Staatsgewalt, dass sie Staatsorgane sind. In dem gleichen Mass wie die Räte verpflichtet sind, im Rahmen ihrer Befugnisse vorzugehen, also an der örtlichen Verwirklichung der staatlichen Ziele zu arbeiten, sind auch die Zentralorgane gehalten, sich auf die örtlichen Räte zu stützen, ihren bisherigen Wirkungskreis nicht zu schmälern, sondern zur Förderung der sozialistischen Demokratie sich für dessen möglichste Erweiterung einzusetzen. Ebenso wie es der sozialistischen Auffassung über die Verfassung widerspricht, in den Räten autonomistische Tendenzen auszubilden (was sich in einer Art »antizentralistischer« Stimmung äussert), ist es auch keinesfalls zu gestatten, dass einzelne Zentralorgane — vor allem der Verwaltung — dieses wichtige Glied des Staatsorganismus, die Räte, »geringschätzen« oder »Konkurrenten« in ihnen sehen. Nicht die »eigenen« — dezentrierten — Organe der Zentralverwaltung sichern die Durchführung des zentralen Willens (diese Organe sind meist nur sehr locker mit der örtlichen Bevölkerung verbunden, was das Einvernehmen mit ihr erschwert), sondern die Einbeziehung der Räte als staatlicher Machtorgane in alle Fragen, die auf örtlicher Ebene entschieden oder durchgeführt werden. Dies darf keine Hinansetzung der einheitlichen Regelung und Leitung bedeuten, führt aber dazu, dass die Normen wahrhaft »gesellschaftlich« konkretisiert werden, — da die Hauptrolle dabei der auf die breite Basis der Gesellschaft aufgebauten Räteorganisation zukommt.

In dieser Hinsicht weist also der »Gewaltcharakter« eine Identität der Räte — und der übrigen sogenannten Organe der Staatsgewalt — mit allen übrigen Staatsorganen auf. Denn die Tatsache, dass sie über ein Imperium,

eine staatliche Befugnis verfügen, dass ihr die angeknüpften Sanktionen zu Gebote stehen, gilt auch für alle übrigen Staatsorgane. Die Gewalt wird anders, in anderen Formen ausgeübt, doch ist die Tatsache nicht zu bestreiten, dass sowohl die staatlichen Verwaltungsorgane, als auch die Gerichte und die Organe der Staatsanwaltschaft die »Gewalt haben« in ihrem gesetzlich vorgeschriebenen Wirkungskreis vorzugehen und sowohl die gesellschaftlichen Organe als auch die Staatsbürger im Bedarfsfall dazu zu zwingen, sich dieser »Gewalt« zu fügen. Diese »Gewaltsbefugnis« ist also ein gemeinsames Merkmal der Räte und der übrigen Organe und verrät nur so viel von ihrer Natur, dass diesbezüglich kein Unterschied zwischen ihren Rechten und Pflichten und jenen anderer Staatsorgane besteht.

Diese Deutung des Begriffs ermöglicht es, unsere repräsentativen Organe eng in unseren gesamten Staatsapparat einzufügen. Auf meine Bemerkung über die von der Verfassung vom Jahre 1918 gegebene Struktur zurückkehrend möchte ich betonen, dass in der Epoche nach der Revolution, bei dem weniger differenzierten Aufbau der Sowjetorganisation, der Ausdruck »Staatsorgan« gar keinen anderen Sinn haben konnte. Später, als einerseits ein vormalig unvorhergesehener Ausbau der Staatsorganisation erforderlich wurde, andererseits die Aufgaben des wirtschaftlichen und kulturellen Aufbaus des Sozialismus in den Vordergrund traten, wurde die grössere Differenzierung der Staatsorganisation zu einer selbstverständlichen Folge. Die Ausbildung der spezialisierten und nicht bloss vollstreckenden, sondern auch zu selbständigen Entscheidungen berechtigten Verwaltung, das Auftreten des auch die örtlichen Organe kontrollierenden Staatsanwaltschaftsapparats, nicht zuletzt die Verstärkung der richterlichen Unabhängigkeit machten es nötig, im Rahmen des einheitlichen sozialistischen Staatsapparats die einzelnen Organisationstypen, ihre Wirkungskreise schärfer gegeneinander abzugrenzen. So entstanden in der Verfassung vom Jahre 1936 folgende Typen der Organe: Staatsgewaltsorgane - - genauer die Organe der Staatsgewalt (die obersten Organe der Staatsgewalt, die örtlichen Organe der Staatsgewalt), die Organe der Staatsverwaltung, die Gerichte und die Staatsanwaltschaft. Schon in der Verfassung der Sowjetunion vom Jahre 1924 waren folgende Typen der Organe geschieden: der Sowjetkongress der Sowjetunion, der Zentrale Vollzugsausschuss der Sowjetunion, dessen Präsidium, der Rat der Volkskommissare der Sowjetunion, der Oberste Gerichtshof der Sowjetunion, die Volkskommissariate der Sowjetunion, die OGPU; von den örtlichen Sowjets tat diese Bundesverfassung keine Erwähnung und überliess ihre Regelung den Verfassungen der einzelnen Republiken. Wenn wir also die Bedeutung des Beiworts »staatsgewaltlich« aus dem Gesichtspunkt der heute geltenden konstitutionellen Regelung, der üblichen Auslegung betrachten, begegnen wir zunächst nicht der vorhin ausgeführten Erklärung, sondern einem besonderen - - wenn auch nicht abgesonderten - - Typ der Staatsorgane.

Trotzdem dürfen wir die ursprüngliche Deutung nicht vergessen. Um so weniger, als sie bei der Bestimmung des Platzes, der Rechte und Pflichten unserer örtlichen Vertretungsorgane, der Räte, grundlegende Bedeutung hat (ebenso wie bei der Festlegung der Aufgaben anderer Organe gegenüber den Räten, die verfassungsmässigen und staatstheoretischen Erwägungen entspringen).

Später wird es sich auch zeigen, dass diese Organe — die örtlichen Räte — zufolge ihres repräsentativen Charakters, zusammen mit dem Parlament, dem souveränen Volk näher stehen als andere behördliche oder sonstige Organe. So brachte in der ersten sozialistischen Verfassung das Attribut »gewaltlich« den Umstand zum Ausdruck, dass die Sowjets als jene Organe auftraten, die die Souveränität auf der ersten Stufe vermittelten. Heute ist nichts anderes mehr nötig, als — eben zur genaueren Bestimmung der Entwicklungstendenz der sozialistischen Demokratie — die wesentliche Bedeutung aller Repräsentativorgane, so auch die der Räte, zu betonen: das, dass diese Organe die bedeutungsvollsten nicht-zentralen Organe unseres Staatsapparats sind. (Schon darum, weil sich der gesamte Staatsapparat ihnen direkt oder indirekt untergeordnet betätigt, weil ihre Rechtsnormen die Tätigkeit des ganzen Staatsapparats vorschreiben usw.) So sind also die örtlichen Organe der Staatsgewalt, die Räte, einerseits auch im Sinne unserer Verfassung ordentliche Organe zum Ausdruck des staatlichen Imperiums, andererseits wird ihre Wichtigkeit im Rahmen des einheitlich tätigen Staatsapparats — da sich ihr Charakter grundlegend aus ihrer repräsentativen Zusammensetzung ergibt — dadurch unterstrichen, dass sie die erstinstanzlichen Vertreter des wirklichen Souveräns, des werktätigen Volkes sind, die auch sonst viele Kanäle mit der Bevölkerung verbinden. Sie können und müssen den Willen des werktätigen Volkes auf dessen Anregung zum Ausdruck bringen.

#### IV.

Die Verfassung der ungarischen Volksrepublik — wie auch, noch schärfer, das geltende Rätegesetz — steht auf dem Standpunkt der Unterscheidung zwischen den einzelnen Typen des Staatsapparats (unter Wahrung des Prinzips der Einheit der Staatsgewalt) — nicht nur bei den zentralen Staatsorganen, sondern auch bei den örtlichen Organen. Hinsichtlich der vertikalen Unterordnung der Räte erklärt der § 3 des Rätegesetzes, dass sie ausschliesslich von den höheren repräsentativen Organen der Staatsgewalt abhängen. Ausserdem bezeichnet auch der § 1 Abs. (1) des Rätegesetzes die Räte als die »örtlichen Organe der Staatsgewalt« in dem Sinne, dass diese Organe, die gewählten Räte, sich organisatorisch und im Wirkungskreis vom Apparat der Staatsverwaltung unterscheiden.

Aus dem bisher Gesagten sehen wir, dass der Organismus der Staatsgewalt, auch in seinen örtlichen Organen, andern Organen gegenüber drei

Abweichungen zeigt: a) in der Linie der *Organisation*; diese Räte sind unmittelbar gewählte Repräsentativorgane und sind somit an die Bevölkerung und an andere Organe mit spezifischen Banden geknüpft; b) sie sind direktere Vertreter und Repräsentanten der *Volkssouveränität* als andere Organe und schliesslich c) muss und kann der eigene Wirkungskreis der Räte auf allen Stufen auch so festgelegt werden, dass die Körperschaft des Rates auf einem bestimmten Territorium das Recht zur *Ausschliesslichkeit* des Vorgehens habe.

Die Frage, wie die örtlichen Organe der Staatsgewalt, die Räte, zu ihrem Wirkungskreis kommen, habe ich in meiner Monographie »Die Theorie der Repräsentativorgane der Staatsgewalt«<sup>4</sup> ausgeführt. Ich muss auch weiterhin daran festhalten, dass man keinen einheitlichen Wirkungskreis für alle Stufen der Räte vorschreiben kann, da die verschiedenen Stufen unterschiedliche Wirkungskreise erfordern. Ja, es wäre vielleicht nicht zu kühn wenn wir sagten, dass man selbst bei den Räten der untersten Stufe — der Gemeinden, Städte und Stadtbezirke — je nach der Zahl der Bevölkerung, der Gestalt und dem Charakter der Siedlung, Unterschiede machen müsste (so schwer dies auch denkbar ist); solange keine grösseren Gemeindetypen, durch Zusiedlung oder Gebietszusammenlegung entstehen, werden die Interessen der Bevölkerung, die Probleme der einzelnen Siedlungen überall verschieden sein.

Wie ich schon öfters ausgeführt habe, sollte man die wichtigsten Funktionen der wirtschaftlichen, kulturellen und kommunalen Versorgung der örtlichen Bevölkerung den Räten übertragen, sowie auch die Aufgaben die in den grossen Zügen von den Zentralorganen verwirklicht werden, die aber zugleich die örtliche Bevölkerung berühren und daher zur Lösung der Einzelheiten auch des Gutachtens und der Hilfe der örtlichen Bevölkerung bedürfen. Darüber, welche Typen der Aufgaben man in diesem Umkreis den Räten übertragen sollte — was damit den Rahmen für die Umgrenzung der Wirkungskreise bilden könnte —, gehen die Meinungen auseinander.

Das Lehrbuch »Ungarisches Staatsrecht« von Beér — Kovács — Szamel registriert den allgemeinen Aufgabenkreis der Organe der Staatsgewalt (also nicht

<sup>4</sup>. S. 121 — 124. Ich muss bemerken, dass der Ausdruck »gesetzliche Delegation« in diesem meinem Werk grosse Debatten hervorrief, weil er manche an die verwaltungsrechtliche Einrichtung der Subdelegation erinnerte. Dabei ist die Delegation (Übertragung, Übertragung der Gewalt) teils aus dem römischen Recht, teils aus dem französischen Staatsrecht ein längst bekannter und eindeutiger Begriff. So verweist TH. MOMMSEN in seinem »Römischen Staatsrecht« (Leipzig, 1878) auf die Delegation der kaiserlichen Strafgerichtsbarkeit; und die französische Verfassung vom Jahre 1791, erklärt in Titel III, § 2: «La Nation, de qui seule émanent tous les Pouvoirs, ne peut les exercer que par délégation» — das heisst: »Die Nation, von der allein alle Gewalten ausgehen, kann sie nur im Wege der Delegation ausüben.« Da jede sozialistische Verfassung die souveränen Rechte auf das oberste Organ der Staatshoheit zurückführt, kann nur dieses — mit seinem spezifischen Mittel, dem Gesetz — einen Teil dieses Wirkungskreises auf die Räte übertragen. Gerade im Sinne des bereits Gesagten kann sich das oberste Organ unter Einwirkung von so objektiven Gesetzmässigkeiten, wie es der demokratische Zentralismus und der sozialistische Demokratismus sind, einer solchen Delegation nicht verschliessen, da er sonst unversöhnliche Gegensätze im Staatsapparat schaffen würde. So ist also der Begriff der Delegation zu verstehen.

nur der Räte) folgendermassen: die Errichtung der dem Staatsapparat unmittelbar unterstellten, wichtigsten leitenden Einheiten, die Bestimmung der Aufgaben der unterstellten Staatsorgane, die Leitung und Kontrolle dieser Organe, die Festsetzung des materiellen Rahmens der staatlichen Betätigung (Budget, Pläne), die Mobilisierung der Bevölkerung.<sup>5</sup>

Ich bin der Meinung, dass man als Rahmen einen dreifachen Aufgabenkreis der örtlichen Organe der Staatsgewalt, der Räte, projizieren könnte; diese Rahmen hätte man dann mit den entsprechenden Wirkungskreisen auszufüllen. Diese Aufgaben sind: a) die Erlassung von Rechtsnormen (Ratsverordnungen) um die Staatsbürger sowie die staatlichen und gesellschaftlichen Organe zur Verrichtung von langfristigen Staatsaufgaben zu verpflichten; ferner die Erlassung anderer Normen (Verhaltensmassregeln) mit kürzerer Befristung und in engerem Rahmen an die untergeordneten Organe; b) die Errichtung der erforderlichen Staatsorgane mit individuellen Beschlüssen, die Ausübung gewisser Staatsfunktionen im Rahmen der Gesetze, also die Schaffung der zur Betätigung erforderlichen organisatorischen und persönlichen Vorbedingungen; c) die Kontrolle der Tätigkeit gewisser staatlicher und gesellschaftlicher Organe und auf Grund ihrer Ergebnisse, die Anordnung der erforderlichen Massnahmen.

Diese Rahmen besagen aber nicht viel, da fast alle diese Aufgaben auch bei den Organen der Staatsverwaltung, oder zumindest bei manchen von ihnen, vorliegen. Alles hängt davon ab, *in welchen Angelegenheiten* der Rat seine Verordnungen oder Massregeln erlässt, welche Organe er errichten kann, auf welche Funktionen er eingeht, welche Stufe, welches Gewicht seinem Kontrollrecht zukommt, was er tun kann um den Mängeln abzuhelpfen. Gewisse Hinweise enthält auch das Rätegesetz selbst im § 16. Dieser sichert jedem Rat kompetenzmässig das Recht -- im Rahmen des staatlichen Volkswirtschaftsplanes und des staatlichen Haushaltsplanes -- den örtlichen Wirtschafts- bzw. Haushaltsplan zu bestimmen, den Rechenschaftsbericht über seine Durchführung zu diskutieren und über seine Annahme zu entscheiden. Der Rat der untersten Stufe kann den Gemeindeentwicklungsplan aufstellen; die Räte der Komitate und Bezirke wählen die beisitzenden Laienrichter der Komitats- und Bezirksgerichte. Jeder Rat wählt seine Mandatskommission, sein Exekutivkomitee und dessen Mitglieder, entscheidet über die Errichtung ständiger und provisorischer Kommissionen, wählt deren Mitglieder, entscheidet in den Fragen der Inkompatibilität seiner eigenen Mitglieder, über die Annahme ihres Mandatsverzichtes. Mit Ausnahme der Gemeinderäte und anderer Räte unterster Instanz bestätigt der Rat die Wahl der Mitglieder der Exekutivkomitees der ihm unmittelbar untergeordneten Räte und deren Abberufung, er kann Organe der Fachverwaltung errichten und beheben (Abs. 2-4).

5. BEÉR-KOVÁCS-SZAMEL, *Magyar Államjog (Ungarisches Staatsrecht)*. Budapest, 1960, S. 209.



Bei diesen Kompetenzen steht der ausschliessliche Wirkungskreis der Räte ganz ausser Diskussion — wenn ihn auch das Rätegesetz nicht ausdrücklich vorschreibt. Trotzdem lässt sich auf Grund langjähriger Erfahrungen getrost erklären, dass es andere Organe nie auch nur versucht haben, diese Wirkungskreise auszuüben. Viel problematischer ist der Wirkungskreis bei jenen Fragen, über die das Rätegesetz keine Auskunft gibt. Eine gewisse Hilfe bieten zwar die Organisations- und Arbeitsnormen der Fachverwaltungsorgane der Komitate, Bezirke, Städte und Stadtbezirke, die zumindest die Wirkungskreise dieser Organe untereinander regeln und die prinzipiellen Linien der Verteilung vorgezeichnen. Mit diesen Normen kann man sich aber weder begnügen, noch kann man sich voll auf sie verlassen, da sie nicht in allen Fällen den administrativen Wirkungskreis des Plenums des Rates spiegeln; umgekehrt gilt dies noch weniger. Es ist also darum wichtig die Wirkungskreise zu klären, damit die Räte als Organe der Staatsgewalt den Aufgaben tatsächlich nachkommen, die sie als Vertreter der Bevölkerung und als die mit ihr am engsten verbundenen Organe erfüllen sollten.

Unter den Befugnissen der Staatsgewalt spielt in dieser Hinsicht die Erlassung von Rechtsnormen eine sehr bedeutsame Rolle. Auch hier müssen wir — meines Erachtens — grosse Sorgfalt darauf verwenden, dass die Räte der untersten Stufe das wichtige, aber auch durch höhere Organe nicht geregelte Gebiet des Lebens der Gemeinden, Städte und Bezirke im Wege von Ratsverordnungen regeln, wenn die Probleme länger befristet sind und weitere Kreise der Staatsbürger berühren. Die Erlassung von Ratsverordnungen hat unter anderem die günstige Wirkung, dass die Lösung der gegebenen Frage dann nicht mehr akzidentell, sondern nach ständigen Richtlinien erfolgt. Diese einheitlichen Regelungen gewinnen an Kraft durch die in den Ratsverordnungen androhbare Sanktion, die Busse. Damit die erlassene Ratsverordnung gute Wirkung habe, hat sie eine wohlkonzipierte, präzise Rechtsnorm zu sein. Besonders problematisch ist dies bei den Räten der Gemeinden, die über keine Juristen oder andere kodifikatorisch bewanderte Personen verfügen. Darum sollte man sich, um Fehler zu vermeiden, mit zweierlei Mitteln behelfen: mit der Unterstützung des Apparats des Exekutivkomitees des Bezirksrates (was umso selbstverständlicher ist, als die Bezirke kaum in die Lage kommen selbst Ratsverordnungen zu erlassen und daher die dort betätigten Juristen eher Hilfe bieten können); andererseits kann man — in selteneren Fällen — auch die von den Ministern erlassenen Muster der Ratsverordnungen verwenden (wenn auch diese Methode weniger zu empfehlen ist, weil dabei gerade die speziellen örtlichen Verhältnisse nicht zur Geltung kommen können).

Die Zahl der erlassenen Ratsverordnungen war in den letzten Jahren ziemlich schwankend. Es scheint, als habe man in der allerletzten Zeit — besonders auf der Ebene der Gemeinden — die Bedeutung der Erlassung von Ratsverordnungen erkannt. Bezeichnenderweise wurden zum Beispiel im Komitat

Baranya im Jahre 1965 auf kommunaler Ebene 41 Ratsverordnungen erlassen. was besagt, dass im vergangenen Jahr durchschnittlich fast jeder vierte Rat eine Verordnung erliess. Unter ihren Gegenständen finden sich folgende: Benützung des Strandbades, Benützung der öffentlichen Gebiete, Reinhaltung der öffentlichen Gebiete, örtliche Bauvorschriften, Schutz des bepflanzten und parkierten Grünlandes, Verkehrsregelung, Bewachung von Kraftfahrzeugen, Marktordnung, Absteckung und Benützung von Friedhöfen, Tätigkeit von Baubrigaden des Rates, Benützung des Nachrichtensenders usw. Sehr wesentlich ist es, diese Gegenstände ihrem wahren Gewicht nach zu bewerten. Natürlich haben diese Fragen keine landesweite Bedeutung, doch sind sie für die örtliche Bevölkerung, die örtliche Entwicklung sehr gewichtig.

In dem Umkreis der Betätigung des Rates als Organs der Staatsgewalt fallen auch andere Leitungs-Beschlüsse. Unsere örtlichen Organe der Staatsgewalt regeln in Form von Verfügungen die wichtigsten Wirtschaftsfragen. Die Gemeinderäte des Komitats Baranya haben allgemein in jedem Vierteljahr die Erfüllung der Gemeindeentwicklungspläne überprüft; im Jahre 1965 befassten sich die Gemeinderäte in mehr als 160 Fällen mit den Problemen der Warenversorgung in den Dörfern.

Es ist schwer von diesem Fragenkomplex die kontrollierende Tätigkeit der Räte zu trennen, die sich nicht nur auf die untergeordneten Organe, sondern laut der §§ 61—63 des Rätegesetzes sowie der Verfügung 11 vom Jahre 1955 des Präsidialrates der Volksrepublik auch darüber hinaus erstreckt. Um wieder ein Beispiel aus dem Komitat Baranya zu nehmen, hörten die Gemeinderäte im vergangenen Jahr in ungefähr 200 Fällen Referate über die öffentliche Ordnung und Sicherheit an. Es zeigt sich also, dass die Betätigung auf dem Gebiet der Staatsgewalt zur Bedingung hat, dass der Wirkungskreis der Räte entsprechend festgelegt und ausgeübt werde. Abgesehen davon, dass man meines Erachtens vor allem die ausschliesslichen Wirkungskreise der Rätekörperschaften baldigst im Wege des Gesetzes stufenweise festlegen sollte, muss ich denen beipflichten, die erklären, dass es im Interesse der Entwicklung des Räte-systems untunlich sei, den ganzen Wirkungskreis zu versteifen. Auch in Zukunft werden sich lokale Probleme ergeben, bei denen man — ohne dass sie in den ausschliesslichen Wirkungskreis des Rates fielen — örtlich darüber entscheiden muss, ob sich mit der Sache der Rat, sein Exekutivkomitee oder eines der Fachverwaltungsorgane zu befassen habe. In solchen Fällen ist es sehr schwer, ja geradezu unmöglich einen unbedingt gültigen, allgemeinen Grundsatz festzulegen. Meist wird der Schlüssel in der Hand des Exekutivkomitees liegen. Natürlich darf das Exekutivkomitee nicht so entscheiden, dass er einem Fachverwaltungsorgan den Wirkungskreis aus »praktischen« oder sonstigen Gründen zugunsten des Rates entzieht. Jedenfalls wäre aber auch schon heute zu empfehlen, dass die Exekutivkomitees ihre eigene Tätigkeit, ihre Tagesordnungen überprüften und jene Problemenkreise, zu deren Entscheidung

kraft einer Rechtsnorm nicht ausdrücklich sie verpflichtet sind, im Bedarfsfall auf die Tagesordnung des Rates setzen liessen, damit sich so die breitere Vertretung mehrseitig an der Lösung beteilige.

Der Ausbau der Befugnisse staatsgewaltlichen Charakters des Rates ist eine langwierige und grosse Umsicht erfordernde Aufgabe der örtlichen Organe. Meines Erachtens müssen wir uns von der pseudowissenschaftlichen Ansicht ein für allemal lossagen, die unter Hinweis auf Gründe der Vernunft und der Zweckmässigkeit nur rasche und möglichst debattenlose Entscheidungen und ihre Vollstreckung fordert. Die Richtigkeit der Entscheidungen hängt unzertrennlich mit ihrer vielseitigen Beleuchtung zusammen. Die Fragen, die grössere Gruppen, die Interessen eines Grossteils der Bevölkerung berühren, darf man nicht ohne Befragung der kollektiv aufgebauten Organe entscheiden. Es ist eine Auffassungssache, dass das Schlagwort der »raschen Erledigung« der Angelegenheiten oft alles andere in den Schatten stellt. Besonders wichtig ist es, die Normativen mit längerer Befristung kollektiv zu entscheiden — selbst um den Preis dessen, dass sie nicht so rasch ihre definitive Gestalt erlangen. Wenn der Wirkungskreis der Räte bisher auch nicht zentral geregelt wurde, ist doch jedes Staatsorgan an die prinzipielle Vorschrift des Rätegesetzes, § 6 Abs. (1), gebunden, dass »die Räte . . . in den Fragen von örtlicher Bedeutung entscheiden« und an den Abs. (2), der besagt, dass »die örtliche gesellschaftliche, wirtschaftliche und kulturelle Tätigkeit vom Rat geleitet wird«. Diese grundlegenden Bestimmungen des Gesetzes lassen sich nicht extensiv, auf die Ganzheit des Räteorganismus ausgedehnt interpretieren, da hier ausdrücklich die Räte selbst gemeint sind.

## V.

Hier müssen wir auch eine weitere Definition des staatshoheitlichen Charakters beifügen. Laut dem Rätegesetz, § 1 Abs. (1), sind die Räte die örtlichen Organe der Staatsgewalt und »zugleich die breitesten Massenorgane der Werk-tätigen«. Während wir in den bisher geprüften Fällen den Charakter der »Staatsgewalt« jedesmal mit einem ihrer Kontraste verglichen, zuerst als den Besitzer des staatlichen Imperiums — gegenüber allen nicht-imperativen, nicht staatlichen Organen —, dann als spezifische Vertretungsorgane der Staatsgewalt — gegenüber den anders aufgebauten Organen der Staatsverwaltung usw. mit anderem Wirkungskreis — halten wir diesmal ein reziprokes, nicht gegensätzliches Begriffspaar vor Augen. Wir können jenen nicht beipflichten, die in der Tätigkeit der Räte unter den Massen, in der Organisierung der Bevölkerung zur Beteiligung an den Staatsaufgaben, zur Kooperation mit den Staatsorganen usw. eine spezifische Funktion, einen eigenen Aufgabenkreis der Räte erblicken. Meines Erachtens ist das Zusammenwirken der örtlichen Organe der Staats-

gewalt mit den Massen ihr grundlegendes Funktionsprinzip kraft ihrer Eigenschaft als Glieder des sozialistischen Staatsorganismus — bei der Erfüllung aller ihrer Aufgaben.

Die Räte können sich darum zu stabilen Organen der Staatsgewalt gestalten, weil sie sich auf die Massen stützen. Ihr Charakter als Massenorganisation ist also nicht von ihren staatsgewaltlichen Aufgaben zu trennen, sondern ist mit diesen organisch verbunden. Daher ist jedes »Organisieren« an und für sich zu verwerfen, das sich nicht mit der normativen oder kontrollierenden Tätigkeit der Räte, also mit ihrer speziellen Funktion als Gewaltsorgan verknüpft.

Andererseits ist es auch klar, dass nicht nur das selbstzweckliche Organisieren der Massen schädlich ist, sondern auch der Zustand, wenn die Räte zu separierten Organen werden, die sich nicht in allen wichtigen Fragen auf ihre Wähler stützen. Der Natur des sozialistischen Staates ist das Abrücken von den Massen fremd; die Arbeit solcher Räte, die den Kontakt mit den Massen (und damit die eigentliche gesellschaftliche Stütze ihrer Betätigung) verlieren, ist auch nicht als zusagende Staatstätigkeit zu werten.

## VI.

Hinsichtlich der *Tagungen der Räte* werfen sich folgende Fragen auf. Der Erfolg, das Arbeitsergebnis der Ratstagung hängt von der Verknüpfung mit der Bevölkerung ab, besonders auf der unteren Stufe: in den Gemeinden, Städten und Stadtbezirken. Dieser Anspruch ist nicht neu. Es ist bezeichnend, dass bereits die Verfügungen des Präsidialrates der Volksrepublik 16 und 17 vom Jahre 1954 in ihren Punkten 17 bzw. 16 verordnen, dass die Mitglieder der Kommissionen die Punkte der Tagesordnung mit den Wählern besprechen und nach Bedarf dazu auch Aktivisten einbeziehen. Ausserdem bietet die Öffentlichkeit der Ratstagung — besonders auf der unteren Stufe — schon viel grössere Möglichkeiten zur Information der Bevölkerung als die des Parlaments. Daher müssen wir — unter Beobachtung der Diskussionsordnung der Ratsmitglieder, unter Bedacht darauf, dass der Ernst der Beratung keineswegs darunter leiden darf — bei dem kommenden Rätezyklus erhöhte Sorgfalt darauf verwenden, dass der Besuch der Rätetagungen nach Möglichkeit gesteigert werde. Wir müssen mehr darauf achten, teils, dass im Abschnitt der Vorbereitung möglichst viele Einwohner von den Punkten der Tagesordnung Kenntnis erhalten und sich im voraus ihre Meinung ausbilden können, teils dass die Bevölkerung den Zeitpunkt und den Ort der Ratstagungen kenne und sie daher auch besuchen könne, um sich die Debatten anzuhören. Diese Möglichkeit bietet die beste Propaganda zur Unterstützung der Räte. Dem können wir noch hinzufügen, dass beide Verfügungen des Präsidialrats in den Punkten 41 den Räten vorschreiben, ihren Wählern die Beschlüsse des

Rates mitzuteilen. Das Gemeindestatut zählt viele Arten dieser Mitteilung auf; darüber lässt aber keine der Verfügungen einen Zweifel, dass die Bekanntmachung eine rechtlich normierte Pflicht der Ratsmitglieder ist. Trotzdem ist zur Erfüllung dieser Pflicht wenig geschehen, obwohl die Verknüpfung der Ratsmitglieder mit den Massen gerade hier beginnt. Davon hängt es ab, ob sich zwischen dem Ratsmitglied und seinen Wählern eine rein formelle Verbindung oder eine Arbeitsgemeinschaft bildet. In den Einheiten der Gemeinden und Städte lässt sich die regelmässige Konsultierung mit der Bevölkerung auch nicht entbehren. Man kann jenen nicht beipflichten, die eine Reform der Rechtsnormen in dieser Beziehung wünschen, statt auf der Realisierung der richtigen Tendenz zu bestehen. Man kann nicht den Anspruch nach Förderung des sozialistischen Demokratismus aufstellen und zugleich die kooperative Tätigkeit der Vertretungsorgane, die Verbindung der Delegierten mit ihren Wählern vermindern. Die maximale Öffentlichkeit der Tätigkeit der Räte und die Sicherstellung der kontrollierenden Tätigkeit der Bevölkerung gegenüber ihren gewählten Organen bilden zusammen eine Haupttendenz des Ausbaus des sozialistischen Staatsorganismus.

## VII.

Das wichtigste Betätigungsfeld der Räte ist die *Arbeit der Kommissionen*. Zweifellos ist ihre Bedeutung hauptsächlich dadurch gegeben, dass es der Aufbau dieser Kommissionen ermöglicht, teils die Ratsmitglieder in eine erhöhte staatliche Tätigkeit einzubeziehen (dass er also die Vertretungsorgane zunehmend zu *arbeitenden Körperschaften* gestaltet), andererseits die Möglichkeit bietet, die Massenbasis zu erweitern, Experten und andere Staatsbürger auf diesem Gebiet zu aktivieren. Die Kommissionen liquidieren jede »Geschlossenheit« der Tätigkeit der Räte, die noch den Arbeit smethoden der vergangenen Jahre entstammt. Daher richtet man in den sozialistischen Ländern das Augenmerk schon seit Jahren auf die Kommissionen und versucht ihre Tätigkeit — hauptsächlich die der ständigen Kommissionen der örtlichen Räte — mit vielen neuen Rechtsnormen noch fruchtbarer zu gestalten.<sup>6</sup>

Trotzdem ist die Bedeutung der Kommissionen sehr verschieden. Während auf der Unterstufe — bei den städtischen, Stadtbezirks- und Gemeinderäten — auf Grund der Verknüpfungen dieser Räte mit den Massen naturgemäss die Forderung auftritt, dass ihre Kommissionen mit möglichst grossen Massen der

<sup>6</sup>. Bezeichnenderweise wurden die Vorschriften über die Kommissionen in die Texte der Verfassungen der letzten Jahre aufgenommen (so über die Kommissionen des obersten Organs der Staatsgewalt in den Artikel 21 der polnischen Verfassung, in den neuen § 39 der rumänischen Verfassung, in den § 53, Abs. (1) und (3) der tschechoslowakischen Verfassung, in den § 28 der mongolischen Verfassung; über die Kommissionen der örtlichen Organe handeln die polnische Verfassung im Artikel 43, die tschechoslowakische Verfassung im § 95, Abs. (3) und die mongolische Verfassung im Artikel 60.

Bevölkerung in Verbindung bleiben und die Diskussion der örtlichen, verhältnismässig weniger komplizierten Fragen zur Angelegenheit der ganzen örtlichen Bevölkerung machen, können wir die Kommissionen der Räte höherer Stufe nicht vor diese Aufgabestellen. Auf dieser Stufe wird sich vor allem die Einbeziehung der Fachleute als Aktivisten nützlich erweisen. Wenn man auch dies nicht geringschätzen darf, zeigt sich doch bei den Kommissionen der Räte unterer Stufe ein grösserer Grad der Erweiterung der Massenbasis, um diesen Ausdruck in seinem älteren Sinn zu gebrauchen.

Versuchen wir aber die Erweiterung der Massenbasis in der vorhin beschriebenen Form durchzuführen. Wenn es auch noch so sehr scheint, dass unter den Kommissionen der verschiedenen Stufen bedeutsame Differenzen bestehen, sind auch hier einige grundlegende Parallelen zu finden. Zu diesen zählt z. B., dass wir es überall mit Delegierten zu tun haben, die sich nicht mit der passiven Teilnahme am Plenum des Vertretungsorganes begnügen, weil sie es auch nicht könnten, sondern an der Verwirklichung der Staatsakte auch darüber hinaus teilnehmen wollen. Ausserdem sind die Kommissionen der oberen Stufe *wesentlich* mit den gleichen fachlichen oder funktionellen Aufgaben betraut wie die Räte der untersten Stufe — höchstens hier in zusammengezogener Form. Ganz von selbst bietet sich die Vorstellung, dass sich zwischen den Kommissionen gleicher Bestimmung auf höherer und niederer Stufe irgendeine Verbindung bilde. Man kann sich — meines Erachtens — nicht vorstellen, dass es sich hier um eine Art ständiger Verbindung handle. Doch wäre es sehr angebracht, wenn die Parlamentskommissionen zeitweise Besprechungen mit den gleichgerichteten Kommissionen der Komitate hielten und deren Vorschläge und Argumente sammelten. Eine ähnliche Verbindung wäre zwischen den ständigen Kommissionen der Komitate und der Bezirke, der Bezirke und der Gemeinden, der Städte und der Stadtbezirke denkbar. Dies besagt also, dass die Verbindungen zwischen den Komitatsgruppen der Abgeordneten und dem Komitatsrat, sowie zwischen den Bezirksgruppen der Mitglieder der Komitatsräte und den Bezirksräten nur eine der Linien im vertikalen Aufbau der Vertretungsorgane sind. Die andere Linie könnte der — lockerere — fachliche Aufbau der Kommissionen sein. Dies käme besonders dann zu Bedeutung, wenn wir beabsichtigen, den Wirkungskreis der Kommissionen — besonders der Ratskommissionen — in Zukunft zu erweitern.

In den letzten Jahren ist oftmals — und zweifellos immer häufiger mit positiver Beantwortung — die Frage aufgetaucht, ob man die Mitgliedschaft der Kommissionen nicht über den Rahmen der Ratsmitglieder hinaus erweitern sollte. Allerdings fand dieser positive Standpunkt nur in drei Ländern gesetzlichen Niederschlag. Das polnische Gesetz über die Volksräte, Art. 38 Punkt 3, das neue tschechoslowakische Gesetz über die Nationalausschüsse, § 34 Abs. (1), und die auf Grund der Verfügung vom Jahre 1961 des Staatsrates der Deutschen Demokratischen Republik erlassenen Statuten bestimmen, dass man zu Mit-

gliedern der ständigen Kommissionen (in der Tschechoslowakischen Sozialistischen Republik der Fachkommissionen) auch Nichtdelegierte wählen kann — doch nur in beschränkter Zahl (in Polen bis zur Hälfte, in der Tschechoslowakei und in Deutschland höchstens bis zu einem Drittel der Gesamtzahl der Mitglieder). Allerdings dürfen wir nicht vergessen, dass das Russische Rätegesetz vom Jahre 1957, das Bielorussische Dorfsowjetstatut vom Jahre 1959 und das rumänische Volksrätegesetz vom Jahre 1957 die Wahl von Nichtdelegierten in die Kommissionen nicht zulassen.

Wenn wir die Statuten der ständigen Kommissionen überprüfen, zeigt es sich, dass die Gemeinden, die Bezirke, die Kreisstädte und die Stadtbezirke keine ständigen Kommissionen mit mehr als sieben, die Hauptstadt, die Komitate und die Komitatsstädte mit mehr als neun Mitgliedern errichten können und dass diese Kommissionen in den kleinsten Gemeinden 3—5 Mitglieder zählen. Die Beteiligung der Nichtdelegierten zu einem Drittel kann gar nicht zu einer nennenswerten Einschaltung führen. Wenn 1—3 Nichtdelegierte in die Kommissionen gewählt werden, so ändert dies nichts an dem bisherigen Zustand der Einschaltung der Staatsbürger in die Staatsaufgaben. Wenn wir diese Zahlen mit den Angaben des Aktivistennetzes vergleichen, zeigt es sich, dass man bei der bisherigen Methode im Wege einer solchen Organisation des Aktivistennetzes wie es die Unterkommissionen sind, eine vielfache Anzahl von Nichtdelegierten um einige Mitglieder der Kommissionen, die zugleich Ratsmitglieder sind, gruppieren kann. Selbst wenn wir versuchten die Kommissionen der Räte mit Nichtdelegierten zu »ergänzen«, enthebt dies die ständigen Kommissionen keineswegs der Pflicht, immer grössere Gruppen der Aktivisten zu mobilisieren. Auf der Linie der ständigen Kommissionen wird auch weiterhin die Organisation der verschiedenen aufgebauten Aktivistennetze die Hauptmethode zur Erweiterung der Massenbasis bleiben. Doch scheint es, dass man die ständigeren Formen des Aktivistennetzes, wie die Kommissionen und Brigaden, fortlaufend erweitern sollte. Es ist ein alter Standpunkt, dass man die Aktivisten womöglich mit der gleichen Einrichtung, dem gleichen Gebiet in Verbindung zu bringen habe, damit sich so ihre Kenntnisse sowohl in den Verwaltungsaufgaben, als auch hinsichtlich der Wähler und der laufenden Angelegenheiten erweitern und vertiefen. An diesem Standpunkt braucht man auch heute nichts zu ändern.

Hingegen kommt es zu grosser Bedeutung, gerade zur Vertiefung der Tätigkeit des Aktivistennetzes, sich mit den Aktivisten zu befassen, ja ihnen auch Unterricht zu erteilen. Bei einer ganzen Zahl von Räten — besonders in den Städten — ist der Unterricht der Ratsmitglieder schon seit Jahren eingeführt. In ähnlicher, populärwissenschaftlicher Form sollte man, fallweise gemeinsam mit ihnen, die Aktivisten in den wichtigsten Fragen des Staatsrechts und der Staatsverwaltung unterrichten..

Neben den ständigen Kommissionen und ihren Aktivistennetzen wäre grosse Sorgfalt auf die provisorischen Kommissionen und auf die sog. gesellschaft-

lichen Kommissionen zu verwenden, die sich an der Seite der Exekutivkomitees und Fachverwaltungsorgane der Räte beteiligen. Die Form der provisorischen Kommissionen ist weniger gebunden, beweglicher als die der ständigen Kommissionen. Die Aufgaben der provisorischen Kommissionen sind im Punkt 53 der Kommissionsstatuten niedergelegt. Demnach dienen sie zur einmaligen Überprüfung der Durchführung einer konkreten Aufgabe, zur kurzfristigen Kontrolle der durch den Rat bezeichneten Organe, zur Vorbereitung, zur Koordination vorübergehender Aufgaben des Rates oder zur Verrichtung einer Aufgabe, die ausserhalb des Aufgabenkreises der ständigen Kommissionen liegt. Selbst in diesen Fällen, besonders aber bei den vorbereitenden Aufgaben, muss man versuchen, die Aktivisten einzubeziehen.

An den sog. gesellschaftlichen Kommissionen nehmen Ratsmitglieder nur ausnahmsweise teil. Ihre Errichtung hat vor allem den Zweck, Fachleute anderer Arbeitsgebiete zur Verrichtung von Aufgaben des Staatsapparats heranzuziehen, für die dieser kein entsprechend ausgebildetes Personal besitzt. Im Grunde ging es oft darum, einzelne zwischen den Staatsapparat und die fachkundige Aktive eingekleitete, nicht gut funktionierende ständige Kommissionen auszuschalten. Doch kam es auch nicht selten vor, dass die Fachverwaltung die lästige Kontrolle der ständigen Kommissionen abschütteln und nur den Beistand der Aktivisten heben wollte. In Anbetracht dessen darf man die Einbeziehung der Fachleute in die Unterstützung der Verwaltungsarbeit nicht vermindern; gleichzeitig muss man die Kontrollbefugnisse der Räte erhöhen, unter anderem im Wege der ständigen und provisorischen Kommissionen. Andererseits darf man keine parallelen gesellschaftlichen Kommissionen aufstellen, nur um die ständige Kommissionen auszuschalten.

## The Local Councils' Character of State Authority

by

O. BIHARI

The first common point between the National Assembly i.e. the supreme organ of state power and the local organs of state power in a socialist state is their representative character, that is to say, both organs are set up by means of direct election and all characteristics of the socialist system of representation are manifest in them. The second common point is their collective, that is to say, not individualized style of working as a consequence of which also various forms of collective responsibility come into display. Unity is made effective for the entire state organization both in U.S.S.R. and in other socialist countries from organizational point of view, on the one hand, for the systems of state administration, the judiciary, and of public prosecutors' offices are established directly or indirectly by the said organs, and also regarding their competences, on the other hand, for their powers are inter-connected and do complete each other. The first meaning of the term "organs of state authority" refers to the fact that the organs concerned exercise state power or part thereof, respectively, specified by law. As local councils are bound to act within the limits of their powers, that is to say, to display an activity in order to carry into effect state tasks on local level, central organs are also obliged to make use of the support of the local councils. In doing so, the powers of local



councils must not be restricted. Moreover, central organs should contribute to the possible broadening thereof with a view to promote socialist democracy. Regarding the actual meaning of the adjective of "state authority" from the points of view of present constitutional regulation and of usual interpretation, the explication given in the preceding will be found to have been replaced by a modified character of state organization, although not separated from the analysis given above. A delimitation between state administration including, of course, the local organs of state authority, and other organs may be made in three respects. *a)* First, from the point of view of organization for the councils are representative organs elected by direct way and linked to the population and other organs by specific relations. *b)* Second, the organs in question possess and express a more direct representative power of the people's sovereignty than other state organs. *c)* Finally, the powers of councils should be, and may be, delimited at all levels also by giving an exclusive competence for the body of the council in specified fields. The accomplishment of the most important functions bearing on the supply of the local population in the economic and cultural fields as well as with public utilities should be entrusted to the local councils, and the same is applicable to tasks which are carried out by central organs at the higher level but, since the local population is also affected, by them, its views and co-operation are needed, too, to resolve problems of detail. Codification has an outstanding place within the powers resulting from state authority. As to the number of decrees issued by councils, a considerable fluctuation could be observed in recent years. The activity of councils connected with state authority comprises also other functions of guidance character. The most important economic problems are regulated by the local organs of state administration in the form of decisions. According to the opinion of the author, the exclusive competences of councils should be specified gradually in the near future principally by legislative way. Taking into consideration, however, the necessary development of the council system, an excessively strict delimitation of competences should be avoided.

The strengthening of the councils as organs of state authority is secured by the circumstance that they gain support from the masses. Any sort of the organization of the masses having a purpose in itself is mistaken unless it is linked with the normative or controlling activity of the councils, that is to say to their functions specifically connected with state authority. Nevertheless, it is not only mass organization work having a purpose in itself that is without any use but it is equally wrong if the councils got separated without claiming the support of voters in every problem of importance. A successful meeting of a council and the desired result of its work depend on the relations of the council with the population and this is particularly true for lower levels such as villages, cities, and city districts. Leaving untouched the order of discussion of the members of councils and, in particular, the principle that the serious character of a discussion must not be disturbed in any way, more attention should be drawn during the coming cycle of the mandates of councils to increase the number of participants in council meeting as far as possible. The committees of the councils do good services in relieving any "closed" character of the activity of the councils. The delegates who may be encountered in these committees are not of the kind being satisfied with a passive participation in the plenary meetings of the representative organ concerned. On the contrary, they take readily more role in promoting state acts toward realization. Essentially, council committees are vested with the same sectional or functional tasks both at the higher and at the lower levels, only smaller councils have the various committees merged. It is an idea that goes without saying that some form of connection should be established between council committees from organs of higher or lower levels but charged with the same functions. The elements of the network of activists with a more solid character such as sub-committees and brigades should be strengthened continuously. It should be noted in this respect that provisional committees have a less rigid and, consequently, more active form of existence than permanent committees. The so called social committees have members of councils among their members only in exceptional cases. The participation of experts in administrative work must not be limited. At the same time, the control powers of councils should be extended, also through their permanent and provisional committees. However, social committees working parallel with permanent committees and thus impairing the activity of the latter should not be set up.

## Les conseils — organes locaux du pouvoir d'Etat

par

O. BIHARI

Dans l'Etat socialiste le trait commun de l'organe suprême du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire de l'Assemblée nationale et des organes locaux du pouvoir d'Etat consiste avant tout en leur caractère représentatif, ils sont créés par suffrage direct, en conséquence de quoi ils subissent toutes les conséquences du système socialiste de la représentation. Ils ont pour commun en deuxième lieu leur méthode de travail collective, non individuelle, à cause de quoi les différentes formes de leur responsabilité sont aussi collectives. Dans l'Union Soviétique comme aussi dans les autres pays socialistes l'unité comprend l'organisme étatique tout entier, et ceci d'une part du point de vue de l'organisation, notamment par le fait qu'en sont ces organes qui créent directement ou indirectement l'organisme administratif, judiciaire et celui des procureurs d'Etat, et d'autre part du point de vue de leur compétence, parce que leurs attributions s'enchaînent, se complètent. La première signification du terme «organes du pouvoir d'Etat» est que ceux-ci exercent l'imperium d'Etat, naturellement chacun une part de celui-là, déterminée par le droit. Comme il est du devoir des conseils d'agir dans les limites de leurs attributions, c'est-à-dire de travailler dans l'intérêt de la réalisation locale des objectifs nationaux, il est le devoir des organes centraux de s'appuyer sur les conseils locaux, de ne pas leur retirer leurs attributions, au contraire leur devoir est de leur prêter assistance dans l'élargissement possible de cette compétence, pour développer le démocratisme socialiste. Si l'on considère la signification de l'attribut «de pouvoir d'Etat» du point de vue de la réglementation constitutionnelle en vigueur et conformément à l'interprétation courante, nous ne rencontrons guère l'interprétation ci-avant exposée, mais plutôt le type d'organe particulier — bien que pas distinct — de l'organisme étatique. L'organisme du pouvoir d'Etat, donc les organes locaux du pouvoir d'Etat également, sont susceptibles d'être distingués des autres organes sous les aspects suivants:

(a) du point de vue de l'organisation: les conseils sont des organes représentatifs élus par suffrage direct et c'est ainsi qu'ils ont des liaisons spéciales avec la population et avec d'autres organes;

(b) ils sont les représentants et l'expression plus directs de la souveraineté du peuple que ne le sont les autres organes d'Etat; et enfin

(c) il est nécessaire et possible de déterminer sur chaque échelon la compétence propre du conseil de la manière que dans des domaines déterminés le conseil soit seul compétent d'agir. Il faut confier aux conseils les fonctions les plus importantes qui sont au service des intérêts économiques-culturels de la population locale comme aussi les tâches qui sont accomplies dans leurs grandes lignes par les organes centraux, mais qui touchent la population locale aussi et pour la solution desquelles la connaissance de l'opinion, du concours de cette population est également nécessaire. La législation est une des plus importantes parmi les attributions du pouvoir d'Etat. Le nombre des règles de droit créées par les conseils a révélé une forte fluctuation dans les années dernières. Il y a des autres actes de caractère directif aussi qui appartiennent à l'activité de pouvoir d'Etat des conseils. Nos organes locaux du pouvoir d'Etat règlent les questions économiques les plus importantes dans la forme de résolutions. Selon l'avis de l'auteur il faut dans un proche avenir fixer successivement, en premier lieu par loi, la compétence exclusive des conseils, mais dans l'intérêt du développement du système de conseils il serait inopportun de rendre rigide leurs compétences.

Les conseils peuvent devenir des organes solides du pouvoir d'Etat, parce qu'ils s'appuient sur les masses des travailleurs. Est erronée toute «organisation de masses» ayant sa fin en soi et qui ne se rattache pas à l'activité réglementaire ou de contrôle des conseils, donc aux fonctions spécifiques du pouvoir d'Etat. Non seulement une telle organisation des masses est nuisible, mais l'état aussi, lorsque les conseils deviennent des organismes isolés qui ne s'appuient plus sur leurs électeurs, dans aucune question importante. L'efficacité et le résultat du travail des séances du conseil dépend de ses liaisons avec la population, particulièrement aux échelons inférieurs, donc dans les communes, dans les villes et dans les arrondissements de villes. En maintenant l'ordre de la discussion des membres des conseils et l'exigence d'assurer le sérieux de cette discussion, il faut faire un effort particulier dans la période suivante des mandats des conseils, pour que les séances des conseils soient, dans la mesure du possible, plus fréquentées.

Les commissions de conseils enlèvent le caractère « clos » de l'activité des conseils. Dans ces commissions nous rencontrons des délégués qui ne se contentent pas et ne peuvent pas se contenter de participer passivement à la séance plénière de l'organe représentatif, mais qui assument une part active dans la réalisation des actes étatiques aussi. Nous trouvons des commissions, chargées au fond des mêmes tâches, à côté des conseils supérieurs comme à côté des conseils les plus petits — tout au plus dans une forme rétrécie chez ces derniers. Il va de soi l'idée que parmi les commissions d'échelon plus et moins élevé, ayant des tâches analogues, certaines relations se forment. Il faut de plus en plus élargir les formes plus stables du réseau des citoyens actifs, comme par exemple les sous-commissions et les brigades. La forme des commissions provisoires est moins rigide et plus mobile que celle des commissions permanentes. Un membre du conseil ne peut devenir le membre des commissions dites « sociales » qu'à titre exceptionnel. Il est nécessaire que les experts participent dans une plus large mesure au travail administratif, mais en même temps il faut amplifier les attributions de contrôle des conseils aussi — entre autre par des commissions permanentes et provisoires. Simultanément il faut pourvoir à ce qu'on n'établisse pas des commissions sociales parallèles au détriment de l'activité des commissions permanentes.



# Some problems of the development of copyright law with special regard to television

by

GY. BOYTHA

Assistant Head of the International Department of the Hungarian Office for the Protection of Copyrights (Artisius)

The novel facts of copyright affairs connected with the development of television require a special legal regulation. Problems arising in this field are not covered at all by the provisions of the Hungarian Copyright Act of 1921 still being in force and the evolution of a uniform judicial practice has been failing as well. Under these circumstances, necessity became imperative to analyse the recent development of copyright, both at national level and in the international scene, to make possible the drawing of conclusions that may be utilizable from the points of view of problems concerned with television, as well as to form judgments on the possibilities *de lege lata* and to elaborate proposals, to prepare the appropriate codification.

It has been a characteristic form of development of copyright the crystallization of statutory general copyright in particular rights implying, as a rule, the formation of separate categories of literary and artistic works. From the point of view of subjective right, however typifying has a regulating and not a constitutive character. Accordingly, it is the general principles of copyright to which a recourse is to be made when novel states of affairs are to be regulated i.e. these should serve as basis of an adequate regulation. The application of rules by analogies may be but a provisory remedy.

The scope of positive copyright got also wider in the course of its development. Hence, an up-to-date regulation should also cover the problems of the assignments of rights of pecuniary nature comprized in the copyright in a work — in other words: the exercise of copyright — contrary to earlier static views according to which the tasks of codification were limited to the definition of individual categories of copyright and the assurance of their protection.

A differentiated regulation gives birth to repercussions on the fundamental principles of copyright as well. Thus, the elements of content require an increasing accent in the definition of works to be protected by copyright as compared with formal features. This is a point of importance particularly for the appropriate weighing of the relations between original work, translation, and adaptation and from the point of view of the correct interpretation of the concept of first publication or communication to the public, as regulated by the Berne Convention. This problem has its own importance for television productions.

A further requirement arising from the process of differentiation in copyright is to balance analytical approaches concerned with legal dogmatism with a synthetic view of legal policy when new categories are formed.

Taking into consideration the abovesaid it can be stated that the regulation of copyright problems bearing on television is impracticable by means of a simple extension of the rules established in connection with sound broadcasting and cinematograph films, all the more since part of the rules concerned needs also revision. As to radio transmission, it is e.g. unavoidable to regard, and regulate, the right to have a work broadcast as a separate category. Television broadcasting requires, however, the setting up of particular rules even within the category of the rights of broadcasting.

Improving the copyright in sound and television broadcasting, it is reasonable *de lege ferenda* to introduce the institution of legal licence corresponding to

the provision in Article 11 bis of the Berne Convention. As regards cases beyond the scope of legal licence, regulation is needed for the most important cogent and dispositive rules of contracts for the exploitation of rights covered by copyright. The acquisition of particular rights necessary for the preparation and broadcasting of a television production in the form of a uniform and general licence as well as the enforcement of the principle of payment of author's fees depending on the number of broadcastings and relay stations are to be ensured. The problem of the exercise of remake rights has to be settled so as to ensure the right for the author to allow a new adaptation for broadcasting with the lapse of an appropriate time. Notwithstanding the protection of the rights due to the authors, the right of the television companies for mechanical recording of works and for official storage of television tapes are to be acknowledged. Further points to be settled are the recognition of television productions as works *sui generis* to be protected, the right of disposal of the television corporations in respect of third persons or bodies, conferred upon them by contracts concluded with the authors or with their assignees, and the fixation of the protection period of television productions, with the same duration as determined for other works protected by copyright but starting with first broadcasting.

## I.

1. In respect of the development of television we have to face copyright problems more and more frequently for which no regulation is provided in municipal law. When pondering and regulating novel facts from legal point of view *de lege lata*, the general principles of copyright as well as its specific institutions applicable as basis for possible analogies should be taken into consideration while, when a solution is to be found *de lege ferenda* based on the harmonized interests of authors, the television corporation and the public for which television is broadcast, the lessons drawn from the development of copyright should be taken into account, with special regard to the international legal evolution. In view of this it seems to be practical to give an analysis of the recent development of copyright prior to start to treat distinct television problems in detail, taking into special consideration institutions and phenomena the examination of which will give utilizable indications for the solution of copyright problems in relation to television.

It may be observed as a characteristic tendency of the development of copyright<sup>1</sup> that the general copyright<sup>2</sup> under which the author of a work has the exclusive right of utilization thereof in any way within the limits of the law *is being crystallized in* an increasing number of distinct *partial rights* regulated in a specific way.

<sup>1</sup> Concerning problems of principle of legal evolution, see first: A. BENÁRD, *A szocialista szerzői jog alapvető kérdései* (Fundamental problems of socialist copyright). Magyar Jog, 1960. pp. 212—222 and M. VILÁGHY, *A szellemi alkotások jogi védelmének elvi alapjai a szocialista jogrendszerben* (Basic principles of the legal protection of intellectual works). Az Allam és Jogtudományi Intézet Ertesítője, 1960. pp. 138—167.

<sup>2</sup> Cf. M. VILÁGHY—GY. EÖRSI, *Magyar polgári jog*. II. köt. (Hungarian civil law Tome II). Budapest, Tankönyvkiadó, 1962. p. 251. As regards the definition of general copyright by positive law, a good example is given by Article 21 of the French Copyright Act of 1957 in which it is put down unequivocally that authors have the exclusive right to utilize their works *in any form*.

The protection of subjective copyright, in accordance with the interests of society as well as the unequivocal regulation of its use, respectively, have been ensured by shaping particular positive copyrights in all points in which the way of enforcement of rights under general copyright and distinct types of copyright established as yet became disputed as a result of the state of affairs established in the course of evolution. It was this way that, joining the earliest types of exclusive copyright such as the rights of publication, reproduction, offer for sale to the public etc. also the rights of mechanical recording or adaptation to the screen obtained their individual existence with the lapse of time and it is the same way that the right of broadcasting by means of radio waves has been in the phase for some time to be regulated in detail.

Parallel with the crystallization of the distinct types of copyright, also the object of general copyright i.e. the general concept of protected works which covers all original intellectual creations recorded in a way appropriate for reproduction and not protected by any other branch of the law, is going on to take definite shapes in an increasing number of *concrete categories of works*. In view of this, photographic works e.g. attained the status with the lapse of time to be regarded as a form *sui generis* of artistic works and it is beyond any doubt to-day that cinematographic works must not be seen as mere reproductions and cannot be simply treated in the same way as the literary, artistic, or photographic work concerned, contrary to what the case was at the time of enactment of the Hungarian Copyright Act of 1921.<sup>3</sup> Similarly, each cinematographic work is to be recognized as a work *sui generis* differing from any earlier form of the kind on account of its complexity and specific means of reproduction and, accordingly, demanding regulation under copyright in compliance with its distinct features.

2. It is an important point to be observed that, from the point of view of subjective right, the legal regulation of distinct types of copyright and the individual categories of works protected by copyright have *not a constitutive character* both under Hungarian law and by the appropriate interpretation of the international conventions. Author's rights and the character of a work to be admitted to the benefit of the protection result from the existence or non-existence of the general criteria of copyright. Thus, the right of disposition of the sound broadcast of a work was e.g. already inherent in copyright prior to special legal provisions were given. Similarly, cinematograph films were equally works *sui generis* within the scope of copyright even when this was not recognized in such an explicit form as it is now. The advantage of the specific rules of copyright is thus, according to the right view, not to establish more and more subjective rights but to find unequivocal solutions for disputed cases.

<sup>3</sup> Article 73 of Act LIV of 1921.

It follows from the abovesaid, on the one hand, that distinct categories of copyright *may never reach a full scale* i.e. rights and works without being typified may fall within the scope of copyright even without any specific regulation. In other words, taxation has to be a *method of the delimitation* of copyright by means of legal provisions. A further consequence of the aforesaid is, on the other hand, that it is finally the *general principles* of copyright to which a recourse is to be made when facts of copyright cases of novel type are to be arranged. Thus it is not a viable way to draw specific cases into existing distinct categories at any price. In view of this, special care has to be taken *de lege ferenda* to elaborate the general characteristics and terms of copyright and of works protected under copyright as well as for giving the relevant legal regulation. This point will be dealt with in the following too.

The rightness of the statements given above can be supported by the failure of numerous attempts of opposite character that are demonstrated by the history of copyright. On account of the development of technical and social conditions, it will remain imperative again and again to create specific rules based upon the general principles of copyright. When a state of affairs of novel type is collated to an existing state of affairs as provided by legal rules in the field of copyright, an analogous application of the law will be practicable only for a short time i.e. conditions and circumstances bound to be regulated will enforce the establishment of adequate rules *sui generis* within a relatively short time.<sup>4</sup>

As an example, the development of the right of sound broadcasting may be mentioned. German courts made efforts over a longer time to include it into the concept of the right of distribution of the work. According to Hungarian judicature, sound broadcasting was first considered to be a public performance. Later on, it was regarded by the Supreme Court as a sort of mechanical transmission whereby the right of communication by means of sound broadcast was governed by the provisions given in point 9. of para 6. of the Hungarian Copyright Act of 1921.<sup>5</sup> For want of a more appropriate rule of the law, this is still the predominant view accepted by Hungarian jurisprudence.

As it is clear from the abovesaid, neither of the given classifications is suitable to point to the particular essence of sound broadcast, consequently they have been inadequate to give an appropriate frame for the settlement of arising problems. Thus, the concept of distribution means first and foremost the offer for sale to the public of copies of a work reproduced in accordance with

<sup>4</sup> For the limits of analogical conclusions cf. T. LUKÁCS, *Az analógia belső törvény szerűségéről* (On internal regularity in analogies). *Jogtudományi Közlöny*, 1965. No. 9. pp. 425—434.

<sup>5</sup> Sentence P. I. 1333/1935 passed by the Hungarian Supreme Court.

Transmission by radio diffusion is regarded as a public performance by contemporary Brazil law. This view is also predominant in Greek law (cf. the views of T. J. LYKIADOPoulos as cited by PINNER, *World copyright*. Tome II., Leyden, 1953. p. 596.).



its originally executed form. Besides, it would be a legal category with an excessively general character as compared with the specific way of radio diffusion requiring the settlement of numerous special problems the solution of which would be impracticable within the various forms of distribution even on account of formal reasons. Among the problems to be settled in this field may we mention the possible recording of radio transmissions, the possibility of repeated broadcasts, the putting into operation of relay stations, the question of licences complying with sub-section 2. of article 11 of the Berne Convention, to be dealt with in the following etc.

The category termed as "right of performance" proved to be equally inadequate as a basis of settlement. Putting aside the circumstance that, as a result of an itemized enumeration far from being appropriate, literary works not qualified as a dramatic work were indirectly excluded from the group of works vested with the right of public performance under the Hungarian Copyright Act of 1921,<sup>6</sup> it is to be taken into consideration too that, as the legal concept of public performance involves a direct reproduction before the public, it also implies a limited number of audience. Contrary to this, by means of radio diffusion the reception of the work concerned is made possible theoretically for an illimited number of audience and this is a difference of major importance from the point of view of the author. Furthermore, it should be also taken into account that, if radio diffusion was regarded as a performance, theatres possessing the right of presentation would be in a position to take unilateral decisions also on the radio diffusion of dramatic works. This has been, however, unequivocally against established practice i.e. the right of radio transmission has to be acquired separately from the right of presentation or may be granted incidentally by virtue of a legal licence.

Furthermore, it is equally an inadequate view to subject radio diffusion to mechanical transmission. Legal provisions and practice have been in accordance in terming mechanical transmission as a means of recording (in the form of disks, recording on a magnetic tape etc.) making possible repeated subsequent reproduction and often also radio diffusion when executed in an appropriate way. This concurrence has never been imperative, however, consequently mechanical recording is not an essential element of radio diffusion. In compliance with this interpretation, the wording in the aforementioned section of the Hungarian Copyright Act is also on transmission *to* devices serving for mechanical presentation, mentioning as examples disks, cylinders, and spools. It is characteristic that the activity of societies established for the protection of the so-called mechanical rights<sup>7</sup> does not include the licensing of radio diffusion since, as to the transmission of musical works not intended for stage recital, it

<sup>6</sup> Cf. Articles 49, 50 and 74 of Act LIV of 1921.

<sup>7</sup> E. g. BIEM (Bureau international de l'édition mécanique), Paris.

is dealt with by performing right societies separately from the right of mechanical recording.<sup>8</sup>

As regards the settlement of specific problems in connection with radio diffusion, it is thus justified *de lege ferenda* to form a new distinct category for the *right of diffusion* by radio waves including particularly the right of sound transmission, too. Meeting practical requirements, due consideration has been given to the settlement of the problem by recent draft bills and acts on copyright, providing in special sections for the so-called copyright in broadcasts.<sup>9</sup>

3. As a matter of fact, the development of copyright taken as a whole in objective sense has been affected by the continuous crystallization of general copyright in distinct categories in various ways.

Thus *the scope of copyright in objective sense widened* and the domain of substantive copyright includes a continuously increasing part of various relations affecting subjective types of copyright.

One of the most essential features of modern copyright codification, of an overall novel character, is that, as earlier statutes were governed by a static aspect regulating copyright, in accordance with their absolute structure, almost exclusively from the point of view of protection against abuse and thus limited essentially to establishing the forms of copyright in relation to various works, modern rules are characterized by a dynamic approach *providing for individual types of copyright also in the phases of being exercised, assigned and*

<sup>8</sup> Separate conditions are provided for mechanical recording and the right of performance or broadcasting and, accordingly, for the collection of the relevant fees even where the rights of performance and mechanical recording of musical compositions not intended for stage are held by the same corporation. This method is accepted e.g. by the GEMA Company (Gesellschaft für musikalische Aufführungs- und mechanische Vervielfältigungsrechte) established in the German Federal Republic making distinction between broadcasting and mechanical rights in the text of the type contract used to be concluded with the members ("Senderechte" and "mechanische bzw. Herstellungsrechte"). Different rules were set up by GEMA for accounting royalties collected for the exploitation of the two various types of rights even if fees were payable on the same broadcast.

<sup>9</sup> Among others, see Act 36 of 1965 in *Czechoslovakia* (Articles 16, 45 to 48 etc.). *British Copyright Act of 1956* (Part II, Section 14, subsections 1 to 10; "Broadcasts").

*French copyright act of 1957* (Articles 18, 27, and 45; "Radiodiffusion").

The copyright act of the *German Federal Republic* of 1965 has separate provisions for the right of broadcasting (Senderecht) and the right of reproduction by means of mechanical recording (Recht der Wiedergabe durch Bild- oder Tonträger).

The rights of broadcasting are regulated equally in a separate way by the copyright act of the *German Democratic Republic* of 1965 (Article 67, subsection 1 to 3; "Senderecht").

It should be noted that the right of presentation of the work to the public by means of radiowaves has been mentioned as a separate category already in the so-called Rome version of 1928 of the Berne Convention, enacted in Hungary by Act XXIV of 1931 and applicable to copyright owners when being foreign citizens.

As to Hungarian literature, the distinct consideration of the right of broadcasting is suggested in a study by R. PALÁGYI, *Rádió-televízió és a magyar szerzői jog* (Radio and television broadcasting and Hungarian copyright). Jogtudományi Közlöny, 1959. pp. 678 and ff.

used in an authorized manner and regulating the individual types of works with due consideration also to the different ways of their use.

Modern codification comprises already *copyright law of contracts* too, whereby copyright law attained a wider scope with additional elements of the law of obligations.<sup>10</sup> This is already an indispensable requirement to be met in view of the fact that the general rules of the law of contracts are not applicable without particular provisions to transactions implying the utilization of copyright containing numerous specific elements and also such of personal rights. In relation with the codification of distinct types of copyright, the cogent provisions of contracts referring to the transfer of rights as well as several dispositive rules thereof have to be settled in any case.

A fair number of general rules of contractual copyright have been crystallized from various types of licensing as yet such as the restrictive interpretation of the scope of transferred rights, the rules on the release of contracted rights in case of non-use, the limits on the engagement of works not yet accomplished etc. Progress is, however, incessant in this field i.e. the specific rules concerning the exploitation of individual partial rights are being put down constantly and new problems arise again and again thus e.g. whether a licence for radio diffusion includes the right of causing the broadcast to be heard also in public by means of a loudspeaker, whether a contract for the adaptation of a work to a cinematograph film includes the "remake right" in case of doubt, whether the right of presentation of a film applies also to a television broadcast of it even in case of a want of an explicit stipulation etc.

4. The differentiated development of the distinct types of copyright have a reflecting effect also on the fundamental concepts of general copyright. It is thus worth to draw attention to the slow but essential change of the classical meaning of the protected work i.e. the indirect object of copyright. Under classical copyright, external and formal elements have been emphasized and the actual and fixed form of a work has been protected. Accordingly, views could prevail according to which a translation of a work, being published, should be already regarded as an adaptation i.e. a changed variant of the original work whereby it must not be regarded in the same way as the original even for the author thereof.<sup>11</sup> When judging this view, it is easy to recognize here a misleading effect of the formal approach to the concept of a work.

<sup>10</sup> Thus, 38 out of the 82 articles of the French act of 1957 on literary and artistic property are concerned with the exercise of the authors' rights of pecuniary nature, in the form of general (Title II.) and particular (Title III.) rules of copyright law of contracts.

As to the Czechoslovak act on copyright of 1965, 10 out of 55 articles (Articles 19 to 28) contain provisions for the transfer of copyright i.e. belong to the domain of the law of contracts.

Finally, the problems of the realization of copyright are regulated in 37 out of the 97 articles of the copyright act of 1965 of the German Democratic Republic.

<sup>11</sup> Recently GOLDBAUM, WENZEL (Archiv für Urheber-, Film-, Funk- und Theaterrecht — UFITA — 1959, Vol. 29, pp. 32 and foll.).

Under a general rule in copyright, a protection equal to the original work is granted for a translation without prejudice of the rights due to the author of the original work. Confronting the translation with the original work, the said rule seems to treat translations as closely related to adaptations. It is only possible to demonstrate the faulty character of this view and to delimitate the notions of translation and adaptation if the substance of the term "work" is regarded in the coherent unity of content and form.<sup>12</sup>

Form is destined to express the definite structure, spirit, style, action of the work and to lay down the sequence of its ideas. If the form itself is not subjected to a change affecting the substance of the way of expression and only a turn is made from one language to another, it is just as unreasonable to think of the change of the work as if it were in case of the transposition of a musical work to a higher key. It is a different point, on the other hand, that the consent of the author is required even to a transformation of this kind. It is clear, however that, as far as translations are concerned, it is not the appearance of a new adaptation differing from the original work for which the aforementioned consent is required but it is motivated first to secure control of the quality of the translation for the author and second with respect to the circumstance that further financial possibilities are founded in relation to the work by translation. Besides, the essential requirement that any translation has to meet is to reproduce truly the original work in every respect. The creative activity of a translator aims just at the fulfilment of the said objective and it is exclusively the selection of the other language which may constitute an original element in his work. In view of the aforesaid, *translations are to be regarded as a sui generis category of copyright.*

It is thus clear that the contents of a work constitutes a not negligible element for the identification of works protected by copyright.<sup>13</sup>

Continuing our investigations it will be seen that, from the point of view of protection of a work, the importance of content elements will be remarkably

<sup>12</sup>The problem acquired practical importance on account of the famous rule of the Berne Convention according to which the countries of the Union are only obliged to grant protection for the work of an author who is not national of one of the countries of the Union if the work concerned was first published in one of the countries of the Union (Rome version, Article 6, subsection 1.) If translations are regarded as adaptations, and a formal interpretation of the concept of a work is prevailing, no protection could be granted against repeated translations of the original text of a literary work if it was first published in translation, though in a country of the Union, in view of the circumstance that there was no publication of the work concerned in its original form in any of the countries of the Union whereby copyright protection could have been granted.

Translations are mentioned already *beside* adaptations and not as one of their forms e.g. in the new copyright act of the German Democratic Republic (see article 4.).

<sup>13</sup> Presumably under the influence of the hereditary view on the protection of forms, even references to the protection of the content are made in contemporary literature mostly favouring the term "internal form" (Cf. e.g. E. ULMER, *Originalwerk und Bearbeitung im internationalen Urheberrecht. Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht*, 1964. No. 12. pp. 613 and ff.).

increased in cases in which a new work, being realized on the basis of the original, reaches such a high degree of novelty on account of its character, form, and means of expression that, in formal way, it could be regarded as an independent production beyond adaptation. It is films that are meant here taking into consideration that a transformation of a work taken as basis obtains apparently a new and *original* character by means of adaptation to the screen, with the creation of a specific work to be protected by its own nature. Under the terms of the Hungarian Copyright Act (section 6, point 10.) according to which essential additions and changes resulting in a new and original transformation are free to make, no adaptation to the screen as outlined above could be regarded as an infringement unless the case of utilization of the work for a cinematograph film were not mentioned separately in the precited section. Thus the question is raised on the meaning of this provision of the Act. It should be examined whether a new right is constituted by the exception from the copyright restriction as provided in the aforementioned section 6, point 10, of the Act, based on the general concept of a work enjoying copyright protection, contrary to the view explained in the proceedings according to which distinct types of copyright derive from the general rules of copyright crystallizing in specific forms only within the frames thereof. The inadequacy of this argumentation being beyond any doubt it is clear that the traditional and formal interpretation of works enjoying copyright protection is concerned. In case of an adaptation to the screen, the consent of the author is not required for it is regarded justified by legislation from any reason but, putting aside any other reason, with regard to the fact that in a film the structure and the essential elements of the original work are transformed and reproduced in a novel way. If it were not be so i.e. not more than mere ideas were utilized in the film, the adaptation would be irrelevant from the point of view of the rights of the author of the original work, taking into consideration the appropriate concept of a work based on the unity of content and form, and the film concerned should be regarded as a new and completely independent creation.

With further explication of the above argumentation it may be examined that, if a film may be identified with the literary work taken as basis on account of its content elements, to what extent should be regarded its presentation as publication of the original work. The problem is of importance with reference again to the rule on the "country of origin" of the Berne Convention (see Note 12). It is to be decided whether protection is afforded in the countries constituting a Union on the basis of the Rome text of the Berne convention for the author of a work, being a national of a country not member of the Union, also in connection with his original work under reference to a film made from the manuscript of the said work with the consent of the author and presented to the public first in a country member to the Convention even in the case if the original manuscript was published later in printed form in a country not

member of the Union.<sup>14</sup> In our opinion the answer should be affirmative even if the Brussels text, modified in a rather problematic way as a result of lengthy disputes, pointed seemingly to an opposite solution.<sup>15</sup> The bases of this statement differ, however, from the arguments mentioned in connection with translations to a certain extent in view of the circumstance that an adaptation of a literary work to the screen is more than a modification not affecting the character of the original form of expression. A film cannot be simply identified with the original work but it may be regarded beyond any doubt as an adaptation

<sup>14</sup> Cf. Articles 4 and 8 of the Rome version of the Berne Convention. As to Hungary only the Rome version has been enacted as yet, and prior to this Berlin Convention of 1908, in 1922.

<sup>15</sup> The development of the problem from the point of view of positive international law is worth to be considered. Under Article 4, subsection 4 of the Rome version of 1928, published works (oeuvres éditées) are to be understood as works to which the provisions of the convention are applicable, but the text of the convention failed to give the criteria of the publication of a work in this respect. On the contrary, a detailed enumeration is given in the same subsection of proceedings that must *not* be considered as publication. Under the Rome version, the concept of publication (édition) is determined by delimitating it from the cases of making the work accessible to the public by means other than material reproduction of copies, i.e. from the presentation of a dramatic or dramatico-musical work, the performance of a musical work, the exhibition of a work of art, and the construction of a work of architecture. This enumeration, of precluding character implies, on the other hand, that the concept of publication (édition) comprises the edition and distribution of records and cinematograph films too which are published also in form of reproduced copies available to the users. Besides, the denominations "edition" and "publication" cover also linguistically the ways of publication of films and records just as in the case of the edition of books.

In the course of the preparation of the conference convened to Brussels to revise the Rome version of the Berne Convention, the prevailing tendency was to accentuate the conception of the Rome version. Thus, the proposal submitted by the office of the Union suggested an explicit reference to printed matters, records, cinematograph films etc. in connection with the concept of publication (édition). It was only the British delegation (Mr. Crewe) that objected the terming referred to above pointing out that, in its opinion, records and cinematograph films were the recordings of a performance of the work concerned instead of being copies of the work recorded in them whereby a distinction had to be made between them. As the discussion continued, a sub-committee separate was set up with a view to find a solution for a compromising wording. In its proposal of June 11, 1948, the said subcommittee suggested to avoid an enumeration and to complete subsection 4 of article 4 so that all edited works (oeuvres éditées) should be regarded as published works, irrespective of the way or form of the edition. In the second proposal, of June 15, 1948, it was added to the abovesaid that all works were to be understood as published whose reproduced copies were actually available to the public. The said proposals meant an extension of the restricting enumeration too, suggesting to mention also the public performance of a literary work and the sound broadcasting of literary and artistic (dramatic) works as non-publications. As to films, however, each amending proposal qualified them as being included doubtless in the concept of publication (édition). As a consequence of the consistent British standpoint, however, the cinematograph film was mentioned in the final version of the Brussels text as being communicated to the public in one of the ways which, from the point of view of first publication in one of the countries of the Union, were not considered as acts granting copyright protection based on publication. This wording left only records within the qualified category of publication (édition). The compromise referred to above resulted in an illogical arrangement in every respect and can be in no way approved by a modern approach to copyright. Thus also the Brussels text should be interpreted in a way that notwithstanding the rule that the presentation of a film does not constitute publication, in cases where copies of the film are made available in sufficient quantities to the users, the filmwork should be regarded as a published one.

embodying a new creation that gains its character as an independent work from a specific amalgamation of its direction, the arrangement of the atmosphere and the taking of the pictures etc. with the content elements of the original work. This statement is acceptable even in respect of original scenarios.<sup>16</sup> The problem whether the publication of a film implies, in a fixed form, the publication of the literary work taken as basis irrespective of its form, should be decided on the basis of the *identity of their contents*.<sup>17</sup>

It can be thus stated that the appearance of new distinct types of copyright favours the increasing liberation of formal elements of the concept of works enjoying copyright protection with more accentuated consideration of factors affecting their content.

The other extremist view, opposite to the formal approach, would mean the acceptance of intellectual works as copyright subjects without the requirement of any fixed form. This view would involve e.g. the protection of methods or improvisations. A far-reaching extension of copyright like this is limited, however, by difficulties arising out of the problem of identification and the proof of priority. It should be mentioned, however, that works made public by the author only in oral form have been also included in the scope of copyright protection in some recent codifications of copyright without the requirement of their putting down in a form suitable for reproduction.<sup>18</sup> As regards further the problem of the protection of ideas, it is worth to note that ideas for films, even if outlined only in a short sketch, acquired relative protection in practice. Under Hungarian law, the utilization of such ideas may be transferred to a film studio against financial compensation as an exclusive right.<sup>19</sup>

<sup>16</sup> The point is not only a simple summarizing of different works. As L. BERNSTEIN remarked in an article entitled *Upper Dubbing, Calif* and published in the New York Times in 1954, it was simply impossible to foresee the outcome of the issue with certainty in the first moment of simultaneous coexistence of music, dialogue, noise, and picture in the mixrooms, implying first a piercing noise.

<sup>17</sup> As regards the relation between adaptation and the original work serving as basis for it, it is worth to take note of a rule of the *British Copyright Act of 1956* in connection with the protection period: According to Part 1, Section 2, Subsection (4), references to the publication, performance, broadcasting or offer for sale to the public of records of a work include references to the doing of these acts in relation to an adaptation of the work.

See ULMER's essay cited in Note 13 also in this respect.

<sup>18</sup> According to Article 9, Section 1 of the Czechoslovak Copyright Act of 1965, copyright in a work begins to subsist in the moment of accomplishment of the work *orally*, in writing, drawing, by a sketch or in any other *perceptible form*. See also Article 2(1) of the Bern Convention.

<sup>19</sup> Cf. point 16 of the directive No. 86 299/1964 of the head of the Hungarian Board of Films.

Besides, the tendency of Hungarian judicial practice has been to afford protection for works having no fixed form and not susceptible of being granted protection under the rules for the protection of intellectual works (such as ideas, methods, utilizable achievements without technical or scientific character etc.) under the rules of general civil law.

(See S. VIDA *A szellemi alkotások és a jogi senki földje. (Intellectual works and legal vacuum)*. Magyar Jog, 1960. pp. 312 to 316).

A remarkable observation should be recalled to this point, made by *F. Nizsalovszky* who, in connection with the productions of acrobats, raised the question whether shows

5. In respect of the development of copyright outlined above attention should be also paid to another phenomenon for the lesson that can be drawn from it may be also of advantage for the analysis of the specific object of this paper i.e. the examination of copyright problems related to television. The development of distinct types of copyright implies the danger of disintegration from the point of view of legal dogmatism, favouring a juristic temptation arising from the increasing differentiation of partial rights and tending simultaneously toward a further distinction thereof. Instead of arriving at an undisputed order to be established in the practice of the use of copyright, the aforementioned differentiation may result in further complications. In view of this, it is an essential requirement for the study and practice of copyright to *balance analytical approaches arising out of legal dogmatism with a synthetic view of legal policy*. With regard to the abovesaid, it was an achievement worth of full approval when a group of partial rights comprising publication, reproduction, and distribution was given a unified frame in the concept of the right to publish the work providing also for the comprehensive compensation of all partial rights by the user in the form of a royalty payable to the author. As far as existing practice is concerned, only the so called auxiliary or secondary rights require a special regulation such as the publication of parts of a work in the press or in a periodical, authorisation of a pocket edition of a work, consent to a lecture delivered in radio or television etc. The right of cinematographic adaptation of a work constitutes similarly a comprehensive category, the transfer of this right allowing for the transfer of the rights to the adaptation of the original work, the combined adaptation thereof with other works (musical compositions, motion pictures etc.), the public presentation and distribution of the film. A task worth mentioning *de lege ferenda* is the comprehensive regulation of the rights connected with the authorisation of sound broadcasts. In this respect provisions could be made for the *uno actu* transfer of various partial rights concerning acts mostly concurrent with radio diffusion e.g. mechanical recording, diffusion, broadcast through a relay station, causing the broadcast to be heard in public, offer of a recorded broadcast to other radio transmitters, transformation of a work into a radio play, etc. providing, of course, an adequate remuneration for the author.

## II.

6. In the following part new states of affairs arising in connection with television should be considered.

of this kind which, besides, may be described, would not have been worth of being granted copyright protection, taking into particular consideration the possibility of their recording on a television tape or their presenting on the picture screen of television sets. E. NIZSALOVSKY, *Az előadóművész jogállása (On the legal status of artists)*. Állam és Jogtudomány. 1963. Vol. VI. No. 1.



The characteristic feature of television is to resolve the optical and acoustic forms of actual appearances to a continuous series of electric signs in their change and to transmit same to distant places by means of microwaves with the subsequent re-transformation of electric signs to synchronized optical and acoustic series by means of receivers. This proceeding makes possible the transmission i.e. diffusion of various events and presentations to distant places for an audience whose number is unlimited in principle. Events or presentations to be broadcast in this way can be recorded in a film or, preferably, a special tape produced by a magnetic or electronic process, to make possible subsequent or so called delayed broadcasts or repetitions, respectively. Television tapes may be transferred to other broadcasting stations which, for their turn, have also the possibility of broadcasting the recorded scanning line for receiving stations equally illimited in quantity since their number can be augmented on the earth and in outer space without any restriction by means of relay stations.

Apart from running commentary-like and similar transmissions, television programmes contain the broadcast of works affecting copyright in a very considerable proportion.

Taking into consideration the way of utilization of works through television as well as the character of broadcast pieces (works transmitted in original form, works adapted to television or works intended originally for television), following partial rights of copyright acquire a distinct form from dogmatic point of view:

a) First and foremost, any author has the right of *granting a permission for the television broadcast* of a work enjoying copyright. The said right applies to broadcasting both of the original and of the adapted version of the work concerned and, as a matter of fact, is owned by the authors both of the adapted works and the adaptations.

b) Granting permission for the *adaptation* of a work to television broadcasting or the joint adaptation with the works of other authors, respectively, is within the domain of copyright as well.

c) Finally, the authorisation of *mechanical recording* of a work on television tape for the purposes of television broadcasting is also covered by copyright.

7. When looking for solutions of copyright problems connected with television, it is first and foremost film law and radio broadcast law which, *de lege lata*, could seem to be a proper basis for analogies.

The final way of utilization of works protected by copyright for television broadcasting has much in common with the way of utilization of *cinematographic works* protected by copyright. In both cases, the audience is looking at the sequence of picture cycles and the optical sensing of motion pictures is coupled with acoustic effect. The characteristics that living actions are made accessible

to the audience by means of an interposed recording tape in both cases and television studios regularly broadcast also cinematographic films, seem likewise to promote bringing cinematograph films and television broadcasts to a common denominator.

As for Hungarian legislation, section 76 of the Copyright Act gives a suggestion also in the sense explained above stipulating that the provisions of the Act in the sections on cinematographic works "are to be applied also to products appearing in a form similar to cinematography".

The point is, however, not so simple. Reference was made already to the fact that the provisions of the Hungarian Copyright Act of 1921 have not been satisfactory even with regard to film problems, on the one hand. Numerous specific problems are being raised by television, on the other hand, that require a copyright regulation different from the rules of film law.

There is a difference already in the course of *mechanical recording* in the utilization of rights related to television and those subsisting in respect of film production, namely modern recording tapes have no optical elements consequently cannot be projected directly (In view of this, German terminology uses the term "Aufzeichnung" for all types of television tapes as opposed to the term "film").

As for film, the term *performance* should be used while the term *broadcast* is applicable to the utilization of a television tape.<sup>20</sup> Accordingly, copyright in these domains includes the *right of performance* (meaning the right of material utilization of copies of the film in the places where it is seen whereby this right has to be regarded as inherent in the so-called right to a cinematographic adaptation and is necessarily concurrent with it) and the *right of having the work broadcast*, the exercise of which would not imply necessarily the preceding recording of the work or, even in case of a recording, it subsists in the emission of the electric signs of a television tape making possible the transformation of the said signs to pictures and sounds in receivers whose number is illimited in principle.<sup>21</sup>

Hence a further *difference, important from the point of view of the exploitation* of copyright, and subsisting in that, as the granting of permissions of the utilization of rights concerning cinematograph films cannot be made dependent on the number of finished copies or presentations from practical reasons, when rights referring to television broadcast are transferred, it is an essential interest of the author to delimitate the extent of their utilization by fixing the number of broadcasts or relay stations, respectively. In view of the aforesaid it goes without saying that, as far as the utilization of rights connected with television broadcast is concerned, the *remuneration* payable to the author should *be brought into accordance with the number of broadcasts and of the relay stations*

<sup>20</sup> *Vorführung* (as opposed to "Aufführung" standing for theatre performance) and *Sendung*; *performance* — *broadcast*; *présentation* — *diffusion*.

<sup>21</sup> *Vorführungsrecht* — *Senderecht*.

in question, contrary to the practice established in the realisation of rights concerned with cinematographic films.<sup>22</sup>

It should be pointed out furthermore that there is a remarkable difference between television products and cinematographic films from the point of view of the *character of their form* too. It must not be lost from the mind in this respect that it was not long ago when lawyers of reputation in the field of copyright were against the recognition of television productions as independent works claiming to regard same simply as a specific way of transmission.<sup>23</sup> The majority of codifications on copyright has been still rather cautious in this field. Thus, as cinematograph films are mentioned regularly in enumerations of works, the way for television productions to be got established as a *sui generis* form of works has been rather lengthy. Sceptical views have been refuted, however, by the artistic development of television. Television technics proved to be suitable for producing comprehensive and modern works of art preserving a specific character as compared with that of cinematograph films.<sup>24</sup> It has to be pointed out that it is not television broadcast in itself whereby a work be-

<sup>22</sup> Authors are entitled to be remunerated by a lump sum for the transfer of film rights for a fixed period and for the distribution of the film for a determined period. Even if it is a rarity, it still occurs in international practice that the fee paid for the transfer of film rights is inferior to the usual rate of lump sums, and the authors obtain in addition a percentage of the net returns on the presentations of the film concerned. It is a general practice furthermore that the composers of background music of films are granted a so-called "meter compensation" having as basis of calculation the length of background music measurable on the cinematographic tape, in the function of the number of performances and summarized in meters. The problem of composers as exclusive beneficiaries of "meter compensation" was several times discussed in the literature and in practice. For the time being, this unilateral practice is still prevailing for some reasons. As regards practical reasons, the one that has the heaviest weight is that an important international network was formed, step by step with the lapse of time, for the protection of performing rights in music, for the collection and distribution of royalties of musical compositions not intended for theatre performance, and the functioning of this organization has made possible also the systematic accounts of "meter compensations" for film-music. As to the reasons of principle, it has been considered that film music is the work used in the most direct way and losing the least from its original form in the course of adaptation to a cinematographic film. Last but not least, as a rule, a composer is not in a position to grant the right of public performance to the film corporation beyond the right of adaptation to a film against a lump sum for, as it happens most frequently, the disposal of the performing rights was conferred already on a society acting for copyright protection in musical works.

<sup>23</sup> Thus B. MENTHA, pointed out in the paper *Film und Fernsehen in der Berner Übereinkunft* (UFITA, 1961. Vol. 35. issues 1-2) that, as cinematograph films represent doubtless a new form of works in the history of copyright, radio and television broadcasting, only increasing the possibility of presentation of the works concerned in an unusual way, have not been appropriate to bring forth a new form of works. Mentha went so far as to claim for the abovementioned views the character of being prevailing (pp. 1-2.). Similar views were expressed by H. DUVAL (cf. PINNER, *World copyright*, Leyden, 1952-1958. Vol. IV., pp. 215 and ff.), regarding television productions, as opposed to cinematographic works, nothing more but the exploitation of several separate copyrights.

<sup>24</sup> Television productions were regarded as a separate category of works as early as in 1958 e.g. by F. Hepp (*Radiodiffusion, télévision et droit d'auteur*. Paris, 1958. pp. 55 and ff.).

Film and television productions are classified as having identical features by ULMER (*Urheber- und Verlagsrecht* 1960, p. 130.). A very accentuated support was given to the view recognizing television productions as separate works claiming copyright pro-

comes a particular television work to be protected but the specific and original character of the broadcast work is decisive. Hence, if a work broadcast on television meets the *general* requirements of works to enjoy copyright protection and, besides, it was made for the purposes of television broadcast in accordance with the *specific features* thereof, it has to be regarded as a *sui generis* television work distinct from any other artistic form.

Considering simple theatre broadcasts, the problem not at all irrelevant from copyright point of view is already raised whether a separate adaptation is concerned and, if so, to what extent, by the application of specific television considerations necessarily concurrent with the transmission. As regards the television broadcast of a theatre performance, it is not a single point from which the transmission is broadcast and, when broadcasting, the stage is not presented in a comprehensive way from an unchanged distance but some points are *accentuated*, some actors and actresses in the play are *presented in close-up views* whereby others are necessarily *put to the background* and the multi-dimensional movements of the cameras are added to movements on the stage. All the said points result in giving a specific character to the theatre performance concerned which, for the audience of the television programme, will thus have a completely different course as if the listeners were present in the theatre. In view of this, any television broadcast made with the appropriate permission has to enjoy copyright protection by itself as a production presenting the original work in a specific way. Taking into consideration, however that, if a theatre performance is broadcast by television, the principal aim should be to show the play in the truest possible way, to the full, and preserving its original character, the term adaptation will not be applicable to television broadcasts from copyright point of view. It will be thus more appropriate to compare the relationship between a television broadcast and the original work or performance, respectively, to that existing between a translation and the original literary work already analysed in the preceding.

The specific character of television productions is, of course, more striking in case of works designed originally for television broadcast. Here the author of the scenario must not lose from mind the dimensional limits of the picture screen, producers have to take into consideration the technical limits of optical perception, the controversy between natural acoustic effect and presentation reduced in size etc. When cinematograph films are broadcast on television, the different aspects are fairly accentuated i.e. wide-screen pictures, cinerama pictures etc. would outgrow the television picture screen, some details disappear, keys are less toned even in case of black-and-white films.

---

tection by G. BRUGGEN (see especially UFITA 1961, Vol. 33 pp. 308 and ff., furthermore UFITA 1961, Vol. 35, pp. 187 and ff.: *Zur Abgrenzung zwischen Fernsehnutzungsrechten und Verfilmungsrechten* and UFITA 1964, Vol. 41: *Die Stellung des Fernsehens im Entwurf des Gesetzes über Urheberrecht und verwandte Schutzrechte*).

Television productions constitute thus a separate form of work with a specific character even if compared with cinematograph films. In view of this, the problem has to be decided whether the television broadcast of a work not published prior to the broadcasting concerned, should be regarded as publication of the original work from the point of view of the protection granted under the Berne Convention. In accordance with the views pointed out in the preceding in respect of adaptations to cinematograph films, the said views should be appropriately applicable in our opinion also to works broadcast on television. Thus the *broadcast on television* of a literary work (novel, television story or scenario etc.) still in manuscript form *ought to be considered as publication of the utilized parts of the manuscript*. True, a work broadcast on television will not be thereby accessible in a material way as a cinematograph film in distribution but it is usually recorded, however, on a television tape whereby it can be identified as well as reproduced for, or by, receiving transmitters, under the provisions of the law or the relevant contract, respectively. Thus distribution is made possible in a specified way. Furthermore, broadcasting from a television tape ensures an extremely wide publicity for the work so that its scope rivals in the global audience of all copies of a cinematograph film being in circulation.<sup>25</sup>

It is also clear from the abovesaid that cinematograph films and television productions are *rivaling forms of artistic works*. Alone by a contract granting right for the adaptation to a cinematograph film of a literary or dramatic work it is by no means impracticable to bring about also a television production from the same work with another user. A further consequence of the separate existence of the rights of performance and broadcast is that, in the absence of a special permission, a production made originally for television broadcasting must not be presented in cinemas from a film suitable for performance and made from the television tape. Vice versa, the right of adaptation to a cinematograph film and the performance thereof does not include the right of television broadcasting without explicit stipulations. Separation is justified not only by dogmatic points of view of copyright and material considerations arising from the different character of exploitation but elements of personal rights also favour this arrangement. A production not taking into consideration the conditions of the projection screen and designed for a small-size picture screen would possibly have a far less favourable reception in cinemas than in television. Conversely, the effect of a cinematograph film broadcast on television becomes imperfect concerning picture size and effects in general, as it was reealdy mentioned in the preceding.<sup>26</sup>

<sup>25</sup> It was proposed by Poland in the course of the discussions leading to the Brussels revision of the Berne Convention to extend the concept of publication explicitly also to the communication of literary and artistic works by means of broadcasting.

<sup>26</sup> It is worth mentioning a provision of the Copyright Act of India of 1957 in which it is made clear explicitly that, unless a special permission can be presented, the broadcasting of films on television is not allowed (see Part 14, Section 1, Subsection e/IV.).

It should be mentioned finally in this respect that the parallel possibility of adaptation of the same literary work to cinematograph film and television may also mean the statement of facts of unfair competition. A television play broadcast e.g. under the title of a known cinematograph film may have the appearance of broadcasting the successful film in question and vice versa. This aspect of the problem appears, however, to be beyond the scope of copyright.<sup>27</sup>

8. A series of copyright problems related with television cannot be solved by the application of the copyright rules provided for cinematograph films, as it results from the abovesaid. Under these circumstances it is evident to examine whether recourse may be made to the established rules and practice of *radio diffusion* and, if so, to what extent.

It would be erroneous to extend the concept of mechanical transmission established in Hungarian judicial custom in respect of radio diffusion for want of a better solution also to copyright categories related to television broadcasting. With regard to the comprehensive character of television productions, the copyright rules connected with mechanical transmission are even less appropriate for the solution of copyright problems linked with television broadcasting than for the settlement of the legal relations arising out of radio diffusion.

Investigation must not be finished at this point but it has to be continued in view of the obvious fact that copyright problems linked with television broadcasting could not be solved perfectly even by the application of appropriate rules referring to radio diffusion.

Radio diffusion is predominantly nothing more than a specific way of transmission. The additional value that television can offer is the moving picture ensuring an individual character of artistic works for television broadcast on account of the innumerable possibilities which may be realized. Hence the more international character of television as compared to radio broadcasting, for productions recorded on television tapes can be equally utilized by the tele-

---

Similarly, a special agreement is required for the broadcasting of a cinematograph film on television according to judicial practice in West Germany. As it was accentuated in the sentence No. 5 U 647/56 passed by the *Kammergericht, Berlin* on June 12, 1956; the contractual term "Schmalfilmauswertungsrechte in ihrer Gesamtheit" could be interpreted by no means so as to comprise also the right of broadcasting on television. (Besides, the disputed contract dated from 1953 when it was already generally known that the broadcasting of films on television has been quite usual.)

Cf. also with a commentary by GREUNER, GEORG (E. SCHULZE, *Rechtsprechung zum Urheberrecht*. München, Verlag Beck, KGZ No. 21).

<sup>27</sup> In this respect, an illuminating case may be mentioned from the judicial practice in West Germany, i.e. a dispute settled by sentence No. 3U 196/58 of the Oberlandesgericht Hamburg, passed on December 18, 1958. It was put down in the sentence that, on the basis of the act on unfair competition, a television company may not allow a film producer to use as a film title the title of a series of a television programme broadcast earlier even if the copyright in the title concerned is owned by a third person and the use of the title was granted to the film studio by the owner. According to the view expressed in the sentence, copyright protection of a work is preceded by the protection against unfair competition.

vision transmitters broadcasting in other languages with the only requirement of the synchronization of the text. Accordingly, the regulation of copyright in relation to the additional exploitation of a production is of greater significance for television than for radio broadcasting with regard to the circumstance for the latter case, in which the original transmission cannot be used in the area of any other language.

A further specific feature of television productions as compared to sound broadcasts is that, on account of their separate character as a form of works entitled for copyright protection, the protection period should be regulated in a specific way for them. There is no such requirement as far as sound broadcasts are concerned for in this regard the regulation as specified for the literary, dramatic, and musical works broadcast is applicable satisfactorily.

Regarded by their innermost substance, the rights connected with television belong no doubt to the category of the rights in broadcasting and, in consequence of this, should have a common regulation from systematic point of view with sound broadcasting instead of copyright in cinematograph films. Beyond fundamental rules of common character the rights connected with television broadcasting require, however, rules differing from those providing for sound broadcasting. Setting up the said rules, some experiences gained in the field of the rights concerning cinematograph films may be taken into consideration, on the other hand.

9. A survey should be made in the following of the points which, *de lege ferenda*, are to be considered for copyright regulation in the domain of television broadcasting.<sup>28</sup>

Both facts and the provisions of Section 11 bis of the Berne Convention<sup>29</sup> suggest unequivocally that the *right of broadcasting of a work by means of radio or television should be regarded as a separate right* by copyright legislation. Within this category, distinction should be made between rules applicable to both sound and television broadcasting, on the one hand, and those shaped mainly or exclusively for television usage, on the other hand.

First and foremost, the use of the right of telebroadcasting is a point of common regulation. It is a fundamental rule that this right is due to the author or his (her) successors. As regards works already published it will be *reasonable*, however, to introduce a "legal licence" in accordance with the provision of Article 11 bis of the Berne Convention ensuring the presentation of the works concerned in a broad circle as well as the rapid and trouble-free arrangement of broadcasts from copyright point of view. Under this rule transmitters need not take care for acquiring the rights in published works to be broadcast but, under the legal licence in question, may present them in their programme with the simulta-

<sup>28</sup> The suggestions made by R. PALÁGYI, in the article mentioned in Note 9, are worth to be taken into consideration.

<sup>29</sup> For a detailed analysis, see MENTHA, *op. cit.*

neous legal protection of the moral and material interests of the author or his (her) successor(s).

The institution of the legal licence is not an uncommon element already in foreign law. Thus, it has been enacted in various forms in the copyright acts of some capitalist countries.<sup>30</sup> As to copyright legislature in socialist countries, on the other hand, in which the co-ordination of the interests of the author and the community has been regarded as a fundamental objective, the institution of legal licence regulating radio and television broadcasts in various forms has been firmly established.<sup>31</sup>

As regards the *extent* of the legal licence to be introduced, it should be limited first and foremost by the moral rights of the author. This means, on the one hand, that the work concerned, not yet published, must not be broadcast without the consent of the author. In other words, the consent of the author or his(her) successor(s) is an absolute condition of a world premiere of a work by means of sound or television broadcasting. A further consequence of personal rights is, on the other hand, that a work enjoying copyright protection may be broadcast without the authorisation of the author only in its original version i.e. any adaptation to sound or television broadcasting is subject to the explicit authorisation of the qualified person.<sup>32</sup>

A further limit is set to the use of legal licences by territorial dispositions mentioned also in the text of the Berne Convention. Under these stipulations, a home broadcast not infringing copyright even in want of the consent of the author may be sold or offered for transmitters outside the country of origin of the work only with the authorisation of the author, irrespective of the circumstance of delayed or simultaneous broadcasting. Exceptions may be made by countries of the Union only in respect of their own nationals.

It would be desirable, on the other hand, to make it clear by a legislative act that an existing legal licence comprises the connection of *relay stations*

<sup>30</sup> Under the *Norwegian* copyright act of 1955, broadcasting may be allowed by the Ministry of Culture if one year passed after publication of the work in question and the radio company and the author were unable to agree. In the *Netherlands*, the full text of Article 11bis of the Rome version of the Berne Convention was inserted to Article 17bis of the copyright act of 1931. The Crown did not avail itself, however, of the right of introducing legal licence as yet. Under the terms of the *Turkish* act of 1951, broadcasting may be authorised by the Council of Ministers. The broadcasts of radio and television transmitters are authorised in an indirect way by the *Japanese* Act No. 131 of 1950 (Article 22, section d).

<sup>31</sup> Cf. Article 495, section 2 of the Civil Code of 1964 of the *Soviet Union*, Article 16 of the copyright act of 1952 in *Poland*, Article 16 of the copyright act of 1965 in *Czechoslovakia*, Article 13 of the copyright act of 1956 in *Rumania*, Article 9 of the copyright act of 1951 in *Bulgaria*, and Article 32, sections 2 and 3 of the copyright act of 1965 of the *German Democratic Republic*; Chapter III Articles 33–34 of the copyright act of 1957 of *Yugoslavia*.

<sup>32</sup> According to the explicit wording of the act of 1955 in *Norway*, the consent of the author is indispensable for a broadcasting in the form of adaptation. In the terms of the *Polish* act of 1952, the author has a privilege for making a version of his work suitable for broadcasting, in the case of adaptations.



inside the country as well as the *causing of a broadcast to be heard or seen in public*.

The reasonable remuneration for the owner of the copyright is a *condition* of the use of a legal licence. In want of a relevant agreement between the parties, the amount of this remuneration should be fixed, under the provisions of the Berne Convention, by the competent authority. There are views expressed also in the literature according to which the aforementioned rule should be interpreted in a restrictive way so that the transmitting station would be obliged to favour a deal in order to bring about an agreement concerning the fee to be paid in all cases and royalty fixation by the intervention of an authority should be only considered as an ultimate solution.<sup>33</sup> This view would mean in our opinion, however, a false interpretation of the essence of the legal licence which, as we understand it, should tend to relieve transmitters from the burden of negotiating with the owner of the copyright, always with an uncertain outcome, and to impose the duty on the user of the copyright to fulfil conditions formed on the basis of objective and general considerations instead of subjective demands. Accordingly, the rule of the fixation of authors' fees by an official act should have only a permissive character in our opinion as resulting from the precited provision of the Union, maintaining its meaning literally i.e. a remuneration fixed by a decision of an authority is payable unless an agreement subsists to the contrary. It would be a false interpretation of the text, however, if it were understood so that bargaining would be compulsory in all cases. (In accordance with the above views, the copyright act of Turkey of 1951 stipulates unequivocally that royalties payable for works broadcast under a legal licence are fixed by a tariff.)

It is a special problem if the owner of a copyright granted an exclusive permission elsewhere for the broadcasting of the work concerned without territorial limits. In principle, it would be easy to find a solution. According to our opinion, a legal licence in accordance with the stipulations of the Berne Convention has a preference to contractual exclusivity granted by the owner of the copyright for other persons or corporations, even when applied to the qualified persons or corporations of other countries of the Union. An explicit prohibition of the owner of the copyright concerned is to be taken into consideration, however, for it may appear as *conditio sine qua non* when a decision is to be taken on the authorisation of a theatre performance to be broadcast, a publication of a translation etc.

10. It follows from the abovesaid that a legal licence would affect only a part of works in television and sound broadcasts and the consent of the author's would be indispensable concerning works not yet published or if the production to be broadcast would differ from the original version.

<sup>33</sup> E. g. B. MENTHA, *op. cit.* p. 19, mentioned in Note 22.

It occurs frequently that a broadcast work results from a complex adaptation. In such cases it would be almost impracticable for all qualified persons to exercise their copyrights by common action regarding possible other users. Under these circumstances it is reasonable to accept the solution giving exclusive right of disposal of all copyrights existing in the broadcast to the radio or television corporation which made it enabling same to negotiate with other transmitters, commercial enterprises and agencies respectively concerning further exploitation of the production.<sup>34</sup>

In compliance with the abovesaid, the television corporation has to conclude a contract with the author of a literary work (novel, play, radio or television story, scenario), television sketch or background music etc. taken as basis of a television broadcasting to be made by it. It is preferable if the relevant legal disposition provides for a written form imperatively in this respect.

By virtue of the contract mentioned above, the television corporation will be entitled, on the one hand, to make the necessary television adaptation or, as the case may be, a television scenario made, to broadcast the finished television production, and to license the use of same to other television transmitters. On the other hand, the corporation will be engaged to pay an appropriate remuneration.

As to the royalty payable to the authors of the literary work taken as basis and the scenario, it appears to be just and reasonable and, besides, it complies with international practice, if the amount is fixed in consideration of the number of broadcasts effected and relay stations connected. In case of licenses to other transmitters, the royalty for the authors should be payable according to the relevant tariff of the licensees.

As regards works to be made on order, an appropriate advance should be paid on the royalties concerned. In case of repetitions it is accepted in principle to pay a reduced royalty compared to the amount due for the first broadcasting. As to the compensation payable for background music, the practice accepted by performing right societies with competence for the territories of the relevant broadcasting companies, should be taken into consideration.

In case of the utilization of a television production in its original form by a transmitter other than from which the first broadcast was made, it is an established rule in international practice that the re-broadcasting television company pays, in addition to the royalty stipulated in the relevant tariff, an

<sup>34</sup> Cf. *European Agreement on the Protection of Television Broadcasts* (Strasbourg, June 22, 1960). In some countries not only derivative (secondary) but also original (primary) copyright of the broadcasting bodies is acknowledged in the broadcasts made by them. (See e.g. Article 46, section 1 of the copyright act of 1965 in Czechoslovakia, and Article 14, section 2 of the British Copyright Act of 1956). According to our opinion it is necessary to set up cogent rules also in this case putting down the principle according to which the authors' fees should be payable in the course of the further utilization of the work broadcast.

extra compensation for the use of the tape record of the television production in question.<sup>35</sup> As a matter of fact, this extra payment is exclusively for the benefit of the television corporation that placed at disposal the tape concerned. As there are no firmly established norms for the realization of rights resulting from television broadcasting as yet, even at international level, the compensation practice mentioned above cannot be considered, for the time being, as the only way frequented. If a single amount is paid by the licensee for the production as a whole comprising the use of the right of broadcasting and the television tape as well, the proportion payable to the tape-owner has to be fixed in the agreement concluded with the authors.

As it is shown by world-wide practice, radio and television transmitters do not broadcast each work contracted for. Thus, their contract forms contain a stipulation, as a rule, releasing the company from the obligation of utilizing or broadcasting imperatively the work concerned. As for the interests of the author, on the other hand, it is reasonable to protect same by a rule providing for his free disposal of contracted rights for the case of non-broadcasting the work in question within a specified period, on the one hand, and the payment of a fixed rate of the royalty stipulated for the first broadcast or prescribed by the relevant tariff, on the other hand.

11. A further important problem in connection with the transfer of rights of adaptation for broadcasting is the *regulation of the use of* the so-called *remake right* i.e. the right of a repeated adaptation of a work for the purpose of radio or television broadcasting respectively. The problem equally arises from the point of view of the radio or television corporation acquiring the right of broadcasting and the party granting the said right.

It should be made clear under positive law that, unless an agreement to the contrary subsists, a transfer of the right to make a radio or television production allows only for a single production. Consequently, a separate agreement is to be concluded if a new production should be made even if the work taken as a basis is the same.

It is in the interest at the same time of a television corporation preparing a production appropriate for marketing on international scale to be ensured against actions of the authors of the literary work serving as basis of the television production authorising other television corporations to make subsequent television adaptations of the work in question. In view of this, television

<sup>35</sup> This proceeding is in conformity with the practice formed in respect of the recital of musical compositions according to which publishers of musical compositions charge, apart from royalty, an extra fee for material hiring i.e. the placing at disposal of scores. The performance of a musical composition is as impossible without notes as the broadcasting of a television production without a television tape. In other words, notes and television tape are indispensable utilities for enjoying the work and exploiting the copyright in it as well. In view of this, they should be treated within the legal relations governed by copyright. At the same time, they are to be distinguished from the creations enjoying copyright as well as from the royalties due for the utilization of these protected works.

corporations should have the right entitling them to prohibit the author to realize the remake right of the work concerned with other television corporations over a fixed period commencing with the day of broadcasting by the authorised television, within the contracted limit. Considering the propagation of television productions and their examination by interested television corporations from the point of view of acquisition for broadcasting, a period of 3 to 5 years from the first broadcasting seems to be sufficient. As a matter of fact, the use of the remake right must not involve any prejudice to the protection and exploitation of the original television production.

12. Having analysed the right of broadcasting and the problems related to the adaptation for broadcasting, the points connected with the *mechanical recording* with regard to broadcasting should be considered.

It should be regulated by positive law that the radio and television corporations are entitled to make mechanical recordings of works broadcast by radio or television, in order to exercise the right of broadcasting conferred upon them by a legal licence or a contract. Considering the present state of technical development, the transfer of the right of broadcasting would be a vague formality without this authorisation. Since mechanical recording is concurrent with the preparation and broadcasting of radio and television productions in almost every case, it should be allowed to make it without a special compensation. (According to the opinion that seems to be the correct one, the compensation payable to the authors as outlined above comprises the fee due for mechanical recording too.)

There are two other problems, however, still disputed i.e. for what purpose may be used the mechanical recordings in question and under what conditions they may be stored subsequent to broadcasting.

Under the Brussels version of the Berne Convention, the recording of works designed for radio or television broadcasting is allowed without a special permission only for broadcasting by the transmitter who made the recording concerned. In view of existing practice and the considerations mentioned in the precedings, the said provision seems to be excessively restricting. It is clear, particularly as regards television, that a distinction is to be made first and foremost between the recording of a production designed originally for broadcasting and of works made for other purposes than broadcast. Essentially, in the latter case the qualification as a television work would not even be appropriate since broadcasting would mean simply the secondary use of the original work limited to the territory of the country in question also on the basis of the principle of the legal licence as termed by the Berne Convention. In such cases it is justified to restrict the use of a recording to the transmissions of the corporation that made the recording. As for works designed deliberately for television broadcasting, however, their utilization implies the tendency from the beginning to broadcast it in the highest possible number of languages by

synchronizing the tape. (As regards radio plays, it is equally plain that their licensing to other transmitters, in order to have them broadcast in the original language, is in full accordance with the interests of the author.)

With regard to the aforesaid it seems to be reasonable to limit the use of the recorded form of protected works broadcast by radio or television in accordance with the stipulations of the legal licence or copyright contract serving as legal basis of the broadcasting. Thus, the *use of recordings* allowed to be made by a broadcasting body without a special permission *would be limited to a domain set out by law or a contract concluded with the owner of copyright concerning the broadcast of the work in question.*

The suggestion given above is, essentially, a proper answer also to the second problem mentioned earlier. The Brussels version intends to protect the interests of authors by the provision that only ephemeral sound and picture recordings are allowed to be broadcast and the keeping of the recording in official archives is only permitted as far as a material of outstanding documentary value is concerned. Contrary to this, it is evident that, as the case may be, it would better serve the interests of authors to ensure the possibility of repetition of a broadcast already agreed upon, than to destroy the records of it with regard to possible unauthorised broadcastings of an existing recording. Moreover, from the point of view of the copyright protection or identification of individual television productions it is even desirable to keep a copy of the recording on archives.

It is a proper provision of the Yugoslav copyright act of 1957 that any sound or television recording may be kept preserved in official archives for the purpose of documentation. In the last analysis, the above solution is not contradictory even to the Brussels version in which no mention is made of the compulsory annihilation of all copies of recordings. On the other hand, any classification of a work whether or not to be of an outstanding documentary value would have a highly subjective and relative character.<sup>36</sup>

13. Finally, a specific problem bearing on television should be mentioned in view of the circumstance that it may be of actual importance concerning the period of copyright protection of television productions.

Cinematographic works are granted a shorter protection period by a number of copyright acts as compared with the general duration of protection. A reason of this regulation, from dogmatic point of view, results from the shorter copyright protection granted for photographic works. Section 75 of the Hungarian Copyright Act of 1921 may be also mentioned in this respect, according to which a shorter protection period i.e. 15 years following the year of publication or, in case of a posthumous publication, the year of death of the author, is granted, as provided by Section 69, for a film if it should be classified

<sup>36</sup> It is pointed out in the copyright act of 1965 of the German Democratic Republic that recordings, without a limitation in time, are utilizable for repeated broadcasting.

as a photographic work. There is another point, however, which may have prompted codificators frequently to favour a shorter protection period for films in copyright acts, i.e. the doubtless faster process of getting outmoded of cinematograph films as compared with other literary or artistic works. This consideration might have obtained a decisive importance in order to facilitate the making of new films of the same topic by other producers.

Let us have a survey, however, of the essence of the particularly short protection period.

Considering the abovementioned provisions of the Hungarian Copyright Act of 1921 from this point of view, it will be clear that two periods of protection, of different durations, may be granted for cinematograph films with highly vague criterions of classification, according to their predominantly literary-artistic or photographic character respectively. This arrangement may result in legal insecurity, on the one hand, and is, also as regards the merits of the case, a false approach to the problem, on the other hand. As it was pointed out in the proceedings, a cinematograph film is an individual, *sui generis* artistic work provided that it meets also the general requirements of copyright protection, consequently it has to be treated by uniform standards also from the point of view of the protection period.

Apart from the abovesaid, the expiration of a shorter protection period granted for cinematograph films would by no means imply the unlimited possibility of further adaptations in all cases. In view of the fact that literary works such as novels, dramas, scenarios etc. adapted to the screen enjoy a longer protection period, it occurs frequently that, even with the expiration of the protection period granted for the first adaptation, the relevant rights of adaptation remain still outside the so-called public domain. In such cases the expiration of the shorter protection period provided for the cinematograph film will be only effective in favour of the authors of the work or works that served as basis for the cinematographic adaptation. The problems bearing on their relative engagement or release from engagement may be regulated satisfactorily, however, by the conditions of the exercise of remake rights, without making necessary particular provisions for the protection period of films.

The problem will have an adverse character if the protection period of the literary work adapted to the screen expires first whereby the protection of the material adapted to the screen will be subsisting only by virtue of the cinematographic film. It is clear, however, that further adaptations to the screen of literary works thus belonging already to the public domain will be permitted, irrespective of the copyright protection still subsisting in the film in question, and protection against infringement of the copyright will only cover the original features of the earlier film e.g. individual solutions of production and photographic work. Really original and characteristically individual points of a cinematographic adaptation are worth, on the other hand, to enjoy copy-

right protection for the same period as other artistic, literary, etc. works. (Besides, the act on unfair competition provides for deliberate deception arising from a later cinematographic adaptation of a work in relation to an earlier adaptation of same.)

When the protection period to be granted for television productions is considered, it should be mentioned that, in our opinion outlined in the precedings, the limitation of exclusivness in respect of the authors may be satisfactorily arranged by the regulation of remake rights. Besides, no weighty argument may be advanced in any respect which would justify special protection periods in relation to television productions, with a shorter duration than fixed in the general arrangement.

The starting date of the protection period for television productions has to be made clear, however, by a legal provision. As finished products enjoying copyright protection, television works represent the result of a common work and the rights of realisation are vested with a legal person i.e. the television corporation making and utilizing the production. Under these circumstances, the death of the author as starting date of the protection period is out of consideration. Instead, general protection period for television productions should begin with the *first public broadcast* of the work for all authors concerned.

## Некоторые вопросы развития авторского права, обращая особое внимание на телевидение

Д. БОЙТА

Новые юридические составы по авторскому праву, связанные с развитием телевидения, требуют специфической правовой регламентации. Закон об авторском праве, изданный в Венгрии в 1921 году, действующий и в настоящее время, совсем не регулирует вопросы, возникающие в этой области, а также не можем говорить и о единой судебной практике. Поэтому стало необходимым, с одной стороны, анализ новейшего венгерского и международного развития авторского права в целях сделания выводов, могущих быть использованными с точки зрения тематики телевидения, а с другой стороны, критика возможностей *de lege lata* и разработка предложений в интересах соответствующего законного регулирования.

Характерной формой развития авторского права является то, что общее авторское право, основывающееся на законе, выкристаллизовывается в частных правомочиях, что обычно сопровождается созданием категорий конкретных жанров. Но типизация с точки зрения субъективного права не является конститутивной, а имеет регулирующий характер. В соответствии с этим при регулировании новых составов следует обратиться к общим правилам авторского права и на них должны построить адекватное регулирование. Применение права по аналогии может иметь только переходный характер.

В ходе развития расширяется и предмет авторского права, понятого в объективном смысле. Современное регулирование должно распространяться и на вопросы реализации авторских правомочий, имеющих имущественный интерес, в противоположность существующему раньше статическому взгляду, который считал задачей законодателя лишь определение отдельных правомочий и создание их охраны.

Дифференцированное регулирование оказывает обратное воздействие и на основные понятия по авторскому праву. Так, например, при определении понятия произведения авторского права помимо формальных признаков требуют все большего подчеркивания и элементов содержания и это особенно является существенным с точки зрения правильного понимания оригинального произведения, соотношения между оригинальным

произведением и переводом, а также и адаптацией, понятия первого опубликования по бернскому союзу в связи с телевизионным произведением.

Следующее требование, вытекающее из дифференциации авторского права, состоит в том, чтобы при создании новых категорий аналитическая работа по правовой догматике была уравновешена синтетическим правово-политическим взглядом.

Учитывая все это, можно констатировать, что вопросы авторского права, связанные с телевидением, не могут быть урегулированы путем простого распространения на них норм, возникших в связи с радио и фильмом. Эти нормы частично и сами нуждаются в ревизии. Так, например, в связи с радио сегодня уже нельзя избежать того, чтобы право на трансляцию создали как самостоятельную категорию. Но телевидение даже внутри круга прав по трансляции требует особых правил. *De lege ferenda* является обоснованным в ходе создания права на трансляцию по радио и телевидению, введение *licence légale*, соответствующего ст. 11/а бернского союза. На случаи, выходящие за рамки *licence légale* следует регулировать самые существенные императивные и диспозитивные правила договора по использованию. Следует обеспечить приобретение в форме единых правовых рамок частных правомочий, необходимых для создания телевизионного произведения и трансляции и принципа авторской платы, выплачиваемой за каждую трансляцию и транслирующую станцию. Следует регулировать вопросы осуществления прав *remake*, а с истечением определенного срока автору следует обеспечить право на новую продажу. Помимо обеспечения авторских прав следует признать право телевидения к механическому закреплению произведения и к официальному хранению телевизионной ленты. Следует признать также характер произведения телевидения как продукции, право распоряжения телевидения, принадлежащее ему на основе договоров, заключенных с авторами, в отношении пользователей третьих лиц, а также срок охраны произведения телевидения, который является сходным по содержанию с иными произведениями авторского права и который следует исчислять со времени первой трансляции.

## Quelques questions du développement du droit d'auteur, eu égard particulier à la télévision

par

GY. BOYTHA

Les situations juridiques de nouveau genre intéressant le droit d'auteur et résultant du développement de la télévision, exigent une réglementation juridique spéciale. La loi hongroise du droit d'auteur de l'année 1921 qui est encore en vigueur, ne règle point les questions concernant cette matière et on ne peut partir d'une jurisprudence uniforme non plus en cette matière. C'est pourquoi qu'il est devenu nécessaire d'une part d'analyser du point de vue des problèmes de la télévision le développement hongrois et international du droit d'auteur aux fins d'obtenir des connaissances utiles et d'autre part de soumettre à un examen critique des possibilités «de lege lata» et d'élaborer des propositions utiles visant une réglementation légale convenable.

C'est la forme caractéristique du développement du droit d'auteur, que le droit général d'auteur s'appuyant sur la loi, se cristallise en des droits partiels, ce qui est accompagné généralement par la formation des catégories concrètes des différents genres d'oeuvres. Mais du point de vue du droit subjectif la division en types n'a pas le caractère constitutif, mais un caractère classificatoire seulement. En conséquence pour régler des faits nouveaux il nous faut remonter aux règles générales du droit d'auteur et baser la réglementation adéquate sur ces dernières. L'application du droit par analogie ne peut aider que transitoirement.

Au cours du développement l'objet du droit d'auteur s'est élargi dans un sens objectif aussi. Il faut que la réglementation moderne apporte le règlement des questions de la réalisation des droits d'auteur d'intérêt pécuniaire aussi, contrairement à la manière de voir statique antérieure qui a considéré comme matière législative seulement la définition de quelques droits et le développement de leur protection.

Toute réglementation différenciée réagit sur les notions fondamentales du droit d'auteur aussi. C'est ainsi que pour définir p. ex. la notion de l'oeuvre protégée par le droit d'auteur il faut accentuer à côté des critères formels les éléments de son contenu aussi, ce qui est essentiel surtout du point de vue de la compréhension adéquate des relations qui existent entre l'oeuvre originelle, la traduction et les adaptations, comme aussi;



du point de vue de l'interprétation correcte de la notion de la première publication, définie par l'Union de Berne, qui n'est point indifférent relativement à l'oeuvre de télévision non plus.

C'est une exigence ultérieure qui se présente au cours du processus de différenciation du droit d'auteur, que dans la formation des nouvelles catégories la conception synthétique de la politique juridique tiende en équilibre l'analyse dogmatique du droit.

Sur la base de ces considérations on peut constater que les questions du droit d'auteur concernant la télévision ne peuvent pas être réglées simplement par l'extension des règles relatives à la radio et au film, règles qui ont elles-mêmes besoin d'une révision. Ainsi p. ex. en ce qui concerne les émissions radiophoniques il est déjà inévitable de donner au droit à la diffusion le caractère d'une catégorie autonome. Mais la télévision exige des règles particulières même dans le cercle des droits à la diffusion aussi.

Il est justifié «de lege ferenda» qu'au cours de la formation du droit à la diffusion par la radio ou par la télévision, soit appliquée l'institution de la licence légale conforme à l'article 11/a de l'Union de Berne. Pour les cas qui sont en dehors du cercle de la licence légale il faut déterminer les règles les plus importantes de nature coercitive et dispositive du contrat d'utilisation. Il faut assurer l'acquisition des droits partiels, nécessaires à la préparation et à la diffusion d'une production de la télévision, dans la forme de droits-cadres unifiés, ainsi que le principe des droits d'auteur à payer par diffusions et par stations de radio-diffusions. Il faut régler la question de l'exercice des droits dits de «remake», en assurant à l'auteur le droit à une nouvelle réalisation après l'écoulement d'un certain temps. En dehors d'assurer les droits de l'auteur il faut reconnaître le droit de la station de la télévision à la fixation mécanique de l'oeuvre et à la conservation officielle des bandes de télévision. Il faut reconnaître le caractère «d'oeuvre» de la production à la télévision, le droit de disposition de la poste de télévision — sur la base de contrats conclus avec les auteurs — envers d'autres usagers, de même que la durée de protection de l'oeuvre de télévision, de même contenu que celle des autres oeuvres protégées par le droit d'auteur, et qui est à compter de la première diffusion.



## Подготовка судебного разбирательства УГОЛОВНЫХ ДЕЛ

Ф. КРАТОХВИЛ

адонкт Будапештского Университета

Подготовка судебного разбирательства является дискуссионной и часто изменяющейся стадией венгерского уголовного процесса. Статья продемонстрирует характерные черты различных решений проблемы, на основе статистических данных анализирует их эффективность, и наконец изучает то, применением каких приёмов можно было бы совершенствовать и сделать более эффективной подготовку судей судебного заседания.

Вводная часть подытоживает исходную основу статьи. С целью технической подготовки судебного рассмотрения дела суд изучает дело. Вместе с этим целесообразно изучать дело по существу и с той точки зрения, что созрело ли оно для судебного рассмотрения. Таким образом судебская подготовка в процессе может выполнить задачу фильтра, который может воспрепятствовать судебному рассмотрению дел, возбужденных без всякого или необходимого основания.

Первая глава знакомит с главными чертами системы обвинительного совета, учрежденного в начале столетия. Из сказанного видно, что система факультативности обеспечивает возможность опротестовать обвинительный акт только для обвиняемых, хорошо знающих право, или располагающих необходимым имущественным и адвокатом. Автор анализом законодательных актов и статистических данных, а также и высказываний современников доказывает бесплодность факультативной системы, то, что этот — вначале прогрессивный — институт каким образом потерял своё значение.

Глава вторая в отношении периода 1946—1954 гг. приходит к выводу, что отмена — т. е. сильное ограничение — судебного подготовительного процесса — наряду с применением неправильных принципов правовой политики — вредно влияли на деятельность правосудия.

Третья глава занимается оценкой результативности распорядительного заседания, введённого в 1954 г. Поскольку заседание было обязательным во всех случаях, оно стало шаблонным, механическим, и большое число дел, подлежащих рассмотрению распорядительного заседания, воспрепятствовало активному сотрудничеству народных заседателей. Несмотря на всего этого, в 10—14% дел удалось избежать излишнего судебного рассмотрения дел.

Четвёртая часть статьи даёт анализ положения, действующего с 1962 г. Поступающие в суд дела сначала рассматривает председатель судебного совета и назначает заседание распорядительного заседания только в том случае, если в деле имеется вопрос, требующий решения совета (например направление дела на следствие, прекращение дела производством и т. п.). Таким путём число дел, рассматриваемых на распорядительном заседании, сократилось больше чем на половину. Ввиду этого автор на основе данных статистики исследует результативность нового метода. Он приходит к выводу, что уменьшилась нагрузка судов, нет необходимости в формальных заседаниях, и в то же время роль фильтра сохранила своё значение.

В заключительной — пятой — части статьи автор изучает те возможности, с помощью которых можно повышать эффективность судебской подготовки судебного заседания, т. е. всё ещё высоко число оправдательных приговоров и постановлений о прекращении дела в судебных заседаниях. По мнению автора путём усиленного использования формы устности слушания дел можно повышать результативность. Условием этого является непосредственное вручение обвинитель-

ного акта обвиняемому сразу же после вынесения постановления об обвинении, чтобы он мог отзываться ещё до назначения председателем совета срока слушания дела на распорядительном или на судебном заседании. С использованием этого метода стало бы возможным вовремя раскрыть ошибки предварительного следования и распорядительное заседание не имело бы характер предварительного судебного заседания.

Возбуждение без основания уголовного процесса противоречит правам граждан и скомпрометирует их. В стадии судебного разбирательства гласность судебного заседания умножает внешние, моральные последствия. Ошибки предварительного следствия и предъявления обвинительного акта не может полностью ликвидировать даже и наилучший закон, поскольку они вытекают в основном из ошибочной концепции, поверхностности, и общих человеческих пороков лица, применяющего право. Но число ошибок и их вредные последствия можно сокращать путём усиленного контроля.

Предъявлением обвинительного заключения оканчивается подготовительная часть уголовного процесса и начинается судебное разбирательство. Очевидна возможность поставить фильтр на этом уровне, который может приостановить процесс по делам, не имеющих надлежащего основания. Имеется много значительных доводов за то, чтобы эту контрольную работу проводил суд. Ошибки подготовительного процесса легче всего выявляет тот, работу которого эти ошибки затрудняют или затрудняют его положение. Ошибки подготовки препятствуют главным образом работе суда. Следовательно, контроль целесообразно поручать заинтересованному судье. Перед назначением дела к слушанию суд должен изучать его с технической точки зрения. (Как долго будет длиться слушание, не надо ли извещать и другие лица о судебном заседании, и т. д.). В ходе изучения такого характера выявляются и ошибки предварительного следствия. В случае, если суд констатирует, что дело по существу нельзя рассматривать, или что процесс означает лишь скомпрометирование невинного человека, — он должен воспрепятствовать дальнейшему процессу в интересах законности и с точки зрения целесообразности.

На основании таких точек зрения законы об уголовном процессе различных государств регулируют порядок подготовки к судебному разбирательству. Ввиду различий в задачах, национальных традициях, организационных и принципиальных соображениях, такое урегулирование может быть весьма разнообразным. С изменением первичных целей даже в рамках одного и того же государства может измениться система и порядок подготовки суда к судебному разбирательству.

Целью статьи является показать и анализировать развитие и настоящее положение венгерского урегулирования. Рамки статьи ограничивают круг исследуемых вопросов. Поэтому автор прежде всего старается дать очерки по организационной структуре. Статья не занимается группой преступлений, преследуемых по частному обвинению, подготовка которых существенно отличается от дел государственного обвинения. Имея в виду и требование актуальности, в статье дается подробный анализ только действующих норм.

## I

Феодалный венгерский уголовный процесс, основанный главным образом на обычном праве, содержал правила о возможности предварительного контроля обвинительного акта только по делам, возбужденным против дворян. Основательное изменение принесло введение системы обвинительного совета законом XXXIII от 1896 г. Цель нового института и методы его урегулирования были охарактеризованы одним из известных авторов закона — *Карой Чемеги* — следующим образом: «Подготовленный мною законопроект имел своей целью предохранение необоснованно преследуемых лиц от противоправных, необоснованных судебных заседаний, от их неизбежно волнующих спектаклей, страстей и шансов. Я не был в состоянии

видеть реализатора этой охраны в лице представителя обвинения, я считал необходимой гарантией этого независимого судью.»<sup>1</sup>

Регулирование имело систему факультативности. Дело рассматривалось в обвинительном совете только в том случае, если обвиняемый обжаловал обвинительный акт. В отсутствие такого обжалования после административного контроля председателем судебного совета дело было назначено к слушанию. Обвинительный совет мог вынести следующие постановления: передача дела другому суду, направление на следствие, приостановка или прекращение процесса, и предъявление обвинительного акта. Такие же постановления мог вынести суд и в отсутствие жалобы со стороны обвиняемого за тем исключением, что на основании недостаточности доказательств он не мог прекращать процесс.

Не могло быть речи о процессе перед обвинительным советом в том случае, если прокурор выступил с предложением о «непосредственном извещении о судебном заседании». Условиями такого предложения были: предписанное законом наказание за данное преступление не превышает 5 лет и обвиняемый был задержан на месте преступления, или он признался в совершении преступления перед судом и его признание было подтверждено полностью данными предварительного следствия.

Министерская мотивация закона об уголовном процессе назвала систему обвинительного совета «наиболее красивым институтом уголовного процесса». Однако, дальнейшее регулирование — как и в других областях правовой системы — отказалось от этого института, который в своё время считался прогрессивным.

Закон XXIX от 1921 года наиболее часто встречающиеся дела передал в компетенцию судьи единолично, и таким образом эти дела больше не подлежали рассмотрению обвинительного совета. (Тяжкое телесное повреждение, нарушение неприкосновенности жилища, воровство и укрывательство — в случае наказания лишением свободы до 5 лет, растрата, мошенничество, насилие против представителя власти и связанное с этими же преступлениями укрывательство.)

Закон XXXIV от 1930 года ещё сильнее ограничивал круг дел, подлежащих рассмотрению обвинительным советом, т. к. он перечислял те преступления, в отношении которых можно обжаловать обвинительный акт. (Принуждение к развратным действиям, детоубийство, противоправный аборт, ложное свидетельское показание, ложная клятва, ложное обвинение, вымогательство, недобросовестное управление чужим имуществом, мошенничество, подлог документов, ведомственные и адвокатские преступления или проступки.)

<sup>1</sup> И. Баумгартэн, *Об обвинительном постановлении*. Акты Венгерского Общества Юристов, т. XII, тетрадь 2., Будапешт, 1895, стр. 60.

Общей чертой указанных законодательных актов является то, что в случае большинства преступлений отменила фильтр, обеспечивающий осуществление буржуазных свобод. Всё это произошло не от того, как будто капиталистическое государство не старалось сохранить видимость законности. Просто система обвинительного совета не оправдала себя в таких категориях дел. Приведенная ниже статистическая таблица явно доказывает, что хотя число преступлений повышалось, но число обжалований осталось неизменным, а их результативность сокращалась.

Таблица № 1

Год	Обвин. акт	Обжалование	Обвинение	Прекращение произ.	Результативность %
1914	23 846	4295	3675	620	14,5
1915	22 064	2838	2379	459	16,0
1916	16 086	2400	2045	355	15,0
1917	18 096	2280	1949	331	14,0
1921	10 601	1648	1442	206	12,6
1922	19 768	2572	2387	185	7,3
1923	27 295	2017	1873	144	7,1
1924	27 826	2617	2494	118	4,2

Современники даже поставили вопрос: неужели совершенство обвинительных актов, или же «общее безразличие и нерешительность, причиненные тяжёлыми условиями жизни, являются причиной того, что всё реже используют право обжалования, и институт обвинения всё больше потеряет своё значение?»<sup>2</sup> Дёрдь Ауер видел бесплодность обжалований в безошибочных, соответствующих «предписанию закона и принципу науки» обвинительных актах. В качестве отрицания этого хочется указать лишь на то, что мало вероятно, что работа прокуратуры настолько улучшилась бы, что безрезультатность обвинительных актов сократилась на одну-треть как раз в период между 1921 и 1924 годами, когда вследствие экономических трудностей после мировой войны число обвиняемых удвоилось.

Безрезультатность «наиболее красивого института» можно объяснить факультативной системой, созданной в весьма неблагоприятных экономических и общественных условиях. Карой Эдви Иллеш уже в 1909 г. указал на то, что эта «основная идея даёт полную гарантию только для подсудимых, довольно интеллигентных, или состоятельных, чтобы иметь своего защитника».<sup>3</sup> Ибо недостаточно поставить судебный контроль на усмотрение

<sup>2</sup> Дь. Ауер, *Подготовительный процесс, обвинительное заключение и протесты*. Будапешт, 1931, стр. 161.

<sup>3</sup> Балог—Иллеш—Варга, *Объяснения к уголовному процессуальному кодексу*. Будапешт, 1909, стр. 170.

только обвиняемого, потому что в этом случае условием использования чрезвычайной помощи оказывается не обоснованность или необоснованность обвинения, а имущественное положение и умственные способности обвиняемого. На этом основании пришёл к выводу *Изидор Баумгартэн*, что законодателя нельзя считать даже откровенным, если он обеспечивает преимущества без того, чтобы одновременно мог обеспечить и умственные способности и имущественное положение, необходимые для понятия и использования тех преимуществ.<sup>4</sup>

В создании такого неблагоприятного положения играл значительную роль и такой факт в отношении структуры, что членами обвинительного совета были не члены судебного совета. Поэтому принятие необоснованного обвинительного акта для них не означало никаких дальнейших последствий. Хочется привести опять же слова судьи *Баумгартэн*: «тот судья, у кого нагрузка такая большая, что он не успевает *добросовестно* делать своё дело и вынужден работать *поверхностно*, из этого может притти к выводу, что *тайно* от него ожидается другое, а не то, чего от него *явно* требуют. . . Каждый человек — в том числе и судьи —, хотел бы выполнить как можно больше работы, приложив как можно наименьшие усилия. Дать ему возможность работать добросовестно с экономией своих сил, и качество его работы всегда будет безупречным. Судебное рассмотрение обвинительных актов является поверхностным от того, что *этим делом занимается не тот судья, кто должен его рассматривать в судебном заседании*. При этой системе отклонение обвинения облегчает работу *другого* судьи, . . . но ответственность лежит на нём» . . . Если бы предварительный контроль осуществлял судья, который должен будет рассматривать дело и в судебном заседании, «то к добросовестному изучению дела и оценке тяжести доказательств — чего требует общественный интерес — стимулировал бы и его личный интерес . . . Он освобождается от более тяжкой задачи если сталкивается с меньшими трудностями, и таким образом расчёт прибавляется к усердию.»<sup>5</sup> Однако, вследствие неправильной организации желательная гармония не могла осуществиться.

Вопреки этим ошибкам следует оценивать в качестве результата то, что введением обвинительного совета в венгерском уголовном процессе осуществилась система предварительного судейского контроля над обвинением, и что этот контроль осуществлялся в ходе устного процесса. Один из членов суда изложил обвинение, обвиняемый и его защитник могли устно излагать свои предложения, и члены совета могли задавать вопросы обвиняемому. Последовательным осуществлением в судебном процессе принципа устности венгерский уголовный процесс опередил законодательство многих других современных государств.

<sup>4</sup> Баумгартэн, *op. cit.* стр. 41.

<sup>5</sup> Баумгартэн, *op. cit.* стр. 53.

## II

По окончании второй мировой войны возросло число преступлений. Разложение морали, недостаточная организованность органов уголовного розыска сделали необходимым ускорение и симплификацию процесса. Одним из средств этого была ликвидация системы обвинительного совета, тем более, что она слишком замедлила процесс и по данным статистики она показала себя нецелесообразной. Министерская мотивация закона № XIV от 1946 г. указала на предварительное судебное рассмотрение обвинительного акта как на «излишнюю стадию» судебного разбирательства, поскольку по его мнению: «официальный обвинитель — закон уголовного процесса которого обязывает быть объективным — обычно воздерживается от легкомысленного предъявления обвинительного акта.» Действительная причина ликвидации этого института очевидно скрывалась в познании безрезультатности системы обвинительного совета, однако ещё не нашли новую, подходящую форму, которая заменила бы этот по существу нужный — институт.

Обязательная стадия предварительного судебного рассмотрения обвинения отсутствовала в нашем уголовном процессе в течение пяти лет. Не принес существенного изменения и первый социалистический кодекс. Закон № III от 1951 г. поручил пересмотр обвинительного акта и назначение дела к слушанию председателю судебного совета. В случае, если по усмотрению профессионального судьи существовала возможность передачи, направления на следствие или прекращения дела производством — он представлял дело совету для решения вопроса. Право решения о предварительном заключении обвиняемого имел тоже только судебный совет. Кроме этого имелись различные правила относительно наказательного постановления и возможности привлечения к уголовной ответственности без обвинительного акта.

Вследствие неправильной практики уголовной политики в период 1951—1953 гг. число поведений, квалифицированных как преступление, было чрезвычайно высоко.<sup>6</sup>

Год	Число осужденных законной силой
1951	117 729
1952	126 218
1953	96 697
1963	40 261

В то же время численность судебного аппарата приблизительно была та же самая как в настоящее время. А перегруженность судей, отставание в работе судов и в настоящее время является постоянной проблемой. Из

<sup>6</sup> Данные приводит и анализирует в подробностях: Ш. Халас, *Преступность и общество*. Magyar Jog, 1964. № 7. стр. 305.



этого следует, что работа по вынесению приговоров — и конечно, и подготовка дел к слушанию — стала шаблонной, механической. Законодательное урегулирование и перегрузка судов создали возможность для судебного рассмотрения дел без предварительного судебного контроля. *Михай Мора* сказал с полным основанием: то, что дело проходит ли стадию предварительного контроля на практике «... зависит от рассмотрения *помощника судьи*, который prepares проекты определений по назначению дела к слушанию, что могло основываться, и часто основывалось на ошибке, вследствие недостаточного знания дела.»<sup>7</sup>

Новая система не означала продвижение вперед и в том отношении, что она исключала из судебной подготовки обвинителя, обвиняемого и защитника. Неприменение формы устности в подготовительной стадии процесса означало шаг назад по сравнению с системой обвинительного совета.

### III

23 § нового закона о судостроительстве (№ II от 1954 г.) уже указал на ближайшую реформу судебной подготовки дела к слушанию. Необходимость такой реформы министерская мотивировка закона, водившего эти изменения, (№ V от 1954 г. — I. Бпн —) отметила в том, что «во многих случаях именно недостаточно подготовленное судебное заседание было причиной необоснованных неприятностей, причиненных различными незаконными приговорами». Эта же министерская мотивировка определила и цель введения распорядительного заседания, когда она поставила в центр этого института «исследование существенного вопроса: исследование обоснованности обвинения».

Распорядительное заседание имело место в том случае, если уголовный закон предусмотрел наказание за данное совершенное преступление два года или больше лишения свободы, или же, если обвиняемый находился в предварительном заключении. В предварительном процессе участвовали один профессиональный судья и два народных заседателя, практически те же самые, кто должен рассматривать дело и в дальнейшем процессе, т. е. судебный совет. Докладчиком по обвинению был прокурор, участие которого было обязательным по Инструкции № 63/1954 г. Генерального Прокурора. Защитник не имел права участвовать на заседании, но суд мог вызвать и заслушать обвиняемого, если без него не мог решить по делу. (Передача дела другому органу, необходимость в доследовании, вопрос правильной квалификации преступления, соблюдение правил уголовного процесса в ходе предварительного следствия.)

<sup>7</sup> М. Мора—М. Кочинш, *Венгерское уголовно-процессуальное право*. Будапешт, 1961. стр. 323.

Недостатком новой системы, введенной законом № V от 1954 г. был её общеобязательный характер. Это сделало предварительное судебное рассмотрение дела формальным — вследствие большой массы дел — и его значение вытеснило на задний план. Имелось много факторов, ведущих к механическому, формальному делопроизводству. Эти были следующие:

По чрезвычайно большому числу дел было обязательным созвать распорядительное заседание.

Таблица № II

Год	Число дел госуд. обвин., поступивших в суд:	Число распоряд. заседаний:	%
1956	58 413	28 405	48,6
1957	61 272	35 201	57,5
1958	65 539	35 034	53,4
1959	63 101	30 598	48,5
1960	56 360	29 148	51,7
1961	58 858	31 862	54,1

Это само по себе не привело бы к вредным последствиям, но за это время уголовная политика развивалась в правильном направлении, экономический и общественный строй укрепился. Работа органов следствия и прокуратуры стала лучшей, и это проявилось прежде всего в более высоком уровне работы по наиболее значительным категориям уголовных дел. Результатом этого было, что в преобладающей части дел решение суда подтвердило обвинение, назначило дело к слушанию.

Таблица № III

Год	Число обвиняемых, дело которых было рассмотрено в распорядительном заседании	Утверждение обвинительного акта и назначение к слушанию	%
1956	41 713	35 970	86,2
1957	57 694	50 225	87,1
1958	54 213	48 198	88,9
1959	44 003	39 291	89,3
1960	40 482	30 153	89,3
1961	45 126	40 495	89,7

Подготовительная работа суда может дать результаты только в том случае, если она осуществляется с учётом не одного только обвинительного акта, но и всех материалов дела. Ориентировка на основе одних только письменных материалов требует юридических знаний и больших профессиональных опытов. Процессуальные препятствия назначения дела к слушанию трудно познаваемы и даже непознаваемы для лица, не имеющего юридического образования. Может быть односторонние данные дознания, предварительного следствия, уверенный язык обвинительного акта скорее убеждает незнающего человека об обоснованности обвинения, чем профессионального судью. Поэтому жизненный опыт, человеческие знания народных заседателей нельзя было использовать в ходе подготовки судебного заседания. К тому же народные заседатели в наиболее больших судах заседали не в одном, а в двух судебных советах, заседали каждый день и не имели времени, возможности для предварительного изучения дел, материалов дел. Условием решения судебного совета является надлежащее знание дел со стороны каждого члена совета. Однако, условие коллективного решения в распорядительном заседании отсутствовало. В практике поэтому порядок сложился таким образом, что один только председатель совета изучал материалы перед заседанием, а совет назначал дела к слушанию на основе его мнения, без всякого знания дела. Общее ознакомление с материалами, совещание имело место лишь в том случае, если председатель суда заранее обращал внимание на возможность вынесения определения, отличающегося от шаблона, имеющего содержание не о назначении к слушанию. Ввиду того, что ежегодно было вынесено решение в отношении около 40 000 обвиняемых в условиях формальности, вся подготовительная стадия процесса стала формальной. Распорядительное заседание в 89% дел имело своей задачей одно лишь заполнение формуляров о назначении дела к слушанию.

Сокращало значение распорядительного заседания и то обстоятельство, что выбор одного из условий обязательной подготовки — лишение свободы не больше двух лет — был довольно самовольным. Более низкий максимум наказания сам по себе не означал ещё простоту дела, и не был гарантией надлежащей подготовки.<sup>8</sup> Ввиду этого приходилось очень часто созвать «распорядительное заседание» и в случаях, когда по закону это не было обязательным, и наоборот, обсуждались в совете и такие дела, в которых достаточно было подписать мнение председателя суда.

Несмотря на недостатки, приведенные выше, введение распорядительного заседания имело и свои положительные результаты. Доля определений о направлении на следствие — по сравнению с числом обвиняемых, приведенных на распорядительное заседание — была 4,5—5,7, а доля прекращения дел производством: 0,5—1,7%. Это означало, что посредством

<sup>8</sup> Вопросом подробно занимается: Л. Мароти, *Некоторые проблемы распорядительного заседания*. *Magyar Jog*, 1958. № 4. стр. 105.

распорядительного заседания можно было обеспечить надлежащее предварительное следствие, или же избежать судебных заседаний ежегодно по делам 2—3000 обвиняемых. С точки зрения общего числа судебных дел это число конечно не значительно. Но если исходить из того, что судебное рассмотрение необоснованных дел какую нагрузку означает для судов и какие неприятности для граждан, какое ущемление их прав — его значение сразу же увеличивается. Таким образом данные доказывают, что судебная подготовка необходима, и что связывание технической подготовки с задачей фильтрации является хорошим методом.

Неправильно избранное условие — обще-обязательный характер — привело в практике к обходу закона. Это обратило внимание на то, что подготовительная работа прежде всего является задачей председателя суда. Таким образом «неправильная» практика — как это часто бывает — послужила основой лучшего решения проблемы.

С точки зрения развития имело большое значение то, что введение нового института обратило внимание теоретических и практических специалистов на проблему судебной подготовки судебных заседаний. Об этом свидетельствует больше десяти постановлений коллегий Верховного Суда, 25—30 решений, опубликованных в Сборнике Судебных Постановлений, а также и около 10 публикаций. Ознакомление с ними не является задачей этой работы, но все же необходимо указать на то, что различные концепции критиковали не основную идею нового института, а отдельные организационные, технические стороны его.<sup>9</sup>

#### IV

Создание нового Уголовного Кодекса в силу необходимости повлекло за собой значительное изменение норм уголовного процесса.

Поскольку закон об уголовном процессе от 1951 г. был изменен уже тремя новеллами, пора было создать новый, единый процессуальный законодательный акт. Законодатель одновременно старался поставить перед собой цель осуществить и такие реформы, которые могут содействовать ускорению и упрощению процесса, усиленному обеспечению законности. Имея ввиду это, указ № 8 от 1962 г. (в дальнейшем Бе) ввел существенные изменения и в связи с судебной подготовкой судебного разбирательства.

Изменение связанных с подготовкой правил осуществлялось с учётом практических опытов. Новое регулирование является смешанным. Предварительное рассмотрение дела в совете не является общеобязательным, но

<sup>9</sup> Вопросы, возникшие в юридической литературе и в судебной практике подробно анализирует: Л. Боя, *О формах, субъектах и некоторых процессуальных правилах судебной подготовки судебного заседания в уголовном процессе*. Acta Universitatis Szegediensis. Acta juridica et politica. T. 5, Fasc. 3. Szeged, 1958.

не является и факультативным в обычном смысле слова, поскольку оно зависит от усмотрения профессионального судьи, а не обвиняемого. Основной формой контроля является подготовка руководителем советом. Профессиональный судья обязан изучать обвинительный акт и материалы предварительного следствия в 8 дневный срок со дня поступления дела в суд с той точки зрения, имеется ли необходимость вынести такое решение, которое может вынести только распорядительное заседание. В случае отсутствия такой причины судья назначает дело к судебному слушанию.

Распорядительное заседание имеет место, если:

- а) имеет место передача дела другому органу;
- б) имеется необходимость в доследовании;
- в) дело подлежит приостановлению производством;
- г) или прекращению производством;
- д) имеется необходимость изменить квалификацию преступления;
- е) следует применить наказание в виде денежного штрафа без судебного заседания;
- ж) решению надлежит вопрос о заключении под стражу, о подписке о невыезде, или о временном принудительном лечении (1 п. ст. 172 VII).

Распорядительное заседание следует созвать в пятидневный срок со дня поступления обвинительного заключения. О сроке заседания следует извещать прокурора, а в том случае, если повидимому надо будет вернуть материалы на доследование — суд может обязать прокурора к участию на распорядительном заседании. Если суд считает нужным выслушать объяснения подсудимого, он может извещать о сроке распорядительного заседания подсудимого и его защитника, притом обвиняемого с обязательной явкой в суд. В таком случае без присутствия обвиняемого распорядительное заседание не может состояться.

На заседании председатель докладывает о материалах дела и о вопросах, надлежащих решению. Участники могут задавать вопросы обвиняемому; защитник может ставить вопросы к прокурору.

На распорядительном заседании суд решает поставленные вопросы, может назначить дело к судебному слушанию, а также вопрос об извещении свидетелей, экспертов, потерпевших и других лиц, присутствие которых на судебном заседании необходимо. Суд может назначить защитника для подсудимого, и может обязать прокурора к участию в судебном слушании дела.

Если нет необходимости в созыве распорядительного заседания, вопросы об извещении лиц, и назначения защитника может решить и председатель судебного совета самостоятельно, однако обязывать прокурора к участию на судебном заседании может только суд.

В результате нового регулирования число распорядительных заседаний значительно сократилось. В период между 1956 и 1961 годами приходилось созвать распорядительное заседание почти по 30 000 дел, т. е. в 48—54% всех дел государственного обвинения, поступивших в суд, а в период после принятия нового УПК положение сложилось следующим образом:

Таблица № IV

Год	Число дел гос. обвин. поступ. в суд	Число распорядит. заседаний	%
1962*	53 378	18 814	35,2
1963	43 967	8 420	19,1
1964, 1-ое полугод.	25 273	5 107	20,2

\* Новый УПК вступил в действие с 1 июля 1962 г.

Таким образом число распорядительных заседаний сократилось больше чем на 50%. Вопрос состоит в том, что в результате значительного количественного изменения не произошло ли и нежелательное качественное изменение, не оттеснился ли на задний план гарантийный характер подготовки.

То, что распорядительное заседание в какой мере выполняет свою гарантийную задачу, по моему мнению, можно измерять прежде всего числом прекращенных дел производством и возвращенных на исследование. Первое означает окончательное решение дела, а причиной второго обычно является то, что преступление кажется мало доказуемым. Таким образом эти решения находятся в непосредственной связи с защитой прав граждан.

Предполагая, что работа органов предварительного следствия и прокуратуры за сравнительно короткое время не улучшается существенным образом, и что профессиональный судья выполняет свою контрольную деятельность с таким же вниманием, число исследований и прекращений — по сравнению с числом обвиняемых — должно было быть на одинаковом уровне.

Прежде чем перейти к подробному анализу, мы должны освещать некоторые обстоятельства, которые в значительной мере содействовали формированию данных, и которые должны быть учтены при оценке.

Сравнение не даст полную картину, т. к. данные, связанные с новым регулированием, относятся к короткому периоду времени.

Введение нового УК и УПК, а также и связанные с этим трудности первого периода — в какой-то мере — повлияли на данные, относящиеся ко второму полугодю 1962 года. (Изменения в законных составах преступлений, изменение в системе подготовки дел, и т. п.)

При оценке данных от 1963 года следует иметь ввиду последствия распоряжения закона об амнистии общего характера. (Процессуальная амни-

ствия увеличила число прекращенных дел и уменьшила число направленных на следствие.)

Таблица № V

Год	Число обвиняемых в делах гос. обвинения	Число обвиняемых, дело которых было прекращено	%
1956	56 399	733	1,3
1957	78 166	913	1,2
1958	73 960	567	0,8
1959	67 505	512	0,8
1960	57 588	283	0,5
1961	62 869	225	0,4
1962, 1-ое полуг.	28 449	108	0,4
1962, 2-ое полуг.	26 697	164	0,6
1963	45 852	641	1,4
1964, 1-ое полуг.	23 063	107	0,5

Изучение таблицы № V. показывает, что доля прекращений между 1956 и 1959 гг. довольно большая, но имеет тенденцию сокращения (1,3—0,8%), а в период между 1960 и 1964 годами более низкая, но в то же время уравновешенная (0,4—0,6 %). Первый период совпадает с периодом экономической и политической стабилизации после контрреволюционных событий 1956 г., которая объясняет, на мой взгляд, тенденцию сокращения. Приблизительно одинаковые данные следующего периода указывают на то, что на основе предварительного судебного контроля — при настоящей системе — может прекратить дело около 5% обвиняемых. То обстоятельство, что после введения нового УПК пропорция прекращенных дел не уменьшается, даёт основание предполагать, что в таком отношении отмена общеобязательной подготовки не повлекла за собой вредных последствий.

Оценка данных, связанных с направлением дела на следствие распоряжением доводами довольно трудная задача. Необходимо иметь ввиду много таких обстоятельств, выразить которые в цифрах невозможно. Так, например, трудно оценить, что в какой мере улучшилась или ухудшилась за данный период успешность работы органов предварительного следствия, дела в какой мере усложнились или упростились, насколько внимателен был судебный контроль.

Статистические данные показывают, что пропорция возвращенных на следствие имеет тенденцию сокращения (4,2—1,7%). Однако, сокращение в период между 1956 и первым полугодием 1962 года не превышало 0,5% ежегодно, но после введения нового урегулирования показатель этого сокра-

щения был 1,1%. Данные за 1-е полугодие 1964 г. тоже показывают дальнейшее сокращение на 0,1% по сравнению со 2-ым полугодием 1962 года.

Таблица № VI

Год	Число обвиняемых, дела которых были направлены на следствие на заседании распор. заседанием	%
1956	2367	4,2
1957	2931	3,7
1958	2678	3,6
1959	2175	3,2
1960	2049	3,6
1961	2017	3,2
1962, 1-ое полуг.	818	2,9
1962, 2-ое полуг.	477	1,8
1963	603	1,3
1964, 1-ое полуг.	393	1,7

То обстоятельство, что число исследований постепенно уменьшалось, можно объяснить улучшением работы органов предварительного следствия. Однако, внезапное и сравнительно большое изменение нельзя объяснить только этим. В то же время, изучение других факторов даёт основание предполагать, что такое развитие пропорций связано не с изменениями, осуществлёнными в области судебного контроля.

Таблица № VII

Год	По сравнению с общим числом обвиняемых гос. обвинения решение распорядительного заседания в %	
	о передаче дела	о приостановлении
1956	1,4	0,1
1957	1,3	0,0
1958	1,0	0,0
1959	0,8	0,0
1960	0,9	0,0
1961	0,7	0,0
1962, 1-ое полугодие	0,8	0,0
1962, 2-ое полугодие	1,0	0,1
1963	0,7	0,1
1964, 1-ое полугодие	1,1	0,2



Пропорция осталась неизменной в области прекращений. Такое же «уравновешенное» положение можно наблюдать и в отношении передачи дел другому органу и приостановления производства. (См. Таблицу № VII.)

Эти данные свидетельствуют о том, что причиной тенденции сокращения исследований является не изменение системы контроля, а другие, пока-что не раскрытые, причины. Поскольку приведенные данные охватывают только небольшой период времени, условием создания ясной картины является продолжение таких исследований и раскрытие тех факторов, которые влияют на число направленных на исследование дел.

## V

Показанные результаты доказывают, что изменение в системе не повлияло значительным образом на успешность судебной подготовки. Поскольку одинаковых результатов можно достичь и с помощью применения более простых процессуальных норм, новое урегулирование — на основе имеющихся до сих пор результатов — можно считать правильным. Возникает только вопрос, нет ли возможность для увеличения этой успешности.

Несомненно, что вопреки самому совершенному предварительному следованию и судебной подготовки всё ещё останутся дела, по которым будет выноситься оправдательный приговор или определение о прекращении дела производством. Судья может вынести решение, основанное на его внутреннем убеждении, только тогда, если он имел дело непосредственно с доказательствами; препятствия к продолжению судебного разбирательства могут возникать в ходе судебного заседания. Решение о направлении дела на исследование или о прекращении дела производством касается ежегодно около 800—1000 лиц. А число оправдательных приговоров и прекращений в последние годы достигает 7—8000. Трудно было бы определить число случаев из 8000 дел, в которых можно было бы остановить производство уже в стадии судебной подготовки, даже если в последствии добросовестно проанализировать эти дела. Однако, представляется обоснованным то предположение, что улучшением работы по подготовке дел можно было бы достичь более благоприятной пропорции.

В этом отношении мы имеем ввиду не повышение требовательности к профессиональному судье. Этому содействует и то обстоятельство, что путём добросовестной подготовки дел он облегчит свою собственную работу. По моему мнению, именно усиленное использование формы устности является тем методом, с помощью которого можно повышать успешность судебной подготовки дел. Принцип двустороннего объяснения является одной из основных опор установления объективной истины. Я не вижу препятствий тому, чтобы использовать преимущества, скрывающиеся в возможности противоречить даже в стадии подготовки.

Настоящее урегулирование даёт возможность для суда в случае необходимости привлекать в работу по подготовке и обвиняемого и защитника. Однако, наши суды не используют эту возможность.

Таблица № VIII

Год	Число расп. заседаний	Участвовали в распорядит. зас.		
		прокурор	обвиняемый	защитник
		в %		
1962, 2-ое полуг.	4286	66,8	9,9	3,4
1963	8420	85,6	8,0	3,1
1964, 1-ое полуг.	5107	65,9	8,5	4,1

Обвиняемый и защитник очень редко участвуют в подготовке даже и тех дел, в случае которых имеется возможность и вероятность решения по — очень часто — важным вопросам. Причиной этого является то, что суд не извещает обвиняемого и защитника о сроке распорядительного заседания. Судья вероятно размышляет следующим образом: если я сам познаю необходимость доследования, возможность прекращения дела, не нужны обвиняемый и защитник, присутствие и выступление которых просто затягивает заседание. С другой стороны, практика показывает, что защитники не являются на распорядительное заседание даже в тех случаях, когда суд заранее извещал их о сроке заседания.

Но если мы исходим из того, какую помощь может оказать судье обвиняемый, хорошо знающий обстоятельства дела, и защитник, раскрывающий ошибки обвинения «с другой стороны», мы должны признать, что их привлечение не может быть не обоснованным. Перед тем, как вынести решение о направлении на доследование, судья видит только недостаточность собранных доказательств, а допрос обвиняемого может помочь ему в определении правильного направления доследования.

Гораздо значительнее привлечение обвиняемого и его защитника в подготовку тех дел, в которых ошибки предварительного следствия и обвинительного акта не выявляются при первом изучении, а трудно познаваемы. Процессуальный закон (указ) обеспечивает для защиты право делать замечания и вносить предложения. На практике однако, возможность для осуществления этого права предоставляется только после вручения обвинительного заключения. Только обвинительное заключение даёт основание для замечаний, для предложений в отношении расширения круга доказывания.

УПК распоряжается таким образом, что обвинительное заключение должен быть вручен вместе с извещением о дне судебного заседания. Прак-

тически таким образом до распорядительного заседания предложения и замечания защиты не поступают в суд. А между вручением обвинительного заключения и сроком судебного заседания уже нет времени для выполнения возможных предложений со стороны суда. Следовательно, можно было бы повышать успешность распорядительных заседаний, ускорять ход процесса, если одновременно с предъявлением обвинения было бы обязательным и вручение обвинительного заключения.

Могут быть противоречия в отношении того, чтобы вручить такое обвинительное заключение, которое ещё не одобрено судом. С практической точки зрения, однако, предварительное вручение обвинительного заключения может содействовать ускорению процесса, успешности подготовки и вместе с тем, не означает проблему и с точки зрения законности.

В том случае, если обвинительное заключение вручается одновременно с предъявлением обвинения, защита может представить свои предложения по доказыванию, замечания и «протесты» — в рамках небольшого срока — ещё до назначения срока судебного заседания.

Эти протесты не снимают с председателя судебного совета задачу контроля, потому что с технической точки зрения это все равно необходимо сделать, но облегчают его работу направлением его внимания на вопросы, требующие особого исследования.

В том случае, если предъявление этих протестов не делает обязательным созыва распорядительного заседания, это не влечёт за собой в силу необходимости замедление процесса. Важно не то, чтобы увеличить число заседаний, а чтобы увеличить возможность выявления ошибок ещё до назначения дела к слушанию, чтобы устранить препятствия ещё до судебного разбирательства.

Вручение обвинительного заключения обвиняемому не нарушает его права даже и в том случае, если суд ещё не одобрил и вообще не одобрит его; в то же время оно содействует и повышению чувства ответственности прокурора. При таком решении вопроса прокурор не может рассчитывать на то, что обвинительное заключение будет вручено только после того, как суд уже проверил и исправил его, поэтому он старается работать лучше.

При судебной подготовке судебного разбирательства ещё не используются в достаточной мере все возможности формы устности судебного разбирательства. А можно её использовать и без того, чтобы распорядительное заседание превратить в «предварительное судебное заседание». Общеизвестно, что усиленное привлечение защиты в работу предварительного следствия — расширенное именно новым УПК — повело за собой укрепление законности, успешность судебного разбирательства. На мой взгляд, использование формы устности и в стадии судебной подготовки дел принесло бы такие же результаты.

Стадия судебной подготовки судебного разбирательства является спорной и часто изменяющейся стадией уголовного процесса. Вероятно, что настоящее решение тоже не является окончательным, представляется возможной разработка и ещё более совершенного, целесообразного решения проблемы. Причиной частого изменения — на мой взгляд — является то, что ещё отсутствует надлежащая теоретическая основа и не разработаны те факторы, которые могут влиять на успешность. Пока эти задачи не будут выполнены, мы можем ограничиваться — как это делает и настоящая статья — только последующей оценкой и поисками правильного решения.

## La préparation judiciaire de l'audience pénale

par

F. KRATOCHWILL

La préparation judiciaire de l'audience est une phase souvent discutée et modifiée du droit de procédure pénale hongrois. L'étude présente les traits caractéristiques des diverses solutions y relatives, analyse leur efficacité sur la base de l'appréciation des données statistiques et elle cherche enfin les méthodes les plus aptes à perfectionner et à faire plus efficace la préparation judiciaire.

La partie introductive résume la base de départ de l'étude. En vue de la préparation technique de l'audience, le tribunal étudie la cause. Il est opportun de lier cette étude à l'examen du fond de la question, si la cause est en état pour fixer l'audience. La préparation judiciaire peut être donc un filtre dans la procédure apte à empêcher que dans une procédure engagée sans raison ou sans raison suffisante une audience soit tenue.

Le premier chapitre s'occupe des traits principaux du système des chambres des mises en accusation, institué autour du tournant du siècle. Il expose que le système facultatif n'a assuré la possibilité de faire opposition à l'acte d'accusation qu'à des personnes auxquelles le droit était familier ou pour les accusés aisés qui ont pu recourir au service d'un avocat. L'auteur prouve l'insuccès du système facultatif par la présentation des règles de droit, des données statistiques, ainsi qu'en faisant entendre la voix des contemporains; c'est ainsi qu'il arrive à la conclusion que cette institution, progressive au commencement, a perdu graduellement son importance.

Concernant la période de 1946 à 1954, le deuxième chapitre conclut à ce que la suppression de la procédure préparatoire judiciaire ou bien son rétrécissement — à cause de l'application des principes erronnés de politique juridique — ont exercé une influence nuisible sur l'activité de la juridiction.

Le troisième chapitre apprécie l'efficacité de la séance préparatoire, introduite en 1954. En conséquence de son caractère généralement obligatoire la procédure préparatoire est devenue mécanique et routinière, le grand nombre des affaires à préparer a empêché la coopération active des assesseurs populaires. Malgré cela, on a réussi d'éviter des audiences inutiles en 10 à 14 p. c. des causes.

Le quatrième chapitre s'occupe de la solution qui est en vigueur depuis 1962. C'est le président de la chambre qui examine comme premier les affaires dont le tribunal est saisi et s'il constate qu'il s'agit d'une question nécessitant la décision de la chambre, il fixe la date de la séance préparatoire. (Telles questions peuvent être p. ex. la nécessité d'ordonner un supplément d'enquête, de prononcer une ordonnance de non-lieu, etc.) Par cette méthode le nombre des affaires portées devant la séance préparatoire s'est diminué de plus que la moitié par rapport au système antérieur. Eu égard à ce fait, l'auteur examine l'effet produit par cette nouvelle solution sur l'efficacité. Sa conclusion est que par ce système le travail du tribunal s'est diminué, qu'il n'est plus nécessaire de tenir des séances formelles et qu'en même temps son rôle de filtre n'a rien perdu de son importance.

Dans le dernier chapitre l'auteur cherche les méthodes susceptibles d'intensifier l'efficacité de la préparation judiciaire de l'audience, parce que le nombre des acquittements et des ordonnances de non-lieu proposés à l'audience est invariablement très élevé. Selon l'auteur, par l'utilisation accrue de la forme contradictoire de la procédure il est possible d'en augmenter l'efficacité. Cela devrait avoir pour condition que l'acte d'accusation soit notifié au prévenu au moment même de la mise en accusation et qu'ainsi il ait la possibilité de former ses remarques ou ses objections avant que son cas soit mis au rôle des séances préparatoires. L'utilisation de cette méthode serait certainement susceptible de révéler à temps les erreurs ou les imperfections de l'enquête et contribuerait à ce que de la procédure préparatoire ne deviennent pas des audiences prématurées.

## Die richterliche Vorbereitung der Strafprozesse

von

F. KRATOCHWILL

Die richterliche Vorbereitung der Strafprozesse ist ein viel diskutierter und vielfach abgeänderter Abschnitt der ungarischen Strafprozessordnung. Die Abhandlung führt die charakteristischen Züge der verschiedenen Lösungen vor, analysiert deren Wirksamkeit auf Grund der Einschätzung statistischer Angaben und endlich untersucht, welche Methoden verwendet werden könnten, um die Methode der richterlichen Vorbereitung zu verbessern, sie erfolgreicher zu machen.

Der einleitende Teil fasst die Ausgangsgrundlage der Abhandlung zusammen. Um den Prozess technisch vorzubereiten, untersucht das Gericht die Angelegenheit. Es ist zweckmässig, dies mit der meritorischen Prüfung der Frage zu verbinden, ob die Angelegenheit für die Verhandlung reif sei. Folglich kann die richterliche Vorbereitung eine Filtrieraufgabe im Rechtsverfahren erfüllen, die geeignet ist zu verhindern, dass es in einem grundlos, oder nicht gehörig begründeterweise gestarteten Verfahren zur Verhandlung komme.

Das erste Kapitel legt die wichtigeren Züge des Anklagesenatsystems dar, welches zur Zeit der Jahrhundertwende eingeführt wurde. Das fakultative System sicherte nur für im Recht bewanderte, oder über das nötige Vermögen, über einen Advokaten verfügende Angeklagten die Möglichkeit, gegen die Anklageschrift Einspruch zu erheben. Der Verfasser beweist mit der Vorführung von Rechtsregeln und statistischen Angaben, sowie mit der Anführung von Aussagen der Zeitgenossen die Erfolglosigkeit des fakultativen Systems, wie diese anfänglich fortschrittliche Institution ihre Bedeutung eingebüsst hat.

Das II. Kapitel des Aufsatzes kommt, in Verbindung mit der Zeitperiode 1946–1954, zu der Folgerung, dass die Aufhebung bzw. sehr enge Einschränkung des richterlichen Vorverfahrens — bei Anwendung unrichtiger rechtspolitischer Prinzipien — schädlich auf die Arbeit der Justiz einwirkte.

Im III. Kapitel wird die Wirksamkeit der in 1954 eingeführten vorbereitenden Sitzung eingeschätzt. Infolge des allgemein verbindlichen Charakters wurde das vorbereitende Verfahren mechanisch, schablonenhaft, die grosse Anzahl der zur Vorbereitung kommenden Angelegenheiten verhinderte die tätige Mitwirkung der beisitzenden Laienrichter. Trotz alledem gelang es, in 10–14 Prozenten der Angelegenheiten die überflüssige Verhandlung zu vermeiden.

Der IV. Teil beschäftigt sich mit der seit 1962 in Kraft stehenden Lösung. Die zum Gericht eintreffenden Angelegenheiten werden zuerst vom Senatspräsidenten geprüft und wenn er das Vorhandensein einer Frage wahrnimmt, die die Entscheidung des Senats beansprucht, setzt er eine vorbereitende Sitzung fest (z. B.: Verordnung der Ergänzung der Ermittlungen, Einstellung des Verfahrens usw.). Bei Anwendung dieser Methode sank die Anzahl der vor die vorbereitende Sitzung gelangenden Angelegenheiten, im Vergleich zu den vorherigen, tiefer, als ihre Hälfte. Mit Rücksicht hierauf prüft der Verfasser, auf Grund statistischer Angaben, wie die neue Lösung auf den Erfolg

einwirkte. Seine Schlussfolgerung ist, dass die Arbeitslast der Gerichte sich verminderte, es ist nicht nötig formelle Sitzungen zu halten, und gleichzeitig hat die Filtrierrolle an Bedeutsamkeit nicht verloren.

Im V. Teil werden die Modalitäten, unter welchen man die Wirksamkeit der richterlichen Vorbereitung der Verhandlung steigern könnte, untersucht; die Anzahl der Freisprechungen im Rahmen der Verhandlungen und die Anzahl der einstellenden Gerichtsbeschlüsse ist nämlich unverändert gross. Nach der Abhandlung kann der Erfolg mit einer gesteigerten Anwendung der kontradiktorischen Verhandlungsform erhöht werden. Die Bedingung davon wäre, dass die Anklageschrift sofort im Zeitpunkt der Erhebung der Anklage dem Beschuldigten zugestellt werde, worauf er dann schon vorher Bemerkungen machen, Einsprüche erheben könnte, dass der Senatspräsident die Verhandlung oder die vorbereitende Sitzung festsetzen würde. Die Inanspruchnahme dieser Methode könnte geeignet sein, die Fehler der Ermittlungen bei Zeiten aufzudecken und es verhindern, dass sich das vorbereitende Verfahren zu einer Vorverhandlung gestalte.

# Die Regelung der Lieferverträge im Lichte der Änderung des Wirtschaftsmechanismus

von

A. HARMATHY

Wissenschaftlicher Mitarbeiter des Instituts für Staats- und Rechtswissenschaften  
der Ungarischen Akademie der Wissenschaften

Auf Grund der Beschlüsse des Zentralkomitees der USAP vom Dezember 1964 und vom November 1965 begann die vielseitige Analyse des bestehenden und die Ausbildung eines neuen Wirtschaftsmechanismus. Der Fortschritt dieser Arbeiten führte auch zur Schaffung neuer Rechtsnormen: zur Gesetzesverordnung 3 vom Jahre 1966 über die Änderung einiger Bestimmungen des Ungarischen Zivilgesetzbuchs über die Planverträge und zur Erlassung der Regierungsverordnung 10/1966 über die Lieferverträge.

Dieser Aufsatz befasst sich mit den Auswirkungen der Änderungen im Wirtschaftsmechanismus auf die Lieferverträge. Vor allem auf die wirtschaftswissenschaftliche Literatur gestützt, bietet sie zuerst ein skizzenhaftes Bild über die Entwicklung des Wirtschaftsmechanismus und hebt dabei die Faktoren hervor, die für das System der Lieferverträge besondere Bedeutung haben. Dann folgt, im zweiten Teil, die Behandlung dessen, wie in der Regelung der Lieferverträge, bei einigen grundlegenden Fragen, die Auswirkungen der konkreten Formen der Bewirtschaftung hervortreten. Sowohl im ersten als auch im zweiten Teil wird der Stoff zweifach gegliedert: erst befassen wir uns mit dem Wirtschaftsmechanismus der 1950-er Jahre, mit seiner rechtlichen Regelung und deren Folgen, dann mit der Ausgestaltung des neuen Mechanismus und einigen wichtigen Zügen der neuen Rechtsnormen.

## I.

Im Folgenden streben wir nach einer Darstellung der wichtigsten Eigenheiten des Wirtschaftsmechanismus, wobei wir die Änderungen in den Elementen und in den Kennzeichen des Mechanismus umreißen. Bei der Behandlung dieser Fragen ist es unerlässlich, einige Worte von der Wirtschaftspolitik zu sagen. Da wir aber bezwecken, ein Bild über die Stellung der Lieferverträge im Wirtschaftsmechanismus, über die Ursachen der Änderungen in ihrer Regelung zu bieten, können wir nur einige allgemeine Züge der Wirtschaftspolitik und des Mechanismus hervorheben, ohne nach Vollständigkeit zu streben.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Über den Begriff und Zusammenhänge der Wirtschaftspolitik und des Wirtschaftsmechanismus siehe A. HEGEDŰS, *A tervgazdálkodás konkrét rendszeréről (Über das konkrete System der Planwirtschaft)*. *Közgazdasági Szemle*, 1960. Heft 12. pp. 1435 ff.; K. SZABÓ, *A szocialista termelés alapvonásai (Die Grundzüge der sozialistischen Produktion)*. Budapest, Kossuth Könyvkiadó, 1964. pp. 79. ff.; *Népgazdasági tervezés (Volkswirtschaftliche Planung)*. Redakteur: I. LÁSZLÓ. Budapest, *Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó*. 1965. I. pp. 13. ff.; K. LÁNYI, *A gazdasági mechanizmus kérdései a viták középpontjában (Die Fragen des Wirtschaftsmechanismus im Mittelpunkt der Debatten)*. *Pénzügyi Szemle*,

Von der entscheidenden Rolle der Wirtschaftspolitik im Mechanismus ausgehend, behandeln wir den Stoff, den Änderungen der Wirtschaftspolitik entsprechend, in zwei Teilen: zuerst befassen wir uns mit der Epoche bis 1957, dann mit den Zügen, die sich seit 1957 gebildet haben. (Zu bemerken ist, dass in der Literatur der Wirtschaftsgeschichte ein Standpunkt aufgetaucht ist, der den Zeitraum zwischen 1953 und 1957, als also die vormalige Regelung über die Lieferverträge erschien, als eine eigene Epoche in der Entwicklung der Wirtschaftspolitik betrachtet.<sup>2</sup> Doch konnte sich auch nach dieser Ansicht damals noch keine folgerichtige neue Richtlinie der Wirtschaftspolitik entfalten, und so blieben für die Ganzheit des Mechanismus die Kennzüge der vorangehenden Jahre unverändert in Geltung.

1. Nach 1945 kam, nach der Wiederherstellung der vernichteten Wirtschaft des Landes, nach dem Bodenreform und der Verstaatlichung, die Industrialisierung in den Vordergrund der Wirtschaftspolitik. Auf Grund der richtigen Zwecksetzungen erzielte Ungarn, bekanntlich, in kurzer Zeit grosse Ergebnisse. Daneben meldeten sich aber auch ernstliche Fehler, in deren Eintreten die Tatsache eine bedeutsame Rolle spielte, dass die wissenschaftliche Grundlage der Wirtschaftspolitik fehlte, die wirtschaftliche Leitung über keine stabilen theoretischen Grundlagen verfügte.<sup>3</sup> Wie die wirtschaftsgeschichtliche Analyse nachwies, standen die wesentlichsten Fehler, die die wirtschaftliche Entwicklung widerspruchsvoll machten, in engstem Zusammenhang miteinander.

Unter den praktischen Fehlern, die auch auf den Wirtschaftsmechanismus eine bedeutsame Wirkung ausübten, sind zu erwähnen: das zeitweise

1965. Heft 1. p. 45.; R. NYERS, *Gazdaságirányítási rendszerünk problémái (Probleme unseres Systems der Wirtschaftslenkung)*. Társadalmi Szemle, 1965. Heft 7. pp. 11—12.; GY. VARGA, *A gazdaságirányítás módszeréről (Über die Methode der Wirtschaftslenkung)*. Figyelő, 1965. Heft 18. p. 3.; S. KOPÁTSY, *Megjegyzések jelenlegi gazdasági mechanizmusunk értékeléséhez (Bemerkungen zur Bewertung unseres gegenwärtigen Wirtschaftsmechanismus)*. Pénzügyi Szemle, 1965. Heft 5. p. 405.; T. BEREND, *A gazdaságpolitika két évtizedének történetéhez (Zur Geschichte zweier Jahrzehnte der Wirtschaftspolitik)*. Századok, 1965. Heft 4—5. p. 826.; P. HAVAS, *A gazdaság irányítása és a döntések decentralizálása (Die Wirtschaftsleitung und die Dezentralisierung der Entscheidungen)*. Társadalmi Szemle, 1965. Heft 12. p. 21.; J. FOCK, *Gazdaságpolitika és gazdasági mechanizmus (Wirtschaftspolitik und Wirtschaftsmechanismus)*. Figyelő, 1965. Heft 22. p. 3.; I. FRISS, *Pártunk és a közgazdaságtudomány fontos és időszzerű feladata (Wichtige und aktuelle Aufgaben unserer Partei und der Wirtschaftswissenschaft) — Gazdasági mechanizmusunk kérdéseiről (Über die Fragen unseres Wirtschaftsmechanismus)*. Társadalmi Szemle, 1965. Heft 8—8.; Beitrag T. NAGYS der Vollversammlung der Ungarischen Gesellschaft für Ökonomie vom November 1965; *Vita a magyar gazdasági mechanizmus reformjáról (Debatte über die Reform des ungarischen Wirtschaftsmechanismus)*. Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1966. pp. 69—73.; L. CSAPÓ, *Gazdaságpolitika, mechanizmus, tervezkedés — és kölcsönös összefüggéseik (Wirtschaftspolitik, Mechanismus, Planwirtschaft — und ihre wechselseitigen Zusammenhänge)*. Társadalmi Szemle, 1966. Heft 2. pp. 30—31.

<sup>2</sup> T. I. BEREND, *A gazdaságpolitika két évtizedének történetéhez (Zur Geschichte zweier Jahrzehnte der Wirtschaftspolitik)*. Századok, 1965. Heft 4—5. p. 823.

<sup>3</sup> I. FRISS, *A szocializmus politikai gazdaságtana kialakításának útján (Politische Ökonomie des Sozialismus auf dem Wege zur Herausbildung)*. Közgazdasági Szemle, 1965. Heft 12. p. 1407.



zu rasche Tempo auf dem Gebiete der Umgestaltung der Produktionsverhältnisse; die einseitige Förderung der Produktivkräfte durch unveränderte Überpflanzung der sowjetischen Praxis, mit Vernachlässigung der wirtschaftlichen Eigenheiten des Landes und der technischen Entwicklung; das Streben nach Selbstversorgung, ohne Ausnützung der Möglichkeiten aus dem Zusammenwirken der sozialistischen Länder; die unverhältnismässige Förderung der Industrie und innerhalb deren gewisser Zweige, unter Vorkehrung der quantitativen Ergebnisse, bei Vernachlässigung des technischen Niveaus. Besonders schwerwiegende Folgen hatten diese Erscheinungen in der ungarischen Wirtschaft, deren ausschlaggebende Eigenheit die Knappheit an Rohstoffen und Energie, also die Angewiesenheit auf die Einfuhr ist. Nachdem man aber die Einfuhr mit der Ausfuhr entsprechender Quantitäten ausgleichen muss, ist es sehr wichtig, dass diese Produkte zeitgemäss, exportfähig seien, aber dies kam nach dem Gesagten in den Hintergrund. Ebenso unterblieb der für die Ganzheit der ungarischen Wirtschaft so wichtige Ausbau der Landwirtschaft. (Für unser Thema hat die Debatte keine Bedeutung, ob die erwähnten Eigenheiten auch schon in der Epoche zwischen 1948 und 1950 vorherrschten, oder ob sie damals erst in ihren Keimen entstanden und sich erst nach 1950 entwickelten.)<sup>4</sup>

In der Beziehung der Wirtschaftsformen, des Mechanismus, pflegt man diese Epoche als das Zeitalter der extensiven Förderung der Wirtschaft zu bezeichnen. Die extensive Förderung bedeutet, dass die Erhöhung des Nationaleinkommens, der Produktion ausschlaggebend das Ergebnis der Einbeziehung neuer Arbeitskräfte ist.

Die extensive Entwicklung führt anfangs zu positiven Ergebnissen, weil die Arbeitslosigkeit aufgehoben und die Ausnützung der Kapazitäten verbessert wird. Diese Förderungsmethode führte aber bald zu nachteiligen Erscheinungen. So war sie damit verbunden, dass die Kapitalsinvestitionen grossenteils zu Erweiterungen führten, neue Fabriken, neue Arbeitsstätten entstanden, die Maschineninvestitionen aber in den Hintergrund traten. Daneben war kennzeichnend die starke Zentralisierung, die Verwirklichung der Leitung im Wege von Weisungen, die Nebensächlichkeit ökonomischer Hebel. Dies führte die zentrale Rolle der Planweisungen und der vielzähligen operativen Weisungen mit sich.

<sup>4</sup> T. I. BEREND, op. cit. pp. 814—822.; J. BOGNÁR *Gazdaságpolitikánk és gazdasági fejlődésünk a felszabadulás óta (Unsere Wirtschaftspolitik und unsere wirtschaftliche Entwicklung seit der Befreiung)*. Valóság, 1964. Heft 8. pp. 3. ff.; T. VAJDA, *Magyarország helyzetének átalakulása a nemzetközi munkamegosztásban (Die Umgestaltung der Lage in der internationalen Arbeitsteilung)*. Közgazdasági Szemle, 1965. Heft 4. pp. 425—433.; L. CSAPÓ, *Hosszútávú növekedéstervezés nyitott gazdaságban (Perspektivische Planung in der offenen Wirtschaft)*. Közgazdasági Szemle, 1965. Heft 11. pp. 1368—1369.; I. FRISS, *Berend T. Iván könyvéről (Über das Werk von T. Iván Berend)*. Közgazdasági Szemle 1966. Heft 1. pp. 98—106.

Eine Folge der so ausgestalteten grossen wirtschaftlichen Umgestaltung der Industrialisierung ist es, und es geht mit den zu erfüllenden Aufgaben und den Umständen zusammen, dass die neu in Arbeit Gestellten geringe Bildung hatten, und wegen der politischen Verhältnisse auch ein Mangel an lenkenden Funktionen, an ausgebildeten Kadern bestand. In dieser Epoche standen die Fehler der Wirtschaftspolitik im Vordergrund, diese waren die Determinanten, und die Schwächen des Mechanismus traten in den Hintergrund, bzw. meldeten sich als Folgen. Trotzdem muss erwähnt werden, dass in dem auf strenge Weisungen aufgebauten System die örtliche Initiative nicht genügend Raum fand, der Mangel an Elastizität, die Starre, zum Kennzeichen wurde. Die Plananweisungen aber hielten die Erhöhung der Quantität vor Augen und nahmen nicht genügend Bedacht auf die Wirtschaftlichkeit, Rentabilität, auf die Preisverhältnisse. Dieser Umstand hing mit den Preisverhältnissen zusammen, damit, dass man die Produktionsunternehmungen im Interesse der Erhöhung der Produktion von den Möglichkeiten der Verwertung, von den Preisänderungen unabhängig machte.<sup>5</sup>

In diesem Mechanismus fügte sich das System des Liefervertrags ein: die Ministerratverordnung 50/1955, die Anweisung 155/1955 des Zentralen Vertragsgerichts und das stufenweise ausgebaute System der allgemeinen Lieferbedingungen. Diese Regelung folgte den wirtschaftspolitischen Zwecksetzungen und passte sich jenen Kennzeichen an, die sich in der Ganzheit des Mechanismus ausbildeten. Dies spiegelte sich vor allem in der Verbindung der Verträge und Pläne und lässt sich kurz damit kennzeichnen, dass die Verträge die Mittel zur Durchführung der Betriebspläne waren, sich an die Indizes der Unternehmungen banden. In engem Zusammenhang damit steht auch der Umstand, dass die Bedürfnisse, sofern sie nicht im Plan vorkamen, durch das Vertragssystem ausser acht gelassen wurden, dass die Produktion vor allem der Erhöhung der Quantität diene, dass der Produzent im Mittelpunkt der Aufmerksamkeit stand.<sup>6</sup>

<sup>5</sup> R. NYERS, *Gazdaságirányítási rendszerünk problémái...* (*Die Probleme des Systems unserer Wirtschaftslenkung...*) p. 15.; S. KOPÁTSY, op. cit. pp. 405 ff.; T. DÁNIEL, *Állóeszközgazdálkodás és vállalati önállóság (Grundmittelbewirtschaftung und Selbständigkeit der Betriebe)*. Közgazdasági Szemle, 1965. Heft 12. pp. 1421–1422.; J. RÓZSA, *Létszám és átlagbér (Stand und Durchschnittslohn)*. Közgazdasági Szemle, 1965. Heft 12. p. 1447.; A. HEGEDŰS, *A tervezés konkrét rendszere kutatásának néhány elméleti és gyakorlati kérdése (Einige theoretische und praktische Fragen zur Erforschung des konkreten Systems der Planwirtschaft)*. Közgazdasági Szemle, 1962. Heft 12.; O. GADÓ, *Az állami iparvállalatok szerepe a tervezéskorban (Die Rolle der staatlichen Industriebetriebe in der Planwirtschaft)*. Társadalmi Szemle, 1965. Heft 11. pp. 19–20.; T. BEREND, op. cit. p. 827.

<sup>6</sup> GY. KÁLMÁN, *Az irányítási mechanizmus és a szállítási szerződési rendszer (Der Leitungsmechanismus und das System der Lieferverträge)*. Pénzügyi Szemle, 1964. Heft 10. pp. 796. ff.; Z. FILIPSZKY, *A szállítási szerződések rendszerének reformja elé (Vor eine Reform der Lieferverträge)*. Pénzügyi Szemle, 1965. Heft 5. pp. 371. ff.; M. GÖRGEY, *A szállítási szerződési rendszer reformja (Die Reform des System der Lieferverträge)*. Dön-

Mit den erwähnten Zügen des Leitungssystems hing der theoretische Gedanke eng zusammen, der hinsichtlich der Preisverhältnisse allgemein angenommen war. Demzufolge seien im Sozialismus die Bedingungen der Warenproduktion nicht vorhanden. Die Vertreter dieser Theorie leugneten hauptsächlich, vor allem hinsichtlich der staatlichen Unternehmungen, das Dasein der Warenverhältnisse, indem sie betonten, dass die Produkte hier nur die äussere Hülle der Ware bewahrten, die bestehenden Waren- und Geldkategorien eine Form ohne Inhalt bedeuteten. Diese Ansicht spielte eine ernste Rolle darin, dass sich das Warensystem von der Wirklichkeit, von den Werten, auf vielen Gebieten loslöste, dass die Rolle der Verwertung in der Wirtschaft der produzierenden Betrieben in den Hintergrund trat, und dass die Produzenten im Wege der organisatorischen und sonstigen Normen vom Markt und von den Preisschwankungen unabhängig gemacht wurden.<sup>7</sup>

2. Mit dem Jahre 1957 begann ein neuer Abschnitt in der wirtschaftlichen Entwicklung. Es begann die Ausbesserung der wirtschaftspolitischen Fehler, auf allen Gebieten der Wirtschaft kam die Wissenschaft zu immer grösserer Rolle, in der Förderung traten bewusst die zeitgemässen technischen und wirtschaftlichen, und damit im Zusammenhang die qualitativen Erfordernisse in den Vordergrund, das Ausmass der Förderung richtete sich nach den Möglichkeiten, es lässt sich ein entschiedenes Bestreben nach dem wirtschaftlichen Gleichgewicht, nach der Erhöhung des internationalen Zusammenwirkens und der Arbeitsteilung bemerken. Die wirtschaftliche Leitung bildete ihre Zwecksetzungen unter Bedacht auf die Eigenheiten des Landes aus; es wurden entschiedene Schritte zur Liquidierung der Misstände des Wirtschaftsorganismus, zur Förderung der Landwirtschaft, zur Änderung der branchenmässigen Struktur der Industrie, zur Erhöhung der Exportfähigkeit unternommen.<sup>8</sup> Diese wirtschaftspolitische Tendenz kommt auch heute zur Geltung.

Die wirtschaftspolitischen Änderungen führten natürlich zu vielen Folgen auf dem Gebiete des Mechanismus. Die hier eingetretenen Ereignisse behandeln wir im Rahmen von vier Themenkreisen: zuerst erwähnen wir die einzelnen wichtigen Änderungen, in der Folge den Umstand, der die durchgreifende Änderung des Mechanismus erforderlich machte, dann heben wir einige wichtigere Züge des neuen Mechanismus hervor, und schliesslich behandeln wir die Lieferverträge.

tőbíráskodás, 1965. Heft 8. pp. 282—284.; Gy. KÁLMÁN, T. MAKLÁRY, *A szállítási szerződések új rendszere (Das neue System der Lieferverträge)*. Figyelő, 1965. Heft 33. p. 3.; Eine interessante Bemerkung über die Rechtsschaffung der 1950er Jahre macht A. HEGEDŰS, *Optimalizálás és humanizálás (Optimalisierung und Humanisierung)*. Valóság, 1965. Heft 3. p. 18.

<sup>7</sup> J. VILMOS, *Áruviszonyok a szocialista gazdaságban (Warenverhältnisse in der sozialistischen Wirtschaft)*. Budapest, Kossuth Könyvkiadó, 1963, pp. 7—8.

<sup>8</sup> T. BEREND, op. cit. pp. 828—830.

a) Seit 1957 wurden viele Massnahmen unternommen, von denen wir nur einige bedeutsamere erwähnen. Als früheste und sehr wichtige Entscheidung haben wir das Aufhören des Systems der obligatorischen Produktenablieferung, die Einführung des freien Aufkaufs zu erwähnen. In diesem Zusammenhang ist die Ausarbeitung des einheitlichen landwirtschaftlichen Preissystems hervorzuheben. Doch nicht nur in der Landwirtschaft wurde das einheitliche System der Preise ausgearbeitet, sondern gleichlaufend damit kam auch das neue industrielle Produktionspreissystem zustande. Änderungen wurden auch auf der Linie der Planung vorgenommen: die Zahl der bindenden Plankennziffern ging etwas herab.

Diese Änderungen spiegeln das Bestreben, dass die wirtschaftliche Leitung von dem System der alle Einzelheiten umfassenden Weisungen auf die Methoden einer Leitung übergehen wollte, die sich in grossem Mass auf die Verwendung der ökonomischen Hebel aufbaut, die der Rentabilität der Produktion grosse Wichtigkeit beimisst. Anschliessend an diese Eigenheiten müssen wir die vergrösserte Rolle des Gewinns in der Wirtschaft der Betriebe hervorheben. Die Förderung der wirtschaftlichen, gewinnbringenden Tätigkeit wollte die Einführung des Gewinnanteils erreichen. Im Einklang mit diesem Gedanken entwickelte sich auch das Prämiensystem.

Der so begonnene Vorgang der Änderung war natürlich nicht auf jedem Gebiet zu bemerken. So nahm die im Jahre 1959, also unmittelbar nach den ersten Änderungen, promulgierte Rechtsnorm, das Ungarische Zivilgesetzbuch, in seinen Bestimmungen über die Planverträge wesentlich den gleichen Grundgedanken an, der bei der Regelung des Jahres 1955 figurierte. Dies bezog sich hauptsächlich auf die Bestimmung der Verbindung zwischen Plan und Vertrag.

Im Laufe der Veränderungen kam es auch zu bedeutsamen organisatorischen Modifikationen: es wurden die Industrieunternehmungen umorganisiert. Als Ergebnis dessen wurde die Form der Grossbetriebe allgemein. Durch die Zusammenschliessung eröffneten sich den Produktivkräften bessere Entwicklungsmöglichkeiten, aber dieser Vorgang führte, zusammen mit der Übergabe der Wirkungskreise, auch zu einer erhöhten Selbständigkeit der Betriebe.

Mit der Erhöhung der Selbständigkeit der Betriebe hing auch die Entwicklung auf dem Gebiet der Planung zusammen. Die Zahl der bindenden Plankennziffern ging weiter herab, einzelne Kennziffern wurden zum Berechnungsstoff, es eröffnete sich die Möglichkeit, bei einzelnen Branchen, ihren Eigenheiten entsprechend, spezielle Kennziffern auszubilden. Gleichzeitig lässt sich auch in der planvorbereitenden Arbeit selbst ein Fortschritt bemerken, da die Rolle der Rentabilitätskalkulationen zunimmt. Auf demselben Gebiet kommt dem Umstand grosse Bedeutung zu, dass die Ausarbeitung der Probleme der Perspektiv-Planung begann.

Im Laufe der späteren Ereignisse geschah ein wichtiger Schritt auch auf dem Gebiete der Finanzen: es wurde die Produktionsfondsabgabe eingeführt. Wichtig war im Interesse der Produktenfortbildung auch die Einführung der Preisergänzungs- und Preisausgleichs-Umsatzsteuer. Die rasche Entwicklung der Technik führte auf manchen Gebieten zur Ausbildung von elastischeren Methoden der Preisfestsetzung.

Diesen skizzierten Entwicklungsvorgang unterstützten auch die (allerdings relativ geringe) Erleichterungen, die in der Arbeitskraftbewirtschaftung und auf dem Gebiet der zentral verteilten Produkte eintrat.<sup>9</sup>

b) Diese Massnahmen, die wir unter anderen herausgegriffen erwähnten, können die Tiefe der Veränderungen bezeichnen. Gleichzeitig wurde es auch in den vergangenen Jahren immer klarer, dass die zeitweise, voneinander bis zu einem gewissen Grade unabhängig erbrachten Massnahmen das kompliziertere Problem des Systems, des Mechanismus der Wirtschaftsleitung aufwerfen, die grundlegenden Fragen der Wirtschaftswissenschaft berühren, ohne in ihrer Gänze eine entsprechende Lösung bieten zu können. Die Teilmodifizierungen, die ohne den Gedanken einer umfassenden Änderung entstanden, konnten die wesentlichsten Züge des Mechanismus nicht verändern, in vielen Fällen kamen die alten und neuen Elemente in Widerspruch und die neuen Elemente konnten sich im System der alten nicht entsprechend entfalten. Andere Massnahmen hingegen, die im Zeitpunkt ihrer Einführung entsprachen, verloren mit der Zeit ihre unterstützende Rolle. Dies alles aber hatte zur Folge, dass das System der Leitung den Zwecksetzungen der Wirtschaftspolitik nicht entsprechend dienen kann. So ist es verständlich, dass man die auftauchenden Probleme, infolge des unelastischen Mechanismus, mit operativen Anweisungen, mit der neuerlichen Erhöhung der Zahl der Kennziffern mit strengen finanziellen und Arbeitsanweisungen lösen musste. Die Unzulänglichkeit der Ganzheit des Wirtschaftsmechanismus führte heute schon dahin, dass er die weitere Entwicklung verlangsamt, dass seine Unelastizität die technische Entwicklung, die Anpassung an die Bedürfnisse, an die Veränderungen des ausländischen Marktes hemmt, dass sich infolge seiner Starre überflüssige Vorräte anhäufen, die dabei der Volkswirtschaft ernste Lasten

<sup>9</sup> *A mechanizmus történelmi nézőpontból (Der Mechanismus aus geschichtlichem Gesichtspunkt)*. Figyelő, 1965. Heft 28. p. 3.; O. GADÓ, *Az iparvállalatok összevonása és a vállalati önálló elszámolás (Die Zusammenschliessung der Industrieunternehmen und die selbständige Wirtschaftsführung der Betriebe)*. Közgazdasági Szemle, 1963. Heft 2. pp. 160. ff.; I. SZURDI, *Az ipari vállalatok összevonásáról (Über die Zusammenschliessung der Industrieunternehmen)*. Társadalmi Szemle, 1963. Heft 2. p. 12.; T. MORVA, *A tervezési módszerek tökéletesítéséről (Über die Vervollkommnung der Planungsmethoden)*. Közgazdasági Szemle, 1963. Heft 2.; T. ERNSZT, *A pénzügyi dolgozók tennivalói az ideológiai feladatokkal kapcsolatos irányelvek tükrében (Die Aufgaben der Werktätigen des Finanzwesens im Spiegel der Richtlinien der ideologischen Aufgaben)*. Pénzügyi Szemle, 1965. Heft 8—9. p. 619.; A. KATÓCS, *Rugalmasabban, korszerűbben. OT-rendelkezés a központi elosztású termékek gazdálkodási rendjéről (Elastischer, moderner. Landesplanungsamt. Bestimmung über die Wirtschaftsordnung der zentral verteilten Produkte)*. Figyelő, 1965. Heft 15. p. 4.

bedeuten, und gleichzeitig an diesen Vorräten in anderen Hinsichten Mängel bestehen. Dies bringt Störungen nicht nur in der Befriedigung der Bedürfnisse der Bevölkerung, sondern erschwert die Tätigkeit der ganzen Volkswirtschaft. In Erkenntnis dieser Erscheinungen befasste sich der VIII. Parteitag der USAP und die Sitzung vom Dezember 1964 des Zentralkomitees mit den Fragen des Systems der Wirtschaftslenkung.<sup>10</sup>

Die Forschungen auf dem Gebiete des Wirtschaftsmechanismus machten es in der letzten Zeit klar, dass auf Grundlage eines Gedankenganges, der sich auf die Gänge des Wirtschaftsmechanismus bezieht, umfassende Änderungen nötig seien. Der Wirtschaftsmechanismus ist ein System, das sich nach dem Entwicklungsgrad der jeweiligen Produktivkräfte richtet, er ist also keine ständige Form, die Veränderung der Wirtschaftspolitik muss auch die Veränderung des Mechanismus nach sich ziehen. In Ungarn sind seit dem Zeitpunkt seiner Ausgestaltung wichtige Veränderungen zu Tage getreten. So ist der Umstand sehr bedeutsam, dass die Umgestaltung der Volkswirtschaft nach Sektoren beendet, die Grundlagen zum Sozialismus gelegt wurden. Es ist also die Zentralisierung nicht mehr erforderlich, die viele Einmengungen in das Wirtschaftsleben von Seiten der Zentrale, die den Vorgang der Umorganisation begründeten. Die Quellen der extensiven Wirtschaftsförderung haben sich stufenweise erschöpft: heute lässt sich die Förderung nicht mehr hauptsächlich durch die Einbeziehung neuer Arbeitskräfte erreichen, da auf vielen Gebieten schon Mangel an Arbeitskräften herrscht. Es eröffnet sich ein neuer Abschnitt der Wirtschaftsförderung, der Abschnitt der sog. intensiven Förderung, in dem sich die Erhöhung der Produktion grundlegend durch die Erhöhung der Produktivität erreichen lässt. Auf dieser Entwicklungsstufe bedeutet die Verwendung von fachlich unausgebildeten Arbeitskräften auch sonst keine Lösung, es werden immer grössere Anforderungen an die Werk-tätigen gestellt, was auch damit zusammenhängt, dass durch unsere Gegebenheiten immer mehr Industriezweige in den Vordergrund treten, deren technische Entwicklung sehr rasch vor sich geht. Die erwähnten Tatsachen erfordern auch eine Erhöhung des Niveaus der Wirtschaftsleitung, und durch die

<sup>10</sup> *A Magyar Szocialista Munkáspárt VIII. kongresszusának jegyzőkönyve (Protokoll des VIII. Parteitages der Ungarischen Sozialistischen Arbeiterpartei)*. Budapest, Kossuth Könyvkiadó, 1963. pp. 443–449.; J. BOGNÁR, op. cit. pp. 9–10.; J. BÁLINT, *Gazdasági fejlődésünkről és feladatainkról (Über unsere Wirtschaftsentwicklung und Aufgaben)*. Társadalmi Szemle, 1965. Heft 1. p. 4.; GY. SOMOGYI, *Az 1965. évi népgazdasági tervről (Über den Plan der Volkswirtschaft vom Jahre 1965)*. Közgazdasági Szemle, 1965. Heft 2. pp. 127. ff.; I. VAJDA, op. cit. pp. 432–433.; *A mechanizmus történelmi nézőpontból (Der Mechanismus aus geschichtlichem Gesichtspunkt)*. Figyelő, 1965. Heft. 28. p. 3.; L. FALL — I. FENYŐ, *A vállalati gazdálkodás mechanizmusa a belkereskedelemben (Der Mechanismus der Wirtschaft der Unternehmungen im Binnenhandel)*. Pénzügyi Szemle, 1965. Heft 10. p. 813.; O. GADÓ, *Az állami iparvállalatok szerepe a tervgazdálkodásban (Die Rolle der staatlichen Industriebetriebe in der Planwirtschaft)*. Társadalmi Szemle, 1965. Heft 11. pp. 18–21.; J. BÁLINT, *A gazdaságirányítás rendszerének reformjáról (Über die Reform der Wirtschaftslenkung)*. Pártélet, 1966. Heft 1. pp. 11. ff.

Komplizierung der Wirtschaft lassen sich immer weniger Wirtschaftsvorgänge detailliert aus der Zentrale umfassen, ganz einzelgehende Anweisungen geben. Dies erfordert es also, dass die Unternehmungen grössere Selbständigkeit erlangen. Dies erfordert auch der Umstand, dass in der Volkswirtschaft Reserven entstanden, die man vor allem durch örtliche Massnahmen, durch bessere Bewirtschaftung der Betriebe durch bessere Organisation der Arbeit und Produktion, nicht aber durch einzelgehende zentrale Anweisungen ausbeuten kann. Ebenso erfordert die erhöhte Rolle des Aussenhandels eine Erweiterung der örtlichen, elastischeren Massnahmen.

Die Steigerung der Unabhängigkeit des Unternehmens stellt aber das Erfordernis, dass ein System der ökonomischen Hebel zustandekomme, der den Betrieb zu einer Tätigkeit veranlasst, die den Interessen der ganzen Volkswirtschaft entspricht, dass die Wirtschaftlichkeit auf volkswirtschaftlichem Gebiet mit dem Gewinn des Betriebes, oder allgemein gesagt, das volkswirtschaftliche Interesse mit dem Interesse des Betriebes im Einklang stehe.

Das Gesagte hängt auch mit den Veränderungen eng zusammen, die sich im volkswirtschaftlichen Leben abgespielt haben. Es hat auch die Alleinherrschaft der Ansicht aufgehört, dass im Sozialismus die Bedingungen der Warenproduktion fehlen, dass das Dasein der Warenverhältnisse praktisch unsicher geworden sei. Es hat sich auch erwiesen, dass im Verhältnis der staatlichen Unternehmungen untereinander die für das Warenverhältnis kennzeichnenden Eigenschaften anzutreffen sind. Dieser Standpunkt beförderte stark die Erkenntnis dessen, dass eine umfassende Reform des Mechanismus nötig sei. Es wurde klar, dass in einer Wirtschaft, die sich stark an die entwickelte warenproduzierende und internationale Arbeitsteilung, an den Weltmarkt bindet, die wirtschaftlichen Methoden und die Leitungsformen mit den Waren- und Geldverhältnissen im Einklang stehen müssen.<sup>11</sup>

c) Als Ergebnis der eingetretenen Veränderungen haben wir also einen Wirtschaftsmechanismus nötig, der über grundlegend andere Charakterzüge verfügt.<sup>12</sup> Die Ausarbeitung der Elemente des neuen Mechanismus ist auf

<sup>11</sup> J. VILMOS, op. cit. pp. 17, 21, sowie über die Gründe und Besonderheiten der Warenverbindungen im staatlichen Sektor pp. 37–62.; I. CSAPÓ, *Gazdasággazdaságpolitika, mechanizmus, terengazdálkodás . . .* (Wirtschaftspolitik, Mechanismus und Planwirtschaft . . .) p. 28.

<sup>12</sup> R. NYERS, *Gazdaságirányítási rendszerünk problémái . . .* (Die Probleme des Systems unserer Wirtschaftsleitung . . .) pp. 11, 12–16.; R. NYERS, *Az új Magyarország két évtizede* (Zwei Jahrzehnte des neuen Ungarns). Közgazdasági Szemle, 1965. Heft 4. p. 394.; R. NYERS, *Gazdaságirányítási rendszerünk átfogó felülvizsgálatáról* (Über die umfassende Überprüfung des Systems unserer Wirtschaftsleitung). Népszabadság, 1965. 21. November.; S. KOPÁTSY op. cit. pp. 407. ff.; O. GADÓ–J. WILCSEK, *Az önköltség a gazdálkodásban* (Die Selbstkosten in der Wirtschaft). Figyelő, 1965. Heft 12. p. 3.; J. WILCSEK, *A tereszérő irányítás és a vállalati önállóság kérdései az ipar átszervezése után* (Die Fragen der planmässigen Leitung und der Selbständigkeit der Betriebe nach der Umorganisation der Industrie). Pénzügyi Szemle, 1965, Heft 6. pp. 445. ff.; J. BALINT, *A gazdaságirányítás rendszerének reformjáról . . .* (Über die Reform des Systems der Wirtschaftsleitung), pp. 12–18.

Grund des Beschlusses vom November 1965 des Zentralkomitees der USAP im Gange. Das Zentralkomitee der USAP befasste sich im Mai 1966 neuerlich mit den Fragen des neuen Wirtschaftsmechanismus und hat über die allgemeinen Richtlinien der Reform einen eingehenden Beschluss gefasst.

Die Reform muss der Verwirklichung der neuen wirtschaftspolitischen Zwecksetzungen, der Lösung der bestehenden wirtschaftlichen Probleme dienen und daher ist es ihre grundlegende Aufgabe, das Tempo und die Ausgeglichenheit der Wirtschaftsentwicklung, die Steigerung der technischen Entwicklung, die Wirksamkeit des Aussenhandels, die immer bessere Versorgung der Interessen der Verbraucher günstig zu beeinflussen. Dazu öffnet sich, statt der zentralen Vorschrift aller Details des wirtschaftlichen Vorganges, mit der Liquidierung der Widersprüche zwischen den Anweisungen und dem ökonomischen Hebel, ein grösserer Raum für die aktive Rolle der Waren- und Geldverhältnisse, für die Anwendung des Wertgesetzes. Man muss es ermöglichen, die Tätigkeit der verschiedenen Wirtschaftszweige zu vergleichen, die gewinnbringende Bewirtschaftung stimulieren, die perspektivischen Tendenzen und Bedürfnisse zu erwägen.

Das Gesagte bedeutet konkreter, dass sich die Rolle der Planung verändert: die Bedeutung der Perspektivpläne tritt in den Vordergrund und die nach Betrieben angegebenen Kennziffern nehmen immer mehr ab, bis sie bezüglich der Betriebsebene schliesslich völlig verschwinden. Das bedeutet kein Aufhören der staatlichen Leitung, sondern dass eine Änderung in der Anschauung eintritt: nicht die Erfüllung der einzelnen Betriebskennziffern wird verpflichtend werden, sondern die des ganzen Volkswirtschaftsplanes, der die Richtlinien der Handlung bestimmt. Die zentrale Entscheidung wird für die Investitionen massgebend sein, die für die Ganzheit der Volkswirtschaft von Bedeutung sind, doch werden in der Frage der Investitionen zur Erhaltung des Niveaus und zu kleineren Förderungen die Betriebe selbst entscheiden und die auftauchenden Ausgaben aus eigenen Mitteln decken. Mit alldem hängt die grosse Steigerung zusammen; die Hauptaufgabe der Betriebe wird sein, die Ansprüche der Besteller am besten zu befriedigen und die Rentabilität zu erhöhen.

Die erwähnten Tatsachen machen auch eine Änderung im Preissystem unentbehrlich. Wir brauchen einen Preismechanismus, der sich entsprechend an die Natur der Waren- und Geldverbindungen anpasst. Die Preise müssen die gesellschaftlich notwendige Aufwendung zum Ausdruck bringen und haben die Unternehmungen zu einer, für die Volkswirtschaft nützliche Tätigkeit zu führen. Wir benötigen ein elastisches aber stabiles Preissystem, und dies lässt sich, statt der breitangelegten zentralen Preisfestsetzung durch die Fixierung der Preise der weiterwirkenden Grundprodukte, sonst aber durch die maximierten oder völlig freien Preise erreichen. Damit wird die scharfe Gegenüberstellung der Interessen der Industriebetriebe und der Handelsbe-



triebe, die Unabhängigkeit der Produzenten von den Ansprüchen, von den Auswirkungen des Marktes, beseitigt. In der Bewirtschaftung der Betriebe treten allgemein die Handelsmethoden in den Vordergrund, demzufolge sie auch mit der Steigerung der Faktoren des Risikos zu rechnen haben.<sup>13</sup>

Die Schaffung der angedeuteten wichtigen Veränderungen, der Ausbau der Ganzheit des neuen Mechanismus, können nicht von heute auf morgen geschehen, sie werden eine stufenweise, sorgsam vorbereitete Übergangszeit benötigen. Einzelne Detailmassnahmen werden schon 1966 unternommen werden, auf dem Gebiete der Planung sind neue Veränderungen im Jahre 1967 zu erwarten, die stärkere Veränderungen der Preise, die ganze Ordnung im Aufbau des Mechanismus wird sich voraussichtlich im Jahre 1968 entfalten lassen.

d) Schon im Vorausgehenden haben wir erwähnt, dass sich die rechtliche Regelung der Lieferverträge wesentlich in den Wirtschaftsmechanismus eingefügt hat, der die Wirtschaftspolitik der 1950er Jahre spiegelte. Es liegt auf der Hand, dass im Laufe der Reform des Mechanismus auch die rechtliche Regelung der Lieferverträge geändert werden muss. Diese Neuregelung ist um so mehr vonnöten, als die Abweichungen zwischen den angeführten Änderungen in einzelnen Elementen des Mechanismus und den alten Rechtsnormen für die Praxis der Vertragsgerichte schon heute viele Schwierigkeiten bedeuten. (Es genüge hier beispielsweise auf die vielfach erwähnte prinzipielle Entscheidung Nr. 226 des Zentralen Vertragsgerichtes zu verweisen.) Mit Rücksicht darauf werden die neuen Normen der Lieferverträge geschaffen.

Die detaillierte Ordnung hatte aber zur Vorbedingung, dass die alten Vorschriften des UZGB, die sich auf die Planverträge bezogen, ausser Kraft treten bzw. abgeändert werden. Diese Aufgabe erfüllte die Gesetzverordnung 3/1966. Auf dieser Grundlage konnte die Regierungsverordnung 10/1966 zur Neunormierung der Lieferverträge erscheinen.

Die neue rechtliche Ordnung spiegelt die umfassenden Gedanken, die der ganzen Reform als Grundlage dienen. Sie bringen die Wichtigkeit der Rücksicht auf die Bedürfnisse zum Ausdruck, das veränderte Verhältnis zwischen Plan und Vertrag, den erhöhten Schutz der Interessen des Bestellers, einen Schritt in der Richtung, dass die Starrheit des Mechanismus abnehme,

<sup>13</sup> R. NYERS: *Gazdaságirányítási rendszerünk átfogó felülvizsgálatáról (Über die umfassende Überprüfung unseres Systems der Wirtschaftsleitung)*. Népszabadság, 21. November 1965.; B. CSIKÓS-NAGY, *Ruqalmas ármechanizmus és anyagi érdekeltség (Elastischer Preismechanismus und materielle Interessiertheit)*. Figyelő, 1965. Heft 7. p. 3.; *Az árképzés közgazdasági alapjai. Az MSZMP Közgazdasági Elméleti Munkaközösségének vitái (Die ökonomischen Grundlagen der Preisbildung. Debatte der Theoretischen Arbeitsgemeinschaft für Ökonomie der USAF)* sowie die Vorträge von J. BOGNÁR, *A szocialista gazdaság irányítása és működése (Die Leitung und Tätigkeit der sozialistischen Wirtschaft)* und von J. WILCSEK, *A szocialista vállalat és működése a központilag irányított gazdaságban (Der sozialistische Betrieb und seine Wirkung in der zentral geleiteten Wirtschaft)* an der Vollversammlung der Ungarischen Gesellschaft für Ökonomie, November 1965, pp. 56—57., 98—99. Beschluss des Zentralkomitees der USAF, Népszabadság, 29. 5. 1966.

die Bindungen gelöst werden, immer mehr der ökonomische Hebel die Stelle der unmittelbaren Weisungen einnehme. Diese Änderung zieht übrigens die erhöhte Bedeutung des Vertragssystems nach sich.<sup>14</sup>

## II.

Im zweiten Teil streben wir, die wichtigsten Änderungen in der Regelung der Lieferverträge zu beleuchten. Daher befassen wir uns mit den wesentlichen Fragen der rechtlichen Regelung auf diesem Gebiete. So grundlegende Bedeutung hat unseres Erachtens die Verbindung zwischen den Verträgen und den Plänen, sowie das Verhältnis zwischen Produktionsbetriebe und Handelsunternehmen. In Folgenden behandeln wir den Standpunkt, den die 1955 ausgebildete Ordnung und die neue Rechtsnorm in diesen Fragen einnimmt. Bei der Behandlung beschränken wir uns nicht auf die Darstellung der Paragraphen der Rechtsnormen, sondern suchen auch ihren Zusammenhang mit den übrigen Elementen des Mechanismus.

### A.

Die sehr zusammenhängenden Verbindungen zwischen Plan und Vertrag, sowie zwischen Produktionsbetrieben und den Handelsunternehmungen behandeln wir im Rahmen von vier Themenkreisen: zuerst befassen wir uns mit der Rolle des Planes im Mechanismus, dann mit der Verbindung zwischen Plan und Vertrag in der Regelung des Jahres 1955, darauf folgend mit der Verbindung zwischen Produktionsbetrieben und den Handelsunternehmungen, und abschliessend mit den Bestellungsfristen.

1. Für das System der Planwirtschaft sind die Methoden, die sich in der Epoche der raschen Industrialisierung herausgebildet haben, von grosser Bedeutung. Wie es *T. Morza* in seiner Studie über die Methoden der Planung in der Leitung ausgeführt hat, erfolgte damals die Übernahme der wichtigsten Elemente der sowjetischen Planungsmethoden. Diese Elemente hatten sich aber in der Sowjetunion hauptsächlich im Laufe der Ausarbeitung und Verwirklichung des Industrialisierungsprogramms ausgebildet. Es wurde zu ihren Kennzeichen, dass der Ausgangspunkt die rasche Förderung der Schwerindustrie und in ihrem Rahmen einzelner Zweige des Hüttenwesens und der Maschinenindustrie war, und dass daher die Untersuchung der perspektivischen Richtungen der Entwicklung in den Hintergrund trat, da die Haupttrichtung der Entwicklung gegeben war. Daher wurde es zur Aufgabe der Planung.

<sup>14</sup> Gy. KÁLMÁN, op. cit. pp. 797, ff.; Z. FILIPSZKY, op. cit. pp. 372, ff.; M. GÖRGEY, op. cit. pp. 283–285.; Gy. KÁLMÁN—T. MAKLÁRY, op. cit. p. 3.; Gy. KLIMA, *A szállítási szerződések rendszerének módosítása (Die Modifizierung des Systems der Lieferverträge)*. Ipargazdaság, 1965. Heft. 3. p. 13.

die möglichst schnelle Entwicklungsrichtung der emporgehobenen Industriezweige auszuarbeiten und alle übrigen Voranschläge, die sich auf die Ganzheit der Volkswirtschaft richteten, dazu anzupassen, besonders die, dem Produktionsprogramm der emporgehobenen Industriezweige entsprechende Materialversorgung zu sichern (diesem Zweck diente die Materialwirtschaft im Zeitabschnitt des ersten Fünfjahrplanes der Sowjets).<sup>15</sup>

Die mit solchen Kennzeichen übernommene Planungsordnung entsprach voll und ganz der schon erwähnten wirtschaftspolitischen Richtung zu Beginn der fünfziger Jahre und auch den übrigen Elementen des so bestimmten Wirtschaftsmechanismus. Die Verwirklichung dieser Anpassung, sowie die Stärkung der Produktion der im Wege der Planung selbst emporgehobenen Industriezweige, die Kooperation der stark zentralisierten Aufgaben, ermöglichten es, einen bedeutsamen Erfolg zu erzielen. Zugleich aber führten sie auch zu einer Einseitigkeit: einerseits machten sie die Erhöhung der Produktivität zu einer Hauptkennziffer des Planes, hinter der die Qualität und die Rentabilität zurücktrat, andererseits führten sie durch eine übertriebene Steigerung der emporgehobenen Industriezweige, durch die Vernachlässigung der übrigen Zweige, zu einer Unverhältnismässigkeit in der Struktur der Volkswirtschaft.

In dem System der stark zentralisierten Wirtschaftsleitung hob sich die Seite der Anweisung empor. Die Planweisungen bezeichneten auch das zur Durchführung verpflichtende Wirtschaftsorgan. Aus dem Volkswirtschaftsplan ergaben sich Aufgaben nicht unmittelbar für die Betriebe, sondern für die Ministerien, die die bezeichneten Aufgaben weiter detailliert, auf die Plankennziffer der einzelnen Betriebe aufteilten.

Den engen Zusammenhang dieser Erscheinungen zeigt der Umstand, dass in diesem Zeitraum vor allem die Erhöhung der Quantität der Produktion das Ziel war, also nur eines Teiles der Tätigkeit des Betriebes, dass dies zur erhöhten Rolle der zum Erfassen der Teilaufgaben geeigneten Naturalkennziffern führte, was andererseits auch darum entsprach, weil infolge der konkreten Bestimmung der gegebenen Aufgaben weniger Möglichkeit zur Entscheidung bei dem Betrieb blieb. Der Gebrauch dieser Kennziffern stand also im Einklang mit der Zentralisierung der Lenkung. Weitergehend lässt sich über die Wertkennziffern aber auch sagen, dass in Wirklichkeit nicht die Wertverhältnisse ihre Grundlage bildeten, sondern eher die Anschauung der Quantität; so lag z. B. bei der Planung der Kosten das Gewicht nicht auf dem tatsächlichen finanziellen Aufwand, sondern auf der Quantität der materiellen Aufwendungen.<sup>16</sup>

<sup>15</sup> T. MORVA, *Tervegazdaság, tervezési és irányítási módszerek (Planwirtschaft, Methoden der Planung und Leitung)*. Közgazdasági Szemle, 1965. Heft 4. pp. 400–402.

<sup>16</sup> T. MORVA, op. cit. pp. 402–405.; O. GADÓ, *Az állami iparvállalatok szerepe a terveződéskodásban . . . (Die Rolle der staatlichen Industriebetriebe in der Planwirtschaft . . .)* pp. 18–20.

Diese Erscheinung hängt aber mit einem Preissystem zusammen, das fixiert ist und sich nicht aus Preisen zusammensetzt, die die wirklichen Werte spiegeln. Der Grund für die Ausbildung eines solchen Preissystems lag unter anderem darin, dass man für die produzierende Unternehmung die Preisschwankungen des Marktes gleichgültig machen, die Aufmerksamkeit der Unternehmung nur auf die Produktion richten wollte. Als Ergebnis dieser Umstände bildete sich im Planungssystem eine Lage aus, dass man kein Bild über die planmässigen Warenverbindungen erhalten konnte, sondern nur darüber, wie die Planerfüllung bei den erstarrten Waren- und Geldverhältnissen aussieht.<sup>17</sup>

2. Dieses Planungssystem, diese Rolle der Pläne im Mechanismus, bestimmte die Verbindung zwischen Plan und Liefervertrag, und die rechtliche Regelung passte sich diesem Umstand an. Der grundlegende Gedanke war der, dass die Verträge der Durchführung der Pläne behilflich sind, dass sie die Aufgaben detaillieren, konkretisieren. Im Wege der gegenüberstehenden Positionen und der Verpflichtung zur Geltendmachung ihrer Rechte kontrollieren die vertragschliessenden Parteien die gegenseitige Tätigkeit, das Unterbleiben oder der Fehler der Planerfüllung meldet sich als Vertragsverletzung, und die deswegen angewendeten Sanktionen signalisieren den übergeordneten Organen, dass die Wirtschaftsführung des Betriebes nicht entsprechend sei. (Eine Studie über die Vorbereitung des Zivilgesetzbuches bemerkte treffend: das System der Lieferverträge baut sich so auf, dass sich infolge der Sanktionen, die zur Anwendung kommen, die Abweichungen von den Planzahlen, in dem durch die Verträge umfassten Umkreis der Tätigkeit, in der finanziellen Lage des Betriebes zeigen müssen, der den Fehler beging.)

Die enge Verbindung zwischen Plan und Vertrag zeigte sich aber nicht nur in dieser inhaltlichen Beziehung. Es bildete sich auch der Gedanke aus, wonach der Vorgang der Vertragsabschlüsse genau der Planaufteilung zu folgen habe. So schrieb die Ministerratsverordnung 206/1951 vor, dass zwischen den Ministerien und den Leitungsorganen mittleren Grades sogenannte allgemeine und unmittelbare Verträge zu schliessen seien (§ 10 14). Nachdem sich aber diese Vorstellung nicht als durchführbar erwies, erwähnt die spätere Regelung weder den ministeriellen noch die allgemeinen Vertragsarten.

Auch die spätere Regelung brachte einen sehr engen (man könnte sagen mechanischen) Zusammenhang zwischen Plan und Vertrag zustande. Die Abhängigkeit der Verträge vom Plan spiegelt sich in der ganzen Ministerratsverordnung 50/1955 und in der Weisung des Zentralen Vertragsgerichts N<sup>o</sup> 155/1955, trotzdem können wir einige Normen hervorheben, in denen sich

<sup>17</sup> B. CSIKÓS-NAGY, *Rugalmas ármechanizmus és anyagi érdekeltség . . . (Elastischer Preismechanismus und materielle Interessiertheit . . .)* p. 3.; *Az árképzés közgazdasági alapjai . . . (Die ökonomischen Grundlagen der Preisbildung . . .)* besonders das II. Hauptstück über die Richtlinien.

dieser Umstand klarer ausdrückt. Dahin zählt die Verpflichtung der Betriebe, auf Grund ihrer Planaufgaben Lieferverträge zu schliessen (§ 1, Abs. (1) und (3) der Verordnung).

Der Vertrag detailliert die Planaufgabe, ein Vertrag der mit den Plänen beider Parteien in Widerspruch steht ist nichtig, die Abweichung der Planaufgaben der Parteien verhindert, mindestens teilweise, den Abschluss des Vertrages (§ 1, Abs. (3), § 4 und 11 der Verordnung). Einen Vertrag auf Grund der Planaufgabe kann man aber nur schliessen, wenn die Verteilung der Planzahlen für die Betriebe schon vor dem Zustandekommen des Vertrages erfolgte, und die Verordnung enthält auch die diesbezüglichen Vorschriften (§ 5, Abs. (1), (2) und (4) der Verordnung, Punkt 20 der Anweisung). Dies spiegelt den Gedanken, dass die Betriebe nur die Aufgaben haben, die der Plan bestimmt, dass nur die Bedürfnisse wichtig sind, die der Plan anerkennt, dass man also diese zu befriedigen habe. Die Änderung des Planes führt dementsprechend notwendig auch zu einer Änderung des Vertrages; wenn eine Planaufgabe gestrichen wird, muss man den Vertrag aufheben. Solange aber die Planaufgabe unverändert bestand, konnte unter Berufung auf die Änderung der Umstände eine dem Plan widersprechende Änderung oder Aufhebung des Planes nicht erfolgen (§ 13, Abs. (1—4) der Verordnung). Aber nicht nur inhaltlich bestand die Abhängigkeit der Verträge vom Plan, sondern auch zeitlich; die Dauer der Verträge richtete sich nach den Zeiträumen der Planung, also nach Zeiträumen des Kalenders, der Ablauf des Planes zog allgemein die Aufhebung des Vertrages nach sich (§ 1, Abs. (2) der Verordnung, Punkt 9 und 81 der Anweisung).<sup>18</sup>

3. Nach der Behandlung der Rolle des Planes, der Verbindung zwischen Plan und Vertrag, wird das Verhältnis verständlicher, dass sich zwischen den Produktionsunternehmen und den Handelsunternehmungen ausbildete. Diese Frage kann aber noch klarer werden, wenn wir auch einige Eigenheiten der Betriebsstruktur in Rücksicht nehmen. Darum erwähnen wir zuerst die organisatorischen Beziehungen, dann behandeln wir allgemein die Verbindungen zwischen Industrie und Handel, sodann zwischen Industrie und Aussenhandel. Dem folgend berühren wir die rechtliche Erscheinung dieser Verbindung in den Lieferverträgen.

a) Neben der scharfen Trennung zwischen industrieller Tätigkeit und Handelstätigkeit war es für die, nach der Verstaatlichung entstandenen Organisation der Betriebe bezeichnend, dass die gebietsmässig selbständigen Einheiten selbständige Betriebe waren, bzw. dazu wurden. So bestand eine Vielzahl von Betrieben, die aber ein kleines Ausmass hatten und deren Tätigkeit durch Einsichtigkeit gekennzeichnet war. Diese Art der Organisation hatte den Vorteil, dass die wenig erfahrene, mit Fachmännermangel

<sup>18</sup> Gy. KÁLMÁN, op. cit. p. 795.; M. GÖRGEY, op. cit. p. 283.; Z. FILIPSKY op. cit. pp. 372. ff.; KÁLMÁN MAKLÁRY: op. cit. p. 3.; Gy. KLIMA op. cit. p. 13.

kämpfende Leitung des Unternehmens leichtere Aufgaben zu lösen hatte. Die Leiter der Betriebe konnten naturgemäss nichts anderes sehen, als die Teilinteressen ihres engen Betätigungsfeldes, sie hatten keinen Überblick über den Industriezweig, sie konnten nicht analysieren, welche Tätigkeit den Interessen der Ganzheit der Volkswirtschaft am besten diene. Die Betriebe hatten daher nur die zentral möglichst konkret bestimmte Planaufgabe durchzuführen, die Planerfüllung hielten sie für identisch mit der Handlung nach den Interessen der Volkswirtschaft. Gleichzeitig war aber auch die Organisierung mangelhaft, denn die zahlreichen Betriebe brachten viele widersprüchliche Interessen ins Leben, bzw. sie erhoben diese Interessensgegensätze zu Gegensätzen unter den Betrieben, und die Auflösung dieser Gegensätze vermehrte nur die Aufgaben der zentralen Leitungsorgane, obwohl sich auf dieser Ebene auch ohnedies zu viele Probleme meldeten<sup>19</sup>

b) Die erwähnten Züge der Betriebsstruktur hingen mit einer Frage zusammen, die nach und nach gewichtiger wurde als diese, mit der Verbindung zwischen den Betrieben der Industrie und des Handels. Die Ausbildung des Tätigkeitsfeldes der Betriebe bedeutete eine starre Absonderung der Produktion von der Verwertung. Da aber der Grossteil der Probleme zentral gelöst wurde, klärten und entschieden die wichtigsten Fragen der Warenlieferungen an den Handel die Verhandlungen in den Ministerien; der Abschluss der Übereinkommen, der Lieferverträge unter den Betrieben, war eigentlich eine Formalität, er bedeutete die Durchführung der Weisungen. (Diese Praxis wollte auch die Einrichtung der ministeriellen bzw. allgemeinen Verträge unter bestimmten Formen fixieren.)

Unter solchen Umständen unternahmen die Industrieunternehmen viel schwerer Schritte zur Befriedigung der Bedürfnisse, die sich nach der Genehmigung des Planes ergaben, zur Fällung von Massnahmen, die den veränderten Ansprüchen entsprachen. Zur Starre der Anpassung trug auch viel der Umstand bei, dass die Produktion nicht an der Verwertung interessiert war, dass das System der ökonomischen Hebel in dieser Beziehung keine entsprechende Richtschnur bot.

Der schon erwähnten Rolle der Quantität der Produktion entsprach die Erscheinung, dass die Industrie die quantitative Befriedigung der Nachfrage vor Augen hielt. Von der anderen Seite war aber der Organismus des Binnenhandels nicht über alle Einzelheiten der Gestaltung der Nachfrage völlig im

<sup>19</sup> O. GADÓ, *Az iparvállalatok összevonása és a vállalati önálló elszámolás (Die Zusammenschliessung der Industriebetriebe und die selbständige Wirtschaftsführung der Betriebe)*. Közgazdasági Szemle, 1963. Heft 2. p. 157.; T. DÁNIEL, *Az átszervezés hatása az iparvállalatok irányítására és önállóságára (Die Wirkung der Umorganisation auf die Leitung und Selbständigkeit der Industriebetriebe)*. Közgazdasági Szemle, 1965. Heft 1. p. 76.; GY. BAKONYI—M. SIMÁN, *A vállalat és az irányító szervek kapcsolata a könnyűiparban (Die Verbindung zwischen Betrieb und Leitungsorganen in der Leichtindustrie)*. Ipargazdaság, 1965. Heft 2. p. 3.

klaren. Und die Nachfrage schwankte sehr. Der Warenverkehr des Kleinhandels wuchs nach 1952 von Jahr zu Jahr an, dieses Wachsen war aber sehr ungleichmässig. Die Gestaltung der Nachfrage wurde nicht nur durch die Änderung des Lebensniveaus beeinflusst, sondern auch durch die grosse gesellschaftliche Änderung. Die Strömung der Massen der Bauernschaft in die Städte bedeutete nämlich, dass sich der Verbrauch eines bedeutsamen Teiles der Bevölkerung änderte. (Es genügt hier auf den Umstand zu verweisen, dass die in die Städte übersiedelten Bauern die Lebensmittel in den Geschäften kauften, für die sie vordem Selbstversorger waren.) Dies berührte nicht nur die Quantität und die Auswahl der Lieferungen der Industrie, sondern brachte neue Forderungen auch hinsichtlich der Lagergebiete und der Fahrzeuge. Die Schwierigkeiten der Versorgung erhöhte der Umstand, dass sich die Industriezweige zur Herstellung von Gebrauchsartikeln nicht entsprechend entwickelten.

Zur theoretischen Begründung der entstandenen Lage diente die Anschauung, dass sich die Kaufkraft der Bevölkerung und somit die Nachfrage in einem rascheren Tempo zu entwickeln habe als die Produktion der Warengrundlagen zu ihrer Befriedigung, weil so die Nachfrage die Industrie zu immer grösseren Ergebnissen anspornt. In Wirklichkeit bedeutet diese Lage einen Mangel an Gleichgewicht und führte dazu, dass der Handel zur Auffüllung der Warengrundlagen alles von der Industrie übernahm und, von der Quantität abgesehen, kaum einen Einfluss auf die Produktion nehmen konnte. Das führte alles natürlich dazu, dass die Betriebe der Industrie und des Handels in einer wirtschaftlich ungleichen Lage waren.<sup>20</sup>

c) Mit der preferierten Stellung der Produktion warf die Wirtschaftspolitik und der Wirtschaftsmechanismus besonders schwierige Probleme in das ungarische Wirtschaftsleben ein, das ohnehin auf den Aussenhandel angewiesen war. Denn die bisher besagten Züge bezogen sich nicht nur auf die Herstellung und den Umsatz der für das Inland bestimmten Waren, sondern fanden sich, mit gewissen Änderungen, auch in der Relation zwischen dem Aussenhandel und den inländischen Produktionsunternehmungen. Die steigende Industrie hatte immer mehr Rohstoffe nötig, die man vom Ausland importieren musste, und unvermeidlich war auch die Einfuhr

<sup>20</sup> O. GADÓ, *Az iparvállalatok összevonása . . . (Die Zusammenschliessung der Industriebetriebe . . .)* p. 157.; O. GADÓ, *Az állami iparvállalatok szerepe a tervgazdálkodásban . . . (Die Rolle der staatlichen Industriebetriebe in der Planwirtschaft . . .)* pp. 18—20, 24—25.; GY. BAKONYI—M. SIMÁN, *A vállalat és az irányító szervek kapcsolata . . . (Die Verbindung zwischen Betrieb und Leitungsorganen . . .)* p. 3.; I. FENYŐ, *A belkereskedelem fejlődéséről és további távlatairól (Über die Entwicklung und die weiteren Perspektiven des Binnenhandels)*. Közgazdasági Szemle, 1965. Heft 4. pp. 476—486.; F. ZALA, *A vásárlóerő és az árualapok egyensúlyáról (Über das Gleichgewicht zwischen der Kaufkraft und Warenfonds)*. Közgazdasági Szemle, 1965. Heft 10. pp. 1167—1169.; J. BÁLINT, *A gazdaságirányítás rendszerének reformjáról . . . (Über die Reform der Wirtschaftsleitung . . .)* p. 13.

der Einrichtungen und Maschinen. So ergab sich die Lage, die als die Hauptaufgabe des Aussenhandels die Sicherung der erfordernten Einfuhr betrachtete. Bald stellte es sich heraus, dass der Import nur bei einem, entsprechendes Gleichgewicht schaffenden Export möglich war, und der Aussenhandel begann eine immer grössere Rolle in der Umgestaltung der Struktur der Produktion zu bekommen. Bei der gegebenen, nicht entsprechenden, wirtschaftlichen Struktur musste man aber das Gleichgewicht des Importes durch die Förderung von Industriezweigen erreichen, die zwar bald exportfähig wurden, aber auf einen grossen Import von Rohstoffen angewiesen waren.

Zu den Schwierigkeiten bezüglich der Probleme des Aussenhandels kommt noch der Umstand hinzu, dass die grundlegenden, allgemeinen Merkmale des Mechanismus unverändert blieben. Dies spiegelt sich vor allem in den Plänen, da man die Pläne des Aussenhandels im Wesen als die Spiegelung der Entscheidungen betrachten konnte, die unter Bedachtnahme auf die Gesichtspunkte der Produktion getroffen wurden. Der Grossteil des Warenverkehrs wurde durch die Produktionsvorschläge, durch die Materialbedürfnisse, durch die Entscheidungen über die Investitionen, durch die Pläne des Verbrauchsniveaus bestimmt, und so konnte kein elastischer und wirtschaftlicher Aussenhandel ausgestaltet werden, und auch die bei der Planung herausgekommenen Bilanzmängel liessen sich nur sehr schwierig liquidieren.

Zu den Schwierigkeiten kam es, dass die Uninteressiertheit der Industrieunternehmungen an der Verwertung ebenso wie hinsichtlich des Binnenhandels auch hier bemerkbar war und das die Konkurrenzfähigkeit auf dem ausländischen Markt schädlich beeinflusste. Der Umstand aber, dass der Preis und das System der Devisenkurse die Betriebe nicht zur wirtschaftlichen Produktion anspornt, äusserte sich noch schärfer als auf den übrigen Gebieten des Wirtschaftslebens.

Auf Grundlage des Gesagten sind wir der Meinung, dass die Feststellung *I. Vajdas* sehr zutreffend sei, dass der Aussenhandel unter dem Druck der wirtschaftlichen Entwicklung stand und nicht die Industrie; nicht die Impulse des internationalen Marktes hielten die Produktion in ständiger Spannung, sondern die Spannung, die von der Produktion ausging, machte sich im Aussenhandel bemerkbar. Die ungleiche wirtschaftliche Lage zugunsten der Produktionsunternehmungen besteht also — wenn auch anders als hinsichtlich des Binnenhandels — im Wesen auch hier.<sup>21</sup>

<sup>21</sup> J. BOGNÁR, *Gazdasággazdaságtudományi és gazdasági fejlődésünk . . . (Unsere Wirtschaftspolitik und unsere wirtschaftliche Entwicklung . . .)* pp. 5—6.; I. VAJDA, op. cit. pp. 426—432.; T. MORVA, *Tergazdaság, tervezési és irányítási módszerek . . . (Planwirtschaft, Methoden der Planung und Leitung . . .)* p. 403.; A. NAGY, *Devizagazdálkodási rendszerünk reformja elé (Vor eine Reform unseres Systems der Devisenbewirtschaftung)*. Valóság, 1965. Heft 10. pp. 33—37.; F. NYITRAI, *Iparunk fejlesztésének összefüggései az ipar importigényességének alakulásával (Die Zusammenhänge zwischen der Förderung unserer Industrie und der Gestaltung des Importsanspruchs)*. Közgazdasági Szemle, 1965. Heft. 2. pp. 231—237.



d) Bei der Bestimmung über die Lieferverträge gingen die Ministerratsverordnung 50/1955 und die Anweisung 155/1955 des Zentralen Vertragsgerichts davon aus, dass es sich um die Regelung der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Zustände, vor allem mit den Mitteln des Zivilrechts handle, und brachte daher das Prinzip der Nebenordnung, der Gleichberechtigung der Parteien zur Geltung. Die erwähnten Rechtsnormen bringen, abgesehen von einigen Bestimmungen, die für die Produktionsunternehmungen günstig sind (z. B. das Vorlieferungsrecht nach dem Punkt 30 der Anweisung), die wirtschaftliche Ungleichheit allgemein nicht zum Ausdruck, die sich zwischen den Betrieben der Industrie und des Handels ausgebildet hatte. (Die Rechtsnormen bestimmen im übrigen das Verhältnis zwischen dem Lieferer und dem Besteller, was offenbar nicht ganz mit der Verbindung zwischen den Betrieben der Industrie und des Handels identisch ist; von dieser Abweichung wollen wir aber der Einfachheit halber absehen.)

Durch die Schaffung der gleichen rechtlichen Positionen jedoch, also dadurch, dass diese Rechtsnormen den Handelsunternehmungen, den Bestellern, keinen grösseren rechtlichen Schutz zusichern, ermöglichten sie die Geltendmachung der wirtschaftlichen Ungleichheit. Daneben aber entstanden aus der schon erwähnten Verbindung zwischen dem Plan und den Verträgen auch Normen, die im Rahmen der rechtlichen Gleichheit blieben und die wirtschaftliche Ungleichheit zum Ausdruck brachten. Als Beispiel können wir die Vertragsschlusspflicht der Handelsunternehmungen erwähnen, die dem Industriebetrieb den Käufer seines Produktes, ohne Rücksicht auf die Bedürfnisse und die Verkaufbarkeit der Ware, sicherstellte.

4. Klarer als dieses Beispiel bringt die ungleiche Position der Parteien, aber auch die Wirkung des ganzen Wirtschaftsmechanismus und deren Folgen, die Regelung der Bestellungsfrist zum Ausdruck.

Die Lieferverträge waren nach der Genehmigung des Planes zu schliessen, aber die Bestellungen musste man nach vielen Grundbedingungen der Lieferung ein gutes Stück vor dem Beginn der Planepoche ausgeben. Das hatte auch zu bedeuten, dass der Besteller um diese Zeit noch über keine genehmigte Planaufgabe verfügte, über die Bedürfnisse keine Kenntnis hatte und diese Lösung für ihn also sehr unvorteilhaft war. Für den Lieferbetrieb war die Lösung aber vorteilhaft, weil er im Besitze der Bestellungen die Beschaffung der Stoffe zur Produktion, die Programmierung usw. vornehmen konnte. Als sich aber das ganze System der Bestellungsfristen auszubilden begann, meldeten sich immer mehr Nachteile. Die Lieferbetriebe trachteten nach möglichst langen Bestellungsfristen, da sie sonst nicht nur in Unkenntnis ihrer Planzahl, sondern auch ihrer Bestellungen, die Bestellungen der zur Produktion erforderlichen Stoffe abgeben mussten. In vielen Fällen liess sich keine genügend lange Frist bestimmen. So wurde dieses System nicht nur für die Handelsunternehmungen, sondern auch für die Produzenten unvorteilhaft.

Es ist daher verständlich, dass seit Jahren Versuche über die Änderung der Bestellungsfrist im Gange waren. Der Wirtschaftsausschuss verordnete auch die Überprüfung mit dem Beschluss 8/1961. Doch führten diese Versuche zu wenig Erfolg. Die Änderung stiess in Hindernisse, weil sich die Veränderung der Bestellungsfrist an den Gang der Ausarbeitung der Jahrespläne knüpfte. Dieses System baute sich ferner eng in jene Methode der Planung ein, die die ganze Kapazität der Industriebetriebe belastete und für den Bedarf, der sich zu spät meldete, keine freie Kapazität übrig liess. Der Kapazitätsmangel und die langen Bestellungsfristen führen dazu, dass die Produktion unelastisch wird, sich schwerfällig den Bedürfnissen und den Anforderungen des Auslandsmasses anpasst. Die Grundlage der Bestellungsfristen bildete ausserdem das System der Materialwirtschaft. Die Materialwirtschaft hing mit dem Umstand zusammen, dass viele Stoffe nicht in erforderlicher Menge zur Verfügung standen. Daher ging das Bestreben dahin, dass die Produktion der Industriezweige zur Verarbeitung der Rohstoffe mit möglichst geringen Vorräten erfolge. Dadurch konnte man zwar wirklich die Vorräte der Mangelzweige befreien, aber gleichzeitig warf die Wirkung dessen weitere Wellen, in jeder Produktionsphase entstandenen Schwierigkeiten der Materialversorgung, und um dies zu verhindern, suchten die Betriebe Vorräte anzuhäufen, während in anderen Zweigen der Volkswirtschaft ein Mangel bestand. Die teilweise aus solchen Sicherheitsgründen gebildeten Reserven, teilweise die Überflüsse die aus ungewisser Grundlage abgegebenen Bestellungen entsprangen, führten zur Anhäufung mächtiger Vorräte. Für das Ausmass dieser Vorräte ist es bezeichnend, dass ihr Wert am 1. Januar 1964 bereits das jährliche Nationaleinkommen des Landes überstieg, und die Bindung dieser Vorräte grosse Lasten für die Volkswirtschaft bedeutet.

Diese Lage bildet einen Grund für die Reform des Wirtschaftsmechanismus. Die gemeinsame Anweisung des Finanzministeriums und des Landesplanungsamtes, 114/1965, über die Benützung und Verwertung der überflüssigen Vorräte im Jahre 1965, verwendet schon neue Methoden und stützt sich auf die grössere Selbständigkeit der Betriebe. Auch die Anweisung des Landesplanungsamtes 5/1965 suchte, im Bewusstsein der erwähnten Tatsachen, Erleichterungen in die Ordnung der Bewirtschaftung der zentral verteilten Produkten einzuführen.<sup>22</sup>

<sup>22</sup> R. NYERS, *Gazdaságirányítási rendszerünk problémái . . . (Probleme unseres Systems der Wirtschaftsleitung . . .)* pp. 15–16.; J. BÁLINT, *Gazdasági fejlődésünkről és feladatainkról . . . (Über unsere Wirtschaftsentwicklung und Aufgaben)* p. 13.; S. KOPÁTSY op. cit. pp. 411–413.; O. GADÓ, *Az állami iparvállalatok szerepe a teregzdálkodásban . . . (Rolle der staatlichen Industriebetriebe in der Planwirtschaft . . .)* pp. 25–26.; T. MORVA, *Teregzdálkodás, tervezési és irányítási módszerek . . . (Planwirtschaft, Methoden der Planung und Leitung . . .)* p. 411.; A. KATÓCS, *Az anyagmegrendelési és szállítási határidők rendszere (Das System der Warenbestellungs- und Lieferfristen)*. *Közgazdasági Szemle*, 1963. Heft 2. pp. 227–231.; GY. KLIMA, op. cit. p. 15.; A. KATÓCS, *Rugalmassággal, korszerűbben . . . (Elastischer, moderner . . .)* p. 4.; Z. FILIPSZKY op. cit. p. 375—

B.

Wir haben uns im Vorangegangenen damit befasst, auf welche Grundlagen sich die Regelung der Lieferverträge vom Jahre 1955 stützte, was für wichtige Zusammenhänge zwischen den Verträgen und den übrigen Elementen des Wirtschaftsmechanismus bestanden. Bei der Behandlung der allgemeinen Fragen des Mechanismus sahen wir schon, dass trotz der Änderung der Wirtschaftspolitik und der Modifizierung einzelner Elemente des Mechanismus, die grundlegenden Charakterzüge erhalten blieben, dass man im Interesse ihrer Fortentwicklung einer umfassenden Reform des Systems der Wirtschaftsleitung bedurfte. Im Folgenden erwähnen wir vor allem die Probleme und die voraussehbaren Modifizierungen der Probleme bezüglich der Planung, dann befassen wir uns mit der Verbindung zwischen Plan und Vertrag, mit der ändernden Rolle der Preise, und schliesslich mit den neuen Zügen des Verhältnisses zwischen den Produktions- bzw. Handelsunternehmungen.

1. Die Reform des Mechanismus berührt nicht die Frage, ob man einer zentralen Leitung und Planung bedarf. Doch besteht ein Unterschied, und wird auch bestehen, auf dem Gebiete, wie tief die zentrale Leitung dringen darf. Es wurde offenkundig, dass das System der Weisungen, die sich auf alle Einzelheiten erstrecken, die Fortentwicklung hemmt. Dies hatte aber zu bedeuten, dass sich die Rolle der Planung ändert.

Der Volkswirtschaftsplan versieht eine zweifache Aufgabe. Einerseits drückt er die Zwecksetzungen der Förderung und die Mittel zu ihrem Erreichen aus, das heisst er gibt ein Programm für die ganze Volkswirtschaft, andererseits enthält der Plan adressierte Weisungen, in der Form der aufgeteilten Planzahlen. In der Praxis hat der letztere Zug den Charakter der Anweisung überwogen. Dieser Umstand hing mit den erwähnten Faktoren, mit der wirtschaftlichen Umstellung der Gesellschaft, mit dem Mangel an Fachleuten usw. zusammen.

Die Änderung des Mechanismus bedeutet, dass die an erster Stelle erwähnte Rolle des Plans in den Vordergrund tritt. Das äussert sich auch in der Tatsache, dass gegenüber den kurzfristeten (Jahres-) Plänen die Wichtigkeit der Pläne auf Mittelsicht (fünf Jahre) und der Perspektivpläne (10- 20 Jahre) anwächst. Das ist aber damit verbunden, dass die Pläne immer mehr die Richtlinien der Entwicklung bezeichnen, die Proportionen zwischen den einzel-

---

376.; Z. FILIPSKY — L. MARKOVICS, *Kedvezőbb lehetőségek a felesleges készletek értékesítésére (Bessere Möglichkeiten zur Verwertung der überflüssigen Vorräte)*. Figyelő, 1965. Heft 6. p. 3.; L. MARKOVICS, *Bevált a kereskedelmi módszer. A készletfeltárás tapasztalatai (Die Methode des Handels hat sich bewährt. Die Erfahrungen der Vorratsaufdeckung)*. Figyelő, 1965. Heft 31.; GY. KÁLMÁN, *A népgazdasági tervezés metodikája és a szállítási szerződési rendszer (Die Methodik der volkswirtschaftlichen Planung und das System der Lieferverträge)*. Döntőbíráskodás, 1962. Heft 3. pp. 83-86.; E. MEGYERI, *Megrendelés — gazdasági mérlegeléssel (Bestellung — mit wirtschaftlicher Erwägung)*. Figyelő, 1965. Heft 41. p. 3.

nen Zweigen feststellen, und nicht den Gang der konkreten Bewirtschaftung bestimmen. Man kann damit rechnen, dass die Aufteilung der Planzahlen auf Unternehmungen stufenweise aufhört.<sup>23</sup>

Das alles ist damit verbunden, dass man die Aufmerksamkeit bei der Planung nicht auf die von der Zentrale aus nur schwer überblickbaren Massen der Einzelverfügungen zu wenden habe, sondern auf die Ausbildung eines umfassenden Programmes. Es wird ermöglicht, dass nur in den wichtigsten Fragen eine zentrale Entscheidung gefällt werde und dass deren Vorbereitung gründlicher, nach Prüfung der Zusammenhänge, nach Ausarbeitung der Variationen, erfolge. Gleichzeitig kann sich auch die Realität der Planung erhöhen, denn so wie der Plan nicht der Determinator der konkreten Unternehmungsaufgaben, nicht die Grundlage zur Beurteilung der Tätigkeit wird, hört die Erscheinung auf, dass der Plan ein Gegenstand des Kuhhandels werde, da sich kein Interesse an die Verheimlichung der Möglichkeiten knüpft. Die Bedeutung des Planes wird durch das Unterbleiben der detaillierten Planzahlen auch darum gefördert, weil das System der Kennziffern die Zwecksetzung nur verunstaltet spiegeln kann, und die Bedeutung dieser Ungenauigkeiten im System der operativen Anweisungen zu nachahftigen Schwierigkeiten führt. Die bessere Berücksichtigung der tatsächlichen Lage ermöglicht auch das Zurücktreten der Jahrespläne, weil die Anpassung der Wirtschaftsvorgänge an die Kalenderepochen die Hemmung der Lösungen einzelner Fragen bedeutete, andererseits bei anderen Fragen die Lösung in einem Zeitpunkte suchte, als die wesentlichen Bedingungen noch ungeklärt waren. Diese Änderung wird es auch fördern, dass die Überbetonung der Menge der Produktion aufhört und sich die Bedeutung der qualitativen Ansprüche steigert.

Dies bedeutet nicht, dass die Unternehmungen kein Tätigkeitsprogramm, keinen Plan haben werden. Diesen Plan wird aber die Unternehmung selbst ausarbeiten, seine Grundlage wird nicht die Aufteilung der Planzahlen bilden, sondern die Berücksichtigung der Pläne, der Marktlage im Rahmen der allgemeinen Entwicklung der Volkswirtschaft.

Es ist zu betonen, dass die Änderungen auf dem Gebiet der Planung nicht das Aufhören oder die Schwächung der zentralen Leitung bedeuten; sie ändern aber ihre Methoden, ihre Einschichtigkeit. Die Planwirtschaft bedeutet nicht ausschliesslich die Anwendung der vorangehenden administrativen Methoden. Die Verwirklichung der im Plan bezeichneten Zwecke kann nicht nur so erfolgen, dass diesbezüglich ein Wirtschaftsorgan eine Anweisung erhält. Die Stelle der unmittelbaren Weisungen übernehmen andere Mittel: der elastische Preismechanismus, das neue System der ökonomischen Hebel usw. Die angewandten

<sup>23</sup> I. DOBOS, *Az 1966. évi népgazdasági terv (Der Volkswirtschaftsplan des Jahres 1966)*. Figyelő, 1965. Heft 51. p. 3.; Gy. SOMOGYI, *Az 1966. évi gazdasági feladatok (Wirtschaftsaufgaben des Jahres 1966)*. Társadalmi Szemle, 1966. Heft 2. p. 6.

Wirtschaftsmethoden bezwecken, bewusster als derzeit koordiniert, mit ihrer mittelbaren Wirkung, dass sie die Betriebe zur Verwirklichung der Zwecksetzungen des Volkswirtschaftsplans leiten. Bei den Änderungen der Planung ist also die Hauptaufgabe die Erweiterung der mit den Preisverhältnissen zusammenhängenden Kategorien, also die Anpassung der planmässigen Leitung an die Preisverhältnisse. Diese äusserst komplizierte Aufgabe erfordert nicht nur allgemein den Ausbau des entsprechenden Wirkungskreises der einzelnen Wirtschaftseinrichtungen, sondern auch, dass die Eigenheiten der einzelnen Zweige viel mehr in Betracht kommen, man muss also das konkrete Anwendungsgebiet gründlich prüfen.<sup>24</sup>

2. Die Änderung der Rolle des Planes verändert die Verbindungen zwischen Plan und Liefervertrag, und die Rolle der Lieferverträge wird sich allgemeiner konzipiert verändern. Die mechanische Verbindung zwischen Plan und Verträgen, die Unterordnung der Pläne wird aufhören, da das System der nach den Betrieben aufgeteilten Plankennziffer nicht verpflichtend sein wird. Die Pläne werden zu wichtigen Organisatoren des Produktenverkehrs unter den Unternehmungen werden. Ihre Aufgabe wird unverändert in der Vollstreckung des Planes bestehen, aber hier wird schon nicht von einem Volkswirtschaftsplan die Rede sein, der sich aus der Addition der Unternehmungspläne ergibt. Nachdem aber die Verbindung des Planes mit dem Vertrag nicht mehr unmittelbar sein wird, wird sich die Aufgabe des Vertrages auch nicht darin erschöpfen, sondern sich auf die Organisierung der Bedürfnisse erstrecken.

Der Inhalt des Vertrages wird sich also nicht nach den Betriebsplänen bestimmen, sondern nach den Bedürfnissen, die sich bei der wirtschaftlichen Tätigkeit zur Verwirklichung der Zwecksetzungen des Volkswirtschaftsplans melden. (Der durch die Gesetzesverordnung 3 vom Jahre 1966 veränderte § 400 des UZGB und § 1 der Regierungsverordnung 10/1966.) Das bringt zugleich zum Ausdruck, dass die Verbindung zwischen Plan und Liefervertrag nicht aufhört. Denn die Bedürfnisse umfasst in den Hauptzügen der Wirtschaftsplan und lenkt sie durch indirekte Mittel (z. B. Konsumentenpreise, Löhne usw.). Wenn also die Verträge auf Grund der Bedürfnisse zustande

<sup>24</sup> R. NYERS, *Gazdaságirányítási rendszerünk átfogó felülvizsgálatáról (Umfassende Überprüfung unseres Systems der Wirtschaftsleitung)*. Népszabadság, 21. November 1965; T. MORVA, *Tervgazdálkodás, tervezési és irányítási módszerek . . . (Planwirtschaft, Methoden der Planung und Leitung . . .)* pp. 406—411.; I. FRISS, *A szocializmus politikai gazdaságtana . . . (Die politische Ökonomie des Sozialismus . . .)* p. 1417.; I. HETÉNYI, *Terv és központi irányítás (Plan und zentrale Leitung)*. Figyelő, 1965. Heft 46. p. 3.; J. WILCSEK, *A tervezői irányítás és a vállalati önállóság . . . (Die planmässige Leitung und die Selbstständigkeit des Betriebes . . .)* pp. 445—447.; R. NYERS, *Gazdaságirányítási rendszerünk problémái . . . (Die Probleme unseres Systems der Wirtschaftsleitung . . .)* pp. 20—21. M. TURÁNYSKY, *Irányítás és beruházás (Leitung und Investition)*. Valóság, 1965. Heft 4. pp. 32—35.; Z. FILIPSZKY, op. cit. pp. 371—372.; Die Vorträge von J. Bognár und J. Wilcsek an der Vollversammlung der Ungarischen Ökonomischen Gesellschaft von November 1965. pp. 38. ff.; pp. 95. ff.; Beschluss des Zentralkomitees der USAP. Népszabadság, 29. 5. 1966.

kommen, dienen sie der Erfüllung des Volkswirtschaftsplanes, aber die Verbindung zwischen Plan und Vertrag ist nicht unmittelbar, mechanisch, sondern das Vertragssystem wirkt als selbständiges Element des Mechanismus. Seine veränderte Rolle zeigt sich auch darin, dass man sich bei der Ausarbeitung sowohl der Volkswirtschafts- als auch der Betriebspläne auf die bestehenden Verträge stützen wird.

Auch die Ordnung der Verpflichtung zum Vertragsabschluss ändert sich. Aus dem Plan des Betriebes ergibt sich keine Verpflichtung zum Vertragsabschluss, statt dessen stellt der Präsident des Landesplanungsamtes den Umkreis der Produkte fest, bezüglich deren eine solche Verpflichtung besteht (Verordnung § 7, Abs. 1). Mit dieser Regelung eröffnet sich die Möglichkeit, dass ohne Veränderung der Regierungsverordnungen diese Verpflichtung auf ein immer engeres Gebiet gedrängt werde, sofern dies die Entwicklung der übrigen Elemente des Mechanismus gestattet. Bei der Regelung der Frage bedeutet es eine wesentliche Abweichung gegen den vormaligen Zustand, dass die Verpflichtung zum Vertragsabschluss nicht beide Parteien, sondern nur den Lieferungsbetrieb belastet.<sup>25</sup>

Die neue Verbindung zwischen Plan und Vertrag spiegelt auch der Teil dieser Verordnung über den Abschluss der Verträge. Die Bindung der Verträge auf die Planepoche hat aufgehört. Da die Genehmigung des Planes keine Vorbedingung zum Vertragsabschluss ist, können die Parteien wann immer übereinkommen. Die Lieferverträge können also mit einer Dauer zustande kommen, die den Eigenheiten der gegebenen Produkte am besten entspricht (Verordnung § 8). Im Zusammenhang mit der Dauer der Verträge müssen wir noch bemerken, dass ebenso wie der Zeitpunkt des Vertragsabschlusses nicht von der Planepoche abhängt, auch das Aufhören der Verträge nicht eine Funktion dessen bildet, dass die Verträge mit dem Ende des Kalenderjahres nicht erlöschen.

Die Verträge erhalten also eine selbständige Rolle, die Initiative des Betriebes, der Wille des Betriebes wird in seiner Rolle gestärkt. Dieselbe Tendenz spiegelt übrigens auch die Methode der neuen Regelung selbst. Abweichend von der früheren Methode gibt der Präsident des Zentralen Vertragsgerichtes in Vollstreckung der Verordnung über die Lieferverträge keine, alle Fragen umfassenden, detaillierten Weisungen heraus, sondern ordnet nur die Art der Beanstandung der fehlerhaften oder mangelhaften Erfüllung. Und die Regierungsverordnung selbst strebt nur nach einer Konzipierung der allgemeinen Regeln. Der Wille des Betriebes, die den fachlichen Eigenheiten entsprechenden Bedingungen, können also auch infolge dessen in breiterem Umfang zur Geltung kommen als bisher. Zu demselben Erfolg führt es auch, dass es die Verordnung ermöglicht, statt des Abschlusses des Liefervertrages die Form des

<sup>25</sup> M. GÖRGEY, op. cit. pp. 28. ff.; E. GYÖRGY, *Megjegyzések a szállítási rendszer reformjához (Bemerkungen zur Reform des Systems der Lieferverträge)*. Döntőbíráskodás. 1965. Heft 11. pp. 406—407.

Kommissionsvertrages oder der Lageranschaffung zu benützen (Verordnung §§ 65, 66). Eine Bereicherung der Vertragsformen bedeutet die Ausgestaltung der neuen Typen des Kapazitätsvertrages (Verordnung §§ 60—62), des Förderungsvertrages (Verordnung §§ 63—64), die zugleich auch auf die Aufhebung der kurzfristigen Betriebsbewirtschaftung hinweisen.<sup>26</sup>

3. Bei der ganzen Regelung lässt sich der Zug beobachten, dass sie erhöht jene Folgen utilisieren will, die sich aus dem Warenverhältnis ergeben. Dieses Bestreben meldet sich auch bei der veränderten Verbindung zwischen Vertrag und Plan sowie bei der Ordnung der rechtlichen Lage der Produktions- bzw. der Handelsunternehmungen. Gesonderter Erwähnung bedarf aber die Tendenz hinsichtlich der Preise. Früher konnten die Preise keine bedeutsame Rolle im Vertrag der Parteien spielen, da das System der zentralen Preisfeststellung die Vereinbarung der Parteien gegenstandslos machte. Die neue Verordnung rechnet aber damit, dass sich das Preissystem verändern werde, dass die Vereinbarungen der Unternehmungen auch in dieser Hinsicht eine grosse Rolle erhalten. Daher bildet die Feststellung der Gegenleistung schon als ein wesentliches Erfordernis des Vertrages (Verordnung § 18, Abs. [2], § 20, Abs. [1]).

Das Anwachsen der Bedeutung des Preises spiegelt sich auch darin, dass dem Besteller ein Rücktrittsrecht für den Fall zusteht, dass beim Vertragsabschluss mit Rücksicht auf die Ware oder auf die behördliche Preisfeststellung nur ein Orientierungspreis festgestellt werden konnte und später der endgültige Preis vom vermerkten wesentlich abweicht (Verordnung § 20, Abs. [2] und [3]). Die geänderte bzw. sich ändernde Rolle der Preise ermöglicht es, die Überpreise und Preisermässigungen einzuführen, wenn die Vertragsbedingungen von den durchschnittlichen abweichen (Verordnung § 21). Die Wichtigkeit des geldlichen Gegenwertes spiegelt die Verordnung auch dann, wenn sie dem Lieferbetrieb ein Retentionsrecht und das Recht der Förderung einer Deckung zusichert, falls die rechtzeitige Erfüllung seitens des Bestellers gefährdet ist (Verordnung § 31).

4. a) Bei der Untersuchung der veränderten Verbindungen zwischen den Produktionsbetrieben und den Handelsunternehmungen muss man vorher wieder die Aufmerksamkeit der Struktur der Unternehmung zuwenden.

Die Änderung der Rolle der Verträge bedeutet auch die Steigerung der Bedeutung der Entscheidung des Betriebes, was mit der gesteigerten Selbständigkeit des Betriebes zusammenhängt. Die Möglichkeit dazu bietet neben dem Abnehmen der Zahl bzw. dem Aufhören der bindenden Kennziffern und der Änderungen in den übrigen Elementen des Mechanismus, auch die Änderung in der Struktur der Industrieunternehmungen.

<sup>26</sup> Sowohl die erhöhte Rolle des Willens der Unternehmung als auch die Frage der neuen Vertragsform stellten sich auch bei der Debatte der zivilrechtlichen Arbeitskonferenz in Dezember 1965, bzw. im Referat von GY. CSANÁDI, *Az állami vállalatok közt létrejött szerződések időszzerű problémái (Die aktuellen Probleme der Verträge zwischen staatlichen Betrieben)*.

Als Ergebnis der Umorganisierung hat sich die durchschnittliche Grösse der Unternehmung erhöht, die Gestalt des Grossbetriebes bzw. des Trust wurde allgemein. Dies bedeutet, dass sich um eine einzige Wirtschaftseinheit ein viel grösserer Kreis der Produktivkräfte zentralisiert, dass sich ihr Überblick erhöht, um so mehr, als sie oft die Produktion eines ganzen Industriezweiges in der Hand hält. Diese grossen Einheiten sehen schon die volkswirtschaftlichen Probleme, die sich auf ihrem Gebiete ergeben, sie müssen darüber im klaren sein, was das Interesse der Volkswirtschaft ist. Daher kann der § 2, Abs. (1) der Verordnung die Verpflichtung der Lieferbetriebe aussprechen, dass sie im Kreise ihrer Betätigung die Bedürfnisse aufentsprechende Weise zu befriedigen haben.

Die zustande gekommene Organisationsform der Betriebe hat nicht nur die erwähnten Folgen. Die Tatsache, dass die Herstellung eines Produktes im ganzen Land die Aufgabe einer Unternehmung bildet, bedeutet neben den besseren Möglichkeiten der technischen Entwicklung, neben der, zu wirtschaftlicher Produktion fördernden Konzentration, auch die Monopollage der Produzenten. Zur Beleuchtung dieser Tatsache wollen wir nur einige Angaben erwähnen, die Tibor Molnárfi als das Ergebnis der Untersuchungen des Zentralamtes für Statistik mitteilt.<sup>27</sup> Demnach konzentriert sich die Produktion der Fertigwaren bei jeweils *einem* Betrieb wie folgt:

zu 90,1 und mehr Prozent	bei 134 Produktengruppen
zu 70,1—90 Prozent	bei 86 Produktengruppen
zu 50,1—70 Prozent	bei 115 Produktengruppen

Auf Grund dieser Angaben lässt sich die Folgerung ziehen, dass bei zwei Drittel der gesamten hergestellten Produkte je ein Betrieb mehr als die Hälfte der gesamten Landesproduktion in den Händen hält. Zur Ergänzung dessen müssen wir bemerken, dass die Verbraucher oft nicht mit den Produzenten in Rechtsverhältnis stehen, sondern nur mit dem Handel. Hinsichtlich der Handelsorgane besteht aber die Monopollage noch mehr als bei den Vorerwähnten, was vielfach auch noch durch bestimmte behördliche Befugnisse ergänzt wird.

b) Die geänderte Lage in der Struktur der Betriebe hat eine wichtige Folge auf die Verbindung zwischen den Produktionsbetrieben und den Handelsunternehmungen. Man kann feststellen, dass infolge der Monopolstellung, infolge der Mängel in den Rohstoffen und in der Kapazität, die teils wegen der

<sup>27</sup> T. MOLNÁRFI, *Mit jelez a rendelésállomány? (Was bezeichnet der Bestellungsbestand?)* Figyelő, 1965. Heft 44. p. 5.; J. WILCSEK, *A tervszerű irányítás és a vállalati önállóság . . . (Die planmässige Leitung und Selbständigkeit des Betriebes . . .)* p. 444. O. GADÓ, *Az iparvállalatok összevonása és a vállalati önálló elszámolás . . . (Die Zusammenschliessung der Industriebetriebe und die selbständige Wirtschaftsführung der Betriebe . . .)* p. 161.; J. FÁTH, *Hozzászólás Dániel T., Az iparirányítás átszervezésével kapcsolatos első tapasztalatok című cikkéhez (Beitrag zum Artikel von Daniel, T. über die ersten Erfahrungen hinsichtlich der Umorganisierung der Wirtschaftsleitung)*. Közgazdasági Szemle, 1963. Heft 7. pp. 856—858.



Gegebenheiten des Landes, teils wegen der Fehler des alten Mechanismus bestehen, der Besteller heute nicht in der gleichen wirtschaftlichen Lage ist, wie der Lieferbetrieb. Die Veränderungen in den Elementen des Mechanismus, so besonders das auszubauende Preissystem und das System der verschiedenen Hebel, wird den Lieferbetrieb an der Verwertung interessieren. Ja es ist auch der Gedanke des Ausbaus der Konkurrenz unter den Betrieben aufgetaucht.<sup>28</sup> Diese Schritte werden aber in der nächsten Zukunft noch kein Gleichgewicht zwischen den Parteien schaffen können. Daher enthält die Verordnung Regelungen, die unter gewisser Lockerung der Gleichberechtigung der Parteien, dem Besteller eine günstigere Lage sichern.

Diese Tendenz zum Schutz des Bestellers zieht sich durch die ganze Verordnung hin, wir wollen hier jedoch nur einige wichtigere Beispiele erwähnen. Eine der wichtigsten Lösungen, die eine bedeutsame Änderung der früheren Lage bedeutet, ist die Feststellung der Verpflichtung zum Vertragsabschluss. Diese Verpflichtung bestimmt der § 7, Abs. (1) einseitig zu Lasten des Lieferbetriebs, in Beziehung der bestimmten Produkte. Damit will die Verordnung die gesteigerte Berücksichtigung der Bedürfnisse zum Ausdruck bringen, da sie dem Besteller nicht auf Grund einer Kennziffer zum Vertragsabschluss verpflichtet, andererseits die Schliessung des Vertrages auch gegen den Willen des Lieferers sichert, und damit ebenfalls die Befriedigung der Bedürfnisse, die Geltendmachung der Interessen des Bestellers sicherstellen will. Der Anpassung an die Gestaltung der konkreten Lage dient hingegen der § 6, Abs. (2), demzufolge diese administrative Verpflichtung in dem Umkreis nicht besteht, den der Präsident des Landesplanungsamtes bestimmt (es besteht die Möglichkeit der stufenweisen Verbreiterung dieses Gebietes, sofern es der Ausbau des neuen Mechanismus ermöglicht).

Dem gleichen Zweck dient der § 21, der dem Besteller die Möglichkeit des Rücktritts vor der Erfüllungsfrist bietet. Die Stellung des Bestellers bestärkt auch der § 42, der für den Fall der mangelhaften Erfüllung die ganze oder teilweise Retention des Gegenwertes ermöglicht.

Wahrscheinlich hat auch der erhöhte Schutz der Interessen des Bestellers bei der Regelung des Erfüllungsortes mitgespielt: für den Fall, dass die Übergabe durch Vermittlung eines Frachtführers erfolgt, geschieht die Erfüllung dort, wo der Frachtführer das Produkt dem Besteller übergibt (Verordnung § 28).

Die erhöhte Sicherstellung der Interessen des Bestellers, die genaue und qualitativ bessere Erfüllung will der Tendenz der Verordnung dienen, die die Verantwortlichkeit strenger gestaltet. Das augenfälligste Zeichen dafür ist die Erhöhung der Vertragsstrafe auf das Doppelte (Verordnung § 49, Abs. [2]).

<sup>28</sup> Vortrag von J. BOGNÁR, in der Vollversammlung der Ungarischen Ökonomischen Gesellschaft von November 1965. pp. 54—55. R. NYERS, *Gazdaságirányítási rendszerünk átfogó reformjáról (Über die umfassende Reform unseres Systems der Wirtschaftsleitung)*. Népszabadság, 21. November 1965.; Beschluss des Zentralkomitees der USAP, Népszabadság, 29. 5. 1966.

(Auf dem Gebiet der Verantwortlichkeit sind übrigens mehrere Änderungen eingetreten, die nicht mit der Veränderung des Mechanismus zusammenhängen, und die wir daher nicht behandeln; wir wollen nur die wichtigste erwähnen: § 48, Abs. (1) bestimmt sowohl für die Zahlung der Vertragsstrafe als auch für die Verpflichtung zum Schadenersatz ein einheitliches Verantwortlichkeitsprinzip.)

Abschliessend wollen wir bemerken, dass die Tendenz, die sich in der Verordnung ausdrückt, vielfach auch von den auszuarbeitenden neuen Lieferbedingungen gestaltet werden wird.

## The Regulation of Delivery Contracts as Reflected by the Changes in Economic Mechanism

by

A. HARMATHY

As indicated in the resolutions of December 1964 and November 1965 of the Central Committee of the Hungarian Socialist Workers' Party an examination of the economic mechanism and the shaping of a new mechanism was started. The advance made in the preparatory work resulted in the enactment of new statutes, namely: Law-Decree No 3 of 1966 on the amendment of certain provisions of the Civil Code on plan contracts and Government Decree 10/1966 (II. 14.) on delivery contracts.

This paper is concerned with the effect involved by the changes in economic mechanism upon the regulation of delivery contracts. Starting principally from writings on economics it gives a brief outline of the evolution of economic mechanism with special reference to those factors which are of particular significance in respect of the system of delivery contracts. This is followed by a second part which deals with the problem how the actual economic patterns have a bearing on the regulation of some basic problems affecting delivery contracts. Both in the first and in the second part the material is divided into two sets of problems: in the first one the economic mechanism the resulting legal regulation and the concomitant consequences characteristic of the 'fifties' are dealt with; then the emergence of the new mechanism and some problems of the new statutory regulation are discussed.

## La réglementation des contrats de livraison à la lumière du changement du mécanisme économique

par

A. HARMATHY

Sur la base des décisions du décembre 1964 et du novembre 1965 du Comité central du Parti socialiste des ouvriers hongrois la révision du mécanisme économique et la formation d'un nouvel mécanisme a commencé. Le progrès de ces travaux a conduit à la création de nouvelles règles de droit aussi: au décret-loi No 3 de 1966, portant modification à certaines dispositions du Code civil relatives aux contrats de plan, et au décret No 10/1966. (II. 14.) du Gouvernement sur les contrats de livraison.

Cette étude s'occupe de l'effet que le changement du mécanisme économique exerce sur la réglementation des contrats de livraison. En s'appuyant surtout sur la littérature de l'économie politique, elle esquisse d'abord le développement du mécanisme économique et met en relief les facteurs qui du point de vue du système des contrats de livraison présentent une importance particulière. Dans la deuxième partie l'auteur traite la manière dont se manifeste l'effet des formes concrètes de l'activité économique concernant quelques problèmes fondamentaux de la réglementation des contrats de livraison. Dans toutes les deux parties de l'étude la matière a une division double: l'étude s'occupe d'abord du mécanisme économique des années 1950, de la réglementation y relative et ses conséquences, puis de la formation du nouvel mécanisme économique et de quelques traits essentiels de la nouvelle règle de droit.

## К вопросу об основе права собственности и устойчивости общего землепользования производственных кооперативов

И. ШЕРЕШ

доцент Университета им. Этвеш Лоранд

В социалистических условиях следует обеспечить устойчивость пользования землями сельскохозяйственного назначения.

До окончания массовой коллективизации сельского хозяйства это требование осуществлялось в подчинении великой задаче социалистического преобразования сельского хозяйства, но после окончания массовой коллективизации сельского хозяйства безусловно следует обеспечить устойчивость пользования землями сельскохозяйственного назначения. Поскольку подавляющее большинство земель сельскохозяйственного назначения находится в пользовании производственных кооперативов, ключ к разрешению проблемы заключается в создании устойчивости общего землепользования производственных кооперативов.

Обеспечение и юридическое разрешение устойчивости общего землепользования производственных кооперативов в своей основе коренятся в земельно-правовых отношениях.

Устойчивое использование производственными кооперативами земель, составляющих государственную собственность, обеспечено, поскольку эти земли производственные кооперативы получают в вечное и бесплатное пользование. Но производственные кооперативы помимо земель, составляющих государственную собственность, ведут свое хозяйство и на землях, составляющих собственность своих членов и членов их семей, а также третьих лиц. После массовой коллективизации в интересах обеспечения устойчивости общего землепользования производственных кооперативов уже нельзя делать и проводить различие между земельной собственностью члена производственного кооператива, членов семьи последнего и третьих лиц. Значит, общее землепользование производственных кооперативов основывается на двух различных формах земельной собственности государства и земельной собственности граждан.

Но устойчивость общего землепользования производственных кооперативов требует, чтобы, с одной стороны, производственный кооператив имел одинаковое право на землю, находящуюся в общем пользовании производственного кооператива, а с другой стороны, чтобы каждый гражданин, собственник земли, — независимо от своего субъективного правового положения — также располагал одинаковыми правами в отношении этих земель. Эту проблему призвано разрешить право вечного пользования производственных кооперативов.

Производственный кооператив имеет устойчивое право вечного пользования и в отношении земель, составляющих государственную собственность, но имеет такое право и в отношении земельной собственности граждан, находящейся в общем пользовании производственных кооперативов. Это последнее с точки зрения устойчивости землепользования является таким же устойчивым правом вечного пользования, как в отношении земель, составляющих государственную собственность. Значит, право пользования производственного кооператива, несмотря на две различные основы земельной собственности, является единым правом вечного пользования.

Единое право вечного пользования производственного кооператива по своему содержанию является таким же, как право земельной собственности, поскольку на основе этого производственный кооператив по существу использует землю таким же образом, как-будто он являлся бы собственником ее. Право вечного пользования производственного кооператива имеет свою внешнюю и внутрен-

ною стороны. Важнейшей является внутренняя сторона, которая действует и осуществляется внутри коллектива производственного кооператива (внутреннее владение, пользование и распоряжение, а также управление). Внешняя сторона является существенной в правовых отношениях с собственниками, а также в области защиты владения.

## I

а) *Устойчивость пользования землями сельскохозяйственного назначения* по существу является таким желанием или требованием, выступающим в каждой экономической и общественной системе, которое имеет много экономических и общественных аспектов. Но история показывает также и то, что устойчивость пользования землями сельскохозяйственного назначения выдвигается различным образом в отдельных классовых обществах, но существенно отличным от антагонистических классовых обществ образом выступает в социалистической экономической и общественной системе.

Здесь не имеется возможности для исторически охватывающего изложения этой проблемы, и таким образом хотел бы сослаться лишь на то, что, например, в капиталистической экономической и общественной системе — где и отношения по земельной собственности и землепользованию также выступают в качестве товарных отношений — и устойчивость пользования землями сельскохозяйственного назначения может двигаться лишь в рамках, данных товарными отношениями, пронизанных этими противоречиями. Но эти рамки в силу своей природы не могут обеспечить такую устойчивость пользования землями сельскохозяйственного назначения, которая была бы желательна как в интересах производства, так и производителей — но особенно в интересах производителей крестьян.

б) При социалистических экономических и общественных условиях не только желательно, но безусловно необходимо, а одновременно и возможно создание и обеспечение устойчивости пользования землями сельскохозяйственного назначения. Но для социалистической системы, естественно, не может быть безразличным то, что на землях сельскохозяйственного назначения землепользование какого характера осуществляется. Построение социализма закономерно требует построения социализма и в сельском хозяйстве, и таким образом естественно, что социалистическое государство лишь в случае землепользования социалистического характера может обеспечить устойчивое (вечное) пользование землями сельскохозяйственного назначения. Для субъектов землепользования, осуществляющих землепользование социалистического характера, не только возможно, но во всех случаях и необходимо обеспечение устойчивости этого землепользования, ибо в противном случае трудно представить упрочение социализма в сельском хозяйстве или то, чтобы социалистическое сельское хозяйство выполнило все то, что с правом ожидает от него социалистическое общество.

## II

В социалистических экономических и общественных условиях с точки зрения возникновения и упрочения устойчивости пользования землями сельскохозяйственного назначения следует различать два этапа развития, а именно: с одной стороны, этап, продолжающийся до окончания массовой коллективизации, а с другой стороны, этап, начинающийся после окончания массовой коллективизации.

а) Для первого этапа развития, продолжающегося до окончания полной коллективизации, характерным является мелкотоварное крестьянское землепользование, основанное на своем труде, которое в ходе социалистического преобразования сельского хозяйства постепенно заменяется социалистическим крупнотоварным землепользованием производственных кооперативов. Помимо социалистического крупнотоварного общего землепользования производственных кооперативов и одновременно с ним возникает землепользование госхозов, а также личное пользование социалистического характера на землях сельскохозяйственного назначения. Для этого этапа является характерным то, что хотя устойчивость мелкотоварного крестьянского землепользования обеспечивает социалистическое государство с точки зрения производства, но с такой перспективой развития, а также таким образом, чтобы это землепользование в своем большинстве превратилось в общее производственно-кооперативное землепользование.

б) А на втором этапе развития, начинающегося после окончания массовой коллективизации сельского хозяйства — когда уже для сельского хозяйства являются характерными и господствующими формы землепользования социалистического характера — основной задачей является то, чтобы не двусмысленно складывалась устойчивость каждой формы землепользования социалистического характера, и среди них в первую очередь особенно устойчивость общего землепользования сельскохозяйственных производственных кооперативов следует создать таким образом, чтобы оно по своему содержанию и сущности было так называемым правом вечного пользования в отношении всех земель сельскохозяйственного назначения, находящихся во владении производственных кооперативов.

Создание устойчивости производственно-кооперативного землепользования на основе единого права государственной земельной собственности юридически проще, чем при его отсутствии.

Развитие сельского хозяйства СССР особенно наглядно показывает это развитие, где устойчивость мелкотоварного крестьянского землепользования основывалась на едином праве государственной земельной собственности в форме бесплатного и устойчивого права землепользования. В СССР в ходе массовой коллективизации сельского хозяйства это бесплатное и устойчивое крестьянское мелкотоварное землепользование нужно было

превратить в бесплатное и устойчивое (личное) колхозное землепользование без того, чтобы это превращение касалось бы права земельной собственности. С точки зрения земельного права такое превращение означало лишь проблему права пользования, но не означало проблему права земельной собственности, и таким образом в СССР устойчивость права колхозного землепользования уже в период массовой коллективизации без всяких особых трудностей могло возникать так, что по существу в той же своей форме соответствовала и требованиям периода упрочения.

В противоположность этому существенно труднее юридическое разрешение этой проблемы у нас, где земля не находится полностью в собственности государства. У нас в первый период развития также имелась устойчивость мелкотоварного крестьянского землепользования, служащая интересам производства, но не в форме бесплатного и устойчивого права землепользования, а на основе крестьянской частной собственности. Это мелкотоварное крестьянское землепользование, основанное на крестьянской частной собственности, необходимо было превратить в устойчивое производственно-кооперативное общее землепользование, которое не только политически и экономически труднее, но и юридически сопровождается преодолением многих трудностей.

В целях дальнейшего развития при таких обстоятельствах необходимо было разрешить задачу, имеющую две стороны, а именно: частную земельную собственность, составляющую основу мелкотоварного крестьянского землепользования необходимо было сделать таковой, чтобы при её условиях на месте этого мелкотоварного крестьянского землепользования могло складываться устойчивое производственное кооперативное общее землепользование. А этого можно было достичь лишь таким образом, чтобы ограничивать до минимума товарный характер частной крестьянской собственности и это ограничение соответственно оказывало воздействие и на товарный характер землепользования. Ограничение товарного характера частной земельной собственности приводит к тому, что уменьшается практическое негативное действие базы земельной собственности по привязанности к мелкотоварному крестьянскому землепользованию, а с другой стороны, дает возможность для создания устойчивости производственно-кооперативного общего землепользования, несмотря на смешанную основу права земельной собственности. Такое разрешение необходимо потому, что без ограничения товарного характера частной земельной собственности юридически вряд ли можно было бы обеспечить на смешанной основе права земельной собственности устойчивость общего производственно-кооперативного землепользования.

Сущность ограничения товарного характера частной земельной собственности можно суммировать в том, что социалистическое государство вначале втискивает в рамки или уменьшает до минимума действие товарного

характера частной земельной собственности посредством ограничительных мер (ограничение купли-продажи земли, связывание купли-продажи с разрешением, определение минимума владения и т. д.), но позже создается такое объективное экономическое и общественное окружение вокруг земельной частной собственности — особенно в отношении земель сельскохозяйственного назначения —, что товарный характер частной земельной собственности, за исключением отдельных небольших территорий, практически не может осуществляться. Но если эта ограниченная частная земельная собственность переходит в общее пользование производственных кооперативов, такие интересы общего хозяйствования производственных кооперативов не только дальше ограничивают, но и полностью прекращают товарный характер крестьянской частной собственности на землю, и по содержанию так перестраивают эту собственность на землю в рамках старой формы, что это на практике по существу существует в качестве обобществленной собственности на землю, не связанной с субъектом. Однако это должно происходить в правовых рамках. Сущностью проблемы — если хотим ключевым вопросом — является юридически то, что на основе смешанной собственности на землю необходимо так создать и юридически обеспечить устойчивость, прочность общего землепользования производственных кооперативов, чтобы это полностью соответствовало требованиям современного социалистического крупного производственно-кооперативного общего хозяйства.

### III

Юридическое разрешение и обеспечение устойчивости общего производственно-кооперативного землепользования в своей основе коренится в отношениях права земельной собственности, в разрешении выступающих здесь проблем.

Поскольку устойчивость общего землепользования производственных кооперативов в отношении земель, составляющих государственную собственность, разрешена в форме производственно-кооперативного безвозмездного и вечного права пользования — предметом исследования мы должны делать те земли производственных кооперативов, которые составляют собственность не государства, а членов производственного кооператива и членов их семьи, а также собственность третьих лиц, стоящих вне производственного кооператива.

Наша литература по земельному праву уже до сих пор старалась показать то преобразование по содержанию права земельной собственности, которое претерпевает ограниченная частная собственность на землю в качестве результата для того, чтобы собственник земли внес её, объединил в общее пользование производственного кооператива. Земельная собствен-

ность члена производственного кооператива, объединенная в общее хозяйствование производственного кооператива, по содержанию не тождественна с той ограниченной частной собственностью на землю, на которой ведется еще мелкопромышленное единоличное крестьянское хозяйство — а по содержанию скорее общественная, чем частная собственность. Это положение подтверждается и тем, что производственный кооператив эти земли по существу использует так, как будто бы он является собственником их. В содержании права земельной собственности это означает то, что право владения и пользования принадлежит производственному кооперативу как собственнику, и таково же положение и с правомочиями по распоряжению, связанными с пользованием. Одновременно с этим прекращается правомочие по распоряжению товарного характера этой земельной собственности, но собственнику, члену производственного кооператива принадлежит право наследования, земельная рента и юридически урегулированная возможность взятия земли из общего пользования производственного кооператива. Ко всему этому относится и то, что я в принципе отделил земельную собственность членов производственного кооператива и их семей от земельной собственности третьих лиц, стоящих вне производственного кооператива, находящейся в общем пользовании производственного кооператива, но составляющей их собственность. Принципиальную основу различия составляло то, что в предыдущем случае земля находится в общем пользовании производственного кооператива на основе правоотношения по членству в производственном кооперативе собственника и связано с этим, в то время как в последнем случае без правоотношения по членству в производственном кооперативе собственника земли, в преимущественном большинстве случаев на основе правоотношения по аренде.<sup>1</sup>

В то же время думаю, что это проведение различия сегодня уже — после завершения массовой коллективизации сельского хозяйства, т. е. на втором этапе развития устарело. Стало устарелым потому, что сегодня уже это проведение различия не служило бы упрочению, устойчивости ставшего всеобщим сельскохозяйственного производственно-кооперативного общего землепользования в отношении земельной собственности третьих лиц, стоящих вне производственного кооператива.

Объяснение этой точки зрения необходимо искать в том, что — по моему мнению — *ни одно социалистическое государство не может позволить себе, чтобы возникшее после массовой коллективизации его социалистическое сельское хозяйство в какой-либо форме — частично или полностью — снова превратилось в мелкотоварное крестьянское сельское хозяйство.* После за-

<sup>1</sup> И. Шереш, *A föld tulajdonjoga a mezőgazdasági termelészövetkezetben (Право земельной собственности в сельскохозяйственных производственных кооперативах)*. Издательство экономической и юридической литературы, Будапешт, 1958 г.



вершения массовой коллективизации сельского хозяйства принципиальным и практическим требованием является то, чтобы находящиеся в общем пользовании производственного кооператива, но составляющие не собственность государства земли ни в какой форме не выходили из-под общего хозяйствования производственного кооператива и особенно чтобы не вышли так, чтобы на них вновь могла оживиться мелкотоварное единоличное крестьянское хозяйство.

Юридически все это означает, чтобы ни земельная собственность членов производственного кооператива и членов их семьи, ни стоящих вне кооператива третьих лиц по возможности ни на каком основании не выходила из общего пользования производственного кооператива, а чтобы на них производственный кооператив мог хозяйствовать также уверенно, устойчиво, как на землях, составляющих собственность государства, т. е. на землях, составляющих собственность производственного кооператива.

Теоретическое и практическое осуществление в земельном праве этого принципиального требования означает то, что *рассматривая с точки зрения устойчивости общего землепользования производственного кооператива, вернее, в интересах этого сегодня уже не можем делать различия между земельной собственностью члена производственного кооператива и членов его семьи, а также земельной собственностью стоящего вне производственного кооператива третьего лица.*

По существу эта точка зрения у нас нашла свое выражение и в принципиальном решении Коллегии по Гражданским делам Верховного Суда № 860/1964, которое правильно, соответственно нынешним потребностям сжато анализирует все те нормативные акты, которые относятся к выводу из производственного кооператива земли как собственниками земли членами производственного кооператива и членами их семей, так и стоящими вне производственного кооператива лицами.

Все это на практике означает то, что у нас земли, составляющие собственность членов производственного кооператива и членов их семей и стоящих вне производственного кооператива третьих лиц, но находящиеся в общем пользовании производственного кооператива полностью выпали из товарооборота, вряд ли может оживиться на них мелкотоварное крестьянское землепользование, и изменение в субъекте этого права земельной собственности на практике наступает путем наследования, формальное изменение права собственности однако не может помешать, ослабить устойчивость и прочность проводящегося на этих землях производственно-кооперативного общего землепользования.

Однако перед тем, как сделать дальнейшие выводы из сказанного до сих пор, необходимо коснуться и *вопроса земельной ренты*. Известны те нормы, которые точно определяют, какую земельную ренту или арендную

плату наши производственные кооперативы должны платить за находящуюся в общем пользовании производственного кооператива земельную собственность граждан. Согласно этому юридическому регулированию земельная рента выплачивается как правило членам производственного кооператива и членам их семьи, а арендная плата выплачивается собственникам земли стоящим вне производственного кооператива третьим лицам. Это и является одной из форм проявления проведения такого различия, о котором до сих пор шла речь в отношении земельной собственности членов производственных кооперативов и данной в пользование членов их семьи, и в отношении земель, находящихся в общем пользовании производственного кооператива, но составляющих собственность третьих лиц.

Но какая практика сложилась в отношении выплаты земельной ренты и арендной платы?

Ради простоты отклоняемся от такой противоправной практики, когда производственный кооператив не выплачивает ни земельную ренту, ни арендную плату, или не выплачивает земельную ренту или арендную плату. Возьмем за основу такую законную и сегодня уже все более общую практику, когда производственный кооператив выполняет свою обязанность как по выплате земельной ренты, так и по выплате арендной платы.

Практика в этой области показывает, что производственный кооператив по существу выплачивает столько же арендной платы, что и земельной ренты, — т. е. в случае земельной территории одинаковой величины и стоимости сумма, выплаченная производственным кооперативом, является одинаковой как в случае земельной ренты, так и в случае арендной платы. Выражая эту мысль другими словами, это означает то, что в данном случае производственный кооператив столько же платит своему члену, сколько собственнику земли, третьему лицу, находящемуся вне производственного кооператива, разница только в том, что в одном случае выплаченную сумму законодательный акт называет земельной рентой, а в другом случае арендной платой. Следует отметить, что производственные кооперативы, работающие в нашей стране, в значительной части и по названию не делают различия между ними, а в обоих случаях вообще пользуются названием земельной ренты. (Исследование экономической природы этой земельной ренты, конечно, не может входить в нашу задачу.) Но из складывающейся практики следует сделать вывод о том, что и сами производственные кооперативы — независимо от субъективного правового положения собственника земли — как земельную ренту, так и арендную плату рассматривают как «земельную ренту политики владения землей». Другими словами как земельную ренту, так и арендную плату рассматривают в качестве ренты политического характера, которая полагается по законодательному акту собственнику земли, независимо от того, что земельный собственник является ли членом производственного кооператива или нет. Производственные кооперативы этой своей

практикой показывают, что по существу не делают различия между членом производственного кооператива и членом его семьи, а также лицами, стоящими вне производственного кооператива, как собственниками земли, поскольку они как собственники земли находятся в одинаковом положении, т. е. их земля может быть унаследована, они получают земельную ренту или арендную плату одинаковой величины, но практически земля находится и остается в общем пользовании производственного кооператива, устойчивым образом, без срока.

После этого с правом может быть поднят вопрос о том, складывание наследования земельной собственности граждан, слияние по содержанию земельной ренты и арендной платы и т. д., т. е. уравнение разницы между земельной собственностью члена производственного кооператива и членов его семьи, а также лица, стоящего вне производственного кооператива, в правильном направлении оказывает ли воздействие на развитие? Мне кажется, что да. В первую очередь потому, что с точки зрения упрочения, укрепления общего хозяйствования производственного кооператива является правильным то, чтобы производственный кооператив имел одинаковое право к любой земле, находящейся в общем пользовании производственного кооператива, а на другой стороне — каждый гражданин собственник земли, независимо от своего субъективного правового положения — располагал одинаковыми правами в отношении этих земель. Это одинаковое правовое положение по существу делает равнодушным производственный кооператив в отношении наследования права земельной собственности граждан, а в другом смысле и в отношении земельной ренты. Почему?

В нашем массово коллективизированном сельском хозяйстве большинство семей в производственных кооперативах является так называемой смешанной семьей, т. е. — не считая сейчас малолетних детей — состоит из членов производственного кооператива, из рабочих и служащих. У таких семей в случае смерти собственника земли члена производственного кооператива земельную собственность наследователя, находящуюся в общем пользовании производственного кооператива наследуют все три категории, что в конечном счете приводит к тому, что в отношении земель, находящихся в общем пользовании производственного кооператива постепенно уменьшается число собственников земли членов производственного кооператива и величина их земельной собственности (без того, чтобы число членов производственного кооператива уменьшалось бы), но в то же время увеличивается число собственников земли, третьих лиц и величина их земельной собственности. Движение по такой тенденции права земельной собственности однако происходит таким образом, что это в общем ни за, ни против не касается величины общих земель производственного кооператива.

По существу поэтому сливается и величина земельной ренты и арендной платы. Если арендная плата была бы существенно выше, чем земельная

рента, то это, с одной стороны, материально возлагало бы большую нагрузку на производственный кооператив, а с другой стороны, собственников земель сделало бы заинтересованными в том, чтобы они были собственниками земли по возможности вне кооператива и т. д., не говоря уже о том, что в первую очередь члены, собственники земель производственных кооперативов находились бы в невыгодном материальном положении, что было бы вредным с политической точки зрения.

От выплаты земельной ренты и арендной платы — также не в первую очередь в силу политических причин — нельзя отказаться. При таких условиях, значит, лучше всего служит единому дальнейшему развитию производственно-кооперативного движения то, если размер земельной ренты и арендной платы одинаковый. Одинаковый размер земельной ренты и арендной платы делает незаинтересованным как собственника земли члена производственного кооператива, так и собственника земли, стоящего вне кооператива, в том, чтобы они из-за земельной ренты или арендной платы делали все для того, чтобы изменить свое субъективное правовое положение, связанное с производственным кооперативом. Все это доказывает, что слияние по содержанию земельной ренты и арендной платы в практике правильно сложилось таким образом, чтобы в правильном направлении оказывало воздействие на единое развитие производственно-кооперативного движения.

#### IV

Значит, общее землепользование производственных кооперативов у нас, после завершения массовой коллективизации основывается на двух различных основах права земельной собственности, а именно, с одной стороны, на основе права государственной собственности на землю, а с другой стороны, на основе права земельной собственности граждан (членов производственных кооперативов и членов их семьи, а также третьих лиц, стоящих вне кооператива). Но здесь следует отметить, что производственный кооператив может пользоваться землей, находящейся в его собственности, т. е. его землепользование помимо двух предыдущих категорий может основываться и на праве своей земельной собственности. Но практически в настоящее время в собственности наших производственных кооперативов больше всего находятся земли, служащие целям строений, хозяйственного центра, внутренней территории и т. д., и поэтому по существу уместно такое положение, что общее производственно-кооперативное землепользование в отношении земель сельскохозяйственного назначения основывается на двух различных основах права земельной собственности, на основе права земельной собственности государства и граждан.

1. Производственное кооперативное общее землепользование землями сельскохозяйственного назначения несмотря на две различные основы права земельной собственности должно быть единым, оно должно существовать в форме коллективного, прочного (вечного) производственно-кооперативного общего землепользования, имеющего социалистический характер. Юридическую форму этого единого, коллективного, прочного производственно-кооперативного общего землепользования по существу — как на землях, составляющих собственность государства, так и на землях, составляющих собственность граждан — дает и обеспечивает право вечного пользования производственного кооператива.

2. Право вечного пользования производственного кооператива на основе права государственной земельной собственности вообще известно во всех социалистических государствах. Это по существу означает, что подавляющую часть земель сельскохозяйственного назначения, составляющих собственность государства — за исключением земель госхозов — получают в бесплатное и прочное (вечное) пользование производственные кооперативы. Трудящееся крестьянство, живущее в производственном кооперативе, имеет по существу закрепленное в конституции право на вечное пользование, понятом в этом смысле. Это право вечного пользования одновременно означает и то, что содержание права социалистической государственной земельной собственности содержит в себе то право и обязанность, что производственные кооперативы в форме права вечного пользования таким образом могут пользоваться землями, составляющими собственность государства, как будто собственниками этих земель были бы сами производственные кооперативы.

Дюла Ёрши пишет, что государственная социалистическая собственность «на субъективной стороне является видом собственности *ни от кого не отделенным*, самое большое правомочие оперативного управления не принадлежит каждому члену сообщества собственников...»<sup>2</sup> Это положение усиленно и особым образом действует в отношении земель сельскохозяйственного назначения. *Право государственной собственности земель сельскохозяйственного назначения тоже не может быть отделено от сообщества собственников, но право оперативного управления, или право пользования прежде всего и в первую очередь принадлежит крестьянам, работающим в производственном кооперативе*, которые в случае государственной земельной собственности осуществляют свое право на землю, обеспеченное и в нашей конституции в форме права бесплатного и вечного землепользования.

<sup>2</sup> Д. Ёрши, *Tulajdonosok és kollektívák jogágyazatai: differenciálódás és integrálódás a szocialista jogrendszerben* (Правовые отрасли собственников и коллективов: дифференциация и интеграция в системе социалистического права). Известия отдела общественных и исторических наук ВАН, Том XIII. № 1—2, стр. 114. Будапешт, 1963.

Этому может быть противопоставлен тот факт, что конституция не закрепляет точно те формы земельной собственности, в какой форме земельной собственности обеспечивает право на землю трудящегося крестьянства. Это правда, но из этого можно сделать лишь вывод о том, что конституция обеспечивает право трудящегося крестьянства на землю в известной у нас каждой форме земельной собственности и среди них также и в форме государственной собственности на землю. А то — по моему мнению — вполне естественно, что пользование землями сельскохозяйственного назначения, составляющими собственность государства, в социалистическом сельском хозяйстве принадлежит тем, работающим в производственном кооперативе крестьянам, которые действительно обрабатывают их. Сюда относится, далее, мое замечание о том, что поскольку тот лозунг «земельной реформы», согласно которому «земля принадлежит тому, кто её обрабатывает», сохранили бы в измененной форме и с иным содержанием непрерывно, очевидно, не произошло бы такое значительное сокращение земель сельскохозяйственного назначения в последние 20 лет, их использование в иных целях, с которым сегодня мы должны считаться как с негативным фактом, и которое сегодня уже вряд ли можно поправить в ходе наших усилий, направленных на последовательное исполнение законодательного акта об охране земель сельскохозяйственного назначения.

3. Уже указывали на то, что на основе права бесплатного и вечного пользования производственные кооперативы могут пользоваться землями, составляющими собственность государства таким образом, как будто их собственниками были бы производственные кооперативы. Но из этого непосредственно вытекает тот вопрос, в чем состоит содержание права вечного пользования, или чем является право вечного пользования по своему содержанию. Это право вечного пользования означает то, что оно обеспечивает с экономической, производственной точки зрения владение, пользование и распоряжение землей производственному кооперативу. Т. е. на основе его производственный кооператив осуществляет все те правомочия собственности, которые может осуществлять земельный собственник, хозяйствующий на своей земельной собственности. Но если это так, то тогда *право вечного пользования производственного кооператива является таким, как свое право земельной собственности*, но без существования элементов права собственности, имеющих товарный характер. (Элементы права собственности, имеющие товарный характер, в отношении земель сельскохозяйственного назначения и тогда не имели бы большого значения, если вместо права пользования землей производственные кооперативы располагали бы правом земельной собственности.) Конечно, это не означает того, как будто право вечного пользования производственного кооператива отменило бы право земельной собственности государства. Его не отменяет, но право государственной земельной собственности — если мы не обращаем внима-

ния на существующий его минимальный товарный характер — по своему содержанию как институт земельного права со стороны государства как собственника исчерпывается в осуществлении права собственнического управления, но все остальные правомочия собственника осуществляет вообще иной орган, в данном случае производственный кооператив, несмотря на то, что производственный кооператив не является государственным органом или учреждением, а является самостоятельным юридическим лицом, отделенным и отличающимся от них. Право вечного пользования производственный кооператив в отношении государства как собственника обязывает лишь на то, чтобы он обрабатывал землю в соответствии с её назначением, а также планомерно и современным способом, но право вырочения выгоды без всяких обратных требований принадлежит производственному кооперативу, который таким образом право собственности на плод, возникший в результате пользования, по существу приобретает, как собственник. (Является иным вопросом, что производственный кооператив обязан платить государству земельный налог и т. д.).

В случае права социалистической государственной собственности подобное этому явление действует в качестве главного правила, когда: «В ходе управления государственной социалистической собственностью возникает хозяйственный расчет, восполняющий собственность, и право оперативного управления, восполняющее право собственности.»<sup>3</sup> Но от этого отличается право вечного пользования производственного кооператива, поскольку здесь в ходе управления государственной земельной собственностью возникает не институт, восполняющий собственность и право собственности, а в форме права вечного пользования такая собственная земельная собственность, сущностью которой является право землепользования силы собственника.

4. Однако общее землепользование производственного кооператива — несмотря на двойственную основу земельной собственности — едино и это землепользование должно быть устойчивым и единым. Как показывают предшествующие рассуждения, кроме устойчивости пользования государственными землями по существу сложилась устойчивость общего землепользования производственного кооператива и в случае земельной собственности граждан. Земельная собственность граждан в общем пользовании производственного кооператива практически и в целом также устойчиво и вечно находится и останется в общем пользовании производственного кооператива, как государственные земли. Это положение обосновано и тогда, если учитываем минимальную по размерам выдачу земель из производственного кооператива, поскольку в противоположность этому государственная земельная основа общего землепользования производственного кооператива не раз в

<sup>3</sup> Д. Ёрши, цит. произведение, стр. 116.

существенно большей мере снижалась в результате того, что присвоение от предприятий в преимущественном большинстве случаев происходит путем использования государственных земель, находящихся в пользовании производственных кооперативов в форме изъятия земель.

Итак, устойчивость общего землепользования производственного кооператива по существу едино осуществляется как в случае государственной земельной собственности, так и в случае земельной собственности граждан, и таким образом исключительно на основе этого можно сделать тот вывод, что *производственный кооператив имеет право вечного пользования землями, находящимися в общем пользовании производственного кооператива и составляющими собственность граждан, а именно, рассматривая с точки зрения устойчивости землепользования имеет такое же устойчивое право вечного пользования, как и в случае государственных земель.*

5. Однако существенной особенностью права вечного пользования является его *безвозмездность*. Но в то время, как в случае государственных земель право вечного пользования производственного кооператива бесплатное, это же мы не можем сказать единогласно в случае земельной собственности граждан, находящейся в общем пользовании производственного кооператива. Не можем сказать потому, что производственный кооператив земельную собственность третьих лиц, стоящих вне производственного кооператива использует за арендную плату, а земельным собственникам, членам производственного кооператива и членам их семьи выплачивает земельную ренту.

Выплачиваемая производственным кооперативом арендная плата — независимо от того, что размер её не превышает размер земельной ренты — безусловно показывает то, что в случае арендованных земель право устойчивого вечного пользования производственного кооператива не безвозмездное, а возмездное. Безусловно и то, что в ближайшее время обязанность производственного кооператива по выплате арендной платы не может прекратиться, и таким образом устойчивое вечное пользование производственных кооперативов землями, взятыми в аренду, необходимо рассматривать как возмездное вечное пользование.

По моему мнению принципиально иное положение с земельной рентой несмотря на то, что её размер сходен с размером арендной платы. Иное положение потому, что *земельная рента — по моему мнению — не может быть рассмотрена в качестве компенсации за пользование, а учитывая экономическую и юридическую природу одинаково по существу правильно понимать её в качестве одной из присоединяющейся к праву земельной собственности формы распределения доходов производственного кооператива.* А если это так, тогда в таком случае можем сделать тот вывод, что в случае земель, за которые выплачивается земельная рента, общее землепользование производственного кооператива является не только устойчивым вечным пользо-



ванием, а --- не учитывая налоги --- одновременно и безвозмездным, вернее, по существу показывает такие же особенности, как безвозмездное вечное пользование производственного кооператива, существующее на государственных землях.

Поскольку природу земельной ренты понимаем в таком смысле, в том случае уже --- с точки зрения рассматриваемого вопроса --- отодвигается на задний план та проблема, до каких пор производственные кооперативы выплачивают земельную ренту, до каких пор правильно и необходимо сохранить обязанность по выплате земельной ренты и т. д.

Безвозмездность общего землепользования производственного кооператива, существующего на земельной собственности граждан, вернее, компенсация в минимальном по сравнению со всеми доходами производственного кооператива размере, однако, --- по моему мнению --- вторичное явление с точки зрения права вечного пользования производственного кооператива. Вторичное потому, что вообще не оказывает влияния на устойчивость и прочность общего землепользования производственного кооператива в целом, а с экономической точки зрения на производственный кооператив возлагает такую минимальную нагрузку по сравнению с доходами производственного кооператива, что это характер, характерные черты права вечного пользования производственного кооператива в целом скорее приукрашивает, но не влияет на его основы. (В связи с этим хочу только отметить, что одинаково урегулированный размер арендной платы или земельной ренты, если хотим в результате лимитации положение таково, что чем лучше хозяйничает производственный кооператив из общего дохода, тем меньший процент падает на земельную ренту и арендную плату.)

Итак, в результате можем установить, что общее землепользование производственного кооператива существующее на земельной собственности крестьян, во всех случаях устойчивое, в преимущественной части безвозмездное пользование, т. е. производственный кооператив имеет право вечного пользования этими землями похоже тому, как земельной собственностью государства.

6. После этого естественным образом возникает вопрос, что собственно говоря, сколько видов права вечного пользования имеет производственный кооператив? Двух ли видов это право вечного пользования согласно тому, что оно основывается на государственной земельной собственности или на земельной собственности граждан, или же --- независимо от основ земельной собственности --- одного вида, потому что это желательно с точки зрения единства, устойчивости общего землепользования производственного кооператива?

Ответ на этот вопрос зависит от того, в качестве чего рассматриваем мы право вечного пользования производственного кооператива? Поскольку же это право вечного пользования по существу рассматриваем так называемой производной правовой основой землепользования, в таком случае

ответом на вопрос может быть только то, что производственные кооперативы имеют двойное право вечного пользования. Другое -- на основе государственной земельной собственности, и опять же другое на основе земельной собственности граждан. В этом случае однако очень тяжело было бы дать ответ на тот вопрос, что каким образом существует и что обеспечивает единство и прочность общего землепользования производственного кооператива, то, что независимо от основ земельной собственности и двойного права вечного пользования -- или несмотря на них -- общее хозяйствование производственного кооператива, взятое вместе и единогласно было едино социалистического характера?

А в том случае, если право вечного пользования производственного кооператива не рассматриваем как производное правовое основание землепользования -- поскольку производное правовое основание землепользования, взятое в традиционном смысле мы и не можем рассматривать им -- тогда на поставленный вопрос должны дать иной ответ.

В связи с использованием производственным кооперативом государственной земельной собственности речь уже шла о том, что там право вечного пользования производственного кооператива по существу таково, как собственное -- не товарного характера -- право земельной собственности. Но это же можем констатировать и в связи с использованием производственными кооперативами земельной собственности граждан. *Право вечного пользования производственного кооператива, существующее на земельной собственности граждан, по содержанию является также правом земельной собственности, ибо производственный кооператив пользуется этими землями по существу так, как будто он являлся бы их собственником.*

А если по существу основательно то положение, что право вечного пользования производственным кооператива, существующее как на земельной собственности государства, так и на земельной собственности граждан по существу сходно с собственным -- не имеющим товарный характер -- правом земельной собственности, в таком случае излишне говорить о двойном праве вечного пользования. *Право вечного пользования производственного кооператива -- несмотря на двойственность основы земельной собственности -- является единым правом вечного пользования, и на основе этого производственный кооператив пользуется как государственными землями, так и землями крестьян так, как будто бы он являлся их собственником.*

По моему мнению, право вечного пользования производственного кооператива, понятие в таком едином смысле, является важнейшей юридической основой и одновременно и гарантией того, чтобы на смешанной земельнособственнической основе полностью осуществлялось общее, единое, устойчивое (вечное) землепользование сельскохозяйственных производственных кооперативов в первую очередь и в решающей мере в отношении земель сельскохозяйственного назначения.

7. Единое право вечно пользования производственного кооператива — похоже праву собственности производственного кооператива — имеет две стороны, а именно, внешнюю и внутреннюю сторону.

Самой важной стороной права вечно пользования производственного кооператива является *внутренняя сторона*, которая действует и осуществляется внутри коллектива производственного кооператива, регулирует правоотношения по землепользованию внутри коллектива. Сущность права вечно пользования является внутренней стороной этого, и как раз потому, что это является определяющим и решающим и дает единство права вечно пользования, несмотря на то, что земельнособственническая основа его двойная. Однако право вечно пользования имеет и свою *внешнюю сторону*, которая проявляется в правоотношениях двух направлений, а именно: с одной стороны, в правовых отношениях между производственным кооперативом и стоящих вне (среди них и государство) земельных собственников, а с другой стороны, в отношении охраны владения между производственными кооперативами и внешними лицами.

а) *Право вечно пользования производственного кооператива* — похоже содержанию права собственности производственного кооператива — содержит в себе владение, пользование, распоряжение и управление. Внутри коллектива производственного кооператива, значит, внутри осуществляются все четыре элемента по содержанию, но вне, во внешних правоотношениях непосредственно проявляется лишь два элемента содержания, а именно, внешняя сторона владения, а также распоряжение.

Основной функцией внутренней стороны права вечно пользования безусловно является производственная функция, сделание её возможной, осуществление и обеспечение, но осуществление полноты внутренней стороны в то же время вызывает и то, что производственный кооператив присваивает все те плоды, которые создает земля в результате планового её использования. Иными словами это означает то, что в качестве результата практического осуществления права вечно пользования производственный кооператив таким же образом становится собственником созданных или произведенных им продуктов, как будто он производил бы их на землях, составляющих его собственность.

Но право вечно пользования, его последовательное осуществление требует и того, чтобы производственный кооператив был собственником определенных вещей, чтобы он приобрел право собственности на определенные вещи. А эти вещи в целом прочно связанные с землей, так называемые составные части, которые подпадают под правила принципа *aedificium solo cedit*. В случае земель сельскохозяйственного назначения можно сказать, что во всех случаях без исключения действительным положением является то, что *производственный кооператив* — независимо от положения земли по праву собственности — является *собственником всех*

*тех вещей, которые прочно связаны с землей* (деревья, сельскохозяйственные культуры и т. д.).

В системе венгерского права эти вещи сегодня уже выступают так, как особые предметы права собственности, а именно такие предметы, которые — несмотря на то, что они связаны прочно с землей, не находящейся в товарообороте — не потеряли свой товарный характер и они выступают в качестве предметов такого же товарного характера права собственности, как, например, движимые вещи. Несомненно, что это особое положение в своей основе повлек за собой выход земли из товарного оборота, выдвигание на передний план характерных черт земельной собственности, служащих производственной цели, складывание института права вечного пользования несмотря на то, что согласно абзацу 2 § 152 ГК это правило в отношении урожая, находящегося на корню, является более широким, действует в качестве общего правила, распространяющегося на каждого землепользователя. Товарный характер вещей, прочно связанных с землей, как предметов собственности в своей основе не изменяет и то, что в данном случае он выступает в качестве предмета обязательной купли-продажи (2 абз. § 154 ГК), если произошло изменение в субъекте землепользования.

б) Содержание права вечного пользования производственного кооператива с точки зрения владения предполагает всегда *действительный предмет владения*, и в этой форме, или таким образом сохранение и обеспечение вещи для производственной цели. Это является естественным, поскольку земля, на которой осуществляется право вечного пользования производственного кооператива, уже не является собственностью товарного характера. А если к этому еще добавим то, — а здесь именно это является первостепенной точкой зрения —, что право вечного пользования является правом землепользования не товарного характера, то тогда вполне понятно, что право владения, основанное на праве вечного пользования, одновременно должно быть действительным предметом владения.

Это право владения, основанное на праве вечного пользования, с точки зрения охраны владения имеет свою внутреннюю и внешнюю сторону, ибо предмет владения — особенно с возникновением системы хозяйственного расчета внутри предприятия — как внутри производственного кооператива (между производственным кооперативом и его членами, или между отдельными самостоятельными производственными единицами внутри производственного кооператива), так и вне производственного кооператива (правоотношение по нарушению владения между производственным кооперативом и внешними лицами) нуждается в охране. Внешние средства охраны предмета владения:

а) самоуправство (абзац 1 § 190 ГК), б) охрана владения административным путем (абзац 1 § 191 ГК) и в) спор по владению (абзац 1 § 192 ГК).

Внутри производственного кооператива средством внутренней охраны владения частично может быть и самоуправство, но больше всего процесс по дисциплинарной ответственности и ответственности по возмещению ущерба внутри производственного кооператива. Помимо этого особенно по спорам владения, возникшим между хозяйственными единицами, работающими на основе самостоятельного хозрасчета внутри производственного кооператива — подобно охране владения, происходящей в административном порядке, имеет большое значение охрана владения, осуществляемая внутренним управленческим путем внутри производственного кооператива, важнейшим оперативным формулом которой является правление производственного кооператива или в срочных случаях председатель или главный агроном производственного кооператива.

в) В содержании права вечного пользования производственного кооператива ударение бесспорно находится на пользовании. Главной функцией этого права пользования является пользование землей по назначению, а именно в форме, свободной от эксплуатации, т. е. землепользование здесь должно основываться на собственном труде коллектива самого производственного кооператива. Пользование землей по назначению является не только правом производственного кооператива, но одновременно и его обязанностью. «Уполномоченное на землепользование обязано пользоваться землей в соответствии с её назначением, и в ходе этого пользования поступать по правилам нормального ведения хозяйства.» (Абзац 1 § 152 ГК).

Право землепользования производственного кооператива по существу складывается из права пользования землей и из права вырочения выгоды. Но производственный кооператив не имеет права на то, чтобы на основе какого-либо правового отношения уступил кому-либо право землепользования и право вырочения выгоды. Исключение из этого правила составляет уступление землепользования внутри коллектива производственного кооператива для бесплатного пользования для цели приусадебного хозяйства (абзац 2 § 151 ГК), а также подобно этому уступление в качестве окладного землепользования для специалистов, работающих в сельском хозяйстве. (Решение Правительства № 1024/1964.) Но следует подчеркнуть то, что согласно действующему регулированию производственный кооператив ни под каким предлогом не может уступить пользование землей, которой он владеет на основе права вечного пользования, лицу, находящемуся вне кооператива.

Землепользование производственного кооператива имеет социалистический характер, т. е. это землепользование основывается на собственном труде коллектива производственного кооператива, свободно от эксплуатации и таким образом исключает систематическое использование чужой рабочей силы. Социалистический характер этого землепользования одновременно требует и того, чтобы пользование землей осуществлялось в форме крупного хозяйства и планомерно.

Интересной особенностью права вечного пользования производственного кооператива является то, что право по соседству и правила превосходящего границы строительства (§§ 99—111 ГК) здесь связываются не с правом земельной собственности, а с правом вечного пользования производственного кооператива.<sup>4</sup> Является другим вопросом, что, например, правила превосходящего границы строительства очень трудно можно соблюдать в правовом отношении между производственным кооперативом и внешним лицом, поскольку и внешняя сторона права вечного пользования не обеспечивает производственному кооперативу правомочие по распоряжению такого товарного характера, которое предполагают правила превосходящего границы строительства. Но несмотря на это, правомочие распоряжения по вечному пользованию, содержащее в себе и обмен землями, уже дает возможность производственному кооперативу для того, чтобы правила превосходящего границы строительства хотя и особым образом, но все же действовали в правовом отношении между производственным кооперативом и третьим лицом.

г) В содержании права вечного пользования производственного кооператива *право распоряжения* — поскольку его мы считаем правомочием, действующим вовне — не имеет большого значения. Это потому, что право вечного пользования является правовым институтом не товарного характера и поскольку во внешних правовых отношениях и осуществляется право распоряжения, *его функция также имеет производственный характер*, и таким образом играет подчиненную, служащую, дополняющую право пользования роль. (Например, обмен землей, землеустройство и т. д., произведенные в интересах производства.) Право распоряжения охватывает и то правомочие, что — если земельная собственность не связывается с правовым отношением членства в производственном кооперативе — производственный кооператив мог отказаться от права вечного пользования в первую очередь в отношении государственных земель.

д) В противоположность праву распоряжения в содержании права вечного пользования играет очень существенную роль *право внутреннего управления землей*, которое действует исключительно внутри, в коллективе производственного кооператива. Внутри содержания права вечного пользования через внутреннее право управления землей, при его помощи осуществляется внутри действующая часть права владения, осуществление права пользования, но это подготавливает и внешнее проявление, осуществление права распоряжения, т. е. *внутреннее право управления землей является движущей силой осуществления права вечного пользования в целом*. В то же время внутреннее право управления землей не совпадает с внутренним

<sup>4</sup> И. Шереш, *A termelőszövetkezeti tulajdonosi használati jog (Право пользования производственного кооператива как собственника)*. Государство и управление, 1964. № 8 стр. 706.

хозяйственным управлением производственного кооператива, а появляется лишь в виде его части, сохраняя особенности, вытекающие из права вечного пользования землей.

Все это вытекает из того, что производственный кооператив как субъект права вечного пользования является таким особым хозяйствующим коллективом, внутренние правовые отношения которого по существу урегулированы, его внутренняя жизнь организована и внутри этого организованного коллектива практическое осуществление права вечного пользования невозможно было бы представить без планомерного осуществления внутреннего права управления землей.

В связи с вышесказанным следует отметить, что право вечного пользования производственного кооператива по своему содержанию выступает до такой степени особым правом собственности, что в случае земель, находящихся в общем пользовании производственных кооперативов сервитуты связаны не с правом земельной собственности, а с правом вечного пользования.

В качестве заключения я хотел бы опять подчеркнуть, что у нас в интересах прочности, устойчивости общего землепользования производственных кооперативов -- несмотря на смешанную основу права земельной собственности -- в силу необходимости сложилось единое право вечного пользования производственного кооператива, независимое от права собственности на землю, не касающееся государственной земельной собственности, но подобное собственному праву земельной собственности. Юридический анализ, раскрытие и разработка на научном уровне этого права вечного пользования производственного кооператива является такой задачей науки земельного права, которая в значительной мере может содействовать усилению и упрочению социалистического сельского хозяйства, возникшего после массовой коллективизации, а внутри этого особенно сельскохозяйственных производственных кооперативов.

## Zur Frage der Dauerhaftigkeit und der eigentumsrechtlichen Gestalt der gemeinschaftlichen Bodenbenutzung in den Landwirtschaftlichen Produktionsgenossenschaften

von

I. SERES

Unter sozialistischen Verhältnissen muss die Dauerhaftigkeit der Benutzung des Bodens landwirtschaftlicher Bestimmung gesichert werden.

Bis zur Abschliessung der Massenkollektivierung der Landwirtschaft wurde die Sicherung der Dauerhaftigkeit der Bodenbenutzung der sozialistischen Umorganisation der Landwirtschaft untergeordnet. Nach der Abschliessung der Massenkollektivierung muss nun schon die Dauerhaftigkeit der sozialistischen Bodenbenutzung durchaus gesichert werden. Da der überwiegende Teil des Bodens landwirtschaftlicher Bestimmung von den Produktionsgenossenschaften benutzt wird, ist die Dauerhaftigkeit der Benut-

zung des Bodens landwirtschaftlicher Bestimmung in erster Linie eine Frage der Dauerhaftigkeit der produktionsgenossenschaftlichen gemeinschaftlichen Bodenbenutzung.

Die rechtliche Lösung und Sicherung der Dauerhaftigkeit der produktionsgenossenschaftlichen Bodenbenutzung wurzelt in ihren Grundlagen in den grundeigentumsrechtlichen Verhältnissen.

Die Dauerhaftigkeit der produktionsgenossenschaftlichen gemeinschaftlichen Bodenbenutzung ist in der Beziehung des staatseigenen Bodens gelöst, da dieser Boden in der Form einer unentgeltlichen und beständigen Benutzung, von den Produktionsgenossenschaften benutzt wird. Doch wirtschaften die Produktionsgenossenschaften nicht nur auf staatseigenem Boden, sondern zum überwiegenden Teile auf Boden, die im Besitz der einzelnen Mitglieder, deren Familienmitglieder, sowie dritter Personen sind. Nach der Abschliessung der Massenkollektivierung der Landwirtschaft ist es im Interesse der Dauerhaftigkeit der produktionsgenossenschaftlichen gemeinschaftlichen Bodenbenutzung nicht mehr richtig, zwischen dem Grundeigentum der Mitglieder der Produktionsgenossenschaften und zwischen dem der ausser der Genossenschaft stehenden Personen zu unterscheiden. Dementsprechend stützt sich die produktionsgenossenschaftliche gemeinschaftliche Bodenbenutzung grundlegend auf zwei Formen des Grundeigentums und zwar auf den staatseigenen Boden und auf den Boden, der Eigentum der Staatsbürger bildet. Mitunter gibt es auch Boden im Besitze der Produktionsgenossenschaften, doch nur auf innerem Gebiete, bzw. in geschlossenen Gärten.

Die Dauerhaftigkeit der produktionsgenossenschaftlichen gemeinschaftlichen Bodenbenutzung erfordert, dass die Rechte der Produktionsgenossenschaft bezüglich des Grundeigentums eines jeden Staatsbürgers einheitlich sein sollen, unabhängig von der subjektiven rechtlichen Lage der Staatsbürger. Umgekehrt ist es ebenfalls so richtig, dass die besitzenden Staatsbürger, bezüglich ihres Bodens, der in der gemeinschaftlichen Benutzung der Produktionsgenossenschaft steht, identische Rechte haben. Dieses Problem ist durch das unentgeltliche und dauernde Nutzungsrecht der Produktionsgenossenschaft gelöst.

Die Produktionsgenossenschaft hat ein unentgeltliches Nutzungsrecht an dem staatseigenen Boden, doch hat sie im Wesen ein gerade solches Nutzungsrecht auch an dem Grundeigentum der Staatsbürger, welches in der gemeinschaftlichen Benutzung einer Produktionsgenossenschaft steht. Dieses Nutzungsrecht ist, aus dem Gesichtspunkte der Dauerhaftigkeit der Bodenbenutzung betrachtet, dasselbe Nutzungsrecht, als im Falle des staatseigenen Bodens. All das bedeutet, dass das Nutzungsrecht der Produktionsgenossenschaft ein einheitliches Nutzungsrecht ist, unabhängig davon, dass seine eigentumsrechtliche Grundlage zweifaltig ist. Das einheitliche, dauerhafte Bodenbenutzungsrecht der Produktionsgenossenschaft erscheint inhaltlich wie ein Grundeigentumsrecht, da auf Grund desjenigen die Produktionsgenossenschaft die verschiedenen Grundstücke benutzen kann, als wenn sie Eigentümer wäre. Das Nutzungsrecht der Produktionsgenossenschaft hat eine innere und eine äussere Seite. Wichtiger ist die innere Seite, die sich innerhalb des produktionsgenossenschaftlichen Kollektivs verwirklicht (der innere Besitz, Benutzung und Verfügung sowie Verwaltung). Die äussere Seite macht sich bemerklich einerseits in den Rechtsverhältnissen zwischen der Produktionsgenossenschaft und den Grundeigentümern, andererseits aber zwischen den Produktionsgenossenschaften und den äusseren Personen bezüglich des Besitzschutzes.

## Remarques relatives aux problèmes de la durée de l'usage et au régime de la propriété des terres se trouvant en usage commun des coopératives de production agricole

par

I. SERES

Dans les conditions du socialisme il faut que le caractère durable de l'usage des terres agricoles soit assuré.

Dans la période s'étendant jusqu'à l'achèvement de la collectivisation massive de l'agriculture cette exigence se fait valoir en subordination à la grande tâche de la réorganisation socialiste de l'agriculture. Toutefois, dès l'accomplissement de la collectivisation en masse, le caractère durable de l'usage des terres agricoles doit être établi



sans équivoque. Du moment que la majorité prépondérante des terres agricoles se trouvent dans l'usage des coopératives de production, la clef de la solution du problème est la fixation du caractère durable de l'usage commun des terres par les coopératives de production.

La solution et les garanties du caractère durable de l'usage commun des terres par les coopératives de production agricole sont dans une connexion très étroite avec les conditions du régime de la propriété des terres.

L'usage durable des terres en propriété de l'Etat apparaît comme assuré, puisque les coopératives de production agricole reçoivent ces terres en usage perpétuel et gratuit. Or, les coopératives de production exploitent, en outre des terres de l'Etat, également des terres appartenant à leurs membres, voire à des personnes étrangères à la coopérative. Pour garantir le caractère durable de l'usage en commun des terres par la coopérative de production, il n'est pas admissible qu'après la collectivisation massive des distinctions soient faites entre les terres appartenant aux membres de la coopérative et à leurs membres de famille et les terres appartenant à des tierces personnes étrangères à la coopérative. Ainsi, en ce qui concerne la nature de la propriété, l'usage en commun des terres par la coopérative de production repose sur deux bases, notamment sur la base de la propriété d'Etat et la propriété des particuliers.

Le caractère durable de l'usage coopératif commun exige cependant que la coopérative de production ait les mêmes droits concernant toutes les terres en son usage et que, d'autre part, tous les citoyens propriétaires des terres aient des droits identiques concernant ces terres, indépendamment de leurs droits subjectifs. Ce problème doit être résolu et assuré par le droit d'usage perpétuel de la coopérative de production agricole.

La coopérative de production agricole possède, en effet, un droit d'usage perpétuel sur les terres étant en propriété de l'Etat, mais elle possède le même droit concernant les terres appartenant aux citoyens, se trouvant en usage commun de la coopérative. En considérant la chose du point de vue du caractère durable de l'usage, ce dernier est le même droit d'usage perpétuel comme celui relatif aux terres d'Etat. Le droit d'usage perpétuel de la coopérative de production agricole est donc un droit d'usage perpétuel unitaire, malgré la différente nature de la propriété des terres dont il s'agit.

Quant à son contenu, le droit d'usage perpétuel unitaire des coopératives de production agricole est le même que le droit de propriété, puisqu'en base de son droit d'usage la coopérative peut, au fond, exploiter les terres comme si elles étaient sa propriété. Le droit d'usage perpétuel des coopératives de production a son côté interne agissant à l'intérieur du collectif de la coopérative (possession interne, usage, droit de disposition et d'administration) tandis que le côté extérieur se fait valoir dans les rapports de droit avec les propriétaires de la terre, ainsi que dans le domaine de la protection possessoire.



## *Recensiones*

---

### Mihály Samu: Die Grundlage der Gliederung des sozialistischen Rechtssystems\*

Der Begriff und die Gliederung des Rechtssystems ist eines der zumeist diskutierten Probleme der sozialistischen Rechtswissenschaft. Dieser – in der sozialistischen Rechtswissenschaft seit Jahren dauernden – Polemie schliesst sich Mihály Samu an, mit seinem Buch »Die Grundlage der Gliederung des sozialistischen Rechtssystems«, welches die erste ungarische monographische Bearbeitung des genannten Fragenkomplexes ist. Das Werk zerfällt in eine Einleitung und sieben Kapitel, welche die folgenden sind: I. Die Ausgestaltung des sowjetischen Rechtssystems und die Entwicklung seiner Gliederung. – II. Die Fragen der Gliederung des sowjetischen Rechtssystems nach dem XX. Kongress der KPdSU. – III. Die Herausbildung des volksdemokratischen Rechtssystems und Übersicht der sich auf die Gliederung beziehenden Diskussionen. – IV. Die logischen und philosophischen Erfordernisse bezüglich der Gliederung des Rechtssystems. – V. Die Bestimmung des sozialistischen Rechtssystems. – VI. Die theoretische Grundlage der Gliederung des sozialistischen Rechtssystems. – VII. Die praktische Bedeutung der Gliederung der sozialistischen Rechtssysteme.

Die ersten drei Kapitel sind eine gründliche kritische Vorführung der einschlägigen sozialistischen Rechtsliteratur. In den Kapiteln IV., V. und VI. kommt

die Reihe an die Erörterung der Probleme, die aus dem historischen Material entstehen und mit der Gliederung des Rechtssystems verbunden sind. Endlich im Schlusskapitel des Buches analysiert der Verfasser die praktischen Folgen seines im bisherigen ausgestalteten Standpunktes.

Im Laufe der kritischen Vorführung der Ansichten, die sich in Verbindung mit dem Begriffe und der Gliederung des Rechtssystems in der sozialistischen Rechtswissenschaft ausgebildet, erörtert der Verfasser zuerst die in der sowjetischen Rechtswissenschaft ausgebildeten Standpunkte. In diesem Rahmen analysiert er die im ersten Abschnitt der sowjetischen Rechtsentwicklung herausgebildeten, hauptsächlich an die Namen von Stutschka und Paschukanis verbundenen Tendenzen, dann die Auffassung von Wischinskij; diese Auffassung hat bezüglich der Gliederung des Rechtssystems die subjektiven Faktoren, die rechtlichen Grundprinzipien hervorgehoben. Darauf folgend, im Laufe ausführlicher Diskussionen, gelangte die Auffassung zur Vorherrschaft, dass das Rechtssystem sich auf Grund des Gegenstandes und der Methode der Rechtsregelung gliedert. Nach dem XX. Parteitag der Kommunistischen Partei der Sowjetunion, in den Diskussionen, die sich auf die Niederkämpfung des in der Bearbeitung der theoretischen Fragen der Gliederung des sowjetischen Rechtssystems sich anzeigenden Dogmatismus richteten, kamen neue Bestrebungen zur Geltung, um die prinzipiellen Grundlagen der Gliederung

\*Mihály SAMU, *A szocialista jogrendszer tagozódásának alapja*. – Budapest, Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1964.

des Rechtssystems aufzuklären. Als Ergebnis dieser Versuche erwähnt der Verfasser, dass als Grundlage der Gliederung des Rechtssystems ein neues Kennzeichen aufgetaucht war: die Interessiertheit der herrschenden Klasse in der Ausgestaltung der verschiedenen Rechtszweige und in der Gliederung des Rechtssystems. Als ein neues theoretisches Ergebnis schätzt der Verfasser auch die Bestrebungen ein, welche sich auf die weitere Verfeinerung des — als Grundlage der Gliederung des Rechtssystems allgemein anerkannten — Kriteriums, der verschiedenen sozialen Verhältnisse richteten (Genkin, Petrow, Knapp). Als bedeutsamen Fortschritt fasst Mihály Samu diejenigen Standpunkte auf, welche das Rechtssystem als eine bestimmte Struktur auffassen, in welcher die Rechtszweige nach den qualitativen Unterschieden der Rechtsregeln sich ausbilden (Petrow, Alexej, Alexandrow), und welche die relative Selbständigkeit des Rechtssystems betonen (Galesnjik).

Der Verfasser setzt die kritische Würdigung der sich mit dem Fragenkomplex des Rechtssystems beschäftigenden sozialistischen Literatur fort, indem er die Herausbildung des volksdemokratischen Rechtssystems und die mit der Gliederung des Rechtssystems verbundenen Diskussionen untersucht. Er analysiert eindringlich die Herausbildung des ungarischen volksdemokratischen Rechtssystems und die Diskussion, die in der ungarischen Rechtswissenschaft bezüglich der Gliederung des Rechtssystems, besonders hinsichtlich des Wirtschaftsrechts, vor sich ging. Er erörtert ausführlich die Revision der Gliederung des volksdemokratischen Rechtssystems, welche sich in der Deutschen Volksdemokratischen Republik vollzog. In diesem Zusammenhang legt er die Standpunkte dar, die bezüglich des Wirtschaftsrechts in der Tschechoslowakei, in Polen und in Rumänien vorherrschen. Die kritische Vorführung der sich mit dem Begriff und der Gliederung des Rechtssystems beschäftigenden sozialistischen Literatur schließt der Verfasser mit der Konstatie-

rung, dass die über die Gliederung des Rechtssystems in der internationalen sozialistischen Rechtsliteratur vorgehende Diskussion bis jetzt zu keiner einheitlichen Lösung führte.

Der eigentliche Kern und die theoretische Konzeption der Monographie sind in den Kapiteln IV., V. und VI. enthalten. In diesen Kapiteln macht der Verfasser den Versuch, den Begriff des Rechtssystems zu bestimmen und die theoretische Grundlage der Gliederung des Rechtssystems klarzustellen. Im Laufe dieser Erörterungen behandelt er zuerst die logischen und philosophischen Probleme der Systematisierung überhaupt. Davon ausgehend kommt er bezüglich des Rechtssystems und seiner Gliederung zur Schlussfolgerung, dass die Einteilung des Rechtsmaterials nur auf Grund des Gegenstandes und der Methode der Rechtsregelung vorstatten gehen kann und dass es zwischen den Rechtszweigen horizontale und vertikale Beziehungen gibt. Im Laufe der sich auf die Bestimmung des Begriffs des Rechtssystems richtenden, die einzelnen begrifflichen, wesentlichen Elemente des Rechtssystems untersuchenden Erläuterungen macht der Verfasser den Versuch, die Stelle des Rechtssystems im Kreise der Rechtsercheinungen, im Systeme der Zusammenhänge und Beziehungen der Rechtsercheinungen zu bezeichnen, zu bestimmen. Im Laufe dieses Verfahrens untersucht er das Rechtssystem hinsichtlich des allgemeinen Begriffs des Rechts und des Rechtstyps, im Zusammenhange des Allgemeinen, des Besonderen und des Einzelnen. Das Wesentliche seiner Auseinandersetzungen ist, dass in der dialektischen Verknüpfung des allgemeinen Begriffs des Rechts, des Rechtstyps und des Rechtssystems der Rechtsbegriff das Allgemeine, der Rechtstyp das Besondere, das Rechtssystem aber das Einzelne repräsentiert; das Rechtssystem ist etwas einzelnes in der Relation des allgemeinen Rechtsbegriffs und des besonderen Rechtstyps, weil es das Recht eines gegebenen, konkreten Staats ausdrückt und sowohl der Rechtstyp als auch

der Rechtsbegriff aus diesen konkreten Einzelnen abstrahierte allgemeine Begriffe und Erscheinungen sind, die stets im einzelnen, individuellen, konkreten Rechte, — im Rechte, im Rechtssysteme eines gegebenen Staates bestehen. Im weiteren erörtert der Verfasser, die begrifflichen Elemente des Rechtssystems, d. h. des Rechts eines gegebenen Staates untersuchend, nebst der Individualität, der wirtschaftlichen, sozialen Bestimmtheit des Rechtssystems, in vorherrschendem Masse und ausschlaggebend die innere Ordnung des Rechts, die Einheit der Rechtsnormen, ihre strukturellen Zusammenhänge, die Modalitäten des Mechanismus der rechtlichen Bewegung, der dialektischen Beziehung der Rechtsschöpfung und der Rechtsanwendung, die Gliederung des Rechts auf Zweige, die Methode der Rechtsregelung, d. h. in des Verfassers Formulierung »die innere Ordnung des Rechtssystems«. Auf Grund von alldiesem bestimmt er den Begriff des Rechtssystems folgenderweise: »das sozialistische Rechtssystem ist auf den wirtschaftlichen Verhältnissen des gegebenen Staates aufgebaut; verfügt — einen besonderen Zweig der Arbeitsteilung bildend — über *relative Selbständigkeit*, besitzt eine *innere Ordnung*, Struktur, und seine *soziale Bestimmung* ist, die sozialen Gesetze durch das *Ordnen des Verhaltens der Rechtssubjekte* mittels der *Methoden der spezifischen rechtlichen Regelung* zur Geltung kommen zu lassen.« (p. 142.)

Nebst dem Begriff des Rechtssystems ist die Gliederung des Rechtssystems die andere wichtige Frage des Fragenkomplexes des Rechtssystems, mit welcher sich die Monographie beschäftigt, exakter gesagt: die Grundlage der Gliederung des Rechtssystems. Die Grundlage der Gliederung des Rechtssystems ist eines der am meisten umstrittenen Probleme der marxistischen Staats- und Rechtstheorie. Mihály Samu sucht in seinem Buche seinen Ausweg aus der Sackgasse, in die die sozialistische Rechtstheorie — so scheint es — im Laufe der Untersuchung der Grundlage

der Gliederung des Rechtssystems geraten ist. Bekanntlich wogten in der marxistischen Rechtstheorie die Diskussionen bezüglich der Grundlage der Gliederung des Rechtssystems im wesentlichen darüber, auf Grund welcher Kennzeichen das Rechtssystem sich gliedere. Wollen wir die bezüglich dieser Frage sich anzeigende Entwicklungstendenz der sozialistischen Rechtstheorie andeuten, so können wir sie darin zusammenfassen, dass eine sich steigernde Erweiterung, Bereicherung der — der Erschliessung der Gliederung des Rechtssystems dienenden — Kennzeichen, Kriterien festzustellen ist. Während die sozialistische Rechtstheorie, lange Jahre hindurch, den Gegenstand der Regelung als ausschliessliche Grundlage der Gliederung des Rechtssystems betrachtete, bezeichnete sie später — nebst dem Gegenstand der Regelung, den sozialen Verhältnissen — als aushilfliches Kennzeichen die Methode der Regelung; neuerdings aber — wie es aus dem Buche von Mihály Samu hervorgeht — treffen wir eine ganze Reihe von Kennzeichen und Kriterien.

Der Verfasser weist darauf hin, dass auf Grund des Gegenstandes der Regelung, sowie der sozialen Verhältnisse und der Methode der Regelung die Gliederung des Rechtssystems, die Rechtszweige nicht beruhigend bestimmt und unterschieden werden können. Dementsprechend versucht er, ein solches Kriterium, oder solche Kennzeichen aufzufinden, die zur Bestimmung einer Gliederung in Rechtszweige geeignet sind. Wie wir es gesehen haben, verwirft der Verfasser nicht vollständig und radikal die bis jetzt in der sozialistischen Rechtswissenschaft — man kann sagen — allgemein anerkannten Kennzeichen und Grundlagen der Gliederung, sondern, den Gegenstand und die Methode der Rechtsregelung weiter als Kennzeichen beibehaltend macht er den Versuch, sich dem Wesen und dem Inhalt dieser zwei Kriterien besser anzunähern, die beiden dem Recht näher zu tragen und sie genauer, vollständiger darzulegen. Im Laufe dieser

theoretischen Operation bestrebt sich die Monographie vor allem, den Gegenstand der Regelung klarzustellen. Sie hält es für allzu allgemein, abstrakt und daher unrichtig, als Gegenstand der Regelung die sozialen Verhältnisse zu bestimmen. »Die Grundlage der Gliederung« — schreibt der Verfasser (p. 169.) — »ist in den abweichenden Arten der vom Rechte geordneten Verhalten zu suchen und in der Abweichung nach der Eigenart, in der inhaltlichen Absonderung der jene ordnenden Rechtsregeln.« Jedoch regeln die Rechtsnormen die verschiedensten Verhalten und dasselbe Verhalten wird von mehrerlei Rechtsnormen mittels abweichender Rechtsmethoden und Rechtsmittel geordnet. Solcherweise kann das Erscheinen des Verhaltens der Rechtssubjekte als des Gegenstandes der Rechtsregelung — wie wir es im Buche lesen können (p. 169.) — hinsichtlich der Gliederung des Rechtssystems genau so wenig zurechtweisen und ein befriedigendes Ergebnis erteilen, wie das Kriterium des sozialen Verhältnisses. Daher sieht der Verfasser die Grundlage der Gliederung des Rechtssystems in dem auf Grund des Verhaltens der Rechtssubjekte abweichenden Inhalt, sowie Eigenart und Form der Rechtsregeln. Folglich gehören jene Rechtsregeln in einen Rechtszweig, die identische Typen von Verhalten der Rechtssubjekte regeln, identischen Inhalt und identische Eigenart haben. Zur Bestimmung der Gliederung des Rechtssystems ist die Berücksichtigung weder der sozialen Verhältnisse noch des Verhaltens der Rechtssubjekte genügend, sondern man muss — infolge der Interessiertheit der herrschenden Klasse — Inhalt und Form der bezüglich dieser Verhalten sich ausbildenden Rechtsregeln als Grundlage der Gliederung des Rechtssystems betrachten. »Letzten Endes sind die Grundlage der Gliederung des Rechtssystems nicht die sozialen Verhältnisse, sondern der abweichende Inhalt und die abweichende Form der — durch die Interessiertheit der herrschenden Klasse bestimmten — Verhaltensregeln.« (p. 180.)

Nach der Klarlegung der Grundlage der Gliederung des Rechtssystems macht der Verfasser einen Versuch, den Begriff des Rechtszweiges zu bestimmen. Nach dem Überblick der bezüglich des Begriffs des Rechtszweiges bestehenden bürgerlichen Theorien, sowie der sozialistischen Auffassungen bestimmt er den Begriff des Rechtszweiges folgenderweise: »Der Rechtszweig ist eine *qualitativ abgesonderte*, über eine bestimmte *Struktur verfügende Gruppe von Rechtsregeln*, die sich mit einem eigenartigen *Inhalt* und einer eigenartigen *Methode der Interessiertheit* der herrschenden Klasse des gegebenen Staates entsprechend abgrenzt; der Rechtszweig umfasst einen juridisch festgesetzten Kreis des gesellschaftlichen Zusammenlebens, die Rechtsregeln identischer Eigenart und die ihnen entsprechende *Sanktionsform und Verantwortlichkeitsformation* und kommt in der *eigentümlichen Art der Rechtsverhältnisse*, in den *eigenartigen Formen der Rechtsanwendung* zur Geltung.« (p. 192.)

In dem VII. Kapitel der Monographie, welches den Schlussteil derselben bildet — untersucht der Verfasser einige praktische Auswirkungen und Konsequenzen der im vorangehenden dargelegten theoretischen Konzeption, namentlich den Zusammenhang der Gliederung des Rechtssystems mit dem System der Rechtswissenschaft und des Rechtsunterrichtes sowie ihre Wirkung auf die Gesetzgebung und auf die Rechtsanwendung. Bezüglich der Relation zwischen der Gliederung des Rechtssystems und dem System der Rechtswissenschaft stellt er fest, dass das System der Rechtswissenschaft und die Gliederung des Rechtssystems nicht identisch sind, der Gegenstand der Rechtswissenschaft ist breiter als der der rechtlichen Regelung, der Rechtszweige. Doch besteht zwischen den beiden eine enge Wechselwirkung, »indem die einzelnen wissenschaftlichen Zweige der Rechtswissenschaft sich auf die Grundlage der Gliederung des Rechtssystems aufbauen, und die Rechtswissenschaft einen bedeuten-

den Einfluss auf den Ausbau und die Entwicklung der Rechtszweige ausübt (p. 206.). Auch der Rechtsunterricht beruht im wesentlichen auf der Gliederung des Rechtssystems, die grundlegenden Fachgegenstände kommen den Rechtszweigen gemäss zum Unterricht und daneben gestaltet sich die Juristenausbildung mit Rücksicht auf die Ansprüche der Rechtspraxis. Es besteht eine enge Beziehung auch zwischen der Gesetzgebung und der Gliederung des Rechtssystems; die Gesetzgebung vollzieht sich auf Grund der Gliederung des Rechtssystems, doch kann die Gesetzgebung über die ausgebildete Gliederung des Rechtssystems hinaus weisen. Der Staat kann auch solche Rechtsregeln schaffen, die in keinen Rechtszweig hingehören; diese bilden die ersten Schritte der Ausbildung des neuen Rechtszweiges. Folglich steht die Gesetzgebung auf der Grundlage der Gliederung des Rechtssystems, doch beeinflusst sie — infolge ihrer aktiven Wirkung — die Gliederung des Rechtssystems, die Ausbildung neuer Rechtszweige, und mittels der Aufhebung gewisser Rechtsregeln kann sie das Verkümmernlassen bestehender Rechtszweige, die Verlegung einzelner Rechtsregeln in einen anderen Rechtszweig herbeiführen. Auch die Rechtsanwendung geschieht im wesentlichen auf Grund der Rechtszweige, doch kann die Rechtsanwendung die Gliederung des Rechtssystems nur insofern beeinflussen, dass sie die Notwendigkeit der Rechtsregelung neuer Eigenart anzeigt, dadurch stellt sie die Anforderung der Ausgestaltung eines neuen Rechtszweiges; andererseits kontrolliert die Rechtspraxis die Richtigkeit der ausgebildeten und angenommenen Gliederung.

Im Schlusspunkt dieses Kapitels beschäftigt sich der Verfasser mit den inneren Widersprüchen, die mit der Gliederung des sozialistischen Rechtssystems verbunden sind. Er weist darauf hin, dass der mit der Gliederung der sozialistischen Rechtssysteme verbundene grundlegende Widerspruch zwischen dem zur Grundlage der Gliederung des Rechtssystems ange-

nommenen theoretischen Sätze und der Bestimmung der Gegenstände der einzelnen Rechtszweige besteht. Die Pfleger mehrerer Rechtszweige nehmen die sozialen Verhältnisse als ein die Rechtszweige absonderndes Kennzeichen an, gehen aber nicht davon aus, wenn sie den Gegenstand ihres eigenen Rechtszweiges zu bestimmen versuchen (z. B. Strafrecht). Im weiteren führt er aus: dieser Widerspruch spiegelt sich in der Bestimmung des Gegenstands des Staatsrechts, im Kreise dessen man über reine und übersetzte Staatsrechtsnormen spricht — mit welcher Auffassung der Verfasser nicht einverstanden sein kann. Der Verfasser ist — von derselben prinzipiellen Grundlage ausgehend — auch mit der Bestimmung des Gegenstands des Zivilrechts nicht einverstanden: diese Bestimmung betrachtet er als in mehreren Beziehungen widerspruchsvoll. Hinsichtlich des in der sozialistischen Rechtswissenschaft viel diskutierten Problems des Bodenrechts behauptet der Verfasser, dass die in der Disziplin des Bodenrechts abgesonderten Rechtsregeln keinen selbständigen Rechtszweig bilden, sondern dem Rechte der Produktionsgenossenschaften angehören. Bezüglich des Wirtschaftsrechts nimmt die Monographie den Standpunkt ein, dass das auf die wirtschaftlichen Verhältnisse sich beziehende Rechtsmaterial in den sozialistischen Rechtssystemen immer differenzierter wird, sich in immer mehr Rechtszweige zerteilt. Das Ergebnis dieses Differenzierungsvorgangs ist, dass nebst dem Recht der Produktionsgenossenschaften auch das Unternehmungsrecht sich absondert. Folglich hält er die Bezeichnung »Wirtschaftsrecht« nicht für richtig, denn auf Grund dessen könnte man an das Recht der ganzen Wirtschaft denken, wogegen es sich nur um die Absonderung eines Rechtsmaterials handelt, das nur einen Teil der Wirtschaft regelt und das Unternehmungsrecht genannt werden könnte. Endlich berührt er das Problem des Gerichtsverfahrens, das Verfahrensrecht in Zivil- und in Strafsachen. Er stellt fest, dass das Recht der

Gerichtsorganisation nicht als ein eigenartige Rechtsregeln enthaltender und über eine eigenartige Regelungsmethode verfügender Rechtszweig betrachtet werden kann, daher scheint es notwendig, dieses Rechtsmaterial in das Staatsrecht bzw. in die bezüglichen Verfahrensrechte einzuschliessen. In der Beziehung der Verfahrensrechte verhält sich die Sache so, dass die Widersprüche in mehreren Richtungen auftreten. Eine der Tendenzen richtet sich auf die Vereinigung der Prozessrechte und hierher wird ausgerissen ein Teil des Staatsrechts im Rahmen des Rechts der Gerichtsorganisation. Andererseits wieder begegnen wir der eigentümlichen Erscheinung, dass das Zivilprozessrecht das formelle Recht mehrerer materiellen Rechte ist, und überdies treten noch in den bezüglichen materiellen Rechten auch eigenartige Regeln des Verfahrens auf. Hinsichtlich

des letzteren Umstands ist die Perspektive der Entwicklung, dass das Material des Zivilprozessrechts zerfällt und sich innerhalb der materiellen Rechtszweige placiert.

Aus dem Gesagten geht es hervor, dass die Monographie von Mihály Samu beinahe sämtliche wesentliche Fragen des Fragenkomplexes des Rechtssystems eingehend analysiert, zahlreiche Probleme in ein neues Licht rückt, und auf Grund seiner Erforschungen kommt er bezüglich der Gliederung des Rechtssystems zu neuen Ergebnissen in der sozialistischen Rechtswissenschaft. Das Buch von Mihály Samu ist ein wertvoller Beitrag zu der lebhaften wissenschaftlichen Arbeit, die in der sozialistischen Rechtswissenschaft hinsichtlich der Gliederung des Rechtssystems schon seit Jahrzehnten im Gange ist.

V. PÉSCSKA

### Ö. Zoltán: Kauf und Tausch;\* Der Werkvertrag\*\*

1. Die ungarische Rechtswissenschaft hat sich verhältnismässig wenig mit zwei wichtigen Einrichtungen des Zivilrechts befasst: mit dem Kauf und mit dem Werkvertrag. Es war daher ein bedeutsames Ergebnis, dass in der Reihe der Juristischen Handbibliothek (Jogi Kézikönyvtár) zwei Werke von Ödön Zoltán über diese Vertragstypen erschienen. Wie der Verfasser in den Einleitungen beider Bücher betont, ging seine Absicht dahin, die praktische Arbeit zu erleichtern, und daher behandelt er die wichtigsten Probleme, die bei der Rechtsanwendung auftauchen.<sup>1</sup> Diese Zwecksetzung ist mit einer gewissen Verengung des behandelten Stoffes verbunden, da somit eine Behandlung der geschichtlichen Entwicklung dieser Einrichtungen und des ausländischen Rechtes ausgeschlossen wurde. Allerdings ermöglichte diese Verengung eine gewisse Erweiterung: eben-

falls um seinen Zweck zu erreichen befasst sich der Autor mit dem Kauf- und Werkvertrag sehr weitgehend. Er beschränkt sich nicht auf die speziellen Normen des Zivilgesetzbuchs über diese Verträge, sondern nimmt alle Probleme an die Reihe, die bei diesen Verträgen allgemein auftauchen und untersucht, wie diese Fragen sich im Umkreis des Kaufvertrags bzw. des Werkvertrages melden. Dies erklärt den strukturellen Aufbau, der bei den beiden Werken ungefähr derselbe ist.<sup>2</sup>

Der Verfasser geht in beiden Werken von der Darstellung des wirtschaftlichen Wesens der zu behandelnden Rechtsein-

<sup>2</sup> Das Buch über den Werkvertrag wurde ein Jahr später herausgegeben wie das über den Kauf, und dieser Umstand ermöglichte es dem Verfasser, in einigen allgemeinen Fragen nur auf seinen Standpunkt im früheren Werk zu verweisen (z. B. im V. Kapitel über den Abschluss des Vertrages), die Behandlung des Werkvertrags ist also bis zu einem gewissen Grad enger. Eine weitere Abweichung ist die Placierung weniger bedeutsamer Fragen im Rahmen ungleicher Kapitel (so kommt z. B. die Bestärkung der Verträge beim Kauf in einem selbständigen Kapitel vor, während sie beim Werkvertrag mit den Fragen des Vertragsabschlusses zusammen ein Kapitel bildet). Unseres Erachtens sind aber diese Abweichungen nicht bedeutsam und ändern nichts an der gleichen Vorstellung des strukturellen Aufbaus.

\* Ödön ZOLTÁN, *Adásvétel és csere* Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1962. 365 p.

\*\* Ödön ZOLTÁN, *Vállalkozási szerződés* Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1963. 398 p.

<sup>1</sup> *Kauf und Tausch*, p. 4, *Werkvertrag* p. 10.



richtungen aus, verweist auf die Rolle dieser Verträge im Warenaustausch und auf die Eigenheiten, die sich demzufolge in der rechtlichen Normierung ausgebildet haben. Hierauf befasst er sich mit dem Begriff, den Subjekten, dem Gegenstand, dem Abschluss und den Fällen der Ungültigkeit des Kaufvertrages bzw. des Werkvertrages. Ungefähr die Hälfte beider Werke nimmt sodann der Teil über die folgenden Fragen ein: die Berechtigungen und Pflichten der Parteien sowie die Vertragsverletzungen. Den allgemeinen Teil der Behandlung schliesst der Problemenkreis des Erlöschens der Verträge ab. Das Werk über den Kauf schliesst mit der Behandlung der Sonderarten des Kaufes (Kauf nach Probe, Ratenkauf usw.), des Kaufvertrags mit Staatsorganen, der Normen des internationalen Privatrechts, die mit dem Kaufvertrag in Verbindung stehen. Den letzten Teil des Werkes über den Werkvertrag bildet die Zusammenfassung der Werkverträge der Landwirtschaftlichen Produktionsgenossenschaften bzw. anderer Sondervorschriften, die sich vor allem auf den Bau beziehen.

2. Wie es auch aus der obigen Aufzählung der Themenkreise hervorgeht, verarbeitet der Verfasser ein sehr breit angelegtes Material. Es scheint nicht zweckmässig, im Rahmen einer kurzen Rezension zu versuchen, den ganzen Stoff der Werke zu verfolgen. Statt dessen haben wir die Lösung gewählt, dass wir zwei Fragen herausgreifen, die in den Umkreis eines der wichtigsten Teile: über die Vertragsverletzungen fallen. Die Skizze dieser Fragen kann einerseits den Standpunkt des Autors beleuchten, andererseits die Abweichung zwischen Kaufvertrag und Werkvertrag, und dabei auch einige Besonderheiten der ungarischen zivilrechtlichen Regelung spiegeln.

a) *Unmöglichwerden* (Nachträgliche Unmöglichkeit der Leistung). Die Frage des Unmöglichwerdens und, in engem Zusammenhang damit, die des Überganges der Schadensgefahr, ist das Gebiet, auf dem sich unseres Erachtens der Unterschied

zwischen Kaufvertrag und Werkvertrag in der Regelung der Vertragsverletzungen am besten beobachten lässt. Der Autor strebt natürlich bei der Behandlung des Unmöglichwerdens nicht nach der Hervorhebung dieses Unterschiedes, doch ist seine Ansicht über den wesentlichen Unterschied zwischen diesen beiden Vertragsarten auch hier zu bemerken. Bei der Untersuchung des Wesens der Verträge<sup>3</sup> bezeichnet der Verfasser, auf Grund des UZGB, die Pflicht des Verkäufers, das Eigentum und den Besitz an der Sache zu übertragen, als Pflicht des Unternehmers, das Ergebnis der Arbeit zu zeitigen: er betrachtet also den Kauf als ein Umsatzgeschäft, bei dem die Herstellung der Sache allgemein gleichgültig ist,<sup>4</sup> den Werkvertrag hingegen als ein Rechtsgeschäft, das sich auch auf die Verrichtung der Arbeit selbst erstreckt. (Es muss aber bemerkt werden, dass in der Praxis die Grenzscheiden nicht so scharf gezogen sind. Die Abweichung wird besonders dann herabgesetzt, wenn der Unternehmer auch das Material zur Herstellung des Produktes liefert; diesen Fall (den Werklieferungsvertrag) bezeichnet der Autor als einen mit Kauf gemischten Werkvertrag.)<sup>5</sup>

Die Einbeziehung der Arbeitsleistung in den Umkreis der vertraglichen Verpflichtungen führte zu dem Ergebnis, dass das UZGB im § 395 von den allgemeinen Normen abweichende Sonderbestimmungen für den Werkvertrag enthält, falls keine der Parteien ein Verschulden an dem Unmöglichwerden trifft; für den Kaufvertrag hingegen war dies nicht erforderlich.<sup>6</sup> Der Verfasser weist darauf hin, dass beim Kaufvertrag die Rechtsfolge, bei Ver-

<sup>3</sup> *Kauf und Tausch* pp. 15–16, *Werkvertrag* pp. 26–28.

<sup>4</sup> Es kann aber auch wesentlich sein, wer den Gegenstand des Kaufes hergestellt hat: der Käufer kauft darum den Schuh vom Schuster, weil er darauf vertraut, dass der Meister gute Arbeit leistet. (*Werkvertrag* p. 27). Ähnlich B. GROSSCHMID, *Fejezetek kötelező jogiuk köréből* (Kapitel aus dem Ungarischen Obligationenrecht). Ausg. 2. Budapest, Athenaeum, 1901. I. pp. 814–815.

<sup>5</sup> *Werkvertrag* pp. 112 ff. Unterschied siehe auch Gy. CSANÁDI, *A megbízási jogviszony* (Das Rechtsverhältnis des Auftrags). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvtadó, 1959. p. 125.

<sup>6</sup> *Werkvertrag* pp. 204 ff., *Kauf und Tausch* pp. 270–273.

nichtung der zur Leistung bestimmten Sache, davon abhängt, ob es sich um eine nach Gattung und Menge oder individuell bestimmte Leistung gehandelt habe. Bei nach Gattung und Menge bestimmter Leistung könne nämlich kein Unmöglichwerden eintreten, die Leistungspflicht bleibt bestehen, den eingetretenen Schaden trägt der Verkäufer.<sup>7</sup> Beim Werkvertrag ergibt sich keine solche Unterscheidung nach Genus und Spezifikum. Laut UZGB § 396, Abs. (2) ist das Werk, das aus einem Grunde, den niemand zu vertreten hat, vernichtet wurde, nicht nochmals herzustellen, das Zugrundegehen der Sache zieht das Unmöglichwerden nach sich, obwohl die neuerliche Leistung der Arbeit allgemein möglich wäre.<sup>8</sup>

Wenn, nach Beurteilung dieser Vorfrage, bei einem Kauf festgestellt werden muss, dass wegen Vernichtung der Sache das Unmöglichwerden eingetreten und keine der Parteien dafür verantwortlich ist, so hat der Käufer nicht die Pflicht, den Kaufpreis zu bezahlen (natürlich hört diesfalls auch die Lieferungspflicht des Verkäufers auf). Die Anwendung der allgemeinen Norm des Unmöglichwerdens auf diesen Vertragstyp bietet eine befriedigende Lösung, da ergänzend auch die Gefahrtragung des Eigentümers hinzutritt: der Verkäufer erhält keinen Kaufpreis und trägt ausserdem den durch die Vernichtung der Sache entstandenen Schaden. Im Falle des Werkvertrags kann die ergänzende Norm nicht angewendet werden, da man, wie der Verfasser darauf hinweist, auf Grund des Eigentums zu keinem entsprechenden Ergebnis gelangen kann, und auch der Gedanke des stufenweisen Übergangs der Gefahr nicht helfen würde.<sup>9</sup> In Anbetracht dieser Lage teilt das UZGB,

unter Bedacht auf die Interessenssphären der Parteien, die Gefahr: die Werkgebühr ist (mit gewissen Abzügen) auszubezahlen, falls der Grund des Unmöglichwerdens in der Interessenssphäre des Bestellers eingetreten ist; nur der Anteil ist auszubezahlen, der der geleisteten Arbeit entspricht, falls der Grund in der Interessenssphäre beider Parteien oder ausserhalb derselben aufgetreten ist; keine Verpflichtung zur Zahlung des Werklohns besteht, wenn der Grund des Unmöglichwerdens innerhalb der Interessenssphäre des Unternehmers eingetreten ist (§ 395).

Auch aus dem zitierten Paragraphen des UZGB ist auf den Standpunkt zu folgern, von dem sich der Gesetzgeber bei der Regelung des Werkvertrags leiten liess. Demnach ist der Unternehmer zu mehr verpflichtet als der Beauftragte, der nicht die Pflicht hat, ein Ergebnis zu liefern, und dem nur dann keine Entlohnung für seine Tätigkeit zusteht, wenn der Erfolg aus einem Grund unterblieben ist, den der Beauftragte zu vertreten hat (§ 478, Abs. (2)). Der Unternehmer erhält keine Gegenleistung nicht nur im Falle seines vorwerfbaren Verhaltens, sondern auch wenn der Grund der Unmöglichkeit innerhalb seiner Interessenssphäre aufgetreten ist. Trotzdem kann man aber beim Werkvertrag nicht eindeutig von einer Erfolgshaftung sprechen, da bezüglich der Schadenersatzpflicht auch hier der allgemeine Grundsatz Vorwerfbarkeit zur Geltung kommt.<sup>10</sup> Ein Vergleich zwischen

vénykönyv hatálybalépéséről és végrehajtásáról szóló 1960. évi 11. számú törvényerejű rendelet. (Das Zivilgesetzbuch der Ungarischen Volksrepublik. Das Gesetz IV vom Jahre 1959 und die ministerielle Begründung zum Gesetzentwurf, ferner die Gesetzesverordnung 11 vom Jahre 1960 über das Inkrafttreten und die Durchführung des Zivilgesetzbuches.) Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvtár, 1963, pp. 435—437.

<sup>10</sup> Sowohl der Verfasser als auch die Begründung zum UZGB erklären diese Norm (an der in Fussnote 9 zitierten Stelle) ausschliesslich mit rechtspolitischen Gesichtspunkten, und machen von der Erfolgshaftung keine Erwähnung. Über die Frage des Schadenersatzes schreibt hingegen CSANÁDI das Folgende: «Zwar kann auch der Unternehmer nur dann zum Schadenersatz verpflichtet werden, wenn er nicht nur den ‚Erfolgsbefehl‘ sondern auch den ‚Verhaltensbefehl‘ verletzt hat, doch ruht die Beweislast bei Unterbleiben des Ergebnisses auf dem Unternehmer; und im Grenzfall ist es meist sehr schwer zu beweisen, ob das Verfahren obligationsgemäss war oder nicht . . . » (op. cit. p. 124)

<sup>7</sup> *Kauf und Tausch* p. 269, ferner Gy. BOYTHA, *Veszélyriselés a polgári jogban (Gefahrtragung im Zivilrecht)*. Budapest, a Magyar Jogász Szövetség Kiadványai 1963, Nr. 1, pp. 30—31.

<sup>8</sup> *Werkvertrag* p. 302.

<sup>9</sup> *Werkvertrag* pp. 304—306. Siehe ferner B. KEMENES, *Veszélyriselés a vállalkozási szerződés körében (Gefahrtragung im Umkreis des Werkvertrags)*. Magyar Jog 1958, 9, pp. 269—270, sowie die Begründung zum § 395 des UZGB: A Magyar Népköztársaság Polgári Törvénykönyve. Az 1959. évi IV. törvény és a törvény javaslatának miniszteri indoklása, továbbá a Polgári Tör-

Werkvertrag und Kauf überzeugt uns aber davon, dass die Regelung für den Unternehmer günstiger ist als für den Verkäufer. Durch den Umstand, dass beim Werkvertrag auch die Arbeleistung in den Umkreis des Vertrages fällt, kommt die Tätigkeit der Parteien näher zu einander, und mit dieser Tatsache hat auch der Gesetzgeber gerechnet, als er die Regelung auf Grund der Interessensphären konzipierte, als er in den Kreis der rechtlichen Untersuchung auch Gebiete ausserhalb des Verhaltens der Parteien einbezog. Der Kaufvertrag umfasst demgegenüber weniger von der Tätigkeit der Parteien; die Herstellung der Sache bleibt ausserhalb des Vertrages, ausschliesslich in der Risikosphäre des Verkäufers.<sup>11</sup>

Die Gefahrtragung bei Unmöglichkeit werden kann sich nicht nur hinsichtlich der Entlohnung und des Werkes (für das Werk gelten dieselben Normen, die wir in bezug auf die Entlohnung angeführt haben) ergeben, sondern auch hinsichtlich der zum Werkvertrag erforderlichen Stoffe. Laut UZGB § 396, Abs. (3) gelten hier die allgemeinen Normen. Der Verfasser nimmt auf dieser Grundlage den Standpunkt ein, dass hier schon die Lage des Eigentümers massgebend sei: der Besteller erwirbt hier bis zur Höhe des ausbezahlten Vorschusses das Eigentumsrecht an der Materie, und trägt somit auch die Gefahr.<sup>12</sup> In der Rechtsliteratur ist aber auch eine gegenteilige Ansicht vertreten, die den Gedanken der stufenweisen Übereignung ablehnt.<sup>13</sup> Unseres Erachtens gelangen wir dann zu einer richtigen Lösung, wenn wir den Ver-

trag nicht in einen eigenen Kaufvertrag und in einen Werkvertrag zerlegen, sondern in seiner Einheit betrachten. Unabhängig davon glauben wir, dass im Gesetz der Gedanke des stufenweisen Eigentums- bzw. Gefahrenüberganges nicht zu finden sei. Bei dem zum Werk gebotenen Vorschuss richtet sich die Absicht der Parteien nicht auf die Übereignung des Stoffes, und ohne diese Absicht scheint die Übereignung unmöglich. Auch rechtspolitisch scheint es richtiger, dass die Gefahr von der Partei getragen wird, die die Sache ausschliesslich verwahrt und verarbeitet,<sup>14</sup> und auch dies spricht gegen einen stufenweisen Übergang der Gefahr. Unserem Standpunkt nach hat also die Gefahr bezüglich der nicht verarbeiteten Stoffe ausschliesslich der Unternehmer zu tragen.

b) *Mangelhafte Erfüllung.* Für die mangelhafte Erfüllung schreibt das UZGB allgemeine Bestimmungen vor, die bei jedem Vertragstyp anzuwenden sind. Es ist interessant, sich damit zu befassen, wie diese Normen bei dem auf Sachlieferung bedachten Kauf, und wie sie bei dem nicht (oder teilweise nicht) auf Sachlieferung bedachten Werkvertrag zur Geltung kommen.

Am interessantesten zeigt sich diese Frage bei der Pflicht zum Umtausch. Denn hier ergibt sich das Problem, ob man beim Werkvertrag von einem Umtausch reden kann. Den Ausführungen des Verfassers nach bedeutet der Umtausch bei diesem Vertragstyp die wiederholte Leistung der Arbeit, und, da diese allgemein nicht ausgeschlossen ist, kann der Besteller auch den Umtausch fordern. Da aber der Umtausch nur bei nach Gattung und Menge bestimmten Leistung möglich ist, würde diese Ansicht bedeuten, dass der Werk-

<sup>11</sup> Auf ähnliche Ergebnisse wiesen bei mündlichen Verhandlungen auch György Csanádi und Gyula Eörsi hin (unseres Wissens hat keiner von ihnen diesen Gedanken in einem veröffentlichten Werk ausgeführt), in dem Zusammenhang, dass wir, wenn wir die Entscheidung in einer schädlichen Vermögenswirkung auf Grundlage der Haftung suchen, seltener eine Reparatur gewähren, als wenn wir sagen: das Risiko trägt die letztere Partei.

<sup>12</sup> *Werkvertrag*, pp. 306—307. Diese Auffassung hat KEMENES in seinem bereits zitierten Artikel ausgeführt (pp. 207 ff.).

<sup>13</sup> S. BECK, *Venzélyriselés a vállalkozási szerződések körében (Gefahrtragung im Umkreis des Werkvertrags)*. Magyar Jog, 1964. 1. pp. 26—28. Auf eine ähnliche Auffassung verwies K. BENEDEK in seiner Rezension über das Buch »Werkverträge in der Zeitschrift Magyar Jog, 1964. 5.

<sup>14</sup> Károly Törő bezeichnete, in der Suche nach dem Wesen der Gefahrtragung, als Zweck der Norm die verhältnismässige Wiederherstellung des Gleichgewichts in der Ordnung der Produktionsverteilung, wies aber auch darauf hin, dass man bei der Normierung immer auch auf die Möglichkeit der Verteidigung und auf das persönliche Interesse Rücksicht nehmen müsse (K. Törő, *A polgári jogi veszélyriselés elvi alapja és néhány sajátossága (Die prinzipielle Grundlage und einige Eigenheiten der zivilrechtlichen Gefahrtragung)*. Jogtudományi Közlöny, 1964. 5. p. 288.) Wir meinen also, dass das Gesagte nicht im Widerspruch damit stehe.

vertrag allgemein eine nach Gattung und Menge bestimmte Leistung enthält. Der Verfasser will keine so allgemeine Folgerung ziehen, er betont, dass er die Leistung auf Grund des Werkvertrags nicht immer als nach Gattung und Menge bestimmte betrachte, und führt als Beispiel den Fall an, wo der Unternehmer die Ausbesserung eines Vermögensgegenstandes des Bestellers vornimmt.<sup>15</sup> Die Gerichtspraxis verpflichtet, im Gegensatz zur Ansicht des Verfassers, den Unternehmer allgemein nicht zum Umtausch, und auch in der Literatur hat sich ein Standpunkt gefunden, der hinsichtlich des Werkvertrags die Normen der individuellen Leistung anwenden will.<sup>16</sup>

Bei dieser Frage müssen wir unseres Erachtens davon ausgehen, dass sich die Unterscheidung nach individueller und nach Gattung und Menge bestimmter Leistung auf die Sachlieferungen bezieht,<sup>17</sup> und dass die Lösung nicht glücklich ist, die die Unterscheidung auch auf die Nicht-Sachlieferungen übertragen will. (Besonders bei dem vom Autor als Beispiel erwähnten Falle zeigen sich die Fehler dieses Gedankens.) Bei dem Werkvertrag kann höchstens die Lieferung von Material an sich nach Gattung und Menge bestimmt sein, die Arbeitsverrichtung, das Ergebnis, lässt sich aber nur mit qualitativen und quantitativen Kennzeichen im Vorhinein beschreiben. Aus dieser Tatsache lässt sich aber nicht die Folgerung ziehen, dass man beim Werkvertrag immer von einer nach Gattung und Menge bestimmten Dienstleistung zu reden habe, sondern die, dass es sich nicht empfiehlt hier die Kategorien der Individualität und der Gattungsmengenmässigkeit zu verwenden. Diesen

<sup>15</sup> *Werkvertrag* p. 252.

<sup>16</sup> Gy. CSANÁDI. *A szerződészegés a Ptk. tervezetében (Die Vertragsverletzung im Entwurf des UZGB)*. Jogtudományi Közlöny, 1958. 6. pp. 211—212. K. BENEDEK, in der zitierten *Recension*, p. 232. Wir bemerken übrigens, dass Csánádi im Laufe seiner Ausführungen feststellt: das Werk auf Grund des Werkvertrags liegt irgendwo auf dem Mittelweg zwischen der individuellen und der generellen Leistung.

<sup>17</sup> Dies folgt aus den §§ 288—289 des UZGB über die generellen Leistungen und bei der mangelhaften Erfüllung auch aus dem § 305. Abs. (1). Auf diesen Umstand hat übrigens schon GROSSCHMID aufmerksam gemacht (op. cit. I. p. 590).

Standpunkt halten wir für begründet, sowohl dann, wenn der Besteller den Stoff liefert und der Unternehmer nur Arbeit leistet, als auch dann, wenn der Unternehmer neben der Arbeitsleistung auch das Material zu liefern hat. In keinen dieser Fälle ist von reiner Arbeitsleistung die Rede, die Leistung der Arbeit kann nicht ausser acht gelassen werden. Unter solchen Umständen muss man die Lösung in einer speziellen Unmöglichwerdungsform für den Werkvertrag suchen. Wir denken hier des näheren an das UZGB § 396 Abs. (2), demzufolge der Unternehmer zur Wiederherstellung der Sache nicht verpflichtet werden kann, wenn sie aus einem, durch niemanden zu vertretenden Grunde, vernichtet wurde. Wir wollen zwar die mangelhafte Erfüllung nicht als einen Fall des Unmöglichwerdens oder des teilweise Unmöglichwerdens betrachten und in Ermangelung einer Sonderbestimmung die Normen des Unmöglichwerdens anwenden,<sup>18</sup> aber es ist doch zweifellos, dass die beiden Formen der Vertragsverletzung auch ähnliche Züge enthalten: wegen eines Mangels, der auf eine dem Unternehmer nicht vorwerfbare Weise eingetreten ist, erscheint es ebenso zwecklos ihn zur Wiederverrichtung der Arbeit zu verpflichten, wie bei dem unverschuldeten Unmöglichwerden. Auch bei einem, dem Unternehmer vorwerfbaren Mangel kann die Wiederverrichtung der Arbeit nicht auf Grund des nach Gattung und Menge bestimmten Charakters der Leistung erfolgen, sondern als Schadenersatz in natura. Das Gesagte lässt sich also dahin zusammenfassen, dass beim Werkvertrag auf Grundlage der Gewährleistung keine Umtauschpflicht besteht.

Interessant gestaltet sich die Lage auch hinsichtlich des Rücktrittrechtes. Dort, wo der Besteller das Material zur Bearbeitung

<sup>18</sup> Obwohl die Lage hier nicht ganz identisch ist, ist es doch interessant die Worte GROSSCHMID zu zitieren: \*Zum Beispiel ist die Ware in der Zwischenzeit (zwischen Abschluss und Erfüllung) verdorben oder zu geringerer Qualität gelangt (ohne Verschulden des Verkäufers und des Käufers), trotzdem wurde sie geliefert. Ex contractu kann er nicht haften, da sich ja die übernommene Obligation gelöst hat (unverschuldetes Unmöglichwerden), und wenn er nicht damit erfüllt, bleibt er ausser jeder Verantwortung.\* (op. cit. II., p. 377)

übergibt, lässt sich das Ergebnis der Arbeit des Unternehmens nicht von dem Material trennen: der ursprüngliche Zustand kann nicht wieder hergestellt werden. Für solche Fälle hält der Verfasser die Lösung für geboten (falls auf Grund der Umstände des gegebenen Falles kein anderer Weg zweckmässiger erscheint), dass der Besteller das Material bzw. die verfertigte Sache zurückerhält, und, da auch die Arbeit des Unternehmers einen gewissen Wert darstellt, der Besteller bis zum Grad seiner Bereicherung zu einer Vergütung verpflichtet ist. Praktisch bildet sich also die Lage heraus, dass nicht ein Rücktritt, sondern eine Preisminderung erfolgt.<sup>19</sup>

Auf Grund der aufgezählten zwei Beispiele lässt sich also die Folgerung ziehen, dass zwar die Normen hinsichtlich der mangelhaften Erfüllung beim Kauf- und beim Werkvertrag ein ähnliches Bild bie-

ten, sich aber bei der Anwendung der Normen, wegen des abweichenden Charakters der Verträge Unterschiede erweisen, indem beim Werkvertrag, neben der Forderung nach Erfolg, die Rolle des Arbeitsvorgangs in den Vordergrund tritt.

c) Schon die obige Schilderung der herausgegriffenen beiden Fragen beweist, mit wie interessanten, für die Ganzheit des Zivilrechts bedeutsamen Problemen sich der Autor befasst. Aus dem Obigen zeigt sich auch, dass die Werke nicht nur das Aufwerfen der Probleme enthalten, sondern auch die gründliche Stellungnahmen des Verfassers, zusammen mit der breiten Darstellung und Kritik der Gerichtspraxis. Beide Werke Ödön Zoltáns sind nützliche Handbücher sowohl für den theoretischen, wie für den praktischen Juristen.

A. HARMATHY

### Imre Sárándi: Rechtsmissbrauch\*

Das Werk von Imre Sárándi fasst eine in der sozialistischen Zivilistik unausgearbeitete Frage, die theoretischen Probleme des Rechtsmissbrauchs, monographisch zusammen. Es geht mit seinen sehr wertvollen, neuen Feststellungen in vieler Hinsicht über die bisherigen Thesen des Zivilrechts hinaus.

Das Werk verarbeitet das Thema in drei Hauptteilen: der erste macht uns mit der Geschichte der Einrichtung bekannt, der zweite gibt die theoretischen und dogmatischen Grundlagen, der dritte befasst sich mit dem geltenden ungarischen Recht.

1. Das Hauptmerkmal der Konzeption des Verfassers, das sich durch den ganzen *geschichtlichen Teil* hindurchzieht, ist es, dass er die grundlegenden Tendenzen der Rechtsentwicklung in ihrer *Wechselwirkung mit der Entwicklung der gesellschaftlichen Verhältnisse* untersucht und die

Gestaltung der Einrichtung des Rechtsmissbrauchs als ein Moment des einheitlichen Vorgangs der Rechtsentwicklung behandelt. Diese Anschauungsweise lenkt auch jene Gedanken, die in diesem Teil neben der Entwicklung der Einrichtung die bürgerlichen rechtlichen Ansichten, die Theorie bezüglich dieser Einrichtung analysieren. Die *kritischen Bemerkungen* werfen dementsprechend der bürgerlichen Rechtsliteratur vor allem den Mangel der Untersuchung der Zusammenhänge mit den gesellschaftlichen Verhältnissen vor.

Der Autor bringt eine sehr eingehende historische Analyse des Werdegangs des Rechtsmissbrauchs hinsichtlich des römischen Rechts (der bekannten Thesen: »*Honeste vivere, alterum non laedere, suum cuique tribuere*«, »*Qui suo iure utitur neminem laedit*«) des Mittelalters und der frühen bürgerlichen Entwicklung des 18. und 19. Jahrhunderts. Mangels grösserer Möglichkeiten sollen hier nur die Entwicklung des modernen kapitalistischen

<sup>19</sup> Werkvertrag p. 259.

\* Imre SÁRÁNDI, *Visszafélék a joggal* Akadémiai Kiadó, Budapest, 1965. 379 p.

Rechts bzw. die bezüglichlichen Ausführungen des Verfassers eingehender besprochen werden.

Das entsprechende, zugleich abschliessende Kapitel der geschichtlichen Grundlagen der Einrichtung des Rechtsmissbrauchs bietet — nach einer Skizze über die Umgestaltung der gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse bei der Auflösung freirivalisierenden Kapitalismus — ein allgemeines Bild über die Änderung des Rechtes, über den *Zerfall des klassischen bürgerlichen Privatrechts*, über die Entwicklung der rechtlichen Merkmale des Imperialismus, also über jene Umstände, unter denen das *allgemeine Verbot des Rechtsmissbrauchs* in dieser Epoche zustande kam.

Dann analysiert der Verfasser eingehend die deutsche, die französische, die österreichische und die ungarische Rechtsentwicklung und behandelt auch die Regelung des schweizerischen bürgerlichen Gesetzbuches.

a) Bei der Darstellung der Bestimmungen des *deutschen Rechts*, vor allem des BGB, wendet er gut die *komplexe Annäherung* zur Aufdeckung des Wesens der Rechteinrichtungen an, und analysiert neben den gesellschaftlichen Verhältnissen eingehend auch die nationalen Überlieferungen, des näheren die rechtsgeschichtlichen und rechtstheoretischen Traditionen, und erklärt auf Grund ihrer gemeinsamen Untersuchung den *subjektiven Charakter* des Missbrauchsverbots in § 226 BGB. Die Richtigkeit seiner Feststellungen bestätigt er auch an der Vorführung der deutschen Rechtsentwicklung nach der Einführung des BGB. Laut Verfasser zeigen sowohl die Gerichtspraxis als auch die Rechtswissenschaft in ihrer Gestaltung die entschiedene Tendenz, die sich nicht um die — aus unzeitgemässer »Scham« entspringende — Einstellung des Gesetzes kümmernd, unter Auserachtlassung des »ausschliesslichen Schädigungswillens« den Wirkungsbereich des Verbots des Rechtsmissbrauchs erweiterte. In dieser kritischen Tonart stellt er auch den schädlichen Vorgang dar, bei dem im

Arsenal der *faschistischen Rechtsideologie* die ursprünglich richtig eingestellte Erweiterung — wie so viele andere Methoden und Mittel — zu einem Bestandteil der nationalsozialistischen Willkür und Rechtslosigkeit wurden.

b) Im *französischen Recht* wurde vom Anfang des 20. Jahrhunderts an das allgemeine Verbot des Rechtsmissbrauchs — mangels einer gesetzlichen Lösung — durch die Rechtswissenschaft und die Gerichtspraxis ausgebildet. Auf diese Weise kam auch das französische Recht — ähnlich wie die übrigen Rechte des Kontinents — den Anforderungen nach, die durch die imperialistische Gesellschaftsentwicklung in dieser Beziehung entstanden.

Die Monographie führt *kritisch* die wichtigsten Ansichten der französischen Rechtsliteratur vor. Der Hauptstreit der dargestellten Standpunkte geht um die Frage, ob die schädigende Absicht eine Bedingung des Tatbestands des Rechtsmissbrauchs sei oder nicht. Über die Fühlbarmachung des Wesens des Problems hinausgehend beleuchtet das Werk auch die gesellschaftlichen Wurzeln der einzelnen Konzeptionen.

c) Die Konzeption des Werkes, dass das allgemeine Verbot des Rechtsmissbrauchs ein Ergebnis der Rechtsentwicklung des imperialistischen Zeitalters sei, wird in dem Teil über die Gestaltung des *ungarischen Rechts* am gründlichsten, am vielseitigsten beleuchtet und unterbaut.

Neben breiter Darstellung der in der Rechtsliteratur ausgebildeten Ansichten beweist der Verfasser auf Grund vieler Gerichtsentscheidungen die These, dass das allgemeine Verbot des *Rechtsmissbrauchs* ein Zwillingbruder jener Rechteinrichtungen (andere Generalklauseln, Einrichtungen des gesteigerten staatlichen Eingriffs, Aufwertung, Blanketten-Verträge usw.) sei, die *typisch* die Herrschaft der Monopole bedeuten und die Produkte der krisenreichen *imperialistischen* Gesellschafts- und Rechtsentwicklung sind.

Die Entstehung der Einrichtung nähert das Werk auch in ungarischer Beziehung

vielseitig, aus mehreren Richtungen an und bewertet mit entsprechendem Gewicht auch die Auswirkungen der deutschen Rechtsentwicklung.

Differenziert, selbst den Anschein des Schematismus, der vulgären Vereinfachung vermeidend, bewertet das Werk die *gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und politischen Funktionen* der Einrichtung des Rechtsmissbrauchs, ihre Rolle in der Rechtsentwicklung und — im Wege dessen — in der gesellschaftlichen Entwicklung. Zur Auseinandersetzung dieser Fragen schöpft der Verfasser Vieles aus den Möglichkeiten, die sich aus der Kritik über die Feststellungen der zeitgenössischen Rechtswissenschaft und die Haupttendenzen der gleichzeitigen Gerichtspraxis ergeben.

II. Der *zweite Hauptteil* des Werkes gibt die theoretischen und dogmatischen Grundlagen. Im Laufe dessen behandelt das Buch zwei allgemeine Fragen der Rechtstheorie, die mit der Theorie des Rechtsmissbrauchs aufs engste zusammenhängen, aber auch über sie hinausweisen: die Problematik des subjektiven Rechts und der bestimmungsgemässen Rechtsausübung.

1. Bezüglich des *Wesens des subjektiven Rechtes* und des Wechselverhältnisses zwischen objektivem und subjektivem Recht entwickelt der Verfasser eine völlig *neue Konzeption*, die kritisch über die in der sozialistischen Rechtsliteratur ausgeführten theoretischen Standpunkte hinausgeht.

Vor Bekanntgabe seiner Ansicht beleuchtet er die objektiven und subjektiven Umstände, die in der sozialistischen Rechtstheorie zur Verunstaltung, zur unbegründeten und unrichtigen Verengung des Begriffs des subjektiven Rechts führten. Zugleich beanstandet er ausführlich die einzelnen Theorien und stellt unter Ausschaltung dieser *kritisierten* Mängel seinen *neuen, selbständigen Standpunkt auf*. Besonders eingehend befasst er sich mit der Theorie der »beschränkten Rechte« und beanstandet sie, da er diese Auffassung als einen subjektiven Grund betrachtet,

der zum Vorgang der unnötigen Beschränkung der subjektiven Rechte führte.

Bei der geschichtlichen Analyse der sozialistischen Problematik der subjektiven Rechte zieht sich im Buch die Untersuchung des »*Wechselverhältnisses zwischen den bürgerlichen subjektiven Rechten und dem sozialistischen Aufbau*« hindurch. Dieses Leitmotiv lenkt den Gedankengang des Werkes, indem dieses den Umfang der bürgerlichen subjektiven Rechte zur Zeit des Kriegskommunismus, der NEP-Epoche, unter den Zuständen des Personenkults darstellt; den gleichen Hauptgesichtspunkt verfolgt die Untersuchung bei der Vorführung der Tendenz, die nach der Liquidierung des Personenkults auf allen Gebieten und in jeder Richtung auf eine Ausbreitung und Entfaltung der subjektiven Rechte beabsichtigte. Auf Grund der geschichtlichen Analyse kommt der Verfasser zu dem Ergebnis, dass hinsichtlich der subjektiven Rechte *die sozialistische Rechtsentwicklung zur möglichst vollkommenen Entfaltung führt*, trotz dessen, dass dieser Weg nicht immer gerade gerichtet und ausserdem mit notwendigen und unnötigen Hemmnissen, Abzweigungen und manchmal Labyrinthen beschwert ist. Denn der Weg der Erfüllung der Rechte entspricht dem sozialistischen Aufbau.

Der Verfasser führt seinen eigenen Standpunkt unter Kritisierung des in der Theorie des sozialistischen Zivilrechts allgemein anerkannten *Bratus* aus.

Nach der Definition *Bratus* ist das subjektive Recht das gesetzlich anerkannte, bestimmte Ausmass des möglichen Verhaltens einer Person.

Auch die Konzeption *Sárándis* geht vom *Primat des objektiven Rechtes* aus, doch hält er *Bratus' Definition* sowohl aus theoretischen Erwägungen als auch aus jenen der praktischen Gesetzgebung und Rechtsanwendung, für bedenklich und falsch. Theoretisch hält er sie für ungenau, da sie nicht zeigt, welche Interessen sich in der Gestalt der subjektiven Rechte spiegeln müssen, ferner die Zusammenhänge

zwischen den gesicherten subjektiven Rechten und der sozialistischen Gesellschaft nicht beleuchtet. Auch von praktischen Gesichtspunkten aus hält er die Beseitigung der Unpünktlichkeiten in der Definition für wichtig, um die Subjektivität, die Willkür auf dem Gebiet der Gesetzgebung und Rechtsanwendung zu vermeiden.

Das *Wesen seiner Kritik* lässt sich dahin zusammenfassen, dass *die Sicherung der subjektiven Rechte durch objektive Entwicklungsgesetze, durch die Erfordernisse des sozialistischen Aufbaus bestimmt werden*, ihr Bereich und der Umfang der einzelnen Befugnisse nicht von der Absicht oder Gnade des Gesetzgebers, nicht von seiner subjektiven Beurteilung abhängt. Dementsprechend werden die einzelnen subjektiven Rechte, wird ihr Bereich und ihr Umfang von den Gesetzen nicht bestimmt, sondern *nur ausgedrückt* und — ebenfalls je nach den Notwendigkeiten der gegebenen gesellschaftlichen Lage — gesichert. Er fasst also auch den Primat des objektiven Rechtes so auf, dass auch den Schöpfer des objektiven Rechtes jene gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Notwendigkeiten binden, die die Anerkennung eines Interesses als Recht imperativ erfordern. In diesem Sinne betrachtet er die Verbindung zwischen subjektivem und objektivem Recht als ein dialektisches Verhältnis, in dem aber keines das andere determiniert, sondern beide — im Wege der entsprechenden gesellschaftlichen und ideologischen Transmissionen — von den gesellschaftlichen Verhältnissen determiniert werden.

Entsprechend den Ausführungen *definiert das Buch den Begriff des subjektiven Rechts folgendermassen*: »Das subjektive Recht ist die Handlungsmöglichkeit einer Person, die durch die allgemeinen Gesetzmässigkeiten des Sozialismus erfordert und ermöglicht, durch das Gesetz ausgedrückt und gesichert wird, und deren Zweck es ist, den Aufbau des Sozialismus und die Befriedigung der Ansprüche zu sichern.«

Diese Definition weicht also über das Gesagte hinaus auch darin von der heuti-

gen, üblichen Definition des subjektiven Rechts ab, dass sie auch *den Zweck der subjektiven Rechte enthält*.

Anschliessend an den Begriff des subjektiven Rechtes befasst sich das Werk eingehend mit der bestimmungsgemässen Ausübung der subjektiven Rechte. Es stellt fest, dass die Sicherung der subjektiven Rechte und die Ausübung dieser Rechte in jeder gesellschaftlichen Formation einen bestimmten Zweck hat, und dass die Verwirklichung dieser Zwecke letztlich in jeder Gesellschaftsordnung der Befriedigung der gegebenen gesellschaftlichen Interessen dient. Die Ausübung der Rechte muss also *immer* ihrer gesellschaftlichen Bestimmung gemäss erfolgen, nur ist in den verschiedenen gesellschaftlichen Formationen, ja innerhalb derselben in den einzelnen Entwicklungsphasen, je nach ihren verschiedenen Eigenheiten, diese Zwecksetzung unterschiedlich. In den ausbeutenden Gesellschaften haben die subjektiven Rechte die letzte gesellschaftliche Bestimmung, die verschiedenen Formen der Ausbeutung (Sklavenhaltung, Feudalität, Kapitalismus) zu sichern, während sie im Sozialismus, beziehungsweise in den, den Sozialismus aufbauenden Gesellschaften, dazu dienen, die materiellen und kulturellen Bedürfnisse der Gesellschaft immer mehr zu befriedigen, den Sozialismus und in letzter Stufe die klassenlose Gesellschaft, den an materiellen und kulturellen Gütern reichen Kommunismus, aufzubauen. Auf diese Weise verbinden sich der Bereich und Umfang der subjektiven Rechte, die Möglichkeiten, die Art und das Ausmass der Rechtsausübung — neben der normativen Ordnung des objektiven Rechtes — *durch die Bedingung der Bestimmungsmässigkeit* mit den objektiven Verhältnissen des gegebenen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Systems.

2. Mit der Ausführung seines Standpunktes über den Begriff des subjektiven Rechtes und der bestimmungsmässigen Rechtsausübung hat der Verfasser unmittelbar die *theoretischen* und *dogmatischen*



Grundlagen zur Rechtseinrichtung des Rechtsmissbrauchs gelegt. Die Monographie fasst, von dieser Grundlage aus, seine *theoretische Konzeption* bezüglich des Rechtsmissbrauchs zusammen.

a) Das Buch reiht den Rechtsmissbrauch unter das *rechtswidrige Verhalten* ein, hält es aber für einen seiner *Sonderfälle*. Es akzeptiert also nicht die Auffassung, dass es sich beim Rechtsmissbrauch »um ein prinzipiell berechtigtes Verhalten, um ein subjektives Recht handle, dessen Ausübung in der bestimmten Art rechtswidrig sei.«<sup>1</sup> Es teilt aber auch nicht die in der bürgerlichen Rechtsliteratur allgemein geltende Ansicht, die sich aus der metaphysischen Betrachtung der Frage ergibt und die Anerkennung der Kategorie des Rechtsmissbrauchs als ein begriffliches Paradoxon, als einen Selbstwiderspruch betrachtet und keine solche Eigenheit sieht, die eine Grundlage zur Unterscheidung des Rechtsmissbrauchs vom ausgesprochen rechtswidrigen Verhalten erblickt.

Der Verfasser baut seinen vollständig originellen, geistreichen und überzeugenden Standpunkt auf die *Dialektik des Einzelnen — Besonderen — Allgemeinen* auf. Auf dieser Grundlage unterscheidet er in der Hierarchie der Rechtsnormen — je nach der abstraktiven Ebene der einzelnen Rechtsnormen — zwischen *grundlegenden, vermittelnden* und *allgemeinen* Normen. Als grundlegende Normen betrachtet er jene, die auf der untersten Stufe der rechtshinormativen Abstraktion stehen, und unmittelbar die spezifischen Lebensverhältnisse regeln, z. B. Sondernormen der einzelnen Verträge. Vermittelnde Normen stehen auf einer höheren Stufe der Abstraktion und beziehen sich nur auf eine gegebene allgemeine Einrichtung, z. B. die allgemeine Vertragsnormen. Schliesslich hält er für allgemeine Normen jene, die auf der Stufe einer Abstraktion stehen, die sich auf den gegebenen Rechtszweig — fall-

weise auf das ganze Rechtssystem — beziehen, z. B. die Grundsätze.

Nach dieser Klassifizierung der Rechtsnormen unterscheidet das Buch auch die rechtswidrigen Verhaltensformen, je nachdem, gegen welche Ebene der Abstraktion das Verhalten verstösst. Die zur Erfüllung des Tatbestandes des Rechtsmissbrauchs erforderliche »bestimmungswidrige Rechtsausübung« fasst es auf Grund dieser Kategorisierung als einen solchen Sonderfall des rechtswidrigen Verhaltens auf, der weder grundlegende, noch vermittelnde Normen verletzt, nach den Normen auf der niedrigeren Ebene der Abstraktion also *berechtigt* ist, aber in eine der allgemeinen Normen verstösst, also nach den Normen auf der Ebene des Zivilrechts oder des ganzen Rechtssystems *rechtswidrig* ist.

b) Aus den Bisherigen geht hervor, dass das Werk die bestimmungswidrige Rechtsausübung mit dem Rechtsmissbrauch *nicht identifiziert*. Im Gegenteil, es distanzier sich entschieden und folgerichtig, es widersetzt sich der Auffassung, die die Kategorie des Rechtsmissbrauchs für logisch überflüssig hält und sie nur als eine Norm zur Anfeuerung der Pflicht der bestimmungsgemässen Rechtsausübung betrachtet.<sup>2</sup>

Nach der Ansicht des Verfassers werden nur jene grellen Fälle der bestimmungswidrigen Rechtsausübung als Rechtsmissbräuche qualifiziert, die schon eine rechtliche Sanktionierung erfordern.

Auf Grund dieser prinzipiellen Erwägung tragen nach Ansicht des Verfassers, ausser dem sanktionierten Rechtsmissbrauch, auch die übrigen Rechtsnormen und ausserrechtlichen Einrichtungen zur Rechtsausübung bei, die der gesellschaftlichen Bestimmung entspricht. Seinem Standpunkt nach ist also der Anspruch, das Recht seiner gesellschaftlichen Bestimmung gemäss ausüben, ein umfassen-

<sup>1</sup> Gy. FÖRSI, *A jogi felelősség alapproblémái. A polgári jogi felelősség (Die Grundprobleme der rechtlichen Verantwortlichkeit. Die zivilrechtliche Verantwortlichkeit)*. Budapest, Akadémiai Kiadó, 1961, p. 316—317.

Ähnlich derselbe: *Jogjal való visszaélés — rendeltetészerű joggyakorlás (Rechtsmissbrauch — bestimmungsgemässe Rechtsausübung)*. Állam- és Jogtudomány, VI. 1963, p. 287—318.

<sup>2</sup> K. BENEDEK—M. VILÁGHY, *A Polgári Törvénykönyv a gyakorlatban (Das Ungarische Zivilgesetzbuch in der Praxis)*. Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1965, p. 28.

derer Begriff, eine Verpflichtung auf höherer Ebene, als das Verbot des Rechtsmissbrauchs, und als Rechtsmissbräuche sind nur ihre schwerwiegenderen, die Anwendung von rechtlichen Sanktionen erfordernden Fälle zu betrachten.

c) Das Wesen und die Rolle des Verbots des Rechtsmissbrauchs beleuchten die Ausführungen des Werkes, die die Einrichtung als den Ausdruck der quantitativen und qualitativen Momente des Übergangs vom *Rechtswidrigen zum Berechtigten* bzw. vom *Berechtigten zum Rechtswidrigen*, als die Ausdrucksweise des dialektischen Verhältnisses zwischen berechtigten und rechtswidrigen Verhalten bewerten.

Das Recht, die Gesetzgebung, kann im Ganzen nicht ständig mit den raschen Veränderungen der gesellschaftlichen Verhältnisse Schritt halten: die Gestaltung, die Entwicklung der *gesellschaftlichen Verhältnisse eilt den Veränderungen des Rechtes gewöhnlich voraus*. Auf diese Weise kann das Recht ein Verhalten verbieten, das durch die Entwicklung der gesellschaftlichen Verhältnisse seine gesellschaftschädigende Eigenschaft verloren hat und — andererseits — ein Verhalten für berechtigt ansehen, das für die Gesellschaft — infolge der Umstellung der Verhältnisse — schädigend wurde.

*Die Dissonanz zwischen der Entwicklung der wirtschaftlich-gesellschaftlichen Verhältnisse und der Gesetzgebung*, die sich nie völlig vermeiden lässt, *wächst in geradem Verhältnis mit der Konkretheit der einzelnen Rechtsnormen*: sie ist am häufigsten und grössten im Falle der grundsätzlichen Normen, und am kleinsten hinsichtlich der allgemeinen Normen. Die auf einer höheren Ebene der Abstraktion stehenden allgemeinen Normen sind also längere Zeit, mehrere Veränderungen hindurch geeignet, die gesellschaftliche Reaktion zu *nehmen* als die weniger abstrakten und daher starren grundsätzlichen Normen. Demzufolge kommt den allgemeinen Normen die Rolle zu, unter Benützung ihrer, aus der Abstraktion höherer Stufe folgenden Pla-

stizität, der Rechtsanwendung die Möglichkeit zu bieten, die *»Verschiebung«* zwischen den *gesellschaftlichen Verhältnissen und dem geltenden Recht*, die Disharmonie annähernd auszugleichen.

Diese Aufgabe erfüllt der Anspruch auf bestimmungsgemässe Rechtsausübung und auch das Verbot des Rechtsmissbrauchs, wie dies das Buch vorzüglich darstellt.

In Ermangelung einer unmittelbaren Regelung, vor der direkten Reaktion, reagiert das Recht oft mit dem Verbot des Rechtsmissbrauchs auf die veränderlichen, keimenden Erscheinungen des Lebens. Bevor ein Verhalten ausdrücklich als rechtswidrig erklärt oder als berechtigt anerkannt wird, greift es, als elastischer Übergang zwischen dem berechtigten und dem rechtswidrigen Zustand, durch Benützung der Einrichtung des Rechtsmissbrauchs zu den in Ausbildung begriffenen Lebensverhältnissen.

Diese Erscheinung lässt sich schon von den ersten fallweisen Verboten des Rechtsmissbrauchs an *gut beobachten*, angefangen von seiner verfeinernden, zuschneidenden Rolle bei der unbeschränkten Ausübung des Privateigentums.

Treffend verweist das Werk auch darauf, dass die Benützung des Rechtsmissbrauchs zu diesem Zweck ihren Grund nicht nur in der Abweichung zwischen dem Tempo der gesellschaftlichen Entwicklung und der Gesetzgebung hat, sondern dahinter sehr häufig — besonders in Übergangszeiten — auch darin, dass der Gesetzgeber — in der Zeit des quantitativen Zustands der gesellschaftlichen Veränderungen, vor dem qualitativen Sprung — nicht in allen Fällen dazu fähig ist, auf die gesellschaftliche Entwicklung direkt rechtlich zu reagieren.

d) Bezüglich der subjektiven Bedingungen des Rechtsmissbrauchs stellt sich die Monographie in der Gänze auf einen negierenden Standpunkt und betrachtet die Einrichtung als einen ausschliesslich *objektiven Tatbestand*.

Obwohl wir den kritischen Bemerkungen des Verfassers hinsichtlich des gegenteiligen Standpunktes zustimmen, und diese Auf-

fassung auch im Interesse der Wirksamkeit der rechtlichen Mittel gegen den Rechtsmissbrauch für richtig halten, bemerken wir, dass — unseres Erachtens — die gegenseitige Abgrenzung zwischen den Verhaltensarten, die gegen die Anforderung der bestimmungsgemässen Rechtsausübung verstossen und jenen, die auch den Rechtsmissbrauch verwirklichen, problematischer und schwieriger wird.

Hingegen stimmen wir der Ansicht des Verfassers zu, die er in diesem Umkreis ausführt, dass der Vergleich der widersprechenden Interessen keine genügende oder entscheidende Grundlage zur Feststellung des Rechtsmissbrauchs bietet, und man auf diese Weise den Rechtsmissbrauch nur akzidentell erkennen kann.

e) Bei der allgemeinen Festlegung der theoretischen und dogmatischen Grundlagen des Rechtsmissbrauchs spricht das Buch, abschliessend, von der *voraussetzlichen Zukunft dieser Institution im sozialistischen Zivilrecht*. Es bestreitet den Standpunkt von Gyula Eörsi,<sup>3</sup> der behauptet, dass die gesellschaftlichen, wirtschaftlichen, rechtspolitischen und dogmatischen Gründe, die das allgemeine Verbot des Rechtsmissbrauchs in der Epoche des Monopolkapitalismus notwendig machten, im sozialistischen Recht allmählich aufhören. Nach der Ansicht Eörsis verschwindet mit dem Aufhören des Privateigentums die Quelle der Konfliktslagen, die das Verbot des Rechtsmissbrauchs erforderlich machten, verschwindet die unbeschränkte subjektive Berechtigung, daher nimmt — auch durch die einheitliche Kollektivierung der Gesellschaft unterstützt — die Zahl und Intensivität der zum Rechtsmissbrauch führenden Zusammenstösse ab, bis sie völlig verschwindet. Seiner Auffassung nach ist also das Verbot

des Rechtsmissbrauchs eine Rechteinrichtung, die an das *Bestehen des Privateigentums gebunden ist*.<sup>4</sup>

Demgegenüber nimmt Sárándi die Stellung ein, dass das Verbot des Rechtsmissbrauchs — natürlich mit anderem Charakter und anderem Inhalt — auch im sozialistischen Recht verwendet wird. Seinem Standpunkt nach ist die *Hauptquelle* der Konfliktslagen, die zur bestimmungswidrigen Rechtsausübung führt, das *Wareneigentum*. Nachdem aber das Wareneigentum und allgemein die Warenverhältnisse auch im Sozialismus bestehen bleiben, hören die Quellen der, der gesellschaftlichen Bestimmung des Rechtes widersprechenden Rechtsausübungen, die verschiedenen Konfliktslagen nicht auf.

Nach dem Standpunkt des Verfassers setzt das Aufhören des Privateigentums, des anarchischen Wareneigentums, die Möglichkeit und Häufigkeit der gesellschaftswidrigen Rechtsausübung zwar herab, führt aber nicht zu ihrem völligen Aufhören, ja unter Umständen (z. B. im Umkreis der Wohnungsmiete) können sich die Konfliktslagen noch weiter verschärfen und auch sehr intensiv werden.

Auch die Gestaltung der sozialistischen Kollektiven führt nicht zu einer völligen Liquidierung der Zusammenstosspunkte, da ihr Zustandekommen auch nicht in jeder Relation die Konflikte, die grundlegenden Wurzeln der bestimmungswidrigen Rechtsausübung, die Warenverhältnisse ausschaltet, gar nicht zu reden davon, dass sich auch von den Warenverhältnissen unabhängig neue Konfliktslagen gestalten (so z. B. innerhalb der staatlichen Unternehmungen, innerhalb der Produktionsgenossenschaften usw.).

<sup>3</sup> Eörsi bewertet die Lösung des UZGB dahin, dass gegenüber dem allgemeinen Prinzip der bestimmungsgemässen Rechtsausübung der § 5 doch ein gewisses Plus enthält, wenn auch nicht prinzipiell, so doch bezüglich der Details. Diese Feststellung bedeutet — meines Erachtens — nicht nur die Annahme der geltenden gesetzlichen Lage, sondern auch eine gewisse Schwächung ihres grundsätzlichen Standpunktes, indem sie — zumindest — die dogmatische Daseinsberechtigung des Verbots des Rechtsmissbrauchs anerkennt, ja unterbaut. — Siehe EÖRSI, *A szocialista polgári jog alapproblémái* (Die Grundprobleme des sozialistischen Zivilrechts). Budapest, Akadémiai Kiadó, 1965. p. 139.

<sup>3</sup> Gy. EÖRSI: *Joggal való visszaélés — rendeltetészerű joggyakorlás* (Rechtsmissbrauch — bestimmungsmässige Rechtsausübung). Állam- és Jogtudomány, VI. 1963. p. 287—318.

Die Antwort des Verfassers, detaillierter als im Buch, siehe: I. SÁRÁNDI, *Az áruviszony, a kollektívák és a joggal való visszaélés* (Das Warenverhältnis, die Kollektiven und der Rechtsmissbrauch). Jogtudományi Közlöny, 1964. p. 142—147.

Auf diese Weise ist der Verbot des Rechtsmissbrauchs auch in der sozialistischen Gesellschaft ein reales Erfordernis, ein Mittel, das sich auch im sozialistischen Recht verwenden lässt und anzuwenden ist. Dies zeigt auch die bisherige Praxis des sozialistischen Aufbaus bzw. der sozialistischen Rechtsentwicklung.

3. Nach der Klärung der allgemeinen, theoretischen, dogmatischen Grundlagen behandelt das Buch die *Regeln des Rechtsmissbrauchs im Ungarischen Zivilgesetzbuch*.

a) Das Buch befasst sich — aus verständlichen Gründen — nicht eingehend mit dem möglichen Fallen des Rechtsmissbrauchs. Es zählt aber die typischen Fälle und jene Fälle der Konfliktslagen auf, die in der gegenwärtigen Entwicklungsepoche der gesellschaftlichen Verhältnisse wiederholt Gelegenheit zur gesellschaftswidrigen Ausübung der Rechte bieten und zum Rechtsmissbrauch führen. Die Praxis kann auch diese exemplative Darstellung gut gebrauchen.

b) Detailliert zergliedert das Werk die auch in Weltrelation — völlig neue Bestimmung des Ungarischen Zivilgesetzbuches, den § 5, Absatz (3) über den Rechtsmissbrauch, der sich durch die Verweigerung einer gesetzlich erforderlichen Rechtsklärung ergibt. Das Werk hebt einleitend hervor, dass die eigene Regelung aus dem Gesichtspunkt der praktischen Ansprüche darum sehr bedeutsam ist, weil — im Gegensatz zu den aktiven Missbräuchen — die passiven Missbräuche nicht allgemein zivilrechtlich sanktioniert sind.

Nach dem Standpunkt des Verfassers sind die allgemeinen Tatbestandselemente zu § 5, Absatz (3) die folgenden:

1. Die Verpflichtung zur Abgabe der Rechtsklärung muss sich an ein bereits bestehendes Rechtsverhältnis (z. B. an das Rechtsverhältnis der Wohnungsvermietung) knüpfen.

2. Auf Grund des Rechtsverhältnisses muss eine Partei zum gegebenen Verhalten

der anderen Partei ein durch Rechtsnorm sichergestelltes »Gestaltungsrecht«, ein umbildendes Recht haben (z. B. die Notwendigkeit der Zustimmung des Eigentümers zum Wohnungstausch des Mieters).

3. Der Berechtigte des Gestaltungsrechtes muss von seinem subjektiven Recht einen solchen Gebrauch machen, der dessen gesellschaftliche Bestimmung schwer schädigt.

Das Buch untersucht — der Regelung des UZGB entsprechend — unabhängig von den Verwirklichungsbedingungen dieser Form des Rechtsmissbrauchs jene Mehrelemente, bei denen — in den grellsten Fällen des passiven Rechtsmissbrauchs — das Gesetz das Gericht ermächtigt, die verweigerte Rechtsklärung durch Urteil zu ersetzen. Nach Auffassung des Verfassers kann es also vorkommen, dass die Verweigerung einer Rechtsklärung den Anspruch der bestimmungsmässigen Rechtsausübung mit rechtlich zu sanktionierendem Gewicht verletzt, und die Rechtsklärung trotzdem nicht durch Gerichtsurteil ersetzt werden kann, da die übrigen erforderlichen Mehrbedingungen fehlen.

III. Im gegenwärtigen Stand der Entwicklung der gesellschaftlichen Verhältnisse macht sich ein Hauptgebiet der verschärften Konfliktslagen auf dem Gebiet der Lebensverhältnisse im Zusammenhang mit der Wohnungsvermietung bemerkbar, wo die grellen, auch den Rechtsmissbrauch verwirklichenden Fälle der bestimmungswidrigen Rechtsausübung häufig vorkommen. Dies zeigt sich auch an der Gerichtspraxis nach dem Inkrafttreten des UZGB, die hier die Regeln bezüglich des Rechtsmissbrauchs am häufigsten angewandt hat.

Dieser Lage kommt das Buch damit entgegen, dass es den Fragen der Wohnungsvermietung einen ganzen, selbständigen Teil widmet, mit besonderer Rücksicht natürlich auf die Spezialprobleme des Rechtsmissbrauchs auf diesem Gebiet.

L. VÉKÁS

## Károly Törő: Ärztliche Tätigkeit als zivilrechtliches Verhältnis\*

Das Buch von etwa zweiundzwanzig Druckbogen verrät auf den ersten Blick zwei Vorzüge, die hervorzuheben sind: die Wahl des Themas und die strukturelle Gliederung des Stoffes.

Die zivilrechtlichen Belange der ärztlichen Tätigkeit wurden bisher weder in der ungarischen, noch in der fremdsprachigen Fachliteratur sehr eingehend behandelt. Von der ausländischen Literatur kennen wir die mit vergleichender Rechtsmethode verfasste Monographie von P. A. Crépeau, deren Vorwort aus der Feder einer fachlichen Autorität wie Professor René David stammt.<sup>1</sup> Neuestens ist in der tschechoslowakischen Rechtsliteratur ein Buch von J. Stepán — J. Stepán über die Fragen der rechtlichen Verantwortlichkeit auf dem Gebiet des Gesundheitswesens erschienen.<sup>2</sup> Doch beschränken sich beide Werke auf die vermögensrechtliche Verantwortlichkeit, die sich aus der Tätigkeit des Arztes ergibt, während das Werk von Károly Törő alle praktisch voraussehbaren zivilrechtlichen Belange der ärztlichen Tätigkeit behandelt. In dieser Hinsicht reicht seine Bedeutung jedenfalls über die der vorerwähnten Abhandlungen hinaus. Zugleich füllt es im ungarischen Schrifttum eine Lücke aus, da sich mit diesem Themenkreis monographisch noch kein ungarischer Jurist befasste.

Allerdings ist die Verarbeitung dieses Themenkreises auch in Ungarn nicht ohne Vorgänger. Doch ist es allen Abhandlungen, die vor der Befreiung (1945) erschienen, gemein, dass sie nur Fragen der Verantwortlichkeit berühren.<sup>3</sup> Das gleiche gilt

im Wesen auch für die Studien nach der Befreiung.<sup>4</sup> Daraus folgt klarer Weise, dass der Verfasser den Themenkreis grösstenteils ohne literarische Prämissen, also zugleich als Bahnbrecher aufgearbeitet hat. Sicherlich war es ihm eine grosse Hilfe, dass er als senatsleitender Richter des Pester Zentralen Bezirksgerichtes jahrelang der Referent der Prozesse über die ärztliche Tätigkeit war und damit zu einem wahrhaften Spezialisten der ärztlichen Rechtsfragen wurde. Als Frucht dieser wertvollen praktischen Tätigkeit und zugleich als Vorläufer des vorliegenden Buches können mehrere Vorträge und Abhandlungen des Verfassers aus diesem Themenkreis gelten.<sup>5</sup>

Trotz dieser praktischen Erfahrungen des Verfassers ist die Monographie mehr und zugleich auch etwas anderes als die Synthese eines Routiniers. Der Verfasser hat sich — unseres Erachtens — zweifach über dieses Niveau erhoben. Einerseits hält er die ständig neu auftauchenden theoretischen Probleme scharf im Auge, um sie selbständig zu beantworten, andererseits betrachtet und behandelt er die zivilrechtlichen Fragen, die zivilrechtlichen Einrichtungen immer im Zusammenhang mit den gesellschaftlichen Verhältnissen ebenso wie mit den übrigen Fragen und Einrichtungen des Rechtssystems. Zum Teil aus dieser Methode folgt die relative

der Operation). *Polgári Jog*, 1932. 7. p. 292. — M. ÖDÖNFI, *Az orvos hibétőljogi és nyájijogi felelőssége (Die strafrechtliche und zivilrechtliche Verantwortlichkeit des Arztes)*. *Ügyvédek Lapja*, 1903. 48. p. 4.; 49. p. 6. — R. SCHUSTER, *Az orvos felelőssége (Die Verantwortlichkeit des Arztes)*. *Jogállam*, 1933. p. 9.

<sup>4</sup> J. T. DÉNES, *Foglalkozás körében elkövetett veszélyeztetés — Az orvosi műhiba (Gefährdung im Rahmen des Berufs — Der ärztliche Kunstfehler)*. *Belügyi Szemle*, 1964. 8. — E. PUSCARIU, *Die Rechtsgrundrisse der ärztlichen Verantwortlichkeit*. *Legalitatea Populara*, 1959. 12. p. 23—40.

<sup>5</sup> K. TÖRŐ, *Az orvosi tevékenység polgári jogi minősítése (Die zivilrechtliche Qualifizierung der ärztlichen Tätigkeit)*. *Magyar Jog*, 1963. 2. p. 73—78. — *Az orvos polgári jogi felelőssége (Die zivilrechtliche Verantwortlichkeit des Arztes)*. *Jogtudományi Közlöny*, 1963. 4. p. 220—229. — *Az orvos polgári jogi felelőssége (Die zivilrechtliche Verantwortlichkeit des Arztes)*. — *Tanulmányok a polgári jog köréből (Abhandlungen aus dem Umkreis des Zivilrechts)*. Band I. p. 59—93.

\* Károly Törő, *Orvosi polgári jogi viszony*. Közgazdasági és Jogi Könyvtáradó, Budapest 1965.

<sup>1</sup> Behandelt bei H. S. (P. A. CRÉPEAU), *Die zivilrechtliche Verantwortlichkeit der Ärzte und Krankenhäuser*. *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1965. 4. p. 693.

<sup>2</sup> STEPÁN, J.—STEPÁN, J.: *Die rechtliche Verantwortlichkeit auf dem Gebiet des Gesundheitswesens*. Prag, 1960, behandelt bei S. LUBY, (*Právní Obzor*, 1961. 5. p. 310 ff.).

<sup>3</sup> J. GOLDBERGER, *Felelős-e az OTI orvosainak műhibáért (Haftet die Landes-Sozialversicherungsanstalt für die Kunstfehler ihrer Ärzte?)*. *Jogállam*, 1933. p. 287. — I. NEMES, *Az orvos felelőssége a részelt műtét következményeért (Die Verantwortlichkeit des Arztes für die Folgen*

Häufigkeit der beschreibenden Teile, was wiederum dazu führen kann, das Buch auch den akademisch gebildeten Lesern allgemein (hauptsächlich den Ärzten) geniessbar und anziehend zu machen. Schon wegen dieser Eigenheit lässt sich das Buch Károly Törös als populärwissenschaftliche Monographie bezeichnen. Ja, wir sind davon überzeugt, dass das Werk gleichzeitig ein Handbuch der auch juristisch ausgebildeten Ärzte (Amtsärzte, Gerichtsexperten, Ärzte bei der Direktion der Sozialversicherung) und der Zivilrechtler sein wird. Auch aus diesem Gesichtspunkt ist das enzyklopädisch gewissenhafte Streben des Werkes nach Vollständigkeit zu loben.

Wie schon erwähnt, liegt der zweite Vorzug des Buches, der schon bei der ersten Durchsicht auffällt, im strukturellen Aufbau des Werkes. Dessen ziemlich heterogenen Inhalt: diese Menge von Kenntnissen der Gebiete des Verwaltungsrechts, des Zivilrechts, der Sozialwissenschaft, ja der Moral hätte man kaum auf ein logischeres Schema aufbauen können, so wenig, dass die Struktur des Buches geradezu als ein Erlebnis der Evidenz wirkt. Denn der Verfasser beginnt damit, dass er seinen Gegenstand gesellschaftlich kennzeichnet und juristisch umgrenzt, dann behandelt er die Subjekte und den Inhalt des ärztlichen Rechtsverhältnisses in der allgemein akzeptierten wissenschaftlich-didaktischen Reihenfolge und schliesst mit den Fragen der Verletzungen dieser Rechtsverhältnisse. Dieser Aufbau macht das Werk nicht nur klar und übersichtlich, sondern vermeidet damit auch die Wiederholungen und Überdeckungen, was bei der Anordnung eines so grossen Rechtsstoffes grosse Umsicht erfordert.

Der Erste Teil des Buches mit der Benennung »Das Rechtsverhältnis«, enthält drei Titel: I. Die zivilrechtliche Qualifizierung der ärztlichen Tätigkeit, II. Die Subjekte des zivilrechtlichen Verhältnisses bezüglich der ärztlichen Tätigkeit und III. Entstehung, Änderung und Erlöschen des

Rechtsverhältnisses bezüglich der ärztlichen Dienstleistungen.

Die für sein Thema bedeutsamsten Folgerungen zieht der Verfasser im IV. Kapitel über die zivilrechtliche Qualifizierung der ärztlichen Tätigkeit. Seines Erachtens hat die Tätigkeit, die den Grundtyp der ärztlichen Betätigung bildet und die der Arzt auf Grund des Rechtsverhältnisses der Sozialversicherung im Interesse des Kranken ausübt, als die Erfüllung eines Auftrags zugunsten Dritter zu gelten. In diesem dreipersonlichen Rechtsverhältnis ist der Auftraggeber das Organ der Sozialversicherung (die Sozialversicherungsdirektion), der Beauftragte die sanitäre Einrichtung (der Arzt persönlich ist bei den Rechtsverhältnissen dieses Typs niemals Rechtssubjekt), und der Berechtigte ist der Kranke. Laut Verfasser gründet sich dieses Auftragsverhältnis zugunsten Dritter auf Rechtsnormen oder unmittelbar auf behördliche Entscheidung (S. 21, 26). Hinter diesem zivilrechtlichen Verhältnis birgt sich aber der Ansicht des Verfassers nach ein verwaltungsrechtliches Verhältnis. Ja, bis zu einem gewissen Grad kann man auch sagen, dass selbst der Inhalt der Obligation unter der Herrschaft des Verwaltungsrechtes stehe (S. 118 bzw. 143). Zum Wesen des vom Verfasser entworfenen Modelles gehört es auch, dass manche Rechte des Auftraggebers dem Organ der Sozialversicherung vorbehalten verbleiben (S. 90). Die Theorie Károly Törös ist die erste wirklich wissenschaftliche Ausführung der rechtlichen Qualifizierung der auf das Rechtsverhältnis der Sozialversicherung aufgebauten ärztlichen Tätigkeit.

Der Zweite Teil des Werkes mit der Bezeichnung: »Inhalt und Abwicklung des Rechtsverhältnisses« ist der bestgelungene unter den drei Teilen. Während der Autor im Ersten Teil sozusagen die statische Seite der zivilrechtlichen Belange der ärztlichen Tätigkeit beleuchtet, indem er die sozialen Grundlagen, die Qualifizierung des Rechtsverhältnisses und die am Rechtsverhältnis beteiligten Personen behandelt,

beschreibt dieser Teil die Dynamik des Rechtsverhältnisses, also jene rechtlichen Formen, in deren Wege die Parteien die mit dem Rechtsverhältnis beabsichtigte Befriedigung des Interesses vollziehen. Die juristische Vorbedingung dafür ist aber das Übereinstimmen der berührten persönlichen Interessen mit den gesellschaftlichen Interessen.

Darum scheidet der Verfasser im I. Titel des Zweiten Teils die gesellschaftlich nützlichen ärztlichen Tätigkeiten von jenen, die gesellschaftlich gefährlich und darum verboten sind. (»Gegenstand, Inhalt und Gültigkeit des Rechtsverhältnisses.«)

Diese vierundvierzig Seiten sind vielleicht der hervorragendste Abschnitt des Buches, in dem der Verfasser — unseres Wissens — erstmalig in Ungarn die Fragen der Euthanasie von der Seite der persönlichen Rechte annähert und sich mit verschiedenen Fragen der Abtreibung (*abortus*) befasst. In dem dreidimensionalen Raum des Rechts, der Moral und der Demographie orientiert er sich sichtlich ausgezeichnet mit der praktischen Objektivität, die er sich gewiss noch im Richterstuhl angeeignet hat. Letzlich gelangt er bezüglich der Euthanasie zu einem kategorisch abweisenden Standpunkt, während seine Ausführungen über die Abtreibung der positiven Regelung beistimmen. Bei diesen Ausführungen lässt er sich — anscheinend — mehr von individuellen als von sozialen Erwägungen leiten: »die aus Gesundheitsgründen nicht indizierte Abtreibung ist eine Privatangelegenheit der

schwangeren Frau« — so lautet sein Standpunkt. (S. 157)<sup>6</sup> — Mit seinen trefflich aufgearbeiteten praktischen Erfahrungen beschreibt der Verfasser verschiedene Typen der rechtswidrigen ärztlichen Aufträge.

Der Dritte Teil des Buches, über die »Zivilrechtliche Verantwortlichkeit des Arztes« ist, wenn auch nicht der originellste, so doch jedenfalls der feinstgeschliffene Teil des Werkes. Die in den letzten anderthalb Jahrzehnten aufblühende Literatur der zivilrechtlichen Verantwortlichkeit liess dem Verfasser für die Ausführung eigener Gedanken in den Blättern seines Buches nur ganz wenig Raum.

Eigene Erwähnung verdient das besonders bedeutsame Hauptstück des Dritten Teiles über die »Verantwortlichkeit für die ärztliche Tätigkeit mit erhöhter Gefahr«. (S. 318—322). Die Hauptfrage geht dahin, welche Verantwortlichkeitsform anzuwenden sei, wenn die Haftung des Beauftragten mit der des gefährlichen Betriebs konkurriert. Der Verfasser weist darauf hin, dass es Einrichtungen gibt, deren »Verwendung organisch zur Arbeit des Arztes gehört«. In solchen Fällen besteht die Konkurrenz nur scheinbar. In anderen Fällen hingegen »trat die Schädigung nicht deshalb ein, weil mit der betreffenden gefährlichen Einrichtung aus ärztlichen Gründen ein Eingriff in den menschlichen Organismus erfolgte, . . . sondern aus anderen, mehr technischen Gründen«. In solchen Fällen gelten primär die Normen der Gefährdungshaftung.

L. GÁSPÁRDY

<sup>6</sup> Die Geltendmachung der gesellschaftlichen Einwirkung verordnet die Rechtsordnung selbst, sogar in den Fällen wo sie der Frau die künstliche Schwangerschaftsunterbrechung unabhängig von der Begründung gestattet. Die sog. Abortus-Kommission ist auf Grund der Verordnung 2/1956 (24. VI) des Ministers für Gesundheitswesen, § 3 Abs. (3), auch in solchen Fällen verpflichtet die Antragstellerin von der Richtigkeit der Austragung der Leibesfrucht zu überzeugen und sie auf die gesundheitsschädlichen Folgen der Abtreibung auf-

merksam zu machen. Die Rechtsnorm sieht also die Schwangerschaftsunterbrechung, selbst in den bewilligten Fällen, kaum als »Privatangelegenheit« an. — Aus dem reichen ungarischen Schrifttum dieser Frage behandelt die Besorgnisse wegen der grossen Zahl der künstlichen Schwangerschaftsunterbrechungen: R. ANDORKA, *A szülésszám alakulásának gazdasági hatásai* (Die wirtschaftlichen Auswirkungen der Gestaltung der Geburtenzahl). Demográfia, 1964. (VII) 3—4. p. 442 ff.

## Имре Такач: Задачи районных советов\*

Исследование на научном уровне государственных органов и их деятельности в основном может происходить в двух направлениях. На основе одного из подходов исследование может связываться с одной или с несколькими задачами и распространяется на подавляющее большинство соответствующих государственных органов, а другой подход может охватывать многостороннюю деятельность одного определенного государственного органа. Имре Такач, кандидат юридических наук, заведующий кафедрой, в своей книге под заглавием «Задачи районных советов» — основу которой составляет кандидатская диссертация, защищенная им в мае 1962 года — избрал вышеуказанный второй подход и разработал основные вопросы, касающиеся районных советов.<sup>1</sup>

Книга Имре Такача выделяется из — к сожалению немногочисленных — работ, занимающихся органами советов и их деятельностью. Автор многосторонне разрабатывает проблематику района, которая является богатой и сложной по своему характеру и месту, занимаемому им в государственной организации и которая вследствие этого выступает особым образом. Уже избрание самой темы заслуживает похвалы. Книга является результатом многолетней научной деятельности. Автор строит свои выводы на анализе материалов опыта государственной и общественной практики.

Книга состоит из трех частей, внутри этого из десяти глав; в нашей рецензии мы последуем системе книги и разделам, проведенным автором. Вследствие ограниченного объема у нас не будет возможности для полного и охватывающего изложения книги, богатой мыслями и поэтому ограничиваемся лишь изложением важнейших вопросов, основных выводов. Отмечаю, что

\*TAKÁCS Imre, *A járási tanácsok felad-tai* (— —). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvtáradó, 1963.

<sup>1</sup> Дискуссию по диссертации излагает Петэр Шмидт (Государство и управление, 1962. № 8.). На книгу рецензии написали: Дюла Фоньо (Государство и управление, 1964. № 3), Антал Вессели (Вестник юридических наук, 1965. №№ 1—2), Ласло Садэчки-Кардошш (Венгерское право, 1964, № 10).

в книге можно найти краткое резюме на немецком и русском языках, которое делает возможным широкое ознакомление с содержанием.

1. *Первая часть* книги в четырех главах показывает историческое развитие функций районных органов.

а) *Вводные замечания* — это является первой главой книги — по существу дают обоснование избрания темы (содействие дальнейшему развитию работы районных советов и их органов, разработке принципиальных основ), метод разработки темы (применение комплексного метода исследований, исследование общественных фактов, определяющих функции управления), обоснование структуры и пропорций книги (районы занимают ключевую позицию в области руководства сельским хозяйством, районы управляют селами, они играют роль в развертывании демократизма).

б) *Вторая глава* под заглавием: «Возникновение и развитие районов в буржуазных государствах» дает обзор о возникновении районных органов в буржуазных государствах, анализирует возникновение, организацию и развитие районов в нашей стране.

Районы как территориально-организационные единицы по своему происхождению глубоко коренятся в институтах сословного государства. Задачи организации, имеющей районный характер, складывались в кругу все более возрастающих задач управления вследствие разложения феодализма, роста товарного производства, первоначального накопления капитала.

Автор указывает на то, что в буржуазной литературе о местном самоуправлении выдвигается на передний план исследование юридических элементов. Буржуазная литература системы местного самоуправления сгруппировала на основе регулирования их возникновения и компетенции, в результате которого провели различие между децентрализованной английской и централизованной французской системой. Исследуя возникновение районной организации, констатирует, что районная орга-



низация буржуазных государств тесно сливается с централизованным государственным аппаратом, доказывает, что в системе местных органов через районные организации создается тесный контроль над сельским самоуправлением.

Имре Такач, суммируя самые характерные особенности положения районных самоуправлений, устанавливает, что создание буржуазных самоуправлений тесно связывалось с борьбой буржуазии за государственную власть. Он считает преувеличением теорию швейцарского профессора Гассера о том, что, например, самой важной гарантией демократии является свободное сельское самоуправление. Автор показывает, что буржуазное самоуправление приспосабливается к системе буржуазного государства. Районное самоуправление — где оно осуществлялось — не располагает достаточной компетенцией для того, чтобы оказывать воздействие на развитие хозяйственной и общественной жизни территории своей деятельности.

Исследуя возникновение, организацию и развитие районов в нашей стране на основе достижений исследования в области истории права констатирует, что первоисточник районов следует искать в складывании дворянского комитатского самоуправления. В нашей стране комитатская организация до сложения капитализма сохранила характер сословного самоуправления и таким образом складывающийся внутри его административный район не мог возникать в качестве организационной единицы самоуправления.

Районы не располагали самостоятельной организацией и компетенцией, составляли лишь часть комитатского управления. Ведомство старосты района было помещенным на месте органов комитата. Староста путем осуществления непосредственного надзора над селами составлял одно из важнейших звеньев венгерского буржуазного государственного управления. Другая характерная особенность его компетенции состояла в широком властном полномочии как первой инстанции по административным делам. Широкий круг власт-

ных полномочий первой инстанции и отсутствие районной автономии явилось самым главным противоречием регулирования венгерской буржуазной районной организации.

в) *Третья глава* рассматривает возникновение в нашей стране районной организации социалистического типа. Стремясь к определению понятия района, показывает, что в местной организации социалистических государств районные органы действуют в территориальных единицах, обычно определяемых хозяйственными и политическими факторами, охватывающих более крупные единицы управления самого низкого уровня, созданные в населенных пунктах и как органы, призванные к управлению, руководят сельскохозяйственным производством, организуют местную промышленность, транспорт и торговлю, содействуют удовлетворению иных потребностей населения, его материальному и культурному снабжению.<sup>2</sup>

По мнению автора самой важной особенностью развития местных органов социалистических государств является повышение самостоятельности местных органов, расширение их компетенции. Исследуя территориальное деление районов, приходит к выводу о том, что реформа территориального деления привела к увеличению территории районов и вследствие этого к расширению компетенции районных органов.

г) *Четвертая глава* первой части книги разрабатывает территориальные проблемы районов. В целях разработки предложений по территориальному делению автор провел исследование в нескольких направлениях, далее, использует достижения регионального планирования и экономической географии. В нашей стране до освобождения действительное районное территориальное деление не опиралось на научные достижения. Определение нового территориального деления районов и их центра произошло в 1950 году.

<sup>2</sup>Стр. 44 рецензируемого произведения.

Автор исследуя принципиальные требования районного территориального деления указывает на то, что территорию района следует определить при учете экономических данных в интересах того, чтобы районные органы были способны к руководству комплексным развитием своих территорий, к использованию всех возможностей и ресурсов местного значения. Помимо этого при территориальном делении районов играют роль расположение населения, структура населенных пунктов, национальный состав населения и иные факторы. Автор, рассматривая принципиальные требования районного деления, свой анализ суммирует в том, что оптимальным условием создания районных единиц является такая территория, которая составляет единство на основе взаимосвязей хозяйственной и общественной жизни, внутри которой город (возможно село), выполняющий роль центра и как центр территории путем своих хозяйственных, политических, культурных и социальных учреждений, а также учреждений здравоохранения управляет развитием всей окружающей территории и вследствие этой тесной связи дает разрешение для создания самостоятельной единицы управления территорией.<sup>3</sup>

2. *Вторая часть* книги показывает задачи и компетенцию органов районного совета. В этой части разрабатывает принципиальные основы задач и компетенции районных органов, хозяйственно-организаторские функции районов, проблемы по организации и компетенции организации районного совета, наконец, анализирует развитие деятельности сельских советов путем повышения уровня районного управления.

а) *В пятой главе*, носящей заглавие: «Принципиальные основы задач и компетенции районных органов» автор констатирует: при исследовании компетенции районных советов необходимо исходить из того, что районная организация выполняет в системе местных органов непосредствен-

ные, осуществленные над селами функции управления и контроля. Помимо выделения круга задач по управлению в районе, конечно, возникает много таких задач, которые имеют особый районный характер. Такой является, например, разработка направления развития сельскохозяйственного производства, организация здравоохранения. Районная организация приспособляется к государственной организации как охватывающая и направляющая самые низкие звенья государственной власти и государственного управления, селы. Эта мысль приводит к анализу места, занимаемого районной организацией в структуре государственной организации. Автор в качестве требования закрепляет, что следует увеличить самостоятельность и компетенцию органов районного совета, следует развертывать инициативу районных органов и их большую ответственность при осуществлении местных задач. Автор занимает определенную позицию в отношении более подробного регулирования задач советов по ступеням.<sup>4</sup>

Книга Имре Такача в этой главе разрабатывает признаки комплексного управления и руководства, выделив один важный элемент, координационную деятельность. В этой главе показывает также и компетенцию партийного руководства советов.

б) *В шестой главе* книги речь идет о хозяйственной организационной функции районов. Хозяйственно-организационную деятельность определяет два требования. С одной стороны, народнохозяйственные потребности, с другой стороны, специализация, обеспечивающая максимальное использование местных возможностей, что делает возможным достижение самых благоприятных результатов в области развития производственной деятельности. Имре Такач считает обоснованным повышение роли районов в планировании народного хозяйства. Констатирует, что роль районов в народнохозяйственном планировании се-

<sup>3</sup> Стр. 92 рецензируемой книги.

<sup>4</sup> Закон X от 1954 года о советах относительно регулирования не проводит различия между различными уровнями советов, значит, правовое регулирование не дифференцировано.

годня еще ограничивается областью сельского хозяйства. Однако с общим ростом территории районов становится необходимым и организация комплексно-территориального планирования районов.

Анализируя хозяйственно-организационные задачи районов, оценивая деятельность районов такого характера прежних лет констатирует, что хозяйствование советов в нашей стране органичивается тесными рамками. Одной из причин этого считает излишнюю централизацию хозяйственного руководства. После этого, он исследует мероприятия, содержащие расширение хозяйственной компетенции. В перечень факторов развития хозяйствования советов включает сделание советов заинтересованными в бюджетном хозяйствовании, хозяйствование преприятиями, работу по развитию сел и местную торговлю.

в) *Седьмая глава* книги разрабатывает проблемы организации и компетенции организации районных советов. Задачи района необходимо разграничить в двух отношениях. С одной стороны, вертикально, с другой стороны, горизонтально. Эта глава содержит это последнее разграничение.

Исходным положением горизонтального размежевания является то, что районный совет является государственным органом самого высокого типа, действующим в районе.

Государственно-властный характер *районных советов* полностью может осуществляться только таким образом, если сессия советов осуществляет руководящую роль в разрешении по существу важнейших задач, определяющих хозяйственное, общественное и культурное развитие территории, их деятельности. Обеспечению этого способствовало бы законное урегулирование компетенции по исключительному решению сессии советов. По мнению автора установление исключительной компетенции советов значительно способствовало бы работе районных советов. Считает обоснованным в регулировании работы советов расширить применение принципа плановости. Согласен с теми предложениями, которые содержат обязательственность годового

планирования. Автор занимается также и правотворческой деятельностью районных советов (деятельностью по вынесению постановлений), как средством осуществления государственно-властных правомочий. Констатирует, что издание постановлений в деятельности районных советов по руководству в настоящее время на практике не играет существенной роли. В осуществлении государственно-властных полномочий районов все еще объясняет это с проявляющимися исканиями дороги.

Развитие *постоянных комиссий советов* делает возможным укрепление руководящей роли выборных органов, повышение сознания ответственности депутатов и все большее вовлечение населения. В связи с этим излагает высказанные в юридической литературе и вызывающие много споров взгляды, которые, с одной стороны, предлагают наделение властными правомочиями постоянных комиссий, далее, направлены на то, чтобы членами постоянных комиссий, имеющими полные права, могли быть и специалисты, не являющиеся членами совета. По мнению автора также правильно в связи с компетенцией постоянных комиссий продвижение вперед, осуществляемое путем применения постепенности и дифференциальности. Вначале было бы введено правило о предварительном занятии позиции постоянных комиссий, обязательное заслушивание постоянных комиссий, что наряду с предложениями сессии советов и исполкомом можно было бы оговорить на подготовку важнейших, имеющих принципиальное значение дел, относящихся к компетенции органов отраслевого управления.

В системе местных советов центральное место занимают *исполнительные комитеты*, действующие коллегиально. Исполнительные комитеты делают возможным создание непрерывности в работе местных органов, высшее руководство ими является задачей верховных органов государственного управления. По мнению Имре Такач работу районных исполнительных комитетов в организационном отношении можно было бы улучшить путем усиленной поддержки

не освобожденных членов, повышения их активного участия в работе района. Констатирует и наглядно показывает, что исполнительные комитеты не достаточно занимаются задачами народнохозяйственного плана районного уровня, не учитывая вопросы сельского хозяйства.

Автор исследует также и основные вопросы организации районного отраслевого управления. Устанавливает, что районное отраслевое управление последовательно построено собственно говоря лишь по линии управления, сельского хозяйства и финансов.

Автор подробно занимается *организационно-массовой* работой районных советов. Однако подчеркивает, что более усиленное применение форм непосредственной демократии, примыкающее к работе местных органов государственной власти, не ограничивает представительный характер местных органов государственной власти, ибо формы непосредственной демократии дополняют деятельность представительных органов, тесно связаны с работой органов. В случае районных советов приходит к тому выводу, что организационно-массовую работу необходимо укреплять путем правильного установления числа членов районного совета, углубления их представительного характера. Для обеспечения связи районного совета с массами желательно установление более высокого, чем установленный в настоящее время законом количественного состава районного совета. Констатирует, что введение единичных избирательных округов вызвало оживление работы членов районного совета. Оправдавшей себя формой работы по избирательным округам является проведение членами совета отчетов и введение приемных часов.

г) *Восьмая глава* книги рассматривает развитие работы сельских советов путем повышения уровня районного управления. По мнению автора одним из важнейших элементов содержания работы районных советов и их органов является руководство работой подчиненных им сел, ибо через управленческую работу района осуществ-

ляется центральное государственное руководство в административных единицах самого низкого уровня. Оценивая настоящую практику констатирует, что в работе районных советов в это время собственно говоря только одна из форм управления, управление, осуществляемое исполнительными комитетами и органами отраслевого управления является систематической. Основной формой непосредственного управления сельских органов совета является создание решений, относящихся к работе сельских советов. Предлагает, чтобы самые важные вопросы выносились на сессию районного совета. Формой этого могла бы быть обсуждение работы отдельных сельских советов в качестве самостоятельной повестки дня. Правильно было бы исходить из того требования, чтобы работа каждого отдельного сельского совета за время мандата (4 года) хотя бы один раз исследовалась в указанном порядке. Относительно руководящей деятельности районного исполнительного комитета сложилась такая практика, что исполнительные комитеты сельских советов систематически отчитываются о своей работе перед районным исполнительным комитетом.

Дальнейшей формой районного управления является также и надзор над законностью, осуществляемый органами районного совета. Согласно § 6 закона № X от 1954 года о советах районные советы на территории их деятельности сотрудничают в проверке и обеспечении осуществления законности.

Надзор за законностью является правомочием вышестоящих органов, элементом содержания его является непрерывный контроль за решениями нижестоящих органов с точки зрения законности и других указанных в правовых нормах требований, в обоснованных случаях лишение их законной силы, изменение и отмена.

3. *Третья часть книги* Имре Такач излагает функции районных советов в области управления сельским хозяйством. В рамках этого показывает основы деятельности по управлению сельским хозяйством органов районных советов, и разрабаты-

вает регулирование компетенции органов районных советов в области управления сельским хозяйством.

а) По мнению автора государственно-правовые проблемы, возникающие в кругу управления сельским хозяйством, в нашей юридической литературе отнесли на задний план и поэтому считает очень актуальным подробное исследование отмеченной темы. Особенно важен более комплексный обзор задачи руководства производственными кооперативами и комплексное разрешение возникающих в этой отчасти проблем посредством осуществления общих принципов не только производственно-кооперативного права, но и государственного и административного права. Вопросы сельского хозяйства с точки зрения нашего экономического, общественного и политического развития одинаково обособленно стоят на первом месте среди государственных задач, выступающих на уровне района. Районные советы концентрируют свою хозяйственно-организаторскую деятельность на самой важной отрасли производства на территории своей деятельности, на сельскохозяйственном производстве.

В следующей части главы автор анализирует положение венгерского сельского хозяйства, исследует самые важные задачи, которые необходимо разрешить в процессе социалистического развития сельского хозяйства. Подробно рассматривает несколько современных проблем государственного руководства сельским хозяйством. Разграничив, анализирует государственное руководство госхозами и производственными кооперативами и сложившееся в этом кругу мнение выражает в том, что в современный период развития производственных кооперативов концентрирование деятельности местных органов на поддержке и руководстве хозяйствования производственных кооперативов является необходимым, но в перспективе поднимается вопрос усиленного единообразия местного управления государственным и кооперативным сектором.<sup>5</sup>

Подробно излагает те принципиальные

вопросы, которые ведут к созданию своеобразных форм государственного руководства. К ним относятся, например: производственные кооперативы не только хозяйственные объединения, но и в то же время и массовые организации; государственные органы, осуществляющие руководство производственными кооперативами являются органами социалистического типа; развертывается интенсивное взаимодействие между руководящими и руководимыми органами.

Автор отдельно занимается ролью органов государственной власти, районных советов, управлением сельским хозяйством. По его мнению в правовом акте надо было бы устанавливать годовой план производства и закупок, обязательное рассмотрение на заседаниях совета программ по капиталоложению, а также обязанность предъявления отчета о выполнении планов.

Подытожив содержание государственного руководства производственными кооперативами, автор приходит к выводу, что государственное управление производственными кооперативами является таким комплексным осуществлением руководства, состоящего из хозяйственного, политического, культурного, финансового управления и управления трудовыми делами, посредством которого в отношении производственно-кооперативных хозяйств осуществляется хозяйственно-организационная и культурно-воспитательная функция социалистического государства. Государственные органы хозяйственное руководство осуществляют путем поддержки и планомерного воздействия на хозяйствование производственного кооператива; контролируют деятельность производственного кооператива в области планирования, производства и сбыта, далее осуществляют надзор за соблюдением законности. Итак, государственное руководство производственными кооперативами является широкой хозяйственно-организаторской и политико-воспитательной деятельностью, основными формами которого являются постановления

<sup>5</sup> Стр. 217 рецензированного произведения

рекомендационного характера, политико-просветительная работа, убеждение, а также планомерное разделение хозяйственных средств, применение экономических стимулов посредством все более широкого применения форм торговли. Основой государственного руководства является гармония между государственными интересами и интересами производственного кооператива. Государственное руководство в определенном кругу означает осуществление такого права по надзору, в рамках которого соблюдение законности обеспечивает применение обязательных властных решений, принудительных мер или санкций.<sup>6</sup>

В конце главы речь идет также и о некоторых конкретных условиях руководящей работы районов, среди прочих, например, о создании крупных кооперативных хозяйств, о создании более дифференцированной организации отраслевого управления, о борьбе против стиля административного руководства.

б) *Десятая глава* книги, носящая заглавие «Урегулирование компетенции органов районных советов в области руководства сельским хозяйством» дает обзор планирования и организации сельскохозяйственного производства, далее, принципиальных основ системы компетенций проявляющихся в сельскохозяйственном управлении. Автор отдельно занимается перспективными и годовыми планами развития сельскохозяйственного производства. Констатирует, что на уровне района из отраслей хозяйственного планирования самое большое значение имеет планирование сельского хозяйства. Перспективные пла-

ны развития имеют большое значение поэтому, что из-за годового колебания производства в общем необходимо определить задачи развития на несколько лет. Считает необходимым обсуждение перспективных планов развития на заседаниях советов районов. Подробно занимается различными планами кооператива, так, например, производственным планом, планом капиталовложений, планированием бюджета и хозяйствования финансами. Далее, автор занимается кругом проблем по улучшению организаторской деятельности и в качестве первоочередного требования определяет взвешивание потребностей народного хозяйства на более длительное время.

Автор подробно излагает правовые средства, применяемые в государственном управлении производственными кооперативами и связанные с этим правовые отношения разделяет на две группы. В первую группу включает те правовые отношения, которые возникают на основе правовых норм, устанавливающих задачи общего сельскохозяйственного отраслевого управления, а вторую группу составляют правовые отношения, относящиеся в круг руководства производственными кооперативами. В качестве последней темы Имре Такач занимается разграничением компетенции органов, осуществляющих руководство производственными кооперативами. Сущностью разграничения является разграничение компетенции села и района. В отношении района дальнейшее требование разграничения проявляется в отношении совета, исполнительного комитета и органов отраслевого управления сельского хозяйства.

Й. ВАРГА

<sup>6</sup> Стр. 338—339 рецензированного произведения.

## J. Vigh: La criminalité des jeunes criminels et la société\*

Dans notre pays au cours des dernières dizaines d'années les recherches de criminologie se ranimèrent d'une manière considérable. Dans les sciences sociales s'accrût également l'exigence aux examens empiriques. Le désir de se tourner vers la réalité donna un essor à la littérature de la criminologie aussi dont une création digne d'attention est le livre de József Vigh.

Le livre de József Vigh étudie les rapports sociaux de la criminalité des jeunes criminels. Il essaye de donner une réponse à la question de savoir qu'elles sont les circonstances sociales qui jouent un rôle dans la naissance de la criminalité — et d'une manière décisive dans la naissance de la criminalité des jeunes criminels, — de quoi et pourquoi se produisent les circonstances sociales ayant un effet criminogène. Il part au cours de ces recherches des relations sociales et économiques du socialisme et c'est dans leur projection qu'il analyse le développement de la criminalité.

Le livre est divisé en quatre parties et dans l'intérieure des parties, en somme de 14 chapitres.

Le titre de la première partie est: La récapitulation historique des recherches et des opinions dans le domaine de la criminologie avec référence spéciale à la criminalité des jeunes criminels.

Les recherches se mirent en mouvement au début dans la bonne direction. C'est surtout le mérite de Quetelet qu'il faut souligner sous ce rapport qui prenait la criminalité pour un phénomène social et professait que même dans la sphère des phénomènes sociaux des régularités mesurables avec des chiffres dominaient. Quetelet reconnut le caractère déterminé des actes humains par les données physiques et sociales, par les conditions de la personne agissante. En même temps il reconnut la seule possibilité réelle de la

diminution de la criminalité: le rôle du changement des rapports sociaux. Puisque Quetelet considérait le changement des circonstances très lent, il formula sa thèse célèbre relative à la continuité de la criminalité et à ce que la criminalité était inhérente nécessairement à la société.

József Vigh démontre comment et pourquoi les recherches qui partaient dans la bonne direction dans la période initiale de l'impérialisme, faisaient fausse route et s'égarèrent sur un chemin dangereux et scientifiquement dénué de fondement. Il fallait formuler une telle doctrine qui donne des armes plus efficaces que celles connues auparavant dans les mains des personnes qui dirigent la lutte contre la criminalité. Est née la tendance anthropologique.

En expliquant la tendance anthropologique fondée par Lombroso, M. Vigh indique correctement que les données statistiques de Lombroso ne sont pas propres à prouver le caractère héréditaire de la criminalité. En effet, le fait en lui seul que 7,4 p. c. des jeunes examinés descend des parents buveurs et 48 p. c. des familles suspectes, douteuses ou des familles de mauvaise réputation bien connues, ne prouve pas encore le caractère héréditaire de la criminalité. Nous ne saurions arriver à l'appréciation correcte de cette donnée qu'en tenant compte de l'influence du milieu. Mais Lombroso omet cela.

József Vigh voit l'autre faute fondamentale de Lombroso en ce qu'il avait souvent examiné «des cas peu nombreux et mal choisis ce qui ne se prête pas à la généralisation». (p. 27.)

L'exposé de la tendance anthropologique est suivie de l'explication de la tendance crimino-sociologique. Dans cette partie nous faisons la connaissance des opinions des deux personnalités les plus connues, de Lacassagne et Tarde ainsi que de celle de Ferri, puis l'auteur s'occupe séparément de la doctrine de Turati, Colajanni et Bongér qui sont considérés comme des auteurs socialistes.

\* József, VIGH *A fiatalok bűnözés és a társadalom*. Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvtár, 1964

Notre auteur dans ce qui suit présente les thèses principales de la tendance médiatrice, intermédiaire, marquée au coin par les noms de Liszt, Van Hamel et Prins, puis il fait connaître les tendances criminologiques postérieures à la première guerre mondiale. Il voit bien la tendance «caractéristique pour cette période: la «psychologisation» de la criminologie. Ces tendances modernes utilisent, mettent à profit les résultats et les méthodes scientifiques nouveaux au cours de leurs recherches. Ici je me réfère aux recherches jumelles devenues célèbres de Lange, lesquelles en fin de compte avaient tâché de justifier la vieille opinion dans une forme moderne, à savoir que la criminalité est une qualité héréditaire.

La partie II du livre porte le titre «Le capitalisme populaire», l'Etat-providence et la criminalité des jeunes criminels. L'auteur examine dans cette partie la situation de la criminalité des jeunes criminels dans les Etats capitalistes. Ici il présente sous le rapport de la criminalité des jeunes criminels des quatre Etats capitalistes dirigeants quelques données très expressives.

L'auteur examine dans la partie III de son livre les problèmes de la criminalité des jeunes criminels dans les conditions de l'édification du socialisme.

Au cours de l'examen de la dynamique de la criminalité des jeunes criminels József Vigh arrive à cette conclusion juste que bien que la tendance de la criminalité montre une diminution constante, cette diminution ne s'effectue pas d'une manière graduelle, progressive et uniforme. L'auteur explique d'une façon détaillée les circonstances qui dans les statistiques de la criminalité font naître formellement l'illusion de la diminution de la criminalité, sans cependant que le chiffre des attitudes dangereuses pour la société réalisée d'une manière effective, diminue en réalité.

A côté des statistiques hongroises de criminalité, l'auteur esquisse les données de criminalité de jeunes criminels dans certains Etats socialistes, desquelles il

conclue que dans la première période de l'édification du socialisme on ne sent pas encore la dissolution du l'ancien ordre social, car jusqu'au moment où les rapports sociaux nouveaux ne se sont pas consolidés, la tendance décroissante de la criminalité ne saurait être générale. Au contraire, pour cette période l'augmentation de la criminalité est caractéristique (p. 131.).

Dans la suite, l'auteur laisse une marge à la mise au point de telles questions théoriques de caractère général qui peuvent être considérées comme les questions fondamentales de la science de la criminologie. Sous ce rapport je souligne ses explications qui sont en relation avec la causalité, la détermination de la conduite, ainsi que le rôle joué par les rapports sociaux dans la naissance de la criminalité.

A propos de la détermination de la conduite, l'auteur met en relief le rôle des conditions sociales. Il s'oppose à ces opinions selon lesquelles dans nos conditions les déterminants sociaux de la criminalité sont en voie d'extinction. La conséquence nécessaire de ces vues est la mise au premier plan des facteurs psychiques et somatiques. L'auteur apprécie bien l'influence réciproque de l'objet et du sujet quand il signale que «à l'intérieur de l'influence réciproque le monde extérieur objectif joue le rôle décisif» (p. 148.).

Le rôle décisif du monde extérieur résulte de son influence sous deux rapports. Le monde influence la résolution de l'individu d'une part par les circonstances existant au moment où la résolution a été prise, d'autre part à travers des facteurs du monde extérieur qui ont existé antérieurement et qui ont participé à la formation de la personnalité de l'auteur du délit. L'auteur ne craint pas de déduire de ses thèses la conclusion: parmi les conditions sociales de nos jours, il y en a aussi de telles qui contribuent à la formation des personnalités antisociales, à la décision de commettre des crimes. L'auteur fait la tentative de désigner ces conditions sociales qui «dans la période de l'édification du socialisme peuvent aboutir à la naissance



des vues antisociales, à leur maintien, et à travers de celles-ci à la perpétration d'un crime» (pp. 153 — 154.).

Après la discussion de ces questions fondamentalement importantes l'auteur commence à examiner ces circonstances concrètes qui jouent un rôle dans la naissance de la criminalité des jeunes criminels et nous pouvons ajouter, dans la naissance de la criminalité des adultes aussi.

L'auteur analyse d'abord les conditions de famille. Il démontre au moyen des données statistiques combien des jeunes criminels vivent dans le commun ménage des parents, combien dans le ménage de l'un des parents, et combien dans un ménage étranger, etc. Les données publiées ici, cependant, ne sauraient être propres à en déduire des conclusions si nous étions au courant également de la question de savoir, comment se répartissent les jeunes non-criminels entre les catégories mentionnées. Sur cette question, cependant, nous ne recevons que des références indirectes. En défaut de données, l'auteur ne pouvait faire même pas des références indirectes à la question de savoir qu'elle est l'atmosphère, le milieu créé par les parents vivant en fait ensemble pour le mineur sous leur éducation. Or, également sur cette question il faudrait être informé afin de pouvoir outrepasser les suppositions. En effet, pour le moment nous ne faisons que supposer et nous ne pouvons appuyer que d'une manière indirecte nos suppositions que les troubles de la vie familiale, de la dissolution, de la désorganisation, de la désagrégation de celle-ci est un facteur d'effet criminogène.

L'auteur touche la question des effets du louage de services par les femmes, de la participation des parents à l'instruction du soir et par correspondance et en général du relâchement de l'éducation familiale. La pauvreté, l'indigence des données, cependant, sous ce rapport aussi, est un facteur auquel l'auteur ne pouvait pas remédier non plus. De ma part, je trouve que sa prise de position appuyée d'une manière indirecte est correcte. En effet,

l'auteur affirme que le relâchement de l'éducation familiale ne signifie pas encore en soi-même le relâchement de l'éducation des enfants. La question aboutit donc à cette conclusion: peuvent-elles les formes variées de l'éducation par la société et par l'Etat suppléer aux défauts résultant du relâchement de l'éducation par la famille? En considération des pouponnières, des écoles maternelles, des gardiens d'enfants, et d'autres institutions éducatrices nous ne saurions constater que le relâchement de l'éducation par la famille est encore aujourd'hui même une telle circonstance qui crée un terrain propice à la criminalité des jeunes criminels.

Je ne désire ajouter à l'analyse des conditions sociales qu'une seule circonstance: la situation insuffisante des logements est d'un effet fortement criminogène. Son effet promoteur de la criminalité ne se réalise pas au moment de la perpétration du crime, mais plutôt dans le processus au cours duquel le jeune homme devient criminel, au cours duquel sa personnalité criminelle se forme.

Les données au moyen desquelles József Vigh démontre le rapport entre la criminalité des jeunes criminels et la maturité intellectuelle, le niveau plus bas des connaissances élémentaires ne sont pas convaincantes. L'auteur appelle, cependant, correctement l'attention à ce que ce n'est pas à cause du faible esprit ou de l'état arriéré physiologique que les jeunes auteurs des crimes sont à un niveau intellectuel plus bas. La capacité intellectuelle de ces délinquants est en général normale, seulement elle n'est pas développée suffisamment.

L'auteur dans la suite expose et analyse les rapports entre la profession, la relation du travail, l'alcoolisme, les divers facteurs démographiques et la criminalité des jeunes criminels, ainsi que quelques caractéristiques de la criminalité collective. Il fait ses recherches sur la base des données statistiques et il arrive ainsi à des conclusions générales. Il souligne plusieurs fois — et ses données le prouvent aussi que

la structure de la société socialiste n'influence qu'indirectement le développement de la criminalité. Je considère qu'il est essentiel sous ce rapport que «le milieu plus intime des hommes, leurs conditions sociales ne changent pas sur le champ avec la transformation des conditions de la production, et de la même façon la transformation des conditions de vie, des conditions sociales ne provoquent pas non plus aussitôt le changement, la transformation des opinions politiques et morales, les habitudes, la tournure d'esprit des hommes» (p. 226.).

Dans la partie IV de son livre il discute les questions de la lutte contre la criminalité des jeunes criminels. Il est d'avis qu'à nos jours la lutte contre la criminalité doit être intensifiée pas tellement contre les crimes plus graves, mais plutôt contre les actions qui sont moins dangereuses pour la société. A côté de cela, bien entendu, il faut s'efforcer, selon lui, à faire plus efficace la lutte contre la criminalité des jeunes criminels et en général à l'élimination des conditions qui font naître la criminalité.

Conformément à la compréhension de ce qu'il faut faire appel indifféremment aux moyens sociaux et juridiques: l'auteur discute séparément les principaux moyens sociaux et juridiques de la prévention de la criminalité des jeunes criminels.

Pour conclure je récapitule mon avis sur le livre de József Vigh ci-dessous:

Bien que les questions de la criminalité des jeunes criminels aient été examinées déjà par les auteurs de plusieurs monographies et de nombreuses études, le livre de József Vigh a donné des informations nouvelles au lecteur. Il recherche ces connexions de la criminalité qui étaient plutôt effleurées que d'une manière systématique élaborées dans les oeuvres antérieures. En outre, le livre peut être considéré comme le premier essai dans la littérature hongroise d'ériger en système la matière de la science de la criminologie, les questions qui rentrent dans cette catégorie. L'auteur met au point la relation entre la criminalité et plusieurs circonstances sociales et au cours de ses explications, il prend nettement position dans ces questions aussi qui n'avaient pas reçu jusqu'ici aucune réponse. Ce sont surtout ses explications sur la question de la présence de la criminalité dans la société socialiste qui ont une valeur particulière. Je pense que le livre de József Vigh est un gain sérieux pour notre littérature de droit pénal, mais en premier lieu pour la criminologie qui est en voie de développement, et il peut être consulté avec profit également par ces spécialistes de la pratique qui s'occupent des questions de la persécution de la criminalité.

J. FÖLDVÁRI

## J. Pintér: Le concept et l'importance du danger dans le droit pénal<sup>1</sup>

Le livre est divisé en quatre chapitres. Le premier chapitre analyse l'importance du danger dans la notion de l'infraction, le second examine la notion du danger et ses espèces, le titre du troisième est: «La tentative comme le type particulier des crimes mettant en péril», le quatrième contient quelques courtes conclusions synthétiques.

<sup>1</sup> Jenő, PINTÉR *A veszély fogalma és jelentősége a büntetőjogban*, Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1965. 190 p.

Avant de rendre compte du livre, il faut observer que dans les questions de détail, dans les diverses solutions l'auteur se réfère toujours aux lois positives. On y trouve beaucoup d'exemples pris du droit en vigueur et de la pratique. Tout de même dans sa conception fondamentale l'ouvrage ne se conforme pas aux dispositions normatives, mais en premier lieu il a présent à l'esprit le contenu réel du danger et son essence. Au moins c'est là que renvoient deux circonstances.

La première circonstance c'est que l'auteur mentionne ces infractions aussi parmi des crimes mettant en péril qui bien qu'elles *du point de vue du contenu*, sous le rapport de l'objet légal protégé contiennent un danger, dans leurs faits légaux le danger ne figure pas comme élément constitutif, mais c'est simplement seulement l'action ou l'omission qui sont définies comme des crimes. Ainsi par exemple l'espionnage suivant al. (1) de l'article 131 du Code pénal; se livre à l'espionnage qui «s'offre ou qui se déclare prêt à déployer une activité de reconnaissance en faveur d'un gouvernement étranger». Ou par exemple le crime de faux en documents publics et authentiques suivant l'article 220 du Code pénal. Ce crime est commis par celui qui «prépare un document public faux ou falsifie le contenu du document public».<sup>2</sup>

L'autre circonstance c'est que l'auteur considère la tentative et les préparatifs d'un crime aussi (si c'est punissable) comme un «crime» et comme un crime qui crée un danger défini dans une forme générale. Du point de vue du droit positif, cependant, la tentative n'est pas un «crime», mais seulement le commencement de la réalisation d'un crime déterminé (qu'il soit un crime matériel, un crime qui met en péril ou un autre crime), et ses conditions et effets juridiques diffèrent complètement — exception faite de certains caractéristiques identiques — des conditions et des effets juridiques du crime achevé. Dans la conception de l'ouvrage, cependant, l'essence matérielle de la tentative (des préparatifs) est importante, le fait qu'elle signifie un danger à l'objet protégé. Dans la focale, dans le foyer des recherches et des analyses de l'auteur se trouve le concept de droit pénal du danger qui attire comme le centre du domaine du droit pénal

entier les divers concepts et phénomènes en rapport avec le danger. Dans la suite donc, quand il s'agit d'un crime qui crée un danger, il faut entendre par cette expression les simples crimes d'action aussi.

Dans le premier chapitre l'auteur délimite le danger du danger du droit pénal. Ces conduites seules rentrent dans le cadre du droit pénal qui lèsent ou mettent en péril les conditions sociales existantes contre lesquelles les sanctions assurées par les autres branches du droit ne sont pas suffisantes. Il critique les définitions *formelles* variées du concept de l'infraction et défend sa conception matérielle dont le caractère dangereux social est également un élément constitutif. Avec cela il conduit aux questions en rapport avec la notion du danger du droit pénal. Puisque le danger est en rapport avec l'importance de l'objet protégé, il s'occupe dans une partie spéciale des questions qui concernent l'objet juridique protégé, la relation entre le danger et l'objet protégé. D'ailleurs, nous ne trouvons qu'ici des explications qui peuvent être considérées comme la définition de la catégorie de ces crimes qui créent un danger. Comme il écrit: «en opposition avec le préjudice causé sur l'objet de la perpétration de l'infraction qu'on désigne dans le droit pénal autrement par l'expression de résultat» aussi, dans le cas d'une partie des infractions pénales, le législateur «établit des peines non pas pour le fait d'avoir causé un préjudice, mais déjà pour le fait d'avoir fait naître en conséquence de l'action un état de danger, d'avoir mis en péril l'objet de perpétration aussi» (p. 19.). Cela, cependant, ne veut pas dire que l'auteur prend les crimes créant un danger et les soi-disant crimes immatériels comme des catégories qui se couvrent réciproquement (p. 32.). Au contraire, il classe les crimes créant un danger — après avoir analysé le concept du danger — parmi les résultats-crimes. C'est basé sur ce que le danger est d'un caractère objectif. Nous citons la motivation de son opinion «... la source du danger ayant une importance

<sup>2</sup> L'article 220 du Code pénal définit un simple crime d'action. La situation était différente dans la définition de l'article 391 de la loi No V. de 1878, dans laquelle le danger était un élément des faits constitutifs du crime. Nous le citons: «Celui qui aura fabriqué une fausse écriture publique ou en modifiant le contenu aura falsifié une écriture publique authentique, si un préjudice juridique en incombe ou peut incomber à quelqu'un...»

au point de vue du droit pénal est toujours en rapport avec une conduite humaine. Ensuite le danger est un phénomène objectif. Ces deux thèses servent de base pour une troisième constatation. En conséquence, les crimes créant un danger font partie du groupe des résultats-crimes, ils constituent l'une de leurs espèces spéciales» (p. 38.). Cela concerne également ces infractions, dans les faits constitutifs desquelles il n'y a point de référence au danger, la situation du danger en tant que «résultat» n'est pas un élément constitutif. Ce qui est essentiel c'est que le processus mis en mouvement par la conduite possède un caractère objectif. Comme il écrit: «Le caractère de résultat des crimes créant un danger a été déterminé par le processus objectif mis en mouvement ou créé par la conduite, bien que l'anéantissement de l'objet attaqué ne survienne pas.» (p. 182.) Cette opinion, laquelle classe parmi les résultats-crimes ces crimes, dans les faits constitutifs desquels le résultat ne figure pas même dans la forme d'une situation de danger, peut engager des discussions. La discussion, cependant, de cette question excède les cadres de cette critique.

Sont très intéressantes les analyses de l'auteur concernant le concept du danger (sous point C) du Chapitre II). Il analyse ce concept en exposant les opinions des auteurs plus anciens et nouveaux et en critiquant leur constatations. Suivant sa définition: «Le danger est un état né en raison d'une conduite humaine criminelle qui menace dans la position au repos, dans l'équilibre relatif inhérent à lui ou à travers des facteurs en mouvement d'un préjudice un intérêt protégé par le droit.» Le caractère objectif du danger est en rapport avec la constatation qu'il présuppose un changement dans la réalité extérieure.

Sont suggestives les analyses de l'auteur relatives à la *possibilité*, respectivement à la *probabilité* de la réalisation du préjudice, ensuite à l'*intensité* du danger et au degré de celle-ci. Suivant ses explications le danger est une notion *relative*, car il existe

toujours seulement en connexion avec un objet défini. Sous ce rapport l'auteur fait connaître les diverses opinions qui peuvent être retrouvées dans la littérature juridique, les opinions subjectivistes et objectivistes, et il les accompagne des critiques appropriées.

Il s'occupe aussi de la question de savoir le quel est le danger au cas duquel le législateur qualifie une conduite de crime. Il explique qu'à cet égard ce n'est pas la grandeur du danger, mais, par exemple, l'importance de l'objet qui est le point de vue décisif. Comme il écrit: «C'est prouvé par le fait que certaines actions ne constituant au point de vue du contenu que des actes préparatoires sont déclarées punissables.» L'auteur voit le motif de la détermination des infractions et de la déclaration de la punissabilité des crimes créant un danger — y compris les actes préparatifs punis comme des crimes *sui generis* — dans l'idée de la prévention générale. La loi sert généralement en déclarant une conduite de crime la prévention aussi. Mais lorsqu'il donne une définition légale aux crimes créant un danger, le législateur fait avancer cette prévention dans la période où le danger naît, et ainsi il produit un effet conforme de prévention et de rétention déjà au moment de la création du danger (p. 20.).

Sous les points D-F du Chapitre II l'ouvrage s'occupe de la classification du danger et de l'importance des diverses catégories du danger. Suivant l'auteur une différence démontrable ne saurait être constatée que concernant le danger, le danger immédiat et le danger public. Il mentionne en côtoyant le concept du danger abstrait aussi, mais il ne voit dans le concept du danger lointain qu'un concept identique avec le premier, en employant l'un à côté de l'autre en parenthèse. (Il ne s'étend pas à ce que tandis que le contraire du lointain est l'immédiat, le contraire de l'abstrait est logiquement le concret.) Suivant son opinion une différence qualitative ne saurait être dé-

couverte qu'entre le danger lointain et le danger immédiat, tout autre danger rentre dans une de ces deux catégories. Cela concerne également le concept du danger public. Il définit le danger lointain de la manière suivante: «Le danger lointain est un état créé par une conduite humaine dans lequel tous les facteurs objectifs nécessaires pour provoquer et faire naître directement un préjudice à l'objet protégé ne sont pas encore présents.» (p. 66.) La définition du danger immédiat est la suivante: «Le danger immédiat est un état né en conséquence d'une conduite humaine criminelle, dans lequel les facteurs objectifs en mouvement appropriés à créer un préjudice, une lésion à l'objet protégé, sont présents. L'un des traits caractéristiques du danger immédiat est encore que l'absence du préjudice peut être réduite au hasard objectif ou à l'activité humaine.» (p. 86.)

Comme il résulte de ces développements, la différence entre les deux espèces du danger consiste en ce qu'au cas du danger immédiat les forces constituant le danger sont appropriées à créer, sans autres phénomènes, sans autre influence, pour ainsi dire d'une façon automatique, un préjudice effectif à l'objet protégé. La réalisation des processus, des régularités, s'accomplissant dans la situation de danger, ne s'arrête pas, elle n'est interrompue qu'en conséquence d'un obstacle dirimant. Pour cette raison, c'est d'une manière qualitative qu'elle diffère d'un danger lointain. L'auteur se réfère sous ce rapport, en comparant le danger lointain et immédiat, à la relation existant entre la cause et la condition. En effet, au cas d'un danger lointain, la conduite ne crée que les conditions d'un préjudice ultérieur.

L'auteur dans cette partie de son ouvrage, dans laquelle il traite le danger public, fait connaître et analyse les données de la littérature juridique et du droit positif. Est bien connue cette opinion, suivant laquelle au cas d'un danger public le nombre des personnes menacées par le préjudice, respectivement la quantité et la valeur des biens exposés au danger sont

d'une grandeur indéterminable. Le danger est dénoté par la situation du danger public et celle-ci menace la collectivité. Ces circonstances cependant, suivant l'auteur, ne signifient point une différence de qualité. Le danger public est, selon lui, également un danger lointain ou immédiat, bien qu'il reconnaisse que dans certains cas tous les deux peuvent être présents. Comme il écrit: «la définition exprimant le danger lointain, respectivement immédiat est toujours d'une base certaine . . . pour décider si une action quelconque peut ou ne saurait être qualifiée comme faisant naître un danger public.» A cela, cependant, il ajoute que les caractéristiques relatifs au danger public ne sauraient être négligés et «la création d'un tel concept qui ne diffère que sous un rapport quantitatif des concepts des dangers lointains et immédiats, n'est pas superflue». (p. 119) La grande étendue et le caractère particulier qui sont caractéristiques pour le danger public dans la conception de l'auteur, sont un certain «plus», donc une telle différence qui fait du danger un danger public.

Le troisième chapitre du livre qui s'occupe de la tentative, ne constitue pas moins qu'un tiers de l'ouvrage entier et dans celui-ci nous rencontrons la série des problèmes bien connus de la doctrine de la tentative (par exemple, la notion et les caractéristiques de la tentative, la notion et la délimitation des actes préparatoires, le désistement volontaire, la tentative commise sur un objet inadéquat, respectivement avec des moyens impropres, etc.). Il est, cependant, singulier ici que ces phénomènes, ces concepts du droit pénal reçoivent une appréciation au point de vue du concept du danger. En effet, du point de vue des recherches, de la manière comment la question a été posée, et de la méthode de la discussion, c'est le caractère dangereux de la tentative, respectivement des actes préparatoires qui est la question centrale. A côté de la punissabilité c'est en raison de cette particularité matérielle que la période du commencement, respectivement de la préparation du crime monte

au rang du «crime» créant un danger. Dans cette partie on peut lire beaucoup d'analyses intéressantes, ainsi, par exemple, sur les rapports entre le danger et l'acte préparatoire, et de la tentative respectivement, ensuite sur le caractère différent du danger au cas de l'acte préparatoire et de la tentative, respectivement. Ce dernier est en relation avec le fait que l'acte préparatoire est seulement une menace lointaine de l'objet du droit. Il écrit: «... nous voyons la différence entre l'acte préparatoire et la tentative dans la qualité du danger causé par la conduite de l'homme.» (p. 147.) Au cas d'une tentative on est en présence d'un danger immédiat. L'auteur

considère que des exceptions sont possibles, telles sont la tentative du crime composé, la tentative interrompue à cause du désistement et les cas divers de la tentative impropre (p. 150).

La valeur du livre consiste en premier lieu dans la profondeur des analyses des détails. Ainsi est particulièrement important la mise à jour des éléments du contenu du concept du danger, ensuite l'élaboration des diverses espèces du danger et leur présentation dans les dispositions du droit positif. L'ouvrage est une contribution utile à la mise au point des problèmes rentrant dans ce domaine.

M. LÁZÁR

### O. Bihari: Theory of the representative organs with state authority\*

With the publication of the excellent monograph of Professor Ottó Bihari, entitled "Theory of the representative organs with state authority" under the auspices of the Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences the Hungarian socialist jurisprudence of state law got richer with a remarkable work.

It is encouraging that pioneering monographs are being published by Hungarian scholars of state law in a continuous course whereby the high level of the work of the scientists of this branch of jurisprudence is efficiently proved.

It is not intended here even to give an outline of the scientific values of the work to be reviewed in view of the fact that this work was done recently by the Scientific Degree Granting Board of the Hungarian Academy of Sciences with the granting the title "Doctor of the legal and administrative sciences" for Professor Bihari on account of his work reviewed here. The only purpose of the following review is to give an approximate idea for lawyers concerned with the problem worth to raise interest. With this in mind, attention should be drawn particularly to the points which

seemed to be of novel character among its statements and, accordingly, are regarded as findings with no previous analysis in the socialist literature.

First of all, the method of the work is highly remarkable. As it was emphasized by the author in the preface, the monograph was not intended to deal with the institutions of Hungarian state law and the representative organs of state authority brought into existence by the Hungarian constitution. Instead of this method an effort was made with a view to give a general character to the experiences and scientific achievements that were brought about by the jurisprudence of the socialist countries in the field of state law. Thus the work has its place in the domain of comparative state law. The statements of the author in this field, consequently applied throughout the work with the exception of a single chapter in which investigation was directed to demonstrate socialist tendencies of general character, have been regarded as of fundamental significance. In view of the above-said it was natural, however, that, as far as the volume of the problems of the work are concerned, a marked preference was made to the comparative material in relation to the

\* BIHARI OTTÓ, *Az államhatalmi-képviseleti szerkek elmélete.* (—) Budapest, Akadémiai Kiadó, 1963.

analysis of Hungarian legal institutions. As an only exception, the above-mentioned chapter on the legal acts of the representative organs with state authority should be mentioned containing no comparisons beside treating the relevant Hungarian legal dispositions.

The monograph, divided into 5 chapters and with more than 300 pages, starts with the main bourgeois principles of the structure of state organization. Within this complex problems of far-reaching nature are treated such as the problem of people's sovereignty, the theory on the division of powers, questions relating to autonomy, and a critical survey of the views and institutions concerning representation. The final conclusions drawn by Professor Bihari in this chapter, in which numerous problems are raised that require thorough investigation, say what can only be approved, i.e. the theory of the people's sovereignty, arisen as a progressive idea, was deprived from its entire substance by the bourgeoisie from the very moment in which it seized power. Besides, this idea is now denied by the bourgeois class since it is considered as dangerous for it. Thus the realization of people's sovereignty in its true form is still a task that the working class and the socialist system have to face.

As regards the principle of the division and balance of powers as elaborated by Montesquieu, it is pointed out that it was transformed to a simple division of labour after power was taken over by the bourgeois class. The division of functions proper was carried out, however, in a way favourable for the ruling class, with relatively frequent changes. Any sort of division of state powers with an eternal character has been thus non-existent and, although being a simple division of labour, the division of the functions of the state administration has been depending on class policy in every state.

The remarks relating to local organs are also worth to note. It is made clear in this respect that local organs only played an important role in the history of bour-

geoisie when struggle was fought for the central organs. The bodies vested with regional autonomy were degraded to nothing more than executive administrative organs without so-called own competence after the outcome of the struggle mentioned above. The more, even this competence suffered restrictions in present times in favour of deconcentrated organs.

The final conclusions made in connection with the institution of representation say that, with the increasing negligence of the principle of the people's sovereignty, the development of the institution of representation leads in capitalist countries from fixed mandates to negation or to the concept of the state of parties, respectively, in which representation of the people is replaced by the full powers of the bureaucratic administration of bourgeois political parties, implying the starting of the final liquidation of representation.

The new work of Professor Bihari offers, however, not only a highly instructive historical survey of the changes of the bourgeois principles of the structure of state organization. Starting from the experiences left by the Commune of Paris in the field of state organization, a very true picture is given in Chapter II of the new forms and institutions of state organization. An enumeration of some of the points of this chapter may make obvious that the problems dealt with here are of prominent importance. The individual problems treated in this chapter concern the following points: The soviets in the revolutions of 1905—1907 and 1917; state of emergency and the socialist state; the structure of state organization in the Soviet Union from 1917 till the enactment of the 1936 constitution; system of the state organization of the Soviet Union following the enactment of the 1936 constitution; character of representative organs with state authority and problems of principle concerning their competences; finally, the statutory delegation of the competence of local representative organs with state authority.

Following the two aforementioned chapters, of introductory, historical character the problems treated there are noteworthy for their first detailed analysis in Marxist legal and administrative sciences is linked to the activity of Professor Bihari.

Chapter III, giving an analysis of the representative system in the socialist state, seems to be the most remarkable part of the work from the point of view of scientific value for it contains the elaboration of the fundamental problems of the socialist system of representation. Investigating the basic problems of representative democracy, it is put down in this prominent chapter that the soviet form of representative democracy offers the highest degree of democracy for the working classes in the transitional period. This is a means to make an objective and regular rule the principle according to which the supreme level of state organization should be filled up by the system of representative organs expressing people's sovereignty. It may be stated in this respect that the socialist system of representation absorbed already numerous institutions of direct democratic character. In this connection the principle of socialist representation would suffer a deformation according to the view of the author if just the points mentioned above were not included into the analysis of the representative organs with state authority. With this in mind, it is made clear in the work that the existence of a true socialist democracy cannot be imagined without the dependence of representative organs from voters. True socialist democracy comprises indeed an established order of instructions from the part of voters, the recall of representatives, village meetings, congresses and conferences, the work of voluntary activists, people's initiatives aiming at the codification of problems etc.

Analysing the substance of representation under the conditions of the dictatorship of the proletariat it is pointed out that the principle of the dictatorship

of the working class is by no means contradictory to the necessary fact that the organs vested with state authority are the representative organs of the entire population at the same time. Mention is made of some factors proving the said assertion; first of all, the activity and constantly increasing influence of the Marxist-Leninist party is emphasized for this is a helpful means for the vanguard of the working class to guide and influence the entire activity of the state, on the basis of the ideology of the working class. In a socialist state the opinion of the population is not being formed mechanically or automatically; as it is emphasized also by the author, political information plays a leading role in this respect.

As regards the legal position of delegates in a socialist state, the views bearing on mandates or fixed mandates, respectively, are worth for particular attention. According to the wording of the author, one encounters the system of fixed or bound mandates when regarding the features that delegates receive "mandates of public interest" from their voters, they are bound to give accounts them regularly of their activity, and the mandates of the members of parliament or the councils may be recalled by the voters at any time. As to the instructions given to the members of parliament or the councils, respectively, same are not concerned with individual cases but have a binding force to follow a given political course with mandates of public interest. The election of a delegate or a group of delegates means not only votes for their persons but the act of voting implies besides the approval of the policy under the leadership of the party at the same time.

It is proved furthermore that there is a close relationship between interpellations and one of the ways of control of the system of direct representative democracy. As a second evidence or characteristic feature of the system of fixed or bonded mandates, the obligation of giving accounts or the socialist representative organs with state



authority of their activity is mentioned. Members of councils bear a responsibility to carry out the work assigned to them in the council or in its various bodies. This responsibility is emphasized, however, in respect of the accomplishment of tasks bearing on "mandates of public interest". Finally, members of the councils are responsible in person for the work of the whole body concerned.

According to the opinion of Professor Bihari, the most convincing argument of the existence of fixed or bonded mandates appears in the form of the socialist system of the responsibility of representatives.

The possibility of the recall of members of parliament or the councils, respectively, has been included into the constitution of most of the people's democratic countries. As regards councils, three principal methods have been established as main types of the system of recall: a) recall by the voters by means of open voting at a meeting of voters; b) recall by the voters by means of secret voting; c) recall by the competent representative organ or body with state authority in the name of the voters.

When proving, and approving, the undeniable right of the organs with state authority as bodies representing sovereignty partly or in full of acting also as a disciplinary authority in relation to its members, Professor Bihari stands for the actual settlement established in Hungary. Besides, it should be taken into consideration in this respect that lengthy procedures of recall would be concurrent with heavy damages of moral character. In the views of the author, the disciplinary power of the representative organs with state authority should be extended as far as including deprivation of mandates. In view of the argumentation given in the preceding it seems to be fully logical to prove that the system of fixed or bonded mandates is a natural characteristic of socialist states. Accordingly, the relevant conclusions have to be drawn in all cases when the place of representative organs is to be delimited in the state organization.

The system of constituencies is an other problem the first detailed analysis of which is the merit of Professor Bihari. The starting point of investigation is the mentioning of a point characteristic for socialist states i.e. to ensure the closest possible connection between representatives and the population or, better said, the respective voters. The advantages of individual constituencies with a single seat seem to appear in the circumstance that the areas in which representatives have to accomplish the duties resulting from their function are relatively smaller. Thus this is the way of solution with which direct representation, with all of its characteristics, may be realized in the easiest way. The maintenance of the list system is not opposed, on the other hand, in relation to the supreme representative organs with state authority.

Remarkable comments may be found furthermore on the content of mandates given to delegates and of the activity of representative organs with state authority as well as the protection of the rights of delegates.

The comments made in respect of the mutual relations of representative organs with state authority distinguish themselves by their theoretical importance. It is stated for this problem that exclusive competences may not be sub-delegated but their deprivation from the part of higher state organs is equally impermissible. Elected organs with state authority expressing people's sovereignty cannot be subjected to state administrative organs. For this reason, powers of substitution may not be granted the executive committees of councils. The ordinances of state administrative organs issued within their competence are binding for citizens and other state administrative organs as well. Government decrees, with a general character, as well as the decrees of ministers within the relevant fields of administrative competence have, similarly, binding legal force for the local organs of state authority. Some limits are set, however, for state

administrative organs both by Hungarian legal dispositions and by the law of other socialist states. Thus, they have no power to delimitate the competence of representative organs with state authority and are not allowed to transfer competences for subordinate state administration organs in so far as the competences concerned lie within the legitimate power of the organs in question. Furthermore, state administration organs have equally no power to constitute normative acts by which affairs pertaining to the competence and, particularly, to the exclusive legal competence of organs with state authority would be amended.

Commenting on a disposition of the Hungarian Constitution (para. 31, sect. [3]), it is emphasized that the disposition in question must not be interpreted by no means as if the competences of local organs with state authority were influenced by all normative acts of the central organs of state administration. A settlement in the above sense would mean namely an infringement of a legal principle i.e. the primacy of organs with state authority in the socialist state. The aforementioned statements, relating to matters of principle and appropriate in their wording, are applied and improved in Chapter IV on the legal acts of representative organs with state authority. First of all, the conclusions with a practical significance should be here emphasized just as in Chapter V dealing with "internal" bodies of the representative organs with state authority.

Only a limited number of the problems treated in Chapters IV and V are mentioned in the following, presented so as to raise a high interest and a vivid discussion in all probability. Among these the statements put down in connection with the general, exclusive, and singular competences of the National Assembly should be mentioned first and foremost according to which the exclusive competence of legislation of the National Assembly must not mean more than a formal guarantee that legal acts

made by other organs would not acquire the force of law and, consequently, cannot abrogate bills passed by parliament. The delimitation of the exclusive competence of the legislative body is treated as a possible and necessary requirement. In a further point bearing on the various types of decisions taken by parliament it is put down that the versatility of legal acts, from both substantial and formal points of view, is due to the fact that the legislative body expresses its will on the basis of the authorisation of the working people. In doing so, it constitutes legal rules and exercises a control over the entire system of state administration. The separation of the said functions, justified from the point of view of legal acts, must not give way to a mixture of the said acts, on the other hand, as regards their content and form.

As to the problems of the delimitation of the competences of local representative organs with state authority, the regulation of exclusive competence by positive law appears to be as an important task beside general regulation of the complex. Moreover, the precise regulation of the so-called mixed competences is an urgent task in view of the lack of the delimitation of competences. Collisions in relation with the legal acts and normatives of local representative organs with state authority may only arise out of contradictions with the normative acts of a representative organ with state authority and of higher instance or of the government. In case of an actual collision, the legal act of the organ of the lower instance has to be amended.

In view of the abovesaid, the representative organs with state authority, of higher instances, should have strictly delimited competences whereby infringements of the law are prevented not only in individual cases but also concerning normative acts.

As concerns the preference of the cassation or the reformative methods, reference is made to the fact that there is

no conformity in this respect between the regulation given by Hungarian law and the valid regulations in the majority of the socialist states. As it is known, supporters of the cassation system are in majority. The relevant practice of the councils should be changed according to the views of the author and, in general, more preference should be given to the cassation system.

Finally, the comments on the standing and provisional committees of the councils should also be regarded as problems worth to be put in the foreground. Besides, Professor Bihari has been a distinguished expert of the problem and published a separate essay on the committees of councils in 1958. According to the definition given in the aforementioned essay, the committees of councils in Hungary are subsidiary organs of the councils i.e. the local organs with state authority functioning in collegial form, supporting the councils by submitting proposals, giving comments and effecting control, one of their principal purposes being, however, to make broad masses of the population engaged with state activity. The proposals the author submitted when taking stand in the recent discussions in jurisprudence bearing on the said committees are of remarkable practical value. In his views the competences of administrative organs should be examined principally from the point of view of normative acts they issue at present so that the broadest masses of the population are concerned by them. As regards standing committees, the most important problem seems to be the transfer of the competences in connection with the aforesaid normative acts. An appropriate settlement would entail the re-shaping of the entire guiding and directing system of the councils. The importance of council committees set up on a regional basis, with a growing similarity with the regional groups of deputies, is constantly increasing according to the author's view.

As Professor Bihari sees it, the functioning of the socialist state cannot be

imagined without the activity of the "internal" bodies of the representative organs with state authority. The crucial point appears to be in this respect the connection between direct democracy and the democratic functioning of the socialist representative organs with the intermediary of the said organs and thereby the preparation of the various forms of self-administration to be realized later.

In a way that cannot be but firmly approved, the author takes stand in the problem of increasing the rate of social elements in administration, giving thus a summary at the end of the work. Taking into consideration the final purpose i.e. communist self-administration, actual conditions and real development are taken as basis, avoiding thus to take hypothetical conditions in the legal and administrative sciences which would appear as reflect a utopy.

It may be taken for granted that the work of Professor Bihari reviewed here, characterized by a moderate and real view over its full length, analysing a rich reference material, and distinguished by a bold critical approach to problems will give birth to discussions in socialist jurisprudence.

Readers will be no doubt favourably impressed by the work having a fascinating and well arguing style from beginning to end, and written in a highly distinguished language. The prominent author, searching truth and, when found, firmly proving it, seems to be present when reading each sentence of the work. This personal character, meriting besides full appraisal, led to the treatment of some problems in an excessively complicated form in some cases.

The work published under the auspices of the Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences, provided with summaries in two foreign languages and detailed index and register, presented in an attractive form, takes its place with full reason in the series of publications dealing with legal problems and presented in increasingly attractive forms.

GY. ANTALFFY



## *Informationes*

---

### L'arbitrage dans le commerce extérieur des pays socialistes de l'Europe<sup>1</sup>

Le sujet peut être divisé en trois parties. La première partie traitera la question, pour quelle raison existent et en quoi consistent les tribunaux arbitraux dans les pays socialistes et quel est le cadre de leurs fonctions; la deuxième partie présentera leurs règles de procédure, et la troisième exposera quelques principes fondamentaux, qui guident les tribunaux arbitraux dans leur jurisprudence.

#### I

Pourquoi y a-t-il du tout de l'arbitrage dans les pays socialistes? La réponse est bien simple: d'une part la promptitude, la modicité des frais de procédure, la compétence professionnelle et le fait, qu'il n'y a en essence qu'une seule instance — tous des avantages de la juridiction arbitrale — représentent des avantages convainquants pour les pays socialistes aussi, d'autre part, le commerce extérieur de l'Occident a définitivement adopté l'arbitrage; et puisque tous les pays socialistes tiennent aux relations commerciales avec l'Occident — tout comme l'Occident cherche de plus en plus les marchés de l'Orient, le commerce entre l'Occident et l'Orient étant d'un grand intérêt politique et économique — il est compréhensible que les pays socialistes de l'Europe aient institué leurs tribunaux

arbitraux (il y en a, qui l'ont fait il y a dix ans, d'autres il y a quinze ans et l'Union Soviétique il y a 33 ans) et qu'ils aiment voir dans leur commerce extérieur la clause compromissoire.

Le fait, que les pays socialistes ont adhéré aux conventions de New York et de Genève et les ont ratifiées, prouve à quel point ils se considèrent intéressés dans la juridiction arbitrale dans le domaine du commerce extérieur. La République Démocratique Allemande fait exception, cela ne dépend cependant pas de la volonté du pays intéressé, mais de sa situation internationale spéciale.

Dans la plupart des pays socialistes — à l'exception de l'Union Soviétique et de la Tchécoslovaquie — seulement des cas dérivant des relations internationales peuvent être soumis aux tribunaux arbitraux. Aucun des pays intéressés ne permet à des particuliers de leur pays de s'adresser au tribunal arbitral et le permet à des personnes juridiques (mais seulement à des entreprises et institutions d'État) avec les deux exceptions mentionnées plus haut, seulement lorsqu'au moins une des parties est ressortissant étranger ou personne morale étrangère. La compétence du tribunal arbitral de Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de la République Démocratique Allemande peut être stipulée entre deux parties étrangères aussi. Le recours au tribunal arbitral de la part de personnes morales du pays en Union Soviétique et dans la Tchécoslovaquie se trouve bien dans la règle de droit, mais beaucoup

<sup>1</sup> Conférence faite le 3 novembre 1965 au Cercle des juristes des organisations intergouvernementales de Genève.

moins dans la pratique, car des litiges entre les entreprises, institutions et organes du pays rentrent, s'ils sont en rapport avec le plan du pays en question, dans la compétence d'un tribunal arbitral ou plutôt d'une commission arbitrale spéciale, qui veille surtout à la réalisation du plan, et si le litige n'est pas en rapport avec le plan, il est du ressort de la juridiction ordinaire.

Il existe dans tous les pays socialistes, à l'exception de la Bulgarie, la possibilité légale de deux sortes de tribunaux arbitraux: celle du tribunal arbitral ad hoc et celle du tribunal arbitral institutionnel.

On ne connaît et ne peut connaître que bien peu de la juridiction arbitrale ad hoc en plus de la règle de droit, qui permet son établissement. Raape a de bonnes raisons d'appeler la juridiction arbitrale ad hoc «l'enfant terrible» de l'arbitrage; la situation est en effet, que l'arbitrage de cette sorte est incontrôlable, qu'il n'y a pas moyen de réunir son mode de procédure, qu'il faudrait apprécier ses connaissances professionnelles dans chaque cas à part; ces tribunaux ont, en général, l'aspiration de s'aventurer hors de l'empire du droit strict dans une sorte de sphère au-dessus du droit, de ne pas juger, mais de concilier, de marchander, en un mot, ces tribunaux arbitraux sont plutôt des médiateurs, que des instances de droit.

Mais ce qui précède n'est, justement au point de vue de la juridiction arbitrale des pays socialistes, que d'une importance plutôt théorique. En Hongrie, il n'y a eu depuis 13 ans, donc depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code de Procédure Civile, que quelques cas, qui furent soumis à un tribunal arbitral ad hoc, au total peut-être deux ou trois. L'explication de ce petit nombre est bien simple. L'organe supérieur des entreprises du commerce extérieur prescrit le recours à des tribunaux arbitraux institutionnels — pour autant que les parties conviennent de recourir à un tribunal arbitral socialiste. Il est superflu d'analyser ici en détail la question pourquoi ce sont plutôt les tribunaux arbitraux ad hoc qu'institutionnels, qui

figurent dans les clauses compromissaires des contrats entre entreprises socialistes et celles de l'Occident, il ne faut mentionner qu'une circonstance, le fait, qu'il n'y a en Occident que relativement peu de tribunaux arbitraux institutionnels, auxquels n'importe qui peut recourir et encore ceux-ci se préoccupent — en général — plutôt de la décision de questions préliminaires, comme p.ex. les contestations sur la qualité des marchandises, etc. Le tribunal arbitral de la Chambre de Commerce Internationale, qui est institutionnel et en même temps il ne l'est pas, ne doit naturellement pas être classé ici. Il est institutionnel, parce qu'il a un organisme fixe, et il ne l'est pas, parce qu'il n'a pas de liste fixe des arbitres.

Revenant aux pays socialistes on peut constater, qu'en général, mais surtout au point de vue du commerce extérieur, c'est seulement l'existence et le fonctionnement des tribunaux arbitraux institutionnels qui vaut la peine de s'en occuper. Ces tribunaux arbitraux, qui ne statuent — sauf les deux exceptions mentionnées — que sur des litiges du commerce extérieur, ont ceci de commun, qu'ils se rattachent à l'organisme de l'unique chambre de commerce extérieur du pays intéressé. Cela veut aussi dire, que les arbitres sont désignés ou par l'assemblée générale annuelle de la chambre de commerce, ou par sa direction. Il va sans dire, que les connaissances professionnelles nécessaires et les antécédents irréprochables sont une condition de la désignation.

Le nombre des arbitres est de 15 en Union Soviétique, en Bulgarie et Roumanie, tandis qu'en Pologne le minimum est de 30 personnes. Le petit nombre des arbitres restreint dans une certaine mesure la possibilité des parties de désigner leur arbitre, car plus le choix est large, plus la désignation sera facile à la partie litigante. En même temps cependant — et c'est le revers de la médaille — les entreprises de commerce extérieur (socialistes et occidentales aussi) apprennent à connaître les 15 arbitres qui sont des facteurs notables de la vie juridique et économique

et il serait peut-être plus facile de se former une opinion et de choisir parmi eux, si leur nombre était plus élevé. Il faut mentionner encore une circonstance au sujet de la liste des arbitres, notamment le fait, que la liste des arbitres comprend en Tchécoslovaquie et en Pologne aussi des directeurs et avocats du contentieux d'entreprises de commerce extérieur, ce que les tribunaux arbitraux expliquent en disant que ce sont justement ces personnes qui ont le plus de connaissances professionnelles, puisqu'elles vivent dans le commerce extérieur. Il y en a qui pensent qu'une telle liste des arbitres n'est pas très attrayante pour l'étranger. L'expérience le prouve aussi, que ces arbitres sont, eux aussi, des juges et non des parties, et, avec les mots du feu professeur Genkin, jadis doyen de l'arbitrage socialiste, ils traitent les affaires avec une objectivité préméditée. La règle du tribunal arbitral près la Chambre de Commerce de Hongrie, qui autorise la partie étrangère à désigner comme arbitre une personne ne figurant pas sur la liste, avec la seule restriction, que cette personne soit de nationalité étrangère, est, quand même, très attrayante. Que la partie étrangère fasse usage de ce droit ou non, le fait, qu'elle *puisse s'en prévaloir*, est un facteur propre à augmenter la confiance. L'autre règle — non moins importante — est qu'aucun employé du commerce extérieur, de quel grade qu'il soit, n'est porté en Hongrie sur la liste des arbitres, quoique le règlement de procédure ne le défende pas.

Il faut aussi mentionner brièvement, que l'objectif de premier ordre des tribunaux socialistes est d'obtenir par leur juridiction la confiance de tout le monde. Cela vaut surtout pour la relation Ouest — Est, parce que dans les litiges des entreprises socialistes entre elles cette confiance existe absolument.

Cette confiance a sans doute ses adversaires. Lors d'une conférence entre juristes du commerce extérieur Orient — Occident en 1958, ces doutes furent formulés comme suit: les arbitres sont désignés par les chambres de commerce compétentes. L'or-

gane supérieur de ces chambres de commerce est le Ministre du commerce extérieur. Les directeurs des entreprises de commerce extérieur sont, eux aussi, nommés par le Ministre du commerce extérieur, le juge et la partie reçoivent donc leur mandat du même lieu. Ceux qui parlent, ou même ne font que penser ainsi, oublient l'autonomie des chambres et, en plus, le fait, que l'arbitre non seulement n'accepte pas d'instructions de qui que ce soit, mais il n'en reçoit aucunes. Ainsi l'arbitre du tribunal arbitral socialiste n'est — contrairement à la conception américaine, qui ne trouve rien à y redire — pas le premier ou le second avocat du client, mais juge, pour qui non seulement l'indépendance de fait, mais aussi l'indépendance morale la plus absolue est obligatoire.

Les tribunaux arbitraux des chambres de commerce ont — à l'exception de la Bulgarie et de la Hongrie — un président, respectivement un présidium (président, vice-présidents). Le seul point fixe de l'organisme des deux tribunaux arbitraux mentionnés est le secrétaire du tribunal arbitral, qui administre d'ailleurs tous les tribunaux arbitraux, subordonnés directement au président de la chambre de commerce.

## II

Les règlements de procédure en vigueur en Union Soviétique, en Tchécoslovaquie et en Hongrie offrent aux parties la possibilité de convenir d'un arbitre unique commun, en Tchécoslovaquie avec la modification, que lorsque les parties ne sont pas tombées d'accord ni sur un arbitre, ni sur trois, c'est le président du tribunal arbitral qui décide que l'affaire soit jugée par un arbitre unique ou par une chambre de trois arbitres. En ce qui concerne le tribunal arbitral en Yougoslavie, la sentence est rendue au-dessous d'une certaine importance du litige, faute de stipulation contraire des parties, par un arbitre unique. Les règlements des tribunaux arbitraux en Bulgarie, dans la République Démocrati-

que Allemande et en Roumanie ne connaissent que des tribunaux arbitraux statuant en chambre, de sorte que le président est choisi par les arbitres comme, d'ailleurs, aux tribunaux plus haut mentionnés aussi.

Ce président n'est pas un tiers arbitre, et pas un *umpire* non plus, mais un arbitre comme ses collègues, avec le même droit de vote, en plus il a le droit de présider à l'audience.

Les règles, que la procédure du pays en question prescrit pour la récusation des juges ordinaires, s'appliquent aux arbitres aussi.

Il y a encore une remarque à faire au sujet des arbitres. L'expérience prouve, que les parties choisissent d'habitude un juriste comme arbitre. La cause en est la conviction, pour la plupart bien fondée, que le plus souvent ce ne sont pas les faits qui sont contestés, mais bien leurs conséquences juridiques.

Il va sans dire, qu'avant de commencer de s'occuper de la demande introductive d'instance, de la défense, de l'exception de compensation et éventuellement de l'action récursoire, le tribunal arbitral doit tout d'abord éclaircir, s'il est compétent à connaître du litige. La compétence est basée — et à ce sujet il n'y a pas et ne peut pas y avoir de différence entre l'Occident et l'Orient — sur un contrat international, une clause compromissoire ou sur un compromis. De leur forme et essence il faudra dire seulement, que les tribunaux arbitraux socialistes n'exigent pas les formalités prescrites par quelques lois de l'Occident ou des pays d'outre-mer, notamment que le contrat, la clause compromissoire ou le compromis soient consignés dans un acte public, un acte sous seing privé remis à un agent de l'autorité ou au moins sur papier timbré; leur seule stipulation est l'écriture sans formalité; pour un compromis il suffit même, que le demandeur introduise sa demande et le défendeur se défende, sans contester la compétence.

C'est le secrétaire de certains tribunaux arbitraux, ainsi de ceux de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, qui a le droit et

devoir de demander le complément d'une demande incomplète, et cela à peine de déchéance. Pour d'autres tribunaux arbitraux, comme pour ceux de la Bulgarie et de la Yougoslavie, c'est la tâche des arbitres désignés ou celle de l'arbitre unique d'examiner le matériel soumis par les parties et d'inviter celles-ci au besoin à le compléter ou le refaire. Il y a naturellement une grande différence entre les deux variantes. Le secrétaire ne peut faire redresser que des vices de forme, tandis que les arbitres invitent les parties à faire des compléments de fond.

Tous les tribunaux arbitraux traités se basent sur la compétence de la compétence, principe, que d'ailleurs la convention de Genève a aussi adopté. C'est donc le tribunal arbitral qui décide sans appel, s'il est compétent pour statuer sur le litige; ce n'est pas différence essentielle, que pour les tribunaux arbitraux de Tchécoslovaquie et de la Pologne ce soit la présidence du tribunal arbitral qui décide, tandis qu'en Yougoslavie c'est la chambre saisie, mais complétée de deux membres, qui le fait.

Après avoir constaté sa compétence et lorsqu'il n'est pas nécessaire de compléter la demande, le tribunal fixe le jour de l'audience orale et ne renonce à le faire, que si les deux parties demandent que sa décision soit prise sur les pièces produites, sans audience orale.

Dans la République Démocratique Allemande l'audience est précédée d'une tentative obligatoire de conciliation. Tous les tribunaux arbitraux appliquent un procédé facultatif, en invitant les parties à conclure une transaction et en apportant sans aucune formalité leur contribution à une transaction avant ou pendant le procès. Des règles spéciales à ce sujet se trouvent seulement dans le règlement yougoslave et en quelque sorte dans celui de la Tchécoslovaquie. La conciliation obligatoire n'a d'autre résultat qu'une prolongation exagérée du procès et il vaut mieux que le tribunal fasse à un moment psychologique l'essai — en évitant tout formalisme — d'influencer les parties, pour



qu'elles concluent une transaction. Inutile de dire, que les exposés des parties au cours de la conciliation préalable ne leur portent pas de préjudice dans le procès: on ne peut naturellement pas nier catégoriquement, que les exposés insérés dans le procès-verbal de conciliation ne puissent involontairement influencer les juges.

Sauf pour le tribunal arbitral de Roumanie l'audience est, en général, publique. La discrétion, à laquelle on tient tant dans l'arbitrage des pays de l'Occident, n'a pas la même importance dans l'arbitrage socialiste, quoiqu'elle ne soit pas négligée. Celui qui a violé un contrat, devra supporter non seulement les conséquences de la rupture du contrat, mais aussi, qu'une publicité plus ou moins large permette de tirer des conclusions de ses gestions quant aux rapports d'affaires futures. Il s'agit ici, cependant, plutôt de principes, que de pratique, parce qu'avec peu d'exceptions l'audience n'est tenue qu'en présence des parties, respectivement de leurs fondés de pouvoirs.

Il est inutile de décrire ici les détails de l'audience. Si l'on accepte comme modèle n'importe quel tribunal arbitral institutionnel de l'Occident — mais non anglo-saxon — comme modèle on ne trouvera guère de différences.

Répliques en nombre illimité, témoins, experts, tout comme devant un tribunal de droit commun; le droit étranger n'est pas un exposé qui appelle la preuve, mais une question de fait, le tribunal a le droit souverain d'appréciation, etc. Il faut cependant souligner une circonstance. En matière de preuve le tribunal n'est pas lié par les propositions des parties, mais peut aussi ordonner une enquête d'office. Les règlements de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Yougoslavie permettent, que les parties fassent appel au tribunal de droit commun pour obtenir des mesures conservatoires. Par ailleurs, le rôle du tribunal de droit commun a peu importance il n'en a tout au plus au tribunal arbitral hongrois, en tant que c'est seulement le tribunal de droit commun, qui peut ordonner des mesures coercitives (audition de

témoins ou d'experts récalcitrants). Il faut souligner — ce qui est d'ailleurs naturel — que le faux témoignage devant un tribunal arbitral est jugé de la même manière, comme s'il avait été fait devant la juridiction ordinaire.

Il faut traiter la question, à quel point l'autonomie des parties se fait valoir pour choisir le droit de procédure. Il est évident qu'il ne peut pas être question à ce sujet d'une telle autonomie, puisque le règlement du tribunal arbitral équivaut en lui-même à la «lex fori», dont il s'ensuit logiquement, qu'il faut faire appel dans toute question, pour laquelle ce règlement ne contient pas de disposition, au code de procédure civile du pays en question. Le fait, que les arbitres décident à huis clos au sujet des ordonnances relatives à la direction du procès ou de la sentence n'a peut-être rien de particulier. Dans certains pays (Union Soviétique, Bulgarie, Roumanie) un arbitre représentant une opinion minoritaire joint son avis aux pièces; selon le règlement soviétique, roumain et bulgare cet avis doit même être inséré dans la sentence. Aux autres tribunaux arbitraux — ainsi en Hongrie — il n'y a pas de règle à ce sujet, mais la coutume est, que si l'un des arbitres est d'un autre avis que la majorité, il joint son opinion aux pièces, dans une enveloppe cachetée.

Il est intéressant de constater, que les mesures valables à ce sujet en Union Soviétique, en Bulgarie et en Roumanie représentent un rapprochement à la pratique suivie en Angleterre et aux États-Unis. Ces règles rompent le principe de la collégialité et portent à côté du vote majoritaire — les avis individuels des arbitres au premier plan. Il est peu probable, qu'une telle solution soit susceptible à rehausser l'autorité du tribunal arbitral. Le principe «Roma locuta, causa finita» est meilleur et les parties ne doivent pas voir ce qui se passe derrière les coulisses du huis clos, il n'est même pas bon qu'ils le fassent.

Il va sans dire que tout tribunal arbitral doit strictement respecter le principe de l'égalité des parties, il doit donc offrir les

mêmes moyens au demandeur et au défendeur. Le commandement «nec ultra petitum» d'une part et la décision du litige tout entier d'autre part doivent être obligatoires pour tout tribunal arbitral.

Au lieu d'exposer les différents éléments de l'audience, au sujet desquels il n'y a rien à dire de nouveau et d'intéressant il est préférable de passer à quelques aspects, qui guident les tribunaux arbitraux dans leurs décisions.

Mais, avant d'analyser cette question, il faut parler du droit des parties à choisir le droit de fond, de leur autonomie dans le domaine du droit de fond.

L'autonomie peut être illimitée ou limitée, ou bien les parties peuvent en être privées. L'autonomie est illimitée, lorsque les parties choisissent à leur gré le droit de fond à appliquer; elle est limitée, lorsque le droit doit être en relation décisive, ou seulement subsidiaire avec l'acte. Il n'y a pas d'autonomie, lorsque le tribunal arbitral fixe lui-même — indépendamment de la volonté des parties — le droit de fond à appliquer.

L'Union Soviétique, la Tchécoslovaquie et la République Démocratique Allemande acceptent l'autonomie illimitée des parties. La Tchécoslovaquie a déclaré le principe de cette autonomie — contrairement à ses lois antérieures — dans le nouveau code de droit international privé, mis en vigueur récemment. La Pologne, par contre, reste sur la base de sa loi ancienne et, s'en tient pour le moment au principe que seulement le droit de fond, qui est en rapport très étroit avec l'objet du litige, soit appliqué. Il faut cependant s'arrêter au fait, que la Pologne prépare, elle aussi, une nouvelle loi sur le droit international privé, dans laquelle elle abandonnera sans doute cette position. La Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie et la République Démocratique Allemande gardent le silence à ce sujet. Mais un terme est mis à ce silence — naturellement à l'exception de la République Démocratique Allemande — au moins en ce qui concerne les États ratifiants — par la convention de Genève, dont le VII<sup>e</sup> article

accorde aux parties une autonomie illimitée. Quand il s'agit par contre d'un pays n'ayant pas adhéré à cette convention, il dépend de la jurisprudence constante ou de la décision d'espèce si le tribunal arbitral opte pour l'autonomie illimitée, limitée ou éventuellement pour l'omission absolue de l'autonomie. Une part de la jurisprudence professe et prend comme point de départ, que pour des tribunaux arbitraux institutionnels, ayant des racines profondes dans le système légal de leur pays, l'adoption de la «lex fori» comme droit de procédure comporte aussi la «lex fori» pour le droit de fond. La pratique des tribunaux arbitraux des pays socialistes est différente. L'un ne veut pas dire l'autre. Mais il faut relever ici trois circonstances. L'une est, que l'autonomie ne pourra jamais aller aussi loin, que les parties puissent fixer le droit à appliquer «in fraudem legis» ou «juris». C'est peu probable dans des affaires de commerce extérieur, mais un tel cas pourrait se présenter, à la rigueur par des manœuvres en vue de tourner les restrictions de change. Une autre remarque est, qu'il n'est question de l'autonomie, que lorsque des parties de l'Occident et de l'Orient, ou seulement des parties de l'Occident s'affrontent, parce que pour les litiges entre parties socialistes les conditions appelées «Conditions générales de vente» — pendant socialiste des conditions modèle de vente de biens meubles de La Haye — prévoient, que ce soit toujours le droit du vendeur qui soit appliqué. Cela ne vaut pour le moment, bien sûr, pas pour la Yougoslavie, mais il est à supposer que tôt ou tard ce pays va aussi adhérer aux Conditions générales de vente, qu'on est maintenant en train de modifier. Une troisième observation est, que les tribunaux arbitraux socialistes prennent pour base, même sans règlement légal de ce genre l'autonomie illimitée des parties.

Il y a trois, et selon la Cour Suprême de la République Fédérale Allemande même quatre échelons de la possibilité pour les parties de choisir le droit.

Le premier est celui traité plus haut,

lorsque les parties stipulent expressément le droit à appliquer. Le second est, lorsque le tribunal peut déduire la volonté des parties des stipulations du contrat. Le troisième échelon est lorsque le tribunal fait valoir la volonté présumée des parties.

On peut conclure à la volonté des parties, lorsque celle-ci s'ensuit de la teneur du contrat. Sans mentionner un système de droit, les parties en comprennent les dispositions dans leur contrat. Cela équivaut au choix du droit de fond, parce que si elles mentionnent dans un contrat des dispositions, qui forment la substance d'un système de droit international privé, il faudra accepter le système de droit en question comme base du contrat.

C'est ici qu'il faut traiter la question appelée «Spaltung». La jurisprudence prend des positions différentes à ce sujet. Par exemple le Tribunal Fédéral Suisse n'a jamais sanctionné la grande «Spaltung». La grande «Spaltung» ne s'est produite chez les tribunaux arbitraux des États socialistes que rarement et seulement dans les relations entre pays capitalistes et pays socialistes. La littérature ne mentionne pas de tel cas. Il n'y a donc pas lieu de discuter la question théoriquement dans cette communication.

Pour revenir maintenant sur le problème du choix du droit, si les parties n'ont pas opté expressément pour un droit et si les stipulations du contrat ne renferment pas la substance d'un système de droit, les tribunaux arbitraux socialistes ne cherchent pas la volonté présumée des parties — volonté hypothétique, qui est plus ou moins une fiction et ne sert qu'à étendre le sentiment d'autonomie. Au vrai dire, dans ce cas c'est le tribunal arbitral même qui fixe le droit de fond à appliquer. Il se peut, il est même probable qu'il penche vers la «lex fori», il se peut, qu'il suive le principe de la «lex domicilii venditoris», qui est obligatoire dans les litiges entre firmes des pays socialistes. C'est même probable. Il y a quelques cas, où le vendeur était de l'Occident ou d'outre-mer et le contrat

était conclu au siège du vendeur; le paiement s'était fait chez le vendeur, dans un tel cas les tribunaux arbitraux socialistes ont appliqué le droit de fond du pays du vendeur.

### III

En plus du choix du droit, mais précisément avant cette question, il faut en éclaircir encore une autre: est-ce que le fait, que, selon les principes fondamentaux du droit international, les États ont droit à l'immunité, ne présente pas d'obstacle à la juridiction arbitrale et, puisque le propriétaire des entreprises de commerce extérieur socialistes est toujours l'État, est-ce que les entreprises socialistes ne se défendent pas contre leur mise en cause en invoquant l'immunité, ou enfin si elles ne se servent pas de ce moyen de défense, est-ce qu'elles ne refusent pas, étant donné cette immunité, d'exécuter le dispositif de la sentence?

Passant en revue tout le domaine de l'arbitrage socialiste on peut répondre nettement «non» aux deux questions. Les motifs du «non» sont bien simples. Maintenant les États socialistes ne se basent plus sur l'autarchie, mais, en tenant compte des exigences de l'économie, des aspects de matière première, des ressources énergétiques et de la main d'oeuvre, ils créent et élaborent une division et une coordination du travail et de la production.

Pour ce fait ils ne peuvent pas, en cas d'un litige international, s'enfermer dans la forteresse de l'immunité, mais doivent se soumettre au tribunal arbitral socialiste ou capitaliste créé ou accepté par eux. Et lorsqu'ils se trouvent opposés à des entreprises de commerce extérieur de l'Occident ou d'outre-mer ou à des entreprises industrielles exportatrices de ces pays, ces entreprises socialistes d'État doivent absolument se conduire, justement pour élargir les relations futures et dans l'intérêt de la coexistence pacifique, comme si elles étaient — sous ce rapport — des entreprises privées ne pouvant pas invoquer l'immunité.

Il n'existe pas d'entreprise socialiste qui n'aurait pas donné suite à la sentence en cas de condamnation.

D'ailleurs le fait, que les pays socialistes d'Europe ont adhéré à la convention de Genève sur l'arbitrage dans le commerce international de l'Europe a réglé cette question et l'a fait dans le II<sup>e</sup> article de cette convention d'une manière, qui ne prête à aucune équivoque, et — espérons-le — irrévocablement.

Pour donner sa forme à l'abandon de l'immunité, des règles de droit établissent dans tous les pays socialistes, que les entreprises de commerce extérieur sont des personnes morales indépendantes, qui répondent avec tout leur actif de leurs obligations. Les règles de droit ne mentionnent pas du tout que c'est l'État, qui a mis cet actif à leur disposition. Ce n'est, bien sûr, qu'une mise en relief du principe mentionné plus haut. Sans l'intention de se soumettre, cette règle juridique serait sans valeur, parce que le propriétaire est tout de même l'État et s'il voulait — *mais il ne le veut décidément pas* — il pourrait faire valoir l'immunité de l'État malgré la personnalité juridique indépendante de l'entreprise.

Une autre question fondamentale est le problème du «fait du prince» ou en anglais «act of State». Est-ce que l'entreprise d'État socialiste est déchargée au regard a) d'une entreprise d'un autre État socialiste; b) au regard d'une entreprise d'un État capitaliste par un ordre ou une défense de l'État la forçant de commettre une rupture de contrat?

La majorité des cours d'arbitrage est d'opinion qu'un «act of State» peut bien contraindre une entreprise de commerce extérieur socialiste à une rupture de contrat, puisque l'administration publique ordonne et l'organe subordonné doit obéir, mais *il ne peut pas décharger l'entreprise*, ayant commis la rupture du contrat, des conséquences de cette rupture. Sous ce rapport l'entreprise socialiste se trouve dans une situation plus difficile qu'une entreprise capitaliste. Ces dernières s'exonèrent en effet des conséquences — si elles

ne sont pas la propriété de l'État — par effet de la contrainte de la volonté supérieure. Mais les entreprises socialistes ne s'exonèrent pas. Il faut quand-même faire une distinction entre litiges qui opposent des entreprises de différents pays socialistes et relations socialistes — Occident ou socialistes d'outre-mer. Dans le premier cas il y a une possibilité que l'entreprise socialiste soit libérée des conséquences de la rupture de contrat, si les deux États derrière les deux entreprises intéressées modifient d'accord leur plan de manière, que l'inexécution du contrat n'influence pas le plan modifié. Par contre, dans la relation socialiste — capitaliste, *il n'y a pas de circonstance libératoire*. Si, par exemple, la récolte d'un produit agricole a été mauvaise, les tribunaux arbitraux n'acceptent pas la défense d'exportation émise par le ministre d'agriculture ou du commerce extérieur, mais ils examinent si la récolte était en effet mauvaise, si c'était à prévoir déjà au moment de la conclusion du contrat, car, dans ce cas le fournisseur est coupable de la rupture de contrat. Si le fournisseur a rempli en proportion égale son obligation de livraison vis-à-vis de tous ses acheteurs, il n'est pas coupable, car s'il n'en est pas ainsi, le fournisseur n'est pas exonéré, sans égard à toutes autres circonstances. En un mot: la défense n'exerce pas d'influence sur l'obligation contractuelle, mais c'est l'examen objectif des circonstances qui décharge, s'il le fait, des conséquences de la rupture de contrat.

La consigne supérieure n'est donc pas force majeure. L'État dédommagera-t-il son entreprise ayant violé le contrat? C'est une question du rapport intérieur de droit et même plutôt de la disposition du pouvoir d'État, qui est sans rapport avec les questions traitées ici.

Quel est l'un des principes fondamentaux de l'arbitrage socialiste confirmé par ce qui précède? C'est le principe «*pacta sunt servanda*», emprunté au droit international. La juridiction arbitrale socialiste prend toujours l'exécution du contrat, respectivement en cas de rupture du contrat, la

responsabilité pour cette rupture comme base de sa décision. Elle ne fait pas la fausse route de constater, que le contrat est inopérant pour de menus défauts et déficiences, elle ne déclare pas la «*restitutio in integrum*». On pourra citer des exemples sans nombre, dans lesquels, par exemple, la commande a été confirmée après le délai fixé, la livraison a effectivement commencé malgré ce retard, l'acheteur n'a pas protesté; mais après, l'une des parties s'est placée, pour quelque intérêt particulier, au point de vue, que la confirmation étant arrivée trop tard, elle est considérée comme nouvelle offre, la partie qui avait demandé l'offre au commencement n'y a pas répondu, par conséquent il n'y a pas de contrat entre les parties. Les tribunaux arbitraux ont toujours constaté dans des cas pareils, que le contrat a été passé «*via facti*» et qu'il n'y a pas de titre de désistement.

Il s'ensuit du même principe qu'à l'exception de la procédure de conciliation, quand les tribunaux arbitraux ne statuent pas, mais agissent seulement comme médiateurs, les tribunaux arbitraux ne décident pas «*ex aequo et bono*», mais sur la base du droit strict.

Une exception à un certain point, est le règlement du tribunal arbitral près la Chambre de Commerce de Yougoslavie, dont l'article 39 dit que, sur la demande commune des parties «*les arbitres ont le droit de rendre leur sentence en s'appuyant exclusivement sur les principes fondamentaux de la justice*». Il paraît, que c'est l'unique possibilité, très discutable, quoique ne se basant également pas sur l'équité, mais sur une sorte de droit naturel, ou plutôt sur l'un des principes du droit international, sans observer le droit positif; or, ce sont justement les représentants socialistes de la théorie du droit qui nient le plus énergiquement l'existence d'un droit naturel, son indépendance de l'époque, de l'ordre social et des conditions économiques.

Si on voulait maintenant faire ressortir la différence décisive entre l'arbitrage de

l'Occident et celui des pays socialistes, il faudrait relever une question de procédure et une de droit positif. Celle de procédure est, que la discrétion n'est pas un postulat absolu de l'arbitrage socialiste, puisque la plupart des tribunaux arbitraux font des extraits de sentences et les mettent gratuitement ou pour une taxe à la disposition du public, bien que le tribunal arbitral près la Chambre de Commerce de Yougoslavie y fasse exception en ne remettant même ultérieurement la sentence qu'aux parties. Ce tribunal arbitral se trouve donc au milieu entre l'Occident et l'Orient. L'autre différence de fond est la «*rigor*».

Il vaut sans doute le mieux, de se référer pour la mise en parallèle, du tribunal arbitral de la Chambre de Commerce Internationale, où M. Carabiber, le président de ce tribunal arbitral, considère dans une brochure — parue récemment — justement la sentence rendue sur la base de discrétion et d'équité comme trait caractéristique principal et mérite primordial de ce tribunal arbitral. La raison, pour laquelle les tribunaux arbitraux socialistes soutiennent le contraire c'est, que ces tribunaux se considèrent comme tribunaux et non comme réunions «*d'amiables compositeurs*».

À titre de renseignement il faut ajouter encore, que de ces litiges en moyenne à peu près 70% (avec une certaine tolérance) opposent des entreprises socialistes entre elles. Environ 30% des procès se déroulent entre maisons socialistes et capitalistes ou seulement entre firmes capitalistes.

Les efforts de tous les tribunaux arbitraux tendent à ce que cette proportion soit changée et que les tribunaux arbitraux socialistes statuent surtout sur des litiges de commerce extérieur entre l'Occident et l'Orient. La condition du changement de cette proportion serait naturellement que les États socialistes aient des codes de commerce extérieur. Un tel code existe encore des temps de Pilsudski, donc tombé en désuétude, en Pologne, et, depuis très peu de temps en Tchécoslovaquie. On est en train de préparer de tels codes en

Hongrie, en Pologne et dans la République Démocratique Allemande.

Il existe sans doute une polémique intense, qui s'est élevée et continue toujours (quoique avec moins d'ardeur) entre les juristes de droit civil et les représentants de la théorie du droit des États socialistes sur la question, s'il est besoin d'un droit économique et plus particulièrement d'un droit de commerce extérieur? Les partisans de l'«*Antiwirtschaftsrecht*» et du «*Wirtschaftsrecht*» se sont pris à partie. L'un des camps a porté sur son drapeau les thèses de la théorie socialiste. Sa conclusion finale était, que les rapports juridiques de caractère économique doivent être réglés par le code civil, un droit économique spécial étant un phénomène typiquement capitaliste. L'autre camp s'est approché — à un certain degré limité — aux exigences du marché et a plaidé en faveur du «*Wirtschaftsrecht*». La Tchécoslovaquie a déjà pris sa décision, la Hongrie, la Pologne et la République Démocratique Allemande discutent la nécessité de résoudre ce problème.

Une autre condition serait, que les parties socialistes insistent sur la stipulation du tribunal arbitral socialiste. Aujourd'hui ils ne le font pas encore avec assez d'énergie et leurs représentants commerciaux sont d'avis, que si le partenaire occidental ne veut pas se soumettre au tribunal arbitral socialiste, il ne vaut pas la peine de marchander beaucoup, mais il faut lui céder. Il faut un effort tenace et assidu, pour que cette pratique change. Si les commerçants de l'Occident regardaient la juridiction des tribunaux arbitraux, ils pourraient constater, que ces tribunaux motivent chaque sentence soigneusement et avec circonspection, parce que l'arbitrage socialiste — contrairement à l'anglo-saxon — ne permet pas de sentence sans attendus, ce qui doit être une des sources de confiance. Il ressort encore des sentences que les arbitres traitent les affaires avec une objectivité absolue, l'arbitrage oriental coûte moins que celui de l'Occident et plus ou moins plus rapide.

Quelques mots sur l'exécution. Le tribunal du pays exécute les sentences rendues contre des parties du pays de la manière établie pour les tribunaux de droit commun. Si la sentence est à exécuter à l'étranger, il y a quatre possibilités: a) adhésion à la convention de Genève de 1927, respectivement à celle de New York, qui a pris sa place; b) convention bilatérale; c) convention de réciprocité; d) réciprocité de fait, sans convention. Il y a naturellement des pays, pour lesquels aucune de ces possibilités n'existe. C'est un obstacle regrettable de la coopération entre Occident et Orient et il faut faire tout, pour que ces tâches blanches de la possibilité d'exécution disparaissent des cartes géographiques.

Par contre, la République Démocratique Allemande, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie ont recours, en cas de non-exécution de la sentence, à la publicité, en publiant le fait dans la presse et en le communiquant aux représentations des intérêts internationaux. Pour la République Démocratique Allemande c'est compréhensible, puisque la partie ayant obtenu gain de cause ne pourra guère faire exécuter ses sentences hors des pays socialistes. Pour les deux autres pays cette nécessité n'existe pas. D'ailleurs, il n'existe pas, hors le cas d'insolvabilité, une entreprise, qui veuille ruiner son goodwill en n'exécutant pas la sentence d'un tribunal arbitral. En ce qui concerne les entreprises socialistes, *il faut le répéter, qu'il n'y a pas d'exemple de telle non-exécution.*

Maintenant, voici les types principaux des affaires soumises aux tribunaux arbitraux socialistes. Ces types sont énumérés par mots-rubriques, les suivants: retard, manquant, défaut de qualité; comme suite obligation d'échanger ou réparer la marchandise livrée, différence de prix résultant de l'achat ou de la vente à titre de couverture, dommages-intérêts (et une de ses variétés le dédit), action «*quantum minoris*», action rédhitoire, etc. Il n'y a sans doute pas un seul type, qui serait inconnu aux tribunaux arbitraux de l'Ouest, puisque les litiges résultant de

transactions de commerce extérieur sont sans doute les mêmes partout.

Voici brièvement quelques types de procès. Un chef de demande assez fréquent est l'action «*quanti minoris*». Dans cette action le demandeur n'est pas tenu de prouver, qu'il a payé telle ou telle indemnité à son acheteur à cause d'un défaut ou d'une défectuosité ou d'avoir fixé pour cette raison un prix plus bas. Il doit prouver a) que le prix fixé originellement ou qu'on avait voulu fixer primitivement a répondu aux prix du marché (parce que le tribunal arbitral n'accepte pas des prix exorbitants comme point de départ); b) que la réduction de prix n'a pas eu lieu «*ex comitate*», mais sur la base de critères objectifs, qui sont à prouver.

Un autre point de litige très fréquent dans la pratique des tribunaux est de décider, quand il s'agit de la livraison d'installations, si le fonctionnement défectueux de l'installation est dû à un défaut de construction ou de matière première ou au fait d'une manipulation incorrecte.

Le tribunal ordonne dans des cas pareils une preuve à échelon élevé, entend un expert neutre, excepté le cas — qui n'est pas rare — que le procès-verbal dressé par les parties sur les lieux aussi, permette de voir laquelle des parties était en faute.

Il arrive relativement assez souvent, que la rupture de contrat d'une entreprise de commerce extérieur socialiste a été causée par la faute de l'entreprise industrielle, dont elle a exporté le produit. La jurisprudence constante des tribunaux arbitraux est d'étendre la conception du prépost (*Erfüllungsgehilfe*), pour qu'elle comprenne aussi l'entreprise industrielle, ayant livré la marchandise et de n'exonérer l'entreprise de commerce extérieur des suites de la rupture de contrat que si l'entreprise industrielle ayant livré, et même l'entreprise livrant la matière brute, ne sont pas fautives. C'est l'entreprise de commerce extérieur qui doit prouver tout cela. Ce que le tribunal arbitral exige d'elle est, par conséquent, une véritable «*probatio diabolica*».

Il n'est pas rare que l'acheteur base sa réclamation sur l'envoi tardif de la documentation ou le fait que celle-ci ne lui fût pas envoyée du tout. Les tribunaux arbitraux ne recherchent point dans un cas pareil si la documentation était en effet nécessaire pour la mise en service de la machine, ou s'il y avait une possibilité «*in abstracto*» de mettre la machine en service sans documentation. Si par exemple, l'acheteur emprunte la même documentation de l'usine voisine, cela ne change rien à la responsabilité du fournisseur.

L. FARAGÓ





## Bibliographia

### HUNGARIAN LEGAL BIBLIOGRAPHY 1966. FIRST PART

This bibliography is the continuation of the former one published in our issue No. 1-2 of 1966 (Tomus 8. pp. 233-250.). It contains legal works issued as monographs in Hungary between the 1st of January and the 30th of June 1966, material of periodicals (articles and book reviews) and studies published in collective works.

The bibliography gives the English and Russian translations of the original titles, too. If the work listed has a summary in foreign languages, it is also indicated.

The bibliography is edited by Lajos Nagy and Katalin Veredy.

### ВЕНГЕРСКАЯ ЮРИДИЧЕСКАЯ БИБЛИОГРАФИЯ 1966 г. 1-ая ЧАСТЬ

Настоящая библиография присоединяется к библиографии, опубликованной в нашем 1-2 номерах 1966 г. (стр. 233-250.), и содержит в себе самостоятельные юридические издания, материалы, опубликованные в сборниках за время 1 января - 30 июня 1966 г.

В библиографии наряду с заглавием мы даем английский и русский перевод заглавий. Если имеется резюме на иностранном языке, это отмечается особо.

Библиографию составили Лайош Надь - Каталин Вереди.

#### Разработанные журналы и их сокращения

<i>The periodicals and their abbreviations</i>			
AJurid.	= Acta Juridica Academiae Scientiarum Hungaricae. Tomus 8. 1966. No. 1-2.	AJurid.	= Acta Juridica Academiae Scientiarum Hungaricae. Tomus 8. 1966. No. 1-2.
ÁI.	= Állam és Igazgatás [State and Administration] 15. year. 1966. No. 1-6.	ÁI.	= Állam és Igazgatás [Государство и управление] 15-ый том. №№ 1-6 1966 г.
ÁJ.	= Állam- és Jogtudomány [Legal and Administrative Science] Vol. 9. 1966. No. 1-2.	ÁJ.	= Állam- és Jogtudomány [Наука государства и права] 9-ый том. №№ 1-2 1966 г.
AkadKözl.	= A Magyar Tudományos Akadémia társadalmi-történeti tudományok osztályának közleményei [Communications of the social-historical section of the Hungarian Academy of Sciences] 14. Vol. 1965. [1966.] No. 3-4.	AkadKözl.	= A Magyar Tudományos Akadémia társadalmi-történeti tudományok osztályának közleményei [Известия отдела общественных и исторических наук ВАН] Том. 14. 1965 1966] №№ 3-4.
HLR.	= Hungarian Law Review 6. year. 1966. No. 1-2.	HLR.	= Hungarian Law Review [Обзор венгерского права] 6-ой том. №№ 1-2 1966 г.
JK.	= Jogtudományi Közlöny [Law Journal] 21. year. 1966. No. 1-6.	JK.	= Jogtudományi Közlöny [Вестник юридических наук] 21-ый год изд. №№ 1-6 1966 г.

OVPr.	=	Обзор венгерского права [Hungarian Law Review] 9. year. 1966. No. 1—2.	OVPr.	=	Обзор Венгерского Права 9-ый год изд. № 1—2 1966 г.
TSz.	=	Társadalmi Szemle [Social Review] 21. year. 1966. No. 1—6.	TSz.	=	Társadalmi Szemle [Общественный обзор] 21-ый год изд. №№ 1—6 1966 г.

*The collective works and their abbreviations<sup>1</sup>*

Annales Budapest	=	Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio juridica. Tomus 6. Bp. Tankönyvkiadó, 1966. 194 p.
Krim. tanulm. 4.	=	Kriminalisztikai tanulmányok. 4. köt. [Studies on criminalistics. Vol. 4.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó. 1966. 346 p.
Socialist concept of human rights	=	Socialist concept of human rights. [Collection of studies.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1966. 309 p.
Szocialista alkotmányok	=	A szocialista alkotmányok fejlődése. [Development of socialist constitutions.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1966. 221 p.

*Разработанные сборники и их сокращения<sup>2</sup>*

Annales Budapest	=	Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio juridica. Tomus 6. Bp. Tankönyvkiadó, 1966. 194 p.
Krim. tanulm. 4.	=	Kriminalisztikai tanulmányok. 4. köt. [Очерки по криминалистике. Том. 4.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó. 1966. 346 p.
Socialist concept of human rights	=	Socialist concept of human rights. [Социалистическое понятие прав человека. Сборник статей.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1966. 309 p.
Szocialista alkotmányok	=	A szocialista alkotmányok fejlődése. [Развитие социалистических конституций.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1966. 221 p.

*Other abbreviations*

Bp.	=	Budapest
Eng. summary	=	English summary
Русск. содерж.	=	Русское содержание [Russian summary]
Rés. franç.	=	Résumé français [French summary]
Dt. Zusammenfassung	=	Deutsche Zusammenfassung [German summary]

*Другие сокращения*

Bp.	=	Budapest
Eng. summary	=	English summary [Английское содержание]
Русск. содерж.	=	Русское содержание
Rés. franç.	=	Résumé français [Французское содержание]
Dt. Zusammenfassung	=	Deutsche Zusammenfassung [Немецкое содержание]

**Books of Reference — Справочные издания**  
*Collected legislative acts — Сборник законодательства*

Törvények és rendeletek hivatalos gyűjteménye. 1965. Közzéteszi az Igazságügy-

minisztérium közreműködésével a Magyar Forradalmi Munkás-Paraszti Kormány Törvények és rendeletek hivatalos gyűjteménye. 1965. Közzéteszi az Igazságügy-

<sup>1</sup> Here we deal with only those collective works, which belong to several legal branches. The works pertaining to one single legal branch only are included in their proper branches. The collective works have been analysed, too, and have been placed in the proper legal branch.

<sup>2</sup> Туда зачисляются только сборники концептного характера относящиеся к различным отраслям права. Материалы одной отрасли права находятся там. Сборники мы разработаем тоже аналитически и статьи находятся в соответствующей отрасли права.

*Scientific records*    *Сборнику статей*

Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio iuridica. Tomus 6. 1965. Redigit J[ános]Beér — L[ászló]Névai—I[mre]Szabó. Вр. Állami ny. 1965. [1966.] 194 p.

Socialist concept of human rights. [Collection of studies.] Edited by József Halász. [Социалистическое понятие прав человека. Сборник статей. Ред. Йозеф Халас.] Вр. Akadémiai Kiadó, 1966. 309 p.

*Legal science series*    *Серии*

Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 12. Fasc. 1—6. [Redigit] György Antalffy—Ölön Both etc. Szeged, Szegedi ny. 1965. [1966.]

1. BUZA László: A nemzetközi jog fejlődése a felszabadulás óta. [Progress of international law since Liberation. Развитие международного права после освобождения Венгрии.]

SZILVEREKY Jenő: A Magyar Népköztársaság jogrendszerének fejlődése. [Evolution of the legal system in the Hungarian People's Republic. Развитие юридической системы Венгерской Народной Республики.] 48 p.

2. HORVÁTH Róbert: Konek Sándor professzor (1819—1844) elméleti statisztikai munkássága és a magyar polgári statisztikai elmélet kialakulása. [Activity of Professor Sándor Konek (1819—1844) in the field of statistical theory and the formation of the Hungarian bourgeois theory of statistics. Теоретическая деятельность профессора Шандора Конека (1819—1882) и развитие буржуазной статистической науки в Венгрии.] 66 p.

3. ANTALFFY György: L'Etat socialiste et la théorie marxiste de l'Etat et du droit. [The socialist state and the Marxist theory of state and law. Социалистическое государство и марксистская теория государства и права.] 92 p.

4. PÓLAY Elemér: A censored regimen morum és az ún. házi bíraskodás. [The regimen morum of the censors and the so-called household jurisdiction. Цензорский regimen morum и т. н. правосудие домашнего порядка.] 43 p.

5. BÁRDOSI István: A perbeli egyezség és a perjogi alapelvek kapcsolata. [Connection between conciliation by action and the basic principles of procedure. О связи соглашения в ходе судебного процесса основных принципов процессуального права.] 18 p.

6. BÁRCZI Imre: Az újítói jog néhány gazdasági és jogi problémája. [Some economical and legal problems of the law on innovation. Некоторые экономические и юридические проблемы рационализаторского права.] 23 p.

*Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécs publicata.* Вр. Tankönyvkiadó, 1965. [1966.]

39. OPALEK, Kazimierz: Általános jogtudomány. [General jurisprudence. Всеобщая юридическая наука.]

STUDNICKI, Franciszek: A jogszabályok kommunikációs problémái. [Some problems of communication of the rules of law. Некоторые проблемы коммуникации юридических норм.] 39 p.

42. CSIZMADIA Andor: L'Université de Pécs au moyen âge. [The University of Pécs in the Middle Ages. (1367—) Университет г. Печ в среднем веке. (1367—)] 23 p.

43. ROMÁN László: A munkáltatói jogok természetéről. [On the nature of the rights of employers. О природе прав нанимателя.] 64 p.

44. PAP Tibor: A házasságon kívüli leszármazásra vonatkozó jogalkotás fejlődése. [Development of the legislation on the descent out of wedlock. Развитие законодательства о внебрачном происхождении.]

BUDVÁRI Róbert: A házasságon kívül született gyermek jogállása és a természet-tudományos tárgyi bizonyítás fejlődése. [The legal status of children born out of wedlock and the progress of scientific material proof. Юридическое положение внебрачного ребенка и развитие естественно-вещественного доказанья.] 31 p.

*Bibliographies*    *Библиографии*

BENEDEK Jenőné: A Kar oktatóinak nyomtatásban megjelent munkái. 1963. júl. 1—dec. 31. — Publications des enseignants de la faculté du 1<sup>er</sup> juill. 1963. au 31 déc. 1963. — Труды преподавателей факультета, появившиеся с 1-ого июля до 31-ого декабря 1963 г. [Printed publications of the Law Faculty of Budapest University in the second semester of 1963.] In: Annales Budapest. Tomus 6. 1965. [1966.] 177—194.

NAGY Lajos: Bibliography. Works of administrative and legal sciences in 1964. [Библиография литературы по наукам государства и права за 1964 год.] ИЛР. 2/1965. [1966.] 25—34.

[NAGY Lajos] Надь, Лайош: Библиография литературы по наукам государства и права за 1964 год. [Bibliography. Works of administrative and legal sciences in 1964.] *OVPr.* 2/1965. [1966.] 31—42.

NAGY Lajos—VEREDY Katalin: Hungarian legal bibliography. 1965. 2nd part. — Венгерская юридическая библиография 1965 г. 2-ая часть. *AJurid.* 1—2/1966. 233—250.

### I. Theory of State and Law — Теория государства и права

#### *Books — Книги*

KISS Artur: A szocialista állam és kritikái. Adalékok a szocialista állam egye aktuális kérdéseihez. [The socialist state and its critics. Социалистическое государство и его критики.] [Вр.] Kossuth Kiadó. 1966. 269 p. [Bibliogr. 265—267.]

#### *Articles — Статьи*

ANTALFFY György: L'Etat socialiste et la théorie marxiste de l'Etat et du droit. [The socialist state and the Marxist theory of state and law. Социалистическое государство и марксистская теория государства и права.] Szeged, Szegedi ny. 1965. [1966.] 92 p. *Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica.* Tomus 12. Fasc. 3./

KOVÁCS István: Demokrácia és jogalkotás. [Democracy and legislation. Демократия и правотворчество.] *ÁJ.* 1/1966. 13—24.

KULCSÁR Kálmán: Social factors in the evolution of civic rights. [Общественные факторы в развитии прав граждан.] In: *Socialist concept of human rights.* 121—163.

LÉVAI Tibor: Szocialista törvényesség, szocialista demokrácia. [The rule of law in socialism and socialist democracy. Социалистическая законность, социалистическая демократия.] *TSz.* 3/1966. 40—49.

PESCHKA Vilmos: Gondolatok a joghézagról és a jogi analógiáról. [Ideas on the gap in law on the legal analogy. Идеи о пробелах законодательства и правовой аналогии.] *JK.* 3/1966. 129—143.

PESCHKA Vilmos: A fikció a jogban és a jogelméletben. [Fiction in positive law and in the theory of law. Фикция в праве и в теории права.] *ÁJ.* 1/1966. 40—83. — Rés. franc.; Русск. содерж.

PÉTERI Zoltán: Citizens' rights and the natural law theory. [Права граждан и

теория естественного права.] In: *Socialist concept of human rights.* 83—119.

SZABÓ Imre: Le citoyen et le droit. [The citizen and the law. Гражданин и право.] *AJurid.* 1—2/1966. 1—20. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

SZABÓ Imre: Fundamental questions concerning the theory and history of citizens' rights. [Возникновение и развитие теории прав граждан.] In: *Socialist concept of human rights.* 27—81.

SZABÓ Imre: Demokrácia és felelősség. [Democracy and responsibility. Демократия и ответственность.] *TSz.* 1/1966. 20—29.

[SZABÓ Imre] Сабо, И.: Формирование и развитие народнодемократической системы права в Венгрии. [Formation and development of the people's democratic legal system in Hungary.] In: *Annales Budapest.* Tomus 6. 1965. 99—123. — Eng. summary; Rés. franc.

SZILBEREKY Jenő: A Magyar Népköztársaság jogrendszerének fejlődése. [Evolution of the legal system in the Hungarian People's Republic. Развитие юридической системы Венгерской Народной Республики.] Szeged, Szegedi ny. 1965. [1966.] 35—48. *Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica.* Tomus 12. Fasc. 1./ — French summary.

[TAKÁCS Imre] Такач, И.: Научная дискуссия в Будапештском Университете по вопросам социалистической демократии. [Scientific discussion on the problems of socialist democracy in the University of Budapest.] *AJurid.* 1—2/1966. 201—210.

TAKÁCS Imre: Tudományos vitaülés a budapesti tudományegyetemen a szocialista demokrácia kérdéseiről. [Scientific discussion in the University of Budapest on the problems of socialist democracy. Научная дискуссия в Будапештском университете по вопросам социалистической демократии.] *ÁJ.* 1/1966. 139—150.

#### *Book reviews — Рецензии*

KNAPP, Viktor: O možnosti použiti kybernetických metod v právu. Praha, Nakl. Českoslov. akademie věd; 1963. 242 p. By László Trócsányi: Cybernetics and legal science. — Рец. Ласло Трочани: Кибернетика и правоведение. *ÁJ.* 2/1966. 316—325.

NASCHITZ, Anita M.: Conștiința juridică socialistă. [Socialist legal conscience. Социалистическое правосознание.] București, Editura Științifică, 1964. 209 p. By Csaba Varga — Рец. Чаба Варга. *ÁJ.* 2/1966. 345—346.

LLOYD, Dennis: The Idea of law. [Понятие права.] London, Penguin, 1964. 363 p. By Vilmos Peschka — Рец. Вилмош Пешка. АЖ. 2/1966. 329—338.

SCHLESINGER, Rudolf B.: Comparative law. Cases — text — materials. 2nd ed. [Сравнительное право. Казусы — текст — материалы. 2-ое изд.] London, Stevens, 1960. 635 p. By Csaba Varga — Рец. Чаба Варга. АЖ. 2/1966. 351—352.

SZABÓ Imre: Társadalom és jog. [Society and law. Общество и право.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1964. 197 p. By György Antalfy — Рец. Дёрдь Анталфи. ЖК. 5/1966.

VARGA Csaba: Henri Lévy-Bruhl és a jogszociológia. [Henry Lévy-Bruhl and the legal sociology. Генри Леви-Брюль и правовая социология.] АЖ. 1/1966. 151—158.

## II. State Law. Constitutional Law — Государственное право

### Books — Книги

Socialist concept of human rights. [Collection of studies. Edited by József Halász.] [Социалистическое понятие прав человека Ред. Йозеф Халас.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1966. 309 p.

A szocialista alkotmányok fejlődése. Szegeden, 1964. dec. 9—11. között rendezett államjogi konferencia anyaga. Szerk. Kovács István. [Evolution of socialist constitutions. Documents of a conference on state law, held at Szeged, from 9 to 11 Dec. 1964. Edited by István Kovács. Развитие социалистических конституций. Материалы конференции по государственному праву в г. Сегед, от 9 до 11 декабря 1964 г. Ред. Иштван Ковач.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1966. 221 p. [Bibliogr. 207—210. p.]

Új államok alkotmányai. Összeáll. Pulay Gábor—Sebestyén Pál. 2. köt. [Constitutions of new states. Edited by Gábor Pulay—Pál Sebestyén. Vol. 2. Конституции новых государств. Ред. Габор Пулай — Пал Шебештен. Том. 2.] Bp. MTA Kesz. Sokszt. [Sokszt.] 1966. 510 p. /A magyar Tudományos Akadémia Állam- és Jogtudományi Intézete jogösszehasonlító osztályának kiadványai./

Választási rendszerek az európai szocialista országokban. Összeáll. Schmidt Péter. [Electoral systems in the European socialist states. Edited by Péter Schmidt. Избирательные системы в европейских социалистических странах. Ред. Петер Шмидт. Bp. MTA Kesz. Sokszt. [Sokszt.] 255 p. /A Magyar Tudományos Akadémia Állam- és Jogtudományi Intézete jogösszehasonlító osztályának kiadványai./

### Articles — Статьи

BEÉR János: A törvényalkotás mechanizmusa. Hozzászólások: Szpaszov, Borisz — Kulcsár Kálmán — Weichelt, Wolfgang — Lüngwitz, Wolfgang — Burda, Andrzej — Mauraal, Jan — Vintu, Ion — Naschitz, Anita M. — Dokov, Doku. [Mechanism of law-making. Remarks by Szpaszov, Borisz — Kulcsár Kálmán — Weichelt, Wolfgang — Lüngwitz, Wolfgang — Burda, Andrzej — Mauraal, Jan — Vintu, Ion — Naschitz, Anita M. — Dokov, Doku. Механизм законодательства. Выступления: Спасов, Борис — Кулчар Калман — Венгелт, Волфганг — Лынгвизт, Волфганг — Бурда, Андрей — Маурал, Ян — Винту, Ион — Нашитц, Анита М. — Доков, Доку.] In: Szocialista alkotmányok. 43—95.

BEÉR János: Az állampolgárok alapjogai és kötelességei. [Citizens' basic rights and duties. Основные права и обязанности граждан.] АЖ. 2/1966. 326—329.

BIHARI Ottó: Az Egyesült Arab Köztársaság legújabb alkotmányos fejlődése. [Recent constitutional development in the United Arab Republic. Новейшее конституционное развитие Объединенной Арабской Республики.] АЖ. 4/1966. 334—341.

BIHARI Ottó: Az állampolgárok joga és lehetősége a helyi állami tevékenységben való részvételle. [The rights and opportunities of citizens to participate in local government activity. Право и возможность граждан для участия в местной государственной деятельности.] АЖ. 6/1966. 483—492.

BIHARI Ottó: Az államjogtudomány egyetemi oktatásának és tudományos kutatásának időszerei kérdései a szocialista államokban. Hozzászólások: Kerimov, D. A. — Fira, Aleksandar — Zawadzky, Sylwester — Péteri Zoltán — Barabasev, Jü. G. — Martonyi János — Szpaszov, Borisz — Nudelj, M. A. [Topical questions of the university teaching and scientific research of state law in the socialist states. Remarks by Kerimov, D. A. — Fira, Aleksandar — Zawadzky, Sylwester — Péteri Zoltán — Barabasev, Jü. G. — Martonyi János — Szpaszov, Borisz — Nudelj, M. A. Актуальные вопросы университетского обучения и научного исследования науки государственного права в социалистических странах. Выступления: Керимов, Д. А. — Фира, Александр — Завадзки, Силвестер — Петери Золтан — Барабашев, Ю. Г. — Мартони Янош — Спасов, Борис — Нудель, М. А.] In: Szocialista alkotmányok. 147—187.

Az ENSZ budapesti szemináriumának előzetes beszámolója. [United Nations Seminar in Budapest. К семинару ООН в Будапеште.] АЖ. 6/1966. 481—482.

HALÁSZ József: Civic equality and equality before the law. [Равенство и равноправие граждан.] In: Socialist concept of human rights. 165—195.

KOVÁCS István: A gazdaság szerkezetének és vezetésének kérdései a szocialista alkotmányokban. Hozzászólások: Genovszki, Michail — Hochbaum, Hans-Ulrik — Bertelman, Karel — Kosziczin, A. P. — Dragoje, Zarkovic — Moschütz, Hans Dietrich — Eörsi Gyula — Vintu, Ion — Lőrincz Lajos — Sokolewicz, Wojciech. [Problems of the structure and direction of national economy in the socialist constitutions. Remarks by Genovszki, Michail — Hochbaum, Hans-Ulrik — Bertelman, Karel — Kosziczin, A. P. — Dragoje, Zarkovic — Moschütz, Hans Dietrich — Eörsi Gyula — Vintu, Ion — Lőrincz Lajos — Sokolewicz, Wojciech. Вопросы управления и структуры хозяйства в социалистических конституциях. Выступления: Генювски, Михаил — Гогбаум, Ганц-Улрик — Бертелман, Карел — Косыцин, А. П. — Драгое, Заркович — Мошци, Ганц Дитрих — Эрши Дюла — Винту, Ион — Лёринц Лайош — Соколевич, Войцех.] In: Szocialista alkotmányok. 97—145.

LŐRINCZ Lajos: Economic, social and cultural rights. [Конституционное регулирование экономических, социальных и культурных прав.] In: Socialist concept of human rights. 197—225.

SCHMIDT Péter: The citizens' freedoms. [Свобода граждан.] In: Socialist concept of human rights. 227—265.

SCHMIDT Péter: A szocialista országok választási rendszerének fejlődési irányai. [Development trends of electoral systems in the socialist states. Направления развития избирательной системы социалистических стран.] AJ. 2/1966. 175—189. — Rés. franc.; Русск. содерж.

SCHMIDT Péter: Magyarország — köztársaság. (1946. évi I. törvény.) [Hungary — a republic. (Act No. I of 1946.) Венгрия — республика. (Закон № I от 1946 г.)] AJ. 2/1966. 97—104.

SZABÓ Imre: A szocialista alkotmány helye a jogrendszerben. Hozzászólások: Szpaszov, Borisz — Peska, Pavel — Halász József — Rozmaryn, Stefan — Genovszki, Michail. [Place of the socialist constitution in the legal system. Remarks by Szpaszov, Borisz — Peska, Pavel — Halász József — Rozmaryn, Stefan — Genovszky, Michail. Место социалистической конституции в правовом системе. Выступления: Спасов, Борис — Пешка, Павел — Халас Йожеф — Розмарин, Стефан — Генювски, Михаил.] In: Szocialista alkotmányok 13—42.

SZENTPÉTERI István: A közvetlen demokratikus formák szerepe a szocialista

államok helyi feladatainak intézésében. [The role of direct democratic forms in dealing with local matters in socialist states. Роль непосредственных демократических форм в выполнении местных задач социалистических государств.] AJ. 6/1966. 505—516.

TAKÁCS Imre: A tanácsdemokrácia fejlesztésének lehetőségeiről. [On the possibilities of developing democracy in the functioning of local councils. О возможностях развития демократии местных советов.] TSz. 5/1966. 52—60.

[TOLDI Ferenc] Toldi, Ф.: Основные обязанности граждан и система их регулирования. [Fundamental civic obligations and the system of their regulation.] AJurid. 1—2/1966. 145—171. — Dt. Zusammenfassung; Eng. summary.

TÖRÖK Lajos: A szocialista alkotmányfejlődés kronológiai adatai. [Chronological data of the development of socialist constitutions. Хронологические данные развития социалистической конституции.] In: Szocialista alkotmányok. 189—206.

#### Book reviews — Рецензии

BIHARI Ottó: Államjog. [State law. Государственное право.] Bp. Tankönyvkiadó, 1964. 296 p. By Sándor Biró — Рец. Шандор Биро. AJ. 1/1966. 86—87.

Местные советы на современном этапе. Ред. Д. А. Гайдуков — Н. Г. Старовойтов. [Timely questions of the local councils in the USSR.] Изд. Акад. наук СССР Институт государства и права. Москва, Издат. Наука, 1965. 347 стр. By Gyula Nagy T. — Рец. Дюла Надь Т. AJ. 2/1966.

PIKLER Kornél: A burzsoá alkotmánybíráskodás. [Bourgeois constitutional jurisdiction. Буржуазное конституционное правосудие.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó. 1965. 286 p. By Imre Takács — Рец. Имре Такач. AJ. 5/1966. 474—477.

#### III. Administrative Law — Административное право

Az európai szocialista országok községi törvényhozása. Szerk. Ficzer Lajos — Horváth Anna. [Village law-making of the European socialist states. Edited by Lajos Ficzer — Anna Horváth. Законодательство европейских социалистических стран относительно сел. Ред. Лайош Фицере — Анна Хорват.] Bp. MTA Kesz. Sokszt. [Soksz.] 1966. 400 p. /MTA Állam és Jogtudományi Intézete jogösszehasonlító osztályának kiadványai./

Az igazgatási állandó bizottságok kézikönyve. Szerk. *Fonyó Gyula*. Lezárva: 1965. máj. 1. [Manual for the administrative standing committees of the councils. Edited by Gyula Fonyó. Closed: 1 May, 1965. Справочник для административных постоянных комиссий. До 1 мая 1965 г. Ред. Дюла Фоньо.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1966. 217 p.

A kisajátításra vonatkozó jogszabályok. A kisajátításról szóló 1965. évi 15. számú törvényerejű rendelet. . . szövege. Összeáll. és jegyz. *Kampis György — Farga József — Varsányi József*. Lezárva: 1965. szept. 30. [Legal rules on expropriation. Text of the Law-decree No. 15 of 1965 etc. Edited by György Kampis — József Farga — József Varsányi. Closed 30 September, 1965. Нормы права об экспроприации. Текст Указа № 5 от 1965 и т. д. До 30 сентября 1965 г. Ред. Дёрдь Кампши — Йожеф Варга — Йожеф Варшани.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1966. 212 p.

A Magyar Népköztársaság kitüntetései. Összeáll.: *Besnyő Károly — Ruda Ilona*. Lezárva: 1966. jan. 1. [Medals of the Hungarian People's Republic. Edited by Károly Besnyő — Ilona Ruda. Closed: 1st January, 1966. Награды в Венгерской Народной Республике. До 1 января 1966 г. Ред. Карой Бешньё — Илона Руда.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1966. 142 p. — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

Orvosi rendtartás. Az orvosi rendtartásról szóló 1959. évi 8. számú törvényerejű rendelet és a végrehajtására vonatkozó jogszabályok. Az Egészségügyi Minisztérium hivatalos összeállítása. 2. kiad. [Regulation of the medical profession. Law-decree No. 8 of 1959 of the Presidium of the Hungarian People's Republic on the medical profession and the legal rules concerning its enforcement. 2nd ed. Медицинское положение. Указ № 8 от 1959 г. о медицинском положении и правовые нормы по его исполнению. 2-е изд.] Вр. Egvet. ny. 1966. 300 p.

Pótlás a Belkereskedelmi jogszabályok gyűjteményéhez. A Belkereskedelmi Minisztérium hivatalos kiadványa. Szerk. *Korda Lajos*. Lezárva: 1965. máj. 31. [Annex to the collection of legal rules on internal trade. Closed: 31 May, 1965. Добавление к сборнику юридических норм в внутренней торговли. До 31 мая 1965 г.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1966. 733 p.

Sajtójogi intézmények a tőkés államokban. Összeáll. *Ficzere Lajos*. [Institutions concerning press law in capitalist states. Edited by Lajos Ficzere. Институты законодательства о печати в капиталистических странах. Ред. Лайош Фицере.] Вр.

MTA Kesz. Soks. [Soks.] 1965. 57 p. /A Magyar Tudományos Akadémia Állam- és Jogtudományi Intézete jogösszehasonlító osztályának kiadványai./

A városvezetés korszerű módszerei tárgykörben tartott ankét anyaga. Szerk. *Dux Erikné*. Kiad. a Székesfehérvári Városi Tanács Végrehajtó Bizottsága. [Papers of a conference on modern methods of town management. Материал анкеты о современных методах управления городом.] Székesfehérvár, F[ejér] m[egyei] ny. 1966. 100 p. /Közalkalmazottak Szakszervezeti Elnöksége — Eötvös Loránd Tudományegyetem Statisztikai Tanszéke./

#### Articles — Статьи

Act No. 3 of 1964 on building administration. [Закон № III от 1964 года о строительстве.] HLR. 2/1965. [1966.] 47—48.

ÁDÁM Antal: Az állami ajánlásokról. [On state recommendations. О государственных рекомендациях.] JK. 1 — 2/1966. 61—71.

ÁDÁM Antal: A helyi képviselői szervezetek és a gazdaságirányítás a Német Demokratikus Köztársaságban. [Local representative organs and the direction of economy in the German Democratic Republic. Местные представительные органы и управления хозяйством в Германской Демократической Республике.] ÁI. 2/1966. 148—158.

ALBRECHT László: A hatósági jogkörök rendezésének és az eljárások egyszerűsítésének néhány kérdése. [Some problems of the regulation of the competences of authorities and the simplification of procedures. Вопросы устройства властных полномочий и упрочения процессов.] ÁI. 4/1966. 319—333.

ARANY István — LUKÁCS Ferenc: A belső értekezletek szerepe a tanácsi apparátus vezetésében. [Role of internal meetings in the direction of the council apparatus. Роль внутренних заседаний в руководстве аппаратом советов.] ÁI. 3/1966. 268—277.

BALLA Sándor: A tanácsi tagok tapasztalatai Szeged városában. [Experiences relating to council members' reports in Szeged. Опыт отчетов депутатов советов в г. Сегед.] ÁI. 6/1966. 560—563.

BERÉNYI, S[ándor]: Le procès de la généralisation de la démocratie socialiste dans le système administratif de la Hongrie. [Extension of socialist democracy in the system of administration in Hungary. Расширение социалистической демократии в системе государственного управления в Венгрии.] In: Annales Budapest. Tomus

6. 1965. 17—39.— Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

BERÉNYI Sándor: Társadalmi szervek szerepe államigazgatásunk demokratizmusának fejlesztésében. [The role of social organs in the development of democratism of state administration. Роль общественных органов в развитии демократизма нашего государственного управления.] *ÁI.* 1/1966. 25—36.

DRÁVAINÉ BENKŐ Margit: Az államigazgatási munka néhány kérdése az araszági perek tükrében. [Some problems of state administrative activity as reflected in affiliation cases. Некоторые вопросы административной работы в свете дел об отцовстве.] *ÁI.* 5/1966. 424—433.

DUX [Erik]né NAGY Katalin · PALOTÁS Zoltán: Az ingavándorforgalom jelentősége a városok igazgatásában. [The significance of commuting in town management. Значение проезжей миграции в управлении городами.] *ÁI.* 1/1966. 67—73.

FONYÓ Gyula: A csehszlovák községi tanácsok munkájáról. [On the activity of the Czechoslovak village councils. О работе чехословацких сельских советов.] *ÁI.* 5/1966. 434—450.

GYÚMESI Dezső: A hatósági munka mérésének módszerei és tapasztalatai Csongrád megyében. [Methods and experiences of evaluation of the functioning of offices in the county Csongrád. Методы и опыты измерения ведомственной работы в комитате Чонград.] *ÁI.* 6/1966. 545—554.

[KAMPIS György] Кампиш, Дёрдь: Правовое регулирование гражданской авиации. [Legal regulation of civil aviation.] *OVPr.* 2/1965. [1966.] 5—14.

KAMPIS, György: Legal regulation of civil aviation. [Правовое регулирование гражданских авиации.] *HLR.* 2/1965. [1966.] 5—12.

KISS Pál: Javítsuk a dolgozók kiválasztásának színvonalát! [Improving the selection work of cadres. Повышать уровень подбора кадров.] *ÁI.* 3/1966. 204—213.

KOVÁCSICS József: Az igazgatási munka mérése. Igazgatási modellek. [Measurement of the efficiency of administrative activity. Models of administration. Измерение работы по управлению. Модели управления.] *JK.* 6/1966. 306—316.

Law-decree No. 26 of 1964 of the Presidium of the Hungarian People's Republic on Civil Aviation. [Указ президиума Венгерской Народной Республики № 26 от 1964 года о гражданской авиации.] *HLR.* 2/1965. [1966.] 39—46.

LÉVAI Tibor: Az 1957. évi IV. törvény érvényesülésének ügyészi tapasztalatai a tanácsai szakigazgatási szervek munkájában. [Experiences of the enforcement of

Act No. IV of 1957 in the activity of council administrative organs from the prosecutor's point of view. Опыты прокуратуры по осуществлению закона № IV. от 1957 г. в работе органов отраслевого управления советов.] *ÁI.* 6/1966. 493—504.

LŐRINCZ Lajos—RÁCZ Attila: Nemzetközi konferencia a szocialista alkotmányfejlődés kérdéseiről. [International conference on the problems of development of the socialist constitution. Международная конференция по вопросам развития социалистической конституции.] *AkadKözl.* 14. köt. 3/1965. [1966.] 255—272.

LUKÁCSY Róbert: Községeink főbb adatai. 1960—1964. [Main data of Hungarian villages—1960—1964. Главные данные венгерских сел в 1960—1964 гг.] *ÁI.* 3/1966. 282—283.

MARKOS György: Az államigazgatási határozatok bírói felülvizsgálatának tapasztalatai Baranya megyében. [Experiences on the judicial supervision of state administrative resolutions in the county Baranya. Опыты судебной проверки административных решений в комитате Баранья.] *ÁI.* 2/1966. 165—176.

MARÓTI János: A városspolitika időszerű kérdései. [Topical questions of urban policy. Актуальные вопросы городской политики.] *ÁI.* 4/1966. 289—307.

MÉSZÁROS József: A községi tanács és az alá nem rendelt szervek kapcsolatának jogi problémái. [Legal problems of the relationship between village councils and organs not subordinated to them. Юридические проблемы взаимоотношений между сельским советом и органами ему не подчиненными.] *ÁI.* 6/1966. 517—526.

NAGY Tibor: A szociális igazgatás irányításával és ellenőrzésével kapcsolatos tapasztalatok. [Experiences on the direction and control of social administration. Некоторые опыты по руководству и контролю над социальным управлением.] *ÁI.* 3/1966. 253—263.

PAPP Lajos: A tanácsok szerepe a mezőgazdasági tervezés új rendszerében. [Role of the councils in the new system of agricultural planning. Роль советов в новой системе планирования сельского хозяйства.] *ÁI.* 5/1966. 385—395.

POLGÁR Ferenc: A tanácsok gyermek-és ifjúságvédelmi tevékenysége. [The child-welfare and youth care activity of councils. Деятельность советов по охране детей и молодежи.] *ÁI.* 6/1966. 535—544.

[PINTÉR László] Пинтер, Ласло: Новый венгерский закон о строительстве. [The new Hungarian act on building.] *OVPr.* 2/1965. [1966.] 15—25.

PINTÉR László: The new Hungarian act on building. [Новый венгерский закон



о строительстве.] ИЛР. 2/1965. [1966.] 13—20.

RADNAY József: A freibergeri bányaügyi kollokvium. [Discussion on mining law at Freiberg. Фрайбергский коллоквиум по горному праву.] ЖК. 5/1966. 272—273.

RADÓ Imre: A társadalmisítás néhány kérdése a kis községekben. [Some problems of socialization in little villages. Некоторые вопросы обобществления в небольших поселках.] АИ. 4/1966. 365—370.

RÉTI Ferenc: Komplex felügyeleti vizsgálatok Szolnok megyében. [Complex supervising inquiries in the county Szolnok. Комплексные исследования по надзору в комитате Солнок.] АИ. 1/1966. 58—66.

SCHMIDT Péter: A községi képviselőlet néhány időszerű kérdése. [Some topical problems of local representative bodies. Некоторые актуальные вопросы сельского правительства.] АИ. 6/1966. 527—534.

SÓS Sándor: A végrehajtó bizottságok beszámoltatása a tanács előtt. [Reports of the executive committees to the councils. Отчет исполнительного комитета перед советом.] АИ. 6/1966. 555—559.

SZATHMÁRI Károly: A szakigazgatási szervek kettős irányításának gyakorlata a debreceni járásban. [The practice of double direction of administrative organs in the district of Debrecen. Практика двойного управления отраслевых органов в дебреценом уезде.] АИ. 5/1966. 455—464.

SZATHMÁRI Lajos: Az államigazgatási jog szankciórendszerének alapkérdései. [Basic problems of the sanction system of administrative law. Основные вопросы системы санкций административного права.] АИ. 5/1966. 396—410.

SZENTPÉTERI István: A bürokratizmus okai és megjelenési formái. [Causes and forms of bureaucracy. Причины и формы проявления бюрократизма.] АИ. 3/1966. 224—241.

TATAI Zoltán: A tanácsok szerepe az ipar arányosabb területi fejlesztésében. [The role of councils in the more proportional regional development of the industry. Роль советов в более пропорциональном территориальном развитии промышленности.] АИ. 4/1966. 342—352.

TOLDI Ferenc: Az államigazgatási határozat stabilitása. [Stability of state administrative resolutions. Стабильность административного решения.] АИ. 2/1966. 115—128.

TÓTH Ferenc: A hatósági ügyintéző munka eredményességének újabb mérési módszere. [Recent measuring method of efficiency of the administrative work of authorities. Новейший метод измерения результативности ведомственной делопроизводительной работы.] АИ. 5/1966. 411—423.

TÖRŐCSIK Gábor: A mezőgazdaság irányítása Románia Szocialista Köztársaságban. [Direction of agriculture in the Rumanian Socialist Republic. Управление сельским хозяйством в Румынской Социалистической Республике.] АИ. 5/1966. 468—473.

ÚJLAKI László: Az állami ajánlásokról. [On state recommendations. Государственных предложениях.] ЖК. 6/1966. 322—323.

Указ Президиума Венгерской Народной Республики № 26 от 1964 года о гражданской авиации. [Law-decree No. 26 of 1964 of the Presidium of the Hungarian People's Republic on civil aviation.] ОVPr. 2/1965. [1966.] 49—57.

Закон № III от 1964 года о строительстве. [Act No. 3 of 1964 on building administration.] ОVPr. 2/1965. [1966.] 58—72.

ZSUFFA István: Ankét a fővárosi és kerületi szervek feladatairól és viszonyáról. [Conference on the tasks and relations of municipal and district organs. Анкета о задачах и взаимоотношении столичных и районных органов.] АИ. 4/1966. 378—382.

#### Book reviews — Рецензии

BURGER Kálmánné: A fogyasztói szolgáltatások egyes közgazdasági kérdései. [Economic problems of supplies for consumers. Некоторые экономические вопросы потребительских услуг.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. By Pál Szilas — Рец. Пал Силаш. АИ. 1/1966. 88—90.

LANGROD, Georges: La fonction publique internationale. Sa genèse, son essence, son évolution. Leyden, Sythoff, 1963. 387 p. By János Martonyi: A review on international civil service. — Рец. Янош Мартонь: Книга о международной службе. АИ. 6/1966. 570—571.

Sfaturile populare — organe locale ale puterii de Stat in R.P.R. [Development of the Rumanian people's councils. Развитие румынских народных советов.] Bucuresti, Edit. Academiei RPR., 1964. 480 p. By Lajos Nagy — Рец. Лайош Надь. АИ. 3/1966. 278—281.

[STAROŚCIĄK, J.] Старошциак, Й.: Элементы науки управления. [Elements of administrative science.] Москва, Изд. Прогресс, 1965. 423 стр. By Lajos Török — Рец. Лайош Тэрэк. АИ. 2/1966. 347—348.

TOLDI Ferenc: Az államigazgatási rendelkezések megsemmisítése és megváltoztatása. [Annuling and reversing administrative decisions. Уничтожение и изменение административных распоряжений.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 292 p. By György Szilágyi. — Рец. Дёрдь Силади. АИ. 6/1966. 564—569.

VARGA Jenő: A községpolitika és a községfejlesztés tapasztalatai, módszerei Bács-Kiskun megyében. [Experiences and methods of municipal policy and development in the county Bács-Kiskun. Опыт и методы сельской политики и развития сел в комитате Бач-Кншкун.] Вр. Táncsics Kiadó, 1965. 170 p. /Közalkalmazottak szakkönyvtára 14./ By Gyula Forján — Рец. Дюла Форян. АИ. 1/1966. 82—85.

#### IV. Financial Law — Финансовое право

##### Articles — Статьи

BADACSONYI György: Legfelsőbb Állam-pénzügyi Ellenőrző Szervek V. Nemzetközi Kongresszusa. [5th International Congress of the Supreme State Finances Control Organs. V-й конгресс Международной Организации Верховных Государственных Финансовых Контрольных Органов.] АИ. 1/1966. 74—81.

KOLOZSVÁRI Lajos—SZÖLLŐS Gábor: A tanácsok költségvetésének néhány problémája. [Some problems of the council budgets. Некоторые проблемы бюджета советов.] АИ. 1/1966. 37—47.

MONÁCSI István: A takarékosági intézkedések nyomában. [In the wake of the economy measures. Вслед за режимом экономии.] АИ. 4/1966. 359—364.

NIZSALOVSZKY Endre: Az öröklési viszonyosság és a devizajog. [Mutuality in succession and the rules on foreign exchange. Взаимность в области наследования и валютное право.] АИ. 1/1966. 16—39. —Рés. franc.; Русск. содерж.

#### V. Civil Law — Гражданское право

##### Articles — Статьи

BÁRÁNY Aladár: Egy állásfoglalás maradjára. [Az ági vagyon fogalma a bírói gyakorlatban.] [Concept of the succession by line in judicial practice. Понятие наследования по ветви в судебном практике.] JK. 3/1966. 149—153.

BECK, S[alamon]: Über einige Arten der zivilrechtlichen Schutzerteilung. [On certain forms of legal protection under civil law. Отдельные виды гражданско-правовой защиты прав.] AJurid. 1—2/1966. 21—43. — Rés. franc.; Русск. содерж.

BÉRCZI Imre: Az újítói jog néhány gazdasági és jogi problémája. [Some economical and legal problems of the law or innovation. Некоторые экономические и юридические проблемы рационализаторского права.] Szeged, Szegedi ny. 1965.

[1966.] 23 p. /Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et, politica Tomus 12. Fasc. 6./ — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung. BÉRCZI Imre—BESSENYEI Lajos: Polgári jogi tudományos munkaértekezlet Szegeden. [Scientific working conference on civil law at Szeged. Научное рабочее совещание по гражданскому праву в Сегеде.] JK. 6/1966. 323—332.

EÖRSI Gyula: A polgári jogi összehasonlítás módszertanához. [On the methodology of comparative civil law. К сравнительноправовой методологии в гражданском праве.] JK. 1—2/1966. 6—12.

EÖRSI Gyula: Megjegyzések a Legfelsőbb Bíróság polgári kollégiumának iránymutató döntéseihez. (1965—1966. február.) [Remarks to the directives of the College on Civil Cases of the Supreme Court. (1965—February 1966.) Замечания по принципиальным решениям Коллегии по гражданским делам Верховного Суда (1965—февраль 1966 г.)] АИ. 2/1966. 241—279.

PIARMATHY Attila: A szállítási szerződések szabályozása a gazdasági mechanizmus változása tükrében. [Regulation of delivery contracts as reflected by the changes of the mechanism of the economic system. Регулирование договоров поставки в свете изменения хозяйственного механизма.] АИ. 2/1966. 279—292.

HUSZÁR István: A szállítási szerződés helye és szerepe a népgazdasági irányító mechanizmusában. [Place and role of the delivery contracts in the directing mechanism of national economy. Место и роль договора поставки в механизме по управлению народным хозяйством.] JK. 3/1966. 120—129.

KRÉMER Miklós: Az újítások és találmányok reális értékeléséért, igazságos javadalmazásáért. [Realistic appraisal of, and just remuneration for innovations and inventions. За реальную оценку и за справедливое вознаграждение рационализаторских предложений и изобретений.] JK. 1—2/1966. 77—81.

LONTAI Endre: Polgári jogi tudományos munkaértekezlet Szegeden. [1965. dec. 7—9.] [A scientific working conference on civil law at Szeged. Научное рабочее совещание по гражданскому праву в г. Сегед.] АИ. 1/1966. 132—139.

LONTAI E[ndre]: Zivilrechtliche Arbeitskonferenz in Szeged. [7—9 December 1965.] [Conference on Civil Law at Szeged. Рабочее совещание по гражданскому праву в г. Сегед.] AJurid. 1—2/1966. 210—221.

MEZNERICS Iván: A szállítási szerződések új rendszere. [New system of the delivery contracts. Новая система договоров поставки.] JK. 4/1966. 178—185.

MÓRY László: Az állami fegyelem és a kötelmi felelősség. [State discipline and liability under obligatory right. Государственная дисциплина и ответственность по обязательству.] JK. 5/1966. 255—264.

NIZSALOVSKY Endre: Az öröklési viszonyosság és a devizajog. [Mutuality in succession and the rules on foreign exchange. Взаимность в области наследования и валютное право.] AJ. 1/1966. 16—39.—Rés. franc.; Русск. содерж.

SÁRÁNDI Imre: A felvásárlás jogi szabályozásának elvi kérdései. [Problems of principle of the legal regulation of hoarding. Принципиальные вопросы правового регулирования закупок.] JK. 1—2/1966. 41—52.

SÁRKÖZI Tamás: Érvénytelenség és hibás teljesítés az építési szerződések körében. [— — referátuma és annak vitája az AJI polgári jogi osztályán.] [Nullity and defective performance in building contracts. Report and the discussion. Недействительность и ошибочное исполнение в кругу договоров строительства. Реферат и дискуссия.] AJ. 2/1966. 293—316.

SZABÓ László: A polgári jogi ítékezés időszerű kérdései. [Topical problems of jurisdiction under civil law. Актуальные вопросы гражданско-правового правосудия.] JK. 5/1966. 265—270.

SZATHMÁRY Géza: A külön okiratba foglalt „váltókezeség”. [Guarantee put in a separate document. Изложенная в особом документе «порука по векселю».] JK. 5/1966. 264—265.

VARGA József: A tartási és életjáradéki szerződésekről. [On maintenance and annuity contracts. О договорах содержания и пожизненной ренты.] AI. 4/1966. 371—377.

VILÁGHY Miklós: Az ági öröklés a polgári törvénykönyvben. [Succession by line in the civil code. Наследование по ветви согласно гражданскому кодексу.] JK. 1—2/1966. 17—22.

VILÁGHY, M[iklós]: Les fondements théoriques de la protection juridique des oeuvres de l'esprit dans les régimes socialistes. [Theoretical basis of the legal protection for intellectual products in the socialist legal system. Теоретические основы юридической защиты авторских произведений в социалистическом правовом порядке.] In: Annales Budapest. Tomus 6. 1965. [1966.] 125—160.—Русск. содерж.; Eng. summary.

#### Book reviews — Рецензии

BENEDEK Károly—VILÁGHY Miklós: A Polgári Törvénykönyv a gyakorlatban. [The Civil Code in practice. Гражданский

кодекс в практике.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 611 p. By S[alamon] Beck — Рец. Ш[аламон] Бекк. JK. 1—2/1966. 97—102.

Июффе, О. С.: Советское гражданское право. [Soviet civil law.] Ленинград, Издат. Ленинградского Университета, 1965. 347 стр. By Endre Lontai.—Рец. Эндре Лонтан. AJ. 2/1966. 349—350.

#### VI. Labour Law — Трудовое право

##### Books — Книжки

Európai szocialista országok munkaügyi eljárása. Összeáll. Trócsányi László. [Labour procedure of the European socialist states. Edited by László Trócsányi. Трудовой процесс европейских социалистических стран. Ред. Ласло Трочани.] Вр. MTA Kesz. Soksz. [Soksz.] 1965. [1966.] 141 p. /MTA Állam- és Jogtudományi Intézete jogösszehasonlító osztályának kiadványai./

MATYASOVSKY Pál—MÉSZÁROS Tibor: Társadalombiztosítási jogszabályok és azok gyakorlata. 1—2. köt. [Legal rules on social insurance and their application in practice. Vol. 1—2. Правовые нормы социального страхования и их практика. Том. 1—2.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. [1966.] 798; 894 p.

A Munka Törvénykönyve és végrehajtási rendelete. A Szakszervezetek Országos Tanácsa és a Munkaügyi Minisztérium összeállítása. [Lezárva] 1966. jan. 15. [The Hungarian Labour Code and its enacting decree. A Compilation of the Central Council of Hungarian Trade Unions and the Hungarian Ministry of Labour. Closed: 15 January, 1966. Кодекс закона о труде и институция по исполнению. Составление Государственного Совета Профсоюзов и Министерства труда. До 15 января 1965 г.] Вр. Táncsics Kiadó, 1966. 432 p.

WELTNER Andor: A munkafegyelem. [Labour discipline. Трудовая дисциплина.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1966. 276 p. /Munkajogi kézikönyvek./

WELTNER Andor: A munkavédelem jogi kérdései. A SZOT felsőfokú munkavédelmi tanfolyamának tankönyve. [Legal problems of labour safety. Юридические проблемы охраны труда.] Вр. Táncsics Kiadó, 1966. 151 p.

##### Articles — Статьи

BALOGH Elemér: A munkajogi rendelkezések módosításának néhány kérdéséhez. [Problems of the modification of labour law rules. К некоторым вопросам

изменения положений о труде.] ЖК. 6/1966. 316—322.

NAGY László: A Munka Törvénykönyve módosítása végrehajtásának tapasztalatai. [Experiences on the execution of the amendments of the Labour Code. О некоторых опытах применения в практике изменения Кодекса о труде.] АИ. 3/1966. 195—203.

ROMÁN László: A munkáltatói jogok természetéről. [On the nature of the rights of employers. О природе прав нанимателя.] Вр. Tankönyvkiadó, 1965. [1966.] 64 p. /Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécs publicata 43./—Dt. Zusammenfassung.

SOLT Kornél: Az üzemi balesetek szabályozása és a jogegység. [Regulation of work accidents and the unity of law. Регулирование несчастных случаев на заводе и единство судебной практики.] ЖК. 5/1966. 250—255.

WELTNER, A[ndor]: The development of the institution of labour safety. [Развитие института охраны труда.] In: Annales Budapest. Tomus 6. 1965. 161—176. — Rés. franç.

WELTNER Andor: A munkajog tudományának egyes fejlődési irányairól. [On some development trends in labour law. О некоторых направлениях развития науки трудового права.] ЖК. 1—2/1966. 27—32.

WELTNER Andor: A szocialista gazdálkodó szervezet struktúrája. [Structure of the socialist economic system and management. Структура социалистической экономической организации.] AkadKözl. 14. köt. 3/1965. [1966.] 221—253.

#### Book reviews — Рецензии

Баглай, М[арат] В[икторович] Усенин, В[ладислав] И[ванович]: Правовые методы усиления эксплуатации трудящихся в странах капитала — Основные тенденции современного буржуазного трудового права. [Публ.] Академия наук СССР, Институт государственного и права. [Legal means of increasing the workers' exploitation in capitalist states.] Москва, Издат. Наука, 1964. 316 стр. Вр. László Román — Рец. Ласло Роман. ЖК. 6/1966. 343—349.

### VII. Family Law — Семейное право

#### Articles — Статьи

ВЕСК Salamon: Szülési költség és gyermektartásdíj áthárítása. [Reversion of the costs of confinement and of alimony. Переложение расходов по родам и алиментов на содержание ребенка.] ЖК. 4/1966. 204—207.

BUDVÁRI Róbert: A házasságon kívül született gyermek jogállása és a természet-tudományos tárgyi bizonyítás fejlődése. [The legal status of children born out of wedlock and the progress of scientific material proof. Юридическое положение внебрачного ребенка и развитие естественного вещественного доказывания.] Вр. Tankönyvkiadó, 1965. [1966.] 27—31. /Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécs publicata 44./ — Dt. Zusammenfassung.

CSIKI Ottó: A családjogi tartás néhány problémája. [Some problems of maintenance under family law. Некоторые проблемы содержания по семейному праву.] ЖК. 5/1966. 244—250.

HRASKÓ Gyula: „A házastársak közötti vagyoni igények . . .” körüli vita folytatása. [Continuation of the discussion on the 'spouses' claims for property'. Продолжение дискуссии по статье «Исковое (регрессное) требование между бывшими супругами».] ЖК. 5/1966. 273—276.

PAP Tibor: A szocialista családjogászok első nemzetközi konferenciája. [The first international conference of socialist lawyers working in the field of family law. Первая международная конференция юристов по социалистическому семейному праву.] ЖК. 1—2/1966. 82—87.

PAP Tibor: A házasságon kívüli leszármazásra vonatkozó jogalkotás fejlődése. [Development of the legislation on the descent out of wedlock. Развитие законодательства о внебрачном происхождении.] Вр. Tankönyvkiadó, 1965. [1966.] 3—25. /Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécs publicata 44./ — Dt. Zusammenfassung.

#### Book reviews — Рецензии

CSIKI Ottó: A modern házasság problémái. [Problem of modern marriage. Проблемы современного брака.] Вр. Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1965. 224 p. Вр. Tibor Pap — Рец. Тибор Пап. ЖК. 6/1966. 332—334.

GÓRECKI, Jan: Rozwód. Studium socjologiczno-prawne. [Divorce. Развод.] Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1965. 315 p. Вр. Tibor Pap — Рец. Тибор Пап. ЖК. 6/1966. 335—337.

### VIII. Land Law. Law of Co-operative Farms Земельное право. Сельскохозяйственное право

#### Books — Книги

BAK József: Igazgatás a mezőgazdasági termelőszövetkezetekben. [Management in

co-operative farms. Управление сельскохозяйственными кооперативами.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. [1966.] 350 p. [Bibliogr. passim.]

Mezőgazdasági jog. Földjog. Termelőszövetkezeti jog. [Egyetemi tankönyv.] Szerk. Nagy László—Seres Imre. [Law on agriculture. Land law. Law of co-operative farms. University textbook. Edited by László Nagy—Imre Seres. Сельскохозяйственное право. Земельное право. Право сельскохозяйственных кооперативов. Учебник для университетов. Ред. Ласло Надь—Имре Шереш.] Вр. Tankönyvkiadó, 1966. 461 p.

#### Articles — Статьи

FEKETE György: A mezőgazdasági termelőszövetkezetek tervszerű munkaerő-gazdálkodásának néhány problémája. [Some problems of the planned manpower-management of co-operative farms. Некоторые проблемы планомерного распределения рабочей силы в сельскохозяйственных производственных кооперативах.] AJ. 1/1966. 48—57.

HEGEDŰS István: A mezőgazdasági termelőszövetkezeti pártoló tagsági viszony időszerű kérdései. [Topical questions of supporting membership relations in co-operative farms. Актуальные вопросы членских отношений поддерживающих членов сельскохозяйственного производственного кооператива.] AJ. 3/1966. 214—223.

KOLOZSVÁRI Lajos: A termelőszövetkezetek jogi képviselőinek tapasztalatai Hajdú-Bihar megyében. [Experiences of the legal representation of co-operative farms in the county Hajdú-Bihar. Опыт юридического представительства производственных кооперативов в комитате Хайду-Бихар.] AJ. 4/1966. 353—358.

[MOLNÁR Imre] Molnár, И.: Оплата труда в производственных кооперативах. [Payment for work in co-operative farms.] AJurid. 1—2/1966. 91—113. — Dt. Zusammenfassung; Eng. summary.

NAGY László: A nem tsz-tagok földtulajdona a termelőszövetkezetekben. [Land ownership of non-members in co-operative farms. Земельная собственность в производственных кооперативах тех лиц, которые не являются членами кооператива.] AJ. 1/1966. 1—12.

NAGY László: Gondolatok az új termelőszövetkezeti törvényről. [Observations on the new law on co-operative farms. Мысли о новом законе о производственных кооперативах.] TSz. 5/1966. 39—51.

NAGY László—HEGEDŰS István: Reflexió egy „felelősségi jogi” tanulmányhoz.

[Várgedő Lajos: A termelőszövetkezeti jogi vagyoni felelősség egységes rendszeréről és causájáról.] [Reflections on a study analysing legal responsibility. Рефлекс на одну «ответственноправовую» статью.] JK. 3/1966. 145—149.

SÁRÁNDI Imre: A termelőszövetkezeti demokrácia vagyoni alapjai. [The basic elements of democracy in co-operative farms with respect to the right of property. Имущественно-правовые основы кооперативной демократии.] AJ. 3/1966. 242—252.

SERES Imre: A termelőszövetkezeti tulajdonjog tárgyáról. [On the subject of ownership in the co-operative farms. О предмете права собственности производственного кооператива.] AJ. 2/1966. 190—211. — Rés. franc.; Русск. содерж.

[SERES Imre] Шереш, И.: Право владения кооперативной собственностью. [Right of possession in the co-operative property.] In: Annales Budapest. Tomus 6. 1965. 77—97. — Rés. franc.; Dt. Zusammenfassung.

SERES Imre: A termelőszövetkezeti közös vagyon. [Common property of co-operative farms. Общее имущество производственного кооператива.] AJ. 1/1966. 84—120. — Rés. franc.; Русск. содерж.

SERES Imre: A termelőszövetkezeti tulajdonosi rendelkezési jogról. [Owners' right of disposal in co-operative farms. О праве распоряжения собственника по сельскохозяйственному кооперативному праву.] JK. 1 2/1966. 33—41.

#### Book reviews — Рецензии

Ерофеев, Б. В.: Советское земельное право. [Soviet land law.] Москва, Издат. Высшая Школа, 1965. 393 стр. Ву Imre Seres — Рец. Имре Шереш. JK. 5/1966. 281—284.

#### IX. Criminal Law — Уголовное право. Вспомогательные науки уголовного права

##### Books — Книги

Kriminalisztikai tanulmányok. 4. [köt.] Szerk. és bev. Gödöny József. [Közveteszi az] Országos Kriminalisztikai Intézet. [Studies in criminalistics. Vol. 4. Edited and intr. by József Gödöny. Publ. Hungarian Institut of Criminology. Статьи по криминалистике. Том. 4. Ред. и введение Йозеф Гёдён. Публ. Венгерский Институт Криминалистики.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1966. 346 p. [Bibliogr. passim.]

## Articles - Статьи

ELKÁN György: Intézeti szökések vizsgálata és értékelése. [Examination and evaluation of escapes from reformatory institutions. Исследование и оценка пробегов из детдомов.] In: Pszichológiai tanulmányok. 8. [Vol.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1965. [1966.] 559—569. — Русск. содерж.; Eng. summary.

FADGYAS András: A gyermekölések kriminológiai kérdései. [Criminological problems of infanticide. Кримнологические вопросы детоубийства.] In: Krim. tanulm. 4. 36—67.

FONYÓ Antal: A munka tartalma, célja és módszerei a büntetésvégrehajtás intézményeiben. [Content, aim and methods of work in the institutions of punishment. Содержание, цели и методы работы в институтах по исполнению наказаний.] JK. 3/1966. 105—113.

HÁMORI Éva: A szocialista büntetésvégrehajtás céljai, feladatai, tartalma. [Aims, tasks and content of the socialist administration of punishment. Цели, задачи и содержание исполнения наказания в социалистическом праве.] JK. 1—2/1966. 71—76.

KÁDÁR, M[iklós]: Les circonstances aggravantes. [Aggravating circumstances. Отягчающие обстоятельства.] AJurid. 1—2/1966. 45—68. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

KÁDÁR, M[iklós]: Mesures de traitement curatif dans le droit pénal hongrois. [Measures of corrective treatment in Hungarian criminal law. Нормы исправительного обращения в венгерском уголовном праве.] In: Annales Budapest. Tomus 6. 1965. [1966.] 41—60. Русск. содерж.; Eng. summary.

LÁZÁR Miklós: Nemzetközi kriminológiai értekezlet az NDK-ban a fiatalkori bűnözés tárgykörében. [International meeting on juvenile delinquency in the German Democratic Republic. Международное совещание кримнологическое о преступности несовершеннолетних в ГДР.] JK. 4/1966. 216—222.

RÓZSA János: A hamis vád egyes jogi és kriminológiai kérdéseiről. [On certain legal and criminological problems of malicious prosecution. О некоторых юридических и кримнологических вопросах заведомо ложного доноса.] In: Krim. tanulm. 4. 5—35.

SZABÓ András: Büntetőintézeti életrend kriminológiai vizsgálata. [Criminological examination of the prison life order. Кримнологическое исследование строя жизни в местах заключения.] In: Krim. tanulm. 4. 105—121.

SZABÓ András: Nevelés a szabadságvesztés-büntetés végrehajtása során. [Education during imprisonment. Воспитание в процессе исполнения наказания в виде лишения свободы.] JK. 5/1966. 231—239.

VERMES, M[iklós]: Kriminalpolitik und Kriminologie. [Criminal policy and criminology. Уголовная политика и криминология.] AJurid. 1—2/1966. 115—143. — Rés. franç.; Русск. содерж.

VERMES Miklós: A kriminológiai kutatások határkérdései. [Marginal cases of researches on criminology. Смежные вопросы криминологических исследований.] AJ. 1/1966. 121—131. — Rés. franç.; Русск. содерж.

VERMES Miklós: A visszaeső bűnözés kriminológiai vizsgálata. [Criminological examination of recidivism. Криминологическое исследование преступности рецидивистов.] In: Krim. tanulm. 4. 68—104.

VERMES Miklós: A társadalom szerepe a büntetésvégrehajtásban. [Role of the society in the administration of punishment. Роль общества в исполнении наказания.] JK. 4/1966. 185—190.

## Book reviews — Рецензии

DONGOROZ, V. — KAHANE, S. — OANCEA, I. — FODOR, I. — PETROVICI, S.: Infrațiunile contra avutului obștesc. [Crimes against social property. Преступления против общественной собственности.] București, Editura Academiei RPR. 1963. 481 p. By Miklós Lázár — Рец. Миклош Лазар. AJ. 2/1966. 338—344.

FÖLDVÁRI József: Az igazságszolgáltatás elleni bűntettek. [Crimes against jurisdiction. Преступления против правосудия.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 486 p. By Tibor Horváth — Рец. Тибор Хорват. JK. 6/1966. 337—342.

HORVÁTH, Tibor: Az élet, testi épség, egészség büntetőjogi védelme. [Protection of life, corporal integrity and health by criminal law. Уголовно-правовая защита жизни, телесной целостности и здоровья.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 533 p. By J[ózsef] Földvári — Рец. Й[ожеф] Фелдварн. AJurid. 1—2/1966. 183—189.

OHM, A.: Haltungstile Lebenslänglicher. Kriminologische Untersuchungen im Zuchthaus. [Conduct of lifers. Criminological investigations in prisons. Поведение пожизненного заключенного. Криминологические исследования в тюрьме.] Berlin, Walter de Gruyter 1959. 161 p. By András Szabó — Рец. Андраш Сабо. AJ. 2/1966. 350—351.

Orvostudomány és igazságszolgáltatás. Az Egészségügyi Tudományos Tanács Igaz-

ságügyi Bizottságának munkásságából. 1. köt. Összeáll. *Somogyi Endre*. [Medicine and jurisdiction. Vol. 1. Edited by Endre *Somogyi*. Медицина и правосудие. Том 1. Ред. Эндре *Шомоду*.] Вр. Medicina Kiadó, 1965. 216 p. Rec. Kálmán Györgyi — Рец. Калман Дьерды. JK. 3/1966. 160—161.

## X. Judicial System — Судостроительство

### Books — Книги

POSTA Gyula: Társadalmi bíróságok gyakorlatára. [Practice of the social courts. Практика общественных судов.] [Вр.] Tánesics Kiadó, 1966. 125 p.

### Articles — Статьи

BEÉR János: A községi bíraskodás ügyéről. [On the problem of municipal jurisdiction. О деле сельского правосудия.] AI. 2/1966. 105—114.

FARKAS, S[ándor]: The legal status of the prosecutors' offices in the Hungarian People's Republic. [Юридическое положение прокуратур в Венгерской Народной Республике.] AJurid. 1—2/1966. 223—231.

GÖTZ János: Tapasztalatok az üzemi társadalmi bíraskodásról. [Experiences on the social jurisdiction in factories. Опыты деятельности товарищеских судов в предприятиях.] AI. 2/1966. 138—147.

HALÁSZ Sándor—HARTAI László: Az ideológiai irányelveknek a jogalkalmazásban való hasznosításáról. [Ideological directives in the application of law. Об использовании идеологических руководящих принципов в применении права.] JK. 6/1966. 289—297.

HÁMORI Vilmos: Jogalkalmazás — joghézag — jogi analógia. [Application of law — gap in law — analogy of law. Применение права — пробел законодательства — аналогия права.] JK. 6/1966. 296—306.

NÉVAI László: Demokrácia, törvényesség és ügyészi felügyelet. [Democracy, the rule of law and prosecutor's supervision. Демократия, законность и прокурорский надзор.] AI. 2/1966. 129—137.

NÉVAI László: Az ügyészség intézménye a háború utáni európai tőkés alkotmányokban. [The institution of prosecutor's offices in the post-war constitutions of European capitalist states. Институт прокуратуры в послевоенных европейских капиталистических конституциях.] JK. 1—2/1966. 23—27.

SCHELNITZ György: A bíróságok szignalizációs tevékenysége polgári ügyekben. [Signalization activity of the courts in civil cases. Деятельность судов по сигнала-

лизации в гражданских делах.] JK. 4/1966. 199—204.

VÁGÓ Ödön: A társadalmi bíróságok működése az erdőterületen. [The activity of social courts in forestry. Действие товарищеских судов в области лесоводства.] AI. 5/1966. 451—454.

### Book reviews — Рецензии

ÚJLAKI, László: Döntőbizottsági szervezet és eljárás. [Organization and procedure of arbitration. Организация и процесс арбитража.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1964. 571 p. Ву Е[ndre] Nizsalovszky — Рец. Э[ндре] Нижаловски: Die Organisation und das Verfahren der Arbitragen (Schiedskommissionen). AJurid. 1—2/1966. 173—178.

## XI. Civil Procedure—Гражданский процесс

### Articles — Статьи

BÁRDOSI István: A perbeli egyezség és a perjogi alapelvek kapcsolata. [Connection between conciliation by action and the basic principles of procedure. О связи соглашения в ходе судебного процесса и основных принципов процессуального права.] Szeged, Szegedi ny. 1965. [1966.] 18 p. /Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 12. Fasc. 5./ — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

FARAGÓ László: A szocialista országok választottbíráskodásának néhány alapelve. [Some basic principles of arbitration in the socialist countries. Несколько основных принципов деятельности арбитража социалистических стран.] JK. 4/1966. 214—216.

[NÉVAI László] NEVAI, JI.: Установление объективной истины и принцип добросовестного ведения дел в венгерском гражданском процессе. [Determination of objective justice and the principle of well-intentioned administration in the Hungarian civil procedure.] In: Annales Budapest. Tomus 6. 1965. [1966.] 61—76. — Rés. franç.; Dt. Zusammenfassung.

RÉVAI Tibor: A jogvita egy perben való koncentrálása. [Concentration of legal disputes in a single suit. Концентрация правового спора в одном процессе.] JK. 1—2/1966. 52—60.

## XII. Criminal Procedure — Уголовный процесс

### Articles — Статьи

AVAR Jenő: A terhelt kihallgatásának néhány taktikai problémája a nyomozás

során. [Some tactical problems of the accused's hearing during the investigation. Некоторые тактические проблемы допроса обвиняемого в предварительном следствии.] In: Krim. tanulm. 4. 122—159.

BALOG János: Bizonyítottság a nyomozásban. [conclusiveness in the inquiry. Доказанность в предварительном следствии.] JK. 5/1966. 239—244.

BARNA, P[éter]: Strafverfolgung, Strafverfahren, Ermittlung. [Criminal prosecution, criminal proceedings and investigation. Уголовное преследование, правосудие и следствие.] In: Annales Budapest. Tomus 6. 1965. [1966.] 3—16. — Русск. содерж.; Eng. summary.

BÁRKÁNYI Pál: Tinták vizsgálata kémiai reagensekkel. [Analysis of inks with chemical agents. Исследование чернил с применением химических реагентов.] In: Krim. tanulm. 4. 210—238.

SIMOR Pál: Védő a nyomozásban. [The counsel for the defendant in the investigation. Защитник в предварительном следствии.] In: Krim. tanulm. 4. 160—196.

SZABÓ Ilona—VASS Kálmán: Ittas állapotban írt kézírások kriminalisztikai vizsgálatáról. [On the criminalistic examination of handscripts written in a drunken state. О криминалистическом исследовании почерков, исполненных в состоянии опьянения.] In: Krim. tanulm. 4. 197—209.

SZÉKELY János: A legújabb kriminalisztikai irodalom. 4. [Recent literature on criminalistics. 4. Новейшая литература по криминалистике 4.] In: Krim. tanulm. 4. 239—341.

#### Book reviews — Рецензии

Problèmes contemporains de procédure pénale. Recueil d'études en hommage à M. Louis Hugueneu. [Contemporary problems of criminal procedure. Современные проблемы уголовного процесса.] Paris, Sirey, 1964. 300 p. /Institut de droit comparé de l'Université de Paris. Travaux de la Section de droit pénal et de science criminelle 4./ By Lajos Nagy — Рец. Лайош Надь. AJ. 1/1966. 159—164.

### XIII. International Law — Международное право

#### Articles — Статьи

BOKOR Hanna: Human rights and international law. [Вопрос прав человека и международное право.] In: Socialist concept of human rights. 267—309.

Buza László: A nemzetközi jog fejlődése a felszabadulás óta. [Progress of international law since Liberation. Развитие международного права после освобождения Венгрии.] Szeged, Szegedi ny. 1965. [1966.] 7—33. /Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 12. Fasc. 1./ — Русск. содерж.; Eng. summary.

GÁL Gyula: Az új magyar légikódex nemzetközi vonatkozásai. [International aspects of the new Hungarian air code. Международные черты нового венгерского воздушного кодекса.] JK. 5/1966. 225—230.

HAJDU Gyula: A jog, a jogász és a nemzetközi kapcsolatok. [Law, lawyers and international relations. Право, юрист и международные отношения.] JK. 1-2/1966. 3—6.

MÁRKUS Ferenc: Nemzetközi büntetőjog a múltban és a jelenben. [International criminal law in past and present. Международное уголовное право в прошлом и в настоящее время.] AJ. 2/1966. 214—240. — Rés. franç.; Русск. содерж.

USTOR, E[ndre]: Progressive development of international law and the United Nations. [Постепенное развитие международного права и ООН.] A Jurid. 1—2/1966. 69—90.— Rés. franç.; Русск. содерж.

#### Book reviews — Рецензии

GÁL Gyula: Világűrjog. [Space law. Космическое право.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1964. 366. p. By F[erenc] MÁDL — Рец. Ф[еренц] Мадл. AJurid. 1—2/1966. 179—184.; By Hanna Bokor-Szegő — Рец. Ханна Бокор-Серё. JK. 3/1966. 158—160.; By László Szádeczky-Kardoss — Рец. Ласло Садецки-Кардос. AJ. 2/1966. 185—188.

### XIV. Private International Law — Международное частное право

#### Books — Книжки

MÁDL Ferenc: Külkereskedelmi monopólium — nemzetközi magánjog. [Foreign trade monopoly and private international law. Монополия внешней торговли — международное частное право.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1966. 306 p. [Bibliogr. 271—282.]— Русск. содерж.; Eng. summary.

#### Articles — Статьи

DIÓSDI György: A „locus regit actum” és a mai nemzetközi magánjog. [The prin-



inciple "locus regit actum" and contemporary international private law. [*Locus regit actum*] и современное международное частное право.] JK. 4/1966. 190—198.

SZALÓKY László: Intermetall Vaskohászati Együttműködési Szervezet. [Intermetall. International company for cooperation in metallurgy. Интерметалл. Организация по сотрудничеству в черной металлургии.] JK. 5/1966. 270—272.

TIMÁR István: A Berni Unió revíziója. [Revision of the Union of Bern. Ревизия Бернского Союза.] JK. 3/1966. 143—145.

ZAKÁR János: A Párizsi Unió és a Berni Unió új szervezetének létrehozása és a szellemi alkotások oltalmára hivatott új világszervezet megalakítása. [Foundation of the new organization of the Union of Paris and the Union of Bern and establishment of a new world organization on protection for intellectual products. Создание новой организации Парижской Унии и Бернского Союза и создание новой мировой организации, призванной защищать произведения умственного труда.] JK. 1—2/1966. 90—97.

#### XV. History of State and Law. Roman Law. Canon Law — История государства и права. Римское право. Каноническое право

##### Articles — Статьи

CSIZMADIA Andor: L'Université de Pécs au moyen âge. [The University of Pécs in the Middle Ages. (1367—) Университет г. Печ в средних веках. (1367—)] Vp. Tankönyvkiadó, 1965. [1966.] 23 p. [Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécs publicata 42.]

HORVÁTH Pál: Adalékok a nemzeti ideológia múltjának elemzéséhez a magyar jogi historizmus történetéből. [Data from the history of Hungarian legal historism to the analysis of the past of nationalist ideology. Данные для анализа прошлого национальной идеологии и истории венгерского правового историзма.] JK. 4/1966. 165—173.

KOVACSICS József: Kollokvium a történeti demográfia feladatairól. [Seminar on the tasks of historical demography. Коллоквиум о задачах исторической демографии.] AI. 2/1966. 183—184.

NAGY, I[stván]: VII. Ungarisch-Tschechoslowakische Rechtshistorische Konferenz. Pécs, 23—25 September 1965. [7th Hungarian-Czechoslovak Conference on History of Law. VII венгерско-чехословацкая историческо-правовая конференция.] AJurid. 1—2/1966. 191—200.

PÓLAY Elemér: A censori regimen morum és az ún. házi bírászkodás. [The regimen morum of the censors and the so-called household jurisdiction. Цензорский regimen morum и т. н. правосудие домашнего порядка.] Szeged, Szegedi ny. 1965. [1966.] 43 p. [Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 12. Fasc. 4./ — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.]

SÁRI Vilmos: A községi és mezővárosi bíróságok a feudalizmus korában. [Village and borough courts in feudalism. Правосудие сел и сельских городов в эпоху феодализма.] AI. 4/1966. 308—318.

##### Book reviews — Рецензии

BIANCHI, Leonard: Pravne formy monopolizacije za buržoaznej ČSR. [Legal forms of the development of monopolies in the bourgeois Czechoslovak Republic. Правовые формы монополизации в буржуазной чехословацкой республике.] Bratislava, Vyd. Slov. Akad. Vied, 1965. 272 p. By László Trócsányi—Рец. Ласло Трочаны. AJ. 2/1966. 348—349.

#### XVI. Miscellanea — Смешанное

##### Articles — Статьи

HORVÁTH Róbert: Konek Sándor professzor (1819—1884) elméleti statisztikai munkássága és a magyar polgári statisztikai elmélet kialakulása. [Activity of Professor Sándor Konek (1819—1884) in the field of statistical theory of statistic. Теоретическая деятельность профессора Шандора Конека (1819—1884) и развитие буржуазной статистической науки в Венгрии.] Szeged, Szegedi ny. 1965. [1966.] 66 p. [Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 12. Fasc. 2./ — Русск. содерж.; Rés. franç.]

KÁDÁR Miklós: Húsz év. [Twenty years of the review: Jogtudományi Közlöny. Двадцать лет журнала Jogtudományi Közlöny.] JK. 1—2/1966. 1—2.

LÓRINCZ Lajos: Az Állam- és Jogtudományi Intézet jogösszehasonlító osztályának kiadványairól. [On the publications of the Department on Comparative Law of the Institute for Legal and Administrative Sciences. Об изданиях Сектора по сравнению права Института государства и права.] AI. 5/1966. 478—480.

MADARÁSZ Tibor: A joghallgatók nyári szakmai gyakorlatának továbbfejlesztése. [Improvement of the summer professional training of law students. Дальнейшее раз-

вите легкой профессиональной практики студентов-юристов.] *AI*. 2/1966. 159-164.

NAGY, Lajos: The legislation of the Hungarian People's Republic in 1964. [Правотворчество Венгерской Народной Республики в 1964 году.] *ILR*. 2/1965. [1966.] 21-24.

[NAGY Lajos] Надь, Лайош: Правотворчество Венгерской Народной Республики в 1964 году. [The legislation of the Hungarian People's Republic in 1964.] *OVPr*. 2/1965. [1966.] 26-30.

NAGY László: Jogi oktatás a gödöllői Agráregyetemen. [Legal teaching in the University of Agriculture at Gödöllő. Преподавание права в Аграрном Университете в Гёдёллэ.] *AI*. 3/1966. 264-267.

Несколько данных об Ассоциации Венгерских Юристов. [Some facts about the Hungarian Lawyers' Association.] *OVPr*. 2/1965. [1966.] 43-45.

Some facts about the Hungarian Lawyers' Association. [Несколько данных об Ассоциации Венгерских Юристов.] *ILR*. 2/1965. [1966.] 35-36.

#### Book reviews — Рецензии

Polska bibliografia prawnicza — Bibliographie juridique polonaise. 1944 — Vol. 1-3. [Publ.] Polska Akademia Nauk. Instytut Prawnicich Nauk. [Polish legal bibliography. 1944 — Библиография польской юридической литературы периода после освобождения. 1944 —] Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1962. By Lajos Nagy — Рец. Лайош Надь. — *JK*. 5/1966. 284-286.

#### Documentation — Документация

Az európai szocialista államok jogalkotása. [Legislation of the European socialist countries. Правотворчество европейских социалистических государств.]

A[ЛТИ] G[σιδό]: Német Demokratikus Köztársaság. [German Democratic Republic. Германская Демократическая Республика.] *JK*. 5/1966. 276-277.

L[ÁZÁR] M[iklós]: Románia Szocialista Köztársaság. [Rumanian Socialist Republic. Румыния Социалистическая Республика.] *JK*. 4/1966. 222-223.

N[AGY] I[stván]: Lengyel Népköztársaság. [Polish People's Republic. Польская Народная Республика.] *JK*. 3/1966. 153-158.

T[ROCSÁNYI] L[ászló]: Csehszlovák Szocialista Köztársaság. [Czechoslovak Socialist Republic. Чехословацкая Социалистическая Республика.] *JK*. 1-2/1966. 87-90.

Jelentősebb külföldi (szocialista) jogszabályokról. [On more important foreign (socialist) legal statutes. О значительных зарубежных (социалистических) правовых нормах.]

L[ÁZÁR] M[iklós]: Románia Szocialista Köztársaság. [Rumanian Socialist Republic. Румыния Социалистическая Республика.] *AI*. 2/1966. 189-191.

T[ROCSÁNYI] L[ászló]: Csehszlovák Szocialista Köztársaság. [Czechoslovak Socialist Republic. Чехословацкая Социалистическая Республика.] *AI*. 1/1966. 91-96.; *AI*. 6/1966. 572-576.

## INDEX

L. BUZA, Le principe de l'égalité souveraine des États en considération de l'inégalité de leur importance politique et de leur rôle dans la vie internationale — (Л. Буза, Принцип суверенного равенства государства, обращая внимание на неравенство их политического веса и роли в международной жизни) .....	251
O. BIHARI, Die Räte als die örtlichen Organe der Staatsgewalt — (О. Бихари, Советы как местные органы государственной власти) .....	265
Gy. BOYTA, Some problems of the development of copyright law with special regard to television — (Дь. Бойта, Некоторые вопросы развития авторского права, обращая особое внимание на телевидение) .....	289
Ф. КРАТОХВИЛ, Подготовка судебного разбирательства уголовных дел — F. KRATOSHWILL, Die richterliche Vorbereitung der Strafprozesse) .....	319
A. HARMATHY, Die Regelung der Lieferverträge im Lichte der Änderung des Wirtschaftsmechanismus — (А. Хармату, Регулирование договоров поставки в свете нового экономического механизма) .....	339
И. ШЕРЕШ, К вопросу об основе права собственности и устойчивости общего землепользования производственных кооперативов — I. SERES, Remarques relatives aux problèmes de la durée de l'usage et au régime de la propriété des terres se trouvant en usage commun des coopératives de production) .....	367

### *Recensiones*

M. SAMU, Die Grundlage der Gliederung des sozialistischen Rechtssystems (V. Peschka) — (М. Шаму, Основы разделения социалистической правовой системы) (В. Пешка) .....	391
Ö. ZOLTÁN, Kauf und Tausch; Der Werkvertrag (A. Harmathy) — (Э. Золтан, Купля-продажа и обмен; Договор-подряд) (А. Хармату) .....	396
I. SÁRÁNDI, Rechtsmissbrauch (L. Vékás) — (И. Шаранди, Злоупотребление правом) (Л. Векаш) .....	401
K. TÖRÖ, Ärztliche Tätigkeit als zivilrechtliches Verhältnis (L. Gáspárdy) — (К. Тэрэ, Гражданско-правовые отношения врача) (Л. Гашпарди) .....	409
И. ТАКАЧ, Задачи районных советов (Й. Варга) — (I. TAKÁCS, Les tâches des conseils de district) (J. Varga) .....	412
J. VIGN, La criminalité des jeunes criminels et la société (J. Földvári) — (Й. Виз, Преступность несовершеннолетних и общество) (Й. Фельдвари) .....	419
J. PINTÉR, Le concept et l'importance du danger dans le droit pénal (M. Lázár) (Й. Пинтер, Понятие и значение опасности в уголовном праве) (М. Лазар) .....	422
O. BIHARI, Theory of the representative organs with state authority (Gy. Antalffy) — (О. Бихари, Теория представительных органов государственной власти) (Дь. Анталфи) .....	426

### *Informationes*

L. FARAGÓ, L'arbitrage dans le commerce extérieur des pays socialistes de l'Europe — (Л. Фараго, Роль арбитража во внешней торговле европейских социалистических стран) .....	433
---	-----

### *Bibliographia*

L. NAGY — K. VEREDY, Hungarian Legal Bibliography 1966 1st part — (Л. Надь — К. Вреди, Венгерская юридическая библиография 1966, 1-я часть) .....	445
---	-----

*Printed in Hungary*

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója

Műszaki szerkesztő: Farkas Sándor

A kézirat nyomdába érkezett: 1966. VIII. 23. — Terjedelem: 18,75 (A/5) ív

---

66.62783 Akadémiai Nyomda, Budapest — Felelős vezető: Bernát György

# Comparative Essays in Jurisprudence

Edited by Z. Péteri

---

*Studies in English and French* • Approx. 290 pages •  
17×24 cm • Cloth

This volume contains all the studies prepared as contributions by Hungarian researchers to the VIIIth International Congress of Comparative Law, Uppsala, August 1966. Experts of the most varied branches will certainly take interest in its contents inasmuch as it is near to give a full, comprehensive survey of the entire scope of jurisprudence, covering such special fields as the history of state and law, theory of state and law, civil law, civil procedure, family, labour, constitutional, administrative and financial law, as well as criminal law and criminal procedure.

**Akadémiai Kiadó**

**Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences  
Budapest V. Alkotmány utca 21**

## **HUNGARIAN LEGAL BIBLIOGRAPHY 1945—1965**

Published by the Institute for Legal and Administrative Sciences  
of the Hungarian Academy of Sciences

**Edited by L. Nagy**

*In English • Approx. 260 pages • 17 × 24 cm • Cloth*

This selected bibliography of the Hungarian literature on law gives an account of the most important Hungarian reference works (codes, bibliographies, periodicals, series, etc.) published in the period 1945—1965, and also deals with monographs on some special branches of law, collections on statutory provisions, and papers of outstanding importance. Each special branch is introduced by a short essay which surveys the development and main trends of jurisprudence in the relevant field.

**I. Szászy**

### **INTERNATIONAL CIVIL PROCEDURE**

*In English • Approx. 720 pages • 17 × 24 cm • Cloth*

The author deals, by comparative analysis, with the basic principles of socialist and capitalist legal systems which regulate the international relations of civil procedure. The book, by virtue of its comparative character, supplies a great want in international literature on law, because works published so far on similar topics are less comprehensive and are dealing usually with one local legal system only.

**AKADÉMIAI KIADÓ**

**Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences  
Budapest V. Alkotmány utca 21**

The *Acta Juridica* publish papers on jurisprudence in English, French, German and Russian.

The *Acta Juridica* appear twice a year in issues making up one volume (of some 400—500 pp).

Manuscripts should be addressed to:

*Acta Juridica, Budapest V., Alkotmány u. 21.*

Correspondence with the editors and publishers should be sent to the same address.

The rate of subscription to the *Acta Juridica* is 110 forints a volume. Orders may be placed with "Kultúra" Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest I., Fő utca 32. — Account No. 43-790-057-181) or with representatives abroad.

---

Les *Acta Juridica* publient des travaux du domaine de la jurisprudence en français, anglais, allemand et russe.

Les *Acta Juridica* sont publiés sous forme de fascicules qui seront réunis en un volume (400—500 pp.) par an.

On est prié d'envoyer les manuscrits destinés à la rédaction à l'adresse suivante:

*Acta Juridica, Budapest V., Alkotmány u. 21.*

Toute correspondance doit être envoyée à cette même adresse.

Le prix de l'abonnement est de 110 forints par volume. On peut s'abonner à l'Entreprise du Commerce Extérieur de Livres et Journaux «Kultúra» (Budapest I., Fő utca 32. — Compte-courant No. 43-790-057-181) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

---

Die *Acta Juridica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Rechtswissenschaft in deutscher, englischer, französischer und russischer Sprache.

Die *Acta Juridica* erscheinen halbjährlich in Heften, die jährlich einen Band bilden (400—500 S.).

Die zur Veröffentlichung bestimmten Manuskripte sind an die folgende Adresse zu senden:

*Acta Juridica, Budapest V., Alkotmány u. 21.*

An die gleiche Anschrift ist auch jede für die Redaktion und den Verlag bestimmte Korrespondenz zu senden.

Abonnementspreis pro Band: 110 Forint. Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Aussenhandels-Unternehmen «Kultúra» (Budapest I., Fő utca 32. Bankkonto Nr. 43-790-057-181) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

Reviews of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable  
at the following addresses:

- ALBANIA**  
Ndermarja Shtetnore e Botimeve  
*Tirana*
- AUSTRALIA**  
A. Keesing  
Box 4886, GPO  
*Sydney*
- AUSTRIA**  
Globus Buchvertrieb  
Salzgries 16  
*Wien I*
- ELGIUM**  
Office International de Librairie  
30, Avenue Marnix  
*Bruxelles 5*  
Du Monde Entier  
5, Place St. Jean  
*Bruxelles*
- BULGARIA**  
Raznoiznos  
1Tzar Assen  
*Sofia*
- CANADA**  
Pannonia Books  
2 Spadina Road  
*Toronto 4, Ont.*
- CHINA**  
Waiwen Shudian  
*Peking*  
P. O. B. Nr. 88.
- CZECHOSLOVAKIA**  
Artia  
Ve Smeckách 30  
*Praha 2*  
Postova Novinova Sluzba  
Dovoz tisku  
Vinohradská 46  
*Praha 2*  
Madarská Kultura  
Václavské nám. 2.  
*Praha 1*  
Postova Novinova Sluzba  
Dovoz tlace  
Leningradská 14  
*Bratislava*
- DENMARK**  
Ejnar Munksgaard  
Nørregade 6  
*Copenhagen*
- FINLAND**  
Akateeminen Kirjakauppa  
Keskuskatu 2  
*Helsinki*
- FRANCE**  
Office International de Documentation  
et Librairie  
48, rue Gay Lussac  
*Paris 5*
- GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC**  
Deutscher Buch-Export und Import  
Leninstraße 16.  
*Leipzig 701*  
Zeitungsvertriebsamt  
Clara Zetkin Straße 62.  
*Berlin N. W.*
- GERMAN FEDERAL REPUBLIC**  
Kunst und Wissen  
Erich Bieber  
Postfach 46  
7 Stuttgart 5.
- GREAT BRITAIN**  
Collet's Holdings Ltd.  
Dennington Estate  
London Rd.  
*Wellingborough, Northamps.*  
Robert Maxwell and Co. Ltd.  
Waynflete Bldg. The Plain  
*Oxford*
- HOLLAND**  
Swetz and Zeitlinger  
Keizersgracht 471—487  
*Amsterdam C.*  
Martinus Nijhof  
Lange Voorhout 9  
*The Hague*
- INDIA**  
Current Technical Literature  
Co. Private Ltd.  
India House OPP.  
GPO Post Box 1374  
*Bombay I*
- ITALY**  
Santo Vanasia  
Via M. Macchi 71  
*Milano*  
Libreria Commissionaria Sansoni  
Via La Marmora 45  
*Firenze*
- JAPAN**  
Nauka Ltd.  
92. Ikebukur O-Higashi 1-chome  
*Toshima-ku*  
*Tokyo*  
Maruzen and Co. Ltd.  
P. O. Box 605  
*Tokyo-Central*  
Far Eastern Booksellers  
Kanda P. O. Box 72  
*Tokyo*
- KOREA**  
Chulpanmul  
*Phenjan*
- NORWAY**  
Johan Grundt Tanum  
Karl Johansgatan 43  
*Oslo*
- POLAND**  
RUCH  
ul. Wilcza 46.  
*Warszawa*
- ROUMANIA**  
Cartimex  
Str. Aristide Briand 14—18.  
*Bucuresti*
- SOVIET UNION**  
Mezhdunarodnaja Kniga  
*Moscow G—200*
- SWEDEN**  
Almqvist and Wiksell  
Gamla Brogatan 26  
*Stockholm*
- USA**  
Stechert Hafner Inc.  
31 East 10th Street  
*New York, N. Y. 1003*  
Walter J. Johnson  
111 Fifth Avenue  
*New York, N. Y. 1003*
- VIETNAM**  
Xunhasaba  
19, Tran Quoc Toan  
*Hanoi*
- YUGOSLAVIA**  
Forum  
Vojvode Misica broj 1.  
*Novi Sad*  
Jugoslovenska Knjiga  
Terazije 27.  
*Beograd*